



JOURNAL DES AUDIENCES ET ARRESTS

D U

PARLEMENT DE BRETAGNE

RENDUS sur les Questions les plus importantes de Droit Civil, de Coûtume, de Matieres Criminelles, Beneficiales & de Droit Public.

T O M E S E C O N D.

CONTENANT *les Arrests rendus depuis la S^T. Martin 1735.
jusqu'à Pâques 1738. & plusieurs Actes de Notoriété.*



P. de Lamoignon

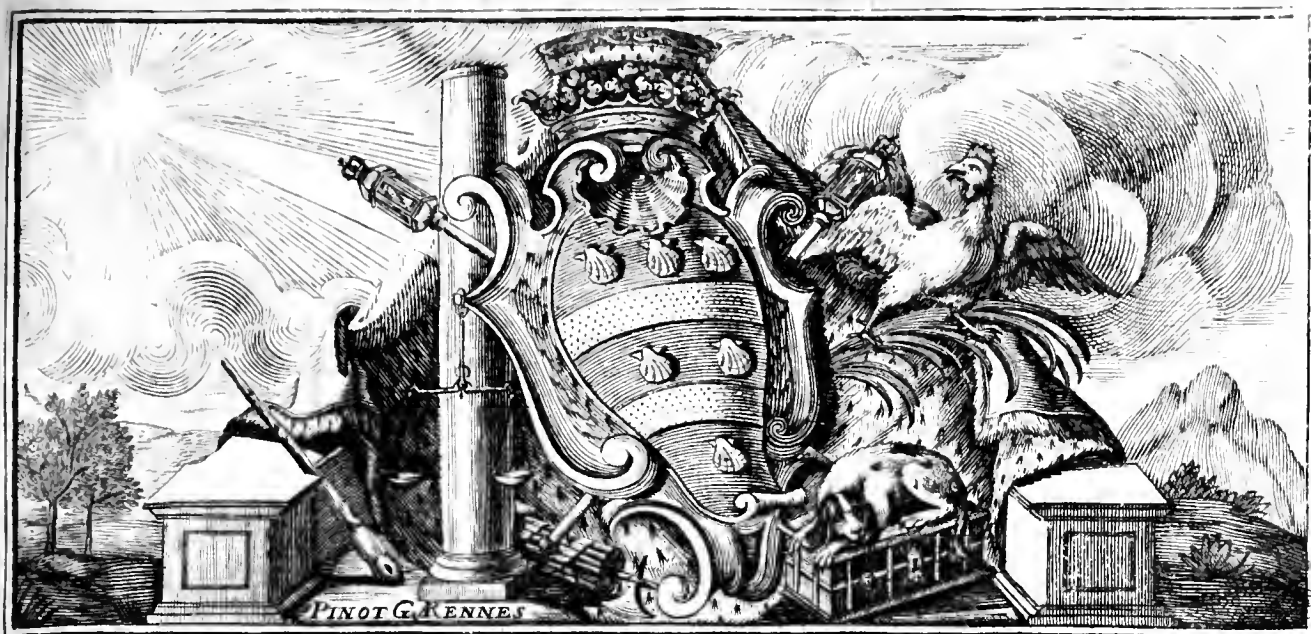
A R E N N E S,

Chez GUILLAUME VATAR, Imprimeur ordinaire du Roy,
du Parlement & du Droit, au coin du Palais, à la Palme d'Or.

M. D C C. X L.
AVEC PRIVILEGE DU ROY.

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

<http://www.archive.org/details/journaldesaudien02bret>



A MONSEIGNEUR
DE LA BRIFFE,
CHEVALIER, SEIGNEUR
D'AMILLY,
CONSEILLER DU ROY EN TOUS SES CONSEILS,
PREMIER PRESIDENT
DU PARLEMENT DE BRETAGNE.



ONSEIGNEUR,

*J'ay l'honneur de vous offrir le second Volume
d'un Ouvrage dont Vous avez formé le Plan & que*

vous honorez de *Votre Protection*. Il ne suffisoit pas, MONSEIGNEUR, que le Barreau & le Public eussent entendu de *Votre bouche* le plus grand nombre des Arrests dont ce Volume est composé. Il falloit que la postérité la plus reculée profitât des *Maximes confirmées par ces Arrests*, Monumens éternels de l'attachement inviolable à la Justice qui réunit vos sentimens avec ceux de l'Auguste Parlement dont Vous êtes le Chef. Formé dans des Principes qui nous sont, pour ainsi dire, étrangers, à peine avez vous été placé, MONSEIGNEUR, à la tête de ce Parlement, que nos Loix Particulieres n'ont plus rien eu d'étranger pour Vous. L'âge auquel le Roy Vous avoit choisi pour une Place si importante, nous avoit annoncé vos lumieres supérieures & prématurées. Nous n'avons pas tardé à connoître votre Eloquence & l'étendue de vos talens pour les affaires les plus difficiles. Mais cette Province ne savoit pas qu'on lui avoit envoyé un Pere tendre & compatissant. Ses malheurs le luy ont appris. Ici, MON-

SEIGNEUR, *Votre modestie m'oblige au silence.*
Mais en suprimant, pour obéir à vos Ordres, des
veritez si glorieuses pour Vous, qu'il me soit per-
mis de joindre mon hommage à celui d'une Province
entiere qui, en Vous admirant comme le modelle du
parfait Magistrat, aime & revere en Vous le Pere
du Peuple & le soutien des malheureux.

J'ay l'honneur d'être avec un très-profond respect,

MONSEIGNEUR,

Votre très-humble & très-
obéissant Serviteur,
POULLAIN DU PARC,

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice".

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1991

11. The following table shows the number of people who have been convicted of a crime in the United States since 1970. The data is presented in millions of people.

100

1990

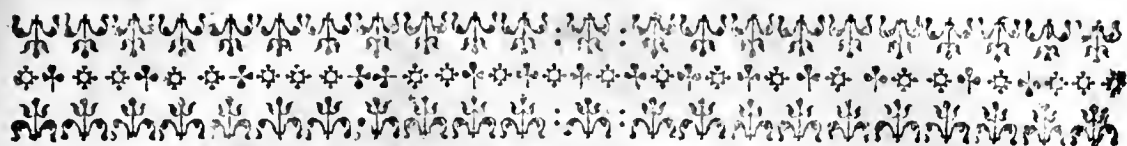


TABLE DES CHAPITRES

SUIVANT LES DATES
DES ARRESTS.

Du 19. Novembre 1735.

CHAPITRE I. **R**eglement portant défenses à tous Juges, autres que ceux des Eaux & Forests & Gruyers, de connoître des actions qui procederont des contrats & marchés faits pour achat de bois, cendres, & charbons, lorsque les contrats ont été faits avant que les Marchandises fussent transportées hors les bois, rivières ou étangs. page 1.

Du 20. Decembre 1735.

CHAP. II. Reglement sur la Présidence aux Assemblées des Paroisses. P. 3.

Du 13. Janvier 1736.

CHAP. III. 1. 9. Si le Procureur Fiscal represente le Seigneur en toute matiere, & si toutes les actions qui concernent le Fisc resident en lui.

2. 4. 12. Qualité du droit de Bâtardise : s'il est compris dans la generalité des successions vacantes & abandonnées.

3. 11. Si les Officiers d'une Jurisdiction peuvent être associés dans les amendes & autres droits de la Seigneurie : art. 132. de l'Ordonnance de Blois.

5. 13. De la preuve de la legitimité & de la filiation au défaut de registres. Art. 14. T. XX. de l'Ordonnance de 1667.

6. 8. 14. 16. Du témoignage de la famille.

7. 15. Effet de la possession d'état.

9. De quels effets civils les enfans d'un mariage clandestin sont privez. p. 16.

Du 19. Janvier 1736.

CHAP. IV. *Lorsqu'un Procureur a occupé pour deux Parties & les a défendues par les mêmes écritures & procédures, comme aiant un intérêt commun, quoique non conjoints, elles sont solidairement obligées au paiement de ses avances & vacations.*

P. 25.

Du 31. Janvier 1736.

CHAP. V. *Le Juge d'Eglise est radicalement incompetent pour connoître de la séparation de corps entre gens mariez; & la procédure volontaire des Parties ne peut lui attribuer cette competence.*

P. 34.

Du 10. Février 1736.

CHAP. VI. *Le Vassal est obligé de rendre aveu & denombrement avant que de pouvoir demander que le Seigneur l'instruise & lui communique ses titres.*

P. 39.

Du 23. Février 1736.

CHAP. VII. *Règlement pour l'ordre & la discipline qui doivent être observés pendant le cours des Etudes de Droit à Rennes.*

P. 56.

Du 23. Février 1736.

CHAP. VIII. *Règlement sur la perception des Droits d'entrée aux Portes & Barrières de la Ville de Rennes.*

P. 58.

Du 7. Mars 1736.

CHAP. IX. *Règlement portant défenses à tous Recteurs, Prêtres & autres personnes de s'emparer d'aucuns meubles que les sceaux n'ayent été apposés.*

P. 61.

Du 13. Mars 1736.

CHAP. X. *Il n'y a point lieu à la demande de conversion d'un contrat de constitution en obligation pure & simple, sous prétexte que le débiteur a aliéné son Office, lorsqu'il a délégué l'acquéreur à continuer le service de la rente & donné des sûretés suffisantes par le contrat d'alienation.*

P. 61.

Du 27. Avril 1736.

CHAP. XI. *Nullité de la vente des bois fonciers d'un Convent dépendant d'une Abbaye, faite sans formalités par une Abbessé, quoique l'Abbaye eût été fondée en sa seule considération & sous la condition expresse qu'elle seroit la première Abbessé.*

P. 70.

Du 15. May 1736.

CHAP. XII. Il n'y a point d'abus, dans le refus fait par l'E-
vêque, d'établir un Vicaire dans une Paroisse où il n'y en
avoit pas auparavant.

Le Recteur qui opte la portion congruë en argent est obligé d'a-
bandonner les anciens fonds de sa Cure, (à l'exception du
Presbitère & de son jardin) les menuës Dîmes & les No-
vales antérieures à la première option de la portion congruë
faite par son Prédecesseur. p. 85.

Du 22. Juin & 19. Juillet 1736.

CHAP. XIII. Les Droits d'obliger les Gens de Main-morte
à donner l'homme vivant, mourant & confisquant pour les
héritages sujets à rachat & à payer l'indemnité au Seigneur
sont imprescriptibles. p. 107.

Du 12. Juin 1736.

CHAP. XIV. Reglement pour les procédures dans les Saisies,
Criées & Instances d'Ordre. p. 203.

Du 15. Juin 1736.

CHAP. XV. Les vendeurs d'un quidquid juris dans une
succession, avec stipulation de non garentie, sont néanmoins
garens de la fausse qualité qu'ils ont prise de seuls heritiers
dans cette succession.

Cette garentie est entière pour le principal, les dommages &
interests & les dépens du jour que les garens ont été mis
en cause; & ils ne sont pas quittes en rapportant le prix de
la vente du quidquid juris.

La prescription contre cette action de garentie ne peut com-
mencer à courir que du jour du trouble, qui donne lieu à
l'exercice de la liberation. p. 204.

Du 20. Juin 1736.

CHAP. XVI. Reglement concernant les Mendians. p. 213.

Du 25. Juin 1736.

CHAP. XVII. L'emprunt frauduleux fait à la grosse avan-
ture assujettit aux profits maritimes le Preneur qui n'a point
donné avis aux Prêteurs, lors du départ du Navire, qu'il
n'y avoit rien chargé. p. 215.

Du 6. Juillet 1736.

CHAP. XVIII. La Partie qui a procédé volontairement jusqu'à
a ij

Sentence définitive, sans alleguer la peremption des Plegemens & Arrests formés entre ses mains, ne peut se servir de cette peremption comme moïen d'apel contre la Sentence qui ordonne le dessaisissement du denier entre les mains de l'arresteur.

p. 223.

Du 6. Juillet 1736.

CHAP. XIX. *Le Seigneur ne peut obliger ses Vassaux de porter leurs rentes à des Greniers qui ne sont pas dans l'étendue de son Fief.*

Idem.

Du 7. Juillet 1736.

CHAP. XX. *Reglement contre les jeux de hasard.*

p. 227.

Du 24. Juillet 1736.

CHAP. XXI. *Le Prisage au denier 20. du revenu a lieu pour les maisons de la Ville de Saint Malo.*

p. 228.

Du 8. Aoust 1736.

CHAP. XXII. *De l'Erection des Succursales.*

La Superiorité de l'Eglise Matrice ne cesse pas, quoique le Subcuré soit perpetuel, en titre de Benefice, & independant du Recteur de la Paroisse, tant pour son Institution, que pour l'administration des Sacremens aux Habitans de la Treve, & pour les autres fonctions Curiales.

Cette independance du Subcuré ne lui donne pas le droit de prendre la qualité de Recteur, ni de percevoir dans l'étendue de la Succursale les Novales qui appartiennent toujours au Recteur de la Paroisse.

Lorsque par l'érection de la Succursale il a été pourvû à la dotation du Subcuré, & qu'elle a été fixée au-dessous de 150. liv. sans pouvoir rien prétendre aude-là, il ne peut demander de pension congrüe sur les grosses Dîmes.

p. 231.

Du 11. Aoust 1736.

CHAP. XXIII. *Il n'y a point lieu à la demande de conversion d'un contrat de constitution en obligation pure & simple, par l'alienation de l'heritage du Debiteur, lorsque l'hypoteque du Creancier est conservée par le contrat de vente.*

p. 238.

Du 23. Aoust 1736.

CHAP. XXIV. *Reglement pour les Apointemens à mettre sur les demandes de Rapport ou d'oposition aux Arrests sur requêtes.*

p. 240.

Du 28. Aoust 1736.

CHAP. XXV. Défenses aux Présidiaux de Nantes de prononcer par jugement Présidial en dernier Ressort au second Chef de l'Edit.

Abus dans une Ordonnance de l'Official & Grand-Vicaire de Nantes, qui a donné lieu d'agiter plusieurs questions. p. 243.

Du 10. Septembre 1736.

CHAP. XXVI. Reglement pour l'expédition des Lettres de la Chancellerie. p. 253.

Du 10. Octobre 1736.

CHAP. XXVII. Reglement concernant l'emploi des deniers des Fabriques. p. 255.

Du 10. Decembre 1736.

CHAP. XXVIII. Reglement pour prévenir & punir les demolitions de fosses & les autres voies de fait, commises dans les terrains nouvellement enclos dans les Landes. p. 256.

Du 14. Janvier 1737.

CHAP. XXIX. C'est la Justice & non la Seigneurie qui a la saisine des successions en collaterale, jusqu'à ce que la main-levée ait été accordée à l'habile à succeder; & l'apel du jugement qui refuse la main-levée à l'heritier, doit être relevé contre Monsieur le Procureur General & non contre le Seigneur. p. 260.

Du 18. Janvier 1737.

CHAP. XXX. De la Jurisdiction des Seigneurs, dans l'Ussement de Treguier, sur leurs hommes de Conventant. p. 263.

Du 28. Janvier 1737.

CHAP. XXXI. Le Juge d'Eglise est radicalement incompetent pour connoître de la separation de corps entre gens mariés; & la procedure volontaire des Parties ne peut lui attribuer cette competence. p. 267.

Du 5. Avril 1737.

CHAP. XXXII. Le Seigneur, ou le Cessionnaire du Retrait feodal, n'est pas obligé de suivre l'éventillement frauduleux que l'Acquereur a fait par son contrat; & lorsque cet éventillement est contesté, l'évaluation proportionnelle des biens sujets au retrait feodal doit se faire par Experts. p. 268.

Du 5. Avril 1737.

CHAP. XXXIII. Défenses aux Substituts de Monsieur le Procureur General dans les Sieges Roiaux de la Province de prendre la qualité de Procureurs du Roi dans les procès qu'ils ont au Parlement.

P. 271.

Du 9. Avril 1737.

CHAP. XXXIV. Un enfant né d'un commerce illicite, qui demande la preuve par témoins pour obtenir la légitimation par le mariage subsequent de ceux dont il dit être né, est non-recevable dans cette preuve, lorsqu'il n'a en sa faveur ni commencement de preuve par écrit, ni reconnaissance authentique de ses Pere & Mere, ni possession de l'état qu'il reclame.

P. 273.

Du 30. Mars 1737.

CHAP. XXXV. Le Défendeur en inscription de faux ne peut fournir des requêtes d'atténuation des moïens de faux avant l'instruction de l'incident de faux.

p. 386.

Du 14. May 1737.

CHAP. XXXVI. Reglement sur la nourriture des Mineurs de la Campagne.

p. 390.

Du 19. Juin 1737.

CHAP. XXXVII. Un acquereur par contrat sous seing privé non contrôlé ni insinué, aiant affecté pour tenir son contrat secret, de laisser le vendeur en possession & de lui faire faire tous les actes de Propriétaire, le Seigneur est en droit de percevoir le rachat après la mort du vendeur, comme s'il n'y avoit point eu de contrat de vente.

P. 393.

Du 22. Juin 1737.

CHAP. XXXVIII. Il n'y a point d'incompétence ni d'abus dans la procédure criminelle faite par un Official contre un Religieux pour scandale, commerce avec une mineure & trouble au Service Divin.

Le décret de prise de corps decerné pour ces délits n'est point abusif. Explication de la Declaration du Roi du mois de Mars 1696.

Distinctions entre les délits commis dans les Monasteres & au dehors; entre les Monasteres qui sont réunis à une Congrégation exempte & ceux qui ne le sont pas : art. 27. de l'Ordonnance de Blois; entre les simples contraventions à la Regle

Monastique , & les délits dont les Loix du Roïaume ordonnent la punition.

Explication des art. 3. du T. 6. de l'Ordonnance de 1667.

& 4. du T. 1. de l'Ordonnance de 1670.

Le Moine qui se dit transféré dans un autre Ordre est obligé de communiquer son Bref de translation à Mr. le Procureur General lorsqu'il le requiert, faute de quoi l'on peut proceder contre lui , comme contre un Moine fugitif.

Dans l'examen d'un apel comme d'abus , on doit principalement considerer si le Promoteur & le Juge d'Eglise ont procedé par passion ou par la necessité d'arrêter le scandale & de punir le coupable. p. 411.

Du 26. Juin 1737.

CHAP. XXXIX. *Dans l'Usément de Treguier le Seigneur Foncier n'a point le droit de suite de Moulin sur ses Domainiers , lorsqu'il n'a pas de principe de Fief, ou que les Tenuës ne sont pas de l'ancien Domaine de sa Seigneurie.* p. 420.

Du 27. Juin 1737.

CHAP. XL. *Les Juges Présidiaux ne peuvent faire de Reglement. Reglement pour les Audiences du Présidial de Nantes.* p. 427.

Du 28. Juin 1737.

CHAP. XLI. *Le Seigneur auquel il est dû rachat , ne peut apprécier arbitrairement ce profit de Fief , faute au Vassal de fournir une déclaration fidelle & entiere des heritages sujets à rachat.* p. 431.

Du 16. Juillet 1737.

CHAP. XLII. *Le débiteur d'une succession ne peut demander à l'heritier collatéral la representation de la main-levée qu'il a dû prendre de la succession. Ce droit n'appartient qu'au Seigneur de Fief.*

Défenses aux Juges de la Province d'apointer à produire ou à mettre par le profit des défauts. p. 434.

Du 19. Juillet 1737.

CHAP. XLIII. *L'action de compte contre le Tuteur se prescrit par 30. ans du jour que la Tutelle a cessé , soit par majorité , ou par autre cause.* p. 438.

Du 26. Juillet 1737.

CHAP. XLIV. *La fin de non-recevoir de 10. ans contre l'apel.*

lation, qui a commencé avec le majeur, n'est point suspendue pendant la minorité de son heritier.
Explication des art. 16. & 17. du T. 27. de l'Ordonnance de 1667.

Article 286. de la Coutume.

P. 441.

Du 5. Aoust 1737.

CHAP. XLV. Des enfans aiant détourné les effets de leur mere en fraude de ses créanciers, deviennent par ce divertissement personnellement obligés vers ces créanciers pour ce qui leur est dû en principaux & tous accessaires.

P. 445.

Du 6. Aoust 1737.

CHAP. XLVI. Les Domaniers de la Seigneurie de Corlai, qui doivent des rentes par grains à cette Seigneurie, ne sont pas obligés de voiturer au prochain Port de Mer les grains qu'ils ont portez au Grenier du Seigneur.

P. 453.

Du 6. Aoust 1737.

CHAP. XLVII. En pur feage noble l'apropriement n'est pas nécessaire pour enramager l'heritage dans la famille de l'affaigiste; & s'il le vend ses parens sont en droit d'exercer le retrait.

P. 461.

Du 22. Aoust 1737.

CHAP. XLVIII. Lettres de relief de Noblesse accordées par Mr. le Duc de Lorraine à un homme, né son Sujet, mais établi en France depuis plus de quarante ans, jugées valables, sans Lettres de confirmation du Roi.

P. 474.

Du 11. Decembre 1737.

CHAP. XLIX. L'Intimé dans l'apel d'une liquidation de dépens faite par un Juge inferieur, est obligé de communiquer à l'Apellant le memoire, sur lequel la liquidation a été faite avec les pieces au soutien, pour le mettre en état de croiser au particulier.

P. 475.

Du 22. Janvier 1738.

CHAP. L. La caution du prix d'un Office qui a payé la Paulette, sur le défaut de l'Officier de la paier, a droit d'exiger de lui le remboursement de ce qu'il a coûté pour ce paiement en principal & frais.

P. 478.

Du 30. Janvier 1738.

CHAP. LI. Un Juge pris à partie, parce que son incompetence a causé

a' causé la réformation d'une Sentence , dans laquelle il est employé au nombre des Juges , est non-recevable à prouver par témoins , sans inscription de faux , qu'il s'étoit deporté & qu'il n'avoit point connu de la Cause.

p. 490.

Du 11. Mars 1738.

CHAP. LII. *Reglement sur la perception de la Dîme en cas de changement de surface.*

Le Décimateur ne peut exiger la Dîme des Fruits non Décimables substituez aux fruits décimables , si le changement de surface n'excede point la quatrième partie des terres labourables.

Lorsque le changement de surface excède le quart , le Decimateur ne peut lever la Dîme que sur l'excedant.

Le Chanvre , Fruit decimable suivant l'usage du Canton par le Recteur seul , étant substitué aux fruits dont il partage la Dîme avec d'autres Décimateurs , ils ne peuvent se plaindre contre le Recteur du changement de surface , quelque considerable qu'il soit.

p. 496.

Du 13. Mars 1738.

CHAP. LIII. *Arrest conforme au précédent sur le changement de surface.*

p. 548.

Du 20. Mars 1738.

CHAP. LIV. *Si le delai donné à la veuve pour renoncer à la communauté est peremptoire.*

p. 550.

Du 21. Mars 1738.

CHAP. LV. *Un créancier aiant reçu de son Débiteur , en paiement des interêts échûs , un contrat de constitution sur une tierce personne , & n'aïant pû obtenir le paiement que d'une partie du principal de ce contrat , la garentie qu'il a droit d'exercer dans la succession du Débiteur qui avoit fait le transport , ne peut s'étendre que jusqu'à la concurrence du reste de ce principal , sans aucuns interêts , parce que le transport n'avoit été fait qu'en paiement d'interêts.*

p. 576.

Du 27. Mars 1738.

CHAP. LVI. *Si une transaction sous signature privée est valable , quoiqu'elle ne soit pas datée.*

Si cette transaction étant en double est valable , quoique chaque double ne soit pas signé des deux Parties.

p. 586.

Du 28 Mars 1738.

CHAP. LVII. *L'avis des parens & le decret de Justice suffisent pour le mariage des enfans mineurs de l'absent dont on n'a point reçu de nouvelles depuis plusieurs années.* p. 594.

Du 22. Avril 1738.

CHAP. LVIII. *Une veuve qui a des enfans d'un premier lit s'étant remariée, & ayant fait à son second mari une donation de 12000. liv. pour lui & ses enfans, l'enfant du second mariage peut après la mort de son pere demander à sa mere survivante l'exécution & la jouissance de la donation, sauf aux enfans du premier lit à demander la réduction à la part du moins prenant après la mort de la mere donatrice.* p. 596.

CHAP. LIX. *La modification portée par l'Arrest d'enregistrement de l'Edit des Insinuations du mois d'Aoust 1626. qui permet aux acquereurs de commencer leur appropriation trois mois après l'insinuation, n'a jamais été retractée & a toujours subsisté dans l'usage.* p. 606.

ACTES DE NOTORIETE.

Du 2. May 1709.

L'ainé noble a la saisine de toute la succession noble directe ou collaterale jusqu'au partage; & toutes les actions qui dépendent de la succession resident en lui.

En collaterale, lorsqu'il y a plusieurs branches l'ainé noble de chaque branche a la même saisine.

En matiere de distribution du prix d'héritages vendus en Justice, si la vente s'est faite en bénéfice d'inventaire par simples bannies suivant l'usage, un Créancier antérieur, qui ne s'étoit pas opposé, peut après la distribution faire rapporter les Créanciers qui ont touché; à la difference du prix des biens vendus par décret dont le rapport ne peut être demandé par le Créancier qui ne s'est opposé ni au décret ni à la distribution. p. 627.

Du 9. Aoust 1709.

Le droit de suite de Moulin est perpetuellement réel & féodal, lors même qu'il a été démembré de la mouvance. p. 629.

Du 15. Mars 1712.

L'apel d'une Sentence rendue entre majeurs & signifiée à Procu-

reur & à Partie, est non recevable 10. ans après la signification à Partie ou domicile. Ibid.

Du 17. Mars 1714.

Les intérêts des lods & ventes d'un contrat frauduleux sont dûs de droit, & sans demande au Seigneur du jour du Contrat.

Le Seigneur de Fief est préférable à tous Créanciers sur les héritages sujets à ses droits féodaux, pour les frais faits contre le Vassal pour le recouvrement de ses droits. p. 630.

Du 13. Avril 1723.

Les deux qualités d'Avocat & de Procureur soit au Parlement, soit dans les Présidiaux sont incompatibles. p. 631.

Du 1. May 1723.

Les apointemens en droit, ou à informer s'exécutent par provision nonobstant l'apel & sans y préjudicier, à moins que la cause d'apel ait été commencée au Parlement, ou qu'il y ait un Arrest de deffense : & l'exécution de l'apointement faite avec protestation n'opere pas de fin de non recevoir contre l'apel de ce jugement & des autres jugemens rendus en conséquence. Ibid.

Du 28. Juin 1723.

On ne recolle point les témoins lorsqu'il n'y a pas de reglement à l'extraordinaire, & qu'il n'y a point lieu de prononcer une peine afflictive.

L'amende n'est point infamante en Bretagne & l'on peut y condamner quoiqu'il n'y ait eû ni decret de prise de corps, ni Reglement à l'extraordinaire- p. 633.

Du 3. Avril 1724.

Il est d'usage en Bretagne que la distribution du prix des biens saisis ne se fait qu'après l'adjudication. Ibid.

Du 30. May 1724.

Il suffit qu'un acte porte que le mari a refusé l'autorité à sa femme, quoiqu'il ne soit pas exprimé que la femme a requis l'autorisation.

Une femme qui plaide en Cour Souveraine, peut être déclarée autorisée de justice sur le refus de son mari, sans qu'il soit besoin de la renvoyer pour cela devant les juges inférieurs.

La femme mineure, à qui son mari refuse l'autorité, plaide valablement sous l'autorité d'un Curateur qu'elle choisit, sans être obligée de prendre l'avis de ses parens, quand même la perte

du procès pourroit entraîner l'aliénation forcée de ses propres.
p. 634.

Du 20. Juin 1724.

Celuy dont le témoignage peut être reçu en Justice est le prud'homme que l'art. 176. de la Coutume requiert, pour signer les Actes à la requête de la Partie qui ne sçait pas signer. Il est d'usage que les Clercs des Notaires servent de prud'hommes, quoiqu'ils soient fort jeunes.
p. 635.

Du 13. Juin 1733.

La saisine de l'aîné noble lui donne le droit d'agir seul en demandant & défendant en toutes les affaires de la succession; & les puînés ne peuvent être oposans aux Arrests rendus contre lui, s'il n'y a point de sa part de fraude ou de collusion.
p. 636.

Du 19. Decembre 1737.

L'action en répétition de la dot stipulée propre n'est point confuse, mais seulement endormie dans la personne des Suppôts communs & de leurs enfans; elle se reveille lorsque les estocs se separent, & alors cette action est propre de succession.
p. 637.

Du 14 Janvier 1738.

L'héritage aliené ou échangé conserve toujours sa nature noble ou roturiere, si ce n'est en cas de fêage, le Seigneur pouvant affeager roturierement son domaine noble; mais si l'affeagement ne porte point que l'héritage sera tenu roturierement. & s'il est tenu à foi & hommage, la qualité noble est toujours conservée, sans souffrir d'altération par les rentes, dont l'héritage est chargé.
p. 638.

Du 6. Juin 1739.

Le delai donné pour renoncer à la communauté est peremptoire lorsque les héritiers de la femme sont majeurs, au moment de la dissolution de la communauté.
p. 639.

Fin de la Table des Chapitres & Actes de Notoriété.



JOURNAL DES AUDIENCES ET ARRESTS

DU PARLEMENT DE BRETAGNE,
ET DES ACTES DE NOTORIÉTÉ
DU PARQUET DU MESME PARLEMENT.

SECONDE PARTIE.

Commencant à la Seance de la Saint Martin 1735.

CHAPITRE I.

Reglement portant défenses à tous Juges, autres que ceux des Eaux & Forests & Gruyers, de connoître des actions qui procederont des contrats & marchez faits pour achat de bois, cendres, & charbons, lorsque les contrats ont été faits avant que les Marchandises fussent transportées hors les bois, rivières ou étangs.



EU par la Cour la requête des Officiers de la Maîtrise des Eaux & Forests de Rennes, tendante pour les causes y contenuës, à ce qu'il plût à la Cour, ayant égard à ce que dessus, ordonner que les articles 5. & 14. du Titre premier de l'Ordonnance de 1669. seront bien & dûement executés selon leur forme

19. Novem-
bre 1735.

19. Novem-
bre 1735.

& teneur, en conséquence faire défenses à tous Juges-Consuls, Prévôts, Présidiaux & tous autres, excepté ceux des Gruries, de connoître de toutes actions qui procedent de contrats, marchés, promesses, baux & associations tant entre Marchands qu'autres, pour fait de marchandises de bois de chauffage ou mairein, cendres, charbons, lorsque les contrats & traitez auront été faits avant que les marchandises fussent transportées hors les bois, rivières & étangs; Enjoindre ausdits Juges de les renvoyer incontinent, & sur le champ, devant les Officiers des Eaux & Forêts, & faire défenses à tous Particuliers & Communautés d'intenter lesdites actions devant d'autres Juges que ceux des Eaux & Forêts, & à tous Procureurs d'occuper dans lesdites instances, à peine de nullité des procédures & jugemens, de 1000. livres d'amende contre les contrevenans, & de tous dépens, dommages & interets. Il sera au surplus ordonné que ledit Titre premier de l'Ordonnance, & les Arrests & Reglemens concernant la competence de la Maîtrise, seront executés selon leur forme & teneur. Ladite requête signée Poullain de Saint-Foix, Bertin & Chassé Procureur, & réponduë d'un Soit montré au Procureur Général du Roy par Ordonnance de la Cour du 14. Novembre 1735. Conclusions dudit Procureur Général du Roy au bas de ladite requête du 15. desdits mois & an, sur ce oûi le raport de Maître d'Estreans Conseiller en Grand'Chambre, & tout Considéré.

La Cour ordonne que les articles 5. & 14. du titre premier de l'Ordonnance de 1669. seront bien & dûement executés; en conséquence fait défenses à tous Juges-Consuls, Prévôts, Présidiaux & à tous autres, fors ceux des Maîtrises & des Gruries, de connoître des actions qui procedent des contrats, marchez, promesses, baux & associations tant entre Marchands qu'autres, pour fait de marchandises de bois de chauffage ou mairein, cendres & Charbons, pourvû toutefois que les contrats, marchez, promesses, baux & associations ayent été faites avant que les Marchandises fussent transportées hors les bois, rivières & étangs; fait pareillement défenses à toutes Communau-

tés & Particuliers Marchands ou autres de poursuivre, répondre & proceder pour raison de ces choses devant lefd. Juges, à peine de nullité de ce qui sera fait, de dommages & interests & de cent livres d'amende contre les parties; Enjoint ausdits Juges de renvoyer sur le champ les contestations à ce sujet devant les Officiers des Maîtrises ou des Gruries en tant que le fait les touche; ordonne au surplus que ledit titre premier de l'Ordonnance de 1669. ensemble les Arrests & Reglemens de la Cour concernant la competence des Maîtrises des Eaux & Forests, seront bien & dûement executés, & que le present Arrest sera lû, publié & enregistré dans tous les Sieges Présidiaux & Roïaux de ce Ressort. Fait en Parlement à Rennes le 19. Novembre 1735.

19. Novembre 1735.

C H A P I T R E I I.

Reglement sur la Présidence aux Assemblées des Paroisses.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|---|
| 1. 10. Et suiv. Si le Curé doit
présider aux Assemblées de
sa Paroisse. | primitifs. |
| 2. 9. Si ce droit se regle par la
possession. | 5. 14. Déclaration du Roi de
1698. pour les Hôpitaux. |
| 3. 4. 8. 15. Explication de la
Déclaration de 1726. & des
art. X. & XIV. de celle de
1731. concernant les Curez
primitifs : droits des Curez | 6. 13. 17. Jurisprudence.
7. 9. Effet de la possession.
11. Corps politique d'une Pa-
roisse purement seculier.
16. Distinction de la préseance
& de la présidence dans les
assemblées. |

LE Chapitre de l'Eglise Collegiale de Guerrande est Curé primitif de l'Eglise Paroissiale de Saint Aubin de la même Ville. Par un Arrest du premier Avril 1683. Il fut obligé d'établir un Vicaire perpetuel; & avant cet Arrest le Chapitre avoit toujours fait les fonctions Curiales par lui-même ou par des Vicaires amovibles.

20. Decembre 1735.

En 1694. le Chapitre fit un traité avec Miffire Jean Guilloré Chanoine honoraire & Vicaire perpetuel. Ce traité eut pour objet de prévenir les contestations qui pouvoient naître entre le Chapitre & le Vicaire perpetuel & de conserver l'ancien ordre & les ufages qui subsistoient avant l'établissement des Vicaires perpetuels. Il y fut reconnu que les Vicaires perpetuels étoient Officiers du bas Chœur de l'Eglise Collegiale, que le Chapitre avoit droit de faire les Processions ordinaires & extraordinaires dans toute l'étendue de la Paroisse; que le Vicaire perpetuel ne pouvoit admettre aucun Prêtre à porter le surplis dans la Paroisse sans le consentement du Chapitre; qu'il étoit obligé de comparoître en Chapitre, quand il y étoit mandé, pour recevoir les monitions convenables touchant le service Divin, que le Chapitre avoit droit de faire tous les Enterremens dont il étoit requis, sans que le Vicaire perpetuel y pût porter l'Etole; & qu'il avoit le même droit pour les Baptêmes & les Mariages, laissant néanmoins tous les honoraires au Vicaire.

Ce traité fut confirmé par Mr. l'Evêque de Nantes, & suivi d'une possession constante.

Depuis l'établissement des Vicaires perpetuels le Chapitre eut toujours la préseance sur eux aux Assemblées du General de la Paroisse; & les Juges Roïaux présiderent toujours à ces Assemblées. Ces faits étoient prouvez par les Registres des Délibérations depuis 1678. jusqu'en 1710.

Les desordres que caufoit la foule de ceux qui alloient aux Délibérations de la Paroisse, obligerent le 3. Avril 1710. les Marguilliers & le Procureur du Roi de présenter au Parlement une Requête, pour faire regler & déterminer ceux qui y auroient entrée & voix délibérative. Ils demanderent que le Reglement de 1657. pour la Paroisse de Saint Estienne de Rennes, fût déclaré commun: mais la Cour se borna à fixer le nombre des Délibérans. Dans l'ordre de l'énonciation de cet Arrest, le Vicaire perpetuel étoit nommé le premier, après lui deux anciens Chanoines Deputez du Chapitre, & ensuite le Senechal, Alloüé, Lieutenant, &c.

Depuis 1710. les Chanoines n'assisterent point aux Déliberations ; mais les Juges Roïaux y eurent toujours la présidence.

Chap. II.

Le premier Janvier 1731. à l'Assemblée de la Paroisse, où le Juge Roïal présidoit, deux Chanoines Deputez du Chapitre voulurent avoir la préseance sur Miffire Julien Guilloré Vicaire Perpetuel qui s'y oposa. Ils firent rapporter un procès-verbal de cette opposition & se retirerent.

20. Decembre 1735.

Le 7. Février suivant le Chapitre assigna le sieur Guilloré au Présidial de Nantes ; & par Sentence du 12. May 1734. le Chapitre fut confirmé dans le droit de préseance aux Assemblées de la Paroisse.

Le sieur Guilloré, apellant de cette Sentence, assigna les Juges Roïaux de Guerrande par requête & lettres de commission, pour faire ordonner qu'il auroit la présidence à toutes les Assemblées de la Paroisse, sans que les Juges pussent le troubler dans ce droit.

Les Juges Roïaux de Guerrande proposerent une folle-intimation, sur ce que la Cour n'instruit point en premiere instance. Les requête & lettres de commission & la folle-intimation furent jointes par Arrest du 23. Novembre 1735.

Maître le Gal Avocat du sieur Guilloré a fondé ses griefs sur quatre propositions.

Premierement, les Présidiaux se sont attribué le droit d'interpreter le reglement de 1710. quoique la Cour ait seule le droit d'interpreter ses reglemens.

2°. Cette interpretation renverse absolument le reglement qui, en fixant le nombre des déliberans, a en même tems réglé l'ordre des Assemblées en nommant le Vicaire Perpetuel le premier, & après lui les Deputez du Chapitre.

1. L'ordre établi par cet Arrest est conforme à l'usage general que les reglemens ont confirmé & à la saine discipline. Il convient que le Pasteur, qui connoît ses Oüailles, & que ses Oüailles connoissent, recueille les voix de ses Paroissiens, qu'en vertu de son Etole, symbole de sa dignité dans l'état Hierarchique, il préside, dans cette sorte d'Assemblée, même les Ducs & Pairs qui y viennent comme Paroissiens. Il n'y a d'exception à cette regle que pour les

20. Decem-
bre 1735.

Commissaires de la Cour ou pour le Juge Roïal lorsqu'il est requis de descendre en qualité de Commissaire ; & cette exception confirme la regle dans tous les autres cas. Tel est l'esprit & la disposition des Reglemens faits pour toute la Province. Ils nomment toujours le Recteur le premier, soit qu'il s'agisse de la séance aux Assemblées ou de la distribution des trois clefs des Archives. L'Arrest de Riom, Arrest unique rendu au Parlement de Paris, ne peut prévaloir à des décisions si generales & si précises pour la Province.

2. 3°. La possession seroit inutile parce qu'elle seroit contraire au droit commun & aux reglemens.

D'ailleurs le Chapitre n'a ni titre ni possession.

Son seul titre est le concordat de 1694. fait avec le précédent Vicaire Perpetuel, titre nul faute d'homologation au Parlement ; titre personnel & abusif, par lequel un membre du Chapitre lui a accordé tout ce qu'il a voulu aux dépens de ses successeurs, mais où l'on a oublié de parler des Assemblées de Paroisse & du prétendu droit de préférence des Chanoines. Ainsi par ce titre même, suivant la regle que l'expression d'un droit est l'exclusion de l'autre, le Chapitre n'a aucun droit dans les Assemblées de Paroisse ; & comme il est de maxime qu'on ne peut prescrire contre & outre son titre, le concordat de 1694. rendroit inutile toute possession que le Chapitre auroit eüe au-delà des droits qui y sont exprimez.

Enfin le Chapitre ne prouve point une possession quadragenaire. Il produit les extraits des registres de Délibérations depuis 1678. Mais n'y aiant eu de Vicaire Perpetuel établi qu'en 1683. le Chapitre n'a pû acquerir que depuis ce tems-là le droit de le précéder. Or depuis 1683. jusqu'à l'Arrest de 1710. il n'y a que 27. ans ; & depuis cet Arrest aucun Chanoine n'a présidé aux délibérations. Ainsi par leur propre fait ils l'ont interprété contr'eux mêmes.

3. 4°. L'art. X. de la Déclaration du Roi de 1731. défend aux Curés primitifs, sous quelque pretexte que ce puisse être, d'assister & de présider aux Assemblées qui regardent les Fabriques.

Cet article est général, indefini, & sans aucune restri-

tion. Ainsi l'on ne peut dire qu'il y ait été derogé par l'article XIV. qui reserve les droits honorifiques dont les Chapitres des Cathedrales & des Collegiales ont la possession. Le droit de présider aux Assemblées des Paroisses étant inseparable de la qualité de Pasteur, & l'objet de la Declaration de 1731. étant d'inspirer aux Peuples le respect & la juste confiance qu'ils doivent à leur Pasteur, ce seroit raisonner contre l'esprit d'une Loi si sage que de mettre ce droit au nombre de ceux que l'art. XIV. conserve aux Chapitres des Cathedrales & des Collegiales.

20. Decembre 1735.

D'ailleurs pour apliquer cet article à la Collegiale de Guerrande il faudroit une possession actuelle & immémoriale qu'elle n'a point.

Les mêmes principes & la disposition des Reglemens qui donnent la Présidence au Pasteur, établissent les requête & lettres de commission contre les Juges Roïaux de Guerrande.

Maître Bonamy Avocat du Chapitre de Guerrande intimé a fondé sa défense sur deux propositions.

1°. La qualité du Chapitre suffit pour lui faire donner la préseance qu'il reclame.

2°. S'il y avoit quelque doute sur cette qualité, la possession seroit la regle de decider; & le Chapitre a une possession certaine du droit qu'on lui dispute.

4. Premièrement, il est constant que le Chapitre est Curé Primitif de l'Eglise de Saint Aubin de Guerrande. Cette qualité est reconnuë par l'apellant; & jusqu'en 1683. le Chapitre a toujours fait les fonctions de Recteur.

Les Vicariats perpetuels aiant été établis, les Arrests conformes à l'art. 12. de l'Ordonnance de 1629. & aux Déclarations du Roi, ont conservé tous les droits honorifiques aux Curés primitifs; & c'est dans cet esprit que fut faite la transaction de 1694. entre le Chapitre & le Predecesseur de l'apellant.

L'Arrest de 1710. & tous les reglemens qui ont été faits pour les Paroisses ne sont point sur des contestations de préseances. Ils ont seulement fixé le nombre des Deliberans. Ce fut l'unique objet de celui de 1710. & l'ex-

20. Decem-
bre 1735.

posé de la requête sur laquelle il fut rendu prouve qu'il n'étoit point question de préseance. On indiquoit même dans cette requête l'Arrest de 1657. pour la Paroisse de Saint Estienne de Rennes, où le Recteur étoit nommé avant les Chanoines de la Cathedrale. On demandoit que cet Arrest fut déclaré commun : mais la Cour n'eut point d'égard à ces conclusions, & se contenta de fixer le nombre des délibérans. Cet Arrest ne juge donc point une contestation qui n'étoit pas agitée. Mais comme il est sur requête le Chapitre en demande le rapport en tant que besoin.

Ainsi sans que cet Arrest puisse faire d'obstacle, on doit revenir aux dispositions des Ordonnances & des Arrests qui maintiennent les Curés primitifs dans tous leurs droits honorifiques. Par un Arrest du 7. Juillet 1710. pour l'Hôpital même de Guerrande, le Sénéchal ou l'Alloüé, le Prévôt de la Collegiale ou un Chanoine député, le Lieutenant général, le Procureur du Roi de Police & le Maire ont la Seance avant le Vicaire perpetuel.

5. Ce seroit une erreur de prétendre qu'un Recteur eût plus de droit & une plus forte prérogative dans l'Assemblée politique des Fabriques que dans celle du Bureau de l'Hôpital établi dans sa Paroisse, où il est deliberateur né par les Arrests & par la Declaration de 1698.

6. Entre plusieurs Arrests qui ont jugé la préseance en faveur des Chapitres Curés primitifs, il suffit de citer l'Arrest rendu au Parlement de Paris en 1697. au profit du Chapitre de Riom contre un Vicaire perpetuel.

7. Mais en second lieu si le droit étoit douteux dans le principe, la possession seroit la regle de decider suivant la maxime *possessio assignat cuique locum sedendi & standi*. Le droit Civille droit Canonique & la Jurisprudence de toutes les Cours autorisent cette maxime.

8. La Déclaration de 1726. qui restreint les droits des Curés primitifs, declare n'entendre en aucune maniere préjudicier au droits ni à la possession des Eglises Cathedrales & Collegiales.

Si l'article X. de la Declaration de 1731. ôte aux Curés primitifs le droit de préseance, l'article XIV. declare formellement

formellement que l'intention du Législateur est de ne point comprendre dans cette Déclaration les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales, en ce qui concerne les prééminences, honneurs & distinctions dont ils sont en possession.

20. Decembre 1735.

Il n'est donc plus question que de prouver la possession du Chapitre de Guerrande. Elle est constante & immémoriale jusqu'en 1683. puisque le Chapitre faisoit alors lui-même toutes les fonctions Curiales. Elle est également certaine jusqu'en 1710. & si depuis 1710. le Chapitre n'est point entré aux Délibérations, sa possession n'a pas été interrompue, puisqu'il n'y a point de possession contraire. Le Vicaire perpétuel n'a jamais précédé les Chanoines. Ainsi il n'a pu prescrire contre eux; & comme ils ne sont point exclus des Délibérations, ils doivent y avoir la place qu'ils y ont toujours occupée avant le Vicaire perpétuel.

Maître du Parc Poullain Avocat des Juges Roïaux de Guerrande a dit que si la préseance sur le Vicaire perpétuel appartient au Chapitre, le Vicaire perpétuel ne peut la contester aux Juges auxquels le Chapitre ne l'a jamais disputée.

Mais indépendamment du droit du Chapitre; & quand même il perdrait la préseance qu'il a toujours eue sur le Vicaire perpétuel, le droit des Juges Roïaux ne seroit pas moins certain.

9. Premièrement, il est de maxime que toute possession, qui n'est pas contraire au droit public & à l'ordre universel établi dans le Roïaume, doit faire la règle & tient lieu des titres les plus incontestables. Sur ce principe Castet dans ses Définitions du droit Canonique, décide, conformément à un Arrêt du Parlement de Paris, que les questions de préseance ou de présidence se jugent suivant l'usage ancien.

10. 2°. La présidence des Juges Roïaux aux Assemblées politiques des Paroisses, loin d'être contraire au droit public & à l'ordre universel du Roïaume, leur appartient de droit commun; & dans le doute sur la possession ils doivent être préférés aux Recteurs & aux autres Ecclesiastiques.

11. Le corps politique d'une Paroisse est purement se-

20. Decem-
bre 1735.

culier. Il represente le général des Habitans du lieu. Il est établi par la seule autorité seculiere. Les loix qui reglent les fonctions des Déliberans & la forme des Assemblées sont émanées de la même autorité ; & l'on n'admet pas même le concours de l'autorité Ecclesiastique.

Si l'ordre de ces Assemblées, si les personnes qui les composent ne permettent pas de les regarder autrement que comme des Assemblées politiques, cette verité reçoit une nouvelle force par les affaires qui en sont l'objet. Ce sont les biens temporels du Général & des Paroissiens, la repartition des impositions & les droits de la Fabrique dont l'Arrest du premier Février 1734. a interdit la connoissance à la Jurisdiction Ecclesiastique.

12. La Présidence de toute Assemblée Ecclesiastique appartient de droit au Superieur Ecclesiastique ; & la Présidence de toute Assemblée seculiere appartient de droit au Roi ou à ceux qui le representent. Les Juges Roïaux exercent l'autorité Roïale & representent le Souverain dans le lieu de l'exercice de leur Jurisdiction. *Simon des droits honorifiques T. 17.* Ils ont de droit commun la superiorité & la police dans les Assemblées politiques, & ils sont commis pour l'exécution des reglemens.

Au contraire le caractère du Recteur & de tout autre Ecclesiastique est borné à des fonctions toutes saintes sans aucun mélange profane. Les matieres qui sont l'objet des Deliberations des Paroisses sont presque toujours étrangères à son ministere. Il ne contribuë point aux Impolitions dont le Peuple est chargé. Il ne peut disposer des revenus des Fabriques. C'est donc par un privilege particulier qu'il est apellé aux Déliberations, & ce privilege est une suite du respect qu'on a toujours eu en France pour les Ecclesiastiques. Mais ce privilege ne peut détruire le droit commun, puisque, bien loin de pouvoir être étendu, sa seule qualité doit servir à le réstraindre ; & lorsque la possession concourt avec le droit commun en faveur des Juges Roïaux, il seroit contre toute regle de les priver de leur droit pour en revêtir un privilege qui n'a pas le moindre acte possessoire en sa faveur.

La possession où sont les Juges Roïaux de présider aux Assemblées de la Paroisse de Guerrande, est établie par les extraits de Délibérations que le Chapitre de Guerrande a communiqués & qui remontent en 1678. Depuis l'Arrest de 1710. la possession des Juges a toujours été constante de l'aveu du Vicaire perpetuel ; & comme la possession est le meilleur interprete du titre, elle suffit pour prouver que le Vicaire perpetuel a toujours reconnu que la présidence n'étoit point l'objet de cet Arrest, & que la Cour ne pensa alors qu'à fixer le nombre des Déliberans sans suivre l'ordre des personnes. On en voit une preuve sensible à l'égard des Chanoines de la Collegiale qui sont mis dans l'Arrest avant les Juges auxquels ils n'ont jamais contesté la présidence.

20. Decembre 1735.

Si l'on s'attachoit à un ordre de personnes mis sans objet dans un Arrest, si cet ordre étoit regardé comme une loy, il y auroit les contradictions les plus frappantes entre les Reglemens qui ont été faits pour les Paroisses, qui sont cependant tous justes & qui se concilient tous parfaitement, si l'on n'envisage que les motifs & les cas particuliers sur lesquels ils ont été rendus.

On n'a jusqu'ici raisonné que par les principes du droit commun & par la possession. Les autorités confirment tout ce qu'on vient de dire.

13. Par quatre Arrests des 13. Juillet 1680. 11. Mars 1689. 20. Juillet 1693. & 9. Decembre 1702. rendus en ce Parlement, la Présidence a été donnée aux Juges Roïaux independamment de la possession.

Dans le troisieme tome des Memoires du Clergé, ouvrage si favorable aux Ecclesiastiques, on voit une Sentence arbitrale renduë entre le Curé & les Marguilliers de la Paroisse de Saint Gervais de Paris par Mr. de Fourcy Conseiller d'Erat, & par Maîtres Nouët & le Vaillant, & homologuée par Arrest du 13. Juillet 1692. Elle conserve au Curé la premiere place dont il étoit en possession ; & elle donne la signature & la présidence au plus ancien Marguillier.

L'Arrest du 23. Juillet 1707. entre le Curé & les Mar-

20. Decem-
bre 1735.

guilliers de Saint Jacques de la Boucherie & l'Arrest de Riom cité par le Chapitre de Guerrande sont conformes à ce jugement.

14. Enfin la Déclaration du 12. Decembre 1698. pour la regie des Hôpitaux, donne aux Juges même des Seigneurs la présidence dans les Assemblées des Hôpitaux. Ces Assemblées n'ont pour objet que le patrimoine des Pauvres dont les Ecclesiastiques doivent être les principaux protecteurs. S'ils sont subordonnez aux Juges des Seigneurs dans ces Assemblées, peuvent-ils contester aux Juges Roïaux la présidence en des Assemblées de Paroisses, dans lesquelles on traite le plus souvent des impositions sur le peuple & des moïens de le soulager ?

Mr. l'Avocat General de Caradeuc de la Chalotais a dit, que les extraits qui ont été communiquez prouvent la possession des Juges & du Chapitre depuis 1683. jusqu'en 1710. Depuis 1710. la possession des Juges a continué : mais celle du Chapitre a cessé.

Cette cessation n'a pû operer l'exclusion entiere du Chapitre, puisque par l'Arrest même de 1710. il a entrée aux délibérations.

Ainsi il doit y avoir les mêmes prérogatives qu'avant 1710. si les Déclarations du Roi & l'Arrest de 1710. ne l'en ont pas exclus.

Le Chapitre est Curé primitif, & cette seule qualité lui attribué la préseance sur le Vicaire perpetuel dans une Assemblée où il est autorisé par l'Arrest de 1710. à envoyer des Députez.

L'exposé de la requête sur laquelle cet Arrest fut rendu, prouve qu'il ne s'agissoit point de préseance. Le Recteur est nommé énonciativement le premier dans l'Arrest ; mais une simple énonciation ne suffit pas & la Cour n'a point jugé une préseance qui n'étoit agitée ni contestée. Ainsi la demande de raport de cet Arrest formée par le Chapitre paroît inutile.

15. Bien loin que les Déclarations de 1726. & de 1731. aient privé le Chapitre de Guerrande du droit qu'il avoit, & dont il n'avoit point été privé par l'Arrest de 1710. ce

droit est formellement conservé par l'article VII. de la première & par l'art. XIV. de la seconde, qui maintiennent les Chapitres des Cathedrales & des Collegiales dans tous leurs droits & prééminences.

Ainsi le droit du Chapitre de Guerrande ne peut paroître douteux.

Pour celui des Juges Roïaux on ne doit pas se borner à décider la contestation particuliere, & il paroît nécessaire de pourvoir par un reglement general à toutes les contestations qui peuvent naître sur la présidence aux Assemblées des Paroisses.

On doit d'abord distinguer la préseance de la présidence & du droit de recueillir les voix.

16. Le droit commun donne au Curé la première place dans son Eglise. On a étendu cette prérogative aux Assemblées politiques des Fabriques; & l'on a crû devoir déferer en ce point à un Ordre que le Roi seul a déclaré & pû déclarer le premier Ordre de l'état.

Mais les Curez doivent-ils avoir une présidence, que le Roi & le droit commun ne leur ont point attribuée, en des Assemblées de Paroissiens seculiers faites par l'autorité du Roi pour regler les affaires temporelles des Paroisses, & dont la forme est déterminée par les reglemens de la Cour?

Il n'y a point en Bretagne de Loi qui attribué cette présidence aux Curez. Dans les Arrests ils sont nommez énonciativement les premiers. On leur a supposé la préseance, la première place & la première signature. Mais il n'y a aucun Arrest qui leur ait ajugé formellement la présidence. Il est cependant vrai que dans la plûpart des Paroisses ils l'ont usurpée.

La Déclaration de 1698. donne aux Juges la préseance & la présidence sur le Curé.

17. Par plusieurs Arrests du Conseil d'Etat, du Grand Conseil & du Parlement de Paris, la préseance dans les Assemblées politiques est donnée aux Présidiaux sur les Chapitres de Corps à Corps & de Deputé à Deputé.

Les Arrests du Parlement de Paris qui ont été citez don-

20. Decem-
bre 1735.

nent la premiere place au Curé dans les Assemblées des Paroisses , & donnent la présidence au plus ancien Marguillier.

Par deux autres Arrests de 1683. & 1684. pour les Bourgs de Gonesse & de Gentilly la présidence est donnée aux Juges & Officiers des lieux & à leur défaut seulement aux Marguilliers.

Par Arrest du 20. Decembre 1735. à l'Audience publique de Grand'Chambre , conforme aux conclusions de Mr. l'Avocat General , la Cour faisant droit sur le tout , sans qu'il soit besoin de s'arrêter à la requête verbale des parties de Bonamy afin de raport de l'Arrest du 3. Avril 1710. dans l'apel de la partie de le Gal , a mis l'apellation au néant , ordonne que ce dont est apel , sortira son effet , condamne l'apellant en l'amende de douze livres au Roi , & dans ses requête & lettres de commission , sans avoir égard à la folle intimation proposée par les parties de Poullain , deboute ledit Guilloré de ses requête & lettres de commission , maintient les Juges Roïaux de Guerrande dans le droit & possession de présider aux Assemblées de la Paroisse de Saint Aubin de Guerrande , & condamne Guilloré aux depens des parties de Bonamy & de Poullain. Faisant droit sur les conclusions du Procureur General du Roi , declare le present Arrest commun avec toutes les Paroisses de la Province , en consequence ordonne que les Juges des lieux , & en leur absence le plus ancien des Marguilliers delibérans , présideront aux Assemblées capitulaires des Paroisses ; ordonne pareillement que , lorsque les Recteurs voudront y assister , ils y occuperont la premiere place , signeront les premiers les Délibérations , & donneront leurs voix immédiatement avant celui qui présidera , lequel opinera le dernier , & recueillera les voix ; pourront aussi lesdits Recteurs , si bon leur semble , représenter , avant la Délibération , ce qu'ils trouveront à propos pour le bien de l'Eglise & de la Fabrique par forme de simple proposition ; sans néanmoins préjudicier aux droits & possession des Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales Curés primitifs pour la préseance sur les Curez Vicaires perpetuels seulement , ordon-

ne que le present Arrest fera, à la diligence du Procureur General du Roi, envoyé aux Sieges Présidiaux & Roïaux de ce ressort, pour à la requête de ses Substituts, y être lû & publié, & par eux envoyé aux Jurisdicions subalternes, & Paroisses de leur distroit, dans lesquelles Jurisdicions il sera pareillement à la diligence des Procureurs Fiscaux d'icelles, lû, publié & affiché où besoin fera, & enregistré sur le Livre des Délibérations d'icelles. Fait en Parlement à Rennes le 20. Decembre 1735.

20. Decem-
bre 1735.

Les dispositions de ce Reglement, en ce qui concerne la présidence aux Assemblées des Paroisses, ont été répétées par sept Arrests rendus au raport de Mr. d'Estreans Doïen du Parlement. Le premier du 2. May 1736. pour la Paroisse du Mur, le second du 4. May pour Saint Hilaire des Landes, le troisième du 7. May pour Seglien, le quatrième du 20. Juin pour la Trinité de Machecoul, le cinquième du 23. Juillet pour Saint Geraud de Belle-Isle en Mer, le sixième du 22. Aoust pour Saint Sebastien & le septième du 29. Aoust de la même année pour la Paroisse de Cuguen. Il y a plusieurs autres Arrests conformes.



CHAPITRE III.

1. 9. *Si le Procureur Fiscal représente le Seigneur en toute matière, & si toutes les actions qui concernent le Fisc résident en lui.*
2. 4. 12. *Qualité du droit de Bâtardise : s'il est compris dans la généralité des successions vacantes & abandonnées.*
3. 11. *Si les Officiers d'une Jurisdiction peuvent être associés dans les amendes & autres droits de la Seigneurie : article 132. de l'Ordonnance de Blois.*
5. 13. *De la preuve de la légitimité & de la filiation au défaut de registres. Art. 14. T. XX. de l'Ordonnance de 1667.*
6. 8. 14. 16. *Du témoignage de la famille.*
7. 15. *Effet de la possession d'état.*
9. *De quels effets civils les enfans d'un mariage clandestin sont privés.*

13. Janvier
1736.

MESSIRE Philippe-Alexandre de Montault de Saint Geniez, Abbé de Bonrepos mourut au mois de Mars 1734. Messire Louis de Montault Marquis de Saint Geniez son frere, s'étant pourvu, le 10. Aoust suivant, dans la Jurisdiction de Pontivy, où la succession avoit été déclarée vacante, attachâ à une requête les pieces qui prouvoient son droit de recueillir cette succession.

Comme le sieur Julien le Gof, fermier general du Duché de Rohan, étoit fondé à recueillir les successions vacantes par desherence ou par Bâtardise, le Procureur Fiscal requit & fit ordonner que la requête fût signifiée avec les pieces justificatives au Commis de ce fermier. Mais le sieur Marquis de Saint Geniez se contenta de faire la communication au Procureur Fiscal qui déclara consentir pour le Fisc à la main-levée de la succession.

Le fermier general s'oposa à cette main-levée. Mais il fit ensuite signifier une déclaration que, pour son intérêt, il n'oposoit

n'oposoit pas que le sieur de Saint Geniez fit ce qui lui incomboit pour avoir la disposition des effets de la succession, reservant au surplus à rechercher dans la suite ses droits comme il verroit vers & contre tous.

Chap. III.

13. Janvier
1736.

Par Sentence du 13. Septembre 1734. il fut decerné acte de ce desistement & de l'intervention de Maître Louis-Alexis Longuer Greffier de Pontivy, & il lui fut ordonné de libeller ses moïens dans tiers jour.

Le moïen d'intervention de ce Greffier étoit que, par le bail du Greffe, le fermier General lui avoit cédé les amendes & la moitié des successions vacantes & abandonnées.

Par Sentence du 20. Septembre, il fut ordonné au sieur de Saint Geniez de communiquer à Longuer au soutien de sa filiation.

Le sieur Marquis de Saint Geniez a interjetté apel de cette Sentence & de celle du 13. Septembre contre Longuer qui a apellé le Gof fermier general du Duché de Rohan, par requête & lettres de commission, pour être condamné de garentir les droits qu'il lui avoit transportez, faire confirmer les deux Sentences, & en événement être condamné de le liberer & indemniser en principal & dépens.

Moïens d'apel du Marquis de Saint Geniez.

1. I. Le Procureur Fiscal represente le Seigneur, & toutes les actions qui concernent le Fisc resident en lui. Loisel *Instit. Coût. L. 6. T. 3.* Aussi Loiseau *des Seigneuries Ch. 10. n. 72.* enseigne que le Procureur Fiscal a deux charges, l'une de procurer l'intereft public ou de la justice dans les causes criminelles & de police, & l'autre de procurer l'intereft du Seigneur, qui dans sa justice plaide par son Procureur Fiscal, comme le Roi par ses Procureurs dans ses Jurisdiccions. C'est une autre maxime que les Seigneurs ne peuvent desavoïer leurs Procureurs Fiscaux ni leurs autres Officiers, & ils doivent être condamnez, sauf leur recours contre leurs Officiers. Bacquet *des droits de justice Ch. 17. n. 1. art. 34. de la Coûtume.*

Ce que le Procureur Fiscal est à l'égard du Seigneur, il l'est pour le Fermier general & à plus forte raison pour les

13. Janvier
1736.

Sous-Fermiers. Ainsi la communication aiant été faite au Procureur Fiscal qui avoit consenti à la main-levée, par ce consentement tout le droit du Seigneur ou de son fermier étoit consommé, après quoi ni l'un ni l'autre ne pouvoit s'opposer à la main-levée.

2. Longuer a même prétendu sous l'appel qu'il s'agissoit d'un droit de bâtardise. Or rien ne touche plus directement l'Office de Procureur Fiscal : car puisque pour recueillir la succession d'un bâtard il faut avoir moïenne justice suivant la Coutume, ce droit dépend de la Jurisdiction, comme les amendes & les confiscations dont la poursuite n'appartient qu'au Procureur Fiscal.

Enfin après le consentement du Fermier à la main-levée, Longuer, qui n'avoit qu'une qualité de Soufermier, étoit non recevable à réclamer contre ce consentement.

3. II. La clause du bail du Greffe, par laquelle le Fermier cede à Longuer les amendes & la moitié des successions vacantes & abandonnées, est nulle comme contraire à l'article 132. de l'Ordonnance de Blois. Cet article n'a jamais été abrogé.

4. III. Le droit de batardise n'est point compris dans cette clause. Elle ne parle que des successions vacantes & abandonnées, objet essentiellement différent de la batardise suivant d'Argentré sur l'art. 446. de l'ancienne Coutume, & suivant la Coutume même qui fait dépendre le droit de batardise de la moïenne Justice, au lieu que la désherence dépend de la simple feodalité.

Ces moïens prouvent que Longuer étoit non recevable dans son intervention & que le Marquis de Saint Geniez n'étoit point obligé de lui communiquer au soutien de sa filiation. Mais comme Longuer a voulu faire naître un soupçon de batardise, le Marquis de Saint Geniez a été obligé de produire ses titres pour détruire un soupçon si injurieux.

Ces titres prouvent que Henry de Montault Marquis de Saint Geniez, Lieutenant général des Armées du Roi, frere de M. le Maréchal Duc de Navailles, épousa en 1663. Dame Anne Droüard. Le contrat de mariage est du 19. Février 1663. Le mariage fut célébré à Mariembourg dont

le Marquis de Saint Geniez étoit Gouverneur pour S. M. Le Grand Vicaire de l'Evêché de Liege donna le 28. Février une dispense des bans. Il commit un Prêtre pour administrer la benediction nuptiale ; & le Mariage fut célébré en présence de trois témoins, parce que l'Ordonnance de Blois & les autres Loix du Roïaume qui exigent quatre témoins ne sont point observées dans le Pais de Liege.

De ce mariage, le seul que Henry de Montault ait contracté, sont issus le Marquis de Saint Geniez & le feu sieur Abbé de Bonrepos. Ils naquirent à Mariembourg ; & soit qu'en cette Ville, où les Ordonnances du Roïaume n'étoient pas observées, il n'y eût point de Registres de Baptêmes, soit que ces Registres aient été perdus, cette Ville ayant été démantelée, il n'a pas été possible de recouvrer des extraits baptistaires.

5. Mais comme l'article 14. du Tit. XX. de l'Ordonnance de 1667. admet la preuve tant par titres que par témoins lorsqu'il n'y a point eu de Registres ou qu'ils sont perdus, le défaut d'extraits baptisteres est suppléé par un concours de titres qui ne peuvent être équivoques.

Ces Titres sont, 1°. Le témoignage du Roi même dans les differens emplois dont il a honoré le Marquis de Saint Geniez & dans le Brevet de nomination de l'Abbé de Saint Geniez à l'Abbaye de Bonrepos. Ils sont reconnus de la maison de Montault ; & dans les Bulles expédiées en conséquence du Brevet du Roi, l'Abbé de Saint Geniez est reconnu fils du frere germain du Maréchal Duc de Navailles.

2°. La promotion de l'Abbé de Saint Geniez aux Ordres, sans la dispense qui eut été nécessaire si la légitimité n'avoit pas été connue.

3°. Le témoignage de toute la France qui a toujours reconnu les deux freres comme fils légitimes du Marquis de Saint Geniez.

6. 4°. Le témoignage de Madame la Maréchale de Navailles, par le transport qui lui fut fait d'une obligation dans laquelle les deux freres avoient pris le nom de Montault, & par le transport qu'elle en fit ensuite à Madame la Duchesse d'Elbeuf sa fille.

Chap. III.

13. Janvier
1736.

5°. Le Marquis de Saint Geniez par son contrat de mariage du 25. May 1695. a pris la qualité de *Haut & Puissant Seigneur Messire Louis de Montault Navailles, Chevalier, Marquis de Saint Geniez, fils de défunt Haut & Puissant Seigneur Messire Henry de Montault Navailles aussi Chevalier, Marquis de Saint Geniez, Lieutenant Général des Armées du Roi & de Dame Anne Drouiard son épouse.* A ce contrat assistoient Madame la Maréchale de Navailles, Madame la Duchesse d'Elbeuf, la Marquise de Rothelin, le Marquis & la Marquise de Lauziere Pompadour. Ces Dames comparurent & signerent l'une comme tante & les autres comme cousines du Marquis de Saint Geniez.

7. 6°. L'Abbé de Bonrepos est mort en possession de son état & il est de maxime que lorsqu'il s'agit de l'état d'un défunt, on suit celui qu'il avoit au tems de sa mort. Cette maxime fondée sur la loi *Moveor Cod. si serv. export. ven.* est confirmée par deux Arrêts des 31. May 1683. & 19. Mars 1685. rapportez dans le Commentaire sur le Traité du droit d'Aubeine de Bacquet *ch. 35.*

L'Intimé objecte, 1°. Que le Marquis de Saint Geniez, Officier de merite, a pû obtenir une attache de la maison de Navailles : 2°. Que la Généalogie de cette maison qui est dans le Dictionnaire de Morery porte que Henry de Montault mourut sans enfans : 3°. Que son mariage étoit clandestin : 4°. Qu'on ne produit ni tutelle faite après sa mort ni partage de ses biens : 5°. Que par une lettre qui s'est trouvée dans les papiers de l'Abbé de Bonrepos le Marquis de Saint Geniez marquoit en 1721. l'embaras où il étoit pour prouver sa légitimité.

8. *RE'PONSE.* 1°. Personne n'ignore quelle est l'attention des grandes maisons à empêcher que leur nom ne soit usurpé : & il est contre toute vraisemblance que Madame la Maréchale de Navailles, Madame la Duchesse d'Elbeuf, la Marquise de Rothelin, le Marquis & la Marquise de Pompadour eussent reconnu un bâtard pour neveu ou cousin germain & pour le chef de nom & d'armes de leur maison.

Cette supposition si contraire à la vraisemblance est mé-

me condamnée par la jurisprudence des Arrests qui ont jugé que l'état ne pouvoit plus être contesté après qu'il avoit été reconnu par la famille. Brodeau sur Monsieur Loüet *lettre F. somm.* 21. Bardet *T. 1. L. 3. ch. 47.* Arrests des 12. May 1665. & 6. Juillet 1666. dans le Journal des Audiences.

2°. Les Généalogies du Dictionnaire de Morery sont pleines de fautes, & il y a plusieurs omissions qui n'ont été que très-imparfaitement réparées par le Suplement.

9. 3°. Le fait de clandestinité seroit indifférent; parce que si les enfans d'un mariage clandestin sont privez des successions de leur pere & mere, ils n'en sont pas moins legitimes, & ils peuvent succeder les uns aux autres. Brodeau sur Loüet *lettre E. somm.* 8. n. 6.

Mais le vice de clandestinité ne peut être objecté contre le mariage de Henry de Montault. Il fut précédé d'un contrat de mariage. La publication de bans n'étoit pas nécessaire, parce que les contractans étoient majeurs. D'ailleurs le Grand-Vicaire de Liege avoit droit de donner une dispense de bans & de commettre tel Prêtre qu'il jugeoit à propos pour la célébration du Mariage.

4°. Henry de Montault mourut à Saint Omer dont il étoit Gouverneur. Son fils aîné étoit âgé d'environ 21. ans & Capitaine de Dragons: le second étoit Abbé de Bonrepos. Ils étoient donc l'un & l'autre hors de tutelle. Ainsi l'on ne doit pas s'étonner si les Juges de Saint Omer ne procederent pas à une tutelle. Il n'y eut point de partage entre les deux freres, parce que leur pere n'avoit aucuns biens immeubles.

L'objection de l'Intimé sur le défaut de partage est d'autant plus frivole que si Henry de Montault avoit eu d'autres heritiers que ses enfans, ce n'auroit pû être que les enfans du Maréchal de Navailles, dont la veuve, la fille, & toute la famille ont reconnu les deux freres comme legitimes.

5°. La lettre dont se sert l'Intimé prouve seulement, 1°. Que le Marquis de Saint Geniez & l'Abbé de Bonrepos s'étoient toujours regardés & traités comme freres:

13. Janvier
1736.

2°. Que leur légitimité étoit connue de toute la Cour. 3°. Que le Marquis de Saint Geniez n'en craignoit pas l'approfondissement puisqu'il avoit demandé des Commissaires à M. le Regent. 4°. Que s'il ne fit pas d'autres démarches, c'est parce qu'elles furent jugées inutiles par ceux qu'il consulta, & que les reconnoissances de toute la maison de Navailles parurent suffisantes.

L'Intimé a affecté de ne pas produire une consultation qui étoit jointe à la lettre & qui référoit, suivant cette lettre, des papiers & des enseignemens décisifs.

Réponses du Sieur Longuer Intimé.

10. I. Le Seigneur n'ayant aucun intérêt dans la desherence, la communication au Procureur Fiscal étoit inutile. Elle devoit être faite au Fermier, comme il avoit été ordonné au pié de la requête du 10. Aoust 1734. Mais au lieu de faire cette communication le Marquis de Saint Geniez crut qu'il lui étoit plus avantageux de s'accommoder avec le Fermier qui donna un desistement conditionné avec des réservations & pour son intérêt seulement; c'est le motif de la folle intimation que ce Fermier oppose aux requête & lettres de commission du Sieur Longuer. Ainsi le Fermier n'ayant point traité pour l'intérêt du sieur Longuer son associé, cet intérêt subsiste dans toute sa force & lui donne qualité pour demander au Marquis de Saint Geniez la communication au soutien de sa filiation.

C'est une erreur de croire qu'en cette matière le fait du Procureur Fiscal puisse nuire aux droits du Seigneur ou de son Fermier. Il est vrai qu'en quelques circonstances le Seigneur répond civilement de ses Officiers, ce n'est que pour les délits qu'ils ont commis dans l'exercice de leurs fonctions. La raison est que le Seigneur doit être attentif à ne pas donner ses Offices à des insolubles ou à des gens capables de vexer les Vassaux. Mais si un Procureur Fiscal remet à un Vassal le droit du Seigneur comme un rachat ou des lots & ventes, la fraude ou la faute du Procureur Fiscal n'est pas à la perte du Seigneur; le Vas-

sal est toujours redevable, & le Seigneur n'en a pas moins interest & qualité de l'inquieter, sans considerer ce que le Procureur Fiscal a pû faire. Il en est de même des droits de désherence & de batardise. Ces droits ne dépendent point du Procureur Fiscal qui n'a pas qualité pour les recevoir ni pour en faire remise. Un Seigneur seroit même bien à plaindre s'il dependoit de son Procureur Fiscal de le dépouiller des droits les plus considerables de sa Seigneurie. L'esprit de la loi est bien contraire à cette proposition, puisque même pour les receptions d'aveus le Procureur Fiscal n'est pas seul competent. Enfin son ministere se borne à poursuivre l'éligement des droits du Seigneur, & il ne s'étend pas à recevoir ni à faire des remises.

13. Janvier
1736.

11. II. L'article 132. de l'Ordonnance de Blois n'a jamais été observé, & il n'y a rien de contraire à l'interest public dans l'association du Greffier de la Jurisdiction aux droits de vacance ou aux autres casuels de la Seigneurie.

12. III. Si l'on distingue la batardise de la desherance, il est certain que le mot generique de vacance embrasse ces deux differens droits, & généralement toutes les manieres dont une succession peut vacquer au profit du Seigneur.

13. IV. Les pieces qui concernent le mariage de Henry de Montault sont indifferentes & absolument inutiles à la question du procès qui est de sçavoir si le Marquis de Saint Geniez & l'Abbé de Bonrepos sont issus de ce mariage. La Généalogie qui est rapportée dans le Dictionnaire de Morery & la lettre du Marquis de Saint Geniez qui a été trouvée dans les papiers de l'Abbé de Bonrepos prouvent le contraire. Cette lettre fut écrite sur les contestations qui étoient faite à cet Abbé sur son état. Elle porte que le Marquis de Saint Geniez n'ayant point de succession à esperer, quoique legitime, il a été consulté de ne pas faire des dépenses inutiles pour faire juger une question sur laquelle ses parens ne lui font point de contestation; & il conseille à l'Abbé de Bonrepos de garder le silence comme lui.

Il est contre la vrai semblance que dans une Ville dont

13. Janvier
1736.

Henry de Montault étoit Gouverneur on eût omis d'inscrire la naissance de ses deux enfans sur les Registres qu'on a dans toutes les Villes policées. Si l'un d'eux avoit été oublié, l'autre ne l'auroit pas été.

D'ailleurs il ne paroît ni partage des biens de Henry de Montault ni pourvoiance des deux prétendus freres après sa mort quoiqu'ils fussent l'un & l'autre mineur.

14. Après cela la reconnoissance de la maison de Navailles est inutile. Le Brun *des successions* & Bacquet *du droit de bâtardise* decident qu'un homme n'est pas censé reconnu par la famille lorsqu'il n'a pas été reçu à partager les biens.

15. Il est également inutile de dire que l'Abbé de Bonrepos est mort en possession de son état & que cet état est prouvé par les qualités qui ont été données par le Roi, par le Pape & par ceux avec qui il a passé des actes. Les qualités données par le Souverain & en des actes ne suffisent pas pour assurer un état que la naissance peut seule donner. Il faut donc constater cette naissance & elle ne peut l'être que par les Registres que les Loix de tous les peuples ont établis pour la prouver. C'est par les seuls extraits de ces Registres que le Marquis de Saint Geniez peut prouver qu'il est legitime & que l'Abbé de Bonrepos fût son frere.

16. Au reste pour répondre en peu de mots à la citation de Brodeau on croira bien que l'état du défunt & la légitimité de celui qui veut recueillir la succession n'étant pas contestés, la parenté sera présumée sur le témoignage de la famille. Mais lorsque l'état du défunt & de celui qui reclame la succession est contesté, & que les Généalogistes s'accordent à favoriser cette contestation, la décision de Brodeau & des Arrests qu'il cite ne peut avoir lieu, parce que comme il est impossible de faire perdre l'état d'une personne, il est impossible également que rien le puisse acquérir à celui à qui la nature ne l'a pas donné.

Par Arrest du 13. Janvier 1736. en Grand'Chambre au rapport de Monsieur Berthou de Kversio, la Cour faisant droit au tout sans s'arrêter à la requête du 4. Juillet 1735. dont ledit Longuer est debouté, dans les appellations dudit
de

de Montault, aiant aucunement égard à ses requêtes des 22. & 29. Decembre 1734. a mis & met lefdites appellations & ce dont a été apellé au néant, corrigeant & reformant, dit qu'il a été mal jugé, ordonné & dénié, a débouté ledit Longuer de ses demandes, fins & conclusions, en consequence a ajugé audit de Montault main-levée de la succession de Philipe-Alexandre de Montault Abbé de Bonrepos; & faisant droit dans les requête & lettres de commission dudit Longuer & dans la requête du 9. Juillet 1735. a déclaré ledit le Gof mal & follement intimé: condamne ledit Longuer aux dépens des causes principales, d'apel, requête & lettre de commission & incidens vers toutes les Parties; & sur leurs autres demandes respectives les a renvoïées hors procès. Fait en Parlement à Rennes le 13. Janvier 1736.

9. Janvier
1736.

Maître Duval écrivoit pour le Marquis de Saint Geniez & Maître Boudoux pour le Sieur Longuer.

CH A P I T R E I V.

*Lorsqu'un Procureur a occupé pour deux Parties & les a défendues par les mêmes écritures & procédures, comme aiant un interest commun, quoique non consorts, elles sont solidai-
rement obligées au paiement de ses avances & vacations.*

ENTRE Maître François de la Grezillonaye Procureur en la Cour, apellant de Sentences renduës aux Requêtes du Palais les 25. Février 1733. & 6. Juin 1735. & encore apellant en adhérent par requête verbale de Sentence du 16. Juillet 1735. portant reception de caution, & de tout ce que fait a été à son préjudice, Maître Louïs-François Bonamy Avocat & Gilles Tilly Procureur, d'une part; & Paul Genu sieur de la Cocherie mari & Procureur de droit de Demoiselle Anne le Breton son épouse & sa caution pour l'éligement de la succession beneficiaire de feu Miffire Charles le Breton, vivant Recteur de Saint Laurent

19. Janvier
1736.

19. Janvier
1736.

près Guingamp, & faisant pour le sieur Yves Ernaut mari & Procureur de droit de Demoiselle Marie Ernault son épouse, & pareillement sa caution, & pour Demoiselle Catherine le Breton veuve du sieur Claude Durand, les tous se disant heritiers beneficiaires dudit feu sieur le Breton Prêtre intimé, Maîtres Augustin Poullain Avocat & Ignace-Pierre le Masson Procureur d'autre part.

Bonamy Avocat pour l'appellant a dit. Cette cause, Messieurs, vous presente à juger la question de sçavoir si un Procureur qui dans un procès a occupé pour deux parties differentes qui n'avoient que le même interest, n'est pas en droit de prétendre contr'elles ses avances & vacations par la voye de solidité. Louïse le Cousin, propriétaire de certains droits réparatoires, les vendit le 22. Avril 1722. à la Dame Duparc de Lomaria. Feu Missire Charles le Breton, Prêtre Recteur de la Paroisse de Saint Laurent près Guingamp, & Jeanne Coquillart sa servante, créanciers de Louïse le Cousin, instruits de cette vente, s'oposerent sur le prix du contrat. Quelques autres créanciers formerent aussi leur opposition. Louïse le Cousin chargea Maître Yves le Henaf Procureur à Guingamp, de défendre aux prétentions de ses créanciers, entre lesquels se rendit Sentence d'ordre dans la Jurisdiction de Brelidy le 29. Juillet 1724. Le feu sieur le Breton & la Coquillart sa servante furent colloqués au premier & second ordre; en consequence ils se presenterent au Bureau des Consignations de Guingamp pour toucher; ils y trouverent une opposition formée par le Henaf sur les deniers consignés. A la vûe de cette opposition ils assignerent le Henaf dans la Jurisdiction de Brelidy pour se voir debouter de son opposition; c'est icy que commence à naître le procès dans lequel l'appellant a occupé en la Cour; voilà le feu sieur le Breton & sa servante, qui par le même Procureur & par une même demande assignerent le Henaf à même fin. Le Henaf fournit ses défenses qui furent suivies d'un apointement énoncé le 18. Juin 1728. En consequence le feu sieur le Breton & sa servante produisirent toujours par le même Procureur & acquerent leurs sommations le 5. Février 1729. Le Henaf fit signifier une

19. Janvier
1736.

declaration d'apel de l'apointement. On protesta de passer outre en conformité du Rglement de 1707. Malgré ces protestations le Henaf ne voulut point produire, de façon qu'il intervint Sentence le 21. Février 1729. par laquelle il fut déclaré forclos, & au surplus debouté de son opposition avec dépens. Le Henaf se pourvût aussitôt contre cette Sentence, en adherant à l'apel de l'apointement qu'il avoit déjà relevé. L'affaire fut de nouveau apointée dans la Jurisdiction de Guingamp le 31. May 1729. Le Henaf y tint la même conduite que dans la Jurisdiction de Brelidy. Le 29. Novembre de la même année il fit signifier une declaration d'apel de l'apointement; & comme jusqu'alors il avoit vû le sieur le Breton & la Coquillart n'avoir dans l'affaire qu'un même Procureur & qu'un même interest, il ne leur fit laisser qu'une seule & même copie : voici les termes de la relation du Sergent ; *fait sçavoir ausdits intimés en parlant à leurs personnes, ainsi qu'ils m'ont dit être, trouvés en leur domicile susdit, auxquels j'ay délivré cette copie le 29. Novembre 1729.* Nonobstant cet apel Sentence definitive intervint le 4. Janvier 1730. par laquelle le Henaf fût encore déclaré forclos de produire, il fut dit qu'il avoit été bien apointé & bien jugé : il fut ordonné que ce dont étoit apel sortiroit son effet, & l'apellant fut condamné aux dépens dans la Jurisdiction de Guingamp comme dans la Jurisdiction de Brelidy. Le feu sieur le Breton & sa servante plaiderent par le même Procureur, qui pour l'un & pour l'autre ne fournit que les mêmes écritures. Le Henaf prit des lettres d'apel au sceau, qu'il fit signifier le 28. Avril 1730. tant au feu sieur le Breton qu'à la Coquillart, pour lesquels l'Apellant fut chargé d'ocuper en la Cour. Il se presenta pour eux par une même constitution : il ne fournit pour les deux que les mêmes écritures : il ne fit pas une seule piece de procedure dans laquelle l'un & l'autre ne fût compris. L'appellation en état de recevoir jugement, la Cour en la deuxième Chambre des Enquêtes, par Arrest du 23. Juillet 1732. cassa par nullité toute la procedure, condamna le feu sieur le Breton & la Coquillart aux deux tiers des dépens des causes principale, de contredire

Chap. IV.

19 Janvier
1736.

& d'apel, l'autre tiers compensé, & renvoïa les parties proceder en la Jurisdiction de Lannion. Cet Arrest n'a point été retiré. Le 30. Octobre 1732. l'apellant fit assigner aux Requestes du Palais le feu sieur le Breton & la Cocquillart, pour être solidairement & par provision condamnés de lui païer la somme de 349. livres à laquelle il declara attenter ses avances & vacations, si mieux ils n'aimoient retirer l'Arrest pour le mettre en état de faire son memoire, offrant de passer en deduction une somme de 63. liv. que le feu sieur le Breton lui avoit païée pendant l'instruction du procès. Jeanne Cocquillart laissa défaut: le feu sieur le Breton fournit des défenses, par lesquelles il prétendit qu'il n'y avoit point lieu à la solidité: il fit offre de 174. liv. 10. sols pour moitié de la somme de 389. livres, à laquelle Maître de la Grezillonaye attendoit ses avances & vacations; sur laquelle moitié deduisant 63. liv. par lui reconnüe, il ne restoit dû que 111. liv. 10. sols, dont il fit offre ensemble de la moitié des frais de la signification. Après quelques procedures dont il est inutile de faire le détail, Sentence intervint aux Requestes du Palais le 25. Février 1733. par laquelle il fut decerné acte au feu sieur le Breton de la repetition de ses offres de païer au demandeur la somme de 111. liv. 10. sols pour le restant de celle de 174. liv. 10. sols faisant moitié de la somme de 349. livres à laquelle il avoit déclaré attenter ses avances & vacations; & en consequence desdites offres & de celle de la moitié des frais de la demande & signification d'icelle & passé des païemens faits en consequence, Maître de la Grezillonaye fut debouté de la demande vers ledit feu sieur le Breton, & condamné aux dépens. En vertu de cette Sentence, l'apellant fut sommé le 28. Février de recevoir la somme de 116. liv. Il la reçût à valoir à ses dûs & premier aux interets & frais avec protestation expresse de se pourvoir par apel au premier jour de sceau. Deux jours après, c'est-à-dire, le 2. Mars 1733. il reçût deux lettres du sieur de Menegal Avocat à Guingamp, par lesquelles il paroïsoit que le feu sieur le Breton acquiesçoit à la solidité. A ces deux lettres en étoit jointe une troisième du sieur Ge-

nu, par laquelle il donnoit ordre au sieur Brette Marchand à Rennes de païer à l'appellant une somme de 120. livres. Maître de la Grezillonaye toucha le lendemain cette somme & en donna quittance. Il avoit lieu de croire qu'on lui auroit sans difficulté païé le restant de son dû; mais bientôt il vit paroître une assignation aux Requestes du Palais afin de raport de cette somme, on lui fit même un crime de l'avoir touchée au préjudice d'une Sentence qui le jugeoit rempli, & qui n'avoit pû être connue à Guingamp lors des lettres dont on vient de parler, puisque la dernière fut écrite le jour même que la Sentence avoit été rendue. L'appellant fut par Sentence du 6. Juin 1735. condamné par provision de rapporter cette somme de 120. livres & aux dépens.

Tel est l'état du fait & de la procedure. La Cour voit que tout se réduit à la question de sçavoir si dans l'espece dont il s'agit il y a solidité. La décision de cette question entraîne necessairement celle du bien ou mal jugé de la Sentence qui condamne au raport. En effet s'il y a solidité Maître de la Grezillonaye n'est point rempli par les sommes de 63. livres, de 116. livres & de 120. livres qu'il a touchées: on ne peut donc lui demander aucun raport. Au contraire si la Sentence du 25. Février 1733. est bien rendue, celle du 6. Juin 1735. doit être confirmée. Or la solidité peut-elle tomber en doute? La negative se presente d'elle-même. Il est certain en droit qu'une procuration lie tous les contractans solidairement au profit du Procureur constitué, quoique la solidité n'y soit pas expressement stipulée. C'est la disposition de la Loi 59. §. 3. ff. *mandati*; & Domat dans son traité des Loix civiles *Liv. 1. tit. 15. sect. 2. n. 5.* en a fait une regle generale du droit François. Si l'appellant n'a pas une procuration expresse du feu sieur le Breton & de sa servante pour occuper pour eux, il a du moins l'équivalent parfait d'une procuration aux Procureurs. On doit convenir que des cohéritiers apellés pour reprendre une instance commencée par leur auteur, ou pour quelque affaire dépendante d'une succession qui leur est commune, sont tenus solidairement des avances & vacations faites

19. Janvier
1736.

par le Procureur qu'ils constituent; c'est une maxime qui n'a jamais varié au Palais. Quel est le motif? Quel est le fondement de cette Jurisprudence? Ce n'est pas sans doute que des coheritiers sont toujours solidaires, puisqu'il est certain qu'ils ne le sont que pour les dettes créées par leur auteur, au lieu que dans le cas supposé il s'agit d'une dette non pas créée par leur auteur, mais qu'ils créent eux-mêmes. Que ces coheritiers soient condamnés aux dépens envers leurs Parties adverses, ils n'en seront pas tenus solidairement, ils le seront vers leur Procureur. Quel est donc le fondement de cette jurisprudence? C'est que le ministère du Procureur leur sert à tous également, c'est que l'affaire leur est commune & qu'ils ont tous le même intérêt, c'est en un mot que le Procureur ne fait pas plus pour eux tous qu'il ne feroit obligé de faire pour un seul. Icy le feu sieur le Breton & sa servante n'avoient constamment que le même intérêt; l'un & l'autre n'avoit pour objet que de faire débouter le Henaf de son opposition dans les deux premières Jurisdictions: Ils avoient toujours agi par le même Procureur: ils avoient été défendus par les mêmes écritures: il n'y a pas eû une ligne qui n'ait été pour l'un comme pour l'autre: l'appellant n'a fait pour les deux que ce qu'il eût été obligé de faire pour un seul. Il n'est donc pas possible qu'ils puissent se soustraire à la solidité, parce qu'en droit l'indivisibilité de l'intérêt & de la défense des deux parties les oblige solidairement au profit du Procureur qu'elles constituent. Par ces raisons & autres que ledit Bonamy a plaidées il a conclu, à ce qu'il plaise à la Cour aiant égard à sa requête verbale lui decerner acte de son apel en adherant de la Sentence du 16. Juillet 1735. portant reception de caution; & faisant droit dans les appellations tant principales qu'en adherant, mettre lescdites appellations & ce dont est apel au neant, émendant juger la solidité & en consequence condamner les Intimés de paier à l'appellant la somme de 349. liv. à laquelle il avoit déclaré attenter ses avances & vacations avec les intérêts du jour de la premiere demande, sauf leur recours vers la Coquillart ainsi qu'ils verront, à la deduction neanmoins des sommes de

63. livres, 116. livres & 120. livres; l'Apellant sera déchargé des condamnations énoncées contre lui par les Sentences dont est apel, & seront les Intimés condamnés aux dépens des causes principales & d'apel.

Poullain Avocat pour les Intimés a dit. Cette cause est extrêmement sommaire. Deux questions en font le Partage naturel. La premiere est de sçavoir si deux Parties qui n'ont jamais été conforsts ni associés, dont les créances sont différentes & colloquées en differens ordres, sont tenuës solidaiement des avances & vacations d'un Procureur qu'elles ont emploïé pour défendre à l'action d'un créancier qui prétendoit une préférence à leur préjudice; la seconde question est de sçavoir si Maître de la Grezillonaye après avoir reçu tout ce qui lui avoit été ajugé par une Sentence rendue sur son action afin de paiement d'avances & vacations, a pû sans s'exposer à un raport inévitable, toucher encore une somme de 120. liv. pendant qu'il n'y avoit point apel de cette Sentence qui jugeoit qu'il ne lui étoit rien dû.

La décision de la premiere question dépend de l'établissement de deux propositions qui paroissent ne devoir pas trouver de contradicteurs. En premier lieu il est de maxime que la solidité ne se supplée jamais si elle n'est exprimée. C'est la décision de la Loy unique au digeste de *duobus reis stipulandi*; elle est dans le cas où la solidité seroit le plus favorable. C'est celui de la stipulation faite par deux coobligés par le même acte. On doit donc convenir en general que la prétention de solidité est odieuse, & que dans le moindre doute elle devroit être restreinte. En second lieu pour introduire la solidité en faveur d'un Procureur contre toutes les Parties pour lesquelles il a occupé, il faut que dans l'origine leurs droits soient les mêmes, il faut que ces Parties soient veritablement conforsts; car si les titres & leurs droits sont differens, quoique leur action ait le même objet, on ne peut les soumettre à la solidité. Quelque évidente que soit cette maxime, quelques reflexions lui donneront encore une nouvelle force. Des conforsts dans une succession ou dans un droit indivis, ont un droit unique & indivisible qui est attaqué & qui donne lieu à un

procès. Ils choisissent un Procureur qui occupe pour tous les conforsts. Comme chacun d'eux à une portion dans le droit universel, *Partem in toto & totum in quâlibet parte*, on admet la solidité en faveur de leur Procureur contre chacun d'eux. C'est le motif de l'usage qui s'est introduit, usage contraire au droit commun & qui doit par conséquent être restraint dans les bornes les plus étroites. Ainsi quoique dans l'espece qu'on vient de proposer il ne s'agisse pas d'une dette créée par l'auteur commun, on peut admettre la solidité par la nature même de ce qui sert de fondement au procès, par son indivisibilité, & enfin par la qualité de conforsts dans la même chose. Mais lorsque des créanciers colloqués en des ordres differens sont inquiétés par un tiers qui se prétend préférable ou antérieur à eux, il est clair que cette espece est essentiellement differente. Quoique ces créanciers aient le même but, qui est de faire débouter le créancier de sa préférence, il est constant qu'ils ne peuvent être regardés comme des conforsts dans le même titre. Le titre de l'un est totalement different du titre de l'autre; & si leur objet est le même c'est un pur effet du hazard qui ne change rien à l'effet du titre, étant de maxime que les titres restent toujours les mêmes independamment de l'action dont ils sont le principe. On voit tous les jours en des instances d'ordre que plusieurs créanciers sont défendus par un même Procureur. Ces créanciers seront, par exemple chirographaires & ne pourront par conséquent venir qu'en concurrence. Ils ont un intérêt égal contre ceux qui se prétendent hypotequaires ou préférables. Le Procureur les emploie tous ensemble dans les qualités de ses écritures; & il ne multiplie point les écritures à proportion du nombre des Parties. Dans cette espece le Procureur ne peut constamment pas agir par la voie de solidité contre tous ces differens créanciers. Cependant leur but & l'objet de leur action est le même: ils sont tous au même ordre; au lieu que dans l'espece dont il s'agit, le feu sieur le Breton & la Coquillart furent colloqués dans des ordres differens. Cette réflexion établit parfaitement la difference des conforsts dans le même droit, & des créanciers

siers qui aiant des droits differens ont le même but. L'indivisibilité des droits des conjoints rend leur défense nécessairement unique. Au contraire la distinction des droits de deux créanciers différents détruit absolument cette nécessité. Ce n'est que par accident qu'ils se trouvent avoir un même objet : on ne peut donc sur ce pur effet du hasard admettre une solidité que leur qualité n'établit pas. C'est en vain qu'on paroît tant compter sur la circonstance que la copie de relief d'appel & les premiers produits avoient été remis à l'appellant & lui tenoient lieu de procuration comme si les deux parties lui en avoient donné une expresse, puisqu'il est certain que ce fut le Meur qui avoit été Procureur en la Jurisdiction de Guingamp du feu sieur le Breton & de la Cocquillart qui envoia le tout à l'appellant son gendre sans la participation des Parties. En un mot l'appellant a été le maître de ne prêter son ministère qu'au feu sieur le Breton. Rien ne l'obligeoit de défendre la Cocquillart. Il en faut donc toujours revenir au principe, qu'au défaut de stipulation expresse il ne peut y avoir que la qualité de conjoints qui puisse faire suppléer la solidité.

A l'égard de la seconde question, s'il n'y a point de solidité il en résulte que le rapport des 120. liv. touchées par l'appellant devient inévitable. Au reste les deux lettres qu'il apporte pour excuse de sa conduite ne peuvent la faire autoriser. Premièrement elles étoient écrites par une Partietierce qui ne pouvoit lier le feu sieur le Breton qui n'en avoit pas même de connoissance. En second lieu il n'y avoit point d'appel de la Sentence du 25. Février. Maître de la Grezillonnaye n'ignore pas que lorsqu'il n'y a point d'appel d'un jugement qui fixe une créance, celui au profit duquel elle est fixée ne peut se dire créancier au-delà de cette fixation. C'est néanmoins dans cette circonstance qu'il reçoit d'un homme qui n'étoit pas son débiteur, d'un homme qui ignoroit tout ce qui s'étoit passé. On doit convenir que l'action afin de rapport étoit juste lorsqu'elle fut formée ; & c'est le tems de l'action qu'on doit envisager pour en porter un jugement solide. Par ces raisons & autres que ledit Roullain a déduites en plaidant, il a conclu à ce que s'il

19. Janvier
1736.

19. Janvier
1736.

plaît à la Cour faisant droit dans les appellations tant principales qu'en adherant, lesdites appellations soient mises au néant, il soit ordonné que ce dont est apel sortira son plein & entier effet, l'apellant condamné en l'amende ordinaire au Roi & aux dépens; sur ce oïi de Caradeuc Avocat General pour le Procureur General du Roi.

La Cour aiant égard à la requête verbale de la Partie de Bonamy lui a decerné acte de son apel en adherant de la Sentence du 16. Juillet 1735. portant reception de caution; & en conséquence faisant droit dans toutes ses appellations, tant principales qu'en adherant, a mis lesdites appellations & ce dont a été appellé au néant, émendant, condamne les Parties de Poullain jointement & solidairement de paier à ladite Partie de Bonamy la somme de 349. livres à laquelle elle avoit déclaré attenter ses avances & vacations, avec les interets du jour de la premiere demande, sauf leur recours vers la Coquillart ainsi qu'ils verront, à la deduction neanmoins des sommes de 63. livres, 116. livres & 120. livres, si mieux n'aiment les Intimés mettre l'apellant en état de fournir son memoire; décharge la Partie de Bonamy des condamnations contr'elle énoncées par les jugemens apellés; condamne les Parties de Poullain aux dépens des causes principale & d'apel. Fait en Parlement à Rennes le 19. Janvier 1736.

C H A P I T R E V.

Le Juge d'Eglise est radicalement incompetent pour connoître de la séparation de corps entre gens mariez; & la procedure volontaire des Parties ne peut lui attribuer cette competence.

31. Janvier
1736.

LE 12, Novembre 1734. Clemence Thomas assigna François Soliman son mari à l'Officialité de St. Brieuc, pour avoier ou contester des faits de sévices sur lesquels elle fonde sa demande en séparation de corps, sauf à poursuivre dans la suite la séparation de biens devant les Juges compétens pour en connoître.

Les Parties aiant volontairement comparu à l'Officialité,

intervint le 13. Janvier 1735. un apointement à informer qui fut signifié de part & d'autre.

Par Sentence du 3. Février Clemence Thomas fut déclarée dechuë de faire ses preuves, faute de les avoir faites dans le tems de l'Ordonnance; & elle fut en consequence deboutée & condamnée aux dépens.

Elle a relevé apel comme d'abus de cette Sentence; & elle l'a fondé sur l'incompétence du Juge d'Eglise, en matière de séparation pour sévices.

Après que Maître le Ray pour l'Apellante & Maître Bonamy pour l'Intimé ont plaidé, Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a dit que pour établir la compétence de l'Official on objecte en général que la connoissance des causes de mariage appartient au Juge Ecclesiastique; que le mariage étant un Sacrement, ce sont des causes majeures qui ont même été réservées aux Evêques par plusieurs décisions du Droit Canonique; & qu'on en trouve beaucoup d'exemples dans l'Histoire Ecclesiastique & dans l'Histoire de France; qu'en particulier les causes de divorce ou de séparation doivent être portées devant le Juge Ecclesiastique, parce que le divorce ou la séparation ne peut se faire sans un jugement de l'Eglise suivant plusieurs Canons & l'Epi tre 129. d'Yves de Chartres; que le Concile de Tulle connut de la séparation d'Engeltrude femme du Comte Boson; que le Pape Nicolas I. & le Concile de Mets connurent de celle de Lothaire & de Theutberge; que la cause de séparation entre Guillaume Comte de Poitiers & la Comtesse Hildegarde fut portée au Concile de Rheims devant le Pape Calixte II. qui y présidoit; que le Juge d'Eglise qui connoît du principal du mariage peut connoître de l'accessoire tel que la séparation; que dans les Capitulaires de nos Rois il y a des Loix qui ordonnent aux Juges d'Eglise de contraindre les personnes illégitimement mariées à se séparer; que par quelques coutumes, entr'autres celle de Bourbonnois c. 10. art. 63. le Juge d'Eglise est autorisé à connoître non-seulement de la séparation de corps, mais de la séparation de biens; que l'usage de Brétagne est favorable à la compétence du Juge d'Eglise, & qu'elle

31. Janvier
1736.

a été confirmée par deux Arrêts des 2. Septembre 1649. & Février 1660. rapportés par Sauvageau sur Monsieur du Fail *Liv. 2. ch. 288.* que Fevret *Traité de l'abus L. 5. ch. 5.* & Bacquet établissent les mêmes principes.

Après le détail des raisons qu'on employe pour combattre le moïen d'abus, Mr. l'Avocat Général a dit que si le Juge Ecclesiastique étoit incompetent pour connoître de l'action de séparation, son incompetence subsistoit malgré la procedure volontaire des Parties devant lui; & qu'il devoit les renvoyer devant les Juges compétens suivant l'art. 1. du tit. 6. de l'Ordonnance.

Pour connoître les veritables principes en cette matiere on doit considerer le mariage comme un Sacrement & en même tems comme un contrat civil.

Le Juge Ecclesiastique connoît de ce qui est purement spirituel, c'est-à-dire, de *foedere matrimonii*: mais tout ce qui n'est point purement spirituel, tout ce qui ne regarde pas le lien du mariage doit être absolument dénié au Juge Ecclesiastique.

C'est pourquoi il ne peut jamais connoître en France des opositions au mariage, lorsqu'il ne s'agit pas de *foedere matrimonii*.

Quand nous disons que le Juge Ecclesiastique connoît du lien du mariage, cela n'est pas encore si général qu'il n'y ait des exceptions.

Par exemple quand la question de validité d'un mariage est incidente à une affaire temporelle, le Juge d'Eglise n'en peut connoître. Cela a été ainsi réglé par plusieurs raisons.

1°. Pour prévenir l'abus qui n'a été que trop frequent, & par lequel, sous pretexte de spiritualité, les Juges d'Eglise s'étoient attribué la connoissance de la plupart des causes temporelles.

2°. Parce qu'en ces occasions le Roi, qui règle la Jurisdiction Ecclesiastique comme la Jurisdiction séculiere, ne veut pas confier au Juge d'Eglise la connoissance des affaires temporelles; au lieu qu'il autorise le Juge séculier à juger incidemment des causes spirituelles, telles que la validité & l'invalidité d'un mariage ou d'un vœu, &c.

Les Canons & les Loix, qui ordonnent aux Juges d'Eglise de contraindre les personnes illégitimement mariées à se séparer, ne sont pas en vigueur en France quoiqu'il y en ait plusieurs dans les Capitulaires.

Il n'y a qu'une exception pour le mariage contracté hors la présence du propre Curé. Le Juge d'Eglise peut le faire réhabiliter dans l'année si les Parties intéressées ou le Magistrat ne le font pas. Ce droit a été accordé au Juge d'Eglise par la Declaration du 15. Juin 1697. parce que le cas étoit frequent.

Mais pour ce qui concerne la séparation, où elle est demandée pour cause de dissipation; & alors comme elle ne regarde que les biens, elle ne peut être poursuivie que devant le Juge seculier.

Où c'est pour cause d'adultere; & le mari qui accuse sa femme demande en même tems qu'elle perde sa dot & son douaire & qu'elle soit enfermée; ce qui ne peut être ordonné que par le Juge laïque.

Où enfin la séparation est demandée pour cause de mauvais traitement; & la femme qui intente cette action demande qu'il soit pourvû à sa subsistance, ce qu'elle ne peut obtenir que du Juge seculier.

Toutes les autorités établissent l'incompétence du Juge d'Eglise pour les instances de séparation.

L'Abbé Fleury dans ses institutions Ecclesiastiques decide que le Juge seculier connoît en France de la demande de séparation, soit pour adultere, soit pour sévices, soit pour maladie contagieuse.

Fevret, Mr. Loüet, Ragueau sur la Coûtume de Berry, & Gibert dans ses Institutions Canoniques établissent les mêmes principes.

Il paroît inutile après ces autorités de citer une infinité d'Arrests, tant du Parlement de Paris que des autres Parlemens, qui sur les conclusions de Messieurs les Gens du Roi, ont déclaré abusives les Ordonnances des Juges d'Eglise données en matiere de separation.

Nous nous contenterons de citer un Arrest rendu le 22. May 1663. sur les Conclusions de Mr. l'Avocat Ge-

31. Janvier
1736.

néral Bignon, qui jugea que l'Official n'étoit point compétant pour connoître d'une séparation entre mari & femme.

Le Parlement de Bretagne s'attachant également aux véritables principes l'a toujours jugé ainsi.

Nous trouvons dans Sauvageau sur Mr. du Fail deux Arrêts de 1625, & de 1629. qui ont jugé que la séparation compétoit au Juge seculier, &, comme dit Sauvageau sur ces Arrêts, il y en a une infinité d'autres.

Les Arrêts de 1649. & de 1660. sont contraires aux véritables principes & à la Jurisprudence de ce Parlement & de tous les Parlemens du Roïaume. Ils sont contredits par une infinité d'Arrêts antérieurs & postérieurs.

Nous ne nous arrêterons pas à ce que nous avons rapporté de la Coutume de Bourbonnois. Nous nous contenterons d'y répondre avec du Moulin. *Hoc est abusus quia nec accessorie quidem possunt Ecclesiastici cognoscere de separatione bonorum, sicut nec de restitutione dotis, & tanquam ab abusu appellari potest; & Duces Borbonii non potuerunt per hoc præjudicare Regi, nec Ecclesiastici contra jurisdictionem Regis præscribere.*

Enfin par l'article 8. de la Declaration du Roi du 20. Aoust 1732. portant reglement entre le Parlement & les autres Tribunaux de la Province, la competence des causes de séparation est attribuée aux Juges Roïaux.

Il seroit inutile d'aprofondir d'avantage une question sur laquelle il ne peut y avoir de difficultés qu'auprès des personnes trop prévenuees pour la Jurisdiction Ecclesiastique.

Par Arrest du 31. Janvier 1736. à l'Audience publique de Grand'Chambre, La Cour sans s'arrêter à la requête verbale de Bonamy afin de rapport d'Arrest ni aux fins de non recevoir par lui proposées, faisant droit dans l'apel comme d'abus tant principal qu'en adherant, ensemble sur les Conclusions du Procureur Général du Roi, dit qu'il y a abus, en consequence dit qu'il a été mal, nullement & abusivement expédié, appointé & jugé, a le tout cassé, rejeté & annullé, sauf à la Partie de le Ray à se pourvoir pour sa demande de séparation devant les Juges Laïques à qui la connoissance en appartient, dépens néanmoins compensés.

Le motif de la compensation de dépens a été que l'appellante avoit elle même porté l'action de séparation devant le Juge d'Eglise.

Il y a eu un Arrest conforme le 28. Janvier 1737. à l'Audience publique de Grand'Chambre. On le rapportera en forme dans l'ordre de sa datte.

Chap. V.

31. Janvier
1736.

C H A P I T R E V I.

Le Vassal est obligé de rendre aveu & denombrement avant que de pouvoir demander que le Seigneur l'instruise & lui communique ses titres.

S O M M A I R E.

- | | |
|---|---|
| 1. 9. art. 362. de la Coûtume. | sance que doit le Vassal. |
| 2. 6. 9. 11. Explication du mot avoüer. | 8. 13. 17. 21. Obligation mutuelle du Seigneur & du Vassal. |
| 3. art. 9. chap. 22. de la Coûtume d'Auvergne. | 10. Art. 360. de la Coûtume. |
| 4. 12. 14. 16. 18. 21. 23. 24. Sentiment de d'Argentre & des Auteurs de la Province: Arrests. | 15. 25. Art. 133. |
| 5. 20. 22. Sentiment des Auteurs François. | 19. 27. Art. 11. de l'Ordonnance de Roussillon. |
| 7. 26. Forme de la reconnois- | 24. & suivan. Reflexions sur l'Arrest rapporté au present Chapitre. |

LE 9. Février 1711. Jean Riquel acquit judiciairement des heritages pour la somme de 10500. livres; & il declara lors de l'adjudication qu'il y en avoit pour 5000. livres sous le Domaine du Roi à Ploermel, pour 4000. livres sous le Fief de Gourhel, & pour 1500. liv sous le Fief de la Bourdelais.

Le 14. Novembre 1734. Mr. le President de Cornulier propriétaire du Fief de la Bourdelais, assigna Julien Riquel & ses conjoints, heritiers de Jean Riquel, pour rendre aveu, communiquer au soutien, & paier les droits feodaux.

10. Février
1736.

Le 24. Janvier 1735. Riquel reconnu par ses défenses qu'il étoit Vassal de Mr. de Cornulier, à cause de la métairie de la Villeméro dont il possédoit la moitié. Il déclara qu'il n'étoit Propriétaire qu'aux fins du contrat judiciaire de 1711. qui ne contenoit aucun détail particulier des heritages mouvans de chaque Seigneurie, & qu'il n'avoit point d'autres titres. Il conclut en conséquence à ce que Mr. le President de Cornulier l'eût instruit à ses frais, passé de quoi il n'avoit à débattre de rendre aveu.

Mr. de Cornulier répondit que ces conclusions étoient mal fondées, qu'il ignoroit de quels heritages Riquel jouissoit & de quelle tenuë ils dependoient, qu'un Seigneur qui est au fait d'autrui n'exige d'aveu de ses Vassaux que pour être instruit, & qu'il n'est tenu à aucune communication jusqu'à ce que le Vassal ait rendu aveu.

Par Sentence renduë au Siege Roïal de Ploërmel le 16. Mars 1735. en conséquence de l'offre de Riquel d'affirmer par serment qu'il n'étoit point saisi d'autres titres que du contrat judiciaire de 1711. il lui fut ordonné de l'outrier à la premiere Audience, & attendu sa reconnoissance de relever de Mr. le President de Cornulier, il fut condamné de son consentement de rendre aveu, parce que Mr. de Cornulier l'aideroit à ses frais des titres de la tenuë Chefdor de la Villeméro par copies collationnées, dépens reservez.

Mr. de Cornulier a relevé apel de cette Sentence.

Maître Perrineau Avocat de Mr. de Cornulier a dit que cette Sentence a été renduë contre le texte formel de la Coûtume, le sentiment des Auteurs & la Jurisprudence des Arrests.

L'article 362. de la Coûtume porte. *Le Vassal appelé à reconnoître son Seigneur le doit avoüer. Et s'il le désavoüe & en soit par jugement vaincu, il perd ce qu'il tient dudit Seigneur en la tenuë désavoüée. Et si le Vassal dit qu'il ignore ladite tenuë, & qu'il ait juste cause d'ignorance, comme s'il a nouvellement succédé à autre, ou qu'il soit venu par contrat particulier à nouvelle possession, en ce cas delai competent lui doit être baillé de s'en enquerir & en venir*

venir répondre par *aveu* ou *désaveu* au terme qui lui sera *prefix*.

Chap. VI.

2. La loi que la Coûtume impose par cet article est de droit étroit. Tout Vassal est obligé d'avoïer son Seigneur. Ce terme *avoïer* ne signifie point autre chose que de lui rendre un *aveu* qui puisse rester dans ses archives comme un monument capable d'assurer sa mouvance. Car il ne suffit pas de dire en des défenses qu'on reconnoît être Vassal. Cette reconnoissance est imparfaite & ne remplit point l'esprit de la loi. Elle exige une reconnoissance authentique qui puisse être consacrée pour toujours à la postérité & faire une preuve entiere entre le Seigneur & le Vassal.

10. Février
1736.

Lorsque le Vassal allegue une juste cause d'ignorance, la loi toujours équitable en ses décisions lui accorde un délai pour s'informer de la verité & pour venir répondre par *aveu* ou *desaveu* dans le tems marqué.

Riquel qui n'est réclamé par aucun Seigneur n'a demandé aucun délai pour s'informer de quel Seigneur ses heritages relevent. Il auroit même mauvaise grace d'en demander puisque son pere les avoit acquis en 1711. & que lors de cette acquisition il étoit si sûr de qui ils relevoient qu'il en fit lui même l'évantillement. Depuis sa mort l'intimé a jouï long-tems des mêmes heritages. Ainsi il ne peut ignorer de qui ils relevent. D'ailleurs il ne demande pas de délai pour s'instruire. Mais il crée en sa faveur une loi nouvelle; & il veut que le Seigneur l'instruise contre le texte de la Coûtume qui n'assujettit le Seigneur à la communication qu'après que le Vassal l'a reconnu par un *aveu*.

3. Nôtre Coûtume est en cela conforme à la Coûtume d'Auvergne ch. 22. art. 9. qui porte que *le Vassal est tenu avoïer ou desavoïer le Fief dont il est requis, & n'est tenu le Seigneur feodal montrer au Vassal, mais est tenu le Vassal s'en enquerir si bon lui semble.*

4. D'Argentré celui de tous les Commentateurs qui a le mieux connu l'esprit de nôtre Coûtume, & qu'on peut regarder comme l'Auteur de l'art. 362. se plaint sur cet article de ce que l'ancienne Coûtume ne dispoit rien à

10. Février
1736.

cet égard. Après avoir parlé de l'ignorance du Vassal qui peut quelquefois avoir une juste cause, il décide que ce doute doit avoir une fin & doit se terminer par un delay après lequel le Vassal doit répondre certainement sous peine de la commise.

5. Le même Auteur avoit traité cette question plus au long sur l'art. 140. de l'ancienne Coûtume, *gl.* 1. Sur la question de sçavoir si le Vassal ignorant doit faire la montrée au Seigneur, il décide que le Vassal y est obligé & qu'il est tenu de faire la description & la demonstration de ce qu'il possède sous le Fief du Seigneur. Il se recrie contre ceux qui prétendent le contraire. Il soutient que l'usage les condamne, que si quelqu'un prétend s'excuser sur son ignorance il est naturel de lui accorder un delay, sans préjudicier aux droits du Seigneur dont la mouvance ne doit pas demeurer incertaine; que dans ce delay le Vassal doit s'instruire, chercher les enseignemens dont il a besoin, s'informer des limites des terres qu'il possède sous le Seigneur, à quel titre & comment il les tient, afin que bien consulté il puisse répondre précisément & catégoriquement; qu'enfin l'on doit bannir cette ignorance perpétuelle qui se peut aplanir par la recherche exacte du véritable Seigneur.

D'Argentré condamne au même endroit l'exception que le Vassal feroit sur son ignorance des bornes du Fief. Il dit que cette ignorance n'est pas excusable, parce que le Vassal, qui jouit de son heritage, doit sçavoir non-seulement ce qu'il tient, mais de qui il relève; au lieu que le Seigneur ne peut sçavoir ce qui est possédé par le Vassal, s'il n'en est pas instruit par un aveu & denombrement.

Mr. du Fail *L.* 1. *ch.* 68. rapporte un Arrest conforme au sentiment de d'Argentré qui decida que la communication requise par le Vassal ne lui étoit pas due par le Seigneur, *sauf à lui après avoir baillé son minu & tenuë, au cas que le Seigneur l'impugne, à requérir & demander l'exhibition.*

Sauvageau sur ce chapitre & Hevin *Consultation* 147. établissent les mêmes principes.

5. Les autoritez étrangères sont aussi favorables. Arrest

du 28. Août 1607. dans les Arrêts celebres de Mr. le Prestre n. 43. p. 67. Arrêts des 12. Decembre 1586. 12. Juin 1593. & 12. Decembre 1622. dans Ricard sur l'art. 44. de la Coûtume de Paris.

» Il paroît, dit Ferriere sur le même article, que le Vassal
» est tenu d'avouer ou désavouer son Seigneur, sans que le
» Seigneur soit tenu de l'instruire de la tenure de son Fief,
» le Vassal étant obligé de s'en informer si bon lui semble,
» plusieurs Commentateurs voulant qu'avant l'aveu & re-
» connoissance faite du Seigneur le Vassal ne puisse lui de-
» mander aucune communication de ses titres ni l'obliger
» à faire preuve que le Fief relève de lui.

Ferriere confirme cette décision par le sentiment de Loisel, du Moulin, Carondas, du Plessix & de plusieurs autres Auteurs.

Mr. Auzanet sur l'article 45. établit la même maxime contre le Vassal dont le Fief a été saisi féodalement par le Seigneur, quoique par le contrat d'acquisition l'heritage soit déclaré mouvant d'un autre Seigneur; & il cite l'Arrêt du 12. Decembre 1622. dont parle Ricard sur l'art. 44.

Mornac sur la loy 6. ff. de rei vendic. fait une distinction judicieuse entre le Seigneur censier & le Seigneur de Fief. Il convient que le premier est obligé de faire la designation de la chose contentieuse & de communiquer son titre lorsque le debiteur le demande; mais il soutient qu'il n'en est pas de même du Seigneur de Fief, parce que le Seigneur de Fief doit être instruit par son Vassal & que ce dernier ne peut exiger qu'il l'instruise. Il rapporte l'Arrêt du 12. Juin 1593. cité par Ricard.

Ferriere donne la raison de cette difference. C'est, dit-il, que le Seigneur censier n'a pas, comme le Seigneur de Fief, un droit de superiorité sur les heritages qui sont en sa censive & n'a pas droit de commise pour désaveu temeraire: outre que le Seigneur de Fief étant souvent bien des années sans recevoir des profits & sans faire rendre aveu, foi & hommage, il seroit en risque de perdre sa mouvance si le Vassal n'étoit pas tenu de l'avouer pour son Seigneur sous peine de commise.

Du Moulin sur Paris *T. des Fiefs* §. 1. gl. 1. n. 77. pose le cas d'un Vassal dont les biens ont été saisis féodalement & qui par conséquent, n'étant pas en possession, n'est pas présumé en connoître la consistance aussi parfaitement que celui qui en jouit paisiblement. Cependant il décide que lorsqu'il n'y a point d'autre Seigneur qui reclame la mouvance, le Vassal n'est pas admis à prétendre cause d'ignorance ni à douter de la mouvance, à l'effet d'exiger que le Seigneur en fasse la preuve, & qu'il doit précisément reconnoître le Seigneur ou le desavouer sous peine de commise.

Le même Auteur §. 45. gl. 1. n. 11. & 12. parlant de cette obligation, dit que c'est une ancienne pratique dont il seroit dangereux de s'écarter, *quia communis observantia tanquam lex servari debet & minime mutanda sunt quæ certam interpretationem semper habuerunt Sæpe enim difficile est probare jus patronatus & dependentias feudales; & omnes fere patroni (nisi autenticis documentis valde communiti) controversiam patronatûs & jurium paterentur, & essent quotidie in periculo amittendi patronatum, & restituendi feudum cum fructibus, impensis, damnis & interesse, ex defectu plenæ probationis, quod est absurdum. Ad quod restringendum consuetudo seu communis practica induxisse videtur necessitatem agnoscendi vel abnegandi sub periculo commissi, ut metu pænæ retraherentur Vassalli ab indevotione & ingratitude erga patronos.*

La reconnoissance du Seigneur ne se peut faire autrement que par l'aveu qui lui est rendu. Du Moulin §. 8. *verbo denombrement* n. 1. & 2. & après lui d'Argentré nous apprennent qu'outre la reconnoissance du Seigneur, il doit contenir un détail exact & circonstancié de toutes les terres qui sont dans la mouvance du Seigneur; de leur consistance, de la situation, de la qualité, de la quantité & des debornemens. Cet aveu doit être en forme & signé du Vassal. Il ne lui suffiroit pas de dire en general qu'il prend droit par les anciens aveus.

Pocquet de Livoniere *Traité des Fiefs* L. 1. ch. 7. & L. 2. ch. 2. §. 4. établit les mêmes maximes sur la nécessité & sur la forme de l'aveu.

6. Il est donc démontré que le Vassal est tenu d'avouer son Seigneur avant que de pouvoir demander aucune communication, & que cette reconnoissance ne peut être faite que par un aveu en forme signé du Vassal, afin que le Seigneur puisse le mettre dans ses Archives & que ce soit un titre entre le Seigneur & le Vassal.

7. Quel aveu, quelle reconnoissance l'Intimé présente-t-il? Il reconnoît par des deffenses qu'il est Vassal. Mais il n'en signe point la copie. Les Juges de Ploërmel lui en decernent acte : mais ils n'exigent point qu'il soucrive sur le registre du Greffe. Il n'y a donc aucun titre qui puisse trouver place dans les Archives du Seigneur & qui soit capable d'assurer la preuve de sa mouvance.

L'intimé avoue qu'il est Vassal : Mais il ne dit point pour quels biens. Une reconnoissance de cette nature, qui est vague & qui ne determine rien, peut-elle jamais servir de titre au Seigneur? Comment pouvoir même lui donner l'instruction & la communication qu'il demande, s'il ne commence pas lui-même par instruire le Seigneur de ce qu'il possède? Peut-on le deviner; & feroit-il de la prudence de lui communiquer au hazard tous les titres de la Seigneurie?

Maître Perron Avocat de Riquel intimé a dit, que pour bien entendre les autoritez sur lesquelles Mr. de Cornulier fonde son apellation, il faut établir quelques principes certains & generaux qui n'ayent besoin d'aucune interpretation.

8. Premièrement, c'est un principe certain & universellement reçu en matiere de Fief qu'entre le Seigneur & le Vassal il y a une mutuelle obligation : de sorte que si l'un doit l'obéissance & le serment, l'autre doit de sa part la protection & le bienfait. *Mutuum est beneficium & eadem lex beneficii reciproca.*

9. Il est certain en second lieu, & ce principe est une suite du premier, que le Vassal, apellé à reconnoître son Seigneur, le doit avouer à peine de commise : *il faut avouer ou désavouer.* Ce principe est encore plus certain dans nôtre Coûtume que dans toute autre, parce que n'y

10. Février
1736.

10. Février
1736.

ayant point de franc-aleu en Bretagne, il faut nécessairement relever de quelque Seigneur, & par conséquent reconnoître le premier qui nous reclame. C'est la disposition expresse de l'art. 362.

10. Enfin le Vassal, outre la reconnoissance, doit encore à son Seigneur un aveu minu ou dénombrement de ce qu'il tient de lui en Fief, faute de quoi le Seigneur peut saisir féodalement. C'est la disposition de l'art. 360. de la Coutume; & la difference des peines établies par cet art. & par l'art. 362. prouve que ce dernier n'a point d'application à l'aveu dénombrement, mais seulement à la reconnoissance de la féodalité. Car la commise qui est la peine établie par cet article n'est point encourue faute d'aveu dénombrement: il ne peut y avoir lieu qu'à la saisie féodale qui est la peine de l'art. 360. Ainsi de cette difference de peines il résulte que ces deux articles ont des objets differens, & que l'art. 362. ne concernant point l'aveu dénombrement, est ici sans application.

11. Sur ces principes il n'est pas difficile de résoudre la question qui est entre Mr. le President de Cornulier & son Vassal. Celui-ci est tenu de reconnoître son Seigneur: c'est le premier de ses devoirs: *il faut avouer ou desavouer*. Aussi Riquel y a satisfait.

Il est de plus obligé de fournir aveu ou dénombrement. Mais ce second devoir est bien different du premier. Si le Vassal ne peut se dispenser d'avouer & reconnoître le premier Seigneur qui le reclame, parce qu'il lui est indifferant de qui relever, il n'en est pas ainsi de l'aveu dénombrement. Il a également interest d'y comprendre tous les devoirs féodaux & de n'y pas comprendre plus qu'il ne doit. Ainsi il faut qu'il soit instruit; & s'il manque d'enseignemens, comme les titres sont communs entre le Seigneur & le Vassal, comme d'ailleurs le Seigneur lui doit la protection & le bien fait, il est juste qu'il lui communique ses titres. La raison dicte que cette communication se doit faire avant l'aveu fourni, puisque c'est pour mettre le Vassal en état de le rendre que la communication lui est due par le Seigneur.

12. C'est aussi l'opinion de tous nos Commentateurs. D'Argentré *art. 85. vet. Conf.* qui répond à l'*art. 360.* de la nouvelle touchant l'obligation de rendre aveu, agitant la question de sçavoir si le Vassal est obligé de communiquer au soutien, dit qu'il ne peut s'en dispenser qu'en jurant qu'il n'a aucuns titres & qu'il n'a cessé d'en avoir par dol ni fraude. Cet Auteur ajoute qu'il faut que le Vassal ait commencé par reconnoître la vassalité, parce que, si elle étoit en contestation, il ne pourroit être contraint aux devoirs feodaux.

10. Février
1736.

Il suffit donc, suivant d'Argentré, que le Vassal ait reconnu la vassalité pour être obligé de rendre aveu & de communiquer au soutien. Mais aussi il suffit qu'il jure n'avoir aucuns titres pour en être dispensé : Car l'aveu & la communication au soutien vont d'un pas égal & sont également indispensables. Le serment seul du Vassal de n'y pouvoir satisfaire est un moyen d'excuse legitime que le Seigneur ne peut faire cesser que par la communication des titres communs.

13. En effet, dit du Moulin, puisqu'il y a une obligation reciproque entre le Seigneur & le Vassal il est juste que le Seigneur lui procure un secours qui lui est avantageux & qui ne peut nuire aux droits feodaux. *Æquum est, ratione correlativi officii & reciproce obligationis, dominum id facere quod sibi non noceat & alteri profit.*

14. Belordeau sur l'*art. 349.* de la Coutume après avoir dit comme d'Argentré que le Vassal doit instruire son Seigneur, ajoute que puisqu'il y a entr'eux une obligation reciproque qui assujettit l'un au serment, & l'autre au bienfait & à la conservation des droits du Vassal, il est bien raisonnable d'aider ce dernier des titres nécessaires afin qu'il ne manque pas à faire & à reconnoître ce qu'il doit : de sorte que si le Vassal est obligé de rendre aveu & de communiquer au soutien, le Seigneur est aussi obligé de lui donner les instructions dont il a besoin.

15. L'article 133. de la Coutume n'est point contraire à cette maxime. Il porte que le Vassal est tenu de faire la montrée & vûe de ce qu'il tient de son Seigneur. Mais

cet article n'est plus en usage. Les montrées & vuës ont été abrogées par l'Ordonnance de 1667. Il n'est pas d'ailleurs étonnant qu'elles fussent en usage en matiere de Fief puisqu'elles avoient lieu en toute matiere réelle : & après tout on n'en peut conclure que le Vassal soit obligé de rendre aveu avant l'instruction que doit le Seigneur.

16. Il est vrai que d'Argentré sur l'art. 140. *vet. conf.* en rapportant l'opinion de du Moulin sur l'obligation de communiquer au Vassal les titres de l'investiture & les anciens aveus, semble dire que ce n'est pas nôtre usage & que le Vassal est obligé de fournir aveu, parce que lui seul doit sçavoir ce qu'il possède. Mais pour entendre cet endroit de d'Argentré, il faut observer que du Moulin exige la communication des titres du Seigneur avant même la reconnoissance du Vassal. C'est à cette occasion que d'Argentré dit qu'on auroit beaucoup de peine à faire passer cette maxime dans nôtre usage. Cela ne peut être entendu autrement; ou il s'ensuivroit que d'Argentré dispenseroit le Seigneur de toute communication en quelque tems que ce fut, ce qui est contraire à l'usage & aux principes qu'il a lui même établis sur l'art. 85. Il renvoye même à l'art. 316. qui est le 349. de la nouvelle Coutume & qui porte que le Seigneur n'est pas obligé de reconnoître la tenuë de son Vassal. Il dit que cet article renferme une injustice manifeste & merite reformation. Belordeau, Sauvageau & Mr. de Perchambault disent la même chose sur le principe de l'obligation reciproque qui est entre le Seigneur & le Vassal & qui rend leur condition égale à l'exception du serment que doit le Vassal : *cum reciproca & mutua sit officii necessitudo inter Dominum & Vassallum, ita ut eadem fere sibi invicem debeant præter sacramenti præstationem quæ Domino remittitur.*

17. Or puisque suivant tous nos Auteurs tout est égal entre le Seigneur & le Vassal à l'exception de ce serment, puisqu'après le serment reçu le Seigneur doit au Vassal la protection & le bien fait, il est évident que ce n'est point après avoir reçu un aveu, mais après avoir été reconnu, qu'il doit la communication de ses titres. C'est même pour
mettre

mettre le Vassal en état de fournir cet aveu que la communication est due.

Car l'aveu devant contenir, outre la description des choses tenues en Fief, les rentes & les autres devoirs feudaux; & le Vassal ne pouvant en faire le détail lorsqu'il n'a aucuns titres, il est juste que le Seigneur l'aide de ceux qu'il peut avoir, pour ne pas l'exposer à un impunissement & à une amende suivant les art. 361. & 664. de la Coutume. Sans cela où seroit l'égalité? La protection & le bien fait que doit le Seigneur à son Vassal ne consisteroient-ils qu'à le surprendre & à l'opprimer?

10. Février
1736.

18. Mr. de Perchambault sur l'art. 362. & de Volant *Lettre R. ch. 39.* decident expressément que le Vassal est en droit d'exiger du Seigneur les instructions qui lui sont nécessaires pour rendre son aveu.

19. L'Ordonnance de Roussillon art. 11. oblige le Seigneur, même après la saisie feudale, de déclarer pour quelle cause, droits & profits il a saisi.

20. Les Coutumes de Paris art. 44. & d'Orleans art. 79. décident qu'après que le Vassal a avoué ou reconnu le Seigneur il peut demander la communication des titres. Quand il a fait cette reconnoissance il n'est tenu qu'à jurer qu'il n'a aucun titre; & après cela le Seigneur ne peut se dispenser de satisfaire à sa demande.

Du Plessis *Traité des Fiefs L. 6.* décide que cette communication mutuelle doit avoir lieu lors qu'il est question de donner le dénombrement. Ferriere art. 44. n. 10. & 11. est du même avis & donne pour motif l'obligation mutuelle qui est entre le Seigneur & le Vassal.

Pareillement dit la Lande sur Orleans art. 79. *le Seigneur est tenu de communiquer au Vassal les actes & enseignemens qu'il a concernant la mouvance feudale, afin que led. Vassal puisse remplir son aveu & dénombrement des heritages & droits de son Fief, dont il peut ne pas avoir les documens & pieces justificatives. Æqualitas servanda est inter Vassallum & Dominum, ut alter alteri, quando res postulabit, edere debeat, inquit Baldus ad cap. Imperialem de prohib. alien. feud. per Fridericum.* Les mêmes principes sont établis par cet Auteur au nombre 5.

19. Janvier
1736.

21. En matiere feodale les titres sont communs à l'un & à l'autre; *Et c'est*, dit Hevin *Consultation 66. une regle du Droit François que tous les Seigneurs doivent copie des aveus à leurs Sujets aux frais desdits Sujets.*

Il est vrai que cet Auteur dans sa derniere Consultation semble faire quelque difference entre la Coûtume de Paris & la nôtre. Mais il ne fonde cette difference que sur l'art. 362. qui, selon lui, ne donne point d'autre remede au Vassal que de demander un delai pour s'enquerir de la mouvance & de ses charges: en quoi il se trompe, cet art. ne parlant que de l'aveu reconnoissance dû par le Vassal & non des charges de la mouvance. D'ailleurs Hevin ne parle dans cette Consultation que du serment que la Coûtume de Paris permet au Vassal d'exiger du Seigneur; & il dit qu'il n'est pas tolerable qu'un Vassal prétendit être le maître des titres du Seigneur, & de lui déferer le serment s'il n'en recele point quelqu'un. C'est, continuë-t'il, au Seigneur à communiquer les pieces qu'il juge à propos, à faire le discernement des titres qu'il croit contenir verité, & à rebuter ceux qu'on peut avoir jettez dans ses Archives.

Il resulte de ce raisonnement que la Coûtume de Paris & la nôtre ne different qu'en ce qui regarde le serment du Seigneur, ce qui n'empêche pas qu'il ne dût la communication de ses titres, sauf à en faire le choix sans être tenu au serment. Hevin convient même qu'il est de l'honnêteté du Seigneur d'aider le Vassal qui dit n'avoir point de connoissance des conditions de l'investiture.

22. La maxime, que le Seigneur est obligé de communiquer ses titres après que le Vassal l'a reconnu, est constante dans les Coûtumes voisines qui servent d'interpretation à la nôtre. De Lhommeau *Maximes du Droit François L. 2. n. 9.* du Pineau sur Anjou *art. 6.* Pocquet des Fiefs *L. 2. ch. 2. S. 4.* Louïs sur Maine *art. 205.* Pallu sur Tours *art. 117.* Basnage sur Normandie *art. 125.* Coquille *Instit. au Droit François T. des Fiefs.*

De toutes les autoritez qu'on a raportées il resulte que l'obligation de communiquer les titres de la Seigneurie est constante dans toutes les Coûtumes du Roïaume. Le seul

tems d'y fatisfaire est different. Dans les unes la communication doit être faite à la premiere requisition du Vassal. Dans les autres il est tenu avant toutes choses d'avoüer & reconnoître son Seigneur. Mais ce devoir étant rempli, le Seigneur n'a plus de pretexte pour se dispenser de la communication s'il veut exiger les autres devoirs feodaux tels que l'aveu dénombrement.

C'est le veritable esprit de nôtre Coûtume, le texte formel de celles de Paris & d'Orleans, & l'usage des Coûtumes voisines, usage fondé sur l'égalité qui doit être entre le Seigneur & le Vassal. Après que le Vassal a rempli le devoir de reconnoître son Seigneur, pourquoi celui-ci ne fatisferoit-il pas à son obligation? Dès qu'il a été reconnu par le Vassal, il ne court plus aucun risque; & il n'est plus exposé à perdre sa mouvance, dans l'impossibilité d'en faire la preuve par la perte de ses titres.

Il n'en est pas de même du Vassal, s'il étoit obligé de fournir un aveu dénombrement sans une communication préalable. Un acquereur judiciaire, sans titres & sans instruction, seroit hors d'état de declarer les charges de sa tenuë, & il s'exposeroit à l'impunissement & à l'amende portée par la Coûtume.

Ou le Seigneur a des titres ou il n'en a pas. S'il en a, quel inconvenient peut-il craindre de les communiquer après la reconnoissance du Vassal? S'il n'en a point, il ne sera pas plus en état d'exiger des rentes ou d'autres devoirs feodaux après la déclaration fournie, puisqu'elle n'en exprimera point. Quel avantage peut donc produire au Seigneur le refus de communiquer les titres? Ce sera seulement de faire essuier au Vassal une instance d'impunissement & une amende. Or cela peut-il s'accorder avec la protection & le bienfait que le Seigneur doit à son Vassal, & en quoi les fera-t'on consister?

23. Si les Arrests cités par Mr. de Cornulier ont jugé que le Vassal ne peut demander de communication à son Seigneur qu'après l'aveu, il faut qu'ils n'aient entendu parler que de l'aveu reconnoissance, & non pas de l'aveu dénombrement. Aussi Despeisses *T. 3. des Fiefs S. 2.* dit que lorsqu'on

10. Février
1736.

parle de l'aveu simplement, on entend par là l'acte contenant reception de la foi & hommage : Mais quand on y ajoute le mot *dénombrement*, on entend l'acte qui se fait après la reception en hommage. Or la reconnoissance de la vassalité est ce qui tient lieu de la foi & hommage qui n'est d'ailleurs dûë que pour les terres nobles. Après cette reconnoissance le Vassal est en droit de demander la communication. Il y en a plusieurs Arrêts dans M. Auzanet, Ferriere, Boniface, Basset & M. le Prêtre.

Dans l'espece de l'Arrêt de 1557. rapporté par M. du Fail il ne paroît pas qu'il y eût de la part du Vassal une reconnoissance formelle de la vassalité. Le Vassal ne declara point à quel titre il possédoit. Au contraire Riquel a reconnu son Seigneur & offert de communiquer son contrat qui contient le détail de toutes les terres qu'il possède, & qui par consequent est l'équivalent du dénombrement. La mouvance est donc assurée non seulement par la reconnoissance du Vassal, mais par la specification particuliere des heritages. L'aveu dénombrement qu'exige Mr. de Cornulier ne pourroit contenir autre chose. Il ne le demande donc que pour avoir la satisfaction de l'impunir & de faire essuier à son Vassal une amende & des frais sans en pouvoir tirer d'ailleurs aucun avantage.

Par Arrêt du 10. Février 1736. rendu à Huis-clos de Grand'Chambre, La Cour après avoir ouï Perrineau Avocat pour Mahé Procureur & Perron Avocat pour Bernard l'aîné autre Procureur a restitué la Partie de Perron contre l'Arrêt par défaut du 27. Janvier dernier, & au principal faisant droit dans l'appellation de la Partie de Perrineau, a mis ladite apellation & ce corrigeant & réformant, condamne la Partie de Perron de rendre aveu & dénombrement, dans trois mois, des terres acquises par son pere le 9. Février 1711. qui sont sous les Fiefs de l'appellant, & aux dépens des causes principales & d'apel.

24. Depuis que cet Arrêt a été rendu le second volume des Œuvres de M. Hevin a été imprimé. Dans la septième Consultation p. 387. ce savant auteur paroît adopter les principes dont l'Avocat du Vassal se servoit contre

Mr. le Président de Cornulier. Veritablement dans l'espece sur laquelle fut donnée cette Consultation il n'étoit pas question d'une demande d'aveu, mais seulement de la ventilation d'heritages mouvans de differens Seigneurs & acquis par contrat judiciaire.

Cependant comme M. Hevin établit dans cette Consultation pour maxime *que l'art. 362. de nôtre Coûtume se doit expliquer par l'art. 44. de la Coûtume de Paris, & qu'après avoir fait la confession d'être Vassal, s'il y a une juste cause d'ignorer le détail de la tenuë & des charges, on peut demander au Seigneur la communication des aveus & des titres offrant d'y prendre droit*, il paroît difficile de concilier cette décision avec la Consultation 147. du premier volume qui porte que *l'art. 44. de la Coûtume de Paris doit être renfermé dans son ressort, sans pouvoir être étendu à nôtre Coûtume, qui non-seulement n'a point de telle disposition, mais une contraire dans l'art. 362. qui ne donne autre remede au Vassal que de demander un delay pour s'enquerir de la mouvance & de ses charges.*

Si l'on ne s'atachoit qu'à des raisons d'équité & de convenance pour décider cette question, elles pourroient être égales de part & d'autre. Un acquereur judiciaire qui n'a aucuns titres peut ignorer non-seulement les charges, mais l'étenduë de ce qui relève de chaque Seigneur. Il ne peut gueres sçavoir les bornes de chaque Fief que des Seigneurs même ou de leurs Procureurs Fiscaux. Comment donc peut-il rendre un aveu regulier, sans être instruit; & le Seigneur qui refuse une instruction aux frais de son Vassal, n'est-il pas présumé avoir pour objet de lui faire rendre un aveu défectueux pour l'assujettir dans la suite aux dépens d'une instance d'impunissement & à une amende?

Les raisons favorables au Seigneur de Fief ne sont pas moins fortes. S'il est présumé connoître l'étenduë générale de son Fief, le détail de chaque mouvance lui est presque toujours inconnu. S'il a des titres, faudra-t-il qu'il communique toutes les Archives d'un Fief pour que le Vassal y cherche ce qui peut concerner sa tenuë? Pendant cette communication le Seigneur ne pourra exiger le service des au-

tres Vassaux. Chacun d'eux pourra lui demander la même communication, & plusieurs années suffiront à peine pour mettre un Seigneur en état d'obtenir des aveus d'une partie de ses Vassaux. Si au contraire le Seigneur n'a pas les titres particuliers de chaque tenuë (ce qui est fort ordinaire par l'infidélité des gens d'affaires) peut-on l'obliger de découvrir à ses Vassaux qu'il n'a point de titres ? N'auroit-il pas lieu de craindre qu'ils ne se portassent non seulement à refuser les droits les plus legitimes , mais à lui faire perdre même la mouvance en rendant aveu aux Seigneurs voisins ? Par exemple il y a des Fiefs qui sont onereux par les charges que l'*Ufement du Fief* rend incontestables independamment des titres particuliers, art. 289. de la *Coûtume*. Un Vassal, auquel le Seigneur qui demande un aveu déclarera qu'il n'a point de titres pour sa tenuë, aura fait inutilement une déclaration vague d'être son Vassal. Comme cette déclaration ne sera déterminée à aucun objet particulier, il sera toujours en état après cela de rendre aveu dénombrement à un autre Seigneur dont le Fief n'aura pas un *Ufement* si onereux, & par là le véritable Seigneur sera dépouillé de sa mouvance & hors d'état de la réclamer ?

Mais si l'on peut trouver des raisons d'équité égales de part & d'autre, n'avons nous point des principes de droit assez forts pour nous déterminer & pour juger si l'Arrest rapporté au présent Chapitre est conforme à l'esprit de notre Coûtume ?

Cette loi, comme toutes les autres Coûtumes du Roïaume, régarde la concession en Fief comme un benefice dont le Vassal doit une éternelle reconnoissance au Seigneur. Aussi dans tout le droit coütumier la commise est la peine legitime de l'ingratitude du Vassal qui desavouë son Seigneur. Le Vassal étant obligé de reconnoître son Seigneur n'est-il pas naturel que dans l'acte de reconnoissance il exprime l'étenduë & les conditions du bienfait ? Notre article 362. lui donne un délai, en cas d'ignorance. Peut-il être reçu après ce delay à faire une déclaration générale qu'il se reconnoît Vassal & qu'il ignore pour quels heritages il relève de son Seigneur ?

10. Février
1736.

25. La même Loi qui parle dans l'art. 362. oblige par l'art. 133. le Vassal de faire au Seigneur la montrée & vuë de ce qu'il tient. Quoique les montrées & vuës soient abolies par l'Ordonnance, cet article n'est pas moins décisif en ce qu'il explique l'esprit de la Coûtume, qui est que le Vassal connoisse ce qu'il possède sous le Fief & qu'il en instruisse son Seigneur. Avant l'Ordonnance de 1667. un Vassal n'auroit pû se servir de son ignorance pour se dispenser de rendre un aveu dénombrement de sa tenuë. Puisque la Coûtume l'obligeoit de faire le détail de ses pieces de terres par la montrée & vuë sans pouvoir excepter de son ignorance, cette ignorance auroit-elle pû lui servir de prétexte pour se dispenser de faire le même détail dans un aveu? L'esprit de la Loi étoit sans doute que le Vassal ne pouvoit se dispenser de s'instruire par lui-même du détail de sa tenuë. Si l'Ordonnance a dans la suite abrogé des formalités inutiles, elle n'a point donné atteinte à l'esprit de la Coûtume qui est le même qu'avant l'abrogation de ces formalités.

26. D'ailleurs nous ne connoissons plus la distinction entre aveu reconnoissance & aveu dénombrement. La forme essentielle de tout aveu est de contenir le dénombrement de tout ce que le Vassal possède. Puisqu'il est obligé d'avouer, ce ne peut être que par un acte rédigé dans la forme prescrite pour les reconnoissances feodales, c'est-à-dire, par un aveu dénombrement.

C'est ce que d'Argentré explique parfaitement sur l'art. 85. de l'ancienne Coûtume *not. 4. Locus*, dit ce savant Auteur, *de materiâ & formâ professionis hoc habet, ut omnes omnino res feudales, quæque jure feudi habentur, jura, obventiones, privilegia, sigillatim & in specie recenseantur & describantur, quantum ædium, soli, arvi, solarii, specierum, Vassallus Domini beneficio habeat, situs rei, quos duos confines fundi habeant, quantum prati aut pascui, quantum sylvæ, grandis aut cæduæ addendum quâ quæque lege ab profitentibus habeantur, quot subfeuda subsint, quantum aut numerorum aut specierum debeatur . . . quantum patrio jure, quantum item quæsito habeatur, quid hæreditatibus obvenierit.*

10. Février
1736.

27. Telle est, selon d'Argentré la forme de la reconnaissance feodale prescrite par l'art. 362. de la Coutume. L'art. 11. de l'Ordonnance de Rouffillon n'est point contraire à ces principes. Theveneau dit sur cet article que l'Ordonnance a temperé la rigueur des Coutumes qui veulent faire deviner aux Vassaux les causes des saisies faites par les Seigneurs. Aussi elle oblige seulement le Seigneur de *déclarer pour quelles causes, droits & profits il entend avoir saisi, afin que le Vassal puisse faire des offres pertinentes.* Ainsi le Seigneur ayant saisi faute d'aveu & faisant sa déclaration que c'est le motif de la saisie, il paroît résulter de l'article même de cette Ordonnance que le Vassal ne peut se dispenser de rendre aveu pour faire cesser la saisie. C'est la seule *offre pertinente* qu'il puisse faire; & la Loy ne dit point que son ignorance puisse le dispenser d'exécuter cette offre.

CH A P I T R E VII.

Règlement pour l'ordre & la discipline qui doivent être observés pendant le cours des Etudes de Droit à Rennes.

23. Février
1736.

LE Procureur Général du Roi entré en la Cour a remontré que la Faculté de Droit ci-devant établie en la Ville de Nantes ayant été transférée dans celle de Rennes par la Déclaration du Roi du premier Octobre dernier, il est nécessaire de pourvoir par un Règlement à ce qui concerne l'ordre & la discipline, qui doivent être observés pendant le cours des Etudes, & de prévenir par le même moyen les difficultés que cette translation pourroit exciter dans la suite.

A ces causes a ledit Procureur Général du Roi, requis qu'il plût à ladite Cour y pourvoir, sur ses Conclusions qu'il a laissé par écrit; & sur ce délibéré.

La Cour faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy, a ordonné que les Edits & Déclarations du Roi, notamment ceux de 1679. 1682. & 1684. & les Arrêts & Reglemens de la Cour concernans l'Etude du

du Droit Civil, Canonique, & François seront bien & dûment executés, ce faisant que les Registres des Inscriptions, ensemble des doubles d'iceux seront cotés, paraphés & datés sans frais au commencement de chaque Trimestre par le Sénéchal du Présidial de Rennes, ou en son absence, par le premier Officier dudit Siège.

Que tous les Etudians seront tenus à chaque Inscription d'écrire de leurs mains sur les Registres de la Faculté le jour auquel ils s'inscriront, le lieu de leur origine & celui de leur demeure en cette Ville, à peine contre les contrevenans d'être déchûs du Trimestre, dans lequel ils auront négligé de satisfaire au contenu dans le present article.

Qu'aucun Etudiant ne pourra être admis à s'inscrire, ni à commencer, ni à continuer ses Etudes dans la Faculté, s'il ne fait sa résidence actuelle à Rennes, sous peine d'être déclaré déchû du tems d'étude, & des degrés qu'il pourroit y avoir acquis. Ordonne qu'une fois au moins par Trimestre le Sénéchal de Rennes, que la Cour a commis quant à present, ou en son absence l'Officier qui le suit immédiatement dans le même Siège, sera tenu de se transporter sans frais dans les Ecoles de Droit, le Substitut du Procureur Général du Roy apellé; que le jour de la descente sera préalablement indiqué par une Ordonnance qui ne pourra être publiée plutôt que vingt-quatre heures auparavant; & que tous les Etudians seront tenus d'y comparoître ledit jour, & de signer le procès-verbal qui en sera dressé.

Pourront néanmoins les Etudians qui auront des excuses legitimes les faire proposer par telles personnes que bon leur semblera, qui signeront le procès-verbal & y joindront les pieces justificatives qu'ils pourront avoir de l'excuse: lesquels procès verbaux seront déposés tous les trois mois, au Greffe de la Cour pour y être statué, comme il apartiendra, même par privation du Trimestre de ceux qui n'auront comparu ni fait proposer valables excuses.

Nul Etudiant ne pourra obtenir aucun degré dans la Faculté, s'il n'y a étudié au moins une année entiere, & la Faculté tiendra un Registre exact des admissions ou des refus de ceux qui subiront l'examen, & qui soutiendront des actes.

Chap. VII.

23. Février
1736.

L'Etudiant qui aura commencé ses Etudes dans une autre Faculté ne sera admis à les continuer dans la Ville de Rennes, qu'en rapportant une attestation des Doïen & Syndic de la premiere Faculté, par laquelle il constera du commencement & du tems qu'il y aura étudié, de l'Examen & des Actes de Baccalaureat & de Licence, si aucuns il y a subis, & s'il y aura été admis ou refusé.

Lesdites attestations seront enregistrées dans la Faculté de Rennes pour y avoir recours, si besoin est, à peine de nullité des degrés de l'Etudiant, & d'interdiction contre les Professeurs qui l'auront admis à l'Inscription, assisté à son examen ou présidé aux actes par lui soutenus, même de privation de leurs droits & émolumens pendant six mois, au profit des dettes & des dépenses de la Faculté.

Enjoint aux Etudians en droit de porter des habits modestes & convenables à leur condition; leur fait très-expresses défenses de quelque qualité qu'ils soient de porter dans la Ville & Faux-bourgs de Rennes de jour ni de nuit l'épée, ni autres armes quelconques, à peine pour la premiere contravention d'être tenus d'étudier une quatrième année, outre les trois portées par l'Edit de 1679. & d'y être pourvû plus séverement dans la suite; Ordonne que le present Arrest sera inferé dans les Registres de la Faculté de Rennes, lû & publié à toutes les ouvertures des Ecoles de Droit & affiché par tout où besoin sera, l'exécution d'icelui reservée à la Cour. Fait en Parlement à Rennes le 23. Février 1736.

C H A P I T R E V I I I.

Reglement sur la perception des Droits d'entrée aux Portes & Barrieres de la Ville de Rennes.

23. Février
1736.

ENTRE Joseph Sauvage & Julien Bernard blanchisseurs de toiles, demandeurs en requête & assignation en consequence des 20. & 27. Decembre 1734. signifiées par Radiguel Huissier & en incident signifié de Procureur à Procureur le 10. de ce mois par Hannier Huissier, re-

présentés par Maître Michel Tetiot leur Procureur & plaidant par Maître François Cherel leur Avocat d'une part; Jacques Jamiaux Soufermier des Droits d'Entrées de la Barriere du Fauxbourg l'Evêque de la Ville de Rennes deffendeur, représenté par Maître le Gué son Procureur & plaidant par Maître le Clerc son Avocat d'autre part.

23. Février
1736.

Nous sur les conclusions des Gens du Roi, parlant par Maître Aubert du Lou Avocat de S. M. faisant droit dans les demandes & incidens des Parties de Tetiot, avons fait défenses à celle de le Gué d'exiger ni percevoir à l'avenir aucun droit d'entrée sur les toiles que les Bourgeois & Habitans de cette Ville donnent & envoient au blanc à Painpont, desquelles ils représenteront des certificats à la Partie de le Gué aux dépens liquidés à 36. livres sans comprendre le retrait & signification de la presente. Fait en l'Audience des Causes sommaires de la Cour & Siège Présidial de Rennes, tenuë par Monsieur le Lieutenant le 13. Juin 1735.

Du 23. Février 1736. à l'Audience publique de Grand'Chambre.

E N T R E Jacques Jamiaux Soufermier des Droits d'Entrée de la Barriere du Fauxbourg l'Evêque de la Ville de Rennes, apellant de Sentence renduë au Présidial de Rennes le 13. Juin 1735. demandeur en requête & lettres de commission du 3. Decembre 1735. & en requête du 20. Février 1736. & défendeur, Maîtres Augustin Poullain Avocat & Charles le Gué Procureur d'une part; & Joseph Sauvage & Julien Bernard blanchisseurs de toiles intimés & défendeurs, Maîtres Thomas-Vincent Ronfin Avocat & Yves Phelipe Procureur; Loüis le Roux Fermier des Octrois de la Ville & Communauté de Rennes, poursuite du sieur Marc Pariette, défendeur & demandeur en requête & lettres de commission & assignation des 10. & 12. Decembre 1735. & requête verbale, Maîtres Bonamy Avocat & Joseph Duval Procureur; les Sindic & Echevins de la Ville & Communauté de Rennes défendeurs, Maîtres Bureau Avocat & René Bureau Procureur d'autre part.

La Cour après avoir entendu Poullain Avocat pour le

23. Février
1736.

Gué Procureur, Ronfin Avocat pour Phelipe Procureur, Bonamy Avocat pour Duval Procureur, Bureau Avocat pour Bureau Procureur, ensemble de Caradeuc pour le Procureur Général du Roi, sans s'arrêter à la requête de la Partie de Poullain du 20. de ce mois dont elle est déboutée, a mis l'appellation au néant, ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein & entier effet; condamne l'appellant en l'amende ordinaire au Roi & en tous les dépens des causes d'appel & incident envers les Parties de Ronfin; déboute la Partie de Poullain de ses requête & lettres de commission vers la Partie de Bonamy; déboute pareillement la Partie de Bonamy de ses requête & lettres de commission vers les Parties de Bureau; condamne les Parties de Bonamy aux dépens vers celles de Bureau; & ayant égard à la requête verbale de la Partie de Bonamy condamne la Partie de Poullain de l'acquiter, libérer & indemniser des dépens adjugés à celle de Bureau & en tous les dépens personnels de ladite Partie de Bonamy en défendant & demandant. Et faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roi ordonne que les Ordonnances & Reglemens seront bien & dûment exécutés selon leur forme & teneur; ce faisant que la Partie de Poullain & tous les autres Fermiers, Commis ou Receveurs des Droits d'Entrées aux Portes & Barrières de la Ville & Fauxbourgs de Rennes, seront tenus de mettre au dehors sur les portes de leurs Bureaux ou lieux apparens des Tableaux ou inscriptions contenant en général tous lesdits Droits d'Entrées, & de mettre dans leurs Bureaux aussi en lieux apparens un Tarif fidelle & en détail de tous lesdits Droits pour que les Marchands & autres puissent en prendre communication; leur fait inhibitions & défenses d'exiger ni prendre autres ni plus grands droits sous peine de concussion; ordonne aux Juges & Commissaires de Police de faire exécuter le présent Arrest; & à cette fin enjoint ausdits Commissaires de faire exactement leurs visites ausdits Bureaux, Portes & Barrières & de rapporter leurs procès verbaux des contraventions.

¶ Les Arrests de M. du Fail L. 1. ch. 250.

C H A P I T R E I X.

Reglement portant défenses à tous Recteurs, Prêtres & autres personnes de s'emparer d'aucuns meubles que les sceaux n'ayent été apofés.

VEU par la Cour la requête de Maître René-Claude Prigent, Greffier des Jurifdiâions Roïales de Châteauneuf du Faou, Huelgoat & Landelleau, tendante, &c.

7. Mars
1736.

La Cour a déclaré commun avec le Suppliant l'Arrest du 16. Septembre 1722. ce faisant, fait iteratives défenses à tous Recteurs, Prêtres & autres personnes que ce soit de s'emparer d'aucuns meubles, crédits & effets après le décès des Particuliers, sous quelque prétexte que ce soit, que préalablement les sceaux n'aient été apofés, inventaire & autres formalités de Justice en tel cas requis, à peine de dix livres, & d'être contr'eux procedé extraordinairement; & faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roi, a commis les Juges des lieux, pour à la diligence de ses Substituts & des Procureurs Fiscaux informer des contraventions au présent Arrest, & proceder extraordinairement contre les contrevenans, à peine de répondre personnellement des événemens; & à ce que personne n'en ignore, ordonne que le présent Arrest sera imprimé, lû, enregistré & publié à l'issuë des Grandes-Messes de cete Province. Fait en Parlement à Rennes le 7. Mars 1736.

C H A P I T R E X.

Il n'y a point lieu à la demande de conversion d'un contrat de constitution en obligation pure & simple, sous pretexte que le debiteur a aliéné son Office, lorsqu'il a delegué l'acquireur à continuer le service de la rente & donné des sûretés suffisantes par le contrat d'aliénation.

EN TRE Dame Marie Dupé, veuve & communiere de feu Ecuier Pierre Moyfan, vivant sieur de la Corbinaye, Auditeur à la Chambre des Comptes de Bretagne,

13. Mars
1736.

13. Mars
1736.

apellante de Sentence renduë au Présidial de Nantes le premier Février 1735. Maîtres Louis Cotelte Avocat & François Cassart Procureur, d'une part; & Maître Nicolas Dureau, ci-devant Procureur audit Présidial de Nantes, & Demoiselle Marguerite Pefnot son épouse, intimés, Maîtres Alexis-François Anneix de Souvenel Avocat, & Julien Bellanger Procureur d'autre part.

Cotelte Avocat pour ladite Dame de la Corbinaye apelante, a dit que le 20. Septembre 1720. elle prêta aux Intimés une somme de 6000. liv. à titre de constitution au denier cinquante par billet sous signature privée. Elle obtint Sentence le 10. Août 1725. qui les condamna de paier deux années d'arrérages, & de continuer le service de la rente jusqu'à l'affranchissement du principal. Le 14. Mars 1734. Dureau vend son Office de Procureur & sa Pratique courante à Moquard pour la somme de 9000. liv. dont il touche 1500. livres en passant contrat, & se réserve tous les crédits. La Dame de la Corbinaye s'opose au sceau, repete son opposition devant les Présidiaux de Nantes & demande que le contrat de constitution soit converti en obligation pure & simple à raison de la diminution d'hypoteque. Elle conclut subsidiairement à ce que Dureau soit condamné de donner caution jusqu'à la concurrence de la somme de 1500. livres par lui touchée sur le prix de la vente de son Office. Les Présidiaux l'ont deboutée de ces deux chefs de conclusions par Sentence du premier Février 1735. C'est sur l'apel de ce jugement qu'il s'agit de prononcer : les griefs sont sensibles. La vente volontaire d'une Office forme une diminution d'hypoteque qui donne ouverture à la demande de conversion du contrat de constitution en obligation pure & simple ; les preuves de cette proposition se présentent naturellement. 1°. Il est certain que l'hypoteque s'étend sur tous les biens du debiteur, qu'elle est *tota in toto* & *tota in quâlibet parte*, que par conséquent elle est indivisible. 2°. Toute alienation volontaire dont le prix n'est point employé à paier des créanciers antérieurs & préférables, est regardée comme une diminution d'hypoteque. 3°. Tous les biens de Dureau &

femmes étoient hypothéqués à la Dame de la Corbinaye ; ils ont diminué cette hypothèque par l'alienation de l'Office de Procureur ; il lui ont ôté une partie de ses sûretés. 4°. Un débiteur qui auroit faussement déclaré, en empruntant à titre de constitution, que ses biens n'étoient hypothéqués à personne, seroit condamné de rembourser le principal. Il faut dire la même chose du débiteur qui, après avoir hypothéqué tous ses biens, en aliène une partie sans le consentement de son créancier. 5°. La Charge de Dureau assûroit à l'appellante une hypothèque de plus de 20000. liv. tandis que ses crédits étoient joints à son titre. Il a retenu les crédits ; ainsi la diminution d'hypothèque est évidente, puisque ce titre & le courant de son étude n'ont été vendus que 9000. liv. 6°. Il a même touché 1500. liv. sur le prix de cette vente, ainsi la valeur de son Office se trouve désormais fixée à 7500. liv. l'appellante n'a donc plus les mêmes sûretés. 7°. Il est de maxime que celui qui a prêté son argent à un homme revêtu d'une Charge, est censé n'avoir pas seulement suivi sa foi & son bien, mais encore son industrie à faire valoir son Office. Or l'industrie de son résignataire n'est pas la sienne ; ainsi l'Appellante ne trouve pas la même sûreté dans l'acquéreur. Il peut donner lieu à la commise de l'Office ; il peut négliger de paier la paulette : en un mot l'appellante n'est pas obligée de suivre la foi d'un homme qu'elle ne connoît point. 8°. La question a été jugée en ce Parlement au profit du sieur de l'Epinay Villegiroüard contre feu Maître Coupé Procureur, quoiqu'il offrît toutes les sûretés qu'on pouvoit exiger. 9°. Enfin les Intimés ne pourroient du moins être dispensés de donner caution jusqu'à la concurrence des 1500. liv. par eux touchées sur le prix de l'Office, puisque la diminution d'hypothèque ne peut à cet égard souffrir de contestation. Par ces moïens & autres que ledit Cotelte a déduits en plaidant, il a conclu à ce qu'il plaise à la Cour, faisant droit dans l'appel de la Sentence des Présidiaux de Nantes du premier Février 1735. dire qu'il a été mal & nullement jugé, corrigeant & réformant, ordonner que le contrat de constitution du 20. Septembre 1720. demeurera converti en obligation pure & sim-

13. Mars
1736.

13. Mars
1736.

ple, condamner les Intimez de païer & rembourser à l'apellante la somme de 6000. liv. de principal avec les arrérages jusqu'au jour du remboursement; & en événement que la Cour fit quelque difficulté de le juger de la sorte, faisant droit dans sa requête de conclusions subsidiaires & alternatives du 7. Decembre 1734. ordonner que les Intimés donneront bonne & suffisante caution, réséante & solvable dans la Ville de Nantes, pour la somme de 1500. liv. par eux reçûe sur le prix de la vente dont est question, & seront les Intimez condamnés aux dépens des causes principale & d'apel.

Anneix Avocat pour lesdits Dureau & femme Intimez, a dit que la question sur laquelle il s'agit de prononcer, est importante au repos & à la sûreté des familles. Elle ne consiste pas précisément à sçavoir si le débiteur d'une rente constituée qui aliène une partie de ses biens, donne ouverture à la demande de remboursement du principal. La maxime generale est certaine : on ne prétend point la contester. Il s'agit de décider si cette maxime a lieu dans le cas où le débiteur a eu soin de conserver à son créancier autant de sûreté qu'il en avoit avant l'aliénation. C'est ce que Dureau prétend avoir observé avec toute l'exactitude & la bonne foi qu'on peut desirer d'un homme équitable & intelligent : les conditions du contrat en font la preuve. 1°. Il a chargé l'acquireur de son Office de continuer le paiement de la rente constituée jusqu'à l'affranchissement du principal. 2°. Il n'a vendu qu'à condition que l'hypoteque acquise à l'apellante subsisteroit spécialement sur cet Office. 3°. Outre cette hypoteque speciale, l'acquireur en a constitué une generale sur tous ses autres biens, presens & futurs. 4°. Dureau a exigé que le frere de l'acquireur s'obligeât jointement & solidairement avec lui à l'exécution de toutes les clauses du contrat, & y affectât pareillement tous ses biens presens & à venir. 5°. Dureau a stipulé expressément que nonobstant ce contrat de vente, il demeureroit toujours également obligé vers la Dame de la Corbinaye. 6°. L'acquireur & son frere se sont obligés de donner caution en cas d'aliénation de quelque partie de leurs biens. 7°. Ils se sont

13. Mars
1736.

se sont assujettis à lui apporter quittance de la Paulette, avant le 20. Decembre de chaque année, faute de quoi ils seroient contrains au remboursement de l'avance qu'il en feroit. En un mot il n'a obmis aucune des précautions nécessaires pour conserver les droits de l'Apellante, & il les a conservés en effet. Les Présidiaux de Nantes ont jugé que dans ces circonstances il n'y avoit pas lieu de convertir le contrat de constitution en obligation pure & simple. La Dame de la Corbinaye reclame contre cette décision. Elle propose plusieurs moïens d'apel : on va y répondre dans le même ordre qu'elle les a établis. 1°. On convient que l'hypoteque est indivisible, qu'elle est *tota in toto & tota in quâlibet parte*; mais ce principe n'a ici aucune application. Il n'en résulte autre chose, sinon que l'hypoteque est conservée au Créancier sur la totalité du fonds hypothéqué, nonobstant l'alienation d'une partie de ce fonds. Ce n'est point l'espece de la cause. Dureau a vendu un fonds en entier : en le vendant, il a stipulé la continuation de l'hypoteque sur la totalité de ce fonds & même sur tous les autres biens, & sur ceux de l'acquerreur & du coobligé. L'hypoteque n'a donc été ni divisée, ni diminuée : au contraire elle a reçu une augmentation évidente. 2°. Dureau n'a été inquiété par aucun créancier antérieur à la Dame de la Corbinaye. Elle s'est opposée seule au sceau des provisions de son Résignataire : elle se trouve aujourd'hui préférable à tous autres créanciers : elle est donc dans une situation plus favorable que si une partie du prix de l'Office avoit été employée à payer des créanciers antérieurs. 3°. Dureau lui a conservé par son contrat les mêmes sûretés qu'elle avoit lorsqu'il possédoit son Office, puisque l'acquerreur a consenti que l'hypoteque subsistât sur cet Office, qu'il lui a hypothéqué de plus tous ses biens & ceux de son frere, & que Dureau est demeuré coobligé avec eux sur l'universalité des siens. 4°. Si un debiteur qui constituë une rente sur ses biens, & qui les déclare faussement libres de toute hypoteque, donne lieu à la demande de conversion du contrat en obligation pure & simple, c'est parce qu'il commet une fraude qui degene en *stellionnat*. Il n'en est pas

13. Mars
1736.

ainsi de celui qui , en alienant partie de ses immeubles , & sur-tout un Office dont les fonctions lui sont devenuës pe-
nibles par rapport à son âge ou à ses infirmités , prend toutes les précautions possibles pour conserver les sûretés acquises à son créancier. Il y a autant de difference entre l'un & l'autre cas , qu'il s'en trouve entre la bonne & la mauvaise foy. 5°. Si Dureau , en vendant le titre & le courant de son Office , a réservé les crédits , ce sont des effets mobiliers qu'il auroit pû toucher tandis qu'il étoit encore Procureur , & dont il auroit pû disposer sans donner lieu à la demande de remboursement. L'appellante , en lui prêtant à titre de constitution , n'envisageoit point ces effets comme un bien qui eût suite par hypothèque : elle ne lui en demanda point un état : elle ignoroit alors & elle a toujours ignoré depuis , non seulement leur consistance , mais même leur existence. 6°. Si l'acquéreur a païé 1500. livres à Dureau sur le prix de la Charge , il n'en résulte pas que l'hypothèque ait été diminuée par ce paiement. L'acquéreur a bien voulu suivre la foi du vendeur ; mais il n'en a pas moins hypothéqué la Charge en entier au crédit de l'appellante , de sorte que quelque événement qu'on puisse supposer , elle sera toujours préférable & à lui , & à tous autres créanciers de Dureau , préférence qui s'étend sur le prix entier de l'Office , & qui se trouve accompagnée d'une hypothèque générale sur tous les biens du vendeur , sur ceux de l'acquéreur & sur ceux de son coobligé. 7°. Il est injuste de prétendre que le seul changement de débiteur donne lieu à la demande de remboursement. Toute personne qui prête à un Officier doit penser que son Office ne sera pas toujours sur sa tête. Ce sera donc prêter à titre de constitution sans aliéner le principal , puisque le remboursement sera perpétuellement assuré. Il est vrai que l'acquéreur de l'Office peut n'avoir pas les mêmes qualités que le vendeur ; mais il peut aussi en avoir de supérieures. On ne le reçoit à l'exercice de son Office , on ne lui accorde même les provisions , qu'après qu'il a consté de ses sens , suffisance & capacité. Il seroit extraordinaire que les mauvais préjugés d'un créancier , ou pour mieux dire des motifs d'intérêt , l'empor-

rassent sur la faveur d'une reception précédée d'examen, & sur les regles de l'équité qui veulent que tout homme que l'on admet à l'exercice d'une Charge, soit présumé capable d'en remplir les fonctions avec honneur. Au surplus les précautions prises par le contrat de vente pour assurer le paiement de la Paulette, satisfont pleinement à la seconde partie de l'objection. 8°. L'Arrest rendu au profit du Sieur de l'Epinay Villegiroüard contre feu Maître Coupé Procureur au Parlement, n'a ici qu'une application forcée. L'espece étoit differente; Coupé avoit vendu sans délégation, sans stipuler aucune continuation d'hypothèque; il avoit pris toutes les précautions possibles pour son propre intérêt, & nulles pour celui de son créancier. 9°. Enfin si dans l'espece presente il n'y a pas lieu au remboursement, il n'y a pas plus de fondement à la demande de caution, puisqu'on a démontré que le paiement des 1500. livres n'a operé aucune diminution d'hypothèque. La question se réduit donc au seul point de sçavoir si le débiteur qui, en aliénant son Office, a donné à son créancier toutes les sûretés possibles & raisonnables pour la conservation du principal & pour le service de la rente, doit être contraint au remboursement. On espère que la Cour n'autorisera pas une prétention si contraire à l'humanité, & si préjudiciable à l'intérêt public & à celui des particuliers. Par ces raisons & autres que ledit Anneix Avocat des Intimés a établies en plaidant, il a conclu à ce que, s'il plaît à la Cour, faisant droit dans l'appel relevé par la Dame de la Corbinaye de la Sentence des Présidiaux de Nantes du premier Février 1735. elle y fera déclarée non-recevable, en tout cas sans grief, & condamnée en l'amende ordinaire au Roy & aux dépens.

De Caradeuc pour le Procureur General du Roi, après avoir rapporté les moïens & défenses des Parties a dit que les clauses du contrat de vente du 14. Mars 1734. prouvent que Dureau, en faisant passer son Office sur la tête de son Résignataire, n'a omis aucune des précautions nécessaires pour conserver à la Dame de la Corbinaye les mêmes hypothèques & les mêmes sûretés qui lui étoient ac-

13. Mars
1736.

13. Mars
1736.

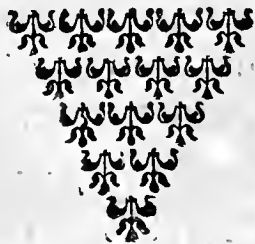
quises avant cette aliénation; d'où il s'ensuit qu'il faut décider en point de droit & sans aucune restriction, qu'en matière de ventes d'Offices, le changement de débiteur opère la nécessité du remboursement, & cela dans tous les cas possibles, ou bien il faut convenir que les griefs proposés par l'appellante sont sans fondement. Mais peut-on juger que le changement de débiteur opère de droit, & dans tous les cas, le remboursement? Il faut avouer que cette Jurisprudence seroit dure & injuste. Nul principe de droit qui l'autorise. Toutes les maximes qu'on a établies tendent à prouver qu'il y a lieu au remboursement quand l'hypothèque est diminuée; mais c'est par les circonstances, qui varient à l'infini, qu'on peut juger de la diminution de l'hypothèque. Ici toutes les circonstances sont au contraire; il s'agit d'un prêt fait en 1720. en billets de banque, à la veille du décri, prêt fait par obligation sous seing privé, hypothèque acquise seulement en 1725. par une Sentence. Ces observations font tomber d'abord toutes les allegations faites sur la confiance dans la Charge & les crédits du débiteur. D'ailleurs augmentation d'hypothèque par le contrat de vente, deux nouveaux coobligés, l'un acquereur, tous deux solidaires, sûreté pour le principal & les arrerages, précautions, sûreté pour le paiement de la Paulette; la Dame de la Corbinaye seule opposante au sceau & conséquemment créancière préférable à tous autres. Encore une fois, si la Cour juge qu'il y ait ici lieu au remboursement, il le faut juger perpétuellement & dans quelque espèce que ce soit; mais quels en seroient les inconveniens? Une pareille Jurisprudence n'iroit à rien moins qu'à ruiner les acquereurs des Offices, & même les vendeurs. La Loi doit protéger les créanciers légitimes: elle ne doit pas opprimer les débiteurs malheureux. Si la Cour juge que tout changement de possesseur par vente, donne lieu au remboursement, quelles en seront les conséquences? Les familles seront ruinées; les Offices perdront leur prix. Comment pouvoir vendre une Charge sur laquelle il y aura 10. 20. 30. 50. peut-être 100000. livres de dettes hypothécaires & par conséquent au remboursement desquelles il faut que

le vendeur ou l'acquéreur s'oblige? Trouvera-t-on des acquereurs qui le veuillent, ou qui le puissent faire? Les possesseurs des Offices doivent-ils être de pire condition que les Propriétaires d'autres immeubles? La Cour a décidé plus d'une fois qu'on ne peut contraindre ceux-ci au remboursement lorsqu'ils donnent des sûretés suffisantes pour la conservation du principal & le service de la rente. Si la Cour se portoit à traiter moins favorablement les possesseurs des Offices, il s'ensuivroit qu'une rente, créée sur l'hypothèque d'une Charge, ne seroit plus un contrat de constitution dont l'essence est de n'être franchissable qu'à la volonté du débiteur. Or il le seroit, du moins nécessairement à la mort de l'Officier. Ce seroit une espèce de contrat dont la rente seroit assurée, & le principal aussi dans un certain tems. On ne croit pas que la Cour se porte à autoriser des conséquences si funestes & si pernicieuses: ainsi tout paroît concourir pour rejeter les griefs proposés par l'appellante.

13. Mars
1736.

Ledit Avocat General du Roi a requis que faisant droit dans l'appel de la Sentence des Présidiaux de Nantes du premier Février 1735. l'appellation soit mise au néant, il soit ordonné que ce dont est appel fortira son plein & entier effet.

La Cour après avoir ouï Cotelte Avocat pour Cassard Procureur, Anneix Avocat pour Bellanger autre Procureur, ensemble de Caradeuc pour le Procureur Général du Roi, faisant droit dans l'appel relevé par la Partie de Cotelte de la Sentence des Juges Présidiaux de Nantes du premier Février 1735. a mis l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel fortira son plein & entier effet, condamne l'appellante en l'amende ordinaire au Roi & aux dépens. Fait en Parlement à Rennes le 13. Mars 1736.



CHAPITRE XI.

Nullité de la vente des bois fonciers d'un Convent dépendant d'une Abbaye, faite sans formalités par une Abbessé, quoique l'Abbaye eût été fondée en sa seule considération & sous la condition expresse qu'elle seroit la premiere Abbessé.

SOMMAIRE.

- | | |
|---|--|
| 1. Nullité de la vente par défaut de qualité de l'Abbessé. | valider une aliénation nulle. |
| 2. 9. Si les biens Ecclesiastiques étoient dans le principe inalienables. | 7. 10. Art. 29. de l'Usément de Cornoüaille. |
| 3. Formalitez requises pour la vente de ces biens. | 8. 14. Si la prescription peut commencer contre l'Eglise pendant la vie du mauvais administrateur. |
| 4. Bois de haute futaye immeubles. | 11. Art. 10. de l'Usément de Cornoüaille. |
| 5. 12. Explication du Canon Terrulas. | 15. Si la représentation d'un titre vicieux empêche l'effet de la prescription. |
| 6. 13. Si la prescription peut | |

27. Avril
1736.

EN 1652. Messire Pierre Jegado Seigneur de Kollain fonda l'Abbaye de Klot, en considération de Dame Elizabeth Jegado sa sœur Religieuse de l'Abbaye de la Joye, & à condition qu'elle en seroit la premiere Abbessé. Entre les biens qu'il donna à cette Abbaye étoit une tenuë au Village de Klosquet qui produisoit 24. livres de rente convenanciere.

Le 1. Mars 1656. la Dame Jegado, premiere Abbessé de Klot, vendit tous les bois de cette tenuë à Corentin Lœildé, qui en étoit domanier, & lui permit d'en planter d'autres avec pouvoir d'en disposer à perpétuité. Le prix de ce traité fut la somme de 120. livres.

La Communauté de l'Abbaye ne concourut point à cet acte. Mais il fut ratifié le 10. Decembre 1674. par la Dame le Cogneux qui avoit succédé à la Dame Jegado.

En 1712. la Dame Sachot, qui fut Abbessé après la Dame le Cogneux, aiant appris que René Lœildé avoit abattu des bois sur sa tenuë, l'apella pour fournir des lettres recognitoires de cette tenuë, & pour communiquer ses titres au soutien de la coupe des bois.

27. Avril
1736.

Lœildé fournit ses lettres recognitoires, & y employa le droit de disposer de tous les bois de sa tenuë. La Dame Abbessé aiant impuni cet aveu en ce chef & sur un droit de Champarts, Lœildé produisit les titres de 1656. & 1674. Sur la vûë de ces titres l'Abbessé se borna à réserver le droit de les attaquer dans la suite. Mais Dame Marie-Anne de Goesbriand qui lui succeda & les Religieuses de l'Abbaye inquiétèrent de nouveau les heritiers de Lœildé sur des abatis de bois, & reprirent l'instance commencée par la Dame Sachot.

Par Sentence renduë en la Jurisdiction du Quemener le 16. Février 1718. les Dames Abbessé & Religieuses de Klot furent déboutées de leur action, & il fut permis aux Domaniers de disposer des bois de leur tenuë, si lescites Dames n'aimoient mieux leur en païer la valeur à dire d'Experts.

Les Dames Abbessé & Religieuses aiant porté le contredit de cette Sentence au Présidial de Quimper, elle fut confirmée par Sentence du 16. Decembre 1730. dont elles ont interjetté apel au Parlement.

Sur l'apel Mr. l'Abbé de Cisteaux est intervenu comme Supérieur de l'Abbaye de Klot.

Les moïens d'apel étoient fondez sur deux propositions.
1°. Que l'alienation de 1656. étoit essentiellement nulle :
2°. Que les Domaniers n'avoient acquis & n'avoient pû acquérir aucune prescription.

PREMIERE PROPOSITION.

Nullité de la Vente.

1. La Dame Jegado n'étoit point Propriétaire des bois qu'elle aliéna par l'acte de 1656. ces bois apartenoient à l'Abbaye. Ainsi elle n'avoit ni le droit ni le pouvoir de les

27. Avril
1736.

vendre, & la vente est nulle par la maxime *non est major defectus quam defectus potestatis*.

D'ailleurs il est de maxime que pour l'aliénation des biens Ecclesiastiques il faut des conditions & des formalitez qui ne se trouvent point dans cette vente.

2. Ces biens étoient autre fois inaliénables *ut sicut, Religionis & fidei mater Ecclesia perpetua est, ita patrimonium ejus jugiter servetur illæsum. L. 14. Cod. de Sacros. Eccles.* & si ces aliénations ont été dans la suite permises par les Constitutions canoniques, ce n'a été qu'en certains cas, avec connoissance de cause, & avec un grand nombre de formalités.

3. Bengel & Pinsson *ad verba cum suo redditu cap. 3. S. 2. & seq.* décident que l'aliénation ne se peut faire *nisi ex justis causis, nimirum evidentis utilitatis aut necessitatis*. Ils exigent *inquisitionem commodi vel incommodi, tractatum, consensum conventus vel capituli, auctoritatem superioris causâ cognitâ adhibendam, ut pretium in utilitatem Ecclesiæ vertatur. Ex supradictis*, ajoutent les mêmes Auteurs, *liquet pro alienatione rerum ad Ecclesias pertinentium duo requiri, causam alienandi quæ necessaria sit aut saltem utilis, & solemnitatem formæ, quarum altera si desit, nulla est alienatio, & hanc esse vulgarem doctorum opinionem.*

Outre ces conditions & ces formalités Henrys Tom. II. L. 1. q. 34. exige un procès verbal de visite & d'estimation, une publication faite en Justice & des Lettres Patentes du Roi enrégistrées dans la Justice Roïale. Papon L. 1. T. 13. Bouvot 2. part. de ses questions, Fournet Tom. 1. Lettre A. n. 58. & 59. Mr. le Prêtre Cent. 1. ch. 2. Mr. de Perchambault sur la Coutume de Bretagne édition de 1702. p. 482. Sauvageau sur Mr. du Fail L. 1. ch. 389. & 432. Frain Plaid. 113. de Volant Lettre A. ch. 37. Carondas, Boniface, Jouié, Soefve, les Journaux du Palais & des Audiences, la Bibliothèque Canonique, les Mémoires du Clergé, enfin tous les Auteurs condamnent l'aliénation de biens Ecclesiastiques faite sans cause ou sans formalités.

L'application de ces principes est incontestable. La vente
faite

faite par la Dame Jegado en 1656. est l'ouvrage d'une personne qui n'avoit ni droit ni qualité. Elle fut faite sans cause, sans nécessité ni utilité pour l'Abbaye, sans délibération ni consentement de la Communauté, sans l'approbation du Supérieur général de l'ordre qui reclame lui même aujourd'hui, en un mot sans aucune des formalités nécessaires. Le prix n'étoit pas même proportionné à la valeur des bois vendus & ne tourna qu'au profit particulier de la Dame Jegado. Toutes ces nullités concourent contre l'approbation donnée en 1674. par la Dame le Cogneux.

27. Avril
1736.

On objecte 1°. Que les bois vendus n'étant point une partie essentielle du fonds, l'acte de 1656. n'est point une véritable aliénation du fonds de l'Abbaye.

2°. Qu'on doit distinguer deux choses dans cet acte, la vente des bois existans alors, & la permission d'en planter d'autres, qu'il ne s'agit que de ces derniers & que cette faculté n'est qu'un simple usage du terrain, qui n'emporte point d'aliénation.

3°. Que les formalités prescrites pour l'aliénation des biens de l'Eglise ne s'observent pas à la rigueur dans les aliénations de peu de conséquence suivant le Canon *Terrulas*.

4. *Réponses*. 1°. Il est certain en général que les bois de haute futaye adhérens au fonds tiennent lieu d'immeubles; aussi pour l'aliénation de ces bois la Coutume (*art. 53.*) ajuge les lods & ventes au Seigneur. Il n'est pas moins certain qu'en particulier dans l'Uséme de Cornoüaille tous les bois de futaye & propres à merrain font partie du fonds de la tenuë & appartiennent en propriété au Seigneur foncier. *art. 7. & 8. de l'Uséme*.

2°. Il s'agit de tous les bois compris dans la vente de 1656. puisque les apellantes ont attaqué cet acte dans toutes ses dispositions. L'on ne peut les diviser parce qu'elles sont toutes également nulles & entreprises.

D'ailleurs la Dame Jegado fit une double aliénation tant par la vente des bois qui existoient en 1656. que par la faculté qu'elle donna d'en planter d'autres pour en disposer à perpétuité. Cette concession est une aliénation réelle, puisque les bois faisant partie du fonds de la tenuë sui-

27. Avril
1736.

vant l'Ufement, c'est avoir réellement aliéné ce fonds que d'avoir permis au Domanier de posséder à perpétuité les bois qui y croîtroient. Il ne pouvoit même planter que des arbres fruitiers suivant l'art. 25. de l'Ufement : & ces arbres sont les seuls qui doivent entrer dans l'estimation des droits reparatoires. La Dame Jegado a donc fait une véritable aliénation en permettant au domanier & à ses successeurs, de posséder en propriété des bois qui ne pouvoient être plantez sur la tenuë sans faire partie du fonds.

5. 3°. Quoique le prix de la vente ne soit que de 120. livres, elle est cependant considérable, tant par la quantité de bois qui existoient en 1656. & qui n'ont été depuis abattus, que par ceux qui sont existans & dont les intimés prétendent la propriété.

Le Canon *Terrulas* & le sentiment des Auteurs cités par les intimés ne donnent point d'atteinte à la maxime qu'on a établie. Ce Canon est à la suite de plusieurs autres qui interdisent toute aliénation de biens Ecclesiastiques ; & suivant ce Canon même l'Evêque ne peut disposer du moindre fonds s'il n'est inutile à l'Eglise & s'il n'y a une cause & une nécessité pressante d'aliéner. Aussi les Auteurs conviennent unanimement que ce Canon n'a de rapport qu'à une vente extrêmement modique ; & ils exigent qu'elle soit faite par une personne qui ait droit & qualité, qu'il y ait une cause de nécessité ou d'utilité bien vérifiée, & que le prix ait tourné au profit de l'Eglise.

Au reste la tenuë de Klosquet n'appartenoit point à la Dame Jegado. Son frere la donna à l'Abbaye, de sorte que la Dame Jegado n'avoit pas plus de droit que toute autre Abesse sur les fonds de cette tenuë.

SECONDE PROPOSITION.

Les intimés n'ont acquis & n'ont pû acquerir aucune prescription.

6. Les Déclarations des mois de Decembre 1656. & de Mars 1666. réservent aux Ecclesiastiques la faculté de se pourvoir en tout tems contre les aliénations vicieuses, sans que la prescription puisse leur être opposée.

D'Argentré *art. 271. vet. Conf.* dit expressement que la nullité du titre influë sur la possession & la rend vicieuse. Le même Auteur *sur l'art. 266. ch. 25. de Præscriptione rerum quæ alienari prohibentur n. 4.* ajoûte que l'aliénation des biens Ecclesiastiques faite sans formalités, est nulle & ne peut servir de titre pour acquérir la prescription. Sauvageau *sur Mr. du Fail Liv. 1. ch. 389. d'Hericourt part. 4. ch. 7. n. 15. Basnage art. 521. de la Coutume de Normandie, Henris Tome 2. L. 1. q. 34. Mr. le Prêtre Cent. 1. ch. 2. & Bardet établissent les mêmes maximes & elles ont été confirmées par plusieurs Arrests. Journal des Audiences des 4. Decembre 1645. & 11. Decembre 1646. & Journal du Palais du 20. Mars 1674.*

27. Avril
1736.

Enfin la question est décidée par un Arrest du Grand-Conseil du 2. Mars 1700. rendu au profit de l'Abbaye de Cluny qui cassa une vente de bois de haute futaye faite par un Abbé de Cluny, il y avoit près de 100. ans, pour une somme de 60. écus.

Dans l'espece de cet Arrest, qui est dans le Dictionnaire des Arrests *Lettre A. verbo alienation. p. 139.* la cause de l'Abbaye de Cluny étoit beaucoup moins favorable que celle des appellantes.

1°. En vendant des bois de haute futaye l'Abbé n'avoit pas donné à l'acquireur la faculté d'en planter d'autres & d'en disposer à perpétuité.

2°. Lors de l'Arrest c'étoit un tiers acquireur qui étoit inquiété & qui n'avoit point participé au vice ni à la nullité de l'aliénation faite par l'Abbé, au lieu qu'ici les intimés sont héritiers de celui qui acquit en 1656.

3°. Lorsque ce tiers détenteur acquit les bois il y avoit environ 100. ans que la premiere aliénation avoit été faite, & il se fit ajuger les bois par decret.

7. Outre les maximes générales que les Loix établissent, & qui ont été confirmées par une Jurisprudence constante, l'article 29. de l'Usément de Cornoüaille établit une raison particulière contre la prescription. Par cet article les domaniers ne peuvent prescrire le fonds de la tenuë contre le Seigneur foncier. Cette loi aiant rendu le fonds de

la tenuë, dont les bois font partie, imprescriptible par les domaniers, la possession ne peut être d'aucun effet s'il n'y a pas un titre valable ; & le titre des Intimez étant nul, leur possession est vicieuse & incapable d'operer la prescription.

8. D'ailleurs quand on admettroit la prescription de 40. ans, elle ne seroit pas acquise en faveur des intimés.

Il est de maxime suivant le Canon *Si Sacerdotes* & le sentiment des Auteurs, que la prescription ne peut commencer contre l'Eglise que depuis la mort du Beneficier mauvais administrateur. Faber *ad L. ult. cod. inqub. cas.* Guy Pape *quest. 150.* Mornac *ad L. decernimus Cod. de Sacros. Eccl.* Mr. le Prêtre *cent. 1. ch. 2.* Papon *L. 12. T. 3.* Mr. Loüet *L. P. n. 1.* Frain p. 697. Mr. de la Roche Flavin, Journal du Palais.

La Dame Jegado ne mourut qu'en 1674. & dès 1712. la propriété des bois fut formellement contestée aux intimés par l'action de la Dame Sachot qui fut suivie d'une instance reprise en 1717. par les apellantes. Il n'y auroit donc de possession paisible & valable que pendant 38. ans ; & les intimés suposent inutilement que la Dame Jegado étoit morte avant 1674. cette allegation est contraire à leurs premieres reconnoissances.

Les intimés objectent mal à propos que l'instance de 1712. étoit périmée. Car il y eut des suites, une Sentence du 15. Juillet 1714. & une reprise de l'instance faite dès le 20. Mars 1717.

Enfin l'on pourroit soutenir que la Dame le Cogneux aiant ratifié en 1674. la vente nulle de 1656. elle devoit être regardée comme une mauvaise administratrice, & que la prescription n'avoit pû commencer qu'après sa mort.

REPONSES DES INTIMÉS.

9. Comme les biens temporels de l'Eglise font partie des possessions de la terre que Dieu a abandonnées aux hommes, on ne peut dire que ces biens soient par leur nature inaliénables. Il n'étoit pas même permis originairement

aux Ecclésiastiques de posséder des immeubles; & l'histoire nous apprend que du tems des premiers Chrétiens les Ministres de l'Eglise n'avoient point d'autres revenus que ce qu'ils recueilloient des aumônes des fidelles. Constantin permit le premier aux Eglises de posséder des immeubles, ce qui lui a attiré le reproche d'avoir introduit le relâchement dans l'Eglise; & comme cette permission n'avoit été donnée que par tolerance, on n'avoit garde de penser dans ces premiers tems à en défendre l'aliénation. En effet les biens de l'Eglise n'ont été mis dans la suite hors du commerce que par une raison de politique, plutôt que de Justice, & pour empêcher l'abus qui se pouvoit commettre dans les aliénations, comme nous l'apprend Mr. Talon.

27. Avril
1736.

L'Empereur Leon deffendit le premier ces aliénations; & ce fut seulement pour l'Eglise de Constantinople. Dans la suite l'Empereur Anastase, & après lui Justinien, étendirent ces deffenses à toutes les Eglises d'Orient. Mais elles ne furent point encore absolues. On se borna enfin à ordonner que les alienations ne se pourroient faire qu'avec plusieurs formalités; & encore on en dispensa les biens de peu de valeur. C'est la disposition du Canon *Terrulas*.

Ainsi les biens temporels de l'Eglise n'étant point inaliénables par leur nature, & puisque ceux qui en ont l'administration peuvent en disposer suivant les circonstances & les tems, sur tout lorsqu'il ne s'agit que de biens de peu de consequence, on ne peut avec justice faire de recherches plus de 60. ans après cette administration.

Lorsque la Dame Jegado vendit en 1656. l'Abbaye ne faisoit que naître, il n'y avoit point encore de Communauté établie. On ne sçait pas même si les Lettres Patentes étoient deslors enregistrées. La Dame Jegado doit être regardée comme la Fondatrice, puisque son frere avoit fait la fondation en sa consideration & qu'elle avoit la direction de cet établissement. Elle faisoit alors bâtir une Chapelle pour l'Abbaye dans le lieu où son établissement avoit été d'abord fixé; & comme dans les tems d'une nouvelle fondation on n'a pas tout l'argent nécessaire, elle avoit été obligée d'emprunter la somme pour laquelle elle vendit dans

27. Avril
1736.

ces tems difficiles les bois de la tenuë de Klofquet. Auroit-on pû croire qu'un pareil acte d'œconomie dans le tems de cet établissement, dût être attaqué dans la fuite par les Abbeſſes & par les Religieuſes qui ont été chercher un azile dans cette Abbaye & qui tiennent par conſequent leur état & leurs biens de la Dame Jegado.

Auſſi la Dame le Cogneux reſpecta cet ouvrage & l'approuva. La Dame Sachot entrant dans les mêmes ſentimens ſe deſiſta de ſon action, ſauf à celles qui la ſuivroient à la reprendre ſi elles vouloient. La Dame de Goesbriand eſt la premiere qui ait oublié tout ce qu'elle doit à la mémoire de la Dame Jegado. Elle a congédié les pauvres domaniers qu'elle tenoit de la main du Fondateur. Elle a reçu d'un nouveau domanier des deniers d'entrées conſidérables qui ſont deſtinez à ſes menus plaiſirs; & elle reſuſe de les employer au remboursement des bois que ces anciens domaniers ont plantés ſur la tenuë. Ainſi ſur un objet, pour ainſi dire, indifférent à l'Abbaye, la Dame de Goesbriand demande la ruïne de trois familles qu'elle ſacrifie à ſes menus plaiſirs.

Après ces obſervations il faut voir ſi les bois vendus en 1656. étoient véritablement un fonds dont il ne fût pas permis à une Abbeſſe de diſpoſer.

10. Quoique par l'Uſement de Cornoüaille les bois fonciers ſoient reputés immeubles, ce n'eſt qu'à l'égard du Colon & pour les conſerver au Seigneur foncier. Mais cela n'empêche pas le Seigneur foncier de les vendre & d'en diſpoſer, & il eſt certain qu'à l'Abbaye de Klot, & aux autres Abbaye du même Ordre, on abat ſur les convenans, chaque année, pour plus de 40. écus de bois qu'on emploie aux neceſſités de ces maiſons. Ces bois qui ſont ſur les foſſez & répandus ſéparement en quelques endroits des tenuës, ſont même deſtinés naturellement pour le ſervice journalier des Propriétaires & ne ſont immeubles que par fiction, puisqu'ils peuvent être abatus ſans aliénation, perte ni diminution du fonds. Ainſi la vente de 1656. ne paſſe point les bornes d'une légitime adminiſtration qui s'étend même aux bois des tenuës, puisqu'il eſt d'uſage que l'Ab-

beſſe demande & reçoit ſeule les Lettres recognitoires des domaniers.

Chap. XI.

11. D'ailleurs cette vente n'a point opéré de diminution dont on puiſſe ſe plaindre. Car, ſuivant l'art. 10. de l'Uſement, pour qu'un Seigneur puiſſe dire qu'on a grevé ſa tenuë, il faut que les Edifices & droits reparatoires excèdent la valeur du fonds. Or le fonds vaut encore quatre fois plus que les édifices. Ainſi il n'y a aucune diminution qui puiſſe faire objet.

27. Avril
1736.

Enfin l'Abbaye n'a jamais perdu la propriété de la tenuë, & n'a point ſouffert de diminution dans la rente conve-
nancièrè. Lors du congément l'Abbeſſe n'étoit point forcée de rembourſer les bois : Et elle avoit la faculté de les retenir ſur le pied de leur valeur, ou pour la ſomme de 40. écus ſuivant l'offre qui lui fut faite, & qui a été depuis répétée dans le cours de la procédure.

12. Mais ſuppoſant qu'il y eût une véritable aliénation, la modicité de l'objet ne permettoit pas de faire les formalités dont la dépènſe auroit infiniment excédé le produit de la vente. Si ces formalités étoient néceſſaires, des bois de peu de valeur ſeroient néceſſairement perdus par l'impoſſibilité de les aliéner ; & la prohibition d'aliéner les biens des Eccleſiaſtiques qui a été introduite pour leur avantage tourneroit à leur perte.

Auſſi tous les Auteurs qui établiffent la néceſſité des formalités pour ces aliénations exceptent les biens de peu de valeur. Baſnage ſur Normandie art. 521. Despeiffes T. 1. p. 2. Panorme cap. *ut ſuper extra de reb. Eccleſ. alien. vel non*, du Moulin ſur le Code L. 1. T. 2. Sauvageau ſur Mr. du Fail L. 2. ch. 478. Mr. de Perchambault p. 482. de Volant Lettre A. ch. 98.

Les apellantes objectent deux Arrêts le premier raporté par de Volant Lettre A. ch. 37. & le ſecond par Brillon.

Dans l'eſpece du premier Arrêt il s'étoit préſenté un ſecond acquereur qui avoit offert de faire la condition de l'Egliſe meilleure ; & à cette occaſion le premier acquereur ayant fait les mêmes offres, la Cour caſſa la première vente à cauſe du profit que ces deux Parties offroient à

27. Avril
1736.

l'Eglise, & les renvoïa proceder sur leurs offres au Présidial de Nantes. On voit par là que l'Eglise ne rentra point dans la possession de ses biens, & que l'Arrest fut rendu sur les offres particulieres des deux acquereurs. Ainsi cet Arrest ne prouve rien pour les apellantes & n'est point contraire à la maxime que le même Auteur établit au chapitre 98. & qu'il dit avoir été confirmé par plusieurs Arrests.

L'Arrest raporté par Brillon est beaucoup plus favorable aux Intimés qu'aux apellantes. Dans l'espece de cet Arrest il s'agissoit d'une vente de 200. arpens de bois de haute futaie faite pour 60. écus païés comptant & 20. liv. de rente. L'Abbé qui avoit fait une aliénation si considerable avoit aliéné plusieurs autres fonds sans nécessité. Enfin Mr. le Cardinal de Bouillon Abbé de Cluny offroit de rembourser le tiers détenteur ; & l'Arrest ordonna ce remboursement. Ainsi cet Arrest jugea précisément la même chose que la Sentence dont l'Abbesse & les Religieuses de Klot sont apellantes, puisque cette Sentence n'ordonne que le remboursement.

13. Enfin si le titre des intimés avoit été vicieux dans l'origine, ce vice seroit couvert par la prescription qui a couru depuis la mort de la Dame Jegado. Elle mourut dès 1670. Les intimés sont en droit de le soutenir pendant que les apellantes ne produiront pas son extrait mortuaire. Ainsi la prescription de 40. ans étoit acquise dès 1710. D'ailleurs quand même la prescription n'auroit pas été dès lors complete, l'instance de 1712. n'opereroit pas de valable interruption. Car 1°. la Dame Sachot se desista des conclusions qu'elle avoit prises sur le chef des bois dès le 27. Janvier 1714. 2°. La dernière piece de cette instance est du 15. Juin 1714. & elle ne fut reprise que le 6. Juillet 1717. plus de trois ans après, l'action du 20. Mars 1717. étant une première action toute nouvelle qu'on ne peut regarder comme une reprise. Ainsi lors de la véritable reprise la péremption avoit concouru avec la prescription.

14. Aussi pour éluder cette prescription les apellantes sont réduites à soutenir que la Dame le Cogneux doit être regardée comme une mauvaise administratrice parce qu'elle avoit

avoit approuvé le contrat de 1656. & que la prescription n'a pu commencer à courir que depuis sa mort.

Cette proposition est contraire à tous les principes. Car si elle avoit lieu il faudroit dire que tous les Ecclesiastiques qui approuvent ou laissent subsister les contrats d'aliénation faits par leurs prédécesseurs sont autant de mauvais administrateurs ; & ce seroit anéantir absolument la faculté de prescrire qui, de l'aveu des appellantes, a lieu du jour de la mort de celui qui a aliéné.

27. Avril
1736.

De plus les interruptions supposées par les appellantes seroient inutiles parce qu'elles n'ont pris de lettres de restitution qu'en 1730. & 1732. Or il est de maxime qu'il ne suffit pas d'intenter son action dans le tems utile & avant qu'il y ait lieu à la fin de non recevoir. Il faut de plus que les lettres de restitution soient prises & signifiées avant la fin de non recevoir acquise.

Le fait de la prescription étant établi, il reste d'examiner en point de droit si l'on ne peut prescrire contre le titre nul qui paroît.

15. Il est indifférent en Bretagne que le titre vicieux paroisse ou ne paroisse pas ; & si quelques Auteurs étrangers sont contraires à cette maxime, c'est qu'ils ont suivi le sentiment de certains Canonistes qui ont cru que la prescription ne pouvoit se soutenir que sur une présomption de bonne foi.

Mais suivant l'art. 282. de nôtre Coutume la prescription de 40. ans a lieu même contre l'Eglise ; & tout possesseur est legitime propriétaire après un si long-tems, quand il seroit convaincu d'usurpation dans le principe. On ne s'arrête point au vice du titre quelque nul qu'il paroisse ; & au lieu de conseiller, comme font les Canonistes, de cacher le titre vicieux, ce qui est une dissimulation incompatible avec la bonne foi, nous tenons en général que, malgré la nullité du titre qui paroît, le possesseur par 40. ans doit être maintenu, parce que la prescription a pour fondement & pour motif le bien public qui ne veut pas que les possessions des particuliers soient sujettes à de perpétuelles recherches.

27. Avril
1736.

D'Argentré qui, de l'aveu de tous les Jurisconsultes, a mieux entendu qu'aucun autre la matière des prescriptions, dit précisément, même à l'égard de l'Eglise, que comme notre prescription de 40. ans ne requiert point de titre, on ne doit pas s'embarasser des vices qui y paroissent, quoique les Canonistes disent qu'il vaut mieux ne point produire de titre que d'en produire un vicieux. *Ergo cum Titulus non exigatur, si quis exhibetur, quocunque vitio laboret, in eo curiosi non sumus, etiam si omnino cautius est nullum exhibere quam vitiosum quod canonistæ solent dicere.* d'Argentré art. 271. verbo *sans titre*. Le même Auteur le dit encore sur l'art. 266. en parlant des longues prescriptions qui n'exigent aucun titre. *Cum tituli nulli exigantur in talibus præscriptionibus, etsi nulli, invalidi, inciviles producantur, nihil nocent.*

Mr. Salvaing établit le même principe & se détermine par le sentiment de d'Argentré.

Le troisième des Arrêts prononcés en robes rouges par Mr. de Lefrat décida la question en faveur de la prescription, quoique le titre parût.

Les sieurs de Thierry de la Prevalais s'étant obligés en 1492. & 1511. de payer 250. livres de rente au Chapitre de Rennes & de lui en faire assiette, & le Chapitre aiant agi en 1573. pour l'assiette, il en fut debouté par cet Arrêt sur les offres des sieurs de Thierry de continuer le paiement de la rente, quoique le Chapitre eût soutenu qu'ils n'avoient pû prescrire le droit de payer cette rente en argent au préjudice du titre qui paroissoit & qui portoit l'obligation d'asseoir.

Sur ces principes établis par d'Argentré & confirmés par un Arrêt solennel, on ajouta à la dernière réformation de la Coutume que la prescription de 40. ans auroit lieu contre les Communautés de même que contre les particuliers. Après cela il est évident que dans notre Coutume on peut prescrire par 40. ans contre l'Eglise quelque nul que paroisse le titre.

Mais enfin si l'on veut consulter quelques Auteurs étrangers & plus nouveaux, recourons à Mr. de la Rocheffla-

vin. T. 10. article 1. & à Graverol son Commentateur.

Chap. XI.

La Jurisprudence des Arrests, dit cet Auteur ; au sujet de la revocation des alienations des biens Ecclesiastiques, a été différente suivant la difference des tems & des circonstances. Car autrefois quand le titre étoit nul & vicieux, eût-on joiï plus d'un siecle, les Ecclesiastiques rentroient dans leurs biens. Il y en a une infinité de préjugés, fondés sur ce que la prescription n'a pas lieu contre le titre, & que le titre étant vicieux, il nuisoit plutôt qu'il ne servoit, suivant la regle commune, Melius est non habere titulum quam habere vitiosum ; de sorte que dans ce tems-là il étoit de la politique des possesseurs de ne produire pas le titre de leur joiïssance, mais de se retrancher simplement sur leur possession quarantenaire, qui étoit præsumptio justî tituli, & qui suffisoit pour établir contre l'Eglise une fin de non recevoir sans replique par la raison de l'autentique, Quas actiones cod. de Sacros. Eccles. Cette forme de juger se pratiquoit encore à l'égard des simples infeodations quelque anciennes qu'elles fussent. Il est vrai que lorsqu'il s'agissoit d'un fonds herme, sterile & de fort modique revenu, comme par exemple d'un cazal, d'un gravier, ou de quelque petite terre voisine de la riviere & sujette aux inondations, & qu'on justifoit que les infeodations n'étoient pas désavantageuses à l'Eglise, on les confirmoit dès lors, quoiqu'elles eussent été faites sans solennitez, pourvu qu'il y eût 40. ans passez. Il y en a des Arrests. Mais aujourd'hui soit qu'il s'agisse d'une vente ou d'une infeodation, le Parlement s'y prend d'une autre maniere & s'arrête à la prescription de 40. ans, quand même il y auroit à dire au titre, & qu'il ne seroit pas revêtu des solennitez requises par le droit, à compter neanmoins du jour du décès de l'Ecclesiastique qui a mal aliéné. Ainsi on s'est désabusé, & certes fort équitablement pour le repos des familles, de ce vieux sentiment qu'on avoit, que la prescription de 40. ans n'étoit que pour les actes accompagnez de solennités nécessaires, & que c'étoit l'exception qu'il falloit faire à l'autentique Quas actiones.

27. Avril
1736.

Par Arrest du 27. Avril 1736. rendu en la seconde Chambre des Enquêtes au raport de Mr. de Langle de la Boullaye, la Cour sans qu'il soit besoin de s'arrêter aux Lettres de rescision du 23. Aoust 1732. & sans avoir égard

27. Avril
1736.

aux requêtes des intimez des 24. May 1735. & 21. Avril 1736. dont ils sont deboutés, faisant droit dans l'apel de la Sentence du 16. Decembre 1730. & dans l'intervention du 20. Août 1732. a mis & met l'apellation & ce corrigant & réformant declare les actes nuls & vicieux, ordonne que les Dames Abeffe, Prieure & Religieuses de l'Abbaye de Klot rentreront en la propriété de tous les bois du Convent de Klosquet. Condamne les Intimez aux dépens des causes principale, de contredit, d'apel & incidens, Lettres de rescision & intervention pour tous dommages & interets, deboute au surplus les Parties de toutes leurs autres fins & conclusions. Reserve l'exécution du present Arrest à la seconde Chambre des Enquêtes. Fait en Parlement à Rennes le 27. Avril 1736.

Maître Bureau avoit écrit pour la Dame Abeffe apellante & Maître Pepin pour les Intimez.

V. Dunod Traité de l'alienation & de la prescription des biens d'Eglise, & Perrier avec les notes de Raviot Question 223.



C H A P I T R E X I I.

Il n'y a point d'abus dans le refus fait par l'Evêque d'établir un Vicaire dans une Paroisse où il n'y en avoit pas auparavant.

Le Recteur qui opte la portion congrüe en argent est obligé d'abandonner les anciens fonds de sa Cure, (à l'exception du Presbitère & de son jardin) les menuës Dîmes & les Novales antérieures à la première option de la portion congrüe faite par son prédécesseur.

S O M M A I R E.

- | | |
|---|--|
| <p>1. 4. 8. 13. Quel est le droit des Evêques pour l'établissement ou la suppression des Vicaires dans les Paroisses.</p> <p>2. 12. Restitution toujours reçue contre les consentemens erronnés en matière d'abus.</p> <p>3. 7. Si l'Evêque qui participe aux retributions du Chapitre de sa Cathédrale, est compé-</p> | <p>tent pour rendre des Ordonnances en des matières qui concernent les revenus du Chapitre.</p> <p>5. 9. 14. Quel déni de justice est un moyen d'abus.</p> <p>6. 10. 11. Nécessité d'abandonner les anciens fonds & les Novales depuis l'option de la portion congrüe.</p> |
|---|--|

LES grosses Dîmes de la Paroisse de Pleboul se partagent entre le Chapitre de la Cathédrale de St. Brieuc, les Religieux des Abbayes de St. Jacut & de St. Aubin des Bois, le Chapitre de la Collégiale de Matignon, & le Commandeur de Carentoir.

En 1686. le sieur Cado Recteur de cette Paroisse opta la portion congrüe.

En 1719. le sieur Nivet Recteur demanda, outre sa portion congrüe, la somme de 150. livres pour la pension d'un Vicaire; & par Ordonnance de Mr. de Boissieux Evêque de St. Brieuc du 26. Août 1719. il fut décidé qu'il n'étoit pas nécessaire d'établir un Vicaire en cette Paroisse.

Le 7. Septembre 1733. le sieur Gerard possesseur de

15. May,
1736.

15. May.
1736.

cette Cure, agit au Présidial de Rennes contre le Chapitre de St. Brieuc pour sa portion congrüe & pour celle d'un Vicaire. Le Chapitre mit en cause les autres Décimateurs.

Il n'y eut point de contestation sur le paiement de la portion congrüe du Recteur. Il n'y en eût que sur la pension du Vicaire, & sur l'abandon que le Recteur devoit faire des anciens fonds de sa Cure.

Il consentit au renvoi devant Mr. l'Evêque de St. Brieuc pour ce qui concernoit l'honoraire du Vicaire.

Par Sentence du 14. May 1734. il fut ordonné 1°. Que la portion congrüe du Recteur seroit payée. 2°. Il fut donné acte au Commandeur de Carentoir de ses offres de contribuer au paiement de la portion congrüe du Recteur & même du Vicaire. 3°. En ce qui concernoit les anciens fonds de la Cure, sur ce que le Recteur avoit déclaré que le Général refusoit de payer une rente de 31. boisseaux de froment & n'entendoit donner la Dixme des agneaux & toisons que les Décimateurs prétendoient être des anciens fonds de la Cure, & qu'une piece de terre d'un journal, estimée 5. livres de revenu, étoit l'hypothèque de la fondation d'une Messe par semaine, il fut ordonné qu'à la diligence du Chapitre de St. Brieuc le Général de la Paroisse de Pleboul seroit mis en cause pour s'expliquer sur ces 31. boisseaux de froment & sur la Dixme d'agneaux, & que le Recteur justifieroit que ladite piece de terre étoit l'hypothèque d'une fondation pour passé de ce être fait droit. 4°. Sur le chef de la portion congrüe d'un Vicaire, les parties furent renvoyées se pourvoir devant le Reverend Evêque du Diocèse pour juger de la nécessité d'un Vicaire suivant l'état actuel de la Paroisse.

Le 25. May 1734. le Recteur présenta sa requête à Mr. l'Evêque de Saint Brieuc, qui par Ordonnance du 15. Mars 1735. décida que, suivant l'état actuel de la Paroisse, il n'y trouvoit aucune nécessité d'un Vicaire.

Le 11. Juin 1734. le Recteur afferma du Chapitre de St. Brieuc la Dixme d'agneaux & de toisons.

Par Sentence définitive du Présidial de Rennes du 14. Juin 1735. le Recteur fut condamné d'abandonner aux

Décimateurs la Dixme d'agneaux, la pièce de terre d'un journal qu'il apelloit le champ St. Paul, & les novales antérieures à l'année 1690. sauf à lui à jouir des novales sur les terres défrichées depuis cette année & de son Presbytère avec le jardin & un champ de trois cordes adjacent. Au surplus en conséquence de l'Ordonnance de Mr. l'Evêque de St. Briec, il fut débouté de la demande de 150. livres pour la pension d'un Vicaire.

15. May
1736.

Le Recteur a interjetté apel des Sentences des 14. May 1734. & 14. Juin 1735. & comme d'abus & déni de Justice des Ordonnances rendues par Mr. l'Evêque de St. Briec en 1719. & 1735. & il a pris des lettres de restitution contre le consentement qu'il avoit donné au renvoi devant l'Evêque & contre la ferme du 11. Juin 1734.

Le Chapitre de St. Briec aiant fait proceder à un égail de contribution sur tous les Décimateurs pour la portion congrüe, le Chapitre de la Collégiale de Matignon a prétendu que cette contribution n'étoit pas proportionnée & qu'elle étoit excessive en ce qui concernoit son imposition. Sur ce motif il a interjetté apel d'une Sentence du 12. Août 1735. qui avoit autorisé l'égail par provision & jusqu'au jugement de l'apel du Recteur.

1. Maître Frey Avocat du Recteur apellant a dit premierement, que les Présidiaux avoient mal à propos renvoïé devant l'Evêque de St. Briec au sujet du Vicaire, parce qu'il ne s'agissoit pas d'en établir un de nouveau, mais de conserver un droit qui étoit acquis au Recteur, y aiant eû de tout tems immemorial un Vicaire à Pleboul; qu'il a communiqué plusieurs extraits de Baptêmes, Mariages & Sepultures de 1617. 1619. 1620. 1640. 1652. & 1687. qui prouvent que depuis plus d'un siecle il y a toujours eû un Vicaire dans cette Paroisse; qu'en droit suivant la Déclaration de 1686. & l'Edit de 1695. art. 24. les Evêques n'ont point d'autre pouvoir que d'accorder & d'établir des Vicaires dans les lieux où il en manque, mais qu'ils n'ont pas celui de les supprimer; que la Déclaration de 1686. le décide en termes formels; qu'ainsi les Evêques de St. Briec aiant supprimé à Pleboul un Vicaire établi

15. May
1736.

dès 1686. ils ont commis un abus manifeste & que les Présidiaux ont mal à propos renvoïé devant eux pour conserver un Vicaire; que cette question fut jugée ainsi par Arrest du 19. Septembre 1686. entre les Benedictins de Vitre & les Recteurs, immédiatement après la Déclaration de 1686. & qu'on débouta de la demande de renvoi devant l'Evêque, parce qu'il étoit prouvé qu'il y avoit toujours eû des Vicaires dans ce lieu.

2. Pour établir les moïens de restitution du Recteur contre ses consentemens d'être renvoïé devant l'Evêque, Maître Frey a dit que l'Eglise toujours mineure est toujours en état d'avoir recours aux lettres de restitution quand elle a été lésée ou surprise: que l'appellant a été lésé ou surpris: qu'il ignoroit ce qui s'étoit passé avec son prédécesseur en 1719. qu'il ignoroit ses droits & ceux de sa Paroisse; & qu'enfin s'il y a abus dans les Ordonnances des Evêques, s'il y a entreprise contre la Jurisdiction séculière, il n'a pû par ses consentemens, donner à la Jurisdiction Ecclesiastique une compétence qu'elle n'a pas & qu'elle ne peut avoir. D'Hericourt *ch.* 25. *S.* 37. Mais qu'au fonds il y a abus dans ces Ordonnances.

3. Premièrement, que les Evêques qui les ont rendues sont incompetens, parce qu'ils participent aux rétributions du Chapitre & qu'ils perçoivent la plus considérable portion des Dîmes de Pleboul: que c'est un moïen d'incompétance qui ne peut jamais être couvert, l'incompétance étant un abus, & d'ailleurs y aiant abus dans les Jugemens Ecclesiastiques s'ils ne sont pas conformes aux loix de la procedure que le Prince a établie.

4. *Secundo* Que ces Ordonnances sont contraires à la Déclaration de 1686. qui ne permet pas aux Evêques de supprimer des Vicaires dans les lieux où il y en a, à l'Edit de 1695. qui confirme la Déclaration de 1686. à l'Arrest rendu en 1686. entre les Religieux Bénédictins de Vitre & les Curés de la même Ville.

5. *Tertio*. Que l'abus des Ordonnances en question dégénere en déni de Justice, puisque quand même il n'y auroit pas eu de Vicaire à Pleboul de tems immémorial, il y auroit

15. May
1736.

y auroit nécessité d'en établir un : que cette Paroisse est fort étendue ; que pendant presque tout l'hyver la Mer couvre les bas fonds de la Paroisse ; que le Recteur doit non seulement son service à l'Eglise matrice , mais qu'il le doit encore de trois Dimanches l'un à la Chapelle du Temple qui est une Succursale ; qu'il le doit toutes les Fêtes de la Vierge , & que le Seigneur de Beaucorps l'a fait juger ainsi par Sentence de l'Officialité de Lamballe ; qu'il n'y a point de Trêve ou Succursale sans Vicaire & sans Prêtre ; que s'il doit y en avoir un les gros Décimateurs le doivent paier ; que les enfans peuvent mourir sans Baptême & les Paroissiens sans Sacremens , pendant que le Recteur sera à la Chapelle du Temple ; que quand il est malade il n'a personne pour le substituer ; que dès 1686. le Recteur de Pleboul représentoit les mêmes raisons , & qu'il a communiqué des Déclarations authentiques par lesquelles il est prouvé qu'il y avoit alors en Pleboul plus de 580. communians sans compter les enfans , des déclarations de 1734. qui prouvent qu'il y en a au moins 663. maintenant sans compter les enfans , que la Succursale du Temple est séparée par un bras de Mer de l'Eglise matrice , qu'ainsi le troisième Dimanche on ne peut y transporter tous les Paroissiens ; que ces motifs ont de tous tems engagé les Prélats à établir des Vicaires dans les lieux où il n'y en avoit point ; qu'à plus forte raison devoient-elles empêcher les Evêques de St. Brieuc de les supprimer ; que l'aïant fait , qu'aïant refusé une Justice si nécessaire , l'abus qui en résulte est un déni de Justice & par conséquent un moïen d'abus ; que tous les Auteurs , Fevret , du Perray des *Dixmes* L. 3. ch. 14. d'Hericourt pag. 146. Gibert dans *son corps de Droit Canonique* Tom. 2. p. 206. & p. 91. du *Traité de judiciis* s'accordent à placer le déni de Justice parmi les moïens d'abus ; qu'il s'ensuivroit même de l'opinion contraire que les Prélats pourroient faire des injustices sans en être responsables au Roi & à ses Cours ; qu'enfin tous les Auteurs regardent comme moïen d'abus l'iniquité évidente du jugement Ecclésiastique.

Maître Frey a expliqué en troisième lieu les moïens de

M.

15. May
1736.

restitution du Recteur contre la ferme qu'il avoit faite en 1734. de la Dîme des agneaux & toisons. Il a dit que ses moïens de restitution sont fondés sur l'ignorance où il étoit des droits de son Bénéfice, sur la transaction de 1690. dont il n'avoit eu de connoissance que depuis le billet de ferme, sur la possession dans laquelle ont toujours été ses Prédécesseurs de percevoir cette Dîme à l'exclusion des gros Decimateurs, sur le droit commun suivant lequel cette espece de Dîme doit appartenir aux Recteurs à portion congrüe, à cause du service & de l'administration des Sacremens, enfin sur la surprise, le döl & la fraude dont ce billet porte des caracteres visibles; qu'on ne peut pas douter suivant tous les Auteurs que l'ignorance de pareils faits ne donne lieu à la rescision; que le Chapitre de St. Brieuc ne fit signifier à l'appellant que neuf mois après la ferme une copie de la transaction de 1690. dans laquelle il est parlé de la Dîme des agneaux comme faisant portion des fruits de la Cure; que ses Prédécesseurs ont toujours jouï de cette Dîme comme il paroît par la déclaration que fit en 1703. le précédent Recteur au Bureau des gens de main morte, que d'ailleurs elle appartient de droit commun aux Recteurs & Curés suivant la jurisprudence de tous les Parlemens, suivant du Perray, D'Hericourt, Bouvot, Bouchel & plusieurs autres Auteurs; que cette Dîme étant insolite & sur le pied des menuës & vertes Dîmes, on ne peut la regarder comme un ancien fonds de la Cure; que la surprise paroît en ce que pour une somme de 32. livre le Chapitre a affermé au Recteur le 14. May 1734. une Dîme aussi considérable; mais qu'il est singulier que cette ferme dût finir un mois dix jours après, c'est-à-dire, le 24. Juin; que la fraude en cela est manifeste d'avoir surpris un Curé pour s'attribuer un droit.

Quatrièmement enfin Maître Frey a attaqué les dispositions de la Sentence du 14. Juin 1734. & a dit que par cette Sentence il avoit été ordonné au Chapitre de St. Brieuc de mettre en cause le Général de Pleboul au sujet de la Dîme des agneaux & de la piece d'un journal prétendue hypothèque d'une fondation & de 31. Boisseaux de froment

faisant moitié du revenu annuel de la Fabrique , que le Chapitre ne l'a point fait quoiqu'il y fût obligé , & que la dernière Sentence a prononcé sans que le Général eût été en cause , ce qui est un dérèglement manifeste.

Secondement , que par cette Sentence le Recteur est obligé d'abandonner la Dîme des agneaux (simple offrande des Paroissiens , & dont il jouïssoit dès avant 1690.) le champ St. Paul qui a toujours appartenu à la fabrique suivant les anciens comptes qu'il a produits , enfin les novales antérieures à 1690.

Maître Frey a conclu à ce qu'ayant égard à ses lettres de restitution , ensemble à ses appellations tant simples que comme d'abus , il soit dit qu'il a été mal , incompetemment , abusivement jugé , corrigeant & réformant les intimés soient condamnés de lui païer 150. livres pour un Vicaire depuis la demande & de continuer à l'avenir , sauf à eux à jouïr , comme ils verront l'avoir à faire , des novales antérieures à l'année 1686. ou à l'option faite par ses Prédecesseurs & les intimés condamnés aux dépens.

Maître Bonamy , pour le Chapitre de la Collégiale de Matignon , a dit que l'unique objet de son apel est de parvenir à faire regler au juste ce qu'il peut devoir pour sa portion de la pension congrüe du Recteur de Pleboul ; qu'assignés en vertu de la Sentence du 14. May 1734. pour faire ce Reglement , les Religieux de St. Jacut sommerent par un incident du 15. Septembre de la même année chaque décimateur de déclarer ce qu'il possédoit de revenu en Dîmes dans la Paroisse de Pleboul , déclarant qu'ils en possédoient pour 50. livres par an ; que sur cette interpellation les Chanoines de Matignon déclarerent par leur écrit du 15. Juillet 1735. qu'ils ne possédoient qu'une très-petite portion de Dîme affermée alors & de tout tems 20. livres , que le Chapitre de St. Brieuc au lieu de suivre cet exemple , au lieu de reconnoître la valeur annuelle des Dîmes qu'il perçoit en la Paroisse de Pleboul , fit de son autorité privée un égail de contribution , dans lequel il rendit la Collegiale de Matignon contribuable pour 20. livres 13. sols 9. den. par chacun an pendant qu'il ne

Chap. XII.

15. May
1736.

s'imposoit que 155. livres 3. sols 6. deniers; qu'il y avoit dans la Sentence qui autorise cet égail, précipitation & injustice; précipitation en ce qu'il étoit préalable que le Chapitre de St. Brieuc déclarât le revenu annuel de ces Dîmes; injustice en ce qu'on juge la Collégiale de Matignon contribuable pour une somme qui excède son revenu, pendant que le Chapitre de St. Brieuc ne paye pas les deux tiers ou peut-être la moitié du sien. Qu'enfin on veut inutilement sauver ce grief, en disant que la Sentence n'est rendue que par provision & jusqu'au jugement de l'appel, parce que la condamnation, pour les termes échus, est définitive, & parce qu'à l'avenir il est nécessaire que le Chapitre de St. Brieuc déclare le revenu de ses Dîmes, ce qu'on ne pourroit l'obliger de faire si la Cour laissoit subsister la Sentence du 12. Aoust 1735. Maître Bonamy a conclu à ce que réformant, au-dessus de ses offres de contribuer en ce qu'il y sera fondé, le Chapitre de St. Brieuc soit débouté & condamné aux dépens de la cause d'appel.

Maître Bertin Avocat du Chapitre de St. Brieuc & des Religieux de St. Jacut & de St. Aubin des Bois intimés a dit que quand les Déclarations de 1686. parurent, les Vicaires perpétuels optèrent soit pour la portion congrue en argent, soit pour les anciens fonds seuls ou avec supplément; que le sieur Chauvel Vicaire perpétuel de Pleboul consumma l'option & assigna pour cet effet les Décimateurs au Présidial; qu'il se passa entr'eux en 1690. une transaction par laquelle le Chapitre s'obligea de lui paier par an 100. livres pour supplément de sa portion congrue de 300. livres, outre les revenus assurés dont jouit le Recteur, comme en ont joui ses Prédécesseurs, consistans dans les Dîmes novales, Dîmes d'agneaux & toisons, terres & rentes. Que cette transaction avoit été exécutée par les différens Recteurs, sans qu'il fût question de pension pour un Vicaire, lorsqu'en 1718. le Recteur fit assigner le Chapitre au Présidial pour avoir paiement de la pension d'un Vicaire; que le Présidial renvoya devant le Reverend Evêque de St. Brieuc pour juger de la nécessité; que l'Evê-

que après s'être fait représenter les 30. derniers Registres de Batêmes, Mariages & Sepultures, & les rolles des Communians, debouta le Recteur de la demande d'un Vicaire; que depuis le sieur Gerard Recteur actuel aiant fait la même demande au Présidial & d'autres encore pour le paiement de sa portion congrüe, il s'étoit rendu plusieurs Sentences au Présidial & une Ordonnance du Reverend Evêque de St. Brieuc: que le sieur Gerard est apellant comme d'abus de ces Ordonnances & apellant des Sentences du Présidial.

15. May
1736.

6. Comménçant par la Sentence du 14. Juin 1735. qui condamne le Recteur d'abandonner, comme anciens fonds dependans de la Cure de Pleboul, la Dîme d'agneaux & toisons, la piece d'un journal apellée champ St. Paul, & les Dîmes noales anterieures à 1690. Maître Bertin a dit que cet abandon étoit indispensable. Que si un Vicaire perpetuel a fait l'option de la portion congrüe en argent, il ne peut rien garder suivant la Déclaration de 1686. qu'il ne peut avoir de plus que les offrandes, honoraires, casuels & noales défrichées depuis l'option, & qu'il est obligé d'abandonner tout autre revenu de la Cure, même les menuës Dîmes; que c'est le texte de la Déclaration de 1686. que la Déclaration de 1690. y est conforme, à l'exception qu'elle permet aux Curés de retenir des anciens fonds en déduction de la portion congrüe; que tous les Auteurs qui ont écrit depuis ces Déclarations le décident formellement; l'Auteur du recueil des décisions sur les Dîmes, *ch. 25. n. 25.* du Perray des Dîmes *T. 2. L. 3. ch. 5. & ch. 18. n. 6.* d'Hericourt *part. 2. ch. 2. n. 4. &c.* que les décisions des Cours Souveraines sont conformes à ces principes: Arrêts du Parlement de Paris des 30. Avril 1686. & 19. Mars 1688. rapportés dans le traité des Dîmes de le Mere *tom. 2.* que le Curé, qui optoit pour la portion congrüe en argent, étoit obligé d'abandonner tous les anciens fonds, même les noales anterieures à son option; qu'ici le Recteur de Pleboul n'avoit été condamné d'abandonner que les anciens fonds & les noales anterieures à l'option; que la Dîme des agneaux n'a jamais pû être regardée que comme un

15. May
1736.

ancien fonds de la Cure. 1°. Qu'elle est regardée ainsi dans la transaction de 1690. ou le Recteur compte cette Dîme parmi les fonds de sa Cure. 2°. Que dans les déclarations du précédent Recteur faites en 1703. & en 1714. au Bureau des gens de main morte, la Dîme des agneaux est marquée comme ancien Domaine de la Cure, ce sont les propres termes; que le sieur Gerard lui même a reconnu dans la ferme qu'il en a passée avec le Chapitre qu'elle lui apartenoit en qualité de gros Décimateur; qu'il ne sert de rien à l'appellant d'avoir pris des lettres de restitution contre cet acte de ferme, parce que pour se faire restituer il faut qu'il y ait lezion, surprise, dol ou fraude; qu'il n'y a rien de tout cela: 1°. Qu'il est inutile d'alleguer l'ignorance du droit pour moïen de restitution, puisque l'ignorance du droit nuit toujours à celui qui est non sçavant. *L. 9. de juris & facti ignor.* Qu'ici même l'ignorance alleguée par l'appellant n'est pas vray semblable, qu'elle est démentie par ses écrits antérieurs à la ferme; que quand elle seroit vraye, il n'y auroit point de moïen de restitution, puisqu'il n'y a point de lezion, puisque l'on n'est restitué qu'autant que l'on est lezé; qu'on n'a fait aucun tort au sieur Gerard puisqu'il n'a fait que reconnoître le droit du Chapitre; que de droit commun, suivant la Déclaration de 1686. les Curés ne peuvent jamais avoir d'autres Dîmes quand ils ont opté pour la portion Congruë en argent; Qu'aussi le Sieur Gerard allegue mal à propos que cette Dîme luy est dûë à cause du service & de l'administration des Sacremens.

2°. Qu'il est clair que cette Dîme étoit lors de la transaction de 1690. au nombre des revenus de la Cure, parce que le Curé la retint pour le paiement d'une partie de sa portion congruë, suivant la faculté que lui donnoit la Déclaration de 1690. & que la transaction le porte expressement; mais que le sieur Gerard demandant aujourd'hui toute sa portion en argent, la raison veut que la transaction de 1690. ne puisse avoir lieu.

3°. Que le sieur Gerard demande à se restituer contre un acte dans lequel il n'y a aucune surprise; que lui mê-

me a été demander cette ferme au Chapitre, que le Chapitre la lui a accordée; qu'il l'a sousscrit librement, qu'il ne prouve point que les Paroissiens contestent cette Dîme; qu'enfin il est non recevable dans l'appel de la Sentence qui le condamne d'abandonner la Dîme des toisons, puisque lui même l'a exécutée par la ferme, & qu'il est également non recevable dans ses lettres de restitution.

15. May
1736.

Maître Bertin a ajouté que ce qu'il a dit de la Dîme se peut dire également de la pièce de terre d'un journal qu'on qualifie champ St. Paul; que le sieur Gerard n'ayant point prouvé que la pièce d'un journal fût l'hypothèque d'une fondation, & ayant été condamné par la Sentence du 14. Juin 1735. de l'abandonner & d'en paier même deux années de jouissance, il exécuta cette disposition, en offrant, par la signification, de diminuer sur sa portion congrüe deux années de cette pièce d'un journal ou champ St. Paul; que d'ailleurs, outre la fin de non recevoir que produit cet acquiescement il n'est point prouvé que cette pièce de terre ait appartenu à la Fabrique.

Sur les appellations comme d'abus Maître Bertin a dit, premierement que le sieur Gerard est non recevable dans l'appellation de la Sentence qui le renvoie devant le Révérend Evêque, parce qu'il a demandé lui même le renvoi dans plusieurs écrits fournis au Présidial; qu'il est également non recevable dans ses appellations comme d'abus, parce que les Evêques n'ont prononcé que sur les requêtes des Recteurs & du sieur Gerard même; qu'à la vérité il a pris des lettres de restitution contre son consentement, mais qu'elles sont non recevables & sans fondement; que de droit commun les Evêques rendent des Ordonnances a ce sujet; & que les moïens d'abus qui ont été plaidés ne sont pas suffisans.

7. 1°. Que les Evêques de Saint Brieuc ne participent point aux retributions du Chapitre n'étant pas Chanoines; que quand même cela seroit, on ne devoit pas conclure que l'Evêque de Saint Brieuc ne pût juger; que pour soutenir cette proposition, il faudroit dire qu'un Evêque Chanoine ne pourroit faire la visite de son Chapitre, &

15. May
1736.

regler les distributions, que cette proposition seroit absurde; que les Declarations de 1634. 1666. 1686. renvoient devant les Evêques seuls pour juger de la necessité d'un Vicaire, que ces loix ne font aucune difference si les Evêques ont les Dîmes ou non; & qu'ainsi cela est absolument indifferent.

8. 2°. Qu'il est inutile de dire que les Evêques ont permission d'établir des Vicaires mais non de les supprimer; 1°. Parceque l'Evêque n'a point dans le fait supprimé de Vicaire à Pleboul, puisque son Ordonnance ne le porte pas. 2°. Qu'il na point supprimé de Vicaire puisqu'il n'y en avoit pas, ce qui se prouve par un *committimus* signifiés en 1685. par la transaction de 1690. & par les demandes mêmes faites par les Recteurs en 1718. & 1733. que la question n'est pas même de sçavoir s'il y a eû autrefois des Vicaires, mais s'il y en avoit dans le tems que les Evêques ont rendu leurs Ordonnances; qu'il n'y en avoit, & qu'il n'y en a point eû depuis un siecle; qu'ainsi il n'y a point de suppression, & par une suite de consequence, point d'abus; qu'il est vrai qu'en 1685. le Chapitre offrit de contribuer à la portion d'un Vicaire s'il étoit jugé nécessaire, mais non autrement, & que cela prouve même qu'il n'y en avoit point; que quand le Commendeur de Carentoir & le Chapitre de Matignon consentiroient à paier pour un Vicaire ce ne seroit pas une regle pour le Chapitre de Saint Brieuc; que d'ailleurs la deliberation du Chapitre de Matignon n'est pas en forme; qu'elle est signée d'un seul Chanoine Prêtre, & que les autres ne sont qualifiés ni Chanoines ni Prêtres ni même Ecclesiastiques.

9. 3°. Qu'il n'y à point icy de déni de Justice veritable; que le déni de Justice est une dénégation de droit selon tous les Auteurs, quand on refuse de rendre justice aux Parties, quand les Juges font refus, ou sont négligens de juger la cause, instance ou procès qui sera en état, disent les Ordonnances; qu'ici il n'y a rien de tout cela; que si par le déni de Justice on entend le déboutement d'une demande juste, que ce peut être un moien d'apel simple devant les Superieurs Ecclesiastiques, mais non un moien d'abus;

15. May
1736.

bus ; que l'Edit de 1695. ordonne aux Cours Souveraines de prononcer simplement qu'il y a abus ou non sans entrer dans le fonds ; & qu'il y a bien de la difference , selon les Auteurs , entre le déni de Justice & le débouté d'une demande que l'on prétend juste : Masuer *T. 1. des ajournemens*. Ragueau, *Glossaire verbo déni de justice* Papon *L. 19. T. 1. n. 30.* des Peisses *T. 3. T. 12. L. 1. art. 1. n. 15.* Castet *questions sur les mat. beneficiales Tome 2. q. 9. p. 142.* Ordonnance de 1667. *T. 25. art. 2. & 4.* qu'ainsi quand les griefs qu'à plaidés l'appellant seroient plus solides , quand il y auroit des Rivières considerables , quand le Recteur , contre le bon ordre , seroit obligé de dire la Messe , de trois Dimanches l'un , à la Chapelle du Temple , quand il y auroit un plus grand nombre de Paroissiens , ce seroient des moïens à représenter au Metropolitain , & non pas à proposer dans un relief d'appel comme d'abus. Qu'au surplus ces faits ne sont pas si certains qu'on le dit ; que les Evêques se sont fait représenter les Registres depuis 25. ans ; qu'ils ont vû les rolles des Communians ; qu'ils ont fait enquête *de commodo & incommodo* ; que la Chapelle du Temple ne fut jamais une Succursale & quelle n'est pas éloignée d'un demi-quart de lieuë de l'Eglise matrice ; que Mr. de Boissieu en 1719. & l'Evêque actuel ont vû & connu par eux mêmes tous ces faits.

Quand à l'appellation des Chanoines de Matignon , Maître Bertin a dit que les Décimateurs devoient au Chapitre de Saint Briec liberation de dépens & de sommes avancées ; que le Chapitre de Matignon dit à present que ses Dîmes ne valent que 20. liv. & qu'il a été imposé à 20. liv. 13. sol. 6. den. mais que premièrement il n'y a pas de preuve que les Dîmes ne valent que 20. liv. que d'ailleurs ce reglement n'est que provisoire & jusqu'à Jugement definitif ; qu'il faudra nécessairement un nouvel égail ; qu'ainsi le Chapitre de Matignon ne souffre véritablement aucun grief. Maître Bertin a conclu à ce que les appellans soient declarés non recevables dans leurs appellations tant simples que comme d'abus.

Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a divisé la discussion des appellations du Sieur Gerard en quatre parties. La premiere concerne le chef des noiales ; la se-

15. May
1736.

conde, la Dîmes des agneaux; la troisième a pour objet le champ dit St. Paul; & la dernière comprend les moïens d'abus & les lettres de restitution.

10. Premièrement quant aux novales il est certain par la Déclaration de 1686. qu'elles apartiennent aux Recteurs qui ont opté pour la portion congrüe & que ces novales leur apartiennent du jour de l'option.

L'option a été faite en 1686. par le sieur Cado lors Recteur. Ainsi les novales postérieures à 1686. apartiennent aux Recteurs & il y a erreur dans la Sentence qui ne les ajuge que depuis 1690. Il est vrai que le Recteur n'ayant pas justifié ce fait, les Présidiaux ne pouvoient faire autrement. Ainsi sur ce point nous sommes d'avis de prononcer outre & par sur la déclaration des parties de Maître Bertin de consentir que le sieur Gerard jouisse des novales depuis 1686. du jour de l'option.

Venons à la Dîme des agneaux & au champ St. Paul.

11. Premièrement, quant à la Dîme des agneaux, si c'est un ancien fonds de la Cure, il est constant par les Déclarations du Roi de 1686. & 1690. que le Curé qui opte pour la portion congrüe en argent, est obligé d'abandonner les anciens fonds de la Cure au profit des Décimateurs qui payent la portion congrüe, à l'exception des Novales postérieures & des offrandes. Ce sont les termes de ces Déclarations.

Il ne s'agit donc ici que de sçavoir si la Dîme des agneaux est comprise dans les anciens fonds de la Cure ou non. Si elle y est comprise le Curé est obligé de les abandonner.

Or cette Dîme est comprise entre les anciens fonds de la Cure dans la transaction de 1690. & dans les déclarations faites au Bureau des gens de main morte en 1703. & 1714. On ne peut donc s'empêcher de croire qu'elle fait partie des anciens fonds de la Cure; elle est par conséquent au nombre des fonds que le Curé doit abandonner s'il demande sa portion congrüe en argent; & la contestation que l'appellant fait à ce sujet nous paroît mal fondée.

On peut dire même qu'il est non recevable à faire cette

contestation, aiant reconnu le contraire, aiant pris du Chapitre cette Dîme à ferme après la contestation qu'il avoit formée au Présidial.

Chap. XII.

15. May
1736.

Le Recteur a dit à cette Audience que la Dîme est contestée par le Général. Il a produit une délibération du 23. Novembre 1733. & une assignation d'un particulier de Pleboul qui se prétend exempt de la Dîme.

On peut répondre qu'il ne s'agit point icy du Général, & que si la Dîme d'agneaux n'est point due le Recteur n'abandonne rien; que si dans la suite le Général conteste, ce sera l'affaire du Chapitre de St. Brieuc & des Décimateurs pour se faire paier; que dans cette délibération les délibérans conviennent que la Dîme a été païée par quelques particuliers. Enfin les actes de 1690. 1703. & 1714. prouvent que c'est un ancien fonds de la Cure, & que la délibération du Général est évidemment l'ouvrage du Recteur de Pleboul.

On a dit encore qu'il avoit été ordonné au Chapitre de mettre en cause sur ce point le Général de Pleboul & qu'il ne l'a point fait.

On peut répondre à cet égard que le Chapitre aiant alors affermé cette Dîme au Recteur même, le Chapitre n'étoit pas obligé de mettre en cause le Général de la Paroisse.

Nous ne nous arrêterons pas à ce qui a été plaidé sur le droit des Curés pour percevoir les Dîmes des agneaux. Ce droit pour les Curés à portion congrue pouvoit avoir lieu avant les dernières Déclarations de 1686. & 1690. mais il ne subsiste plus depuis ces décisions solennelles. Aussi tous les Arrêts que l'on a cités sont antérieurs à ces Déclarations.

Passons maintenant au champ d'un journal que le Recteur appelle le champ St. Paul. Nous répéterons ici le même principe que nous venons d'établir pour la Dixme des agneaux.

Si ce champ d'un journal est un ancien fonds de la Cure, le Curé qui opte la portion congrue en argent, est obligé de l'abandonner suivant les termes des Déclarations de 1686. & 1690.

15. May
1736.

Or il paroît par la transaction de 1690. & par les déclarations faites en 1703. & 1714. que le champ d'un journal est un ancien fonds de la Cure. On ne peut donc s'empêcher de convenir que ce champ doit être abandonné par le Curé qui prétend avoir la portion congrüe en argent.

On peut dire encore que le sieur Gerard est non recevable à contester l'abandon, puisque lui même a exécuté la Sentence en ce point; & que dans la signification il a offert de passer en déduction de sa portion congrüe les deux années de jouissance de ce champ qu'il a été condamné de restituer.

Pour éluder cette condamnation le sieur Gerard a allégué au Présidial que le champ d'un journal étoit le champ St. Paul; que le champ St. Paul étoit l'hypothèque de huit boisseaux de froment dûs à la Fabrique pour une Fondation; & il a produit plusieurs comptes pour prouver que ces huit boisseaux ont été païés.

Mais premièrement, il n'est point prouvé au procès que ce champ d'un journal soit le même que le champ St. Paul. Il y a même une présomption contraire par la valeur de la pièce d'un journal qui n'est affermée que 5. liv. & dont le sieur Gerard n'est condamné à paier deux années de jouissances que sur le pied de 5. liv. au lieu que le champ St. Paul produisoit au moins huit boisseaux.

En second lieu, le sieur Gerard a prétendu que le champ St. Paul étoit l'hypothèque d'une fondation; & il a été condamné à le prouver. Il ne l'a point fait. En troisième lieu, par les comptes qu'on a produits on ne voit point que la rente de huit boisseaux qui étoit anciennement sur le champ S. Paul, ait été païée depuis 1573. Ainsi nous ne croïons point que le Recteur puisse revendiquer la pièce d'un journal ni même le champ St. Paul en cas qu'il s'en trouve.

Pour autoriser cette contestation on a produit une assignation donnée en 1735. par trois particuliers se disant Marguilliers de Pleboul au Recteur pour abandonner le champ St. Paul à la fabrique. Cette assignation donnée à Matignon n'a été suivie d'aucune Sentence & paroît assés collusoire.

St. Paul

12. Passant aux moïens d'abus & aux lettres de restitution, nous dirons d'abord que les lettres de restitution dépendent des moïens d'abus. S'il n'y a pas d'abus il faut débouter des lettres de restitution, parce qu'en ce cas elles ne sont pas recevables. Mais s'il se trouvoit de l'abus nous serions d'avis de faire droit sur les lettres de restitution, parce qu'il est de maxime que l'abus ne se couvre point, qu'il ne peut se prescrire, qu'une partie ne peut jamais donner de compétence à un Juge radicalement incompetent, tel que seroit le Juge Ecclesiastique s'il y avoit réellement abus dans son Ordonnance. Ainsi nous le répétons le sort des lettres de restitution dépend de l'abus.

13. Premièrement, il est de maxime fondée sur les Déclarations du Roi qu'il appartient aux Evêques d'établir des Vicaires dans les Paroisses. Ce sont les termes exprès de ces Déclarations. C'est donc aux Evêques à juger de la nécessité & de l'utilité des Vicaires. Ce sont encore les termes de l'Edit de 1695. *dans les lieux où ils estimeront nécessaires.*

Le sieur Gerard ne peut nier ces principes; mais il prétend que les Evêques ne peuvent supprimer les Vicaires sans abus. Nous le croïons ainsi pour les Paroissiens qui sont en possession d'avoir un Vicaire, & qu'ils n'en peuvent être deboutés sans abus par un Evêque, parce qu'il ne peut pas leur ôter ce droit dont ils sont en possession. Les Cours Souveraines sont même obligées de maintenir les possessions des Généraux de Paroisse contre les entreprises que pourroient former les Prélats.

La Déclaration de 1686. semble ordonner aux Evêques de conserver les Vicaires dans les lieux où il y en a. *Voulons que dans les lieux où il y a presentement des Vicaires ils soient payés, &c.*

C'est à ce sujet que revient l'Arrest de ce Parlement rendu en 1686. qui débouta de la demande d'être renvoïé devant l'Evêque pour juger de la nécessité d'un Vicaire à Vitré, étant prouvé par titres que les Paroissiens étoient en possession d'en avoir un.

La question doit donc se réduire ici à sçavoir, non pas

15. May,
1736.

15. May
1736.

si l'on doit établir un Vicaire à Pleboul (car il faut avouer que cette question n'est pas de nôtre compétence) mais si les Evêques de St. Briec ont supprimé les Vicaires. Pour cela il faut sçavoir s'il y en avoit à Pleboul; car s'il n'y en avoit point, il est clair qu'on ne les a point supprimés.

Mais par toutes les pièces qui nous ont été communiquées nous ne voyons point cette possession.

Premièrement, dans la requête du sieur Gerard présentée en 1734. au Révérend Evêque il convient n'avoir point de Vicaire. Secondement, dans la requête du sieur Nivet prédécesseur en 1719. il est dit la même chose. Donc en 1734. & 1719. il n'y avoit point de Vicaire.

On nous a communiqué à la vérité des Extraits de 1617. 1619. 1620. 1640. 1652. & un de 1687. signés de Prêtres qui se qualifient Vicaires de Pleboul.

Mais premièrement, depuis ce tems on n'en a apporté aucun; & voilà déjà un laps de tems de 50. années. En second lieu, l'Extrait de 1687. le plus récent est le moins considérable, parce qu'en 1686. le sieur Cado lors Recteur demandoit un Curé: preuve qu'il n'y en avoit point & qu'il pût faire signer un Prêtre comme Vicaire, sans qu'il fût nommé par l'Evêque. 3°. Ce même Recteur transigea en 1690. sur la portion congrüe avec les Décimateurs & il ne fut fait aucune mention du Vicaire.

De là on peut conclure que n'y ayant point eu de Vicaire à Pleboul depuis 1652. ou si l'on veut depuis 1687. les Evêques de St. Briec ne les ont point supprimés en 1719. & 1734. Il n'y a donc point d'abus dans leurs Ordonnances, puisqu'il ne peut y avoir d'abus qu'autant qu'il y a suppression.

14. On dit pour second moien qu'il y a abus, parce qu'il y a déni de justice & que le déni de justice est un abus.

Distinguons. Lorsque le Supérieur Ecclesiastique dénie la justice, lorsqu'il refuse de faire droit aux Parties, on peut être apellant comme d'abus, parce qu'un des principaux devoirs du Roi & des Cours Souveraines, dans l'administration de la Justice, est d'employer leur autorité pour

faire rendre justice aux Citoïens. Elles sont tenuës d'empêcher les vexations & le déni de Justice est une grande vexation.

Nous tenons donc pour maxime qu'en ce cas il y a lieu à l'apel comme d'abus.

Quant au debouté d'une juste demande, il nous paroît que le Roi a interdit sur cela la connoissance au Juge Séculier, sans quoi tout déboutement d'une demande formeroit un abus.

Nous croïons cependant qu'il ne faudroit pas pousser trop loin ce principe en faveur de la Jurisdiction Ecclesiastique, & qu'il y a des cas où l'injustice évidente formeroit un moïen d'abus véritable.

Nous tirons cette consequence de l'Edit de 1695. même qui non-seulement admet pour moïen d'abus la calomnie par exemple, mais permet même en ce cas d'intimer les Evêques personnellement. La calomnie est ici la même chose qu'une évidente injustice.

On le peut induire encore du même Edit sur la disposition qui donne aux Prélats le droit de regler les honoraires des Ecclesiastiques. Si (ce qui n'est pas à croire) des Prélats contreviennent à la modération prescrite par cet Edit, si trompés par des inferieurs, ils adoptoient un tarif exorbitant & qui iroit à l'opression des peuples, qui peut douter qu'il n'y ait lieu à l'apel comme d'abus parce qu'il y auroit injustice évidente ?

Mais, nous le répétons, il faudroit qu'elle fut évidente. Voïons donc si elle l'est dans l'espece du procès.

Pour prouver l'affirmative on dit qu'il y a près de 700. Paroissiens & on apuie ce fait sur deux dénombremens faits en 1687. & en 1735. On dit qu'il y a une Succursale dans laquelle les Recteurs sont obligé de dire la Messe de trois Dimanches l'un, & tous les jours de la Vierge, & l'on tire ce fait d'une copie de Sentence de l'Officialité de Lambale, & de la déclaration des Prêtres en 1687. On dit qu'il y a un bras de mer entre ces deux Eglises, & qu'elles sont distantes d'une demie lieuë.

Mais on peut répondre que ces faits ne sont pas assez

15. May
1736.

certaines pour prouver une injustice évidente. Les pièces produites au soutien de ces faits n'ont aucune autorité. Les déclarations pour le dénombrement sont faites par le Recteur & les Prêtres, parties intéressées en 1687. & la déclaration de 1734. de même par deux personnes qui ne savent pas lire. La Sentence de l'Officialité pour la Chapelle du Temple n'est ni signée ni en forme; elle est sur papier commun.

Ces faits sont à la vérité allégués dans la production du Recteur en 1687. Mais il y a une présomption contraire dans les Ordonnances des deux Evêques, dans l'information *de commodo* qui fut faite & qui est référée dans le vû de l'Ordonnance, dans la représentation des Registres faite alors, dans la représentation des dénombremens, pièce signée du Recteur actuel même, dans l'Ordonnance du Révérend Evêque de 1734.

Il faut avouer que les faits que l'on a plaidés sont touchans, que s'ils étoient justifiés il paroîtroit nécessaire qu'il y eût un Vicaire; mais les loix nous paroissent s'opposer à ce que les Juges Séculiers jugent de cette nécessité.

Si les Parties avoient demandé qu'on fût obligé de représenter de part & d'autre les pièces mentionnées dans l'Ordonnance de l'Evêque, telles que l'enquête *de commodo & incommodo*, & les dénombremens qui y sont certés, peut-être nous serions nous portés au dernier parti. Mais après tout à quoi cette représentation pourroit-elle conduire? Puisqu'il n'y a point de suppression de Vicaire, la Cour se trouveroit toujours hors d'état d'en ordonner l'établissement.

Peut-être aussi auroit-on pu ordonner que le Général seroit mis en cause. Déjà le Présidial l'avoit ordonné au sujet de la Dîme des Agneaux. Mais on ne doit pas se porter volontiers à donner des procès à des Généraux. D'ailleurs que pourroit dire ici le Général? Sa plus forte raison seroit d'alléguer qu'il lui faut un Vicaire & la Cour est hors d'état de l'ordonner.

Quant à la Dîme des agneaux & le champ Saint Paul le droit du Général (s'il en a) ne sera jamais détruit par l'Arrest.

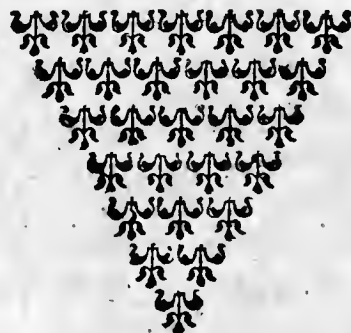
Sur l'appel des Chanoines de l'Eglise de Matignon on doit convenir que l'objet en paroît bien léger. Il est vrai que les Religieux de St. Jacut avoient sommé chaque Décimateur de déclarer le vrai produit de la Dîme qu'il percevoit en la Paroisse de Pleboul, qu'ils déclarerent en percevoir pour 50. livres de revenu annuel, & que les Chanoines de Matignon par un écrit du 15. Juillet 1735. déclarerent que ce qu'ils possédoient de Dîmes en cette Paroisse ne leur produisoit, & ne leur avoit jamais produit que 20. livres de rente. Il est encore vrai que le Chapitre de St. Brienc n'a jamais fait déclaration du vrai produit de ses Dîmes : mais la Sentence du 12. Août 1735. entreprise par la Collegiale de Matignon ne la condamne de contribuer au paiement de la portion congrüe, à raison de 20. livres 13. sols 9. deniers par an, que jusqu'à la décision de l'appel du sieur Gerard. Il faudra bien faire un nouveau régallement, en vertu de l'Arrest que vous allez rendre, puisque les anciens fonds de la Cure diminuëront à proportion cette portion congrüe. Les Chanoines de Matignon auroient donc pû attendre une fixation definitive. Mais dans le droit étroit le Présidial de Rennes n'a pas dû statuer, sans au préalable obliger tous les Décimateurs de faire déclaration du revenu de leurs Dîmes. La regle l'exigeoit. Les Chanoines de Matignon peuvent souffrir un grief, modique à la verité, mais irreparable si la Sentence subsiste quant aux quartiers échus anterieurement, puisque la provision ne tombe que sur les termes à venir. Cette réflexion nous détermine à penser qu'il y a lieu de faire droit dans l'appel des Chanoines de Matignon ; & en leur décernant acte de leurs offres de contribuer proportionnellement à la portion congrüe du Recteur de Pleboul, réformant, renvoyer les Parties au Présidial de Rennes, pour entre tous les Décimateurs sur le revenu annuel de leurs Dîmes être procédé au reglement au marc la livre de ce que chacun doit contribuer.

Par Arrest du 15. May 1736. à l'Audience publique, la Cour a décerné acte au Chapitre & aux Religieux de la déclaration par eux faite de ne prétendre que les Dîmes

15. May
1736.

15. May
1736.

novales anterieures à l'option de la portion congrüe en argent consommée par l'un des précédans Recteurs de Pleboul en 1686. & en conséquence sans s'arrêter aux lettres de restitution dudit Gerard dont elle l'a débouté, faisant droit dans les apellations des Sentences des 14. Mars 1734. & 14. Juin 1735. a mis & met lesdites apellations au néant, condamne l'apellant en l'amende ordinaire au Roi; & faisant droit dans les apellations comme d'abus, dit qu'il n'y a abus, condamne l'apellant en l'amende de 75. livres; & dans l'apel interjetté par les Chanoines de Matignon de la Sentence du 12. Août 1735. en conséquence des offres par eux faites de contribuer au payement de la portion congrüe dont est question, à proportion de ce qu'ils perçoivent de Dîmes dans ladite Paroisse de Pleboul, a mis & met ladite apellation & ce, corrigeant & réformant, ordonne que par-devant les Présidiaux de Rennes il sera procédé à un nouveau régallement entre tous les gros Décimateurs de ladite Paroisse pour la contribution à la portion congrüe, lesquels seront tenus de déclarer chacun en particulier la quotité des Dîmes qu'ils possèdent dans ladite Paroisse, suivant ladite proportion de ce que chacun d'eux perçoit de Dîmes dans ladite Paroisse de Pleboul. Condamne la Partie de Frey aux dépens vers celle de Bertin, condamne ledit Chapitre de St. Briec aux dépens vers les Parties de Bonamy, sans que néanmoins le présent Arrest puisse nuire ni préjudicier au Général de ladite Paroisse.



C H A P I T R E X I I I.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Les Droits d'obliger les Gens de Main-morte à donner l'homme vivant, mourant & confisquant pour les heritages sujets à rachat & à paier l'indemnité au Seigneur sont imprescriptibles.

LE 28. Juin 1654. Messire Pierre Jegado Seigneur de Kollain Fondateur de l'Abbaye de Klot fit l'assiete de la fondation; & au mois de Juillet suivant l'Abbesse prit possession en personne de tous les héritages compris en cette assiete.

Il fut fait en consequence des bannies afin d'apropriement dans six Paroisses où étoient situés les héritages; & l'apropriement se fit le 19. Aoust 1655. aux Plaids généraux du Présidial de Quimper.

En 1673. 1679. & 1680. les Domaniers des biens dépendans de la fondation fournirent à l'Abbaye des déclarations dont plusieurs furent rapportées par des Notaires de la Jurisdiction & Baronie de Pont.

Mr. le Duc de Richelieu étoit alors Propriétaire de cette Baronie. Il la posséda plus de 30. ans depuis la fondation, sans former aucune action à l'Abbaye. Ce ne fut qu'en 1685. que cette terre fut acquise par M. Dernothon.

Au mois d'Avril 1707. la Dame Sachot Abbessé de Klot rendit aveu à M. Dernothon pour les héritages mouvans de la Baronie de Pont. Cet aveu fut reçu au mois de May suivant.

La Dame de Goesbriand qui avoit succédé à la Dame Sachot fut assignée au mois d'Avril 1721. par M. Dernothon en sa Jurisdiction de Pont. Les conclusions de cette action tendoient à ce que l'aveu fût jugé défectueux & qu'il en fut rendu un nouveau, faute de quoi il fût permis de saisir seodalement; que l'Abbesse fût condamnée de donner un homme vivant, mourant & confisquant; & faute de l'avoir fourni de paier les rachats échus par le décès des précédentes Abbesses, avec le droit d'indemnité, les cheffrentes dûes sur les vilages de Kadilly & de Khua Isellaf & les autres droits Seigneuriaux.

Au mois de Juin 1721. l'Abbesse & les Religieuses con-

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

sentirent par leurs défenses de fournir aveu : Elles demanderent seulement un délai pour le faire & la communication de quelques pièces référées dans la demande du Seigneur ; mais elles soutinrent qu'il n'étoit pas recevable plus de 60. ans depuis qu'elles étoient en possession à demander l'homme vivant ; mourant & confisquant , ni le droit d'indemnité. Elles firent sur ces deux chefs une contestation formelle & demandèrent le renvoy devant les Juges supérieurs. Enfin elles rendirent aveu le 12. Decembre 1721. après une Sentence du 30. Octobre qui les y avoit condamnées.

M. Dernothon aiant encore impuni cet aveu , il intervint le 23. Mars 1722. une Sentence en sa Jurisdiction , par laquelle il fut ordonné que l'Abbaye rendroit un nouvel aveu , dans lequel elle nommeroit un homme vivant , mourant & confisquant , avec reconnoissance des devoirs d'obéissance , foi , hommage , & rachat , & d'une chef-rente de 4. mesures d'avoine & une geline sur le Village de Khua Ifellaf.

Le paiement du droit d'indemnité fut l'objet d'un autre disposition ; & pour le reglement de ce droit la communication de l'acte de fondation & des autres titres de l'Abbaye fut ordonnée.

Au mois de Septembre suivant M. Dernothon fit apposer la saisie féodale faute d'aveu.

Sur le contredit de la Sentence du 23. Mars 1722. porté au Présidial de Quimper par l'Abbesse de Klot & renvoyé ensuite par Arrest au Présidial de Vannes, cette Sentence fut réformée le 7. Decembre 1725. en ce qui concernoit la chef-rente , l'homme vivant & mourant , & les rachats dont le Seigneur de Pont fut débouté.

Apel respectif de cette Sentence en la Cour , & requête de la Dame Abbesse du 13. Novembre 1733. afin de mainlevée de la saisie féodale.

Les principales questions agitées sur ces appellations sont de sçavoir , 1°. Si le droit d'exiger l'homme vivant & mourant est prescrire après 30. ans. 2°. Si l'indemnité est sujette à la prescription , & en la suposant prescriptible , de quel jour la prescription commenceroit à courir.

P R E M I E R E Q U E S T I O N.

Chap. XIII.

Si le droit d'exiger l'homme vivant, mourant & confisquant est prescrit après 30. ans.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

S O M M A I R E.

1. 8. *Explication de l'article 368. de la Coutume.*
2. 10. *Autoritez.*
3. 12. *Si l'homme vivant & mourant est donné pour conserver la Seigneurie directe, ou seulement pour donner ouverture aux casuels de Fief.*
4. *Articles 289. & 290. de la Coutume.*
5. 9. *Jurispudence. Declaration du Roi de Novembre 1724.*
6. 13. *Si la prescription du droit d'exiger l'homme vivant & mourant devoit commencer à courir avant l'expiration des 30. ans donnez au Seigneur pour faire vuider les mains & avant l'exhibition du contrat faite au Seigneur.*
7. 11. 13. *Art. 281. 294. & 364. de la Coutume.*
14. *Faute d'avoir donné l'homme vivant & mourant le rachat est ouvert à la mort de chaque titulaire; & lorsqu'il n'y a pas de titulaire il est dû un dédommagement au Seigneur.*

Raisons pour la prescription.

1. **P**AR l'article 368. de la Coutume le Seigneur n'a que 30. ans pour obliger les gens de main-morte à vuider leurs mains ou à donner un homme vivant, mourant & confisquant. Le même article borne, après les 30. ans, le droit du Seigneur à la seule indemnité.

Cet article fait marcher d'un pas égal la faculté de faire vuider les mains & celle d'exiger l'homme vivant & mourant. C'est une option que la loi donne au Seigneur & qu'il est en droit de consommer dans le tems fixé par l'article. Mais ces deux alternatives se prescrivent par le même laps de tems; & quand le Seigneur n'a exercé ni l'une ni l'autre de ces facultés dans les 30. ans, il est réduit à la seule indemnité.

Il faudroit même, pour exclure la prescription dans un des cas, établir une distinction que le texte de la Cou-
tu.

Chap. XIII.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

tume reprouve en mettant ces deux facultez au niveau l'une de l'autre & en bornant le Seigneur, après les 30. ans, au seul droit d'indemnité.

2. D'Argentré dans son Aitiologie sur l'art. 368. adopte la disposition de cet article & dit seulement que l'option appartient au Seigneur & non au Vassal qui acquiert dans son Fief; de sorte que tout son raisonnement se réduit à soutenir, comme il l'avoit fait sur l'art. 346. de l'ancienne Coûtume, que le Seigneur n'est point obligé de recevoir l'homme vivant, mourant & confisquant, & qu'il peut forcer les gens de main-morte de vider leurs mains. Mais cette décision est toujours relative à la disposition de l'art. 368. qui ne donne que 30. ans au Seigneur pour exercer l'une ou l'autre de ces deux facultez, après quoi elles sont anéanties.

Hevin sur Frain *Plaid.* 68. remarque qu'il y a des Coûtumes qui accordent conjointement au Seigneur l'homme vivant & mourant & l'indemnité; mais qu'au contraire la nôtre ne donne que l'un ou l'autre & que l'indemnité en cette Province dispense de donner l'homme vivant & mourant: d'où l'on doit conclure que le Seigneur étant réduit à l'indemnité après les 30. ans, il ne peut plus demander l'homme vivant & mourant.

M. de Perchambault & Sauvageau sur l'art. 368. sont du même avis; & à cette décision de nos Auteurs Bretons on peut joindre celle de Mr. Salvaing *ch.* 59. *p.* 320. de Basnage sur Normandie *art.* 241. de Mr. le Maître dans son *Traité des Amortissemens ch.* 6. & de Bacquet *du droit d'amortissement ch.* 53.

On objecte, 1°. Que l'homme vivant & mourant est donné pour reconnoissance de la Seigneurie directe, & que cette Seigneurie étant imprescriptible, le droit du Seigneur pour demander l'homme vivant & mourant doit l'être aussi.

2°. Que l'imprescriptibilité est établie par les art. 289. & 290. de la Coûtume.

3°. Que l'imprescriptibilité & le droit d'exiger l'indemnité & l'homme vivant & mourant *cumulative* sont établis par plusieurs Arrêts & par la Déclaration du Roi du mois de Novembre 1724.

4°. Que la prescription ne pourroit courir contre le Seigneur que du jour qu'il auroit consommé l'option ou que l'exhibition lui auroit été faite.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

3. *RE'PONSES.* 1°. L'homme vivant & mourant n'est point donné pour conserver la Seigneurie directe; elle subsiste & elle est imprescriptible indépendamment de l'hommage de l'homme vivant qui n'est que pour conserver les rachats & pour y donner ouverture. C'est de cette directe Seigneurie, seul caractère essentiel du Fief, que les Réformateurs ont parlé quand ils ont décidé qu'il ne pouvoit y avoir de prescription entre le Seigneur & le Vassal. Cette essence du Fief se conserve indépendamment des rachats & des lods & ventes qui sont seulement *ex naturalibus feudi*, suivant d'Argentré, & dont une terre peut être exemptée sans que la féodalité soit détruite.

L'homme vivant & mourant n'étant établi que pour donner ouverture au rachat, il résulte de la nature même du rachat, qu'il n'est pas donné pour conserver la substance du Fief, & qu'il peut se prescrire sur tout en une Coutume qui par l'art. 281. admet la prescription des droits naturels de Fief, & dans laquelle d'Argentré dit que *nihil effugit prescriptionem quadragenariam*.

4. 2°. Les articles 289. & 290. de la Coutume sont sans application. Ils n'ont qu'un objet limité qui n'a aucun rapport à l'espèce du procès. D'Argentré soutient même art. 277. *verbo longue tenuë*, que le Vassal peut néanmoins acquérir la prescription. Enfin la maxime *qu'entre le Seigneur & le Vassal longue tenuë ne nuit*, ne s'entend que de la féodalité contre laquelle le Vassal ne peut prescrire, au lieu que les profits casuels & les droits même naturels sont sujets à la prescription en plusieurs cas.

On peut d'autant moins appliquer les articles 289. & 290. au droit d'exiger l'homme vivant & mourant, que la Coutume a prévu ce cas & l'a décidé par une loi positive & particulière qui soumet ce droit à la prescription de 30. ans.

5. 3°. Les Arrêts qui ont été objectés ne décident point la question pour le Seigneur : celui de 1708. rendu au profit du sieur de Bouvans est même absolument fa-

Chap. XIII.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

avorable aux gens de main-morte. Cet Arrest ne condamne les Paroissiens de Commana de païer l'indemnité & de fournir l'homme vivant, mourant & confisquant que pour les héritages acquis depuis 40. ans.

D'ailleurs la loi étant claire, des décisions particulieres ne peuvent prévaloir à ses dispositions. *Non exemplis sed legibus est judicandum.*

La Déclaration du Roi de 1724. n'a point été enregistrée au Parlement. Elle ne concerne que l'amortissement & l'indemnité due au Roi. Enfin elle ne contient aucune dérogation à la Coûtume. Ainsi l'on n'en peut tirer de conséquence contre l'article 368.

6. 4°. Il n'est pas permis d'éluder les termes de la Coûtume ni de faire des distinctions où la loi n'en fait point. Quand l'art. 368. decide que la Seigneurie ne pourra plus après 30. ans exiger l'homme vivant & mourant, il n'ajoute point que cette prescription ne commence à courir que du jour de l'exhibition des titres. Ainsi la prescription, introduite par la Coûtume en faveur des gens de main-morte contre le Seigneur, doit se compter depuis le tems de leur possession. Mr. de Perchambault. pag. 479. de sa Coûtume in quarto. D'Argentré art. 346. vet. Conf.

Cette verité ne peut souffrir de doute dans l'espece d'une possession aussi publique que celle de l'Abbaye depuis son établissement.

7. L'article 281. confirme encore ces principes. Il établit la prescription des rachats du jour qu'ils sont échus. *Simplex cessatio præscriptionem inchoat & 30. annis continuata perficitur*: dit d'Argentré.

Il est vrai que le même article fait une exception pour les lods & ventes, & decide que la prescription de 30. ans ne commencera que du jour de l'exhibition. Mais cette exception confirme la règle dans tous les autres cas.

D'ailleurs il est de maxime qu'à l'égard des lods & ventes même la prescription de 40. ans a lieu sans exhibition. Cette prescription équivaut parmi nous à la centenaire & tout ce qui est prescriptible cède à cette prescription. Ainsi quand il y auroit à l'égard des rachats une disposition pareille

reille à celle qui ne concerne que les lods & ventes, la faculté d'exiger l'homme vivant & mourant pour la conservation du droit de rachat se prescriroit par 40. ans sans exhibition.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Raisons contre la prescription.

8. Le véritable & l'unique sens de l'article 368. de la Coutume est que le Seigneur n'a que 30. ans pour obliger les gens de main-morte à vider leurs mains, & qu'après ce delay il a une faculté indéfinie d'exiger l'indemnité.

Il est vrai que le sens littéral de l'article semble accorder aux gens de main-morte l'alternative de déguerpir ou de donner l'homme vivant & mourant : mais ce sens forcé a été condamné par la jurisprudence ; & il est de maxime que les gens de main-morte n'ont pas la faculté de se soustraire à l'obligation de déguerpir dans les 30. ans. D'Argentré *dans son aitiologie* & Sauvageau *sur cet article*.

Cette disposition de la Coutume ne fait donc pas perdre au Seigneur, après 30. ans, le fonds de ses droits féodaux. Elle le prive seulement, après ce tems, de la faculté d'obliger les gens de main-morte à vider leurs mains. Elle ne soumet à la prescription que cette faculté ; & loin que le droit de faire donner l'homme vivant & mourant, après les 30. ans, soit prescrit, il est conservé par la disposition finale qui donne au Seigneur un délai illimité pour demander l'indemnité en entier.

9. Aussi la Cour a perpétuellement décidé que le Seigneur avoit la faculté de demander l'homme vivant & mourant *cumulative* avec l'indemnité, parce que le premier droit est dû pour la conservation des droits de foi & hommage, confiscations & rachats, au lieu que l'indemnité n'est que le dédommagement du droit de lods & ventes. L'Arrêt du 19. Janvier 1708. l'a jugé au profit du sieur de Bouvans contre le Général de la Treve de S. Sauveur de Commana, sans limitation des droits d'homme vivant & mourant acquis avant ou depuis les 40. ans ; & si le droit d'indemnité ne fut ajugé que pour les héritages acquis depuis les 40. ans, ce fut seulement parce que le sieur de Bouvans y avoit borné sa demande.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

La même maxime est établie par deux Arrêts des 23. Juin & 9. Novembre 1723. le premier rendu au rapport de Mr. du Pargo, & le second au rapport de Mr. Dandigné au profit des Demoiselles de Bienassis contre le Général de la Chapelle de S. Jacques Succursale de Pouldegrat. L'espèce de ce second Arrêt sera expliquée sur la seconde Question

La Déclaration du Roi du mois de Novembre 1724. enregistrée au Parlement le 10. Avril 1725. prouve également que ces droits sont dûs *cumulative*.

10. Ainsi le sentiment de M. Hevin, de Mr. de Perchambault & de Sauvageau, qui ne donnent au Seigneur que l'indemnité & qui l'excluent de la prestation de l'homme vivant & mourant, est une erreur, détruite par leur raisonnement même, puisqu'ils avoient qu'en ce cas l'indemnité est plus forte.

D'ailleurs aucun de ces Auteurs ne fixe à 30. ans la prestation de l'homme vivant & mourant : & il résulte même de leur sentiment une preuve négative. Car si cette prescription avoit lieu, le Seigneur ne seroit pas recevable à demander une indemnité plus forte pour la privation de ce droit dont le fonds seroit totalement détruit par la prescription.

Les autres autorités qu'on cite pour la prescription ne sont pas plus décisives. Basnage rapporte un grand nombre d'autorités qui établissent l'imprescriptibilité & le droit d'exiger l'homme vivant & mourant *cumulative* avec l'indemnité ; & il finit en disant que pour priver le Seigneur de ce droit il a fallu faire une disposition expresse en faveur de l'Eglise par l'art. 141. de la Coutume de Normandie. Ainsi notre Coutume n'ayant établi aucune prescription pour ce droit, on doit conclure qu'il est imprescriptible. M. Salvaing, à l'endroit cité, confirme le sentiment de Mr. Dolive & de Bacquet, qui donnent pour règle certaine qu'on ne prescrit point contre la prestation de l'homme vivant & mourant dû au Seigneur en reconnaissance de sa supériorité pour faire la foi & l'hommage & pour donner par son décès ouverture au rachat ou relief.

11. Ces principes ont une parfaite application à la dispo-

sition de nôtre Coûtume, qui dans les articles 281. 294. & 364. reprouve toute prescription entre le Seigneur & le Vassal pour les droits essentiels ou naturels du Fief.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

12. La distinction qui a été faite des droits essentiels & des droits naturels du Fief est fort inutile. L'homme vivant & mourant est donné pour couvrir le Fief & pour faire la foi & l'hommage. C'est donc en reconnoissance de la féodalité. Ainsi ce droit est de l'essence même du Fief. Mais quand il n'auroit pour objet que les rachats, on est forcé de reconnoître que le rachat est au nombre des droits naturels du Fief. Or le fonds des droits naturels du Fief n'est pas sujet à la prescription, puisqu'elle n'a pas même lieu pour le fonds des droits accidentels du Fief. Aussi d'Argentré sur l'art. 346. *gl. 2. n. 2.* en décidant que la prestation de l'homme vivant & mourant est indépendante de l'indemnité, dit que ces deux droits ne se peuvent prescrire.

Enfin on prouvera sur la question suivante que l'indemnité est imprescriptible. Il doit en être de même d'une prestation qui a pour objet la conservation des droits essentiels & naturels du Fief. Il y a même de la contradiction à soutenir qu'elle se prescrit par 30. ans, pendant qu'on est obligé de reconnoître que l'indemnité ne peut être prescrite que par 40. ans & qu'elle est plus forte lorsque l'heritage est sujet à rachat.

13. Mais si la prescription pouvoit avoir lieu elle ne commenceroit à courir que du jour de l'exhibition du contrat d'acquisition. C'est l'esprit de l'art. 281. de la Coutume; & la jurisprudence a confirmé cette maxime par les deux Arrêts des 15. Decembre 1703. & 9. Novembre 1723. dont on rapportera l'espece sur le chef de l'indemnité, & par un autre Arrêt du 23. Juin 1723. contre les Religieuses Ursulines de S. Paul de Leon.

14. Faute d'avoir donné l'homme vivant & mourant le rachat s'est ouvert par la mort de chaque Abesse du Pineau *art. 112. de la Coutume d'Anjou.* Et l'Arrêt rendu au profit du sieur de Bouvans condamna le Général de Commanna à dédommager le Seigneur, parce que n'ayant pas de chef dont la mort pût donner ouverture au rachat, il étoit nécessaire d'y suppléer par un dédommagement.

Si l'indemnité est sujette à la prescription, & en la supposant prescriptible de quel jour la prescription commenceroit à courir.

Raisons pour l'imprescriptibilité de l'indemnité.

S O M M A I R E.

1. Ancien droit de Bretagne sur l'incapacité des gens de main morte pour acquérir. Ch. 262. de la T. A. Coût. & art. 346. de l'ancienne.
2. Effet des dispositions négatives.
3. Sentiment de d'Argentré.
4. Art. 368. de la nouvelle Coûtume.
5. 15. Indemnité substituée à la faculté perpétuelle que les anciennes Coûtumes donnoient de faire vuidier les mains.
6. 8. 12. 23. art. 281. de la Coûtume. L'indemnité tient lieu du fonds des casuels non échûs qui est imprescriptible.
7. Effet & motif du défaut de limitation de tems pour l'indemnité dans l'art. 368.
9. 13. Conséquences de l'imprescriptibilité du Droit de demander l'homme vivant & mourant. Parallele de ce Droit & de l'indemnité. Si la faculté d'exiger l'indemnité peut la faire regarder comme tout autre Droit féodal échû.
10. Autorités & Jurisprudence.
11. Discussion des autorités contraires.
12. 14. 21. Si l'indemnité peut être regardée comme un profit de Fief échû.
16. Attention de la Coûtume à fixer le tems de chaque prescription.
17. De quel jour la prescription pourroit commencer : ce ne seroit qu'après les 30. ans donnés pour faire vuidier les mains. art. 368.
18. Nécessité de l'exhibition du contrat au Seigneur pour faire courir la prescription de l'indemnité. Autorités.
19. Jurisprudence.
20. Quand la prescription court contre tous.
22. Examen des autorités contraires.
24. Difference de l'indemnité & de l'amortissement purement conventionnel des profits feodaux.

1. Anciennement en Bretagne les Seigneurs n'étoient point obligez de se contenter de l'indemnité pour

les acquisitions des gens de main morte. Le droit de faire vuider les mains étoit imprescriptible & perpétuel. Ainsi en prouvant que l'indemnité, droit introduit par l'art. 368. de la nouvelle Coûtume, a pris la place de l'ancien droit qui étoit perpétuel, que l'indemnité le représente & qu'elle y a été substituée, on sera en droit de conclure qu'en Bretagne l'indemnité est un droit également perpétuel qui ne se prescrit point.

22 Juin & 19
Juillet 1736

Pour faire cette preuve il paroît nécessaire d'établir d'abord le droit ancien de Bretagne au sujet des acquisitions des mains-mortes: après quoi l'on prouvera que l'indemnité a pris la place de ce droit ancien, qu'elle le représente & qu'elle y a été substituée.

Dans la très-ancienne Coûtume les gens de main-morte ne se pouvoient accroître en Fief ni acquérir; & s'ils faisoient des acquisitions, comme ils en étoient rendus incapables par la Loi, à moins que les Seigneurs de Fiefs ne les eussent relevés de l'incapacité par leur consentement, ils pouvoient être obligés perpétuellement d'en vuider leurs mains, parce que la Coûtume formant perpétuellement obstacle à leur possession, leur incapacité de posséder, pendant que les Seigneurs de Fief n'y donnoient point leur consentement, les mettoit hors d'état d'acquérir la prescription.

Cette proposition a son principe dans le chap. 262. de la très-ancienne Coûtume. Il porte » qu'il est établi du » Roi, du Duc, & des autres Princes, que tous les gens » d'Eglise ne se peuvent accroître en Fiefs qui se gouver- » nent séculièrement pour l'amortir sans la volonté de ceux » à qui ils sont, & des Seigneurs de qui les Fiefs sont te- » nus, & que nul autre en plus ne les peut amortir.

Ce droit des Seigneurs & l'incapacité des gens de main-morte continuèrent; de sorte que dans l'ancienne Coûtume qui fut réformée en 1539. la disposition de la très-ancienne Coûtume fut renouvelée pour continuer aux Seigneurs leur droit & aux gens de main-morte leur incapacité.

Gens d'Eglise (dit l'art. 346.) ne se peuvent accroître en Fiefs qui se gouvernent séculièrement pour l'amortir sans la

22 Juin & 19
Juillet 1736.

volonté de ceux de qui ils sont tenus & l'autorité du Prince, lequel & non autre, les peut amortir.

Il faut bien faire attention à ces termes de la Coûtume, *ne se peuvent accroître en Fiefs*. C'est une disposition négative qui rend la main-morte absolument incapable d'acquies, & par conséquent de posséder. Ainsi son impuissance étant un obstacle & un empêchement légal à sa possession elle la rend pareillement incapable de prescription, nul ne pouvant prescrire quand il ne peut posséder.

2. La maxime est certaine que quand la Coûtume est conçue en termes négatifs, sa disposition négative annule tout ce qui est fait au contraire. Ainsi ce qui est nul ne pouvant être confirmé, suivant cette maxime, *quod nullum est non confirmatur*, jamais la main-morte, rendue incapable d'acquies, ne pouvoit alleguer de prescription, puisque ne pouvant posséder, elle ne pouvoit excepter de sa possession. Cette possession ne pouvoit être considérée dans ce tems là que comme une simple détention incapable de commencer aucune possession valable, & par conséquent d'acquies aucune prescription.

3. D'Argentré sur l'art. 346. de l'ancienne Coûtume sur les mots *ne se peuvent accroître*, l'a dit d'une manière qui ne laisse rien à desirer, *His verbis consuetudo utitur, ut & vetus, quoties incapacitatem acquisitionis in possessore inducere voluit & impotentiam annullativam actus & juris: resistit enim ex principio acquisitionis & actum annullat, praesertim cum causa prohibitionis publicum interesse respicit; ita ut nē prescriptio quidem possit procedere.*

Il est donc certain que, dans le tems de la très-ancienne & de l'ancienne Coûtume, les gens de main-morte ne pouvoient acquies valablement, & que les Seigneurs de Fief étoient toujours en droit de les obliger de vider leurs mains (quelque long que fut le tems qui s'étoit passé depuis leurs acquisitions) sans pouvoir être obligez de recevoir l'indemnité, & sans que les gens de main-morte fussent en état d'excepter de leur possession pour se maintenir dans leur acquisition contre le Seigneur qui les vouloit obliger de vider: differens en cela du Pais de France où

22 Juin & 19
Juillet 1736.

les mains-mortes, après la possession pendant un certain tems & au moïen de l'amortissement qu'elles avoient païé au Roi, en étoient quittes en païant l'indemnité qui étoit même en quelque Coûtume soumise aux loix de la prescription. D'Argentré qui en étoit convenu, en disant sur l'art. 346. de l'ancienne Coûtume gl. 1. num. 6. que l'action d'indemnité ouverte par l'acquisition des mains-mortes se prescrit par 30. ans comme les actions personnelles, *Indemnitis petitioni si quod eâ de causâ debetur & jam excidit per acquisitionem, personalium actionum tempore præscribitur, id est triginta annis*, d'Argentré, dis-je, a si nettement déclaré & si solidement prouvé sur le même art. 346. gl. 2. qu'en Bretagne la loi & la pratique étoient contraires, qu'il ne faut que l'entendre pour convenir de l'imprescriptibilité.

Il avertit 1°. Que quand il a dit sur la première glose que le droit de faire vuider la main-morte & de l'expulser étoit prescriptible par 40. ans, il ne l'a dit que par rapport à la pratique de France & suivant son usage, & que dans nôtre Coûtume dont la disposition est contraire il n'admet en aucune manière la prescription. *Quod antè dixi præscribi juri manumissionis petendæ 40. annis respectu privatorum, jure Francorum dictum volo; sed verbis consuetudinis talibus, quæ actûs impotentiam inducunt, prescriptionem in totum non admiserim; nec illorum rationes recipio, cùm dicunt manus mortuas non esse per se incapaces sed cogendas manu mittere & pretium recipere.* Il avertit en second lieu qu'il n'approuve pas la Jurisprudence du Parlement de Paris alleguée par M. le Président le Maître, qui est qu'un Seigneur particulier autre que le Prince n'a pas le droit d'obliger la main-morte de vuider ses mains, lorsqu'elle offre un homme vivant & mourant. *Quare ne illud quidem quod arrestis Parisiens. judicatum Magister testatur isto jure admiserim, qui putat inferiorem à Principe non habere jus cogendi manum mortuam ad manumittendum feudum è manu suâ, si manus mortua hominem vicarium vendentem, morientem & confiscantem dare parata sit.*

D'Argentré avertit enfin que, quand l'opinion commune

Chap. XIII.22 Juin & 19
Juillet 1736.

& l'usage feroient en France que les Seigneurs particuliers ne pussent obliger les mains-mortes de vuider leurs mains de leurs acquisitions quand elles offrent un homme vivant, mourant & confisquant, l'on seroit toujours obligé de tenir & de juger le contraire dans nôtre Coûtume, à cause de sa disposition qui, rendant la main-morte incapable d'acquisitions, permet toujours aux Seigneurs de l'obliger de vuider ses mains sans les assujétir à la nécessité de se contenter de l'indemnité (dont ils peuvent néanmoins recevoir le prix pour le convertir en autres revenus nobles) & cela non par aucune resolution que les parties feroient de l'aliénation entr'elles, mais à raison de l'incapacité de la main-morte le Seigneur le demandant, & que par cette raison son sentiment est qu'il n'y a point lieu à la prescription, la Loi pour des causes publiques y étant opposée.

Quare & si omnes ita sentiant, & verò Francia receperit, verbis hujus statuti talibus aliud censendum & abscisse statuendum prohiberi omninò manus mortuas feuda capere & incapaces esse acquisitionum & præcisè cogendas manumittere, nec teneri indemnitàtem accipere, & si pretium pro his possit capere convertendum in alios nobiles redditus beneficentia donatorum, non per resolutionem alienationis inter partes sed per incapacitatem rei instante Domino. Sed nec præscriptionem admiserim ut Lege resistente principio acquisitionis ex publicis causis.

Cela fait bien connoître qu'anciennement en Bretagne les mains-mortes étoient par la Loi incapables d'acquisitions, qu'on pouvoit sur ce principe les empêcher d'acquiescer, que l'on pouvoit, à raison de leur incapacité, les contraindre perpétuellement de vuider leurs mains, sans être tenus de recevoir d'elles ni l'homme vivant & mourant, ni l'indemnité; que ce droit-là étoit imprescriptible à raison de l'opposition de la Loi à ce que la main-morte eût fait aucune acquisition; & que cependant il étoit en la liberté des Seigneurs de recevoir de la main-morte le prix de l'indemnité; en sorte que si elle pouvoit conserver son acquisition avec le consentement du Seigneur, elle n'en étoit jamais assurée par aucune possession tant longue pût-elle être, lorsque le Seigneur ne vouloit point souffrir

souffrir l'acquisition qu'elle avoit faite sous son Fief.

Chap. XIII.

Tel a été l'ancien droit de Bretagne sous la très-ancienne Coûtume, ainsi que sous l'ancienne. Le Droit nouveau, introduit en 1580. par la réformation de l'ancien Droit, l'a-t'il si totalement abrogé, que ce qui étoit alors imprescriptible se trouve à présent soumis aux Loix de la prescription par le nouveau droit?

22 Juin & 19
Juillet 1736.

4. L'article 368. de la nouvelle Coûtume a véritablement apporté du changement; car au lieu que par l'ancienne & la très-ancienne Coûtume les mains-mortes étoient rendues absolument incapables d'acquisitions & pouvoient être expulsées par les Seigneurs de Fief dans tous les tems, la Coûtume nouvelle y a apporté un temperament dans l'art. 368.

Gens d'Eglise & autres de main-morte, dit cet article, ne se peuvent accroître en Fiefs qui se gouvernent séculièrement, pour les amortir sans la volonté de ceux de qui ils sont tenus & l'autorité du Prince, lequel & non autre les peut amortir. Et où ils ne seroient amortis, seront tenus (le Seigneur le requérant) dans 30. ans en vuider leurs mains, ou bailler homme vivant, mourant & confisquant. Et après lesd. 30. ans ne pourront être contrains qu'à l'indemnité.

Cet article a différentes parties. La première contient la répétition de l'ancien droit, qui est que la main-morte ne se peut accroître en Fiefs qui se gouvernent séculièrement pour les amortir sans la volonté de ceux de qui ils sont tenus, & l'autorité du Prince. Elle laisse par conséquent subsister dans les Gens de main-morte l'incapacité d'acquiescer qui jusques-là est toujours la même, puisque le Seigneur ne consentant point aux acquisitions, elles ne pourroient être dans les mains-mortes un principe de possession, *resistente Lege principio acquisitionis.*

La seconde partie abrége le tems d'expulser les mains-mortes, qui auparavant étoit perpétuel, en fixant à 30. ans le tems, pendant lequel les mains-mortes sont tenues de vuider leurs mains le Seigneur le requérant.

La troisième partie donne l'option aux Seigneurs d'expulser ou de prendre un homme vivant, mourant & confisquant.

Q

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Enfin la quatrième partie dispose qu'après les 30. ans les gens de main-morte ne pourront être contrains qu'à l'indemnité.

Il n'est point dit, comme on le voit dans la dernière partie de l'article qui contient la dernière disposition, combien de tems la Coûtume donne pour demander l'indemnité. Tout ce que l'article établit est seulement que si les Seigneurs laissent passer 30. ans sans obliger les gens de main-morte de vider leurs mains, ou de bailler homme vivant, mourant & confisquant, ils ne pourront plus, après les 30. ans, les contraindre qu'à l'indemnité, sans prescrire ni définir le tems, pendant lequel on peut les y contraindre.

5. La nouvelle Coûtume, par faveur pour les mains-mortes, a fixé à trente ans la liberté de les expulser qui étoit perpétuelle, & n'y a substitué, après les 30. ans de leur acquisition, que la faculté de contraindre à l'indemnité pour dédommager les Seigneurs de la perte des lods & ventes, desherences & autres droits casuels. Mais comme cette indemnité se trouve substituée à un droit qui étoit imprescriptible & qu'elle est accordée pour dédommager de droits qui non échûs sont pareillement imprescriptibles, on doit convenir suivant la regle, *subrogatum sapit naturam subrogati*, que l'indemnité en Bretagne n'est point soumise à la prescription.

On ne peut nier que le droit d'expulser les gens de main-morte, anciennement & avant la nouvelle Coûtume, étoit imprescriptible: on nieroit inutilement que les droits de lods & ventes, & desherences à échoir, soient pareillement imprescriptibles. Car outre que d'Argentré l'enseigne sur l'article 277. de l'ancienne Coûtume n°. 12. où il a dit. *In talibus vera & notanda regula nullo tempore, nullis seculis, amitti talia naturalia & quæ ex consuetudine debeantur per non usum, sive quia Dominus non usus sit ut quia casus non tulerit, sive quia præstationes remisit, sive aliunde acciderit, non deperdi... Quoniam consuetudinis scriptæ perpetua & successiva interruptio semper debitum facit & præstatione renouat in contingentia casuum quibus evenientibus debentur & sunt in continuâ actione, quia illa non ab hominis facto aut*

provisione, sed consuetudinis necessitate proveniunt. L'article 281. de la nouvelle Coûtume en a encore une disposition expresse.

6. *Les devoirs de lods & ventes (dit l'article) rachats & autres droits Seigneuriaux , qui n'échéent d'an en an , ne se prescristront s'ils ne sont échûs.*

Si les lods & ventes , les rachats & les autres droits Seigneuriaux ne se prescristvent point , s'ils ne sont échûs , & si le droit de les exiger dans les occurences est perpetuel , peut-on dire que l'indemnité qui doit en tenir lieu se puisse prescrire ? Cette proposition seroit directement contraire à toutes les regles de la subrogation qui se fait toujours *in idem jus*.

Il faut donc regarder l'indemnité (accordée qu'elle est par la Coûtume pour tenir lieu des droits de lods & ventes & autres casuels à échoir & non échûs) comme le droit à échoir en soi. Ainsi puisqu'il est imprescriptible par la Coûtume art. 281. l'indemnité ne doit pas être plus sujette à la prescription.

7. L'esprit de la Coûtume est si peu de l'y assujettir , qu'après avoir fixé à 30. ans , par l'article 368. le droit & la liberté d'expulser les gens de main-morte de leurs acquisitions , elle n'a défini aucun tems dans le même art. pour demander l'indemnité ; tant son intention a été de rendre l'indemnité imprescriptible , la substituant , comme elle faisoit , à des droits qu'elle avoit déclaré non sujets à la prescription de l'article 281.

Les Réformateurs , bornant les Seigneurs après 30. ans à la seule indemnité pour le dedommagement de leurs droits casuels , n'ont pas manqué de considerer que le fond de ces mêmes droits , ou si l'on veut la faculté de les exercer dans l'avenir à mesure qu'il en pouvoit échoir , avoit été déclaré imprescriptible par l'article 281. & qu'ainsi il auroit été injuste de rendre l'indemnité prescriptible dans le tems qu'ils la substituoient aux mêmes droits pour en tenir lieu. Dans cet esprit ils n'ont prescrit , limité , ni défini aucun tems pour contraindre à l'indemnité. Il est donc naturel de conclure , il est même évident qu'ils ont laissé entre ces deux articles 281. & 368. une relation si

Qij

Chap. XIII.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

nécessaire que l'un doit servir à l'explication de l'autre. Ainsi l'imprescriptibilité des droits de lods & ventes, rachats & autres droits Seigneuriaux, devient nécessairement commune au droit d'indemnité.

Le principe des gens de main-morte, pour soutenir le droit d'indemnité sujet à la prescription, est que ce droit n'est représentatif que des droits utiles du Fief tels que sont les lods & ventes. De ce principe ils concluent que, de même que les lods & ventes se prescrivent suivant la disposition de l'art. 281. de la Coutume, le droit d'indemnité qui les représente & qui n'en est que le dédommagement, doit aussi être soumis à la prescription.

8. Cette proposition seroit véritable si les droits de lods & ventes que le droit d'indemnité représente & dont il est le dédommagement, étoient véritablement sujets à la prescription. Mais comme les droits utiles que l'indemnité représente sont ceux qui ne sont point échûs, & comme il n'y a que les droits utiles & naturels échûs que l'art. 281. de la Coutume assujettisse à la prescription, sans y soumettre les droits naturels & utiles non échûs que sa disposition déclare imprescriptibles, il suit de cette distinction que si le droit d'indemnité n'est soumis aux loix de la prescription que parce que les droits qu'il représente & dont il est le dédommagement sont eux-mêmes prescriptibles, le même droit d'indemnité est absolument imprescriptible & au-dessus des loix de la prescription, puisque les droits qu'il représente & dont il est le dédommagement ne se prescrivent point.

OBJECTION. L'indemnité étant acquise au Seigneur de Fief dès l'instant de l'acquisition des gens de main-morte, comme son action est ouverte pour l'exiger, elle doit commencer à se prescrire de ce jour-là. Ainsi le Seigneur de Fief ne peut en ce cas se servir des raisons qui rendent imprescriptible le droit de demander les devoirs de lods & ventes qui ne sont pas échûs.

9. *RE'PONSE.* Cette objection auroit de l'apparence si le droit de demander l'homme vivant & mourant, droit constamment imprescriptible, n'étoit pas dû comme l'indem-

nité, si l'action pour demander l'homme vivant n'étoit pas ouverte *in instanti* de l'acquisition faite par la main-morte, & si l'indemnité n'étoit pas dûë par raport à un droit naturel de Fief également imprescriptible par la Coûtume que l'est le devoir de rachat par raport auquel l'homme vivant & mourant est dû. Mais lorsqu'il paroît que le même contrat d'acquisition fait naître les actions pour l'homme vivant & mourant, comme pour l'indemnité, que la même acquisition est le principe & la cause efficiente & productive des deux actions, que c'est une source d'où sortent les actions pour demander l'homme vivant & mourant, & pour demander l'indemnité : quand il paroît même par l'art. 368. de la Coûtume que l'homme vivant & mourant doit être demandé le premier, & qu'après avoir laissé passer le tems de le demander, l'indemnité que la Coûtume reserve en dernier lieu peut encore être demandée : bien plus lorsque nôtre usage est de ne point donner d'homme vivant & mourant pour le rachat, quand on paye le tiers pour l'indemnité de terres sujettes au devoir de rachat, & que l'indemnité en est alors le dédommagement ainsi que des devoirs de lods & ventes, il est bien difficile de concevoir la difference qu'on voudroit établir entre la prestation de l'homme vivant & le droit d'indemnité pour faire l'un prescriptible pendant que l'autre ne l'est pas ; car enfin les droits, dont l'un & l'autre sont représentatifs & le dédommagement, ne sont-ils pas de même nature ? ne sont-ils pas imprescriptibles l'un comme l'autre ? ces droits d'homme vivant & mourant & d'indemnité n'ont-ils pas le même principe, & leur fin qui est le désintéressement du Seigneur, n'est-elle pas la même ? Pourquoi donc leur durée ne fera-t-elle pas la même ? On ne voit rien qui puisse l'empêcher.

Ce n'est point après tout le tems de l'ouverture de l'action pour demander l'indemnité qui doit être la regle de sa durée : c'est le droit qu'elle represente & auquel elle a été substituée qu'il faut considerer. Si le fond de ce droit qui est naturel au Fief est prescriptible, à la bonne heure que l'indemnité qui le represente & qui en est le dédomma-

22. Juin & 19
Juillet 1736

22. Juin & 19
Juillet 1736.

gement soit sujette à la prescription. Mais si le droit de lods & ventes, rachats & deshérences, & même le droit d'expulser que l'indemnité représente par substitution ne sont pas prescriptibles, la durée de l'indemnité doit être également perpétuelle, parce que si, représentant un droit de soi imprescriptible dont elle prend la place & dont elle tient lieu, elle pouvoit se prescrire, elle ne représenteroit pas le même droit parfaitement.

L'homme vivant & mourant est imprescriptible, parce qu'il est dû pour dedommagement du rachat qui étant un droit naturel du Fief n'est pas prescriptible. L'indemnité doit être également imprescriptible si les lods & ventes & deshérences, dont elle est le dedommagement, sont droits naturels de Fief non soumis aux loix & aux règles de la prescription. Or les droits de lods & ventes & les deshérences sont également devoirs naturels du Fief & également imprescriptibles que le rachat, suivant la disposition de l'art. 281. de la Coutume, quand ils ne sont pas échus; donc puisque l'homme vivant & mourant, en tant que dû par rapport au rachat qui est un droit naturel du Fief, est imprescriptible, par la même raison l'indemnité qui est dûë pour droits de Fief pareillement naturels est également imprescriptible. *Ubi ratio est eadem, idem debet esse judicium.*

L'indemnité substituée à la place des droits naturels du Fief, dont elle est le dédommagement, prend les qualités de ces droits qui sont de soi imprescriptibles: elle en reçoit les impressions, & les impressions se communiquant à l'action du Seigneur pour l'indemnité, elles lui donnent la même durée. L'indemnité ainsi renduë imprescriptible peut donc se demander perpétuellement *ex omni tempore.*

Les gens de main morte disent que l'indemnité est subrogée aux lods & ventes & aux autres droits casuels de Fief, qu'elle en est représentative, & que suivant la règle *subrogatum sapit naturam subrogati*, elle a les mêmes privilèges que les droits qu'elle représente. On en convient; mais les droits casuels qui sont naturels aux Fiefs, tels que les lods, ventes & rachats, peuvent être considérés sous deux differens respects, sçavoir comme droits échûs & comme

droits non échûs. Si on les considere comme droits non échûs , ils sont imprescriptibles suivant la Coûtume art. 281. Si au contraire on les considere comme droits échûs , en ce cas & sous ce respect les mêmes droits sont prescriptibles suivant le même art. de Coûtume. Ainsi pour sçavoir si l'indemnité est prescriptible il ne faut uniquement qu'examiner quels sont les droits casuels de la Coûtume que l'indemnité represente & auxquels on l'a subrogée. Si elle represente les droits casuels échûs , nul doute que suivant les regles de la subrogation , elle ne soit sujette à la prescription , puisque les droits casuels échûs se prescrivent par 30. ans ; mais si l'indemnité represente les droits casuels non échûs , comme ces droits sont reputez imprescriptibles par la Coûtume , l'indemnité qui les represente , qui en tient lieu & qui s'y trouve subrogée , doit aussi être imprescriptible selon même le raisonnement des gens de main-morte.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Or les droits casuels , que l'indemnité represente & substituë , sont les droits casuels non échûs , parce que c'est pour dédommagement des droits que le Seigneur pouvoit percevoir dans l'avenir , si les biens acquis par la main-morte étoient demeurés dans le commerce , que l'indemnité a été accordée par la Coûtume aux Seigneurs de Fief , en limitant à 30. ans le droit de contraindre les gens de main morte de vuider leurs mains qui étoit perpetuel. Ce droit n'a pas été accordé pour les lods & ventes dûës par l'acquisition , qui étant droits échûs sont exigibles independamment de l'indemnité. Donc il faut convenir , que l'indemnité n'est pas prescriptible , representative qu'elle est des droits utiles & naturels du Fief non soumis à la prescription.

Cette proposition n'est point la production d'une idée singuliere. Des Auteurs de nom l'ont enseignée & plusieurs Arrests l'ont confirmée.

10. Pour commencer par les Commentateurs des Coûtumes , Billecart sur l'art. 208. de la Coûtume de Châlons , pour établir l'imprescriptibilité de l'indemnité , dit qu'il y a bien de la difference entre le quint ou les lods & ven-

22. Juin & 19
Juillet 1736

tes & l'indemnité. *Les premiers, dit-il, sont droits casuels & patroniers qui ne blessent point le fond en se prescrivant & n'empêchent point, le cas arrivant, qu'ils ne soient dûs; mais le second regardant le fonds & l'avenir; la prescription cause & emporte la perte du droit pour toujours.*

Boucheul sur la Coutume de Poitou titre des Fiefs art. 52. n°. 62. a traité de l'indemnité. La lecture du Commentaire de cet Auteur qui est moderne fait son éloge. Il n'a oublié ni Auteurs ni Coutumes sur la question de sçavoir si l'indemnité tombe en prescription. Son exactitude à rapporter les décisions des Coutumes & les sentimens des Auteurs favorables ou contraires à la prescription, est une preuve de son application à examiner & approfondir la question. Quelle a été sa résolution ?

Les indemnités, dit-il, ne sont pas prescriptibles par 30. ou 40. ans, ou par quelque tems que ce soit, parce que ces droits d'indemnité font partie du droit féodal en soi qui en est diminué pour toujours par l'acquisition que font les gens de main morte; & à cause de ce ne doivent pas être sujets aux règles de la prescription.

Le sentiment de Sauvageau sur l'art. 368. n'est pas différent. Cet Auteur, après avoir observé qu'il est très-utile de régler si l'indemnité non demandée est imprescriptible ou sujette à la prescription & après avoir allégué les Auteurs qui la tenoient prescriptible, observe que pour en soutenir l'imprescriptibilité, il y a une raison très-forte, qui est que le devoir d'indemnité a été substitué à la place du droit ancien qu'avoient les Seigneurs de Fief de forcer perpétuellement les gens de main-morte de vuidier leurs mains, & qu'ainsi ce droit, substitué & représentatif de l'ancien qui étoit imprescriptible, ne doit pas être sujet à prescription, étant un droit féodal.

Selon Pinaut sur la Coutume de Cambray titre 2. article 9. le droit d'amortissement, ainsi que les droits Seigneuriaux, est imprescriptible. L'Auteur dit bien que l'Eglise peut prescrire la possession des immeubles par le tems fixé par les Coutumes; mais il dit aussi qu'elle ne peut prescrire son affranchissement, qui est proprement la cession

tion des droits Seigneuriaux imprescriptibles de leur nature.

Chap. XIII.

Du Fresne, ch. 1. des Arrests servant de preuve à l'interpretation de plusieurs articles de la Coûtume du Bailliage d'Amiens, dit que l'indemnité est imprescriptible, & en rapporte un Arrest du 3. Août 1602.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Les Arrests ne jugent pas l'indemnité moins imprescriptible. Monsieur Mainard Livre 6. n°. 36. rapporte un Arrest du 7. Septembre 1560. Chenu Centurie premiere ch. 81. en rapporte un autre du 3. Août 1600.

Il y a dans Mr. de Cambolas liv. 4. ch. 23. deux autres Arrests l'un du 19. Juillet 1620. l'autre du 27. May 1626. qui ont jugé que l'indemnité ne se peut prescrire. Monsieur de Cambolas dit à la verité, au même endroit, que depuis on a jugé que l'indemnité se prescrit; mais outre qu'il n'en rapporte aucun Arrest, la raison qu'il en allegue ne satisfait pas: il dit que c'est parce que l'indemnité est donnée au Seigneur en recompense des lods & ventes, qu'il pourroit prétendre si les biens n'étoient pas en main-morte, & parce que les ventes étant prescriptibles par 30. ans il est juste que l'indemnité qui les represente puisse aussi se prescrire par même tems.

Il est certain au contraire que les droits de lods & ventes que l'indemnité represente, ne sont point prescriptibles. Il est bien vrai que les devoirs de lods & ventes, quand ils sont échûs se prescrivent; mais ces droits là ne sont pas ceux que l'indemnité represente & dont elle est le dédommagement. Les devoirs de lods & ventes que l'indemnité represente, sont le droit même de les exiger à l'avenir, c'est-à-dire le droit en soi; droit qui est naturel & inherent au Fief, & qui est par consequent un droit féodal imprescriptible. Ainsi dans les principes même de Monsieur de Cambolas l'indemnité ne doit point être prescriptible, si elle n'est soumise à la prescription que parce que les droits qu'elle represente, & dont elle tient lieu se prescrivent. D'ailleurs elle ne represente pas seulement les droits de lods & ventes: elle represente aussi le droit d'expulser les mains mortes qui par la Coûtume étoit perpetuel. Aussi Albert, Arestographe du Parlement de Toulouze qui a écrit depuis Mon-

R.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

fieur de Cambolas, est-il d'avis directement contraire; & bien loin de rapporter aucuns Arrests qui aient jugé l'indemnité prescriptible, il rapporte au contraire un Arrest au rapport de Monsieur de Cambolas même qui a jugé l'indemnité imprescriptible. Ce que dit cet Auteur est trop important à la cause pour n'avoir pas place ici.

Il propose sur la lettre A, *verbo Amortissement* chap. 11. la question de sçavoir si, à l'égard des Seigneurs particuliers, le droit d'indemnité se prescrit. *Cela n'est pas*, dit-il, *sans difficulté, y ayant des Arrests de part & d'autre. Papon sur la fin de son Traité des amortissemens soutient que non, & en rapporte un Arrest du 3. Août 1602. & Monsieur de Cambolas en rapporte deux Arrests. Il est vrai qu'il dit qu'il se juge aujourd'hui autrement; & néanmoins à son rapport on dit qu'en 1646. il fut jugé que l'indemnité étoit imprescriptible contre les Religieuses de l'Espinasse qui est un Monastère près de Toulouse, lequel Arrest n'a pas été levé, parce que les Parties s'accorderent. On allegue, encore un Arrêt de 1609. au rapport de Monsieur Mainard par lequel la même chose a été jugée & même un Arrest général de cette Cour.*

Voilà de quelle maniere s'explique Albert qui ajoûte que l'indemnité étant un droit Seigneurial, il ne se doit pas prescrire, & que la raison contraire, qui est de dire que, comme c'est un simple dédommagement de lods que le Seigneur perd, & que ces lods se prescrivent, il se doit aussi prescrire, n'est pas concluante, parce que les lods, quand ils se prescrivent par 30. ans, ne se prescrivent que pour une fois, au lieu que le droit de les exiger par après demeure; qu'ainsi, puisque l'indemnité éteint ce droit pour toujours, il est injuste de se fonder sur ce principe; ce qui est néanmoins toute la raison qu'ont les Auteurs de l'opinion contraire.

Maître Jean Marais, dans son Traité de l'indemnité ch. premier, dit que le droit d'indemnité doit être considéré comme de la nature de la Seigneurie directe, partie de laquelle il tient lieu, & qui n'est sujette à aucune prescription ni en tout ni en partie, ou qu'il doit encore être considéré comme de la nature de la prestation de l'homme vivant & mourant & de la finance qui se paye au Roi

pour l'amortissement, droits qui sont des espèces d'indemnités, & imprescriptibles. Il doit donc demeurer certain après tant d'autorités que l'indemnité ne se prescrit point.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

11. A toutes ces autorités suivant lesquelles il est certain que l'indemnité n'est point soumise à la prescription, on oppose pour soutenir que l'indemnité se prescrit, du Moulin & Ferriere sur la Coûtume de Paris, d'Argentré & Mr. de Perchambault sur celle de Bretagne, de la Lande sur Orleans, Lelet, Filleau, Thevenet, Riffaut & Braud sur Poitou, Ricard sur Senlis, Guenois dans sa conférence des Coûtumes & la Coûtume de Tours, Mr. Salvaing de l'usage des Fiefs, Bacquet, Despeisses, de L'hommeau, Auzanet, Mr. de Lamoignon dans ses arrêtés, Simon, d'Hericourt, Mr. Dolive, Brodeau sur Mr. Loüet & Mr. de Cambolas.

Du Moulin n'autorise point la prescription de l'indemnité par rapport à la Bretagne. S'il a dit sur la Coûtume de Paris art. 51. gl. 2. num. 70. que l'indemnité de droit commun se prescrit par 40. ans contre l'Eglise, il ajoute, s'il n'y a Coûtume au contraire *nisi sicubi localis consuetudo aliter disponat*. Ainsi notre Coûtume étant contraire on ne devoit point le citer. Il en est ainsi de Ferriere qui a écrit sur la même Coûtume. D'Argentré loin d'être favorable à la prescription de l'indemnité la déclare absolument imprescriptible sur l'ancienne Coûtume art. 346. gl. 2. & 3. *sed nec prescriptionem admiserim ut lege resistente principio acquisitionis ex publicis causis*.

Si Mr. de Perchambault né & élevé sous une autre Coûtume, a dit que l'indemnité se prescrit, comme c'est un sentiment contraire à la Coûtume de Bretagne, il ne peut être de considération. Si son avis a été qu'en Bretagne l'indemnité peut se prescrire, c'est faute d'avoir fait attention à la disposition de l'article 368. de notre Coûtume, qui ayant substitué l'indemnité au droit d'expulser les gens de main-morte qui étoit perpétuel avant la réformation, lui a donné la même durée & la même imprescriptibilité en ne définissant & ne limitant point le tems pour la demander. Si de la Lande sur Orleans a dit que l'indemnité se prescrit par 60.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

ans, c'est que la Coûtume sur laquelle il a écrit porte en l'art. 41. que l'indemnité se prescrit par 60. ans.

Si Lelet, Filleau, Thevenet, Riffaut & Braud, qui tous ne font qu'un seul & même Commentaire *in quarto*, ont dit sur la Coûtume de Poitou art. 52. que l'indemnité se prescrit par 40. ans contre l'Eglise, ils ne l'ont dit qu'après Bacquet & en se conformant à son avis, mais ils meritent d'autant moins d'attention que Boucheul qui a depuis écrit sur la même Coûtume avec une exactitude, une methode, une recherche & un approfondissement des questions infiniment au dessus de ceux qui l'ont devancé, a dit que l'indemnité est imprescriptible sur le même art. 52. de la Coûtume de Poitou.

La citation de Guenois dans sa conference des Coûtumes est assez superflue. Si cet Auteur dans sa conference allegue des Coûtumes qui admettent la prescription, & dont les dispositions ne font point loi en Bretagne, le nombre de celles qui ne l'admettent point, est bien superieur & plus grand. Blois art. 44. Melun ch. 4. art. 29. Bar tit. 1. art. 10. Perrone tit. 2. art. 76. Montargis ch. 1. art. 87. Laon tit. 16. art. 209. Châlons art. 209. Ribemont tit. 2. art. 27. & Xaintonge tit. 4. art. 35. Toutes ces Coûtumes alleguées par Guenois dans sa Conference ne limitent & ne fixent aucun tems pour demander l'indemnité; & cela par la raison que leur intention & leur esprit est de la soustraire à la prescription & de l'en exempter. Par consequent Guenois est plus contraire que favorable à la prescription.

Quant à Ricard sur Senlis, comme c'est un Auteur François dont le sentiment sur la prescription de l'indemnité ne peut être de consideration dans nôtre Coûtume qui a une disposition contraire, l'on pouvoit s'épargner la peine de l'ajouter au nombre des Auteurs allegués pour la prescription.

La citation de Mr. Salvaing dans son Traité de l'usage des Fiefs est encore bien inutile. En effet s'il est vrai qu'il a dit que l'indemnité peut se prescrire par 40. ans pour le passé comme pour l'avenir; il est également vrai qu'il a dit, si la Coûtume n'en dispose autrement. Ainsi l'art. 368.

de nôtre Coûtume, qui a substitué l'indemnité au droit d'obliger les mains-mortes de vuidier leurs mains & aux droits naturels de Fief non échus qui sont imprescriptibles, rend l'indemnité pareillement imprescriptible ; & Mr. Salvaing pouvoit n'être point allegué, puisque selon lui la disposition de la Coûtume doit prévaloir.

22 Juin & 19
Juillet 1736

Bacquet *chap. 60. du Droit d'amortissement* n'a rien dit de certain sur la prescription de l'indemnité ni sur son imprescriptibilité. Il a véritablement rapporté quelques Arrests & Sentences qui ont jugé l'indemnité prescriptible. Mais il observe *n. 3.* que la question est encore à la Cour ; & s'il dit *n. 1.* qu'il y a des Auteurs qui sont d'avis que de même que les profits de Fief se prescrivent par 30. ans suivant l'art. 12. de la Coûtume de Paris, le droit d'indemnité, qui ne concerne que les profits de Fief à l'avenir, se prescrit aussi par 30. ans, comme consistant en simples deniers, simples meubles & simples fruits, & que la poursuite de ce droit se doit faire par action pure & personnelle, laquelle étant née dès lors de l'acquisition faite par les gens de main-morte se prescrit par 30. ans, il dit aussi que plusieurs autres ont été d'avis que le droit d'indemnité ne se prescrit point par quelque laps de tems que ce soit comme dépendant & faisant partie du droit féodal & censuel qui est imprescriptible. Ainsi cet Auteur ne doit point être mis au rang de ceux qui sont absolument déclarés pour la prescription de l'indemnité.

Despeisses, de l'Hommeau, Auzanet, Simon & d'Hericour, alleguez pareillement pour la prescription, étant Auteurs François, qui tous ont suivi le sentiment de du Moulin, ils ne peuvent encore être d'aucune application à l'espèce ou la disposition de la Coûtume qui n'a point établi la prescription de l'indemnité doit prévaloir.

A l'égard de Mr. de Lamoignon, comme ses Arrests n'étoient que de simples projets formés pour servir d'avis & d'instruction qui n'ont point été suivis, il n'en faut pas davantage pour démontrer qu'il est inutilement allegué.

Brodeau sur Mr. Loüet doit suivre le sort de du Moulin dont il adopte le sentiment. Ainsi nôtre Coûtume étant

22 Juin & 19
Juillet 1736.

une de celles dont les dispositions sont contraires à son sentiment, cet Auteur ne doit point encore être compté pour la prescription.

Si Monsieur d'Olive, *Livre 2. ch. 12. des questions notables*, a dit que l'indemnité se prescrit par 30. ans contre le Seigneur temporel & par 40. ans contre l'Ecclesiastique, parce que c'est un profit de Fief subrogé au lieu des lods & ventes qui sont notoirement prescriptibles, comme cette raison n'est pas juste, puisque le devoir de lods & ventes pour l'avenir que l'indemnité représente n'est point prescriptible, son sentiment ne peut être de considération. Aussi les deux Arrêts des 7. Février 1628. & 26. Février 1635. n'ont-ils pas absolument jugé l'indemnité prescriptible, mais seulement que le Seigneur ne devoit point avoir l'homme vivant & mourant avec l'indemnité, ce qui est bien différent.

Les Prêtres servants la Table du Purgatoire de Nôtre Dame de la Junquiere en la Ville de l'Isle d'Albigeois, ayant acquis sous le Fief du sieur de Lissérague Baron de Castel Ferrus & de Jalenques, & celui-ci ayant appelé leur Syndic pour lui bailler homme vivant & mourant & paier l'indemnité; le Parlement de Toulouse par Arrêt du 7. Février 1628. condamna bien le Syndic de bailler l'homme vivant & mourant seulement & le relaxa de plus ample indemnité: or ce n'est pas avoir jugé que l'indemnité se prescrive.

Le second Arrêt fut à l'occasion d'une acquisition faite par le sieur Bigorre Prêtre & obituaire ou d'une rente obituaire due à l'Eglise, les Seigneurs de la directe de Sanbinon ayant perdu l'homme vivant & mourant avec l'indemnité dudit sieur Bigorre. Le Sénéchal de Toulouse ne leur jugea que l'homme vivant & mourant; & l'appel en ayant été relevé au Parlement de Toulouse, la Sentence y fut confirmée par l'Arrêt du 26. Février 1635. Mr. d'Olive dit que ce fut à cause de la prescription, mais ce qui doit rendre son rapport suspect en cela, c'est celui qu'il fait de l'Arrêt du 26. May 1626. donné entre le Syndic des Bailes de la Table de la Nativité de Nôtre-Dame de la Baurade en Toulouse, & le Syndic du Chapitre de l'Eglise Ab-

22 Juin & 19
Juillet 1736.

batiale de Saint Servin, qu'il raporte au même endroit. Car au lieu que Monsieur d'Olive dit que le Syndic de l'Eglise de St. Servin fut condamné de bailler homme vivant & mourant & l'indemnité, il paroît par le rapport que Monsieur de Cambolas, qui étoit Rapporteur du procès, fait du même Arrest *Livre 4. ch. 23.* que l'Arrest n'ajugea que l'indemnité sans ajuger l'homme vivant & mourant. Cette contrariété de Monsieur d'Olive avec le Rapporteur de l'Arrest, prouve en lui une négligence qui doit laisser un violent soupçon d'une pareille négligence dans le rapport de l'autre Arrest. Doit-on faire après cela grand cas du rapport de Monsieur d'Olive? Sa négligence est une raison pour n'ajouter pas foi à ce qu'il a dit: la circonstance que la Cour fut selon lui partagée en opinions lors de l'Arrêt de 1635. fournit même une raison nouvelle pour n'adopter point cet Arrest.

Après tout si tous les Auteurs de France étoient d'avis que l'indemnité se prescrive, à cause que quelques Coûtumes, telles que celles de Normandie, Orleans & Tours, en ont des dispositions, seroit-ce une raison pour dire qu'en Bretagne elle soit sujette à prescription? Ne faudroit-il pas se regler par les dispositions de nôtre Coûtume à cet égard? Comme chaque Coûtume n'exerce son empire que sur son district, & que ses dispositions ne s'étendent point au-delà de son territoire quand les autres Coûtumes ont des dispositions contraires, parce que les Coûtumes ne florissent entr'elles que pour se prêter les dispositions qu'elles n'ont point, ce seroit toujours une indispensable nécessité d'en revenir à nôtre Coûtume qui est nôtre Loi. Ainsi puisque, suivant sa disposition qui a fait succéder l'indemnité au droit d'expulser les gens de main-morte qui en Bretagne a toujours été perpetuel avant 1580. tems de la réformation sans avoir limité aucun tems pour en exercer l'action, l'indemnité est imprescriptible, toutes les Coûtumes qui ont des dispositions contraires ne peuvent la rendre soumise aux Loix de la prescription.

Le droit d'obliger les gens de main-morte de vider leurs mains étoit un droit de la Seigneurie, qui en étoit dépen-

nant & qui en faisoit partie pour la conservation des droits utiles naturels du Fief, tels que les lods & ventes, le rachat & les désherences; droits, qui faisant partie de la Seigneurie comme droits féodaux, ne se prescrivent point. La Coutume au lieu & place de ces droits a substitué l'indemnité, sans limiter aux Seigneurs de Fief aucun tems pour la demander. Il faut donc dire qu'elle est autant imprescriptible que les droits qu'elle représente. C'est une conséquence d'autant plus nécessaire, que si la Coutume, en substituant l'indemnité au droit d'expulser les gens de main-morte qui étoit perpétuel, n'a point limité le tems de sa durée, c'étoit uniquement pour lui donner le même privilege & la même durée qu'aux droits qu'elle représentait, & pour faire entendre qu'elle ne l'assujettissoit point à la prescription.

12. On objecte que c'est pour l'extinction du droit de lods & ventes pendant la jouissance des gens de main-morte qu'il est accordé au Seigneur un dédommagement; que l'indemnité est ce dédommagement; que le droit de lods & ventes cesse au moment de l'acquisition; que dès lors l'action pour l'indemnité qui en est le dédommagement est ouverte; que c'est un profit de Fief échû qui ne diffère en rien des autres droits Seigneuriaux échûs; & que, comme les droits Seigneuriaux échûs sont sujets à la prescription, l'indemnité, comme profit de Fief échû par l'acquisition même des gens de main-morte, se prescrit pareillement.

Cette proposition n'est pas exacte. Premièrement l'indemnité n'est pas le dédommagement des seuls droits de lods & ventes; elle est aussi le dédommagement des autres droits utiles du Fief que le Seigneur étoit à lieu d'espérer si les héritages demeurés dans le commerce n'étoient point passés en main-mortes: ces droits sont le rachat, les désherences & autres semblables. 2°. L'indemnité, considérée comme dédommagement de l'extinction des droits, ne peut être un profit de Fief; elle seroit plutôt l'amortissement de ces droits dont l'espérance demeure perdue par l'acquisition des gens de main-morte. 3°. L'acquisition des gens de main-morte ne cause & n'opère point *in instanti* l'extinction

inction des profits de Fief, elle n'en est que l'occasion quand les Seigneurs veulent bien souffrir leurs acquisitions ; car les Seigneurs aiant le droit de contraindre les mains-mortes, pendant 30. ans du jour de leur acquisition, de vuider leurs mains, comme jamais elles ne peuvent posséder si dans les 30. ans les Seigneurs les veulent expulser, leur acquisition devient caduque & ne peut opérer aucun effet. 4°. Si avant les 30. ans la possession des mains-mortes n'est point assurée, leur acquisition ne peut *in instanti* donner ouverture à l'indemnité, qui ne commence d'avoir lieu que quand une jouissance paisible de 30. ans a confirmé les gens de main-morte dans leur acquisition. 5°. L'indemnité accordée par la Coutume, après les 30. ans de l'acquisition de la main-morte, prenant la place des droits utiles du Fief dont l'esperance après la possession de 30. ans est perduë, il ne peut être vrai que l'acquisition des gens de main-morte cause & opère l'extinction des lods & ventes ni des autres droits utiles du Fief, tels que les déshérences & les rachats.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

En effet si l'indemnité prend la place de ces droits, aussitôt que les 30. ans de l'acquisition sont passez, l'acquisition opère moins une extinction de ces droits qu'un changement dans un autre, & elle n'est qu'un droit nouveau qui succède à l'autre. Ainsi puisque l'indemnité prend la place des lods & ventes, rachats, déshérences, & y est substituée, elle doit avoir la même qualité, les mêmes privilèges & la même durée que les devoirs de lods & ventes, rachats & déshérences, *quorum loco subrogatur*, suivant la règle *subrogatum sapit naturam subrogati*. Or les devoirs de lods & ventes, les rachats & les déshérences à échoir ne se prescrivent point suivant l'art. 281. de la Coutume qui en a établi l'imprescriptibilité ; l'indemnité qui en est représentative ne se prescrit donc point aussi.

L'indemnité étant un droit qui succède au droit de lods & ventes, rachats & déshérences à échoir (droit féodal utile & naturel *inditum à lege* qui est imprescriptible) & les droits naturels ne disparoissant point que par la naissance de l'autre droit qui est l'indemnité, peut-on seindre que

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

l'acquisition des mains-mortes en opère l'extinction *in instanti*? la proposition revolte & ne se peut soutenir.

Si la Coutume avoit dit que faute d'obliger les gens de main-morte dans les 30. ans de vuidier leurs mains, ou de leur faire donner un homme vivant & mourant, ils seroient demeurés affranchis de tous les droits utiles du Fief qui n'échéent d'an en an pour l'avenir, à la bonne heure qu'en ce cas leur acquisition, jointe à une possession de 30. ans, eût pû opérer l'extinction de tous les droits casuels de Fief, tels que sont les lods & ventes, les rachats & les déshérences quoique naturels du Fief, parce que la Loi, *cujus proprium est imperare, jubere & vetare*, exerçant un empire absolu dans son territoire, elle peut éteindre par une disposition des droits naturels, faits par elle imprescriptibles par une autre disposition tandis qu'ils ne sont point échûs, avec la même puissance dont elle se sert pour leur imprimer l'imprescriptibilité. C'est un effet de la puissance du Législateur qui n'a que sa volonté pour règle de ses décisions & de ses établissemens. Mais la Coutume ayant introduit l'indemnité pour tenir lieu des lods & ventes & des autres droits utiles naturels du Fief non échûs qui sont les rachats, les lods & ventes & les déshérences; & l'aïant fait succéder à ces droits pour en tenir lieu après les 30. ans de l'acquisition des gens de main-morte sans limiter ni définir aucun tems pour sa durée; n'est-il pas vrai de dire en ce cas que bien loin d'avoir eu intention d'éteindre des droits dont l'espérance étoit perduë par l'acquisition des gens de main-morte qui ne meurent point & qui n'aliénent point, l'intention de la Coutume a été au contraire de faire revivre dans l'indemnité les droits dont l'espérance étoit perduë, puisqu'elle l'y a substituée en la faisant succéder aux mêmes droits, & qu'on ne peut dire éteint un droit représenté par un autre droit qui le fait revivre par sa représentation, cela n'étant en effet qu'un simple changement dans le nom ou si l'on veut dans la maniere d'exercer & de prendre le paiement du droit?

Cela posé l'indemnité qui est le dédommagement des profits de Fiefs à échoir, dont l'espérance est perduë par

l'acquisition des gens de main-morte, *illa pensatio quæ fit & præstatur Domino pro interesse suo, loco jurium utilium quæ verissimiliter erat percepturus remanente in privatorum manu*, l'indemnité, dis-je, peut-elle être considérée comme un profit de Fief échû qui soit sujet à la prescription comme le sont les droits Seigneuriaux échûs?

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Un droit qui représente, qui substituë & qui tient lieu de droits à échoir & non échûs, peut-il en effet être dit un droit échû? Pour le pouvoir dire il faudroit que les droits représentez fussent échûs, au lieu que ces droits là sont ceux qui auroient pû échoir. Il ne faut donc point dire de l'indemnité, qui représente seulement les droits utiles de Fief à échoir, qu'elle soit un profit de Fief échû. Le prétexte que l'acquisition des gens de main-morte doit opérer l'extinction des droits de lods & ventes n'en est pas une bonne raison. L'acquisition des gens de main-morte fait bien perdre l'espérance des ventes pour l'avenir. Mais il ne peut être vrai qu'elle en opère l'extinction, puisque pour les représenter la Coutume introduit l'indemnité en qui les droits non échûs vivent & subsistent comme auparavant.

L'acquisition des gens de main-morte donne bien occasion à l'extinction des droits de lods & ventes à échoir & pour l'avenir. Mais ce n'est point elle qui en opère immédiatement & directement l'extinction. La tolérance de l'acquisition de la part des Seigneurs de Fief & le paiement de l'indemnité sont ce qui opère cette extinction. Car le prix de l'indemnité étant un amortissement de ces droits pour tout le tems que les héritages sont possédés par les gens de main-morte, il est bien raisonnable que les mains-mortes en demeurent quittes, puisque les Seigneurs n'en peuvent recevoir l'amortissement sans consentir que les mains-mortes en soient exemptes pendant tout le tems de leur possession.

Le consentement des Seigneurs à la rétention de l'acquisition & le paiement de l'indemnité, & non l'acquisition par elle-même, sont donc ce qui opère l'extinction des droits casuels à échoir. Ainsi pendant que l'indemnité n'est point acquitée, comme les droits de lods & ventes,

22. Juin & 19
Juillet 1736.

rachats & déshérences à échoir qui sont imprescriptibles, subsistent toujours dans l'indemnité qui leur est substituée, dans laquelle ils revivent & se trouvent fondus ou convertis, cette indemnité qui représente les droits par elle substitués, ne peut avoir sa durée moindre que la leur. Par conséquent les droits en question, comme naturels au Fief, étant imprescriptibles pendant que le Seigneur n'en a point touché l'amortissement, l'indemnité ne peut pas se prescrire par le laps d'aucun tems, & devient pareillement imprescriptible. Car enfin l'indemnité proprement dite n'étant que le denier qui est païé aux Seigneurs pour les droits utiles de Fief à venir & à échoir qu'ils perdent par l'acquisition des gens de main-morte qui n'ont pas été obligés dans les 30. ans de vuider leurs mains, ce n'est que par le paiement de cette indemnité que le fonds du droit de lods & ventes, rachats & autres droits casuels du Fief qui n'échéent d'an en an, demeure éteint & amorti & que les gens de main-morte en demeurent exempts; d'où suit qu'ils n'ont aucune prescription à proposer contre l'indemnité & qu'elle est toujours exigible pendant qu'elle n'est point acquitée.

13. On a objecté qu'il n'est pas du rachat comme des lods & ventes; qu'il n'est point éteint par l'acquisition des gens de main-morte; que la Coutume au contraire le conserve dans son entier par l'homme vivant & mourant; qu'à la différence du droit de lods & ventes il n'y a pas d'impossibilité de faire subsister le droit de rachat; que la Coutume n'accorde l'indemnité pour le droit de lods & ventes, que parce que de droit il se trouve anéanti lors de l'acquisition sans qu'on puisse le faire subsister; au lieu qu'au contraire le droit de rachat subsiste, qu'il existe, qu'il est perçu de la même façon qu'il étoit avant l'acquisition des gens de main-morte qui ne le fait point changer & ne l'empêche point d'être le même; qu'il conserve les mêmes privilèges; que l'homme vivant, mourant & confisquant n'est point l'indemnité de ce droit, mais seulement le moyen de le percevoir, vû que l'indemnité n'étant qu'une récompense d'une chose perdue il n'en peut être dû pour un

droit qui existe, qui subsiste, & qui est exigible au décès de l'homme vivant & mourant nonobstant l'acquisition des gens de main-morte.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Lorsqu'on a fait une objection si peu réfléchie a-ton fait attention aux dispositions de la Coutume, à la qualité des gens de main-morte & à nos usages touchant leurs acquisitions? A-t-on réfléchi que le rachat est un droit purement casuel du Fief, comme le sont les lods & ventes, que ces deux droits sont de la même nature, quant à la prescription, que l'un comme l'autre, purement casuels, n'échéent point d'an en an comme les droits ordinaires, que ces droits par l'art. 281. de la Coutume *assimilantur*, que si le rachat ne se prescrit point suivant la Coutume art. 281. lorsqu'il n'est pas échû, le droit de lods & ventes ne se prescrit point pareillement, & que si la Coutume déclare le devoir des lods & ventes sujet à la prescription de 30. ans lorsqu'il est échû, elle y assujettit pareillement le rachat, en sorte que s'il y a quelque différence entre le droit de lods & ventes, & le droit de rachat, elle n'est que pour l'ouverture de ces deux droits, en ce que la vendition donne ouverture au droit de lods & ventes au lieu que la mort du Vassal est ce qui donne ouverture au droit de rachat? A-ton encore fait attention que l'indemnité accordée par la Coutume est pour le dédommagement de tous les droits indéfiniment, de sorte qu'il est d'usage en Bretagne de prendre le tiers du revenu pour l'indemnité des terres nobles sujettes à rachat, à cause du rachat pour lequel en ce cas on ne donne point d'homme vivant & mourant, pendant qu'on ne prend que le quart pour les biens roturiers, témoins Hévin & Sauvageau qui en sont les garants.

Sans doute si l'on avoit fait ces réflexions on n'auroit point débité toutes les erreurs que contient l'objection; & comme il est de maxime que le droit de rachat est un droit casuel du Fief, de même que le droit de lods & ventes, on ne se feroit point livré si indiscrettement à dire que l'acquisition des gens de main-morte ne fait point cesser le droit de rachat, quand leur acquisition est tolérée, & que la Coutume le conserve & le fait subsister,

à la difference du droit de lods & ventes : car si le rachat est imprescriptible le droit de lods & ventes l'est également, la Coutume dans l'art. 281. les aiant fait marcher d'un pas égal, sans distinguer le rachat des lods & ventes dans l'art. 368. & sans dire que l'indemnité ne soit que pour le droit de lods & ventes, & que le droit de rachat demeure toujours le même nonobstant l'acquisition des gens de main-morte qui ne l'empêche point de subsister & de pouvoir être exigé lorsqu'elle opere l'extinction du droit de lods & ventes.

En effet si le rachat n'est point éteint par l'acquisition des gens de main-morte, comme cela n'arrive que parce que c'est un droit casuel du Fief, lequel n'échéant pas d'an en an ne se prescrit point pendant qu'il n'est pas échû, il faut dire la même chose du droit de lods & ventes, & convenir que l'acquisition des gens de main-morte ne l'a pas éteint, qu'elle ne l'a point empêché de subsister, & que la Coutume l'a conservé, parce que le droit de lods & ventes étant pareillement un droit casuel du Fief qui n'échoit point d'an en an, non plus que le rachat qui ne se prescrit point pendant qu'il n'est pas échû, il est en tout égal au droit de rachat, & l'imprescriptibilité qui a lieu pour le droit de rachat a donc son application naturelle au droit de lods & ventes.

14. On prétend néanmoins faire valoir cette fausse difference, en disant. 1°. Que les lods & ventes sont censés échûs lors de l'acquisition des gens de main-morte, parce qu'ils ne peuvent échoir dans la suite. 2°. Que l'indemnité est un profit de Fief échû qui prend la place des lods & ventes échûs & qui n'a pas plus de privilege. 3°. Que par la concession de l'indemnité, le Seigneur n'a qu'une action pour dommages & interests qui ne peut être imprescriptible, parce que nous ne reconnoissons point d'actions perpétuelles.

Comment se peut-il faire qu'on repete des droits échûs lorsqu'ils ne peuvent ni ne doivent échoir? N'est-ce pas supposer, ce qui ne se peut? la fiction ne doit cependant avoir lieu que quand les choses sont possibles; donc si de-

puis l'acquisition des gens de main-morte, il ne peut ni ne doit plus échoir de lods & ventes, on ne peut pas en supposer les droits échûs pour en faire naître l'action & la supposer prescriptible : l'indemnité qu'on donne est pour des droits qui ne peuvent échoir, donc ces droits qui sont encore à échoir ne peuvent être supposés échûs.

22. Juin & 19
Juillet 1736

L'acquisition des gens de main-morte a véritablement produit des lods & ventes, mais ce n'est pas pour ces ventes-là, dont l'action étoit ouverte par l'acquisition & qui étoient exigibles, que la Coutume donne l'indemnité; c'est pour les droits de lods & ventes, les droits de rachats & les déshérences qui ne peuvent plus échoir, qu'elle est accordée. Il faut donc faire différence entre les lods & ventes échûs & les droits qui étoient à échoir, & ne les pas confondre pour admettre la prescription des droits à échoir à la faveur & à l'appui des droits qui sont échûs.

Comment se peut-il faire en second lieu que l'indemnité soit un profit de Fief? appelle-t-on profit de Fief le dernier qui se paye pour la perte & pour la privation de ceux dont l'espérance est perdue? Il paroît bien plus naturel de dire que l'indemnité en est l'extinction & l'amortissement. Il n'est donc pas vrai que l'indemnité soit un profit de Fief échû qui prenne la place des droits de lods & ventes échûs. Un denier qui se paye pour des droits qui auroient pû échoir si les biens acquis par la main-morte étoient demeurés dans le commerce & qui ne peuvent plus échoir à cause que les biens sont en main-morte, est un dédommagement d'une partie de la perte qu'un Seigneur fait des profits de Fief qu'il pouvoit espérer. L'indemnité ne peut ni ne doit donc être considérée comme un profit de Fief échû, elle en est au contraire l'exemption & l'amortissement. L'indemnité n'est pas d'ailleurs seulement pour les lods & ventes à échoir, elle est aussi pour les droits de rachats & les déshérences à échoir. Le rachat non échû étant imprescriptible, l'indemnité qui le représente l'est également, puisqu'elle a le même privilège que le droit qu'elle représente.

On ne peut pas dire que l'acquisition des gens de main-

morte donne ouverture au rachat que la seule mort fait échoir, ni à la déshérence puisqu'elle n'a jamais lieu que lorsque le Vassal est décédé sans héritiers ; cependant l'indemnité est autant dûe pour ces deux droits que pour les lods & ventes. Pourquoi donc le droit de rachat n'étant point échû par l'acquisition des gens de main-morte & étant conservé malgré cette acquisition, veut-on que l'indemnité, qui représente le droit de rachat & le droit de déshérence à échoir, de même qu'elle représente les lods & ventes aussi à échoir, soit un profit de Fief échû ? Pourquoi veut-on que l'indemnité soit considérée comme un profit de Fief échû à cause des droits de lods & ventes pour l'assujettir à la prescription, pendant que le contraire a lieu pour le rachat ?

15. Enfin l'on dit que par l'indemnité le Seigneur n'a qu'une action de dommages & intérêts, & que cette action se prescrit parce que nous ne connoissons point d'actions perpétuelles.

Cette objection se détruit encore parce qu'on vient de dire. Le rachat ne peut se prescrire. Comme l'indemnité représente ce droit autant qu'elle représente les lods & ventes, l'action pour l'obtenir doit être par conséquent perpétuelle. D'ailleurs l'indemnité ne donne point une simple action pour dommages & intérêts qui ait un tems limité ni défini, elle représente l'ancien droit d'expulser les gens de main-morte qui étoit perpétuel dans l'ancienne Coutume & dont l'action étoit par la même raison perpétuelle, pour être intentée par le Seigneur aux gens de main-morte en déguerpissement quand la volonté du Seigneur étoit de les contraindre de vider leurs mains. L'indemnité, qui en a pris la place & qui tient lieu des droits casuels à échoir qui sont imprescriptibles, peut donc bien aussi produire une action perpétuelle.

16. Après tout pour achever de prouver l'imprescriptibilité du droit d'indemnité, faut-il autre chose que l'attention singulière de la Coutume à marquer & définir le tems de chaque prescription quand son intention a été d'en établir ? L'art. 281. a limité la prescription des droits de lods & ventes, rachats & autres droits casuels échus à 30.
ans

ans Le 282. limite les actions réelles à 40. ans , l'article 284. a réduit les actions mobilières à 5. ans , l'art. 285. limite à 30. ans les actions personnelles.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

L'art. 288. fixe à 5. ans les actions criminelles , les 291. & 292. réduisent à un an les actions pour amende civile, l'endommagement des bestes , le payement des foyages , tailles , impôts & billots & autres deniers d'octrois , taux , guets , aides & défaut d'avoir moulu à moulin , impositions extraordinaires , salaires , gages & loyers des serviteurs & marchandises baillées en détail à autres que marchands de semblables marchandises.

Le 295. a limité la liberté de révoquer les contrats de choses mobilières à 24. heures & la redhibitoire pour chevaux & pour autres choses à six mois.

Le 296. ne donne aux mineurs que 10. ans après leur majorité pour se restituer contre les contrats faits par eux dans leur minorité.

Le 297. ne donne aux majeurs que 10. ans pour la rescision des contrats où ils souffrent lésion d'outre moitié.

Le 302. ne donne qu'un an & jour au père absent pour le retrait.

Les 319. 320. 321. 322. & 323. fixent à un an le tems de l'exercice du retrait au mi-denier.

Le 361. limite à 30. ans le tems pour impunir & blâmer les aveus.

Le 387. borne à un an le droit de suivre en justice les hommes & sujets qui ont manqué de suivre le moulin du Seigneur.

Enfin le 392. fixe à un an le tems pour demander la démolition d'un édifice parfait. Il borne à six ans l'action pour le préjudice que le même édifice peut causer , & limite à 15. ans l'action pour la démolition des colombiers & des moulins.

Une Coutume , si attentive à fixer par des dispositions particulières le tems de toutes les actions & à en établir la durée depuis les plus grandes jusqu'aux moindres , auroit-elle omis de fixer pareillement un tems pour demander l'indemnité due par les gens de main-morte à cause

22 Juin & 19
Juillet 1736.

de leurs acquisitions? Si son intention avoit été de soumettre l'indemnité à la prescription, son attention n'auroit pas été sans doute moindre pour en limiter la durée. Donc si la Coûtume n'a fixé aucun tems pour demander l'indemnité, pendant que par l'art. 368. qui accorde cette indemnité, elle a bien eu l'attention de fixer à 30. ans le tems pour obliger les mains-mortes de vuider leurs mains ou de donner un homme vivant & mourant, sans doute l'intention de la Coûtume n'a pas été de soumettre à aucune prescription l'action pour demander l'indemnité, puisque si son intention avoit été de la rendre prescriptible, elle eût aussi bien fixé un tems pour la demander, qu'elle en fixoit un pour obliger les gens de main-morte de vuider leurs mains.

Il ne faut point être plus prévoiant que la Coûtume, pour supposer une prescription qu'elle n'a point établie. Si elle n'a rien dit de la prescription de l'indemnité, c'est que son intention n'a pas été d'en rien dire. *In dispositione consuetudinariâ nihil est subaudiendum nec aliud sensisse consuetudo intelligi debet quam quod verbis expressit*, dit d'Argentré sur l'ancienne Coûtume, art. 324. n. 4.

Inutilement voudroit-on dire que l'action pour demander l'indemnité, doit être considérée comme réelle ou comme personnelle pour lui appliquer la disposition de l'art. 282. ou de l'art. 285. & pour l'assujettir par ce moyen à la prescription de 40. ans ou de 30. ans. Elle représente un droit imprescriptible dont elle a pris la place : ainsi elle n'est soumise à aucune de ces prescriptions.

Dans l'ancienne Coûtume il y avoit une prescription pour les actions réelles & une prescription pour les actions personnelles, tout ainsi que dans la nouvelle Coûtume. Cependant il n'y avoit point de prescription pour assurer les acquisitions aux gens de main-morte contre le Seigneur qui ne vouloit pas les souffrir sous son Fief. L'imprescriptibilité du droit qu'avoit le Seigneur, dans l'ancienne Coûtume, de contraindre les gens de main-morte de déguerpir, a passé à l'indemnité que la Coûtume nouvelle a substitué au droit d'expulser les gens de main-morte, en

limitant ce droit à 30. ans , pour dédommager les Seigneurs des droits de lods & ventes , rachats & déshérences qui n'étant point échûs ne se prescrivent point. L'indemnité qui est due par les gens de main-morte , pour leurs acquisitions , aux Seigneurs de Fief , doit donc être également affranchie de la prescription que le sont les droits de lods & ventes , rachats & déshérences non échûs , & que l'étoit anciennement le droit d'expulser les gens de main-morte de leurs acquisitions auxquels droits l'indemnité a été substituée , sans quoi elle ne représenteroit pas ces mêmes droits parfaitement.

22 Juin & 19
Juillet 1736

17. Il seroit inutile après cela d'examiner quand la prescription pourroit commencer si l'indemnité étoit prescriptible. Cependant on va discuter surabondamment cette question.

Les Coûtumes qui ont admis la prescription de l'indemnité ont entr'elles des dispositions bien différentes , Tours art. 107. n'admet que la prescription de 100. ans , Orleans art. 41. demande 60. ans , Normandie art. 141. fixe la prescription à 40. ans , Maine art. 41. dit aussi 40. ans. D'autres Coûtumes & des Auteurs admettent la prescription de 30. ans pour les laïques & celle de 40. ans pour l'Eglise. Si l'on suposoit que l'indemnité pût se prescrire en Bretagne , la prescription seroit de 40. ans. Mais de quand pourroit-on faire commencer la prescription ? Serait-ce dès le jour même de l'acquisition , ou ne seroit-ce que d'un autre tems ? Les gens de main-morte veulent que le jour même de l'acquisition soit le commencement de la prescription ; mais on soutient au contraire , dans la supposition de la prescriptibilité , que la prescription ne pourroit avoir ce commencement , & cela sur la disposition de notre Coûtume , de la Coûtume d'Anjou & de la Jurisprudence des Arrêts de ce Parlement qui l'ont jugé invariablement.

A commencer par nôtre Coûtume l'art. 368. ne fait commencer l'obligation de se contenter de l'indemnité qu'après les 30. ans qu'il donne au Seigneur pour contraindre les mains-mortes de vuidier leurs mains. Ainsi le tems pour demander l'indemnité ne commençant qu'a-

22 Juin & 19
Juillet 1736.

près les 30. ans, la prescription ne pourroit commencer auparavant.

En effet si l'indemnité suivant l'art. 368. de la Coûtume n'a commencé d'être dûë que depuis que les gens d'Eglise ne peuvent plus être obligés de vuider leurs mains, comme il y a 30. ans du jour du contrat pour les expulser de leur acquisition, la prescription de l'indemnité considérée comme prescriptible ne pourroit commencer que du jour des 30. ans. Ainsi ce seroit au moins 70. ans accomplis qu'il faudroit avant que les gens d'Eglise fussent en état d'excepter de la prescription.

Les gens de main-morte veulent néanmoins que l'indemnité se prescrive par 40. ans du jour de l'acquisition : ils disent que l'art. 368. de la Coûtume en contient une disposition assez expresse, quand il dit qu'après les 30. ans accordez pour obliger les gens d'Eglise & autres de vuider leurs mains, le Seigneur ne peut demander que l'indemnité; ils ajoutent même qu'en Bretagne on ne connoît point de prescription au-dessus de celle de 40. ans, & qu'ainsi tout ce qui est sujet à la prescription se prescrit par un pareil tems, d'autant que la prescription vaut titre, *habet vim constituti & dicitur titulus non præscriptio*.

Il est vray qu'en Bretagne la prescription de 40. ans est la plus longue pour les choses soumises à la prescription. Mais suposant que l'indemnité se pût prescrire par 40. ans, il ne s'ensuit pas que les 40. ans de la prescription dûssent commencer dès le jour de l'acquisition.

Avant que la prescription commence il faut être incommutablement capable de la possession, parce que, la prescription ne pouvant s'acquérir sans la possession, il faut posséder pour prescrire. Or la Coûtume permet aux Seigneurs d'obliger les gens de main-morte de vuider leurs mains de leurs acquisitions dans les 30. ans : donc les gens de main-morte, incertains de leur possession, ne peuvent point encore, pendant les premiers 30. ans, posséder incommutablement; s'ils ne peuvent posséder incommutablement pendant 30. ans, ils ne peuvent aussi commencer de prescription pendant tout ce tems, *non videtur perfectè cuius-*

que id esse quod ex casu ei auferri potest. l. 139. ff. de reg. jur. quod pendet non est pro eo quasi sit l. 169. §. 1. ff. eodem tit.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Il n'est donc pas vrai que la prescription pût commencer dès le jour de l'acquisition.

Il faut, en suposant l'indemnité prescriptible, considérer que la Coutume, dans l'art. 368. donne deux tems aux Seigneurs, ainsi que deux droits à l'occasion des gens de main-morte; sçavoir le droit de contraindre de vuider les mains avec un tems pour obliger de le faire, & un autre droit pour l'indemnité avec un autre tems pour la demander : tems qui est indéfini.

Le premier droit est celui d'expulser, & ce droit peut être exercé pendant 30. ans. C'est à ce tems, dont la durée, comme on le voit, est de 30. ans, que succède le droit d'indemnité qui est la ressource que la Coutume laisse après les 30. ans au Seigneur pour le dédommager de la perte de ses devoirs fèodaux. La prescription de l'indemnité, en la suposant prescriptible, ne peut donc pas commencer pendant que les 30. ans pour expulser courent encore & ne sont point écoulez. *Absurdum est ante diem præterire quam is existat quo oportet accipere l. 46. ff. de condit. & demonstrat.*

Il n'est point incompatible que la prescription de l'indemnité considérée comme prescriptible fût de 40. ans, & que cependant la prescription de 40. ans ne commençât pas dès le jour de l'acquisition. Si elle commençoit plus tard, cela ne viendrait que de ce que la Coutume n'a mis l'indemnité que la dernière dans l'ordre & ne l'a fait naître qu'après les 30. ans donnez pour contraindre les mains-mortes au déguerpiissement. Car au moment qu'elle donne 30. ans pour contraindre les gens de main-morte de vuider leurs mains ou de bailler homme vivant & mourant, inutilement penseroit-on à l'indemnité si le Seigneur se bornoit à contraindre la main-morte de vuider ses mains.

Le tems pour expulser n'est pas le tems pour demander l'indemnité : l'un passé, l'autre ne l'est pas, il ne fait au contraire que commencer : ainsi chaque tems a son objet

22 Juin & 19
Juillet 1736

& son action, de maniere qu'on ne peut dire que le tems d'une action finisse avec celui de l'autre, ni même que le dernier tems commence avec le premier pour que les deux tems courent conjointement. Si donc il y avoit lieu à la prescription de 40. ans pour l'indemnité, cette prescription ne pourroit commencer qu'après les 30. ans donnez par la Coûtume pour contraindre les gens de main-morte de vuidier leurs mains, observant les préalables nécessaires pour la faire courir tels qu'ils seront expliquez dans un moment, *dilatio temporis non potest prius habere finem quam principium. l. 81. §. 9. ff. de legat 1.*

On ne prétend pas nier que les Seigneurs dès l'instant de l'acquisition sont les maîtres de se contenter de l'indemnité. Mais cela étant une faculté dont ils sont maîtres d'user ou n'user pas, on ne peut pas retorquer cette faculté contr'eux de la part des gens de main-morte pour donner à la prescription de l'indemnité un commencement qu'elle n'auroit pas par la Coûtume si l'indemnité se prescrivait, vû que cela seroit contre la regle, *quod in alicujus favorem conceditur in ejus dispendium non est retorquendum.*

Quand le Seigneur commence par demander l'indemnité qu'il peut ne demander qu'après 30. ans, il reconnoît la main-morte. C'est une déclaration qu'il fait de l'agréer, un consentement qu'il donne qu'elle demeure sous son Fief; c'est en un mot une aprobation de son acquisition. Or en ce cas le droit de contraindre n'est plus subsistant; on ne doit donc pas argumenter de ce cas à celui où il n'y a point eu d'action intentée pour juger si la prescription de 40. ans pourroit commencer du jour de l'acquisition. Ainsi ce seroit toujours assez pour les Seigneurs qu'ils ne fussent point dès l'instant de l'acquisition dans une obligation indispensable de demander l'indemnité, pour empêcher la prescription de commencer du même tems.

En effet si un Seigneur peut demander l'indemnité dans les 30. ans de l'acquisition, il ne le fait, comme le dit Marais dans son Traité de l'indemnité, que par anticipation du tems qui lui est donné pour la demander, & cela

celeritate conjungendarum inter se actionum quasi unam actionem occultando. Cela ne change donc rien dans la disposition de la Coûtume touchant le tems donné pour contraindre les gens de main-morte de vuider leurs mains avant que de reduire les Seigneurs à se contenter de l'indemnité. Les deux facultez se suivent; & l'on ne peut faire commencer le tems de l'une avant que le tems de l'autre soit fini, lorsque le Seigneur, quoique maître de renoncer dès l'instant de l'acquisition à la faculté d'expulser la main-morte, veut attendre les 30. ans qu'il a pour l'expulser, avant que de se déterminer à ne prendre que l'indemnité.

22 Juin & 19
Juillet 1736

Cela supposé, si l'indemnité étoit soumise à la prescription, elle ne pourroit commencer avant les 30. ans donnez au Seigneur par la Coûtume pour expulser les mains-mortes. C'est le cas où l'on peut appliquer la regle *cum actiones de re eadem concurrunt alia aliam non consumit.*

Il faudroit encore après les 30. ans un préalable nécessaire pour faire commencer la prescription de l'indemnité, sçavoir l'exhibition du contrat d'acquisition ou la connoissance que les gens de main-morte en auroient donnée au Seigneur.

Les Coûtumes qui desirent l'exhibition du contrat d'acquisition des mains-mortes ou que le Seigneur en ait été instruit pour que la prescription commence contre lui, sont les Coûtumes de Sens T. 5. art. 1. Auxerre art. 7. Senlis art. 220. Berry T. 5. art. 53. & Anjou art. 37.

Dupineau sur cet article aux mots, *en égard au tems de l'exhibition*, dit que les gens d'Eglise ne se peuvent aider de prescription tant longue que ce soit, que premièrement l'exhibition des contrats n'eût été faite au Seigneur de Fief, ou que ledit Seigneur en ait eû connoissance par le paiement que les mains-mortes lui ont fait en leur nom des cens ou autres droits annexés & ordinaires.

Pinault sur la Coûtume de Cambray art. 9. du tit. 2. dit que cela est bien raisonnable, d'autant que s'il en étoit autrement les gens de main-morte pourroient faire des acquisitions secretes & en prescrire la possession contre le dessein des Coûtumes.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Ricard par le même principe dit sur l'art. 100. de la Coutume de Senlis que les gens de main-morte doivent déclarer leurs héritages amortis, afin qu'en cas d'aliénation des mêmes héritages le Seigneur puisse rentrer dans ses droits ; & il dit sur l'art. 200. que les gens de main-morte doivent exhiber au Seigneur leurs titres dans 40. jours, sinon qu'il peut faire saisir & exploiter en pure perte les Fiefs mouvans de lui & faire établir Commissaires pour les rotures : il ajoute même que le contrat doit être laissé aux mains du Seigneur pour qu'il déclare s'il entend user de retenue. C'est là ce que ces Coutumes décident & ce qu'enseignent les Commentateurs.

Or si les gens de main-morte, suivant la disposition de ces Coutumes & le sentiment des Auteurs qui les ont commentées, ne peuvent commencer leur possession, pour prescrire contre le Seigneur, que du jour qu'ils lui ont donné connoissance de leurs acquisitions, soit par l'exhibition de leurs contrats ou autrement ; peut-on dire que pendant qu'il n'y a point eû d'exhibition faite au Seigneur ou qu'il n'a pas eû autrement connoissance des acquisitions, les gens de main-morte soient en droit d'alléguer la prescription qui ne peut jamais s'acquérir sans la possession, *cap. 3. de reg. jur. in 6^o* ? Ces autorités auroient bien-tôt détruit & anéanti une pareille proposition. Il ne peut donc être vrai que la prescription de 40. ans commence au profit des gens de main-morte du jour de leurs acquisitions.

Les Coutumes n'ont pas été seules à le décider & les Auteurs à l'enseigner ; les Arrêts l'ont aussi jugé.

19. Dupineau à l'endroit cité en rapporte un Arrêt de l'an 1582. qu'il dit avoir été rendu au profit du sieur de la Roche Brochard, quoiqu'on eût allégué contre lui une si longue possession de la part des gens de main-morte qu'il n'y avoit mémoire d'homme au contraire. Mais cet Arrêt n'est pas l'unique ; la Cour dans les derniers tems l'a pareillement jugé par deux autres Arrêts, de manière que c'est désormais une jurisprudence établie & un point décidé.

La question de sçavoir de quel tems la prescription de l'indemnité pouvoit commencer au profit des gens de main-morte

morte entre les Seigneurs de Fief se presenta la premiere fois au Palais en 1703.

La question étoit entre le sieur de la Haye Girard, qui n'exceptoit point de l'imprescriptibilité, *quod notandum*; & le Sieur Besnard titulaire de la Chapellenie de la Cadoüais. Le procès fut commencé au Présidial de Nantes, le sieur de la Haye Girard demandoit l'indemnité au sieur Besnard, qui fondé sur une possession de plus de 40. ans exceptoit de la prescription. Par Arrest du 15. Decembre 1703. rendu en Grand'Chambre au raport de Monsieur Gesslin de Tremargat, la Sentence qui deboutoit le sieur de la Haye Girard fut réformée; & il fut jugé que les gens de main-morte ne peuvent prescrire l'indemnité par 40. ans, pendant que le Seigneur n'a point eu connoissance de leur acquisition par l'exhibition. La même question s'étant présentée pour la seconde fois en 1723. la Cour rendit un pareil Arrest dans l'espece qu'on va rapporter.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Le Général des Treviens de la Chapelle de Saint Jacques Succursale de la Paroisse de Pouldregat, avoit acquis une rente de quatre combles de Seigle sous la Seigneurie de Coatfao & Pratanras le 18. Septembre 1675. de laquelle il ne prit possession ni ne s'appropriä.

Le sieur Comte de Bienassis qui étoit le Seigneur de Fief, en aiant eu connoissance, avoit fait assigner le Général de Saint Jacques le 21. Juillet 1700. pour fournir aveu, paier les lods & ventes & les autres droits Seigneux dûs à cause de l'acquisition de cette rente, & bailler homme vivant, mourant & confisquant.

Le Général assemblé le 26. Septembre 1700. avoit délibéré d'obéir à la demande; le Marguillier de la Chapelle de Saint Jacques avoit fourni en conséquence un homme vivant & mourant. Mais depuis les suites de la demande avoient été abandonnées; le sieur Comte de Bienassis étoit même décédé, sans avoir fait la moindre poursuite; & Monsieur le Président de Bienassis son fils & son héritier étoit aussi demeuré dans l'inaction pendant tout le tems de sa vie.

Après sa mort le sieur Hurel institué tuteur oneraire

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

des Demoiselles de Bienassis, filles de Monsieur le Président & ses héritières, fit signifier le Général en Juillet 1717. pour reprendre l'instance de 1700. c'est-à-dire, 41. ans 10. mois depuis l'acquisition du Général, & par l'exploit signifié en reprise, il demanda le paiement de l'indemnité que le sieur Comte de Bienassis n'avoit point demandé.

L'exception du Général étoit qu'ayant donné dès l'année 1700. un homme vivant & mourant, il ne devoit point l'indemnité. Il demanda même son renvoi au Présidial de Quimper, lequel fut consenti.

Deux questions furent proposées au Présidial de Quimper. L'une étoit de sçavoir, si le Seigneur peut exiger l'homme vivant & mourant, conjointement avec l'indemnité; l'autre si dans la supposition que ces deux droits pussent être exigés conjointement le Seigneur pouvoit demander l'indemnité après 40. ans.

Le Général soutenoit 1°. Qu'ayant baillé homme vivant & mourant en 1700. les Demoiselles de Bienassis n'étoient pas recevables à demander l'indemnité, & qu'en Bretagne on ne devoit que l'homme vivant & mourant seul ou l'indemnité seule. Il disoit en second lieu que s'étant passé plus de 40. ans depuis l'acquisition du 18. Septembre 1675. jusqu'à l'action de Juillet 1717. qui étoit la première où l'on eût demandé l'indemnité, il y avoit prescription.

Le Présidial de Quimper rendit une Sentence le 9. Août 1720. par laquelle, sans avoir égard aux exceptions, il condamna le Général de paier l'indemnité. Le Général en fut apellant à la Cour; Maître Morice étoit son Avocat; il étoit connu pour habile au Palais; il étoit même difficile de se tenir en garde contre le talent qu'il avoit de persuader; il mit tout en usage pour porter la Cour à dire que le Présidial de Quimper avoit mal jugé en condamnant le Général à l'indemnité; il n'oublia ni de faire valoir la prescription de 40. ans, au moien de laquelle il disoit que les lods & ventes même représentés par l'indemnité & les legats faits par testament se

prescrivoient sans exhibition ; & il ajoûtoit que l'article 368. de la Coûtume n'obligeant qu'à l'homme vivant & mourant dans les 30. ans ou à l'indemnité après les 30. ans , l'on ne pouvoit jamais exiger les deux droits conjointement.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Le Tuteur des Demoiselles de Bienassis, disoit, 1°. Que l'homme vivant & mourant n'étoit point incompatible avec l'indemnité , parce que quand l'un & l'autre sont donnez conjointement , l'indemnité (qui est en Bretagne un tiers des revenus ou du prix pour les biens nobles à cause du droit de rachat qu'on fait entrer dans la taxe de l'indemnité , & un quart pour les biens roturiers) s'exige à un moindre denier quand on baille homme vivant & mourant. 2°. Que le Général ayant baillé l'homme vivant & mourant en 1700. c'étoit de sa part une reconnoissance qui avoit empêché la prescription de l'indemnité. Il ajoûtoit la disposition de l'art. 37. de la Coûtume d'Anjou , Dupineau & Chopin deux de ses Commentateurs, pour prouver que la prescription de l'indemnité par 40. ans, quand elle est prescriptible , ne peut commencer que du jour que le Seigneur a eû l'exhibition du contrat ou qu'il en a été instruit autrement ; & il alleguoit, outre ces autorités , le traité de l'indemnité de Maître Jean Marais avec l'Arrest du 15. Decembre 1703. rendu contre le titulaire de la Chapelle de la Cadoüais sans le produire. Ainsi dans cette affaire la question de sçavoir de quel tems la prescription devoit commencer fut exactement discutée.

Le procès fut rapporté en Grand'Chambre par Monsieur Dandigné le 9. Novembre 1723. La Cour s'étant partagée en opinions , l'une à dire qu'il y avoit prescription & que par conséquent il y avoit lieu de réformer la Sentence de Quimper qui avoit condamné le Général à l'indemnité, l'autre à dire qu'il n'y avoit point de prescription & à mettre en conséquence l'apel du Général au neant, Monsieur de Cuillé, qui étoit un des Juges de la dernière opinion, fut Compartiteur ; il se fit servir la minute de l'Arrest du 15. Decembre 1703. rendu au raport de Mr. de Tremargat, lorsqu'on fut aux Enquêtes pour départir

22. Juin & 19
Juillet 1736.

les opinions, parce que l'Arrest qui étoit de Commissaires n'ayant point été retiré par les parties qui pûrent s'accommoder après l'Arrest, le Tuteur n'avoit pû le produire. Le procès ayant été rapporté & l'Arrest du 15. Decembre 1703. vû aux Enquêtes, l'avis de Monsieur de Cuillé Compartiteur fut suivi. Ainsi l'opinion de Messieurs qui étoient d'avis que la possession de 40. ans pour acquérir la prescription de l'indemnité ne peut commencer pendant que le Seigneur n'a point eû connoissance de l'acquisition des gens de main-morte par l'exhibition des contrats, par le paiement des lods & ventes ou autrement, & que l'apel du Général devoit être mis au néant, prévalut.

Voilà donc, outre la Coûtume & le sentiment des Auteurs, des Arrêts qui ont jugé que sans l'exhibition faite au Seigneur la main-morte ne peut jamais commencer contre lui la prescription du droit d'indemnité pour ses acquisitions. Ainsi joignant ces deux Arrests à celui du 15. Decembre 1703. rendu contre le Général de Landivisiau, l'imprescriptibilité de l'indemnité doit passer en maxime & n'être plus une question.

20. On objecte que la prescription court contre tous, soit qu'on ait eû connoissance de ses droits, soit qu'on les ait ignorés lorsqu'on a pû agir, parce que la prescription commence dès l'instant de l'ouverture de l'action.

Il faut distinguer. Si la prescription court contre tous, c'est quand la possession est paisible, publique, notoire & continuë suivant l'art. 281. quand on a pû agir, & quand la Coûtume n'a pas de dispositions contraires. Mais premierement la possession n'est notoire, ni connuë au Seigneur à qui les acquisitions n'ont pas été exhibées & qui dans l'ignorance de ces acquisitions n'est point en état d'agir pour l'indemnité. 2°. Comme la Coûtume art. 368. permet aux Seigneurs, pendant 30. ans, de contraindre les gens de main-morte de vuider leurs mains, avant que de les reduire à ne contraindre qu'à l'indemnité, sa disposition empêche la prescription de commencer pendant les premiers 30. ans ou la possession des gens de main-morte n'est point assurée; vû que, selon d'Argentré sur

l'art. 346. de l'ancienne Coûtume gl. 3. n. 2. la prescription ne court point sans la possession : *sine possessione non currit prescriptio etiam longissima.*

22. Juin & 19
Juillet 1736.

On a dit pour les gens de main-morte que l'indemnité est purement un profit de Fief, qu'elle ne donne aucune atteinte à la mouvance, que l'extinction qu'elle produit des droits casuels n'est ni perpétuelle ni absoluë, que la puissance féodale pendant la possession des gens de main-morte n'est qu'endormie sans être éteinte, que si l'indemnité étoit un droit substitué en la place du droit de lods & ventes & s'il étoit imprescriptible, le paiement de ce droit devoit affranchir pour toujours le droit de lods & ventes qui devoit être éteint aussi pour toujours; au lieu que le droit de lods & ventes subsiste toujours, qu'il se trouve seulement suspendu pendant la possession des gens de main-morte, & qu'il reprend toute sa force quand ils cessent de posséder.

21. On a prouvé au contraire pour les Seigneurs que l'indemnité n'est point un simple profit de Fief. Palu qui dit sur l'art. 104. de la Coûtume de Tours que le paiement de l'indemnité n'éteint point la puissance féodale qui demeure seulement endormie & qui commence à se réveiller lorsque la chose sort hors de la main de l'Eglise, dit aussi, sur l'art. 107. de la même Coûtume, qu'elle est un droit réel qui tend tellement à la diminution du fond, que le vendeur du Fief après la vente ne peut, au préjudice de l'acquéreur, se départir *a jure expellendi* ni opter de prendre pour son indemnité le cinquième du prix au lieu de la cinquième partie du revenu.

Au surplus quant à la proposition que le paiement de l'indemnité n'opère pas une extinction perpétuelle & absoluë des droits casuels de Fief, & ne les affranchit pas pour toujours, il faut distinguer. Car si la proposition est vraie considérée par rapport au Général des Vassaux & *universaliter*, il en est autrement si l'indemnité est considérée par rapport aux gens de main-morte qui font des acquisitions, puisque le paiement qu'ils font de l'indemnité aux Seigneurs de Fief éteint parfaitement les droits casuels

22. Juin & 19
Juillet 1736

de Fief pour tant & si long-tems qu'ils continuëront de posséder, de maniere que s'ils possèdent toujours l'extinction des droits casuels sera perpétuelle & pour toujours. Ainsi le paiement de l'indemnité, considérée par rapport aux gens de main-morte & respectivement à eux, affranchit pour toujours les droits casuels du Fief, ce qui suffit pour dire que l'indemnité n'est point un profit de Fief qui soit soumis à la prescription comme le sont les droits casuels échûs, mais un droit, qui étant substitué au lieu & place de droits casuels à échoir & même au droit d'expulser qui ne se prescrivent point, ne doit point aussi être soumis à la même prescription des droits casuels échûs, ni à aucune prescription.

22. D'Argentré est, dit-on, d'avis sur l'article 346. de l'ancienne Coutume *gl.* 1. que l'indemnité se prescrit par 30. ans du jour de l'acquisition; & c'est aussi le sentiment d'Auzanet, de d'Hericour, de Mr. de Perchambault qui le disent unanimement avec Bacquet *ch.* 60. du droit d'amortissement; on ajoute même que tel est aussi le sentiment de Sauvageau sur nôtre Coutume art. 368.

Il est vrai que d'Argentré s'est expliqué comme on le dit; mais ce n'est pas son sentiment, puisque dans les deux gloses suivantes du même art. 346. il dit que l'indemnité est imprescriptible.

On objecte contre cette décision que d'Argentré écrivoit sur l'ancienne Coutume, & que le droit aiant changé depuis par l'art. 368. de la nouvelle Coutume, il ne faut plus l'alleguer.

Cette objection seroit vraie si d'Argentré avoit changé sur la nouvelle Coutume, en disant depuis la réformation que l'indemnité se prescrit par 30. ans du jour de l'acquisition. Mais la nouvelle Coutume ne l'a point fait changer d'opinion; il dit seulement que les Auteurs de Paris laissent toujours de l'incertitude sur la question, que son aithologie ne lui permet pas de donner d'amples réponses, & que la question demande un commentaire; ce qui n'est pas dire que l'indemnité se prescrit par 30. ans du jour de l'acquisition; *Parisienses jurisconsulti de eo litigant & ad-*

versaria arresta proferunt Molinaus S. 41. Chopinus in consuetudines Andegavenses ; tamdiu vivitur & adhuc illis res in incerto est : non libet hic pluribus respondere. Hæc commentaria expectant. Or si d'Argentré n'a point dit que l'indemnité soit prescriptible par 30. ans du jour de l'acquisition ni autrement, comme il ne pouvoit pas le dire puisqu'il étoit un des Réformateurs & dont nul autre n'a mieux entendu l'esprit & le sens ne le dit pas dans l'art. 368. il s'ensuit que son sentiment sur l'indemnité a toujours été depuis la nouvelle Coutume, ainsi que sur l'ancienne, que l'indemnité n'est point sujette à la prescription de 30. ans du jour de l'acquisition des gens de main-morte, ni même sujette à aucune prescription ; par conséquent selon d'Argentré la prescription de l'indemnité qui n'a point lieu, ne peut pas commencer du jour de l'acquisition ; & l'on veut lui attribuer mal-à-propos le sentiment que l'indemnité se prescrive par 30. ans du jour de l'acquisition. A l'égard d'Auzanet, d'Hericour & Monsieur de Perchambault, puisqu'ils ne suivent que le sentiment de Bacquet, on ne les doit considérer que comme des Auteurs de France qui dans notre Coutume contraire à leurs opinions, ne doivent être d'aucune considération.

D'ailleurs si Bacquet a été d'avis au chap. 60. du traité de l'amortissement que l'indemnité se prescrit par 30. ans, comme il dit aussi sur le chap. 34. du traité des nouveaux acquêts que les Seigneurs seculiers ont 30. ans & les Seigneurs Ecclesiastiques 40. ans pour obliger les gens de main-morte de vider leurs mains de leurs acquisitions quand ils en ont été servis, on doit convenir que la prescription de l'indemnité selon Bacquet même ne pourroit pas commencer du jour de l'acquisition, principalement quand les Seigneurs n'ont pas eû connoissance de l'acquisition. Ainsi Auzanet, d'Hericour & Monsieur de Perchambault même n'étant que ses Sectateurs, on ne doit pas les alléguer pour dire que l'indemnité se prescrit par 30. ou 40. ans du jour de l'acquisition.

A l'égard de Sauvageau son sentiment n'est pas absolument sur l'art. 368. de la nouvelle Coutume que la pres-

22. Juin & 19
Juillet 1736

22. Juin & 19
Juillet. 1736

cription de l'indemnité doit commencer du jour de l'acquisition, puisqu'il est au contraire d'avis qu'elle est imprescriptible; mais son sentiment considéré tel, en supposant l'indemnité sujette à prescription, n'est pas juste. 1°. Il est contraire à la Coutume qui dans l'art. 368. même met un intervalle de 30. ans entre l'acquisition & le tems de la demande d'indemnité, en permettant de contraindre pendant les premiers 30. ans les gens de main-morte de vider leurs mains. 2°. La Cour aiant jugé la question, ses Arrêts doivent prévaloir.

On objecte que pour bien juger de l'esprit de notre Coutume dans les cas où elle ne s'est pas expliquée assez clairement, il faut la rapprocher de quelques autres pareils qui doivent se décider par les mêmes principes; & raisonnant en conséquence on rapporte deux cas, l'un qui regarde les lods & ventes & l'autre les legats.

23. On dit que les lods & ventes se prescrivent par 30. ans à compter du jour de l'exhibition faite des contrats au Seigneur suivant l'art. 281. & la maxime est certaine que sans exhibition les lods & ventes se prescrivent par 40. ans.

Il est vrai, dans le premier cas, que les lods & ventes échûs se prescrivent par 30. ans du jour de l'exhibition des contrats, & que quoiqu'il n'y ait point d'exhibition les mêmes devoirs échûs se prescrivent par 40. ans. Mais cela reconnu, s'ensuit-il que la conséquence soit juste? non, parce que ce premier cas n'étant que celui des lods & ventes échûs, il ne peut jamais servir pour décider de la prescription d'un droit tel que l'indemnité qui représente les devoirs de lods & ventes à échoir lesquels ne sont point échûs.

Si l'indemnité représentoit les lods & ventes échûs, à la bonne heure que, de même qu'ils se prescrivent par 40. ans sans exhibition, elle pût aussi se prescrire. Mais puisque les droits qu'elle représente & dont elle tient lieu ne se prescrivent point, soit qu'il y ait exhibition, ou qu'il n'y ait pas d'exhibition, suivant le même art. 281. qui porte qu'ils ne se prescriront, comme la comparaison

paraïson est fausse dans le premier cas, la consequence doit pareillement tomber; & argumentant par le même art. n'est-il pas vrai de dire que puisque les lods & ventes à échoir ne se prescrivent point, l'indemnité substituée pour tenir lieu des mêmes droits ne se prescrit point pareillement? Cette comparaïson étant juste, la consequence & la proposition sont infaillibles & ne peuvent être contestées: l'on doit donc écarter d'autant plus le premier cas que la question se trouvant jugée elle ne peut plus être agitée.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Il en est de même du second cas: les legats se prescrivent par 30. ans à compter du jour de la publication, & la Coûtume ne dit point qu'ils se prescriront par 40. ans sans publication; cependant la prescription de 40. ans a lieu contre les legats sans publication. Cette proposition est vraie; mais on n'en peut conclure que l'indemnité doive aussi se prescrire par 40. ans du jour de l'acquisition quoiqu'il n'y ait point d'exhibition; car la Coûtume ayant accordé l'indemnité sans limiter de tems à sa durée, le cas des legats n'est nullement le même que celui de l'indemnité.

Après tout dans les deux cas proposez l'usage a autorisé & les Arrests ont jugé que la prescription de 40. ans a lieu pour les lods & ventes échûs & pour les legats qui ne se peuvent prescrire par 30. ans, sçavoir les lods & ventes que du jour de l'exhibition & les legats que du jour de la publication; mais dans le cas de l'indemnité la Cour a jugé par les Arrests de 1703. & 1723. que la prescription n'a point lieu quand le Seigneur n'a pas été instruit par les gens de main-morte de leurs acquisitions. Ainsi pour ce regard la disposition de la Coûtume n'est pas seulement différente; l'usage & les Arrests sont aussi différents: les deux cas proposés pour comparaïson sont donc absolument à retrancher, c'est le sentiment de Chaline dans sa Methode pour l'intelligence des Coûtumes regle 3. & la disposition de la Loi 34. ff. de legibus. *Cum de consuetudine Civitatis vel Provinciæ confidere quis videtur primum quidem illud explorandum arbitror an etiam contradicto aliquando judicio consuetudo firmata sit.*

24. Les gens de main-morte sont encore une autre compa-

22 Juin & 19
Juillet 1736.

raison pour insinuer que l'indemnité doit se prescrire du jour de l'acquisition; l'exemple est celui-ci.

Un Seigneur de Fief par un traité particulier décharge un de ses Vassaux & ses héritiers & cause-aiants de tous les profits de Fief, lods & ventes, rachats & autres qui pourroient être dûs pendant plusieurs générations ou plusieurs siècles, en faveur d'une somme que ce Vassal s'oblige de paier. On dit que cette somme, représente des droits de Fief qui n'étant pas échûs sont imprescriptibles, que cependant le Seigneur n'a que 30. ans du jour du traité pour s'en faire paier, & qu'il doit être de même pour l'indemnité des acquisitions des gens de main-morte.

La réponse est 1°. Que dans l'exemple proposé c'est le Seigneur qui amortit pour un tems les droits naturels de son Fief, comme il peut le faire *citra corruptionem feudi*, puisqu'il peut même les amortir ou les remettre à perpétuité. 2°. Le Seigneur en contractant donne son consentement; & ce consentement forme une stipulation qui ne produit qu'une action personnelle *ex contractu* soumise par l'art. 285. de la Coutume à la prescription de 30. ans.

3°. Si les droits de Fief dans la main du Seigneur étoient imprescriptibles n'étant point échûs, ils ne subsistoient plus au moien de la convention; & le Seigneur, qui n'avoit plus d'action que pour le prix de son contrat, ne pouvoit plus, après la cession qu'il en avoit faite, excepter de l'imprescriptibilité de ses droits, que le prix convenu ne pouvoit représenter parfaitement suivant la maxime *in particularibus pecunia non est loco rei*. Il faut raisonner de ce cas, comme l'on raisonneroit d'un Seigneur qui auroit vendu par contrat toute sa Seigneurie avec ses dépendances. Comme il n'auroit que 30. ans pour demander le prix de son contrat à son acquereur, de même le Seigneur, qui a traité de ses droits de Fief pour un tems à une somme avec son Vassal, n'a que 30. ans pour lui demander le prix convenu si le traité ne contient point de clause résolutoire en défaut de paiement.

Il n'en est pas ainsi du Seigneur de Fief pour son indem-

nité avec les gens de main-morte; il ne contracte point; il ne traite point de ses droits; il ne les remet point ni pour un tems ni à perpétuité. L'indemnité qui lui est due n'est point le prix d'une convention ni d'une vente qu'il ait faite de ses droits de Fief aux gens de main-morte; l'acquisition que font les gens de main-morte n'est pas aussi celle des droits féodaux; leur acquisition est au contraire de biens chargez de ces droits que l'indemnité représente; & le Seigneur n'y consent point. La comparaison du Seigneur de Fief qui traite de ses droits féodaux avec son Vassal pour une somme, & du Seigneur sous lequel des gens de main-morte font des acquisitions, est donc encore mal imaginée.

22 Juin & 19
Juillet 1736

La Coutume, dit-on, stipule pour le Seigneur; cela n'est point. Mais qu'on le suppose; si elle stipule, elle donne 30. ans au Seigneur pour contraindre les gens de main-morte de vider leurs mains, & ne l'oblige de souffrir la main-morte dans son Fief qu'après ce tems. Ainsi elle ne lie point le Seigneur pendant les 30. ans qu'elle lui donne pour agréer ou pour expulser les mains-mortes; de manière que sa volonté demeure encore libre ou d'agréer ou d'expulser les gens de main-morte de leur acquisition, non obstant leur contrat: ce qui n'est pas du Seigneur qui traite avec son Vassal, puisqu'il s'oblige en contractant & dans l'instant même du contrat.

Si après les 30. ans la Coutume substituë l'indemnité au droit d'expulser quand elle charge les gens de main-morte de l'indemnité, c'est en faire une loi de leur acquisition, l'indemnité représentant des droits casuels qui, naturels au Fief, sont imprescriptibles; elle est donc également imprescriptible, puisque les heritages demeurent affectés à ce droit qui représente les droits imprescriptibles; & ils en demeurent chargés de la même manière qu'ils en étoient chargés avant que la main-morte en eût fait l'acquisition. Il n'y a donc aucune conformité entre le cas du Seigneur qui par contrat décharge son Vassal des droits féodaux & le cas du Seigneur auquel il est dû une indemnité.

Vouloir que l'indemnité soit prescriptible du jour de l'ac-

22 Juin & 19
Juillet 1736.

quisition des gens de main-morte, lorsque la Coûtume dit le contraire dans l'art. 368. & que les Arrests sont contraires; n'est-ce pas, contre l'intention de la Loi, vouloir restreindre & resserrer une faculté qu'elle donne pour l'exercer pleine & sans préfixion ni définition de tems, donner des bornes à son autorité qui n'en doit point recevoir, vouloir se montrer plus sage qu'elle, & cela pour favoriser un genre d'acquéreurs qu'elle abhorre, auxquels elle a pris soin d'interdire toutes acquisitions; faire demeurer hors du commerce, au grand préjudice des Seigneurs, des biens qui n'auroient jamais dû en sortir, pour favoriser l'éclipse, la diminution & l'énervement des Fiefs que les acquisitions trop fréquentes des gens de main-morte causent aux Seigneurs.

RAISONS POUR LA PRESCRIPTION DE L'INDEMNITE'.

1. Définition de L'indemnité.
2. 11. 12. 14. Si l'indemnité représente le fonds du droit que le Seigneur perd par l'acquisition des gens de main-morte.
3. 5. 7. Autorités.
4. Jurisprudence des Arrests.
6. Si les gens de main-morte sont incapables de posséder.
8. 13. Quel est l'esprit de la Coûtume de Bretagne sur cette question.
9. 19. Effet de la prescription de 40. ans.
10. 15. art. 281. & 368. de la Coûtume.
16. Si l'indemnité & le droit d'exiger l'homme vivant & mourant sont de la même nature.
17. 19. 21. Si la prescription de l'indemnité ne peut courir que du jour de l'exhibition faite au Seigneur.
18. Si l'indemnité ne peut commencer à se prescrire qu'après les 30. ans donnés au Seigneur par l'art. 368. de la Coûtume pour faire vider les mains.
20. Discussion des autorités & des Arrests sur le commencement de la prescription de l'indemnité.

1. **L** Indemnité est la récompense & le dédommagement que la loi accorde au Seigneur de Fief pour les profits & les droits casuels dont il se trouve privé par les

acquisitions des gens de main-morte. *Indemnitas illa est, dit du Moulin, pensatio quæ fit & præstatur Domino pro interesse suo, loco jurium utilium quæ verissimiliter percepturus erat in privatorum manu.*

22 Juin & 19
Juillet 1736

Le Seigneur n'a qu'une action de dédommagement à exercer. Jamais on n'a regardé l'action de dédommagement comme imprescriptible ; & nous ne connoissons aucune action perpétuelle.

2. L'indemnité ne représente point le droit de percevoir les profits de Fief ; parce que ce droit subsiste toujours, sans être éteint par l'acquisition des gens de main-morte. Il n'y a que l'exécution de ce droit qui soit suspendue ; & cette proposition est si vraie, que si les gens de main-morte, après avoir indemnisé, vendoient leurs acquests, le Seigneur auroit les lods & ventes de ce contrat & percevroit du nouvel acquereur tous les droits Seigneuriaux. Cependant si l'indemnité représentoit le fonds du droit du Seigneur, ce droit, dont il auroit été indemnisé lors de l'acquisition des gens de main-morte, seroit entièrement éteint, & l'heritage en seroit déchargé à perpétuité.

Puisque le fonds du droit subsiste toujours & n'est que comme endormi pendant la possession des gens de main-morte, l'on doit conclure que l'indemnité ne représente que les droits casuels de Fief ; droits prescriptibles quand ils sont échûs. Ils ne peuvent échoir pendant la possession des gens de main-morte. C'est pourquoi la loi, pour indemniser le Seigneur des profits de Fief qu'il eût pû percevoir si l'heritage n'avoit point passé à des gens de main-morte, lui donne une action de dédommagement. Cette action est ouverte dès le moment de l'acquisition des gens de main-morte. Alors tous les profits de Fief sont censés échûs ; & comme le Seigneur peut demander son indemnité, on peut dire qu'elle est échûë lors de l'acquisition.

Or comme l'indemnité représente des profits de Fief qui sont prescriptibles lorsqu'ils sont échûs, par la même raison l'indemnité étant échûë est prescriptible. *Subrogatum sapit naturam subrogati.*

3. Ces principes ont pour garens les Auteurs François

22 Juin & 19
Juillet 1736.

les plus respectables, ceux de la Province & la Jurisprudence des Arrêts. Bacquet *du droit d'amortissement* ch. 60. n. 2. Salvaing *de l'usage des Fiefs* ch. 59. du Moulin §. 1. *de la nouvelle Coutume de Paris* n. 70. Cambolas ch. 23. Lalande sur Orleans art. 41. Despeisses *Traité des droits Seigneuriaux* Tom. 3. art. 2. Lelet, Filleau, Thevenet, Riffaut & Braut sur Poitou art. 52. Ricard art. 220. *de la Coutume de Senlis*, & l'Auteur des nouvelles notes sur cette Coutume. Tronçon sur Paris art. 1. Auzanet & Arrêtés de Monsieur de Lamoignon *Titre de l'indemnité*: Ferrière sur Paris T. 1. § 5. n. 20. Simon Tome 2. *des maximes du droit Canonique* T. des *Seigneuries* ch. 2. Guenois *Conferrence des Coutumes, aux additions sur le titre des prescriptions* fol. 435. de Lhommeau. L. 2. *des droits Seigneuriaux* maxime 26. Billecocq L. 5. ch. 11. §. 5. d'Hericourt *Loix Eccles.* 4. part. art. 3. n. 42. Brodeau sur Loüet *Lettre D.* n. 53. Dolive L. 2. ch. 12.

Comme par les anciennes Coutumes de Bretagne les gens de main-morte étoient incapables de posséder & par conséquent de prescrire, d'Argentré soutint d'abord l'imprescriptibilité. Mais les obstacles que l'ancienne Loi apportoit à la prescription des gens de main-morte ont été levés par la nouvelle Coutume. Nous sommes dans le droit commun du Roïaume; & l'on doit s'attacher à ce qu'a dit d'Argentré même sur l'art. 346. de l'ancienne Coutume. *Cæterum indemnitis petitioni, si quid eâ causâ debetur, & jam excidit per acquisitionem, personalium actionum tempore præscribitur, id est triginta annis.*

Monsieur de Perchambault §. 2. *du Traité des choses Ecclesiastiques* & sur l'art. 368. adopte les mêmes principes qu'on a établis sur la nature & la prescription de l'indemnité.

Hevin art. 368. *de la Coutume aux mots après les 30. ans*, s'exprime en ces termes. *Sed intra quod tempus? Intra quadraginta annos à die acquisitionis. Est enim ultima præscriptio apud nos.*

4. La Jurisprudence des Arrêts a confirmé cette maxime. Le plus ancien Arrêt en date du 18. Janvier 1479.

fut rendu au Parlement de Paris au profit du Chambrier de St. Martin des Champs contre Mr. l'Evêque de Paris. Il est rapporté par Joannes Galli, *dans le stile du Parlement partie 7. n. 84. & par Corbin, Traité des droits de patronages T. des Fiefs & Censives.*

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Brodeau rapporte trois autres Arrests dont le premier en date du 23. Mars 1587. est cité par Bacquet qui en rapporte deux autres. Monsieur d'Olive cite deux Arrests du Parlement de Toulouse & Monsieur Pinault Tome 2. Arrest 184. rapporte un Arrest du Parlement de Tournay du 12. Août 1697.

Nous trouvons dans la Coûtume anonime de Nantes deux Arrests de Bretagne des 30. Octobre 1575. & 16. Octobre 1645. & l'Arrest de 1708. rendu au profit du sieur de Bouvans contre le Général de la Treve de Commana, établit aussi la prescription de 40. ans, & l'indemnité ne fut ajugée que pour les acquests ou dons posterieurs aux 40. ans.

5. On opose à ces autorités & à ces décisions Billecart sur Châlons, Boucheul sur Poitou, Monsieur Pinault sur Cambray, Monsieur de Cambolas, Albert, Monsieur Maynard, Chenu, Dufresne & Sauvageau. Mais le sentiment singulier de ces Auteurs ne pourroit prévaloir à tant d'autorités conformes aux véritables regles & soutenues de la Jurisprudence des Arrests.

D'ailleurs si Billecart sur l'art. 208. de la Coûtume de Châlons pense que l'indemnité est imprescriptible, c'est parce que cette Coûtume a des dispositions pareilles à nôtre ancienne Coûtume. Les gens de main-morte ne peuvent prescrire contre le Seigneur, même le droit de retenir. Il n'est pas surprenant qu'ils ne puissent prescrire le droit d'indemnité.

Pour Boucheul après avoir rapporté le sentiment de Bacquet, de Dumoulin & des autres Auteurs qui soutiennent que l'indemnité est prescriptible, voici comme il s'explique.

» La Coûtume néanmoins en cet article conjoint les indemnités dûes au Seigneur avec les droits du Roy; de

22 Juin & 19
Juillet 1736

» forte que comme ceux-ci sont imprescriptibles, de même les droits d'indemnité dûs au Seigneur le sont aussi de la part des gens de main-morte.

La façon dont Boucheul s'explique ne laisse pas douter un moment que ce n'aient été les dispositions particulières de la Coutume de Poitou, qui l'aient fait pencher pour l'imprescriptibilité de l'indemnité.

Il est vrai que dans le même nombre Boucheul en rapportant l'avis de Constant, dit que l'indemnité dépend & fait partie du droit féodal en soi; mais il ne rapporte pas cette raison pour l'adopter, mais simplement comme ayant servi de motif à l'avis de Constant; motif au reste très-mauvais, comme on l'a fait voir ci-dessus.

Pinault sur la Coutume de Cambrai tit. 2. art. 9. dit véritablement que l'Eglise ne peut prescrire son affranchissement par la possession. Il n'est pas surprenant que Pinault se soit expliqué ainsi sur la Coutume de Cambrai, puisqu'il ne paroît pas par l'art. 9. que les gens de main-morte puissent dans cette Coutume prescrire même contre leur Seigneur la faculté de retenir; & il est d'observation que Pinault dans son Recueil d'Arrests en rapporte un du Parlement de Tournay du 12. Août 1697. qui juge l'indemnité prescriptible.

Monsieur de Cambolas en rapportant deux Arrests du 19. Juillet 1620. & 27. May 1626. qui jugent l'indemnité imprescriptible, a grand soin de remarquer qu'on juge maintenant sans difficulté que le droit d'indemnité se prescrit, & il en rapporte les raisons.

Il est vrai que Monsieur de Cambolas ne rapporte aucun Arrest postérieur qui ait jugé en faveur de la prescription; mais on ne doit pas regarder son sentiment comme le sentiment particulier d'un Auteur, mais comme le témoignage d'un Magistrat illustre, instruit des usages de son Tribunal; & il nous atteste qu'on juge sans difficulté que l'indemnité est prescriptible: il a regardé la maxime comme si constante, qu'il n'a pas crû devoir l'appuyer.

On a prouvé que les raisons qui ont fait changer la Jurisprudence au Parlement de Toulouse sont très-solides, adoptées

adoptées par tous les meilleurs Auteurs, & autorisées par un grand nombre d'Arrests.

On ne doit pas s'arrêter à l'allégation d'Albert *let. A. art. 11.* & on ne devoit pas avancer si affirmativement que cet Auteur rapporte un Arrest rendu au raport de Mr. de Cambolas même, qui a jugé l'indemnité imprescriptible.

22 Juin & 10
Juillet 1736.

Car en premier lieu, Albert n'assure pas que cet Arrêt ait été rendu en 1646. il se contente d'avancer, *qu'en dit* que cet Arrest a été rendu. En second lieu, est-il vrai-semblable que Mr. de Cambolas eût omis cet Arrest de 1646. sur tout étant rendu à son raport, & qu'il eût dit affirmativement que depuis 1626. on jugeoit sans difficulté le droit d'indemnité prescriptible ? Albert n'a aucune connoissance de cet Arrest ; ce n'est que sur un oïi dire qu'il le rapporte. Mr. de Cambolas doit avoir sans doute la préférence ; d'autant plus même qu'Albert, dans l'endroit cité, rapporte un Arrest du Parlement de Toulouse du 6. Juillet 1646. entre le Chapitre de St. Estienne de Toulouse & les Jesuites, qui juge l'indemnité prescriptible. Aura-t'on jugé dans la même année au même Parlement l'indemnité prescriptible & non prescriptible ?

A l'égard de l'Arrest de 1560. rapporté par Mr. Maynard il ne peut être aujourd'hui d'aucune considération, la Jurisprudence aiant changé.

L'Arrest du 3. Août 1602. rapporté par Chenu ne juge point l'indemnité imprescriptible ; & la Cour, lors de cet Arrest, n'avoit pas même cette question à juger, puisque le Seigneur s'étoit formellement desisté de l'indemnité. Aussi la Cour ne condamne-t-elle par cet Arrest les Religieuses de Notre-Dame de St. Paul qu'à fournir un homme vivant & mourant pour faire la foi & hommage, païer les droits de relief & Chambellenage. Cet Arrest est le même que celui rapporté par Dufresne.

Il reste de répondre à Sauvageau sur l'art. 368. de la nouvelle Coutume. On ne pouvoit pas se déterminer par de plus mauvaises raisons que l'a fait Sauvageau.

Sauvageau fonde son avis sur les deux Arrests rapportez par Mr. de Cambolas, & sur celui de 1602. rapporté par

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Chenu : il change ce que du Moulin a dit sur la Coutume de Blois, art. 33. & d'une proposition particuliere il en fait une generale. Voilà ce qui sert de principe à Sauvageau.

On a fait voir ci-dessus que les deux Arrests du Parlement de Toulouse ne sont point en vigueur, & que ce Parlement, par un usage contraire, s'est conformé au droit commun du Roïaume. L'Arrest rapporté par Chenu ne juge point & n'a pû juger la question; il seroit au contraire contre l'avis que Sauvageau a pris, puisque le dispositif de l'Arrest nous apprend que le Seigneur s'étoit délisté du droit d'indemnité, comme prescrit par 40. ans.

L'apostille de du Moulin sur l'art. 33. de la Coutume de Blois n'est pas telle que Sauvageau la rapporte. Sauvageau fait dire à du Moulin que *nec posset allegare tempus centum annorum, quia talis prætenfa præscriptio non solum esset contra jus privatum, sed etiam contra jus publicum consuetudinarium*. Et par ces termes Sauvageau fait dire à Dumoulin que la prescription est contre le droit coutumier general du Roïaume.

Du Moulin s'explique en des termes bien differens. Il dit simplement, *sed etiam contra jus publicum hujus consuetudinis*, ce qui fait voir que du Moulin n'a entendu parler que conformément aux dispositions de la Coutume de Blois. Comment du Moulin eût-il pû dire que selon le droit commun l'indemnité étoit imprescriptible, lui qui a dit si affirmativement sur la Coutume de Paris, *secundum dispositionem juris communis præscribi puto jus indemnitis exigendæ*?

En second lieu, l'indemnité dont parle du Moulin sur cet article, n'est point celle dont il est question dans ce procès, dûë par les Gens de main-morte. Pour en être persuadé, il faut voir ce que porte l'art. 33. de la Coutume de Blois. Le voici.

» Au Comté & Baillage de Blois & ressort d'icelui, il y
» a trois droits Seigneuriaux recognitifs de Seigneurie : c'est
» à sçavoir, Fief, Cens & Terrages, lesquels s'appellent Seig-
» neuriaux, pour ce qu'aucun ne peut tenir héritages es-
» dits Comté, Baillage & ressort, sinon qu'il ne reconnoisse
» tenir d'aucun Seigneur à l'un desdits trois droits, si lefd.

» héritages n'étoient bien & dûëment amortis, & que les
» Seigneurs y prétendans censives, terrages ou féodalité eus-
» sent été païés de leurs indemnités.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Cet art. ne peut certainement avoir aucune application à l'indemnité dûë par les gens de main-morte ; & il n'en est point question dans cet article qui ne signifie autre chose, sinon qu'il n'y a point de franc-aleu, & que quiconque possède quelque héritage dans la Coutume de Blois doit reconnoître un Seigneur, à moins qu'il n'ait païé l'amortissement & l'indemnité.

Les droits dont cet article fait mention sont recognitifs de Seigneurie : Ils sont de l'essence & de la substance du Fief. *Nec mutari, nec adimi possunt citra contractus feudi corruptionem* ; par conséquent ils sont imprescriptibles comme la féodalité. C'est ce que Pontanus explique sur les articles 33. 34. 35. 36. & 37. du titre 4. de la Coutume de Blois.

Il ne faut pas manquer d'observer que Pontanus met une différence essentielle entre ces trois droits & les lods & ventes ; il soutient page 187. qu'on peut prescrire contre le Seigneur l'exemption des lods & ventes.

Aussi outre que l'apostille de du Moulin ne peut avoir d'application à l'indemnité dûë par les Gens de main-morte, ces termes, *contra jus publicum hujus consuetudinis*, font voir bien clairement que de droit public, & selon la Coutume de Blois) le droit d'indemnité est prescriptible, & que l'imprescriptibilité établie par l'art. 33. est une exception à la regle generale de cette Province, & en faveur seulement des trois droits recognitifs de Seigneurie,

Il ne faut pas être surpris si Sauvageau pour prendre un mauvais parti, & pour flater l'envie qu'il avoit de passer pour réformateur de la Coutume, s'est oublié jusqu'à falsifier les citations : ce n'est pas la seule fois que cela lui soit arrivé, sur la question qui se presente.

Il en fournit la preuve dans un Factum, pour Mr. le Comte de Toulouse contre les Augustins de Lamballe, qu'il a fait imprimer à la fin du premier Livre de son Recueil d'Arrests, à la page 334. il cite un Arrest rendu

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

au Parlement de Paris, sur les conclusions de Mr. Talon, le 6. Août 1663. comme aiant jugé que l'indemnité est imprescriptible.

Quand on verifie cet Arrest dans le Journal des Audiences où il est rapporté, on est surpris de voir qu'il ne fut jamais question, lors de cet Arrest, de sçavoir si l'indemnité étoit prescriptible, ou si elle ne l'étoit pas. Toute la question) sur laquelle la Cour avoit à prononcer alors, se réduisoit au seul point de sçavoir si les Chevaliers de Malthe étant exempts des droits de lods & ventes & d'indemnité, cette exemption passoit à leurs acquereurs; c'étoit Mr. Bignon qui portoit la parole & non pas Mr. Talon.

Un pareil Auteur est-il digne d'être non-seulement comparé, mais même préféré aux du Moulin, Bacquet, Salvain, d'Argentré, & à tous les autres.

Enfin le dernier Auteur qu'on a objecté contre la prescription de l'indemnité est Marais. Les erreurs de cet Auteur sont fondées sur deux propositions générales. L'une que les gens de main-morte sont incapables de posséder, l'autre que l'indemnité est de l'essence du Fief. Cette dernière proposition a déjà été détruite, & la première est contraire au droit commun du Roïaume.

6. Loisel a fait de la maxime contraire une regle du droit François *L. 1. T. 1. art. 57. Gens d'Eglise*, (dit cet Auteur) *de Communauté & de main-morte peuvent acquérir aux Fiefs, Seigneuries & Censives d'autrui.*

Lauriere dans la note sur cette règle, dit en termes précis qu'en France les gens de main-morte ne sont point incapables de faire des acquisitions.

Du Moulin sur le *S. 51. de la Coutume de Paris gloss. 2. n. 54.* donnant la définition des gens de main-morte, s'explique en ces termes. *Manum mortuam vocare solent Ecclesiam sive Civitatem aut Collegium vel aliud quodcunque corpus sive seculare sive Ecclesiasticum BONORUM CAPAX.*

Dans le même endroit au nombre 60. du Moulin, après avoir agité la question de sçavoir si les gens de main-morte

sont incapables de faire des acquisitions & de posséder, résout la question en ces termes.

Pro resolutione quæstionis nostræ juxta communem OBSERVANTIAM TOTIUS REGNI, dicendum quod tam feuda quam censualia prædia libere in Ecclesiam vel simile corpus quo quo titulo transferri possunt, & ab ea acquiri & possideri.

¹
22. Juin & 19
Juillet 1736

Monsieur de Perchambault au S. 2. des choses Ecclesiastiques observant que la faculté d'obliger les gens de main-morte de vuidier leurs mains se prescrit par 30. ans, dit :
» Or cela fait voir que la possession des gens d'Eglise n'est
» pas illegitime ni reprouvée, puisqu'elle fait une vraie
» prescription.

Enfin d'Argentré convient que suivant le droit commun de la France, les gens de main-morte sont capables de posséder : au reste ce qu'il a dit par raport à l'ancienne Coutume ne peut avoir d'application à la nouvelle sous laquelle les gens de main-morte peuvent acquérir & posséder.

Après des autorités aussi respectables, peut-on douter un seul moment de la fausseté de la proposition de Marais ? & ne doit-il pas rester pour constant que par le droit commun de la France les gens de main-morte sont capables d'acquérir & de posséder ?

On objecte que Loysel, Lauriere & du Moulin reconnoissant que le Seigneur peut expulser les gens de main-morte, sont du même avis que Marais, parce que le droit d'expulser prouve l'incapacité.

Il est aisé de voir que cette objection ne roule que sur un faux principe.

La liberté d'expulser prouve seulement que les gens de main-morte n'ont pas une possession incommutable ; mais leur possession est une, bonne, legitime, telle enfin qu'il est nécessaire d'en avoir pour pouvoir prescrire.

Si la faculté qu'ont les Seigneurs d'expulser les gens de main-morte étoit une preuve de l'incapacité de pouvoir posséder, il devroit être sans aucune contestation que, pendant que cette faculté subsisteroit, les gens de main-morte ne pourroient prescrire, parce qu'ils ne posséde-

roient pas ; cependant selon notre Coûtume ils prescri-
vent pendant que la faculté de leur faire vuidier les mains
subsiste : donc ils possèdent pendant ce tems ; & par une
derniere consequence la faculté qu'ont les Seigneurs d'o-
bliger les Gens de main-morte de vuidier leurs mains , n'est
point une preuve que les gens de main-morte soient inca-
pables de posséder.

C'est ce que du Moulin dit positivement *au nombre 60. de la seconde glose sur le S. 51. de la Coûtume de Paris* après ces termes : *Donec superior conqueratur : quo casu , dit du Moulin , non resolvitur nec annullatur alienatio & acquisitio , sed duntaxat compellitur Ecclesia extra manum suam ponere.*

7. On objecte contre les autorités qui ont été citées pour la prescription de l'indemnité , 1°. Que du Moulin n'autorise pas la prescription de l'indemnité par rapport à la Bretagne ; qu'en disant sur la Coûtume de Paris que l'indemnité de droit commun se prescrit par 40. ans , il a ajouté , *nisi sicubi localis consuetudo aliter disponat* ; qu'ainsi notre Coûtume étant contraire , on ne doit point citer du Moulin , ni les autres Auteurs qui ont suivi son sentiment , ou qui ont écrit sur des Coûtumes favorables à la prescription de l'indemnité. 2°. Que Bacquet ne se determine pas pour la prescription. 3°. Que les arrêtés de Monsieur de Lamoignon n'ont aucune autorité. 4°. Que les Arrêts rapportez par Mr. d'Olive n'ont point jugé l'indemnité prescriptible , que d'ailleurs son témoignage est suspect de négligence , puisque sur ce qui fut jugé par l'Arrêt du 26. Mars 1626. il ne s'accorde pas avec Mr. de Cambolas qui étoit le Rapporteur.

RE'PONSE. 1°. Notre Coûtume n'a aucune disposi-
tion qui dispense l'indemnité de la prescription. Au con-
traire on a prouvé que selon l'esprit de notre Coûtume
elle y étoit soumise , que n'y aiant aucune exception , l'in-
demnité se trouvoit comprise dans les dispositions généra-
les , & que les Auteurs soutenoient qu'il falloit une excep-
tion précise pour l'exempter de la prescription. C'est aussi
ce que les termes de du Moulin annoncent. Dailleurs la
Coûtume de Paris est conforme à la nôtre ; les droits Seig-

neuriaux y sont imprescriptibles, à moins qu'ils ne soient échûs; le Seigneur peut dans la Coûtume de Paris, obliger les gens de main-morte de vuidier leurs mains. Dans la Coûtume de Paris il n'y a point d'article qui porte expressément que l'indemnité est prescriptible, il n'y a donc aucune difference entre cette Coûtume & la nôtre: ainsi si du Moulin & Ferriere avoient écrit sur la Coûtume de Bretagne, ils auroient dit comme sur celle de Paris, que l'indemnité est prescriptible.

2°. Tous les Auteurs qui ont traité depuis Bacquet du droit d'indemnité, & Marais même conviennent que Bacquet est d'avis de la prescription. Il est vray qu'à la fin du n. 1. du chapitre 60. il dit en assez peu de mots, que plusieurs ont été d'avis que l'indemnité ne se prescrit point; mais au nombre 2. il établit l'avis de ceux qui soutiennent l'indemnité prescriptible par 30. ans; il en rapporte fort au long les raisons; & en adoptant cet avis il dit qu'il doit s'entendre pour le regard des Seigneurs Féodaux & Censiers Lais, non contre les Seigneurs Féodaux & Censiers Ecclesiastiques, contre lesquels on ne peut prescrire l'indemnité par moindre tems que de 40. ans; ensuite pour autoriser cet avis il rapporte plusieurs Arrests.

Il est vrai qu'à l'occasion d'une Sentence du Prévôt de Paris du 26. Avril 1582. contre les Religieux de St. Martin des Champs au profit des Marguilliers de St. Jean en Greve, Bacquet dit qu'il y a apel en la Cour. Aparemment que l'apel ne fut pas suivi. Car immédiatement après Bacquet rapporte un autre Sentence du Prévôt de Paris du 29. May 1585. entre les mêmes Religieux de St. Martin & le Chapitre de St. Honoré, avec un Arrest du 23. May 1588. qui confirme la Sentence par laquelle l'indemnité avoit été jugée prescriptible. Il est à présumer que les Religieux se sont contentés de cet Arrest, & n'ont pas voulu en faire rendre un second contr'eux dans l'instance contre les Marguilliers de St. Jean en Greve.

3°. Le public a toujours eu beaucoup d'estime pour les Arrêtez faits chez Mr. de Lamoignon. Ces Arrêtez ont pour Auteurs les plus habiles gens du Roïaume, qui

22. Juin & 19.
Juillet 1736.

12. Juin & 19
Juillet 1736

certainement étoient au fait des véritables maximes, & plus en état de décider une question que Marais.

4°. Où est la preuve que Mr. de Cambolas fût Rapporteur du procès jugé par l'Arrest du 26. May 1626 ? Ce n'est pas dans Mr. de Cambolas même, puisque ce Magistrat nous apprend que l'Arrest fut rendu au rapport de Mr. Richard. Mr. de Cambolas ne dit point que lors de cet Arrest on ajugea l'indemnité sans ajuger l'homme vivant & mourant. Il ne rapporte point l'espece de l'Arrest : il dit seulement qu'il a été jugé que l'indemnité ne se pouvoit prescrire. Selon toutes les apparences Mr. d'Olive étoit au rapport du procès & Mr. de Cambolas n'y étoit pas.

Toutes ces autorités prouvent deux choses : la premiere, que le droit de cette Province est le droit commun de la France : la seconde que, suivant le droit universel, l'indemnité est prescriptible.

8. PREMIERE OBJECTION. La Coûtume ne détermine point le tems pour prescrire l'indemnité.

RE'PONSE. Il est vray que la Coûtume n'a pas de disposition particulière qui détermine ce tems : mais il n'y en a aussi aucune qui mette l'indemnité au-dessus de la prescription.

C'est la nature de l'indemnité qui doit déterminer si elle est prescriptible ou si elle ne l'est pas. L'indemnité n'est qu'une action de dédommagement, une recompense accordée au Seigneur, par rapport aux profits de Fief qu'il ne peut recueillir pendant la possession des gens de main-morte.

Il est de maxime qu'il n'y a point d'action perpétuelle. Il faut donc que l'indemnité, puisqu'elle n'est point exceptée par la Loy, se prescrive comme les autres actions. C'est ce qui a fait dire à d'Argentré, que l'indemnité se prescrit par 30. ans. *Si quod ea de causa debetur & jam excidit per acquisitionem, personalium actionum tempore praescribitur.*

Il est vrai qu'en faveur de l'Eglise, l'usage a introduit que la prescription seroit de 40. ans, pendant qu'il n'en faut que 30. contre un Seigneur Laïque, c'est ce que
tous

tous les Auteurs qu'on a cités ci-devant attestent.

9. Il est encore de maxime dans cette Province, que nous ne connoissons point de prescription plus longue que celle de 40. ans, & que tout y est soumis, à moins qu'il n'y ait quelque exception particuliere. *Nihil est in Britannia quod quadragenariam præscriptionem effugiat.* Quand nôtre Coûtume a voulu excepter quelque chose de la prescription, elle s'en est expliquée formellement; mais par rapport à l'indemnité, nôtre Coûtume n'a aucune disposition qui puisse la faire regarder comme imprescriptible.

De droit général, dans nôtre Coûtume tout est prescriptible, & il ne peut y avoir de prescription plus longue que celle de 40. ans. De ce principe il faut conclure que puisque l'indemnité n'est pas exceptée, elle doit être gouvernée par le droit général de la Province, & par conséquent elle est sujette à la prescription.

S'il n'y avoit de prescriptible dans nôtre Province que ce qui est précisément dénommé, il y auroit une infinité de choses qui ne seroient point sujettes à la prescription. Mais il y a des dispositions générales qui renferment tout ce qui est réel & tout ce qui est personnel; & loin que pour rendre une chose prescriptible il soit besoin d'une disposition formelle qui le décide, il en faut au contraire une très-formelle, pour l'exempter de la prescription.

10. Un exemple rend la chose plus sensible. La Coûtume dans l'art. 281. porte que les lods & ventes, lorsqu'ils sont échûs, se prescrivent par 30. ans, à compter du jour de l'exhibition des contrats faite au Seigneur proche ou à son Procureur. La Coûtume ne décide point dans cet article, si dans le cas où le Vassal n'exhibe point son contrat, les lods & ventes, sont prescriptibles, ni par quel tems ils peuvent se prescrire. Cependant les lods & ventes se prescrivent par 40. ans, lorsqu'il n'y a point eû d'exhibition. Pourquoi? Parce que la Coûtume ne contient point d'exception en leur faveur, que par là ils se trouvent envelopés dans les dispositions générales, & qu'en Bretagne il n'y a point de prescription plus longue que celle de 40. ans.

22 Juin & 19
Juillet 1736

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Cet exemple est d'autant plus sensible & plus juste, qu'il s'agit des lods & ventes, pour la perte desquels l'indemnité est accordée au Seigneur.

Pareille chose se pratique pour les legats, suivant l'art. 285. ils se prescrivent par 30. ans, du jour de la publication ou notification faite au Legataire. La Coûtume ne dit rien de plus : cependant, sans publication ni notification, les legats se prescrivent par 40. ans.

II. SECONDE OBJECTION. L'indemnité a été substituée au droit qu'avoient anciennement les Seigneurs, d'expulser les gens de main-morte de leurs acquêts : ce droit étoit imprescriptible. *Subrogatum sapit naturam subrogati* : donc l'indemnité est imprescriptible.

RE'PONSE. Les Seigneurs de Fief ont la même faculté de contraindre pendant 30. ans les gens de main-morte de vider leurs mains ou de prendre l'indemnité : ce droit d'expulser subsiste donc encore ; & l'indemnité n'y a point été substituée.

Il est vrai que la nouvelle Coûtume a réduit ce droit à 30. ans ; & en cela elle n'a fait que se conformer au droit commun du Roïaume, qui n'accorde qu'un certain tems au Seigneur pour user de ce droit. Sous l'ancienne Coûtume, le Seigneur pouvoit admettre les Gens de main-morte & recevoir d'eux l'indemnité. Si l'indemnité avoit été substituée dans la nouvelle au droit perpetuel qu'avoient les Seigneurs d'obliger les gens de main-morte de vider leurs mains, le tau de l'indemnité eût augmenté. Cependant on ne paye pas plus aujourd'hui qu'on ne faisoit autrefois. Ainsi l'indemnité n'a pas été substituée au droit de faire vider les mains.

Les adversaires sont obligez d'adopter la définition que du Moulin a donnée de l'indemnité. Il est surprenant après cela, qu'ils veüillent donner à l'indemnité un objet tout different. Suivant du Moulin l'indemnité ne touche point la substance des Fiefs : ce n'est qu'un profit de Fief échû par l'acquisition des gens de main-morte, qui se prescrit comme les autres. *Cum jam amplius non censeatur ex jure feudi, sed quidquam ab eo separatum,*

dit Pontanus sur l'article 37. de la Coûtume de Blois.

12. TROISIÈME OBJECTION. L'indemnité a été substituée au droit de lods & ventes, ce droit est imprescriptible : peut-on refuser à l'indemnité qui en prend la place, le privilège de ne pouvoir être prescrite ?

22 Juin & 19
Juillet 1736.

RE'PONSE. Cette objection est fondée sur un faux principe. L'indemnité n'est point substituée au droit de percevoir des lods & ventes : ce droit) comme on l'a ci-devant prouvé) subsiste toujours dans son entier. L'indemnité n'est accordée aux Seigneurs que pour les casuels de Fief : Elle ne donne aucune atteinte à la mouvance : l'extinction que produit la possession des gens de main-morte n'est ni absolue ni perpétuelle, puisqu'aussi-tôt que les héritages sont sortis de la possession des gens de main-morte, le Seigneur rentre dans tous ses droits ; la puissance féodale, pour se servir des termes de Palu sur l'article 104. de la Coûtume de Tours, ne s'éteint pas, mais seulement demeure endormie : le fond du droit subsiste donc dans son entier. Ainsi l'indemnité n'est point substituée au droit de lods & ventes.

Si l'indemnité étoit un droit de Fief substitué en la place du droit de lods & ventes, & que par là il fût imprescriptible, le paiement de ce droit d'indemnité affranchiroit l'héritage pour toujours du droit de lods & ventes ; ce seroit un droit féodal qui prendroit la place de l'autre.

Cependant le droit de lods & ventes subsiste toujours ; il n'y a que son exécution qui se trouve suspendue par la possession des gens de main-morte ; l'indemnité n'est par conséquent, comme le mot l'annonce, que le dédommagement des casuels du droit de lods & ventes, & nullement un droit féodal substitué au droit de lods & ventes ; c'est un profit de Fief substitué en la place d'un autre profit de Fief.

C'est ce qu'a dit Bacquet au chap. 60. n. 2. de son Traité du droit d'amortissement : » L'indemnité se prescrit » par 30. ans, comme consistant en simples deniers, simples » meubles, simples fruits, & la poursuite de ce droit se » doit faire par action pure personnelle, laquelle étant

22 Juin & 19
Juillet 1736.

» née dès l'acquisition faite par les gens de main-morte
» se prescrit par 30. ans contre le Seigneur Laïque, & 40.
» ans contre le Seigneur Ecclesiastique.

On ne peut regarder l'indemnité que comme un casuel de Fief; en un mot que comme les lods & ventes. Les lods & ventes quand elles sont échûës se prescrivent. L'indemnité est échûë lors de l'acquisition des gens de main-morte, parce que l'acquisition des gens de main-morte empêche qu'il n'y ait ouverture aux casuels de Fief. Au moment que les gens d'Eglise font un acquêt, la Coutume donne l'action au Seigneur pour l'indemnité. Ainsi l'indemnité, qui est une récompense des casuels qui ne peuvent plus échoir, & qui par là est un casuel elle-même, est échûë, s'il est permis de parler ainsi, lors de l'acquisition des gens de main-morte & se prescrit comme les autres casuels.

Une comparaison rendra ces raisonnemens sensibles. On suppose qu'un Seigneur de Fief ait vendu à son Vassal tous les profits de Fief pendant plusieurs générations; le Seigneur n'auroit que 30. ans pour demander la somme dont il seroit convenu avec son Vassal; s'il laissoit écouler les 30. ans sans former d'action, il ne pourroit plus rien demander, & cependant le Vassal jouïroit de l'exemption acquise. Cependant voilà des profits de Fief éteints pendant plusieurs générations. Le Vassal s'est obligé de païer une somme pour les profits de Fief non échûs; cette somme représente ces profits de Fief; ces profits de Fief non échûs sont imprescriptibles, *subrogatum sapit naturam subrogati*; par conséquent l'action du Seigneur devroit être imprescriptible; & elle ne l'est pas. Pourquoi? C'est que d'abord le fond du droit n'est pas aliéné, il n'y a que les casuels; & ils ne sont aliénés que pour un tems. En second lieu, la somme convenuë représente les casuels de Fief; quand les casuels sont échûs, quand le Seigneur a pû agir, ces casuels sont prescriptibles. Le Seigneur pouvoit agir pour le païement de la somme convenuë; cette somme étoit dûë par la convention dès le tems du contrat; l'obligation étoit échûë, & par conséquent elle étoit prescriptible.

Il en est de même de l'indemnité due par les gens de main-morte. Ils doivent cette indemnité dès le moment de leur contrat; dès ce tems le Seigneur a pû agir : c'est un profit de Fief échû; le fond du Droit du Seigneur n'est point éteint : pourquoi l'indemnité ne seroit-elle pas prescriptible ?

22 Juin & 19
Juillet 1736.

QUATRIÈME OBJECTION. Il y a une grande différence à faire entre les deux especes. Dans l'espece qu'on vient de proposer, le Seigneur a traité lui-même, il n'agit que *ex stipulatu*; lors des acquisitions des gens de main-morte le Seigneur n'est point appelé, il ne traite point avec l'acquéreur.

RÉPONSE. Il est vrai que le Seigneur n'est point appelé lors des acquisitions des gens de main-morte; mais la Coutume en ce cas stipule pour le Seigneur : en permettant aux gens de main-morte d'acquiescer, elle les soumet à paier l'indemnité au Seigneur; dans le même moment que les gens de main-morte contractent, elle donne une action au Seigneur pour demander l'indemnité : La Coutume veille pour le Seigneur & fait tout ce que le Seigneur present eût pû faire.

13. CINQUIÈME OBJECTION. La Coutume accorde 30. ans pour expulser; pendant ces 30. ans le Seigneur n'est point lié : il peut expulser, au lieu que le Seigneur qui traite avec son Vassal s'oblige en contractant, & dans l'instant même du contrat.

RÉPONSE. La Coutume lors du contrat des gens de main-morte donne deux actions au Seigneur : ces deux actions sont ouvertes dès le moment de l'acquisition : le Seigneur n'est point lié; il peut exercer celle qu'il souhaite : il n'est point gêné dans son choix; mais il faut qu'il choisisse : s'il manque de le faire, il laisse prescrire ses actions.

SIXIÈME OBJECTION. On ne peut appeler profit de Fief le denier qui se paye pour la perte & privation de ceux dont l'esperance est perdue ? Il paroît bien plus naturel de dire que l'indemnité est l'extinction & l'amortissement.

22 Juin & 19
Juillet 1736

RE'PONSE. Il ne peut y avoir d'extinction ni d'amortissement lors que le fond du droit subsiste, & qu'il n'y a que les casuels de ce droit qui se trouvent suspendus pendant un certain tems.

Ces casuels sont des profits de Fief; l'indemnité prend la place de ces casuels; elle y est substituée; c'est donc un profit de Fief; celui qui paye l'indemnité est censé payer les profits de Fief: par la même raison celui qui prescrit l'indemnité est censé prescrire les profits de Fief.

Mais si l'on ne veut pas que l'indemnité soit nommée un profit de Fief, c'est, suivant sa définition, un dédommagement. Or une action de dommages & interests n'est point perpétuelle: elle se prescrit. Ainsi soit qu'on regarde l'indemnité comme profit de Fief, ou comme dédommagement de profits de Fief, il faudra toujours convenir que l'indemnité se prescrit.

14. SEPTIÈME OBJECTION. L'indemnité représente des droits à échoir & non échûs, puisqu'elle est introduite pour recompenser le Seigneur des droits qu'il pourroit percevoir à l'avenir. Un droit qui représente un droit à échoir peut-il être dit un droit échû? Il faudroit que les droits représentés fussent échûs. Les droits à échoir sont imprescriptibles: il faut donc pareillement que l'indemnité soit imprescriptible.

RE'PONSE. On observera ici pour la dernière fois qu'il ne s'agit point d'indemnité de droit, parce que les droits subsistent, il ne faut point confondre le droit avec le simple profit.

Il est vrai que l'indemnité représente des profits de Fief non échûs, & cela n'empêche pas qu'on ne doive regarder l'indemnité comme un profit échû, parce qu'un profit de Fief est censé échû, dès qu'il peut être perçu: or l'indemnité peut l'être dès-lors de l'acquisition.

Si l'indemnité ne pouvoit être regardée comme un profit de Fief échû, parce qu'elle représente des profits de Fiefs qui ne sont point échûs, & que *subrogatum sapit naturam subrogati*, il s'ensuivroit que jamais le Seigneur ne pourroit demander l'indemnité, & la raison en est bien sensible.

Les profits de Fief ne peuvent être demandés que lorsqu'ils sont échûs. L'indemnité représente des profits de Fief qui ne sont point échûs, & qui n'échoiront jamais; par conséquent l'indemnité ne pourroit jamais être regardée comme échûë, suivant la regle *subrogatum sapit naturam subrogati*; & jamais le Seigneur n'auroit d'action ouverte pour la demander.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

15. HUITIÈME OBJECTION. Les Réformateurs ont laissé entre les articles 281. & 368. une relation si nécessaire que l'un doit servir à l'explication de l'autre; ainsi l'imprescriptibilité des lods & ventes, rachats & autres droits Seigneuriaux non échûs devient nécessairement commune au droit d'indemnité.

RE'PONSE. La relation qu'il y a entre ces deux articles de la Coutume ne peut être que très-favorable aux gens de main-morte. L'art. 281. admet la prescription contre les lods & ventes lorsqu'ils sont échûs. L'indemnité dont parle l'art. 368. est un profit de Fief échû; la relation qui est entre ces deux articles fait conclure que l'indemnité est prescriptible.

16. NEUVIÈME OBJECTION. L'homme vivant, mourant & confisquant est imprescriptible, parce qu'il est dû pour le rachat, qui comme un droit naturel de Fief n'est pas soumis à la prescription. Pourquoi l'indemnité qui est établie pour les droits de même nature seroit-elle soumise à la prescription? Le même contrat d'acquisition fait naître l'action pour l'un & pour l'autre.

RE'PONSE. Suposant que la prestation de l'homme vivant & mourant soit imprescriptible, elle ne pourroit rien déterminer pour l'indemnité, qui n'est que pour les mutations incertaines, au lieu que l'homme vivant & mourant est dû tant pour faire la foi & hommage, que pour le rachat qui est acquis au Seigneur par la mort naturelle de l'homme vivant, &c.

17. Après avoir détruit les objections qu'on fait contre la prescription de l'indemnité, il ne reste plus qu'à prouver que cette prescription commence à courir du moment de l'acquisition des gens de main-morte

On a cy-devant prouvé que l'indemnité n'est qu'une récompense, un dédommagement des profits de Fief que le Seigneur eût pû percevoir si l'heritage n'eût point passé dans la possession des gens de main-morte. Le Seigneur n'a donc qu'une action de dommages & interêts à exercer vers eux : il peut exercer son action dès le moment de l'acquisition. L'action est donc ouverte dès ce tems. Or il est de principe qu'une action commence à se prescrire du jour qu'elle est ouverte.

D'un autre côté, puisque le Seigneur peut demander l'indemnité dès le jour de l'acquisition des gens de main-morte, il faut convenir que l'indemnité est échûë, s'il est permis de s'expliquer ainsi, dès le moment de l'acquisition ; on ne peut demander le paiement d'une dette, que le tems de la païer ne soit échû ; l'indemnité représente les profits de Fiefs qui sont prescriptibles du jour qu'ils sont échûs ; il faut donc conclure que l'indemnité pouvant être demandée, & le Seigneur pouvant agir dès le jour de l'acquisition des gens de main-morte, la prescription commence à courir dès le jour de l'acquisition.

Marais même convient dans son avant-propos, que dans la Coûtume de Paris & les autres Coûtumes semblables, le droit d'indemnité des Seigneurs se prescrit par 30. ans contre les Seculiers, & par 40. ans contre l'Eglise indistinctement & sans exception, à compter du jour des acquisitions des gens de main-morte.

A la page 4. le même Auteur soutient, à la verité très-mal à propos, que les interêts du droit d'indemnité sont dûs & acquis notoirement au Seigneur du jour de l'acquisition des gens de main-morte, & non pas simplement du jour de la demande formée contr'eux.

Le même Auteur page 108. dit « que si non-seulement » l'Eglise avoit été ainsi reconnuë pour Vassalle ou tenanciere (voilà le premier cas) mais avoit encore jöüi pendant 30. ans ou 40. ans sans païer aucun droit d'indemnité, il est certain qu'elle en seroit à couvert par le moïen de la prescription.

Dans cet endroit Marais ne demande que 40. ans de jouissance

jouissance pour prescrire ; il faut donc que la prescription commence du jour de l'acquisition.

Marais, comme on vient de le faire voir, reconnoît que l'usage général est pour la prescription du jour de l'acquisition. Aussi tous les Auteurs qui établissent la prescriptibilité de l'indemnité ne demandent que 40. ans de possession, à moins que les Coûtumes n'ayent des dispositions particulieres, comme du Moulin l'a remarqué au S. 51. glose 2. n. 60. en parlant de quelques Coûtumes qui servent d'exception à la regle generale ; *tamen secundum præfatas consuetudines potest eam cogere ad præstandam indemnitàtem in futurum*. Notre Coûtume n'a aucune disposition particuliere qui doive nous faire sortir de l'usage general du Roïaume.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Aussi d'Argentré a-t'il dit, en suposant les gens de main-morte capables de posséder & de prescrire, comme ils le sont dans notre nouvelle Coûtume, que l'indemnité se prescrit du jour de l'acquisition.

Ceterum indemnitàtis petitioni si quod ea de causa debetur, ET IAM EXCIDIT PER ACQUISITIONEM, personalium actionum tempore præscribitur.

Mr. de Perchambault au S. 2. de son *Traité des choses Ecclesiastiques* soutient que c'est une illusion de dire que l'indemnité est un droit Seigneurial de soi imprescriptible, puisque ce n'est qu'un profit de Fief ou une réparation de quelque perte qui s'ouvre du jour de la possession.

Et un peu plus haut il avoit dit que puisque l'indemnité est un droit utile, comparable aux lods & ventes, qui se prescrivent depuis la possession, il est juste de lui donner un même sort.

Sur l'art. 368. Mr. de Perchambault dit : » Mais enfin nous croions qu'après 40. ans il ne peut même demander son indemnité, puisqu'on prescrit les lods & ventes & le fond même par ce tems-là.

Sauvageau est d'avis que la prescription commence du jour de l'acquisition : voici les termes de cet Auteur : » De sorte que si elle étoit jugée prescriptible, ce seroit par

22. Juin & 19
Juillet 1736.

» le cours de 40. ans , à compter depuis le contrat.

Tous les Arrêts ont jugé pareillement que 40. ans de possession suffisoient pour accomplir la prescription : & pour ne point rentrer de nouveau dans l'examen de ces Arrêts , il suffira de rapeller les dispositions de celui rendu entre le sieur de Bouvent & les Procureurs Terriens de la Tréve de St. Sauveur de Commana. La Cour condamne de païer l'indemnité des acquisitions faites depuis 40. ans seulement : elle juge prescrit tout ce qui a pû précéder les 40. ans de possession. Si la prescription ne commençoit pas du jour de l'acquisition , & si le commencement de cette prescription pouvoit dépendre de quelque circonstance , la Cour n'eût pas ordonné simplement la représentation des contrats d'acquests faits depuis 40. ans , mais de tous ceux qui avoient précédé , afin de juger , sur la vuë des pieces , si la prescription avoit commencé contre quelques-uns.

Pour tâcher de détruire des maximes si certaines , on fait deux objections. La premiere que la prescription contre l'indemnité n'a pû commencer qu'après l'expiration des 30. ans accordés aux Seigneurs pour obliger les gens de main-morte de vuidier leurs mains. La seconde , que cette prescription ne peut commencer à courir qu'après l'exhibition faite au Seigneur des contrats d'acquest.

18. Pour prouver la premiere proposition , on dit que notre Coûtume dans l'art. 368. ne fait commencer l'obligation de se contenter de l'indemnité qu'après les 30. ans qu'elle donne au Seigneur pour contraindre les mains-mortes de vuidier leurs mains ; qu'ainsi le tems pour demander l'indemnité ne commençant qu'après les 30. ans , la prescription ne pourroit commencer auparavant.

RE'PONSE. Cette objection est plus qu'une pétition de principe ; elle est même oposée directement au texte & à l'esprit de la Coûtume : qu'on pèse bien les termes de l'article. » Et où ils seront amortis , seront tenus (le Seigneur le requerant) dedans 30. ans , en vuidier leurs mains , ou bailler homme vivant , mourant & confisquant , & après lesdits 30. ans ne pourront être contrains

qu'à l'indemnité par le Seigneur, autre que le Roy.

Cette clause *ne pourront être contrains qu'à l'indemnité*, est une restriction du droit du Seigneur : par cette clause le droit du Seigneur est resserré ; il faut donc qu'avant les 30. ans le Seigneur eût un droit plus étendu. Le véritable sens de cette clause de la Coutume est qu'au moment de l'acquisition des gens de main-morte, le Seigneur a le droit de les expulser ou de leur demander l'indemnité. Comme il ne faut pas que la propriété des choses demeure toujours incertaine, dit Mr. de Perchambault, la Coutume a voulu que les gens de main-morte fussent possesseurs incommutables après 30. ans, & que le Seigneur après ce tems eût perdu le droit de faire vuider ; & par là des deux droits qu'il pouvoit exercer, dès le moment de l'acquisition, il ne lui en reste plus qu'un qu'il peut encore exercer pendant dix ans.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Si l'intention de la Coutume eût été que le droit d'exiger l'indemnité n'eût commencé qu'après les premiers 30. ans expirés, elle se fût expliquée en d'autres termes ; elle eût dit simplement qu'après ce tems expiré il y eût eu ouverture à l'action d'indemnité. Mais la Coutume ne s'explique pas ainsi ; elle dit que les gens de main-morte ne pourront être contrains qu'à l'indemnité, ce qui en resserrant les droits du Seigneur, annonce qu'ils n'ont plus la même étendue, que le Seigneur souffre une perte, & qu'au lieu de deux actions qu'il avoit, il n'en a plus qu'une.

Le texte & l'esprit de la Coutume loin de prouver que l'action du Seigneur pour l'indemnité ne soit ouverte qu'après les premiers 30. ans, prouvent au contraire que le Seigneur peut agir dès le moment de l'acquisition, mais que sa negligence pendant 30. ans lui fait perdre une de ses actions, & qu'il n'a plus que le reste de l'autre, dont le cours est plus long que celui de la première ; mais comme nous ne connoissons point de plus longue prescription que celle de 40. ans, il faut que l'action pour l'indemnité se prescrive par 40. ans du jour de l'acquisition, puisque cette action est ouverte dès ce moment, & que la prescription commence dès que l'action est ouverte. Si

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

on lui donnoit un cours plus long, ce feroit contrevenir formellement à notre Coûtume.

On objecte que la Coûtume donne deux droits avec differens tems pour les exercer, qu'un droit succede à l'autre, & que l'indemnité ne naît qu'après que le droit de faire vuider les mains est éteint.

RE'PONSE. La Coûtume donne à la verité deux facultés au Seigneur; mais elle ne donne pas differens tems pour les exercer; elle donne seulement à une des facultés un plus long cours qu'à l'autre; les droits du Seigneur sont ouverts dans le même tems, il a l'option; le même contrat donne ouverture aux deux actions; c'est au Seigneur à choisir & il le peut faire dès le moment de l'acquisition; un droit n'est point le premier & l'autre le second; tous deux sont ouverts en même tems. Mais comme un droit a un cours plus long que l'autre, on peut dire que l'indemnité est la ressource des Seigneurs, puisqu'après qu'ils ont perdu le droit d'expulser, ils ont encore du tems pour demander l'indemnité. On convient que si le Seigneur prend le parti d'expulser, il ne pourra plus demander l'indemnité, parce que des deux droits il en auroit opté un; mais dans le tems qu'il se fera déterminé à expulser, il eût pû se déterminer à demander l'indemnité; il faut donc que l'un & l'autre droit soient ouverts en même tems.

19. Ce qui a été dit jusqu'à présent suffit pour détruire la seconde proposition qu'on a ci-devant rapportée, & qui est que la prescription contre l'indemnité ne peut commencer à courir qu'après l'exhibition faite au Seigneur des contrats d'acquests. D'autres raisons achevent encore de prouver que cette proposition est contraire au texte & à l'esprit de notre Coûtume.

Il est de maxime en Bretagne, qu'il n'y a point de prescription plus longue que celle de 40. ans. Cette prescription commence à courir du jour que l'on a pû agir. Pour qu'elle ait lieu, la bonne foi n'est pas requise; *etiam à prædone incepta*, comme dit d'Argentré, elle a cependant son cours, & les 40. ans accomplis, elle est parfaite. Il est pareillement certain que cette prescription peut s'accom-

plir sans que celui qui l'acquiert ait aucun titre ; & elle court contre mineurs , absens & Communautés.

Puisque la prescription de 40. ans a lieu , sans que la possession soit de bonne foi , il faut donc convenir que pour acquérir cette prescription il n'est point nécessaire d'avertir celui contre qui l'on prescrit. Si l'on étoit forcé de l'avertir , dès-lors la bonne foi seroit requise pour la prescription ; & cependant un voleur peut prescrire.

La prescription de 40. ans s'acquiert sans titre : donc la représentation des titres n'est pas nécessaire pour faire commencer cette prescription.

La prescription de 40. ans court contre les absens : on ne peut pas représenter des titres à des absens ; il faut donc encore en conclure que la représentation des titres n'est point nécessaire ; il ne faut qu'une possession paisible & notoire pour que la prescription de 40. ans ait lieu contre mineurs , absens & Communautés.

L'article 281. porte que les lods & ventes se prescrivent par 30. ans , à compter du jour de l'exhibition des contrats faite au Seigneur ; mais sans cette exhibition les lods & ventes se prescrivent par 40. ans du jour du contrat.

Les lods & ventes sont des profits de Fief ; l'indemnité représente les lods & ventes ; & elle est même un profit de Fief. La Coûtume ne fait point d'exception en faveur de l'indemnité ; il faut donc qu'elle subisse la loi générale , & particulièrement ce qui est établi pour les lods & ventes. Le Seigneur a pû agir dès le moment de l'acquisition ; il faut que la prescription commence dès ce tems.

Jamais on n'a requis en Bretagne la représentation des titres pour la prescription de 40. ans ; & outre l'exemple des lods & ventes , nous en avons un autre dans l'art. 285. La Coûtume porte dans cet article que les legats se prescrivent par 30. ans à compter du jour de la publication ou notification faite au Legataire : cependant sans publication ni notification , les Legats se prescrivent par 40. ans du jour du testament.

Si la Coûtume avoit voulu interdire aux gens de main-morte la faculté de prescrire , avant que d'avoir représenté

22. Juin & 19
Juillet 1736

22. Juin & 19
Juillet 1736.

leurs titres aux Seigneurs, elle n'eût pas manqué de le marquer dans l'art. 368. Loin de le faire, elle donne la faculté aux gens de main-morte de prescrire par 30. ans, sans exhibition de contrats & du jour de l'acquisition, la faculté de retenir l'heritage : cependant la prescription de 30. ans est moins favorable que celle de 40. ans. Aussi voyons-nous que dans les articles 281. & 285. la Coutume n'a accordé la prescription de 30. ans qu'à la charge de l'exhibition des contrats, & de la publication ou notification des Legats. Mais quand il a été question des actions du Seigneur vers les gens de main-morte, la Coutume laisse courir même la prescription de 30. ans sans aucune formalité; à combien plus forte raison la prescription de 40. ans que les Auteurs appellent *humani generis patronam*, doit-elle avoir son cours naturel contre l'indemnité ?

20. On objecte que les Coutumes décident, que les Auteurs enseignent & que les Arrests jugent que la prescription contre l'indemnité ne peut commencer qu'après l'exhibition faite par les gens de main-morte de leurs contrats aux Seigneurs.

Commencant par les Coutumes, on cite celles de Sens, Auxerre, Senlis, Berry & Anjou.

On peut ranger sous la même classe les Coutumes de Sens, Auxerre, Senlis & Berry ; ces Coutumes ont les mêmes dispositions, & il suffit de rapporter celles de la Coutume de Sens.

L'article 5. du titre 1. porte que si les gens d'Eglise, Frairies, &c. acquierent des heritages en la terre du Haut-Justicier, icelui Seigneur dans l'an après que l'acquisition lui sera venue à sa connoissance, leur peut faire commandement par sa Justice, que dedans l'an & jour ils mettent hors de leurs mains lesdits heritages . . . L'art. 6. porte : » Et sera ledit Haut-Justicier tenu & réputé avoir » connoissance desdites acquisitions du jour que les acquereurs lui auront insinué leur acquisition en forme due, & » d'icelle baillé copie signée d'un Notaire, &c.

Il est évident qu'il n'est nullement question dans ces

Coûtumes, aux articles cités, de la prescription de l'indemnité, ni du tems ou cette prescription doit commencer; l'unique question que ces articles décident, est qu'il faut que le Seigneur soit instruit, pour que les gens de main-morte puissent prescrire la faculté de retenir.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Dans ces Coûtumes les Seigneurs n'ont que l'an & jour pour expulser les gens de main-morte: le délai est trop bref pour qu'il ne fût pas chargé de quelque condition, telle que l'instruction donnée au Seigneur, n'étant pas impossible qu'une acquisition faite par les gens de main-morte, puisse être cachée aux Seigneurs pendant l'an & jour.

Si l'on veut conclure des articles de ces Coûtumes, que l'indemnité est imprescriptible, ou du moins que la prescription n'en peut commencer qu'après l'exhibition des titres, puisqu'après 40. ans de possession les gens de main-morte pourroient être obligés de vuidér leurs mains, faute d'avoir instruit le Seigneur, il suffira de répondre, que ces Coûtumes sont des exceptions à la loi generale, & que notre Coûtume a des dispositions contraires.

En effet par notre Coûtume on peut prescrire sans aucun titre, & même contre les absens; en second lieu notre Coûtume, à la difference de celles qui ont été citées, autorise les gens de main-morte à prescrire, sans exhibition de titres, la faculté de ne pouvoir être forcé de vuidér leurs mains. L'exhibition des titres n'est donc point necessaire dans notre Coûtume pour la prescription des gens de main-morte; & la raison qui peut autoriser, dans les Coûtumes citées, à conclure que l'indemnité ne peut se prescrire qu'après l'exhibition des titres, ne subsiste pas dans la notre.

Les dispositions de la Coûtume d'Anjou ne peuvent pareillement avoir d'application. Cette Coûtume contient des dispositions particulieres, qui selon du Moulin au nombre 60. du §. 51. de la Coûtume de Paris qu'on a raporté ci-dessus, & que Marais a tronqué, sont une exception à la regle generale.

Dans la Coûtume d'Anjou les 30. ou 40. ans, pour obliger les gens de main-morte de vuidér leurs mains, ne

commencent à courir que du jour de l'exhibition des contrats ; & après les 40. ans passés le Seigneur peut demander l'indemnité. Mais dans notre Coûtume on ne trouvera aucune disposition pareille : elle est conforme au droit commun, selon lequel sans exhibition de contrats la prescription de 40. ans court contre le Seigneur du jour de l'acquisition.

Après cela il n'est pas surprenant que du Pineau écrivant sur la Coûtume d'Anjou ait soutenu, que les gens de main-morte ne se peuvent aider de prescription tant longue qu'elle soit, que premièrement l'exhibition des contrats n'ait été faite au Seigneur de Fief : il écrivoit conformément à la Coûtume d'Anjou, suivant laquelle il ne pouvoit être d'un autre avis.

Le sentiment de Pinault sur la Coûtume de Cambrai, ne doit pas faire plus d'impression, puisque suivant cette Coûtume, par une exception à la règle générale, les gens de main-morte sont absolument incapables de posséder, & qu'ils ne peuvent prescrire par aucun tems le droit de retenir leurs acquêts ; & quand Pinault parle de l'obligation d'exhiber les contrats au Seigneur, c'est relativement à la Coûtume d'Anjou ; il le dit lui-même à la fin de ses annotations sur l'article 9. du titre 2.

Ce que Ricard a dit sur la Coûtume de Senlis, ne peut avoir d'application qu'à cette Coûtume, & à celles qui aient des dispositions pareilles *suo clauduntur territorio*.

La Coûtume de Senlis art. 100. ne parle nullement de la question dont il s'agit : cet article porte » Il loist à un » Haut-Justicier de saisir ou faire saisir, & mettre en sa main » tous les heritages étant es fins & mètres de sa Justice, pour » contraindre les detenteurs desdits héritages à montrer & » enseigner à quel titre ils les tiennent & possèdent.

La lecture de cet art. fait connoître qu'il ne contient rien de particulier pour les gens de main-morte.

On objecte encore Ricard sur l'art. 200. de la même Coûtume. Il y a erreur dans la citation : car ni cet article ni ce que dit Ricard ne peut avoir d'application aux gens de main-morte ; sans doute on a pris l'art. 200. pour le 220.

Il est

Il est vrai que l'Auteur des nouvelles observations sur la Coûtume de Senlis dit sur cet article, que les gens de main-morte doivent exhiber au Seigneur leurs titres dans 40. jours : sinon il peut faire saisir & exploiter en pure perte les Fiefs mouvans de lui, & faire établir commissaires pour les rotures. Il ajoute que le contrat doit être laissé entre les mains du Seigneur, qui peut déclarer s'il entend user de rétenue.

Il ne faut qu'avoir recours à l'art. 220. de la Coûtume de Senlis, pour voir quel a été le motif de la décision de cet Auteur, qui ne regarde encore que le droit d'expulser : car le même Auteur ajoute que le Seigneur n'a que 30. ou 40. ans pour demander l'indemnité ; & il ne dit pas que ce tems ne commencera à courir que du jour de l'exhibition des contrats.

L'article 220. de la Coûtume de Senlis, porte que le Seigneur peut contraindre les gens de main-morte de mettre hors leurs mains les heritages, dedans l'an & jour que le don ou transport sera venu à sa connoissance.

Notre Coûtume au contraire permet de prescrire contre le Seigneur le droit de retenir, sans en avoir donné connoissance au Seigneur. Il n'y a par conséquent aucune comparaison à faire de notre Coûtume à celle de Senlis. Ainsi toutes les Coûtumes qui ont été citées contre les gens de main-morte ne doivent être regardées que comme des exceptions à la regle générale ; elles sont contraires à la notre. Les Auteurs qui ont écrit sur ces Coûtumes, ont été forcés de conformer leurs avis à la loi qu'ils expliquoient, d'où il faut conclure que ni ces Coûtumes ni ces autorités ne sçauroient être d'aucune utilité au Seigneur contre les gens de main-morte. Il faut maintenant examiner si les Arrêts qu'il cite, ont jugé en sa faveur.

Le premier Arrêt est celui qu'on dit avoir été rendu en 1703. entre le sieur de la Haye-Girard, & le Titulaire de la Chapelainie de la Cadoüais.

On ne peut rien établir sur ce prétendu Arrêt de 1703. on n'en voit point l'espèce ; & il n'est rapporté par aucun Auteur ; on voit au contraire que tous les Auteurs de la

22 Juin & 19
Juillet 1736

22 Juin & 19
Juillet 1736.

Province, qui ont écrit depuis cet Arrest, non-seulement n'en font point mention, mais décident au contraire, que la prescription de l'indemnité commence du jour de l'acquisition; tels sont par exemple Mr. de Perchambault dans son Commentaire de l'édition de 1713. & Sauvageau. En 1725. il y a eû une impression de la Coutume à Nantes, avec des observations, des décisions, des Arrests; l'Arrest de 1703. n'y est point rapporté: cependant on en cite deux autres en faveur de la prescription.

On dit inutilement pour les Seigneurs que l'Arrest de 1703. fut représenté lors de celui de 1723. Car en premier lieu il n'y a aucune preuve de ce fait: il y en a au contraire une négative, qui est qu'à supposer l'espèce du prétendu Arrest de 1703. telle qu'on a jugé à propos de la faire, cet Arrest n'eût été d'aucune utilité pour la décision de la question qui se presenta à juger en 1723. C'est ce qu'il est aisé de faire voir, en examinant l'espèce jugée en 1723. La voici.

Le Général de la Chapelle St. Jacques en la Paroisse de Pouldregat, acquit le 18. Octobre 1675. une rente de quatre combles de Seigle, due sur le fond d'une tenue située au village de Kgueshont.

Le sieur Comte de Bienassis, Seigneur de Fief, fit signifier le 21. Juillet 1700. le Fabriqueur en charge, pour fournir aveu de la rente, paier les lods & ventes & autres droits Seigneuriaux, & fournir homme vivant &c. On leva défaut contre le Fabriqueur le 12. Août 1700. Le Général s'assembla le 26. Septembre suivant, & chargea René le Brun Fabriqueur en charge, de consentir à la demande du Sieur Comte de Bienassis, ce qu'il fit, & nomma Alain Posnic pour homme vivant &c.

Après un silence de plus de 15. ans, le Tuteur des Demoiselles de Bienassis apella le Fabriqueur en charge, pour être condamné de fournir aveu & paier l'indemnité.

Le Fabriqueur prétendit que le droit d'indemnité étoit prescrit, & en conséquence il demanda son renvoi dans la Jurisdiction Supérieure: les Parties procédèrent au Présidial de Quimper, où par Sentence du 9. Août 1720.

le Fabriqueur fut condamné de païer le droit d'indemnité.

Il y eut apel : l'unique question qui fut agitée à la Cour fut de sçavoir si le droit d'indemnité étoit prescrit. Le Général de la Treve de St. Jacques le souûtenoit, sur le principe qu'il s'étoit écoulé plus de 40. ans depuis le contrat d'acquest jusqu'à la demande de l'indemnité formée par le Tuteur.

Le Tuteur souûtenoit au contraire que la demande du sieur Comte de Bienassis formée en 1700. avoit interrompu la prescription, & que dans ces termes *Et autres droits Seigneuriaux*, l'indemnité étoit comprise : que le Général avoit formellement acquiescé à cette demande, ce qui le rendoit non-recevable à oposer la prescription.

Le Tuteur ajoûtoit véritablement, comme une question subsidiaire, que la prescription n'avoit pû commencer, le Général n'ayant point fait exhibition de son contrat. Mais sentant la foiblesse de cette seconde raison, on s'attacha à la premiere; & le Tuteur démontra que la procédure de 1700. étoit une interruption qui, jointe à la reconnaissance indéfinie du Général de devoir tous les droits Seigneuriaux, ce qui emportoit nécessairement la reconnaissance de l'indemnité, rendoit le Général de la Tréve de St. Jacques non-recevable à proposer la prescription de l'indemnité.

Monsieur d'Andigné fit le raport du procès en Grand-Chambre : les avis se trouverent partagez. Les uns vouloient que la procedure de 1700. & la reconnaissance du Général eussent interrompu, les autres souûtenoient la négative, ce fut la seule question sur laquelle on s'arrêta ; la question subsidiaire ne toucha personne. Monsieur le Rapporteur ne vouloit point admettre l'interruption ; Mr. de Cuillé Compartiteur souûtenoit au contraire que l'interruption étoit constante : la Cour jugea que la demande des lods & ventes, rachats & autres droits Seigneuriaux, comprenoit l'indemnité, & que la reconnaissance du Général de St. Jacques, de devoir tous les droits Seigneuriaux, emportoit celle du devoir de l'indemnité.

Voilà ce que l'Arrest de 1723. a jugé. Ainsi en admet-

22 Juin & 19
Juillet 1736.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

tant l'espèce de l'Arrest de 1703. telle qu'on l'a supposée pour les Seigneurs, la représentation de cet Arrest eût été inutile, pour décider la question qui se présentait à juger en 1723.

Enfin la Cour par l'Arrest de Commana, dont on a rapporté le dispositif ci-devant, juge que la prescription court sans exhibition de titre.

La prescription court contre tous, soit qu'on ait eu connaissance de ses droits, soit qu'on les ait ignorés : elle court contre les absens, & elle commence dès l'instant de l'ouverture de l'action.

21. Mais, disent les Seigneurs, la possession des gens de main-morte n'est point notoire ni publique, elle n'est pas même présumée connue du Seigneur lorsque les acquisitions ne lui ont pas été exhibées.

On répond avec Henris T. 1. Livre 4. chap. 6. quest. 79. que toute possession quadragenaire est réputée notoire & publique. De plus nôtre Coutume n'exige point qu'il y ait d'exhibition; & tous les Auteurs sont d'avis que la prescription de 40. ans commence du jour de l'acquisition, sans demander qu'il soit fait exhibition dans les cas même où notre loi municipale exige l'exhibition. Le défaut de cette formalité n'empêche pas le commencement & le cours de la prescription de 40. ans, à plus forte raison, dans les cas où cette formalité n'est point demandée.

Le Seigneur n'est pas recevable à dire, après 40. ans, qu'il a ignoré l'acquisition des gens de main-morte, & que son ignorance l'a mis hors d'état d'agir : 40. ans sont plus que suffisans pour l'avoir mis en état de s'instruire & d'agir; un absent ne pourroit pas proposer cette exception.

Il y a même quelque chose de révoltant à prétendre obliger celui qui prescrit d'avertir celui contre qui il prescrit, sur tout s'agissant de la prescription de 40. ans pour laquelle la bonne foy n'est pas requise.

Par Arrest rendu en la premiere Chambre des Enquêtes, au raport de Mr. de Caradeuc le 22. Juin 1736. La Cour faisant droit sur le tout, dans l'apel dudit Dernothon de la Sentence du 7. Decembre 1725. a mis & met ladite apel

lation & ce, en ce que par ladite Sentence ledit Dernothon auroit été debouté du droit de faire fournir homme vivant, mourant & confisquant, des rachats par lui prétendus, de la chef-rente de quatre mesures d'avoine & une geline sur la tenuë de Khuaiselaff, en ce que les dépens auroient été compensez; corrigeant & réformant, condamne l'Abbesse & Religieuses de l'Abbaye de Klot de fournir homme vivant, mourant & confisquant; & faute de l'avoir fourni condamne ladite Abbesse & Religieuses de Klot de païer en nature de dommages & interrests audit Dernothon une année & demie des revenus des héritages sujets à rachat pour ceux qui eussent pû échoir depuis les 30. ans précédens la premiere demande jusqu'à ce jour: condamne l'Abbesse & Religieuses de charger leurs aveus de la chef-rente des quatre boisseaux d'avoine & une gelinne sur la tenuë de Khuaiselaff, d'en païer les 29. années dernieres précédentes la premiere demande & celles échûës depuis; dans l'apel desdites Abbesse & Religieuses de la même Sentence du 7. Decembre 1725. a mis & met ladite apellation au néant; ordonne que ce dont a été appellé sortira son plein & entier effet; condamne les Apellantes en l'amende de 12. livres au Roi; & sur la requête desdites Abbesse & Religieuses du 13. Novembre 1733. déclare ledit Dernoton mal & follement intimé dans ladite requête, sauf à elles à se pourvoir dans ladite Jurisdiction du Pont, ainsi qu'elles verront, défenses sauves; & sur le surplus des autres requêtes, demandes & fins des parties les a renvoïées hors procès; condamne l'Abbesse & Religieuses de Klot en tous les dépens des causes principales, de contredit, d'apel & incidens. Fait en Parlement à Rennes le 22. Juin 1736.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

La même question a été décidée par un autre Arrest du 19. Juillet 1736. rendu en la deuxième Chambre des Enquêtes au raport de Mr. de la Boulaye de Langle, entre Dame Renée Françoise de Marigo Prieure du grand Locmaria & le Général de la Paroisse de Ploüaré Tréve du Juch.

22 Juin & 19
Juillet 1736

Cet Arrest a décidé en même tems. 1°. Que l'homme vivant, mourant & confisquant donné par la main-morte doit être âgé de 25. ans, & que celui qui avoit été donné par le Général de Ploüaré n'étant âgé que de 8. ou 10. ans, la Dame Prieure de Locmaria n'étoit pas obligée de l'accepter.

2°. Que l'indemnité est du cinquième de la valeur des immeubles, pour tous les droits casuels à l'exception du rachat, & qu'elle est du tiers lorsque le rachat est compris, avec les autres droits casuels, dans le payement de l'indemnité.

Voici le dispositif de cet Arrest.

LA COUR faisant droit sur le tout, sans s'arrêter à la requête du Général de la Paroisse de Ploüaré Trêve du Juch du 13. Avril 1733. dont il est debouté, & sans qu'il soit besoin de s'arrêter à celle de la Prieure de Locmaria du 27. Novembre 1727. dans les appellations respectives des Parties de la Sentence dudit jour 7. Septembre 1726. a mis & met lesdites appellations & ce dont à été appelé au néant; corrigeant & réformant, & faisant un jugement nouveau, a déclaré le Général de la Paroisse de Ploüaré non recevable dans ses lettres de restitution du 16. Mars 1726. & sans s'arrêter à l'incident du 20. Mars 1726. dont il est debouté, a déclaré l'aveu du 22. Juillet 1722. défectueux; condamne ledit Général de Ploüaré d'en fournir un autre, dans lequel seront inferez les dates des titres & actes de fondations produits au procès, avec reconnaissance de Jurisdiction sur les héritages qui sont mentionnés audit aveu, de nommer un homme vivant, mourant & confisquant âgé de 25. ans, & de paier outre le cinquième du total des terres, rentes & fondations tant par argent que par grains appartenantes à la Chapelle du Juch qui seront employées audit aveu, pour l'indemnité des lods & ventes, désherances & droits casuels dûs au Fief du Prieuré de Locmaria, même de rapporter les levées depuis la demande en faite, si mieux n'aime ledit Général paier suivant les offres de ladite Prieure, le tiers de la valeur du fonds des terres, rentes & Fondations, & en faire assiette

audit Prieuré avec raport des levées, depuis la première demande, pour tout droit d'indemnité de l'homme vivant, mourant & confisquant, lods & ventes, déshérences & autres droits casuels dûs au Fief dudit Prieuré de Locmaria : condamne ledit Général de Ploüaré en trois livres d'amende suivant la Coûtume, & dans tous les dépens des causes principales, d'apel & incidens : sur le surplus des demandes des Parties les a renvoïées hors de cour & de procès : reserve l'exécution du present Arrest à la seconde Chambre des Enquêtes. Fait en Parlement à Rennes le 19. Juillet 1736.

22 Juin & 19
Juillet 1736

Ces deux Arrests ont été rendus avec une entière connoissance de cause. Lors du premier, outre les mémoires qui avoient été faits par Maître Gault pour Mr. Dernothon & par Maître Bureau pour la Dame Abbessé de Klot, on avoit produit au procès les mémoires faits par Maître Logeais pour la Prieure du grand Locmaria, & par Maître Querard fils pour le Général de Ploüaré. Ces deux mémoires m'ont fourni ce que j'ay raporté sur la question de l'indemnité. Il y avoit de plus des Factums faits par Maîtres du Clos & de Moayre dans une autre procès, entre Messire Claude-René de Guer, Marquis de Pontcallec & les Ursulines de Quimper. Ce dernier procès ne fut point jugé; & les Religieuses Ursulines furent obligées de l'accommoder, après que leur contestation sur le droit d'indemnité se trouva condamnée par les deux Arrests que j'ay raportez.

Ces décisions sur des procès si parfaitement instruits ont établi une Jurisprudence, suivant laquelle on tient aujourd'huy pour maxime que l'indemnité est imprescriptible. Cependant il faut convenir qu'ils ne jugent point une imprescriptibilité absolüe.

Dans l'espece du premier Arrest il ne s'étoit écoulé que 67. ans depuis l'assiete de la fondation de l'Abbaye de Klot jusqu'à l'action formée par Mr. Dernothon. Dans l'espece du second Arrest le plus ancien contrat étoit du 4. Avril 1654. 68. ans seulement avant l'action formée en

22 Juin & 19
Juillet 1736.

1722. par la Dame Prieure de Locmaria. Ainsi il n'y avoit pas 40. ans depuis l'expiration des 30. ans donnez par la Coûtume au Seigneur pour faire vuider les mains.

D'ailleurs dans l'espèce de ces deux Arrests il n'y avoit eû ni exhibition ni aveu suivi de la possession de 40. ans.

Il est vray que plusieurs des Juges fondèrent leurs avis sur le principe que l'indemnité a succédé au droit que nos anciennes Coûtumes donnoient aux Seigneurs d'expulser perpétuellement les mains-mortes. Mais ce principe, si favorable dans les circonstances de ces deux procès, auroit-il été regardé comme une loy générale & sans restriction, si après l'expiration des 30. ans donnés pour faire vuider les mains, les gens de main-morte avoient eû en leur faveur l'exhibition de leur contrat faite au Seigneur & suivie d'une possession de 40. ans? Si outre cette exhibition ils avoient eû des aveus dûment reçûs & suivis de la même possession, peut-on croire que l'imprescriptibilité du droit d'indemnité eût été jugée?

Suposons même que la faculté indéfinie de faire vuider les mains subsistât encore dans toute la force & dans toute l'étendue que nos anciennes Coûtumes lui donnoient. Il est vrai que suivant d'Argentré cette faculté étoit imprescriptible. *Sed nec prescriptionem admiserim, ut lege resistente principio acquisitionis ex publicis causis.* Mais si les gens de main-morte avoient rendu aveu & exhibé leur titre, & si après cela ils avoient possédé paisiblement pendant 40. ans, peut-on suposer que la faculté indéfinie de faire vuider les mains subsistât malgré cette longue possession? Ne pourroit-on pas au contraire conclure du silence du Seigneur, pendant un si long-tems depuis l'aveu fourni, qu'il auroit consenti de recevoir les gens de main-morte pour ses Vassaux? Si l'on peut tirer cette consequence du silence du Seigneur, il paroît que, dans l'ancienne Coûtume même, il n'auroit plus été recevable à faire vuider les mains, parce que l'art. 346. rendoit la possession de la main-morte legitime, lorsqu'elle étoit autorisée par le consentement du Seigneur.

Mais s'il est vray que le consentement du Seigneur auroit dû

roit dû se présumer dans l'espece qu'on vient de proposer, ne peut-on pas établir la même présomption pour le payement de l'indemnité ? Des gens de main morte, qui ont possédé 40. ans sans trouble depuis l'exhibition & l'aveu rendu, seront-ils obligés de garder perpétuellement la quittance de l'indemnité ? S'ils peuvent être inquiétés après 40. ans, ils peuvent l'être après mille ans, parce que nous ne connoissons point d'autre prescription que celle de 40. ans ; & les inféodations les plus anciennes ne mettront pas une Eglise ou une Communauté à couvert de cette recherche.

22. Juin & 19
Juillet 1736.

Si le raisonnement qu'on vient de faire a quelque solidité, on pourra le pousser encore plus loin ; & l'on dira que l'exhibition & l'aveu ne peuvent servir qu'à établir la présomption que le Seigneur a connu & approuvé la possession de la main-morte. Mais cette possession étant notoire & continuée pendant 30. ans, après lesquels le Seigneur est exclus de la faculté de faire vider les mains, n'établit-elle pas une égale présomption d'approbation de la part du Seigneur ? & si l'indemnité peut se prescrire, ne doit-on pas faire courir la prescription de 40. ans du jour que le Seigneur est présumé avoir consenti à la possession de la main-morte, c'est-à-dire du jour de l'expiration des 30. ans depuis la date du contrat, sans qu'il soit besoin d'exhibition ni d'aveu ?

En attendant que des questions si difficiles aient été décidées par quelques Arrêts, je vais proposer ici une autre question sur laquelle nous n'avons aucune décision quoiqu'elle ait dû se présenter fort souvent.

Un testateur legue à l'Eglise une rente foncière & perpétuelle sur son heritage. Il est de maxime en Bretagne que cette rente a tous les caracteres de rente foncière, de même que si elle avoit été créée lors du transport de l'heritage. On suppose que cette rente soit payée exactement par les héritiers du Testateur, qui ont attention de rendre aveu au Seigneur sans y exprimer la charge de la rente.

Après plus de 30. ans le Seigneur est instruit de cette

22 Juin & 19.
Juillet 1736.

rente; & comme il ne veut point que l'héritage mouvant de lui soit chargé d'aucun droit réel appartenant aux gens de main-morte, il agit contr'eux pour leur faire vuider les mains. Les gens de main-morte oposent à cette action la fin de non-recevoir que l'article 368. de la Coutume établit après 30. ans de possession. Le Seigneur répond que la question ne doit pas se décider par cet article, mais par l'article 365. qui décharge le Seigneur, pendant la saisie féodale, des rentes créées sur l'héritage sans son consentement; la même maxime a été étendue au cas du rachat par un ancien Arrest du 6. Octobre 1625. & par l'Arrest du 30. Avril 1701. rapporté par Sauvageau chap. 313. du premier Livre de son Recueil d'Arrests.

Puisque le Seigneur n'est point obligé de reconnoître la rente créée sans son consentement, il ne peut être obligé d'admettre pour ses Vassaux les gens de main-morte possesseurs d'une pareille rente; & il semble que l'on peut en tout tems exiger qu'ils vuident leurs mains, ou qu'ils reconnoissent qu'à l'égard du Seigneur la rente n'est qu'hypothécaire & volante, sans aucune réalité sur l'héritage. Par là tous les droits du Seigneur seront conservés de même que si son Vassal ne devoit aux gens de main-morte qu'une rente constituée; & quand l'héritage sera vendu à la charge de cette rente, les lods & ventes seront dûs de la valeur du fonds de la rente, comme ils le seroient pour une vente à la charge d'une rente constituée.

Tel est le raisonnement qu'on peut faire pour le Seigneur. On peut y ajouter que la possession d'une rente est plus facilement ignorée que celle d'un héritage, parce que la possession de la rente ne consiste que dans la reception des arrerages qui peut être un fait très-secret entre le Propriétaire de l'héritage & la main-morte. Ainsi un Seigneur seroit fort à plaindre s'il n'avoit pas, contre une possession qu'il auroit ignorée, d'autre remede que l'indemnité.

Si l'on suivoit dans cette espèce la disposition générale de l'art. 368. de la Coutume pour la prescription du droit de faire vuider les mains après 30. ans, il resulteroit même delà une consequence absurde; sçavoir que la main-

morte seroit plus favorable que ceux dont les biens sont dans le commerce, & qui ne peuvent pas cependant obliger le Seigneur d'admettre la charge de la rente créée sans son consentement.

22 Juin & 19
Juillet 1736.

CHAPITRE XIV.

Règlement pour les procédures dans les Saisies, Criées & Instances d'Ordre.

Du 12. Juin 1736. à l'Audience Publique.

ENTRE Demoiselle Marie-Roze Baconniere, &c.
LA COUR &c. Faissant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy, ordonne que les Arrests & Réglemens seront bien & dûement exécutés; ce faisant que les Procureurs des oposans aux saisies, Criées & Instances d'ordre ne pourront faire signifier leur demande qu'aux Procureurs du débiteur, du poursuivant, & à l'ancien Procureur des créanciers; fait défenses au Procureur du poursuivant & à l'ancien Procureur des Créanciers de dénoncer & reporter aux autres Procureurs les demandes des oposans, & de faire des écritures sous prétexte d'y répondre avant l'apointement, & d'en employer les frais en taxe ni dans les Memoires qu'ils fourniront à leurs parties, sous peine de radiation & les autres peines qui y échéent; ordonne que le present Arrest sera lû, publié & enregistré dans tous les Sièges Présidiaux & Roïaux de la Province, à la diligence des Substituts dudit Procureur Général du Roi, auxquels il est enjoint d'en certifier la Cour dans le mois.

12. Juin
1736.



CHAPITRE XV.

Les vendeurs d'un quidquid juris dans une succession, avec stipulation de non garentie, sont néanmoins garens de la fausse qualité qu'ils ont prise de seuls heritiers dans cette succession.

Cette garentie est entière pour le principal, les dommages & intérêts & les dépens du jour que les garens ont été mis en cause; & ils ne sont pas quittes en rapportant le prix de la vente du quidquid juris.

La prescription contre cette action de garentie ne peut commencer à courir que du jour du trouble qui donne lieu à l'exercice de la libération.

15. Juin
1736.

GUILLAUME Renault & Michelle Boudet sa femme acquirent, pendant leur communauté, une maison dans la Ville de Brest. Ils firent une donation mutuelle, & en 1694. Renault mourut. Par contrat du 12. Août 1700. Charles & Joseph Renault ses freres, prenant la fausse qualité de seuls héritiers, vendirent à la veuve, remariée alors au sieur Pelsaire, tous leurs droits dans la succession pour une somme de 350. liv. & 10. Tableaux. Le contrat portoit que ce transport général étoit sans garentie.

Les sieur & Dame Pelsaire vendirent cette maison aux sieur & Dame de Brain le 26. Août 1704. & la Demoiselle Thevenin se rendit caution de l'exécution du contrat. Les acquereurs s'approprièrent & furent possesseurs paisibles jusqu'en 1727. que Marie Renault femme de Pierre Marette, prétendant être heritière pour un quart dans la succession de Guillaume Renault, reclama la propriété d'un huitième dans cette maison, & les levées depuis la mort de la Dame Pelsaire arrivée en 1724.

Le sieur Thevenin aiant été assigné en garentie comme heritier de sa mere, Marette & femme furent déboutés de leur demande par Sentence renduë en la Jurisdiction de

Brest le 27. Avril 1729. Cette Sentence fut réformée par Arrest du 27. May 1732. qui ajugea à Marette & femme toutes leurs conclusions, & aux sieur & Dame de Brain une entière libération en principaux & dépens contre le sieur Thevenin.

Chap. XV.

15. Juin
1736.

Après l'Arrest le sieur Charpentier Peintre reclama aussi un huitième de la maison, comme héritier de Louïse Renault sœur de Guillaume Renault. Le sieur Thevenin appelé de nouveau en garentie assigna par requête & lettres de commission en contre-garentie Jean Daupeley & ses conjoints enfans de Joseph Renault, neveux de Charles & héritiers de l'un & l'autre.

Moïens de deffenses de Daupeley & Consorts.

La vente faite en 1700. est une cession de droits universels tels qu'ils pouvoient être sans rien spécifier, un transport de *quidquid juris*, au sujet duquel les vendeurs ne devoient garentir que leur qualité d'héritiers, sans être garens de la qualité des biens, ni des forces plus ou moins grandes de l'hérédité. Ainsi leur qualité d'héritiers n'ayant jamais été contestée, si dans la suite il est arrivé des évictions par le fait de deux autres héritiers, comme ils n'avoient vendu que leurs droits, sans en rien spécifier, & sans déterminer le genre ni l'espèce des biens, on ne sçauroit obliger leurs héritiers de garentir le plus ou le moins de cette succession, leur droit étant une fois génériquement établi. *Venditor hereditatis satisdare de eviçtione non debet, cum id inter ementem & vendentem agatur, ut neque amplius, neque minus juris emptor habeat, quam apud heredem futurum esset, L. 2. ff. de hered. vel act. vend.*

Cette proposition doit d'autant moins souffrir de difficulté, dans l'espèce présente, que la cession est faite & acceptée sans aucune garentie; condition qui fait une partie intégrante & essentielle du traité, sans laquelle il n'eût point été passé; condition contre laquelle la Pelsaire n'a dans aucun tems réclamé. Elle eût même été non-recevable à s'en plaindre, non-seulement à cause de la nature du

quidquid juris, qui de droit renfermoit la clause de non-garentie, mais encore parce qu'ayant une fois volontairement renoncé à la garentie, elle étoit obligée de s'en tenir à sa renonciation. *Licet enim unicuique renuntiare juri pro se introducto.*

D'ailleurs la Pelsaire avoit une parfaite connoissance qu'il y avoit d'autres héritiers que Charles & Joseph Renault. Ainsi il reste d'examiner en droit, si la Pelsaire ayant une entière connoissance de l'existence des autres héritiers de son mari & de leur degré d'habilité à lui succéder, lorsqu'en 1700. elle se fit subroger, à forfait & sans garentie, dans les droits de Charles & Joseph Renault, elle a pu néanmoins, par elle ou par ses cautions, en venir, vers les héritiers de ces deux subrogeans, à l'action de garentie fondée sur l'éviction faite postérieurement d'une partie de la succession par ces autres héritiers connus & non déclarés. Les Défendeurs soutiennent la négative de cette proposition, avec l'autorité des Loix, le sentiment des Auteurs & la Jurisprudence des Arrêts.

La Loi *Si fundum* 27. au Code de *evictionibus*, contient une disposition bien précise. La glose l'explique ainsi. *Si sciens fundum alienum vel alii obligatum comparasti, nec evictione cavere fecisti tibi : pretium quod solvisti petere non potes.* Sur quoi la glose fait cette distinction : *quia vel emptor scivit rem esse alienam vel ignoravit : si scivit non habet actionem pro evictione, nisi stipulatus est vel pactus. Si ignoravit, & si non stipulatus vel pactus, agit tamen ex empto ad interesse, nisi remisit periculum evictionis.* Suivant cette distinction, un acquereur qui connoît les droits d'un tiers dans la chose qu'il acquiert, n'a plus d'action vers le vendeur en cas d'éviction, à moins que la garentie ne fût expressément stipulée par l'acte. Il n'y a que dans le seul cas de l'ignorance du fait qu'il peut réclamer garent, quoique la réserve n'en fût pas faite par le contrat; encore y seroit-il non recevable, s'il y avoit formellement renoncé, *si remisit periculum evictionis*, parce qu'il seroit censé en avoir fait don & remise au vendeur. *Qui sciens & prudens id facit, præsumitur donare; ce qui a lieu in judicio familiæ ercis-*

cunda, où les garenties entre cohéritiers sont bien plus favorables. La Loi *si Fratres* au Code Commun. *utriusque jud.* y est expresse.

D'Argentré dans sa préface sur le Titre des Garens n'est point d'un sentiment opposé au droit Romain. Car il pose d'abord pour principe certain n. 7. que *non debetur evictio si emptor sciverit rem alienam*, conformément aux Loix *si fundum*, *si fratres* & *Emptorem* qu'il cite. Il est vrai que sur le nombre 11. il dit, que si le vendeur, par esprit de dol & de fraude, avoit cherché à cacher à l'acquéreur l'aliénation antérieure du fonds vendu, il seroit tenu de l'éviction quoique l'acquéreur eût déclaré l'en quitter. Proinde, dit-il, *pactum generale ne quis de evictione teneatur ei nunquam prodest, qui non ignorat causam ex qua res evincitur & eam tacet: id enim dolo non caret*. Mais nous ne sommes point ici dans cette hypothèse, puisque les Renault ne céderent que leurs droits tels qu'ils pouvoient être sans en rien spécifier, & que la Pelsaire n'ignoroit pas qu'il y eût d'autres héritiers dans un degré égal.

Belordeau, dans la préface du même Titre des Garens, rapporte aussi les termes de d'Argentré, Si dit-il, *un vendeur avoit stipulé qu'il ne seroit tenu de garentir la chose par lui transportée, cela ne pourroit pas l'exempter du garent, s'il a sçu la cause pour laquelle elle pourroit être évincée, & ne la déclare, parce qu'il y a du dol en sa stipulation*. Voilà le cas du vendeur de mauvaise foi & de l'acquéreur ignorant; mais il parle autrement de celui qui achete avec une parfaite connoissance de l'aliénation. Car de même, ajoute cet Auteur, que le vendeur seroit tenu de la garentie en cas de fraude, quoiqu'il y eût stipulation contraire par le contrat, de même aussi l'acquéreur ne pourroit agir en garentie, s'il sçavoit l'aliénation, à moins que le vendeur ne s'y fût par exprès obligé. *Rem alienam scienter emens non potest agere de evictione nec pretium repetere, nisi expressa fuerit causa*.

Monsieur le Prêtre Centurie 2. chap. 28. établit également pour maxime que la garentie a lieu quand l'éviction vient à cause du vendeur, comme s'il avoit vendu une rente ou

15. Juin
1736.

15. Juin
1736.

un héritage qui ne lui aparténoit pas ; il cite à ce sujet la Loi *emptorem* : mais , dit-il , eette Loy ajoute une exception, nisi aliud conventum sit. Car s'il avoit été nommément stipulé qu'en cas d'éviction le vendeur ne seroit tenu à la restitution du prix , je crois qu'il n'y seroit point tenu , s'il n'y avoit de sa part dol ou tromperie. Sur quoi il rapporte un Arrest par lequel il avoit été jugé suivant la clause de non-garentie , qu'il n'y avoit garentie ni répétition par celui qui avoit cédé une obligation faite par une femme mariée séparée de biens sans être autorisée & par ce défaut déclarée nulle , & in vim de la convention sans garentie que de ses faits & promesses & sans restitution de deniers.

De là vient aussi que le sieur Thevenin a défendu seul , tant contre les sieur & Dame de Brains tiers acquereurs , que contre Margette & femme , sans avoir cherché à inquiéter les Défendeurs , qu'après que tout étoit consommé par des Arrests. Il a par-là fait de cette affaire la sienne propre , au lieu que s'il prétendoit exercer sa garentie , il devoit assigner d'abord ceux qui y étoient tenus pour s'aviser aux autres Parties , sans laisser rendre des Arrests qu'on est en droit de soutenir avoir été rendus de concert , pour en faire retomber le contre-coup sur les Défendeurs extraprovinciaires. C'est encore une double fin de non-recevoir , qu'ils sont en droit d'opposer aux requêtes & lettres de commission.

Mais suposant qu'il fût dû quelque garentie malgré la stipulation contraire portée par le contrat de 1700. cette garentie devoit toujours se borner à la restitution des 350. livres prix de la cession , sans être tenu de restituer ni le prix actuel de la maison de Brest , ni les dommages & intérêts resultans de la revente faite par la Pelsaire aux sieur & Dame de Brains , parce que la Pelsaire sçachant qu'il y avoit d'autres héritiers , elle n'eût pû à la rigueur prétendre que la restitution de ce qu'elle paya pour cette portion. La preuve de cette proposition subsidiaire est encore aisée à faire.

La glose qu'on a déjà citée sur la Loi *si fundum* après avoir établi pour principe , qu'un acquereur qui acheteroit sciemment

sciement un héritage aliéné, ne pourroit, en cas d'éviction, demander la garentie, ajoûte que, dans le cas de l'ignorance de la part de l'acquéreur, le vendeur seroit tenu des dommages & interets, quoiqu'il n'y eût point de stipulation, mais que s'il y avoit stipulation de non-garentie, le vendeur en seroit quitte en restituant le prix. *Si ignoravit, & si non stipulatus vel pactus, agit tamen ex empto ad interesse, nisi remisit periculum evictionis: quo casu agit tamen ad pretium.*

15. Juin
1736.

Du Moulin *Stil. Parlam. Cap. 12. de dilatione garendi*, après avoir dit que la stipulation de non-garentie de la part du vendeur est une clause légitime & autorisée, ajoûte néanmoins qu'il seroit d'avis que ce vendeur fût tenu à la restitution du prix. *Nihilominus tenebitur ad pretium re evictâ.* D'Argentré, *loco citato*, n. 10. enseigne la même chose: car après avoir dit que *qui pactus ne de evictione teneatur de eâ non tenebitur nec ad interesse*, il ajoûte, *ad pretii tamen restitutionem tenebitur.* Ce qu'il dit dans la suite, n. 12. & 13. ne regarde que les garenties des ventes ordinaires, & dans les cas où il y auroit stipulation expresse de garentie par le contrat.

Monsieur Loüet *Lettre A. Sommaire* 13. dit qu'aïant été Rapporteur de la question de sçavoir si un acquereur, aïant acquis une portion de Moulin qu'il sçavoit n'appartenir point à son vendeur, pouvoit exercer son recours après l'éviction, le procès se trouva parti en opinions, l'un des avis étant de rendre seulement le prix, & l'autre de mettre les parties hors de Cour sur la garentie. Surquoi il est bon de remarquer que l'acquéreur demeueroit en quelque façon d'accord qu'il ne pouvoit répéter que le prix de la vente, & que malgré cela l'un des avis fut de l'en débouter. Il est vrai que Brodeau dit que l'opinion tendante à la restitution du prix lui sembloit plus équitable; *ergo hoc casu pretium debetur, non vero cætera emptionis*; encore ajoûte-t-il, *pacisci tamen potest venditor, ut non teneatur pretium reddere & valet pactum.* Ce qui démontre toujours que tout ce que l'acquéreur peut attendre de plus favorable dans cette circonstance est de repeter vers le vendeur le prix

Chap. XV.
 15. Juin
 1736.

qu'il lui a compté en contractant. Le même Auteur rapporte n. 28. un Arrest qui le jugea ainsi; cet Arrest est aussi rapporté par Basset *tom. 2. titre 17. Liv. 4. chap. 2.* & le Dictionnaire de Brillon *tom. 3. page 465.* cite un Arrest du 20. May 1702. qui décida que le vendeur ne payeroit pas le prix de l'héritage, par rapport à la valeur lors du délaissement ou de l'éviction, mais seulement le prix de l'achat, intérêts, frais & loyaux-coûts. Domat *L. 1. T. 2. S. 10. n. 13.* raisonne dans les mêmes principes.

REPONSES DU DEMANDEUR.

Il n'y a point de preuve que lors de la vente la Pel-faire connût d'autres héritiers que Charles & Joseph Renault. Ainsi l'on doit se fixer uniquement au stellionat qui résulte de la fausse qualité de seuls héritiers prise par le contrat de 1700.

La non garentie stipulée par ce contrat ne dispensoit pas les vendeurs de garentir leur qualité. Cette maxime reconnue par les Défendeurs est fondée sur les principes généraux & invariables qui s'observent en toute vente de *quidquid juris* avec stipulation de non-garentie. Si l'acquéreur est dans la suite évincé de quelques biens, comme n'étant pas dépendans des droits universels qu'il a acquis, en ce cas la stipulation de non-garentie a une entière application; mais s'il est évincé par le défaut de qualité de son vendeur, la garentie de cette qualité étant toujours dûë, la libération de ce qui est évincé, ne peut recevoir d'atteinte.

C'est la décision de d'Argentré dans la Préface sur le titre des Garenns n. 11. *Proinde pactum generale*, dit cet Auteur, *nequis de evictione teneatur, ei nunquam prodest qui non ignorat causam ex qua res evincitur & eam tacet: id. enim dolo non caret. L. tenetur S. ult. ubi Bart. ff. de act. empt. & L. emptorem S. denique. Qui casus valde notandus est.*

Les Loix que cite d'Argentré décident que malgré la

stipulation de non garentie, le vendeur qui a sciemment vendu le bien d'autrui, est tenu à une entière libération, parce que la bonne foi est le caractère le plus essentiel des contrats de vente.

L'aplication de ces décisions est évidente. Les Auteurs des Défendeurs, aiant pris une qualité dont ils ne pouvoient ignorer la fausseté, & aiant vendu relativement à cette qualité tous les biens de la succession, ils étoient dans le cas de ces deux Loix ; ils étoient coupables d'un veritable stellionat.

Sur la fin de non-recevoir qu'on tire du retardement à dénoncer le trouble, il suffit de répondre, 1°. Que suivant les principes du Droit Romain la fin de non-recevoir ne pourroit avoir lieu que dans les cas où l'éviction auroit été jugée par une suite du dol ou de la faute grossière de l'acquéreur. 2°. Que ces principes, étrangers à l'espèce du procès, n'ont aucune autorité dans notre usage qui donne aux garens, qui n'ont pas été en cause, la voye de l'apel ou de l'opposition contre les Jugemens qui ont été rendus. 3°. Que les Deffendeurs ne supposent point que le demandeur ait été condamné par sa négligence ni par l'omission d'aucune des raisons nécessaires ou utiles pour sa défense. 4°. Que nous suivons la décision de la Loi *Non dubitatur Cod. de evict.* qui donne l'action de garentie après l'éviction jugée ; que suivant d'Argentré dans la Préface sur le T. des garens n. 14. l'action pour l'éviction n'est régulièrement ouverte qu'après que l'éviction a été jugée ; qu'enfin par un Arrest rapporté par Monsieur de Catelan *Liv. 5. chap. 42.* bien-loin qu'il pût y avoir fin de non-recevoir contre l'action de garentie, il fut décidé que la prescription contre cette action ne commençoit pas à courir du jour de l'éviction jugée, mais du jour qu'elle avoit été exécutée par le délaissement de l'héritage évincé.

OBJECTION. Les Défendeurs ne sont tenus de rendre que ce que leurs Auteurs ont reçu. Domat, le Dictionnaire des Arrests, Basset, Mr. Louët & du Moulin le décident.

RÉPONSE. C'est un principe constant, que le

Chap. XV.

15. Juin
1736.

15. Juin
1736.

garent est tenu en général, *In quantum interest* L. 60. & 70. ff. de evi^{ct}ionibus, & L. si controversia Cod. de evi^{ct}ionibus.

Domat établit cette maxime n. 11. & 12. de l'endroit cité. La décision de d'Argentré est conforme dans la Préface du T. des Garens nom. 12. & 13.

Le Dictionnaire des Arrests, Livre très-infidele & peu digne de foi, ne contient rien de contraire à cette maxime; & l'Arrest qui y est cité ne peut être d'aucune considération, parce que les circonstances sur lesquelles il fut rendu ne sont point rapportées.

L'Arrest de Basset est dans l'espèce d'un acquereur qui avoit acquis sciemment le fonds d'autrui, espèce essentiellement différente de la notre.

A l'endroit cité de Monsieur Loüet il étoit aussi question de l'acquisition faite sciemment du fonds d'autrui; & l'on trouve dans la note de Brodeau un Arrest du 10. Decembre 1640. qui jugea qu'outre la restitution du prix il étoit dû des dommages & interets à l'acquereur évincé, quoique lors du contrat il sçût que l'héritage n'appartenoit pas au vendeur.

Du Moulin §. 10. du chapitre cité, décide que le garent doit les dommages & interets du garenti.

Par Arrest du 15. Juin 1736. en la premiere Chambre des Enquêtes au Rapport de Monsieur de Caradeuc; la Cour faisant droit dans les requête & lettres de commission dud. Thevenin du 18. Novembre 1732. aiant aucunement égard à la requête dudit Thevenin du 4. Août 1733. sans s'arrêter à celles desdits Daupelley, Melotte, Desvaux & leurs femmes des 12. Février & 14. Decembre 1733. les condamne solidairement d'acquitter, liberer & indemniser ledit Thevenin des condamnations prononcées contre lui par les Arrests des 27. May 1732. & 19. Janvier 1734. au profit de Pierre Marette, Marie Renaud sa femme & Michel Charpentier, en tout cas au profit de la veuve & heritiers de Debrain pour l'éviction des deux huitièmes portions de la maison en question, avec les levées & interets: condamne pareillement lesdits Daupelley, Melotte, Desvaux & leurs femmes d'acquitter, liberer &

indemniser ledit Thevenin des condamnations de dépens énoncées contre lui, depuis que lesdits Daupelley, Melotte & femme ont été mis en cause & aux frais & dépens énoncés contre lui depuis que lesdits Daupelley, Melotte & femme ont été mis en cause, & aux frais & dépens des premières sommations. Les condamne en tous les dépens personnels dudit Thevenin, tant en demandant que défendant, requête & lettres de commission & incidents faits depuis qu'ils sont en cause, & sur le surplus a renvoyé les Parties hors procès, l'exécution réservée en la première Chambre des Enquêtes.

Chap. XV

15. Juin
1736.

CH A P I T R E X V I.

Règlement concernant les Mendians.

VEU par la Cour la Requête des Sieurs Directeurs & Administrateurs de l'Hôpital Général de cette Ville, tendante pour les causes y contenues, à ce qu'il plût à la Cour ordonner conformément aux Arrêts & Réglemens d'icelle & Déclarations du Roi, que tous les Pauvres étrangers, & non domiciliés de cette Ville s'en retireroient dans trois jours, après la publication de l'Arrêt qui interviendrait sur ladite Requête, à peine d'être attachés au Carcan dans la cour de l'Hôpital Général pendant douze heures, & ensuite être renfermés dans ladite Cour, & nourris au pain & à l'eau pendant six mois. 2°. Il seroit fait défenses à toutes personnes de mendier dans les Eglises sous les mêmes peines & du fouet, en cas de récidive. 3°. Pareilles défenses seroient faites à tous Habitans de la Ville, Faux-bourgs & banlieue de leur donner retraites, & en cas de contravention, seroit enjoint au Commissaire du Quartier de faire vendre sur le champ par les Archers dud. Hôpital, sur le procès verbal qu'il en dresseroit, tous les lits qui se trouveroient dans les maisons où lesdits Mendians auroient logé, pour les deniers en provenans tourner au profit dudit Hôpital, ordonner aux Commissaires de Police de faire exactement leurs visites dans lesdites

20. Juin
1736.

maisons, de faire brûler les paillasses desdits lits au milieu des ruës par lefdits Archers, & à cet effet de descendre chacun dans leur Quartier une fois au moins chaque Semaine. 4°. Pareilles défenses feroient faites à tous les Habitans d'insulter & de troubler les Archers de l'Hôpital dans leurs fonctions, sous peine de 100. livres d'aumône & de deux mois de prison. 5°. Pareilles défenses feroient faites aux Porteurs de Chaîses, Portefais, Decroteurs & autres personnes de jouer à-vis du Palais, Cimetiere Sainte-Anne & autres Places publiques, à peine de prison & de 200. livres d'amende, & ordonner que l'Arrest qui interviendroit feroit lû & publié aux Prônes des Grand'Messes, affiché aux portes des Eglises, & dans toutes les Places publiques de cette Ville; ladite requête signée Morfoüace Procureur, & réponduë d'un soit montré au Procureur Général du Roi par Ordonnance de la Cour du 19. Juin 1736. Conclusions dudit Procureur Général du Roi au bas de ladite requête du 20. desdits mois & an; sur ce ouï le Rapport de Maître d'Estreans Conseiller Doïen en Grand'Chambre, & tout considéré.

LA COUR faisant droit sur ladite Requête & conclusions du Procureur Général du Roi, ordonne que tous les Pauvres étrangers, & non domiciliers de cette Ville s'en retireront dans trois jours après la publication du présent Arrest, à peine d'être attachés au carcan dans la cour de l'Hôpital Général pendant 12. heures, & ensuite renfermés dans ladite cour, & nourris au pain & à l'eau pendant six mois; fait défenses à toutes personnes de mendier dans les Eglises sous les mêmes peines, & celle du fouet en cas de recidive, & à tous les Habitans de la Ville, Fauxbourgs & banlieuë de leur donner retraite, à peine de 20. livres d'aumône contre les Locataires, applicables à l'Hôpital; & en cas de contravention, enjoint au Commissaire du Quartier de faire vendre sur le champ par les Archers de l'Hôpital, sur le procès verbal qu'il en dressera, tous les lits qui se trouveront dans les maisons où lefdits Mendians auront logé, pour les deniers en provenans tourner au profit dudit Hôpital; ordonne aux Com-

missaires de Police de faire exactement leurs visites dans lesdites maisons, de faire brûler les paillasses desdits lits au milieu des rues par lesdits Archers, & à cet effet de descendre chacun dans leur Quartier une fois au moins chaque Semaine; Fait pareillement défenses à tous les Habitans d'insulter & de troubler les Archers de l'Hôpital dans leurs fonctions, sous peine de 100. livres d'aumône, & de deux mois de prison; & à ce que personne n'en ignore, sera le présent Arrest lu & publié à l'issuë des Grandes-Messes Paroissiales, affiché aux Portes des Eglises, & dans toutes les Places publiques de cette Ville. Fait en Parlement à Rennes le 20. Juin 1736.

20. Juin
1736.

C H A P I T R E X V I I.

L'emprunt frauduleux fait à la grosse aventure assujettit aux profits maritimes le Preneur qui n'a point donné avis aux Prêteurs, lors du départ du Navire, qu'il n'y avoit rien chargé.

PAR acte passé à St. Malo le 12. Octobre 1730. Joseph Guyomar, Commis du sieur le Breton de la Pluffinais, emprunta de la Demoiselle du Bois Simon 3553. livres à la grosse aventure, & stipula qu'elle auroit couru tous les risques, excepté celui de la confiscation, *sur les biens, effets & marchandises QUI ONT ETE', & seront mises sur le Vaisseau le Mercure pour le compte de Guyomar.* Ce sont les termes de l'acte.

25. Juin
1736.

Par autres actes des 12. & 24. Octobre 1730. il emprunta aussi à la grosse du sieur de Vieuxpignon la somme de 8000. livres: mais ces actes ne portoient pas qu'il y eût déjà des marchandises chargées.

Le sieur de la Pluffinais s'obligea avec Guyomar, dans ces trois actes, comme seul & principal preneur.

Le Vaisseau partit de Lorient le 3. Decembre 1730. & au mois de Janvier 1732. le sieur de la Pluffinais, sous le nom de Guyomar, dénonça aux Prêteurs qu'il n'avoit

pû charger aucunes marchandises dans ce Vaisseau. Il leur offrit le remboursement des sommes principales avec l'intérêt au denier 20. s'ils n'aimoient mieux convenir d'Experts pour faire régler l'intérêt suivant le cours de la place.

Les prêteurs prétendirent que les profits maritimes stipulés par les actes de grosse leur étoient dûs ; & par Sentence de l'Amirauté de St. Malo du 3. Octobre 1733. les deux tiers de ces profits leur furent ajugés avec les intérêts du jour de la demande.

Le sieur de la Plussinais & Guyomar ont relevé apel de cette Sentence. Ils ont tiré leur principal grief de l'art. 15. du Titre des contrats à la grosse aventure de l'Ordonnance de la Marine. Cet article porte que , *si celui qui a pris deniers à la grosse justifie n'avoir pû charger des effets pour la valeur des sommes prises à la grosse, le contrat, en cas de perte, sera diminué à proportion de la valeur des effets chargés & ne subsistera que pour le surplus, dont le Preneur payera le change, suivant le cours de la place où le contrat aura été passé, jusqu'à l'actuel payement du principal, &c.*

Les apellans ont dit que suivant cet article ils ne pouvoient être obligez qu'aux intérêts suivant le cours de la place ; que Guyomar esperant de s'embarquer sur le Vaisseau le Mercure appartenant à la Compagnie des Indes, avoit emprunté ces sommes pour se faire une pacotille, mais que n'ayant pû s'embarquer, ni par conséquent charger aucunes marchandises, ce qui est défendu sur les Vaisseaux de la Compagnie, si ce n'est au moien d'un port permis & en incorporant la pacotille dans l'armement, il revint à ses Prêteurs & leur déclara qu'il n'avoit pû charger aucuns effets.

Sans rapporter ici les autres moïens d'apel ils feront suffisamment expliqués par les réponses que les Intimés ont faites aux objections.

RE'PONSES DES INTIMÉZ.

Le projet d'embarquement & l'avis, que les Apellans suposent avoir été donné aux Prêteurs après le départ du Vaisseau, sont des faits imaginés sans aucune aparence de preuve.

preuve. La fraude est évidente par le premier acte de grosse qui porte qu'il avoit été déjà chargé des marchandises sur le Vaisseau. Ce fait étant reconnu faux par les Apellans, l'on doit conclure qu'ils n'ont point eû d'autre dessein que de tromper des Négocians qui ne leur auroient pas sans doute prêté, s'ils n'avoient compté sur le profit maritime dont on les flatoit.

25. Juin
1736.

Ils n'ont même été avertis de cette fraude qu'après avoir couru la moitié des risques du voiage, le Vaisseau étant peut-être rendu à la Chine avant la dénonciation du mois de Janvier 1732.

Si la fraude & la pretention des Apellans étoient favorisées, il en resulteroit de grands inconveniens.

Ce seroit bannir la bonne foi du commerce. Le Négociant qui ne trouveroit pas de l'argent à pur prêt, en chercheroit impunément sous le faux titre de grosse, & seroit le maître de faire convertir à son gré l'acte de grosse en prêt pur & simple, ou de le laisser subsister selon qu'il y trouveroit son avantage.

Le Preneur à la grosse, en cas de perte du Vaisseau & des effets y embarqués, feroit perdre au prêteur son argent, parce qu'il lui suffiroit de dire, & avec raison, suivant les Auteurs du Commerce, & comme le dit fort bien le sieur de la Pluffinais, *que le contrat à la grosse est une espèce de société entre deux particuliers, dont l'un envoie des effets par mer, & l'autre lui fournit une somme d'argent à condition de la retirer avec un certain profit, en cas de bon voiage, & de la perdre, si les effets périssent.* Voilà donc le Preneur maître de faire perdre au Prêteur son argent, en déclarant que les effets embarqués ont péri; & le voici maître de le priver des profits maritimes en cas de bon voyage & d'heureux retour, si, en disant qu'il n'a rien chargé, il peut convertir le contrat à la grosse en prêt pur & simple.

Le sieur de la Pluffinais & Guyomart objectent que le Preneur à la grosse n'est pas maître d'en user ainsi; parce que s'il dit avoir chargé des marchandises, il doit en représenter les connoissemens en forme, avec leur enregistrement sur les Livres de Sabord; & faute de sette repré-

25. Juin
1736.

sensation, il est censé n'avoir rien chargé : d'où il résulte qu'en cas de perte du Navire, il n'est pas maître de faire perdre au Prêteur à la grosse l'argent qu'il a prêté; mais faute d'avoir chargé, il lui en doit le change au cours de la Place, qui est tout le dédommagement auquel l'article 15. du Titre des Contrats à la grosse de l'Ordonnance de 1681. le soumet.

A cette objection il a plusieurs réponses solides.

La première, qu'il est de notoriété que le commerce des Indes entre particuliers se fait à l'insçu de la Compagnie. On donne des pacotilles aux Officiers ou autres gens du Vaisseau par confiance; & comme elles seroient sujettes à confiscation, si la Compagnie en avoit connoissance, on n'a garde d'en prendre des connoissemens, ni de demander qu'ils soient enregistrés sur les Livres de *Sabord*. On est donc obligé de se confier à des Officiers ou autres gens du Vaisseau pour envoyer des marchandises aux Indes; & cela étant le Preneur à la grosse demeurerait le maître de faire perdre au Prêteur son argent, en cas de perte du Navire, s'il n'étoit pas tenu, au moment du départ de ce Navire, de déclarer qu'il n'a rien chargé, & si faute de l'avoir déclaré, il n'étoit pas censé avoir en effet chargé des marchandises.

La seconde raison, est que l'article 15. du Titre des Contrats à la grosse de l'Ordonnance de 1681. suppose que le Preneur à la grosse est un homme de bonne foi, intéressé dans un Navire, qui y a chargé des effets, mais qui n'en a pu charger à suffire pour égaler la valeur des sommes par lui empruntées; & le supposant de bonne foi, l'art. ne le condamne qu'à paier le change au cours de la Place, parce que néanmoins *il justifiera n'avoir pu charger davantage*.

Mais s'il ne le justifie pas, s'il ne montre pas sa bonne foi, quelle sera sa peine? Ce sera sans doute de paier les profits maritimes. Cette conséquence est nécessaire, puisqu'il n'en est dispensé qu'au cas d'une justification parfaite, & puisque l'article suppose un preneur de bonne foi & non pas un homme frauduleux qui abuse du nom du contrat pour extorquer de l'argent.

Pour demontrer cette verité de plus en plus , on suppose le cas prévu par l'Ordonnance , c'est-à-dire que le Preneur à la grosse ne peut justifier qu'il n'a pû embarquer des marchandises pour autant qu'il a emprunté , dira-t'on qu'en ce cas , il n'est tenu qu'à paier le change de l'argent au cours de la Place ? Ce seroit choquer l'Ordonnance même , qui condamne à paier ce change le Preneur qui justifie n'avoir pû embarquer. Il faut donc qu'il y ait une autre peine pour celui qui ne justifie pas ; & cette autre peine est sans doute de paier les profits maritimes. La raison de l'établir est qu'il est nécessaire de punir la fraude du Preneur , & d'empêcher qu'il n'y en ait d'assez téméraires pour abuser du Contrat à la grosse , c'est-à-dire , pour supposer qu'ils ont des marchandises , lorsqu'ils n'en ont point , & pour violer la foi des Contrats à la faveur de cette imposture.

L'article 15. du Titre des Contrats à la grosse étant bien entendu , condamne donc formellement le Sieur de la Plussinais , qui par consequent n'auroit point dû l'appeler à son secours. Et en effet , non-seulement il n'a point justifié n'avoir pû embarquer des marchandises sur le Mercure ; mais encore il n'a pû prouver qu'au tems de ses emprunts à la grosse il en eût aucunes , soit à Lorient , soit à St. Malo , soit ailleurs. Bien plus : il a laissé le Mercure partir de Lorient , arriver à Cadix , s'y charger de Piastras pour ses emplettes , & faire voile pour la Chine , sans instruire ses Prêteurs qu'il n'avoit rien chargé. Ce n'a été enfin qu'après 13. mois du départ du Navire qu'il les a instruits , & dans un tems que son beau-pere l'attaquoit pour cause de prodigalité ; Peut-il donc se flater d'être dans le cas de l'art. de l'Ordonnance dont il veut se prévaloir.

Tout le système du sieur de la Plussinais & de Guyomart , est de confondre la déclaration avec la justification , comme si c'étoient deux synonymes. La couleur dont ils se servent pour autoriser cette confusion qu'ils font en cent manières différentes , est que l'Ordonnance n'a point fixé le tems auquel le Preneur est tenu de déclarer qu'il n'a pû charger ; & de-là ils concluent qu'ils peuvent , & sont encore à tems de faire cette déclaration lors du retour du Navire.

25. Juin
1736.

25. Juin
1736.

Cette manière d'entendre l'Ordonnance ne manqueroit pas d'ouvrir la porte à toutes les fraudes imaginables. Mais, 1°. L'Ordonnance n'admet point la déclaration du Preneur; elle ne reçoit que sa justification; elle ne le quitte pas des profits maritimes stipulez par le contrat au moien d'une déclaration; elle exige de lui qu'il justifie n'avoir pû charger. 2°. Si l'Ordonnance ne fixe point un délai pour la justification, elle entend toujours que le Preneur la fera aussi-tôt qu'il sera en état de la faire, c'est-à-dire incontinent après le départ du Navire. Autrement il tiendrait l'argent qu'il auroit emprunté, tant & si longtemps qu'il le voudroit; il pourroit donc laisser son Prêteur dans la crainte & l'incertitude de courir les risques de la Mer. Mais si ce Prêteur non-instruit, & croiant courir des risques, faisoit assurer son Contrat, sur qui retomberoit la dépense de l'Assurance?

3°. Dans les principes du sieur de la Pluffinais il faut supposer qu'un Preneur à la grosse, qui déclare lors de l'emprunt avoir déjà chargé ses marchandises sur un Vaisseau, est recevable, après le retour de ce Vaisseau, à déclarer qu'il n'en a point chargé, & doit être quitte pour paier le change au cours de la Place. Or c'est évidemment confondre le Preneur de bonne foy avec celui de mauvaise foy. Le sieur de la Pluffinais veut que l'Ordonnance décharge l'un comme l'autre, en païant le change au cours de la Place; il veut qu'on puisse abuser du nom de contrat à la grosse pour emprunter tout l'argent dont on a besoin; il veut enfin que la verité & le mensonge soient également traitez, & qu'on ait même indulgence pour le Preneur, qui suposoit avoir des marchandises qu'il n'avoit point, qui les disoit déjà embarquées, & qui, sous ce faux prétexte, a retenu l'argent qu'il avoit emprunté, que pour celui qui n'a pû charger; cela n'est-il pas absurde?

Le sieur de la Pluffinais & Guyomart objectent que les profits maritimes sont des interets excessifs, que l'Ordonnance n'a permis qu'en considération des risques de la mer que court le Prêteur; & ils concluent que le Prêteur qui n'a point couru les risques, ne peut, sans usure, exiger les

profits maritimes; que ce seroit même ouvrir une porte aux Usuriers pour couvrir leurs usures du titre de grosse.

Il est vrai que les profits maritimes que retire le Prêteur à la grosse, sont admis par l'Ordonnance, à cause des risques qu'il court. Mais de-là nulle conséquence; & la raison est que le sieur du Vieux-Pignon & la Demoiselle Simon ont entendu courir des risques, & que le sieur de la Pluffinais & Guyomart ont été les Maîtres de leur en faire courir. Les Prêteurs ont donné leur argent de bonne foi; l'un d'eux l'a fait assurer comptant sur les risques, & tous les deux ont risqué pendant environ 13. mois. Sera-t'il dit qu'on ne leur donnera pas les profits que leur bonne foi merite; & doit-il dépendre des Preneurs de les leur ravir, lorsqu'il est évident que si le Navire avoit péri, ils auroient païé les Prêteurs de cette perte?

En effet si le Navire avoit péri, il n'auroit tenu qu'aux Preneurs de s'en prévaloir, pour faire perdre aux Prêteurs les sommes qu'ils avoient données; & ceux-ci n'auroient pû excepter du défaut de chargement des marchandises. Car on l'a dit, il ne pouvoit y avoir de connoissement, ni la moindre trace sur les Livres de *Sabord*, parce qu'en fait de commerce des Indes les particuliers n'en peuvent avoir.

Au reste il ne s'agit pas ici de favoriser les Usuriers ni de leur donner de nouveaux moïens de tromper. Il s'agit de punir la fraude & de récompenser la bonne foi. On voit ici très clairement quel est l'homme de mauvaise foi; & il est d'autant plus naturel de lui faire tenir ses obligations, qu'il a engagé ses Prêteurs en des frais d'assurances, auxquels ils ne se sont soumis que dans l'idée qu'ils couroient des risques.

Mais, sans s'égarer avec le sieur de la Pluffinais dans toutes ses objections qui se détruisent d'elles-mêmes, sans le suivre pied à pied dans sa fausse interpretation de l'Ordonnance, il faut s'attacher à un objet concluant; & pour cela on en revient à ce principe,

Le Preneur à la grosse qui ne justifie pas n'avoir pû charger toutes ses marchandises, selon qu'il l'avoit pro-

25. Juin
1736.

25. Juin
1736.

mis, n'en doit pas moins compte de tous les profits maritimes aux Prêteurs; cela est certain; donc à plus forte raison, il en doit compte, lorsqu'il est vrai qu'il ne s'est présenté, ni pour charger, ni pour s'embarquer, & qu'il a caché ce fait aux Prêteurs pendant 13. mois, leur laissant toujours croire qu'ils avoient couru des risques.

En vain le sieur de la Pluffinais se récrie qu'il ne suffit pas d'avoir cru courir des risques pour acquérir des profits maritimes; en vain dit-il qu'il faut en avoir couru avec effet. Car dans le Commerce on fait, en matière d'intérêts, attention d'un côté à la bonne foi, & de l'autre aux fraudes qui s'ensuivroient. Un homme a crû courir des risques: il a été pendant 13. mois dans l'inquiétude. Sa bonne foi le met en droit d'en exiger le profit, comme s'il les avoit courus, c'est l'usage du Commerce; & il y est d'usage aussi de punir celui qui emprunte sous un faux titre, & qui, si son emprunt étoit toléré, ouvreroit la porte à mille fraudes, & détruiroit l'ame du Commerce, qui est la bonne foi.

C'est dans ces principes, & suivant ces usages, que la Chambre de Commerce de Guyenne tenue à Bordeaux, & celle de la Rochelle, qui n'est pas moins fameuse, aiant été consultées séparément les 7. Février & 18. Juin 1732. ont été unanimement d'avis que le Preneur à la grosse, faute d'avoir donné avis aux Prêteurs, lors du départ du Navire, qu'il n'y avoit rien chargé, doit les profits maritimes.

Ainsi les Intimés auroient été seuls en droit de relever appel de la Sentence qui leur retranche un tiers de ces profits.

Par Arrest du 25. Juin 1736. rendu en Grand'Chambre au rapport de Mr. de Kversio, LA COUR faisant droit dans les appellations desdits le Breton & Guyomart, a mis & met leudit appellations au néant, ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein & entier effet, condamne lesdits Apellans en 12. livres d'amende au Roi, & aux dépens.

Maître Boudoux écrivoit pour les Intimez,

C H A P I T R E X V I I I .

La Partie qui a procédé volontairement jusqu'à Sentence definitive, sans alléguer la peremption des Plégemens & Arrests formés entre ses mains, ne peut se servir de cette peremption comme moïen d'apel contre la Sentence qui ordonne le dessaisissement du denier entre les mains de l'arresteur.

JUGE' en point de droit par Arrest rendu le 6. Juillet 1736. à huis clos de Grand'Chambre, entre les nommés Sebille, plaidant Maître Bonamy & moy.

6. Juillet
1736.

C H A P I T R E X I X .

Le Seigneur ne peut obliger ses Vassaux de porter leurs rentes à des Greniers qui ne sont pas dans l'étendue de son Fief.

LE trois Février 1722. les Vassaux de la Seigneurie du Granec, dont les Religieux Carmes Déchauffez de Rennes sont propriétaires, firent signifier à ces Religieux un jugement rendu à la Barre de la Cour le 6. Mars 1652. par lequel il avoit été ordonné que le Seigneur du Granec auroit désigné à ses Vassaux des greniers dans l'étendue de la Seigneurie du Granec, ou de celle de Châteaugal dont il étoit également Propriétaire, pour y porter leurs rentes par grains. Ces Vassaux sommèrent par le même exploit les PP. Carmes de désigner des Greniers dans l'étendue de la Seigneurie du Granec, & leur donnèrent assignation en la Jurisdiction Roïale de Château-neuf. Les Carmes n'ayant point de Greniers dans l'étendue de leur Seigneurie en indiquèrent un dans la Ville de Helgoat, outre celui qu'ils avoient précédemment indiqué à Carhaix. Mais par Sentence du 15. Juillet 1722. ils furent condamnés de désigner des Greniers dans l'étendue de leur Fief.

6. Juillet
1736.

Les PP. Carmes ont relevé apel de cette Sentence &

6. Juillet
1736.

des autres jugemens rendus en conséquence. Les Vassaux ont aussi relevé apel de deux Sentences des 14. Decembre 1721. & 24. Avril 1700. sur lesquelles les Carmes fondoient leur prétention; & ils ont opposé deux fins de non recevoir à l'apel de ces Religieux.

Ils ont dit, 1°. que le jugement de 1652. faisoit une loi inviolable entre le Seigneur du Granec & ses Vassaux; que l'unique grace qu'il obtint de la Cour fut d'indiquer des greniers dans le Fief de Châteaugal ou dans celui du Granec, à cause de la proximité de ces deux Seigneuries, dont il étoit Propriétaire; que cette option ne gênoit pas les Vassaux, au lieu que les Carmes ont voulu les obliger d'aller porter leurs grains à près de quatre lieuës; qu'enfin puisque les Carmes n'ont que la Seigneurie du Granec, la loi faite en 1652. les oblige d'indiquer des Greniers dans l'étenduë de cette Seigneurie, ne pouvant le faire dans celle de Châteaugal.

2°. Qu'après la Sentence du 15. Juillet 1722. les PP. Carmes avoient demandé que les Vassaux eussent porté leurs grains à Helgoat, jusqu'à ce qu'ils eussent eû dans l'étenduë de leur Seigneurie une maison commode pour y recevoir les grains; que par là ils se sont soumis à bâtir des Greniers dans leur Seigneurie; & qu'il s'est écoulé près de 15. ans sans qu'ils aient rempli cette obligation.

Les PP. Carmes ont répondu, 1°. Qu'en 1652. il n'y avoit de contestation que sur le refus que faisoient les Vassaux du Granec de porter leurs grains à Châteaugal; & que la Sentence, aiant donné l'option que demandoit le Seigneur, jugea en point de droit qu'un Seigneur pouvoit indiquer des Greniers à ses Vassaux hors l'étenduë du Fief dont ils relevent; qu'enfin le plus grand éloignement des Greniers qu'ils ont indiqués n'est que de deux lieuës, & non pas de quatre comme ont supposé les Vassaux.

2°. Si après la Sentence du 15. Juillet 1722. les PP. Carmes demanderent que leurs Vassaux eussent porté, par provision, leurs grains à Helgoat, jusqu'à ce qu'il y eût eû un Grenier bâti dans leur Fief, ils ne firent cette démarche que par la nécessité où les mettoit la récolte qu'on alloit

alloit faire ; mais ce n'est pas acquiescer à une Sentence que de demander par provision le contraire de ce qu'elle a ordonné.

6. Juillet
1736.

MOYENS DES PP. CARMES AU FONDS.

En 1684. les PP. Carmes indiquèrent un Grenier à Carhaix. Les Vassaux approuvèrent l'indication, puisqu'ils y portèrent leurs grains. Par la Sentence de 1700. cette indication fut autorisée. Les Vassaux ne releverent point apel de cette Sentence, & y acquiescèrent même formellement, en continuant de porter leurs grains à Carhaix.

La faculté d'indiquer des Greniers hors l'étendue des Seigneuries a été jugée en point de droit par plusieurs Arrêts.

Le 19. Janvier 1662. le Marquis de Rosmadec Seigneur de Molac fut condamné par Sentence des Requêtes du Palais, d'indiquer des Greniers dans l'étendue de sa Jurisdiction. Sur son apel cette Sentence fut réformée ; & il lui fut permis d'assigner Grenier par chacun an, soit dans l'étendue de sa Jurisdiction, soit à Carhaix.

Par un autre Arrest rendu en 1664. au profit du sieur de Kgaradec contre le sieur le Jeune, celui-ci fut condamné de rendre ses redevances à trois lieux à la ronde de Ploüescat, à l'option du sieur de Kgaradec.

Par Arrest du 19. Juillet 1667. il fut permis au sieur le Moine de Trevigny d'indiquer des Greniers à ses Vassaux, dans sa maison, dans l'étendue de sa Jurisdiction, ou dans la Ville de Carhaix.

Les Vassaux objectent que suivant du Moulin, Basnage, d'Argentré & Belordeau, le Seigneur doit désigner un Grenier dans son Fief pour recevoir ses rentes féodales.

Mais, 1°. Il faut distinguer les rentes féodales des rentes convenancières ; & suposant que le Seigneur fut obligé de désigner un Grenier dans son Fief, pour recevoir ses rentes féodales, on n'en pourroit tirer d'induction contre les PP. Carmes pour les rentes convenancières qui leur sont dûes.

2°. Du Moulin sur la Coûtume de Paris T. 2. des Cens-
Ff

6. Juillet
1736.

sive S. 62. de l'ancienne qui est le 85. de la nouvelle, en fixant le lieu du paiement à deux mille hors l'étendue du territoire, ajoute, s'il y a un Manoir. *Adhuc ultra duo miliaria non potest transferri ultra metas territorii Curiae Dominicalis, si qua sit.* Mais le même Auteur dit que, s'il n'y a point de Manoir dans le Fief, le Seigneur est seulement obligé d'indiquer à ses Vassaux le lieu où il veut faire sa recette. *Deficiente autem loco dominantis potest domicilium mutare, & notificando, tempore debito, domicilium novum vel locum in loco congruo, tenebitur ibi solvere censuarius. Debent enim Censuarii & Vassalli, sive pro solutione, sive pro renovatione investiturae, accedere ad Dominum & ejus domicilium, quia non est merum debitum pecuniarium, sed annexam habet honoris & reverentiae exhibitionem.*

REPONSES DES VASSAUX.

Les prestations féodales n'étant dûes qu'à cause du Fief, & non pas à cause de la personne, ne se doivent paier qu'en l'étendue du Fief. C'est la décision de du Moulin *loco citato*, où examinant en quel lieu les droits de Cens, qui sont les rentes féodales, doivent se paier, il décide, suivant les principes du Droit commun, que le Seigneur ne peut gréver ses Vassaux par le changement de lieu au-delà de deux mille, c'est-à-dire, de deux tiers de lieu. *Quoniam non debet esse in potestate solius Domini directi eorum subinde mutando deteriore facere census praestationem; unde non puto quod possit, sine eorum vel majoris partis consensu, mutare sedem in locum remotiorem ultra duo miliaria, ne alii vecturis, alii novo notabili impedimento operarum vel sumptu graventur. Adhuc intra duo miliaria non potest transferri ultra metas territorii Curiae Dominicalis si qua sit. Hoc enim in praejudicium Vassallorum & Censuariorum fieri non posset, ne antiquorum titulorum forma varietur, membraque à Capite separentur.*

Basnage sur l'art. 34. de la Coutume de Normandie décide, suivant l'avis de Chassanée, que si les Vassaux sont fort éloignez du Manoir Seigneurial, en sorte que les frais

de port & de voïage du Vassal éxcedent beaucoup la valeur de la rente féodale, il est juste d'obliger le Seigneur d'établir son Grenier de recette en un lieu proche.

Cet Auteur décide ensuite que s'il n'y a point de Manoir, ou si le Seigneur ne veut pas que les grains y soient portés, il doit désigner un autre lieu qui ne soit point incommode aux Vassaux & qui soit dans le Fief. *Dominus potest mutare domicilium, modo ipsum constituat in aliquo loco feudi non valde remoto à veteri.*

D'Argentré & Belordeau sur l'art. 266. de la Coûtume décident que le Grenier doit être désigné dans le Fief; & il y a un Règlement de 1678. conforme au sentiment de ces Auteurs.

Par Arrest du 6. Juillet 1736. en Grand'Chambre au Rapport de Mr. de Kersio, la Sentence du 15. Juillet 1722. qui condamnoit les PP. Carmes Déchauffez de désigner des Greniers dans l'étendue de leur Fief, a été confirmée.

Chap. XIX.

6. Juillet
1736.

CH A P I T R E X X.

Règlement contre les jeux de hazard.

LE Procureur Général du Roi, entré en la Cour, a remontré que des gens errans & vagabonds, que l'on nomme vulgairement Blanqueurs, vont dans les Villes & Foires de cette Province, ou sous prétexte d'exposer en vente les Bijouteries & autres petites Marchandises qu'ils y portent, ils donnent publiquement à jouer aux dez, & établissent differens jeux de hazard. Le public s'y livre facilement, dans l'esperance de gagner quelques pieces de Marchandises; mais ces Blanqueurs font seuls des profits considérables par leurs ruses, & ne sont exposés qu'à perdre quelques bagatelles. De-là s'ensuivent plusieurs inconveniens. Les veritables Marchands suportent toutes les charges des Villes où ils sont établis, pendant que leur commerce est ruiné; & ils sont ordinairement obligés d'aban-

7. Juillet
1736.

Chap. XX.

7. Juillet
1736.

donner les Foires, sans y avoir rien vendu. Les Enfans de famille & les Domestiques qui n'ont point d'argent, touchent de s'en procurer par des voyes illicites pour le porter au Jeu. Un pareil désordre qui est toléré par la négligence des Juges des lieux, contre les défenses rigoureuses portées par les Ordonnances & les Réglemens, a des suites si dangereuses qu'il est nécessaire d'y faire pourvoir par un nouveau Reglement.

A ces causes le Procureur Général du Roy a requis qu'il y soit pourvû sur ses Conclusions qu'il a laissées par écrit, & sur ce délibéré.

LA COUR faisant droit sur les Remontrances & Conclusions du Procureur Général du Roy, fait défenses à tous Marchands Bijoutiers & autres de tenir des Jeux de dez, de blanque & tous autres Jeux de hazard sous quelque prétexte que ce soit dans les Villes & Foires de cette Province, non-obstant routes permissions qui en auroient été ci-devant données, à peine de 20. livres d'amende pour la premiere fois, & de plus grandes en cas de recidive, même d'être procédé contr'eux, comme il apartiendra; enjoint aux Juges de Police & autres Juges des lieux de descendre & informer des contraventions ausdites défenses; & de tenir la main à l'exécution du présent Arrest; & à ce que personne n'en ignore, ordonne qu'il sera lû, publié, enregistré & affiché par tout où besoin sera. Fait en Parlement à Rennes le 7. Juillet 1736.

C H A P I T R E X X I.

Le Prisage au denier 20. du revenu a lieu pour les maisons de la Ville de Saint Malo.

24. Juillet
1736.Art. 247.
248. & 254.
de la Coût.

EN 1732. il fut procédé au prisage, pour parvenir au partage des successions directes des sieur & Dame de la Fosse du Hamel. Les Priseurs estimèrent au denier 20. des maisons situées en la Ville de S. Malo; & cette estimation fut un des principaux moïens de nullité que le sieur de

la Villeon Macé, mari d'une des heritières, proposa en la Jurisdiction de S. Malo contre le prisage qui fut confirmé par Sentence du 16. Juin 1734.

Pour moïen d'apel, contre cette Sentence & contre le Prisage, le sieur de la Villeon disoit que les maisons de la Ville de St. Malo devoient être estimées sur le pié du denier 30. de leur revenu; que l'usage étoit constant; qu'il avoit été confirmé par un Arrest du 30. Juin 1603. rapporté par Belordeau sur l'art. 254. de la Coûtume; & que cet Arrest étoit conforme au veritable esprit de l'article 254. & à la décision de d'Argentré dans son Aitiologie sur cet article.

Noble homme Julien du Hamel sieur de Boiserant Intimé répondoit, 1°. Que l'Apellant n'auroit eû que la voye de la revûë à ses frais dans l'an & jour; & que l'erreur des Priseurs sur la valeur des héritages n'étoit pas un moïen de nullité, le prisage aiant été fait dans la forme prescrite par la Coûtume.

2°. La lottie de l'Intimé n'a pas été estimée à vil prix, puisqu'il l'a offerte à l'Apellant à 1000. livres moins qu'elle n'est prisee.

3°. L'usage supposé par l'Apellant, de priser les maisons de St. Malo au denier 30. n'est point prouvé. Il seroit d'ailleurs abusif, comme contraire à la Loy.

L'art. 254. de la Coûtume que l'Apellant réclame est décisif contre lui. Cet article porte que les maisons de Ville, sans en faire de distinction, seront estimées suivant leur valeur en entier; & il est relatif à l'article 247. qui fixe au denier 20. la valeur de tout fonds noble ou roturier.

Il est vrai que la Coûtume établit des prisages sur le pié du denier 30. Mais cette disposition particulière qui est dans l'art. 248. ne concerne que les rentes en Fiefs de basse Justice, & ne parle point des maisons de St. Malo.

En effet ces maisons ne valent que ce qu'elles produisent de revenu. Si elles avoient des rentes en fief de basse Justice, ce Fief pourroit produire des lods & ventes & des profits casuels; & les rentes seroient prisees au denier 30. Mais comme il n'y a aucun casuel attaché aux maisons de

24. Juillet
1736.

St. Malo , non plus qu'aux maisons des autres Villes , elles sont évidemment comprises sous la disposition de l'article 247. qui ne fait aucune distinction de païs ni de lieu.

Il est vrai qu'on ne doit pas estimer également les maisons dans tous les lieux. Deux maisons parfaitement égales, dont l'une sera dans une grande Ville & l'autre dans une petite Ville, ne sont pas d'une même valeur, parce qu'elles ne produisent pas le même revenu. C'est le revenu qui fait la regle ; & c'est la décision de d'Argentré à l'endroit cité par l'Apellant. *Hæc estimatio sumitur à quantitate pensionum, secundum loca in quibus domus sitæ sunt, & frequentationem & celebritatem Urbium.*

Mais d'Argentré ne dit pas que l'estimation d'une maison de Ville doive se faire sur le pié du denier 30. qui n'a lieu que pour les Fiefs de basse Justice ; & l'on ne doit point s'arrêter au témoignage de Belordeau dont on connoît le peu d'exactitude, sur tout dans ses Notes sur la Coutume. L'unique regle qu'on doit suivre est la disposition générale de l'article 247. qui est observé universellement pour le prisage des maisons de Ville.

Par Arrest du 24. Juillet 1736. rendu en Grand'Chambre au Rapport de Mr. de Kversio la Sentence & le prisage ont été confirmés.

Maître Patier écrivoit pour l'Intimé.



C H A P I T R E X X I I.

De l'Erection des Succursales.

La Supériorité de l'Eglise Matrice ne cesse pas, quoique le Subcuré soit perpétuel, en titre de Bénéfice, & indépendant du Recteur de la Paroisse tant pour son Institution, que pour l'administration des Sacremens aux Habitans de la Trêve, & pour les autres fonctions Curiales.

Cette indépendance du Subcuré ne lui donne pas le droit de prendre la qualité de Recteur, ni de percevoir dans l'étendue de la Succursale les Novales qui appartiennent toujours au Recteur de la Paroisse.

Lorsque par l'érection de la Succursale il a été pourvu à la dotation du Subcuré, & qu'elle a été fixée au-dessous de 150. livres sans pouvoir rien prétendre au-de-là, il ne peut demander de pension congrüe sur les grosses Dixmes.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|--|
| 1. On ne peut prescrire contre son Titre. | tronage laïque. |
| 2. 5. Caractère de l'érection en Succursale. | 4. Quels sont les Vicaires perpétuels dont parlent les Déclarations du Roy concernant les Portions congrües & les Curés primitifs. |
| 3. Cause légitime du Patronage laïque : la qualité de Subcuré n'est point changée quoi qu'il soit perpétuel & en pa- | 5. Autoritez. |

LE 11. Octobre 1673. Mr. l'Evêque de Saint Malo érigea en Succursale la Chapelle domestique de la maison de Blerüais située en la Paroisse d'Iffendic, sur la requête du sieur de France Seigneur de Blerüais & des habitans de ce canton. Les motifs furent l'éloignement & l'impossibilité d'aller à l'Eglise Matrice pendant l'hyver. Le sieur de France offrit par cette requête de bâtir

8. Aoust
1736.

8. Aoust
1736.

une Chapelle pour servir de Trêve & Succursale de l'Eglise d'Iffendic, & un Presbitère pour le Prêtre Subcuré ou Vicaire, & de le doter d'un revenu annuel de 75. livres sans rien prendre sur les droits & revenus du Recteur d'Iffendic.

Le Décret portoit l'érection en Trêve & Eglise Succursale. Il fut ordonné que les habitans des Villages circonvoisins, qui avoient accoutumé de recevoir le S. Sacrement & d'entendre le Service Divin dans l'Eglise maitresse & Paroissiale d'Iffendic iroient désormais dans la Chapelle & Eglise Succursale de Blerüais, indépendamment de la Direction & subjection du Recteur d'Iffendic, qu'il y auroit des Fonds Baptismaux comme en une Paroisse érigée de nouveau, sans toute-fois nuire aux droits & revenus du Recteur d'Iffendic ni de l'Eglise Paroissiale & Maitresse, pour la reconnaissance de laquelle les Prêtres & Ecclesiastiques desservans la Succursale seroient obligés d'y aller tous les ans en procession le Jeudy Saint & le jour de la Fête du Patron de l'Eglise d'Iffendic, & que le Subcuré ou autre desservant la Succursale, non plus que le Seigneur de Blerüais & les autres Habitans ne pourroient jamais pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce fut, prétendre aucune chose, pension ni revenu du Recteur d'Iffendic pour raison du Service Divin ni entretien de la Chapelle.

Par une dernière clause le Seigneur de Blerüais fut déclaré Patron & Présentateur du Subcuré comme Fondateur de la Trêve & du Presbitère.

La possession où le Subcuré fut depuis ce décret de prendre la qualité de Recteur de la Paroisse de Blerüais, sa nomination qui ne dépendoit point du Recteur d'Iffendic, & l'indépendance quant aux fonctions qui paroissoit résulter de ces mots du décret d'érection, indépendamment de la direction & subjection du Recteur d'Iffendic, persuadèrent au sieur Millet Subcuré que son Eglise n'étoit Succursale que de nom, qu'elle étoit une véritable Paroisse & qu'il pouvoit prétendre les Noales & la Portion congrüe de 300. livres, malgré l'exclusion absolüe portée par le décret d'érection. Il le fit juger ainsi contre le sieur du Tillet Prieur d'Iffendic gros Decimateur & contre le Recteur, par

par Sentence du Présidial de Rennes du 9. Janvier 1734. outre & par-dessus ses offres de faire les deux processions prescrites par le décret d'érection.

Le Recteur & le Prieur d'Iffendic ont relevé apel de cette Sentence; & le Prieur a appellé, en événement, par requête & lettres de commission Mr. l'Evêque de S. Malo qui est aussi Décimateur, pour le libérer d'une partie de la Portion congrnë en cas que la Sentence subsistât en ce chef.

Chap. XXII.

8. Aoust
1736.

M O Y E N S D' A P E L.

1. La prétention de la portion congruë de 300. livres & des Noales ne peut subsister que dans la supposition du titre de Recteur que prend le Subcuré de Blerüais. Cette prétention se détruit premièrement par une maxime générale en toute matière de possession, qui est qu'on ne peut jamais prescrire contre son titre. Ainsi la possession que suppose le Subcuré est vicieuse & inutile, parce qu'elle est contraire à son titre qui est le décret d'érection de la Chapelle en simple Succursale.

2. L'intention des requerans & celle de l'Evêque se sont uniquement bornées à cet objet. Par la requête on demande la permission de faire bâtir une Chapelle, *pour servir de Trêve & Succursale de l'Eglise d'Iffendic, sans en ce rien toucher aux droits & revenus du Recteur d'Iffendic.* L'intention de l'Evêque ne va point au-delà des vœux des Habitans. Il décide que l'Eglise d'Iffendic sera toujours *l'Eglise Paroissiale & Maitresse*; & pour une perpétuelle reconnoissance de cette vérité, il ordonne, par chaque année, deux processions solennelles du Clergé & du Peuple de la Trêve en l'Eglise d'Iffendic.

Si l'Evêque, en érigeant la Succursale, a voulu que dans l'administration des Sacremens & dans la célébration de l'Office Divin le Subcuré fût indépendant du Recteur d'Iffendic, s'il a attribué par l'érection des droits plus grands que ceux qui apartiennent de plein droit aux Succursales, on en doit seulement conclure que c'est un privilège concédé contre le droit commun, qui doit par conséquent

8. Aoust
1736.

être restraint dans ses bornes sans pouvoir être étendu à d'autres cas.

Mais ce privilège ne peut effacer la qualité & le titre de Succursale, ni attribuer à la Chapelle de Blerüais le titre de Paroisse que l'Evêque lui a refusé, & contre lequel le décret d'érection reclame perpétuellement.

3. Le patronage accordé au Seigneur de Blerüais est une circonstance fort indifferente. La construction & la dotation de la Chapelle étoit un préalable nécessaire pour l'établissement de la Succursale. Suivant la regle, *Patronum faciunt dos, edificatio, fundus*, tout concouroit pour donner au Seigneur de Blerüais le Patronage & la nomination du Subcuré. Mais jamais personne n'a pensé qu'un Patronage laïque fût suffisant pour donner le titre de Paroisse à une Eglise ou Chapelle qui n'est pas érigée sous ce titre. Il est également contre tout principe de dire qu'une Succursale perde sa nature, & devienne Paroisse par la seule raison que le Recteur de l'Eglise matrice ne nomme pas le Subcuré.

4. On objecte que le Subcuré est Vicaire dans son Eglise, qu'étant pourvu en titre de Bénéfice à perpétuité, il est Vicaire perpétuel, que suivant la Déclaration du Roi de 1726. il peut prendre la qualité de Recteur, qu'ainsi son Eglise est Paroissiale.

RE'PONSE. Toutes les Déclarations du Roi qui concernent les portions congruës n'ont application qu'aux Curés ou Vicaires Perpétuels des Eglises véritablement érigées en Paroisses. Le mot de *Vicaire perpétuel* n'est dans ces Loix que relativement aux Curés primitifs; & si la Déclaration de 1726. permet au Vicaire perpétuel d'une Paroisse de prendre la qualité de Curé ou Recteur, c'est parce que le titre de Curé primitif est purement honorifique, & que dans la vérité le Vicaire perpétuel est le seul Recteur de la Paroisse.

Au contraire les seuls titres de Subcuré & de Succursale suposent nécessairement une Paroisse & un Recteur auxquels la Succursale & le Subcuré sont subordonnez. La qualité respectable de Recteur n'est pas un vain titre ho-

norifique. Elle établit une subordination perpétuelle & continuë entre lui & le Subcuré.

Ainsi il n'est point question de la qualité de Vicaire perpétuel dont parlent les Déclarations du Roi. Ces Loix sages n'ont eû pour objet que les Ministres qui, sans aucune dépendance que de leur Evêque, ont l'administration des Paroisses qui avoient été anciennement données aux Reguliers ou à d'autres Bénéficiers dont le ministère s'est trouvé incompatible avec celui de Recteur. Cette administration & la qualité de leurs Eglises leur donne le Caractère de Recteurs. Il ne leur en manquoit que le nom; & la Déclaration de 1726. leur a permis de le prendre: mais elle n'étend pas cette permission au Subcuré d'une Trêve.

8. Aoust
1736.

5. Le Subcuré de Blerüais a voulu fonder sa prétention sur l'autorité de Pinson §. 21. n. 21. & de du Perray *Traité des Portions congruës* ch. 26.

Pinson dit que la distance des lieux est quelque fois une raison pour diviser une Paroisse. Mais cette verité est ici fort indifférente, n'étant question que de l'érection d'une *Succursale ou annexe de Paroisse ad auxilium & succursum Parœciæ*. Ces derniers termes dont Pinson se sert au n. 26. établissent la différence essentielle entre l'érection en Paroisse & l'érection en Succursale.

Verum, dit le même Auteur n. 32, *si una sit Parochia & intra limites ejus Capella sit ædificata, quæ non sit Parochia per se, id est, non habeat proprium Sacerdotem, SED VICARIUM PERPETUUM TANTUM, tunc dicendum est AD PAROCHIALEM ECCLESIAM DECIMAS PERTINERE, NON AD CAPELLAM QUÆ PAROCHIA DISTINCTA NON EST, SED AUXILIATRIX ECCLESIA TANTUM IN QUÆ PER VICARIUM PERPETUUM DESERVITUR.*

Ce passage décide toutes les questions du procès contre l'Intimé. 1°. La Succursale *auxiliatrix Ecclesiæ*, quoique desservie par un Vicaire ou Subcuré perpétuel, n'est point une Paroisse distincte. 2°. Lorsqu'il n'y a qu'une érection en Succursale, les Dixmes anciennes ou Novales re-

8. Août
1736.

stent toujours en entier à l'Eglise Paroissiale ou aux Décimateurs qui les avoient auparavant.

Du Perray, au Chapitre cité par l'Intimé, raisonne suivant ces principes. Il rapporte l'Arrest rendu pour la Succursale d'Esceuil, qui en décidant qu'il y avoit nécessité de l'ériger en Paroisse, jugea que, jusqu'à cette érection, le Vicaire de cette Succursale ne pouvoit prétendre que la portion congrüe de 150. livres.

Si l'Intimé pouvoit réussir à faire ériger sa Succursale en Paroisse, il auroit une portion congrüe de 300. livres; il auroit toutes les Novales depuis l'érection en Paroisse. Enfin il auroit le titre de Recteur qui flate tant son ambition. Mais tandis qu'il n'aura point d'autre Titre que le décret d'érection en Succursale, il ne sera jamais qu'un Subcuré sous le Recteur d'Iffendic; le Recteur d'Iffendic sera toujours le véritable & le seul Recteur dans l'étendue de la Succursale. Il aura seul droit de recueillir les Novales par la maxime constante du Roïaume & par la clause expresse du Décret d'érection qui prononce sous peine de nullité que le Subcuré ne pourra prétendre aucune chose, pension ni revenu du Recteur d'Iffendic.

Cette clause & celle par laquelle le Seigneur de Blerüais s'obligea de doter le Subcuré, le rendent non-recevable à prétendre aucune pension contre le gros Decimateur.

Par Arrest rendu en Grand'Chambre au Rapport de Mr. de Farcy de Cuillé, le 8. Août 1736. LA COUR faisant droit sur le tout, sans qu'il soit besoin de s'arrêter à la requête dudit Millet (Subcuré) du 23. Juillet 1736. & sans s'arrêter à celle du 2. Août suivant dont elle l'a debouté, dans l'apel relevé par ledit du Tillet (Prieur d'Iffendic) & par lesdits Dubreil, Blanchet & Consorts, (heritiers du sieur Aubrée précédant Recteur d'Iffendic) de la Sentence du 9. Janvier 1734. aiant égard à l'incident dudit du Tillet du 17. Juillet 1736. a mis & met ladite apellation & ce dont a été appellé au néant, corrigéant & réformant, deboute ledit Millet de ses demandes, fins & conclusions, & l'a condamné de rapporter les Novales par lui induëment perçûes depuis la demande en faite

par ledit feu Aubrée sur le pié de 60. livres par an, si mieux n'aime ledit Millet à dire d'Experts dont les Parties conviendront, ou sur leur refus seront nommez d'Office, avec interêts du jour de la demande; condamne pareillement ledit Millet de rapporter audit du Tillet les sommes qu'il a reçues pour prétendue portion congrüe, avec interêts du jour de la demande; lui fait défenses de prendre la qualité de Recteur, mais seulement celle de Subcuré de la Trêve de Blerüais, conformément au titre d'érection, le surplus de la Sentence, en ce que touche les Processions, sortant à effet; & faisant droit dans les requête & Lettres de commission dudit du Tillet vers ledit des Marêts Evêque de St. Malo des 27. & 31. Juillet 1734. & dans celle dudit Millet du 24. Janvier 1735. vers ledit Sanfon (Recteur d'Iffendic) aiant égard à la requête dudit des Marets du 28. Avril 1736. déclare le présent Arrest commun avec ledit des Marêts & ledit Sanfon; condamne ledit du Tillet aux dépens des requête & Lettres de commission vers ledit des Marêts Evêque de St. Malo; & faisant droit dans la requête dudit du Tillet du 17. Juillet 1736. condamne ledit Millet de l'aquitter, libérer & indemniser de ladite condamnation de dépens, & en tous ses dépens personnels, tant en défendant que demandant des causes principales, d'apel, requête & Lettres de commission & incidents. Condamne pareillement ledit Millet en tous les dépens desdits Dubreil, Blanchet & Conforts, & en ceux dudit Sanfon, en défendant & demandant; & sur le surplus des demandes respectives des Parties, les a renvoïées hors procès: l'exécution du présent Arrest reservée à la Cour en Grande-Chambre.

8. Aoust
1736.

J'écrivois pour le Recteur d'Iffendic & pour les héritiers du précédent Recteur.



CHAPITRE XXIII.

Il n'y a point lieu à la demande de conversion d'un contrat de constitution en obligation pure & simple, par l'aliénation de l'héritage du Débiteur, lorsque l'hypothèque du Créancier est conservée par le contrat de vente.

11. Aoust
1736.

J'AY rapporté au Chapitre 10. de ce Volume un Arrest du 13. Mars 1736. qui a décidé que l'aliénation faite par le débiteur d'un contrat de constitution n'opère pas le convertissement en obligation pure & simple, lorsque, par le contrat de vente, les hypothèques & les suretés du créancier ont été conservées. Cet Arrest fut produit dans le procès dont je vais parler, & détermina la décision en Grand'Chambre, après un partage d'opinions dans les deux Chambres des Enquêtes.

Par contrat du 16. Novembre 1730. François Harcoët & femme vendirent à François Verdy & Associez la Métairie d'Etignac pour la somme de 3000. liv. dont 500. liv. furent payées lors du contrat. Les acquéreurs furent aussi chargez par le même contrat de payer à Jean Lorion une rente constituée de 132. liv. au denier 50.

Maître Jean-Louis Hyndré fut associé par Verdy dans le contrat pour toute la Métairie, à l'exception d'une pièce de terre, & il entra dans toute les obligations de ce contrat.

Lorion, instruit de cette vente, assigna Harcoët & femme, le 5. Février 1735. au Présidial de Rennes, pour faire convertir le contrat de constitution en obligation pure & simple. Il apella en même tems le sieur Hyndré & son confort pour avoir acte de son opposition; & il conclut dans tout le cours du procès à ce qu'il lui fût permis de surencherir le contrat & qu'il eût été converti en encheres.

Il y eut en même tems entre Hyndré & Harcoët une contestation particuliere pour une piece de terre apellée le Pré du Chêne. Il seroit inutile d'entrer en aucun détail sur cette question qui étoit purement de fait.

A l'appropriement du 26. Juillet 1731. il y eut quelques Créanciers opposans, ce qui donna lieu à la consignation des 2500. liv. qui restoient du prix du contrat, & de 132. liv. dûes à Lorion pour une année de la rente constituée.

11. Août
1736.

Par Sentence du 27. Janvier 1732. le convertissement du contrat de constitution en obligation pure & simple fut ordonné : Hyndré fut condamné de paier à Lorion la somme de 3000. liv. prix du contrat, sauf à lui à reprendre au Bureau des Consignations la somme qu'il avoit consignée : Harcoët fut condamné de rapporter la somme qu'il avoit touchée lors du contrat, de rembourser à Hyndré les droits de consignation & de lui remettre les titres exprimés au contrat de vente ; & sur le chef du Pré du Chêne il y eut un avant faire droit dont il seroit inutile de parler.

Harcoët & le sieur Hyndré ont relevé apel de cette Sentence. Sans rapeller ici les raisons qui avoient été dites de part & d'autre lors de l'Arrest du 13. Mars 1736. & qui ont été repetées dans ce procès, je rapporteray sommairement une objection de Lorion avec la réponse.

Lorion disoit que toute aliénation, dont l'effet étoit de diviser l'héritage hypothéqué à une rente constituée, emportoit diminution d'hypothèque par la seule division de cette hypothèque ; parce que, suivant les Docteurs, *res non affert tantam utilitatem in parte respectu partis, quantam in toto respectu totius* ; que c'est l'esprit de l'art. 591. de la Coutume ; qu'un corps d'héritage, lorsqu'il est en son entier, peut supporter les frais d'une saisie, & qu'au contraire s'il est divisé, le Créancier étant obligé de multiplier les saisies & d'essuyer plusieurs appellations, les frais absorberont le prix, ou il ne touchera son dû que par portions, ce qu'il ne peut être obligé d'accepter ; qu'enfin on ne peut obliger un Créancier à changer de Débiteur malgré lui.

Harcoët répondoit que la division des héritages n'opère pas la division de l'hypothèque, qui est *tota in toto & tota in qualibet parte* ; qu'étant solidairement obligé avec les acquereurs une seule saisie suffiroit ; que d'ailleurs le même embarras auroit lieu par la division entre des héritiers,

11. Aoult
1736.

fans qu'elle pût être un prétexte au Créancier pour demander le convertissement en obligation pure & simple; & que loin de diminuer les hypothèques le contrat de vente de 1730. les avoit augmentées, puisqu'elles s'étendoient en vertu de ce contrat sur tous les biens présens & futurs des acquereurs.

Par Arrest de l'onze Aoult 1736. au rapport de Mr. le Gonidec de Treffan, LA COUR faisant droit sur le tout dans l'apel de Harcoët & femme de la Sentence du 27. Janvier 1733. vers Lorion, a mis ladite apellation & ce dont a été appellé au néant, corrigeant & réformant, a debouté ledit Lorion de la demande de convertissement du contrat de constitution du 20. Aoult 1720. fans qu'il soit besoin de s'arrêter à l'apel relevé par Hyndré de la Sentence dudit jour 27. Janvier 1733. aux perils & fortunes de Harcoët & femme, dans l'apel direct de la même Sentence vers ledit Lorion, a mis ladite apellation & ce corrigeant & réformant les a jugés quittes du prix de leur contrat d'acquêt au moïen de la consignation faite par Hyndré, & ordonne que sur les sommes consignées il sera payé par préférence de ses frais de plégemens & oppositions utiles & nécessaires.

C H A P I T R E X X I V.

Règlement pour les Apointemens à mettre sur les demandes de Rapport ou d'oposition aux Arrests sur requêtes.

23. Aoult
1736.

LE Procureur Général du Roi entré en la Cour, Grand'Chambre & Tournelle assemblées, a remontré que les demandes de rapport, ou d'oposition aux Arrests sur requêtes & de main-levée se portant à l'Audience, & le nombre en étant si grand qu'elles ne peuvent être expédiées par la plaidoirie qu'après un très-long-tems, il est nécessaire d'y pourvoir par un Règlement général qui, en procurant au public une prompte justice, fixe les frais des procédures que ces sortes d'instances entraînent ordinairement.

ment. La Communauté des Procureurs, qui a entré dans ces vûes, a formé sous le bon plaisir de la Cour une Délibération le 7. de ce mois, dont le Procureur Général du Roi croit le resultat si avantageux & si utile, que son ministère l'oblige d'en demander l'homologation.

A ces causes a ledit Procureur Général du Roi requis qu'il y soit pourvû sur ses conclusions qu'il a laissées par écrit, & sur ce délibéré.

LA COUR faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roi, ordonne que la Délibération de la Communauté des Procureurs de la Cour du 7. de ce mois demeurera homologuée, & en conséquence que les demandes de raport ou opposition aux Arrests sur requêtes seront apointées à mettre dans tiers jour par-devers l'un des Conseillers qui sera nommé par l'Arrest. Que si le demandeur se trouve obligé, depuis sa demande, d'expliquer, étendre, ou restreindre ses conclusions, de former de nouvelles demandes connexes & dépendantes de la première, ou si le défendeur veut de sa part former quelques demandes dépendantes de la première, les requêtes seront réponduës d'une Ordonnance portant qu'elles seront signifiées au Procureur pour y répondre, si bon lui semble dans tiers jour, & y être fait droit en jugeant, sans néanmoins que sous ce prétexte, ni aucun autre, les défendeurs puissent former des demandes semblables aux Conclusions qu'ils ont prises par leurs défenses, ou qui produisent le même effet. Que tous les frais qui seront faits dans les simples instances de demandes de raport d'Arrests ou oppositions apointées à mettre, compris les déboursés, même l'Arrest de Reglement, & tout ce qui sera fait jusqu'à celui qui prononcera sur lescites instances, seront liquidés, soit pour le demandeur, soit pour le défendeur, à la somme de 30. livres, non compris les Conclusions du Procureur Général du Roi, & que le Procureur ne pourra compter ni faire payer plus grande somme à sa Partie; & lorsque ces frais seront employés dans des déclarations qui pourroient être données en conséquence des Arrests définitifs, il n'y aura que deux articles, l'un pour les dépens, & l'autre

23. Aoust
1736.

tre pour le coût de l'Arrest : qu'à l'égard des instances où il survient des changemens, soit par le décès des Parties ou de leur Procureur, soit par de nouvelles demandes différentes de la première, lettres de restitution, intervention de tierces personnes, ou par des appellations incidemment relevées, les frais seront augmentés par les Arrests qui interviendront sur les appointés à mettre. Que les Arrests qui prononceront sur les simples appointés à mettre, seront, autant que se pourra, délivrés sur un grand quart de Parchemin, lesquels Arrests seront exécutoires pour les dépens, épices & retrait de l'Arrest, & dans le cas où la Cour se portera, en jugeant l'appointé à mettre, à appointer les Parties en droit sur le fonds, les dépens à cet égard seront réservés pour être ajugés & taxés à la manière accoutumée ; Ordonne que le présent Arrest sera lû, publié & enregistré en la Communauté des Procureurs. Fait en Parlement à Rennes le 23. Aoust 1736.



CHAPITRE XXVI.

Deffenses aux Présidiaux de Nantes de prononcer par jugement Présidial en dernier Ressort au second Chef de l'Edit.

Abus dans une Ordonnance de l'Official & Grand-Vicaire de Nantes qui a donné lieu d'agiter plusieurs questions.

S O M M A I R E.

- | | |
|---|--|
| <p>1. 7. 10. Si le Juge d'Eglise peut mettre dans la disposition de l'Evêque le Service de la Messe du matin : S'il peut nommer un Prêtre pour la déservir par préférence à tous Prêtres étrangers.</p> <p>2. 12. Du Règlement de l'honoraire des Ecclesiastiques : Explication de l'art. 27. de l'Edit de 1695.</p> <p>3. 13. Modération prescrite dans le Règlement de cet honoraire.</p> | <p>4. 12. De la Jurisdiction volontaire Ecclesiastique.</p> <p>5. 8. De l'autenticité des titres anciens.</p> <p>6. 9. Du droit qui appartient aux Evêques de régler le Service Divin : art. 34. de l'Edit de 1695. & Declaration du Roy du 30. Juillet 1710.</p> <p>11. Du droit des Evêques pour l'aprobation des Prêtres dans une Paroisse.</p> |
|---|--|

MISSIRE Pierre Picault Prêtre aiant plusieurs fois proposé au Général de la Treve de St. Sulpice d'Auverné de lui assurer un honoraire pour célébrer la Messe du matin dans l'Eglise de cette Treve ; & le Général aiant déclaré qu'il ne vouloit point de Messe du matin, le sieur Picault l'assigna au Présidial de Nantes pour être condamné de lui paier une somme de 150. liv. par an pour l'honoraire de cette Messe.

Par une premiere Sentence du 21. Avril 1728. le Général fut condamné en la somme de 55. livres 10. sols 6. den. pour frais préjudiciaux.

Le 13. Septembre 1733. le sieur Picault présenta au Grand-Vicaire & Official de Mr. l'Evêque de Nantes, en

Hh ij,

28. Aoust
1736.

28. Aoust
1736.

l'absence de ce Prelat, une requête afin de faire régler ses honoraires pour la Messe du matin. Il fut ordonné, sur les conclusions du Promoteur, que cette requête seroit communiquée au Recteur de la Paroisse & aux Habitans de la Trêve.

En conséquence de cette expédition, le tout fut lû & publié au Prône de la Grand'Messe du Dimanche 13. Septembre 1733. & le 27. le sieur Picault en fit faire une notification au Général, qui garda le silence.

Le 13. Aoust 1734. il intervint Sentence au Présidial de Nantes qui, par jugement Présidial en dernier ressort au second Chef de l'Edit, condamne le Général de paier au sieur Picault trois années & un tiers pour retribution des Messes du matin échues au 21. Decembre 1733. & ce suivant le Règlement qui seroit fait par Mr. l'Evêque de Nantes ou son Official, & de continuer le paiement suivant le même Règlement: le Général fut condamné aux dépens; & il fut ordonné que la Sentence seroit exécutée par provision pour le principal suivant l'Edit.

Après cette Sentence le sieur Picault présenta une seconde requête à l'Official & Grand-Vicaire de Nantes qui rendit le 19. Aoust 1734. une Ordonnance en ces termes. *Avons réglé tant pour le passé que pour l'avenir la retribution de la Messe matinale de la Succursale de St. Sulpice d'Auverné à 150. liv. par an: ordonné que le sieur Picault, Prêtre originaire dudit St. Sulpice & y résident, continuera, à la manière accoutumée, de desservir ladite Messe matinale, Dimanches & Fêtes, aux heures réglées par les Ordonnances Synodales de ce Diocèse, par préférence à tous Prêtres étrangers, dont la retribution lui sera payée par ledit Général sur le pied de 150. liv. ainsi qu'il est cy-dessus réglé; & sera nôtre présente Ordonnance exécutée par provision suivant les Edits & Declarations du Roy.*

Le sieur Picault obtint en conséquence le 15. Octobre 1734. & le 2. Mars 1735. deux Arrests, pour lever sur le Général les sommes qui lui étoient ajugées par ces jugemens.

Le Général a interjetté apel simple des Sentences des

21. Avril 1728. & 13. Août 1734. & comme d'abus de l'Ordonnance du 19. Août 1734. Il a en même tems demandé le rapport des Arrests de 1734. & 1735.

Maître Bonamy Avocat du Général a dit que la Sentence de 1728. est évidemment injuste en ce qu'elle a porté à 55. liv. 10. sols 6. den. des frais préjudiciaux qui ne pouvoient consister qu'en un défaut levé au Greffe.

La Sentence du 13. Août 1734. est radicalement incompétente. Elle est renduë par jugement Présidial & en dernier ressort au second Chef de l'Edit. Le sieur Picault demandoit non-seulement 500. liv. pour trois ans un tiers d'échû : mais il demandoit encore 150. liv. par an pour l'avenir. Les Présidiaux ont conformé leur jugement à sa demande. L'Edit ne leur permet de juger en dernier ressort que jusqu'à 10. liv. de revenu ; ils ne peuvent prononcer au second Chef que jusqu'à 20. liv. de revenu ; Enfin les matières bénéficiales ne sont point susceptibles du jugement Présidial & en dernier ressort. Cependant ils ont jugé en dernier ressort au second Chef jusqu'à 150. liv. de revenu en matière bénéficiale ; & ils ont érigé en dernier ressort au profit du sieur Picault un titre de bénéfice ou pour mieux dire un titre d'exaction.

Au fonds cette Sentence est injuste en ce que 1°. Elle juge que le sieur Picault peut célébrer la Messe du matin malgré le Général ; 2°. Que sans preuve qu'il eût exactement célébré cette Messe, & quoique le contraire fût même prouvé, elle lui ajuge les retributions pour trois ans & un tiers. L'injustice de cette Sentence paroît encore plus par le détail des moïens d'abus.

Premier Moïen d'abus contre l'Ordonnance de l'Official de Nantes. Elle est renduë Partie non ouïe ni apellée, quoique par l'expédition de la requête du sieur Picault, le même Juge eût ordonné qu'elle seroit communiquée au Général & au Recteur.

1. *Second Moïen d'Abus.* Il y a entreprise de Jurisdiction. L'Official a prétendu ériger en Bénéfice & mettre dans la pleine disposition de l'Evêque le Service d'une Messe de matin, qui dépend absolument de l'arbitrage des Tréviens.

28. Août
1736.

28. Aoust
1736.

De plus l'Official, en donnant au sieur Picaut le droit de desservir cette Messe par préférence à tous Prêtres étrangers, a jugé un possessoire dont la connoissance ne pouvoit appartenir qu'au Juge Laïque.

2. *Troisième moïen d'abus.* L'Official a prononcé en une matière possessoire contre des Laïques. Il est vrai que par l'art. 27. de l'Edit de 1695. le Règlement de l'honoraire des Ecclesiastiques appartient aux Evêques. Mais leur droit est borné au simple Règlement de la rétribution ; & le même article leur interdit la faculté de condamner des Laïques au paiement de ces honoraires, puisqu'il borne le pouvoir des Juges d'Eglise à la seule faculté de connoître des procès qui naîtront à ce sujet entre les Ecclesiastiques.

Quatrième Moïen d'abus. L'Official a érigé un prétendu Benefice sans fonds, & en a assis la taxe sur les Sujets du Roi, sans droit, contre leur volonté, & sans aucun principe d'obligation.

3. *Cinquième moïen d'abus.* Il y a excès dans le Règlement de l'Official de Nantes. L'art. 27. de l'Edit de 1695. enjoint aux Evêques de proceder au Règlement des honoraires avec toute la modération convenable. Les Vicaires, établis dans les Paroisses pour soulager les Recteurs, sont obligés de partager les fatigues inséparables de ce ministère. Ils se doivent tous entiers au soulagement des malades, & aux autres besoins des Paroissiens. Ils sont obligés de célébrer, les Dimanches & les Fêtes, la Messe du matin à une heure convenable. Cependant les Déclarations du Roi ne leur donnent que 150. liv. par an. Après cela peut-on ne pas regarder comme excessive une pareille taxe accordée à un Prêtre qui n'auroit d'autre soin que de célébrer, aux jours de Dimanches & de Fêtes, une Messe dont encore il peut se faire païer par ailleurs ; & une taxe si excessive peut-elle être justifiée par le prétendu usage observé dans les Paroisses voisines de païer volontairement la même somme aux Prêtres qui célèbrent la Messe du matin.

4. PREMIERE OBJECTION. Le Règlement de l'honoraire est de Jurisdiction purement volontaire : d'ailleurs

la requête du 13. Septembre 1733. fut publiée & notifiée au Général. Ainsi il doit s'imputer si, dans un délai aussi long que celui qui s'écoula jusqu'au mois d'Aoult 1734. il ne fournit aucuns memoires.

Chap. XXV.

28. Aoult
1736.

RE'PONSE. L'Ordonnance entreprise par apel comme d'abus est renduë par l'Official de Nantes, sur les conclusions du Promoteur, & delivrée par le Greffier de l'Officialité. Ainsi elle est émanée de la Jurisdiction contentieuse.

La requête du 13. Septembre 1733. n'est point celle sur laquelle l'Official a prononcé. Le sieur Picault en abandonna même l'effet pour agir au Présidial de Nantes contre le Général qu'il fit condamner par la Sentence du 13. Aoult 1734. & avant que cette Sentence fut connuë au Général, le sieur Picault présenta à l'Official la seconde requête. C'est sur cette requête, qui ne fut point communiquée au Général, que l'Official rendit l'Ordonnance du 14. Aoult 1734. qui condamne ce Général sans l'avoir entendu.

SECONDE OBJECTION. Par le Decret d'érection de la Succursale de St. Sulpice du 16. Juin 1607. Mr. l'Evêque de Nantes ordonna le Service de la Messe du matin & le paiement de l'honoraire par les Paroissiens comme une des conditions essentielles de l'érection.

5. *RE'PONSE.* Le prétendu titre dont parle le sieur Picault est écrit sans signature & sans forme autentique sur une ancien Registre de Baptême. D'ailleurs ce titre, qui porte véritablement qu'il sera dit une Messe du matin, n'affujettit les Paroissiens au payement de la Messe du matin que pour les jours des Rameaux, de Pâques, de la Pentecôte, de la Fête du St. Sacrement, & du Patron de l'Eglise Matrice. Pour les autres jours le Recteur étoit obligé par le Decret d'érection de paier l'honoraire du Prêtre qui devoit célébrer cette Messe.

Enfin jamais il n'a été fait de cottisation sur les Tréviens pour l'honoraire de cette Messe; & elle n'a été païée que par les quêtes qui se faisoient & qui ont été absolument défenduës par les Réglemens de la Cour.

6. *TROISIEME OBJECTION.* les Evêques ont le droit

de régler ce qui concerne le Service Divin; & quand ils jugent à propos d'ordonner la célébration d'une Messe de matin, les Paroissiens doivent nécessairement paier l'honoraire, parce que les Décimateurs, qui ne sont tenus qu'aux portions congruës, ne doivent point les rétributions nécessaires pour le Service Divin qu'ordonnent les Evêques.

RE'PONSE. L'art. 34. de l'Edit de 1695. & la Déclaration du Roy du 30. Juillet 1710. donnent aux Evêques le droit de prescrire l'ordre, l'heure & le tems de l'Office Divin, & de donner des Mandemens pour les Sonneries générales, Stations du Jubilé, Processions, Prières pour les nécessités publiques, actions de grace &c. Mais de prétendre qu'ils puissent ordonner des augmentations de Service Divin dont les retributions seront exigibles & qu'ils puissent par là surcharger les Sujets du Roy, jamais proposition ne fut plus abusive ni plus contraire à nos libertés.

7. QUATRIÈME OBJECTION. Le sieur Picault a toutes les qualités requises pour être préféré aux autres Prêtres. Il est censé originaire de la Trêve, parce que son pere y est né & qu'il y a son titre: & il a été approuvé par son Evêque qui lui a permis de confesser dans la Trêve. D'ailleurs le Général des Treviens n'a pas de qualité pour lui contester cette préférence.

RE'PONSE. Sans examiner la vérité ou la fausseté de cette objection, il suffit de dire qu'elle ne donne point d'atteinte au moien d'abus qui résulte de l'incompétence du Juge d'Eglise pour juger la préférence.

8. Maître du Parc Poullain Avocat du sieur Picault Intimé a dit, que l'autenticité du Décret d'érection de la Succursale ne peut être contestée. Il fut enregistré peu de jours après sa date sur un Registre ancien, public, & authentique; & il a été connu du Général, au moins à chaque changement de Curé, lorsqu'il a été question de remettre les Registres de Baptêmes au Successeur.

Le Général s'en est même servi dans un procès contre le Recteur d'Auverné. D'ailleurs pour rendre ce titre douteux, il faudroit produire un autre Decret d'érection

ction de l'Eglise de St. Sulpice en Succursale.

Chap. XXV.

Enfin il suffit de recourir à deux maximes également certaines : La premiere que *verba enunciativa probant in antiquis* : La seconde que *antiquitas probationem minus perfectam supplet, facit præsumi solemnitatem requisitam intervenisse, quamvis non appareat, & omnia præsumi solemniter acta.* Du Moulin sur Paris §. 8. n. 79.

28. Aoust
1736.

Le Décret d'érection assujettit formellement les Paroissiens à payer l'honoraire du Prêtre qui doit dire la Messe du matin & le Recteur n'est obligé par ce Décret qu'à payer la pension du Vicaire. L'usage constant depuis ce Décret a été que les Paroissiens ont toujours payé l'honoraire de la Messe du matin. Le paiement par des quêtes que faisoit le Prêtre, prouve que les Paroissiens reconnoissoient que cette obligation n'incomboit pas au Recteur, & qu'ils y étoient seuls tenus.

Si les Réglemens de la Cour ont pros crit la forme d'exiger le paiement par des quêtes, à cause de l'abus qu'elles entraînoient, l'esprit de ces Réglemens est que la rétribution soit payée par ceux qui la doivent ; & il en résulte une action pour l'exécution de l'obligation civile à laquelle ce paiement volontaire avoit succédé. Ainsi l'obligation de faire dire la Messe du matin & d'en payer l'honoraire étant imposée aux Paroissiens, comme une des conditions essentielles de l'érection en Succursale, la prohibition de quêter fait revivre cette obligation dans toute sa force.

9. D'ailleurs l'Evêque aiant le droit de régler le Service Divin, a pû le faire & ordonner la célébration de la Messe du matin par ce Décret, auquel les Paroissiens ont acquiescé & qui n'est point attaqué par apel comme d'abus. Cette Messe étant établie, les seuls Paroissiens en devoient l'honoraire, puisque le Recteur ni les Décimateurs n'y étoient pas sujets.

Il n'est point ici question de l'érection d'un Bénéfice. Un Evêque a ordonné, il y a près d'un siècle & demi, une augmentation de Service Divin. Cette augmentation exige un Prêtre de plus. Le Prêtre habitué dans l'Eglise qui célèbre la Messe du matin doit avoir son salaire. Il le de-

28. Aoust
1736.

mande : sur le refus qui lui est fait par ceux qui le doivent , il le fait régler ; & il obtient une condamnation contre eux. Tel est le véritable état de la cause. Peut-on dire que le Prêtre , qui est forcé d'agir pour un objet si juste , cherche à s'ériger un titre de Bénéfice.

10. La question sur la préférence donnée au sieur Picault pour célébrer la Messe du matin ne peut être agitée par le Général. Elle lui est même absolument étrangère. S'il y avoit , avec le sieur Picault , un autre Prêtre habitué dans la Trêve , la question de préférence ne pourroit être discutée qu'entre ces deux Prêtres ; & cette question seroit de la compétence du Juge Ecclesiastique suivant l'Edit de 1695. Le Général n'auroit que la voye de se plaindre si l'un d'eux ne célébroit pas exactement la Messe. Cette vérité est d'autant plus sensible , que les apellans ont reconnu que ce n'étoit pas à eux , mais au Recteur , d'établir des Prêtres dans la Paroisse ou dans la Trêve.

D'ailleurs il n'y a point d'autre Prêtre habitué dans la Trêve que le sieur Picault. Il ne s'agit donc pas ici de préférence , & la question , réduite au seul point de fait , est de sçavoir si , n'y ayant point d'autre Prêtre que le sieur Picault , on lui doit l'honoraire de la Messe qu'il a célébrée.

11. Enfin outre que , pour les fonctions Sacerdotales dans la Trêve , le sieur Picault est approuvé de l'Evêque (à qui l'approbation des Prêtres dans une Paroisse ou dans une Trêve appartient , suivant le Règlement du 17. Janvier 1703. pour les Paroisses de Rennes & l'Arrest du Parlement de Paris du 14. Juillet 1700. contre le Curé de St. Roch rapporté dans les Mémoires du Clergé) le sieur Picault doit être présumé originaire de la Paroisse , parce que son pere y est né , sa famille y est établie , & son titre est dans le Bourg même de St. Sulpice.

Après ces observations générales il n'est pas difficile de répondre aux moïens d'abus.

12. 1°. Le Règlement de l'honoraire des Ecclesiastiques est de Jurisdiction purement volontaire par l'art. 27. de l'Edit de 1695. L'Evêque ou son Grand-Vicaire , peut faire ce Règlement , sans qu'il soit besoin de lier aucune instance.

La forme du délivrement, que le Greffier de l'Officialité a fait de l'Ordonnance portant Reglement de l'honoraire, est absolument indifférente; parce qu'il ne s'agit pas de sçavoir si elle devoit être déposée au Secretariat de l'Evêché ou au Greffe de l'Officialité qui est le seul dépôt public ou l'on puisse avoir recours.

28. Aoust
1736.

Il est d'ailleurs de maxime que l'exercice de la Jurisdiction volontaire peut être fait par l'Evêque ou par son Grand-Vicaire dans le Tribunal de l'Officialité, puisqu'ils peuvent même procéder hors de leur district. Gibert *Institut. Eccles. 1. Part. T. 32.*

Dans l'espèce du procès le Grand-Vicaire étoit en même tems Official, & réunissoit en lui l'exercice de la Jurisdiction volontaire & de la Jurisdiction contentieuse. Il a jugé comme Grand-Vicaire, puisque les requêtes étoient adressées à Mr. l'Evêque de Nantes, ou en son absence à ses Grands-Vicaires.

Le Promoteur a donné des conclusions, parce que, suivant tous les Auteurs canoniques, sa fonction s'étend à la Jurisdiction volontaire comme à la Jurisdiction contentieuse.

Le Grand-Vicaire n'a point lié d'instance devant lui, parce qu'il ne le pouvoit sans abus & sans déroger à la qualité de Jurisdiction volontaire qui s'exerce sans aucune formalité de procédure. Ainsi les formalités de l'Ordonnance de 1667. sont sans application. Le Général n'ayant point fourni de mémoires, pendant près d'un an qui s'écoula depuis la publication & la signification de la première requête du mois de Septembre 1733. le Grand-Vicaire a pû faire le Règlement des honoraires, puisqu'il le pouvoit dans l'instant même que cette première requête lui fut présentée.

Au reste étant prouvé que l'établissement de la Messe du matin avoit été fait & rendu perpétuel par le Décret d'érection de 1607. & que le choix du Prêtre qui devoit célébrer cette Messe n'appartenoit pas aux Tréviens, la question se réduit à un Règlement d'honoraires pour cette Messe. Or la compétence en cette matiere est expressement attri-

28. Août
1736.

buée à la Jurisdiction Ecclesiastique volontaire par l'Edit de 1695.

Comment donc les apellans ont-ils pû supposer que le Grand-Vicaire avoit jugé une matière possessoire contre des Laïques & avoit imposé une taxe sur les Sujets du Roi?

Si ce moïen pouvoit être admis il faudroit supposer en même tems, contre l'Edit de 1695. qu'un Evêque ou son Grand-Vicaire, ne pourroit jamais faire de Règlement sur les honoraires des Ecclesiastiques, parce qu'ils doivent être païés par les Sujets du Roi & qu'il en resulteroit nécessairement une décision sur une matière possessoire & pour une somme païable par des Laïques.

L'Edit porte véritablement que les contestations à cet égard, contre des Laïques, seront portées devant les Juges Séculiers. Aussi l'Official n'a point connu de la contestation. Il a attendu qu'elle eut été décidée par le Juge Séculier; & c'est seulement après la condamnation portée par la Sentence du 13. Août 1734. que l'Official a réglé l'honoraire qui doit être païé par le Général suivant cette Sentence.

13. Le dernier moïen fondé sur l'excès du Règlement n'est pas plus solide que les autres. Il y a entre le Vicaire & le Prêtre qui célèbre la Messe du matin une différence en ce que le Vicaire a un casuel outre la portion congrüe, au lieu que le Prêtre habitué n'en a point. D'ailleurs la règle qu'il est juste de suivre en cette matiere est que le Prêtre doit vivre de l'Autel & que le Prêtre habitué, sans espoir de casuel ni d'autres retributions, doit avoir du moins une partie de son nécessaire pour la retribution du seul Service qui l'attache à l'Eglise.

Enfin la véritable règle, en matière de fixation d'honoraires, est l'usage des lieux. Cet usage a été suivi. Tous les Prêtres qui célèbrent la Messe du Matin dans les Paroisses voisines ont 150. liv. pour honoraires. C'est l'usage de la Paroisse même d'Auverné dont St. Sulpice est la Trêve. Il est prouvé par une délibération du Général de cette Paroisse.

Ces réponses aux moïens d'abus suffisent en même tems

pour détruire l'apel simple. Il est prouvé par des attestations de plusieurs Paroissiens que le sieur Picault a exactement célébré la Messe du matin. Il est au reste inutile de proposer des pointilles de forme, pendant que les condamnations prononcées contre les apellans sont évidemment justes au fonds.

Par Arrest du 28. Aoust 1736. à l'Audience publique de Grand'Chambre conforme aux conclusions de Mr. l'A. vocat Général de la Chalotais, la Cour faisant droit sur le tout, dans l'apel de la Sentence du 21. Avril 1728. a mis l'appellation & ce dont a été appellé au néant, corrigé & réformant, a renvoyé devant Bodin ancien Procureur pour régler les frais préjudiciaux dont le Général de St. Sulpice peut être tenu : dans l'apel de la Sentence du 13. Août 1734. dit qu'il a été mal, nullement & incompetentement jugé, a le tout cassé, rejeté & annullé, deboute la Partie de Poullain de ses demandes, fins & conclusions, en conséquence dans l'apel comme d'abus de l'Ordonnance du 19. Aoust 1734. dit qu'il y a abus; & aiant égard aux requêtes afin de raport des Arrests des 15. Octobre 1734. & 2. Mars 1735. ordonne que lesd. Arrests demeureront raportés : fait défenses audit Picault de s'en servir, & le condamne aux dépens des causes principale, d'apel & incidens. Et faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roi, fait défenses aux Présidiaux de Nantes de prononcer par jugement Présidial en dernier ressort au second chef de l'Edit.

Chap. XXV.

28. Aoust
1736.

CHAPITRE XXVI.

Règlement pour l'expédition des Lettres de la Chancellerie.

LE Procureur Général du Roy entré en la Cour, a remontré que le Présidial de Rennes, ainsi que les autres Présidiaux de la Province a sa Chancellerie particulière; les expéditions qui peuvent y être délivrées, sont bornées aux lettres d'apel, d'anticipation & de requête

10. Septem-
bre 1736.

10. Septem-
bre 1736.

civile pour les procès dont la connoissance appartient à ce Siège. Cependant les Procureurs qui y postulent, s'ingèrent de lever à la Chancellerie près le Parlement, quoique distincte de la Chancellerie Présidiale, toutes sortes d'autres expéditions. Telles sont les lettres de rémission, de restitution, de levées de deniers, de dispense d'âge, de bénéfice d'inventaire, & de paréatis. Ils contreviennent à cet égard au Règlement général du 14. May 1687. qui a fait la différence des deux Chancelleries; & ils frustreront par ce moyen les Procureurs du Parlement des droits que le même Règlement leur a attribués privativement pour toutes ces expéditions, soit qu'elles soient adressées au Parlement, ou aux différentes Justices Royales & Seigneuriales de la Province. D'ailleurs on délivre journellement au Sceau toutes sortes de Lettres sur des mémoires non signés, d'où il s'ensuit que les parties sont exposées à des procès dont elles ne peuvent espérer aucune libération, ne sachant point ceux qui ont pris des Lettres pour elles sans leur ordre, & leur participation. Il s'est introduit un troisième abus auquel il est encore nécessaire de pourvoir. Les Procureurs au Présidial de Rennes ont acquis le Greffe Garde minutes de la Chancellerie près le Présidial. Sur ce fondement ils se saisissent des mémoires des Lettres d'appel, & autres expéditions qui se délivrent à la Chancellerie Présidiale. Il n'en reste au Sceau qu'une note sur un Livre qui leur sert de mémoire; mais qui ne porte ni les qualités des Parties, ni la nature de l'appel, de sorte que si on a besoin d'un double desdites Lettres, on ne peut l'obtenir que difficilement, parce que ces Procureurs changent de tems en tems de Receveurs du droit de Garde-minute, & refusent de délivrer les doubles des expéditions jusqu'à ce qu'il leur ait été fait un commandement, ce qui constitue les Parties dans des frais considérables.

A ces causes a ledit Procureur Général du Roy requis qu'il y soit pourvû sur ses conclusions qu'il a laissées par écrit, & sur ce délibéré.

LA COUR faisant droit sur les Remontrance & conclusions du Procureur Général du Roy, fait défenses aux

Procureurs du Présidial de Rennes, & à tous autres de faire expédier aucunes Lettres à la Chancellerie près le Parlement, & aux Commis du Sceau de les dresser sur autres mémoires que ceux qui seront signés par les Procureurs au Parlement; enjoint aux Procureurs dudit Présidial de laisser à la Chancellerie Présidiale un double signé d'eux des mémoires sur lesquels ils levent leurs lettres & expéditions à peine de 20. livres d'amende. Ordonne que le présent Arrest leur sera signifié pour être lû & publié à leur Communauté, & enregistré sur le Livre d'icelle, & du devoir qu'ils en auront fait d'en certifier la Cour dans quinzaine. Fait en Parlement à Rennes le 10. Septembre 1736.

Chap. XXVI.

10. Septembre 1736.

CH A P I T R E XXVII.

Règlement concernant l'employ des deniers des Fabriques.

LE Substitut du Procureur Général du Roy entré en la Cour, a remontré que Mr. le Procureur Général a été informé d'un abus extrême qui régné dans quantité de Paroisses de la Province. Il consiste en ce que l'on prend l'argent des Fabriques pour fournir aux besoins temporels de l'habitant, & païer les impositions ordinaires. A Saint Gregoire, par exemple, on a pris 600. liv. à Paré 1800. liv. à Partenay 300. liv. à Breteuil 500. liv. à Romillé 600. liv. à Montauban 1200. liv. pour ces usages profanes; & à la Bouillie, Paroisse du Diocèse de St. Brieuc, outre qu'il n'y a point de coffre fort, l'argent du Trésor est toujours entre les mains des Tresoriers qui s'en servent pour faire l'avance des impositions publiques. Or la Cour sçait combien cela est opposé aux divers Arrests de Règlement qu'elle a rendus à ce sujet, & que ces deniers uniquement destinés aux réparations des Eglises, à la décoration des Autels & à l'achat des ornemens, ne doivent jamais être détournés ailleurs. Il est donc important d'y pourvoir, & de faire cesser un désordre d'autant plus criant qu'il est plus commun.

10. Octobre 1736.

A ces causes le Substitut du Procureur Général du Roy

10. Octobre
1736.

a requis qu'il y fut pourvû sur ses Conclusions qu'il a laissées par écrit, & sur ce délibéré.

LA COUR faisant droit sur les Rémontrance & Conclusions du Procureur Général du Roy, ordonne qu'à la diligence de ses Substituts ou Procureurs Fiscaux des lieux & Trésoriers en charge, chacun endroit soi, tous les deniers des Fabriques seront raportés par les particuliers qui s'en sont saisis, & remis dans le mois, à compter du jour de la publication du present Arrest, au coffre des Archives, si aucun est, si non dans ledit tems il en sera fait un à trois clefs pour ledit usage à ramasser tant les titres des Paroisses que le Livre des Délibérations, à peine contre lescds Procureur Fiscal, & Trésoriers d'en répondre personnellement; fait défenses d'emploier à l'avenir sous quelque prétexte que ce puisse être lescds deniers à aucune chose qu'aux réparations & décorations des Eglises & achats d'ornemens, & à ce que personne n'en ignore, ordonne que le present Arrest sera lû, publié après les Grand'Messes & enregistré sur le Livre des Délibérations, & des diligences que lescd. Procureurs Fiscaux ou Substituts dudit Procureur Général du Roy en auront faites, seront tenus d'en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement à Rennes le 10. Octobre 1736.

CHAPITRE XXVIII.

Règlement pour prévenir & punir les démolitions de fossés & les autres voyes de fait commises dans les terrains nouvellement enclos dans les Landes.

10. Decem-
bre 1736.

LE Procureur Général du Roy, entré en la Cour, a remontré qu'il se commet depuis long-tems en cette Province, un désordre qui n'est pas moins préjudiciable au public, qu'aux particuliers. Toutes les Landes, Galois, Terres vaines & vagues sont en Breragne le Domaine propre des Seigneurs de Fief; & ils n'en peuvent perdre a propriété que par des concessions particulières. Personne n'y peut

n'y peut même prétendre d'usage, s'il n'y est fondé par aveux rendus aux Seigneurs. Sans cette condition, les Seigneurs peuvent afféager tout ou partie des Landes & Galois, suivant les articles 60. 63. & 312. de la Coutume, ou admettre au pâturage dans lesdites Landes & Galois les bestiaux de leurs Vassaux en payant les assens au prix qu'ils veulent les régler, & les en exclure quand il leur plaît, en faisant clore ces Landes, ou en les afféageant, sans que les Vassaux puissent alléguer la prescription & le long usage. C'est la disposition de l'article 393. de la Coutume. L'esprit de ces Loix est de faciliter le défrichement des Landes & Terres vagues qui contiennent plus du tiers du terrain de cette Province. Si elles étoient cultivées, elles produiroient des grains, des denrées & des bois dont l'abondance est utile au public; & les Seigneurs tireroient un avantage considérable de quantité de terrains qui leur sont inutiles. Mais le défrichement de ces terrains est devenu presque impraticable depuis quelques années. Les Païsans se sont imaginé que la longue possession, où ils sont par tolérance, de faire paître leurs bestiaux sans payer, ou en payant les assens, leur donnoit un titre de propriété & d'usage dans les Landes qui en otoi la disposition aux Seigneurs; de sorte que quand ces Seigneurs Ecclesiastiques ou Seculiers ont voulu clore ou afféager des terrains vagues, les Païsans voisins se sont attroupés, & par voye de fait, souvent même armés, de jour ou de nuit ont démoli les fossés que les afféagistes avoient fait construire; & ont coupé les bois qu'ils avoient fait planter. La Cour pour arrêter le cours d'un pareil désordre rendit un Arrest en forme de Règlement le premier Décembre 1724. par lequel elle ordonna que ceux qui se trouveroient accusés de pareilles entreprises, seroient poursuivis par la voye extraordinaire, & punis suivant l'exigence des cas; mais ce remede a été inutile jusqu'à présent, parce que les Habitans des Paroisses ou ces Landes sont situées, intéressés à se maintenir dans la possession de ce prétendu droit de propriété ou d'usage, ne déposent jamais les uns contre les autres. Les voisins des Landes

10. Octobre.
1736.

qui sont présumés les coupables des abatis de fossés & de bois, par l'intérêt qu'ils ont de commettre ce crime, détournent les preuves. On en a même vu trouver le secret de se faire recevoir à leurs faits justificatifs, faire entendre leurs complices pour déposer en leur faveur, & d'accusés convaincus se rendre plaintifs & accusateurs. C'est ce qui est arrivé dans un procès jugé dans la dernière Chambre des Vacations. Il est nécessaire de rapporter un fait plus particulier qui fera connaître l'esprit de révolte, qui anime les Païsans. Le sieur de Coëtmen aiant afféagé quelques cantons de la Lande de Plourivaux, les fit clorre de fossés qui furent abbatus. Il fit publier des monitoires dans les Paroisses de Plourivaux & de Plounez, afin de découvrir & de faire punir les coupables; mais pour épouvanter ceux qui pouvoient déposer, ils plantèrent une potence dans un lieu limitrophe de ces deux Paroisses, & creusèrent une fosse au pied avec cette inscription. *C'est ici qu'on enterrera ceux qui déposeront.* Les témoins intimidés par ces menaces ne se présentèrent point, & le crime demeura impuni. La Cour voit de quelle importance il est de reprimer de tels désordres. Ce sont les Habitans des Villages voisins qui commettent ces crimes. La présomption est contre eux, & il n'est pas permis de douter qu'ils en sont les auteurs, ou tout au moins qu'ils connoissent les coupables, & que par leur fait ils en rendent la punition impossible.

A ces causes, a ledit Procureur Général du Roy requis qu'il plût à ladite Cour y pourvoir sur ses Conclusions qu'il a laissées par écrit; sur quoi délibéré.

LA COUR faisant droit sur les remontrance & conclusions du Procureur Général du Roy, fait défenses à toutes personnes, de quelque état & condition qu'elles soient, de démolir ou faire démolir les fossés qui seront faits pour clorre tout ou partie des Landes, & terrains vagues qui auront été, ou qui seront ci-après afféagés, sous peine de punition corporelle; ordonne qu'à la diligence des Substituts dudit Procureur Général du Roy & des Procureurs Fiscaux des Justices Seigneuriales, le procès sera fait & parfait aux coupables jusqu'à jugement définitif inclusive-

ment, sur les dénonciations qui leur seront faites par les Seigneurs ou Afféagistes ; Ordonne que les Généraux des Paroisses, ou au moins les Habitans des Villages voisins des Landes, Galois & Terrains vagues où les fossés auront été démolis, ou les arbres coupés, demeureront civilement responsables, solidairement des dommages & interêts résultans de la démolition des fossés & abatis des bois, en cas qu'ils ne dénoncent pas les coupables, sans qu'il soit besoin d'autres preuves ; Ordonne que le present Arrest sera lû, publié & enregistré dans les Sièges Présidiaux & Roïaux de ce Ressort, & pareillement lû & publié à l'issuë des Grand'Messes des Paroisses de cette Province, même affiché par tout où besoin sera, à la diligence des Substituts du Procureur Général du Roy & des Procureurs Fiscaux, & de leurs diligences ils seront tenus de certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement à Rennes le 10. Decembre 1736.

10. Decem-
bre 1736.

Quoique cet Arrest n'ait pas besoin de commentaire, il n'est pas cependant inutile d'observer que l'intention de la Cour, & de Monsieur le Procureur Général, a été seulement de prévenir des voyes de fait toujours condamnables. Cet Arrest ne donne point d'atteinte à l'Ordonnance des Eaux & Forests Articles 4. & 5. du Tit. des Bois, Prés, Marais, Landes, &c. appartenans aux Communautés & Habitans des Paroisses. Il ne prive point de la faculté d'agir par les voyes de droit ceux qui prétendent la propriété ou d'autres droits dans les terrains afféagés ou enclos.



CHAPITRE XXIX.

C'est la Justice & non la Seigneurie qui a la saisine des successions en collaterale, jusqu'à ce que la main-levée ait été accordée à l'habile à succéder; & l'apel du jugement qui refuse la main-levée à l'héritier, doit être relevé contre Monsieur le Procureur Général & non contre le Seigneur.

14. Janvier

1737.

Art. 540.
de la Coût.

NOBLE homme Jérôme Cloarec étant mort sans enfans au mois d'Octobre 1736. Messire Gabriel de Koulas Recteur de Larret demanda la main-levée de sa succession dans la Jurisdiction des Reguaires de Leon; & attacha à sa requête les pièces qui prouvoient qu'il étoit habile à succéder.

Par Sentence du 14. Decembre il fut ordonné avant faire droit qu'il justifieroit plus amplement au soutien de sa généalogie.

Le sieur de Koulas a relevé apel de cette Sentence contre Mr. le Procureur Général comme prenant le fait & cause pour le Procureur Fiscal des Reguaires de Leon.

Plaidant à l'Audience publique Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a cotté folle intimation, & a dit que l'apel ne devoit être relevé que contre le Seigneur.

Maître du Parc Poullain, Avocat du sieur de Koulas, a dit que la saisine des successions collaterales n'est pas donnée au Seigneur, mais à la Justice. L'objet de cette saisine n'est pas seulement de conserver les droits du Seigneur, mais de veiller à la conservation de ceux des véritables héritiers. Aussi l'art. 540. de la Coûtume porte; *& où il se trouveroit plusieurs prétendans ladite succession, le Juge, après s'être informé, la baillera au prochain, en prenant caution de la rendre quand & à qui faire se devra.* Ce cautionnement que la loy exige n'est point pour la conservation des droits du Seigneur, qui n'en a plus aussi-tôt qu'il s'est présenté un habile à succéder quoiqu'éloigné. Ainsi l'objet de la loy est en général de conserver, par cette saisine, non-seu-

lement les droits du Seigneur, mais ceux de tous les héritiers. Chap. XXIX

Le Chap. 66. de la très-ancienne Coutume explique encore cette vérité. Il porte que *si aucunes descentes sont venues de nouvel où il y ait débat entre Parties, & aucune personne s'y vienne efforcer de saisir, la Cour mettra la main dessus & ajournera les Parties, & baillera la saisine au prochain... ô plège de fournir à droit & de rétablir si métier est.*

14. Janvier
1737.

Ce n'est donc point à la Seigneurie, c'est à la Justice que la saisine est donnée. Il est vray que s'il ne paroît point d'héritier, le Seigneur succède; & sa possession est présumée commencer aussi-tôt que celui de la succession duquel il s'agit est mort sans enfans: mais ce principe ne détruit pas ceux qu'on vient d'établir. Car si au défaut d'héritier le Seigneur est censé avoir toujours possédé depuis le moment de la mort, ce n'est point en vertu de la saisine que la loi donne par l'art. 540. c'est parce que cette même loi dans l'article 595. appelle le Seigneur à la succession faute d'héritiers. Par là le Seigneur a le même avantage que les véritables héritiers, dont la possession se réunit toujours à la possession de celui à qui ils succèdent, quelque tems qui se soit écoulé entre la mort & la main-levée.

Enfin il seroit injuste d'obliger un Seigneur de défendre à l'appel des jugemens qui deboutent de la main-levée ou qui ordonnent des interlocutoires.

Si le Seigneur n'a point donné d'ordre à son Procureur Fiscal de contester la main-levée, si le Procureur Fiscal y a même consenti & si le Juge l'a refusée, comme il est en droit de le faire lorsqu'il ne voit pas de preuves suffisantes de l'habilité à succéder, faudra-t'il que le Seigneur défende à l'appel d'un jugement rendu sur les conclusions prises d'Office par le Procureur Fiscal ou même contre ses conclusions? Les Seigneurs seroient chaque jour assujettis à des procès & à des frais immenses, si on les obligeoit de défendre à ces appellations. Dans l'espèce présente il n'y a point d'inconvenient à faire droit au fonds, parce que si dans la suite le Seigneur, ou tout autre prétendant droits, se trouvoit grevé par l'Arrest qui interviendra, la voye d'opposition seroit toujours ouverte.

14. Janvier
1737.

Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a dit qu'il falloit distinguer dans le Procureur du Seigneur deux qualités, celle de Procureur d'Office & celle de Procureur du Fisc.

En ce qu'il fait comme Procureur du Fisc on ne peut relever apel que contre le Seigneur; & pour tout ce qui concerne les main-levées, il n'agit qu'en cette qualité.

C'est le Seigneur qui est saisi des successions collaterales. Sa saisine est plutôt domaniale que juridictionnelle. Elle est tellement domaniale que s'il ne se trouve point d'héritier, le Seigneur est censé avoir toujours possédé pour lui même. Il se fait une consolidation au Fief par la loy de l'inféodation qui est que le Seigneur a donné à tel & à ses heritiers ou aïans cause, pour qu'à leur défaut la chose lui retournât de plein droit. Ce n'est point à la Justice, c'est au Seigneur qui a simple obéissance que la deshérance appartient. Ainsi la saisine est *ratione feudi* & non pas *ratione jurisdictionis: non jure imperii sed ex concessione & conventionne feudi tacita vel expressa*, dit d'Argentré sur l'art. 511. V. C.

Il est vray que le Seigneur a en même tems la qualité de garde & de sequestre, pour remettre la chose à l'héritier légitime qui se présentera. Mais cela n'empêche pas qu'il n'ait une possession réelle & domaniale à raison de son Fief. Ainsi il est la véritable partie contre qui l'on doit agir & relever apel.

Messieurs les Gens du Roy n'ont aucun intérêt dans une main-levée qui n'est pas demandée pour des biens mouvans du domaine du Roy. Ainsi ils sont sans qualité pour deffendre à l'apel qui ne pouvoit être relevé que contre le Seigneur comme véritablement possesseur & saisi.

Par Arrest du 14. Janvier 1737. à l'Audience publique de Grand'Chambre, sans s'arrêter à la folle intimation de Mr. le Procureur Général, il a été ordonné de plaider au fonds; après quoy est intervenu Arrest qui a réformé la Sentence & a jugé la main-levée.



CHAPITRE XXX.

De la Jurisdiction des Seigneurs, dans l'Usment de Treguier, sur leurs hommes de Convenant.

YVES Geffroy possesseur du Convenant Madoas sous l'Usment de Treguier mourut le 5. Avril 1736. Le Greffier de la Jurisdiction de Kufec & Barach, aposa les Sceaux sur les meubles de la succession; & Jacques le Polotec Greffier de la Jurisdiction Roiale de Lannion aposa les Sceaux du Roy.

18. Janvier
1737.

Mr. le Pelletier Premier Président du Parlement de Paris, Propriétaire des Terres, Fiefs & Jurisdctions de Kufec & Barach, assigna le Greffier de Lannion, par requête & Lettres de commission, pour faire ordonner qu'il seroit maintenu dans le droit & exercice de Jurisdiction sur ses hommes de Convenans, & fait deffenses de l'y troubler.

Maître Phelipe Procureur, a dit pour Mr. le Pelletier, que la Jurisdiction des Seigneurs sur leurs hommes de Convenans, est aussi ancienne que les Justices.

L'article 17. de l'Usance de Cornoüaille, l'art. 5. de celle de Rohan, & l'art. 13. de l'Usance de Treguier, portent que les Seigneurs ont Justice sur leurs hommes à Domaine congéable, comme sur leurs hommes de Fief. Convenant & Domaine congéable sont synonymes.

Lors de la Réformation de l'ancienne Coûtume en 1539. les Députés des Etats demandèrent que les Usances & Coûtumes locales fussent conservées, & qu'il n'y fût rien changé. Les Commissaires ordonnèrent que les Usances seroient gardées & observées, comme au passé, non-obstant la rédaction, lecture & publication de la Coûtume. Le procès-verbal de Réformation & l'article 632. de l'ancienne Coûtume s'en expliquent expressément.

A la Réformation de la Nouvelle Coûtume en 1580. les Députés des Etats demanderent sur l'article 43. que les Seigneurs fussent maintenus, dans le droit de Jurisdiction sur leurs hommes de Convenans.

18. Janvier
1737.

Le procès-verbal de Réformation porte qu'il y seroit pourvû.

Avant la conclusion de la Réformation, les Députés des trois ordres demandèrent encore, que les Usances fussent conservées. Sur cela les Commissaires ordonnèrent que les mémoires concernant les Usances & Domaines congéables, seroient signés du Procureur Général Syndic des Etats; & cependant que par provision ceux qui prétendoient des droits de Conventant & Domaine congéable, en jouïroient bien & dûement, comme au passé, & il en fut fait un article exprès dans la nouvelle Coûtume qui est le 684.

Il y a deux siècles qu'il survint une contestation célèbre entre Madame la Duchesse de Martigues, Propriétaire de la Seigneurie de Guingamp membre du Duché de Penthièvre, & Monsieur le Prince de Guémené Propriétaire de la Seigneurie du Poirier mouvante de Guingamp.

Madame de Martigues prétendoit que Monsieur de Guémené n'avoit point de Justice sur ses hommes de Convenans : mais par Arrest donné en 1597. *convocatis classibus*, Monsieur de Guémené fut maintenu dans le droit de Jurisdiction sur les hommes de Convenans de la Seigneurie du Poirier, régie par l'Usance de Treguier.

Par un autre Arrest du 14. Janvier 1622. Messire Joseph du Coscaër Chevalier Seigneur de Rosambo, Barach & Kusel, bisayeul maternel de Mr. le Pelletier, fut maintenu dans l'exercice du droit de Jurisdiction sur les hommes de Convenans.

Il est donc incontestable suivant les Usances, l'ancienne & la nouvelle Coûtume, la Jurisprudence des Arrests & les Auteurs, que les Seigneurs qui ont Justice l'exercent sur leurs hommes de Convenans, comme sur leurs hommes de Fief.

Si dans la these générale, les Seigneurs ont la Justice sur leur hommes de Convenans, comme personne n'en doute, Mr. le Pelletier a encore des titres particuliers.

Le 5. Novembre 1596. Messire François du Coscaër trisayeul de Mr. le Pelletier, fournit aveu au Roy, par lequel.

quel il s'inféoda du droit de Jurisdiction sur ses hommes de Convenans; & nommément du Conventant Madoas dont il est question. Cet aveu après avoir été lû & publié fut reçu par Arrest de la Chambre des Comptes du 30. May 1578.

18. Janvier
1737.

Le droit de Mr. le Pelletier est encore autorisé par une autre inféodation du 21. May 1626.

A des titres si forts & si exprès, il faut ajouter les actes de service des possesseurs du Conventant Madoas des 14. May 1634. 25. Juillet 1645. 21. May 1679. & 7. Février 1730.

En vain objecte-t-on que les procès-verbaux de Réformation de l'ancienne & de la nouvelle Coutume ne font point spécifiquement mention de l'Usance de Treguier, & que par conséquent cette Usance n'a point été autorisée.

Les procès-verbaux de Réformation portent que les Députés des trois Ordres avoient présenté les mémoires concernant les Usemens des Convenans, ou Domaines congéables, & que ceux qui prétendoient des droits de Convenans & Domaines congéables en jouïroient comme au passé (*Et cependant ceux qui prétendront lesdits droits de Convenans & Domaine congéable en useront & jouïront comme ils ont fait au passé & dûment*) l'Usance de Treguier est donc autorisée comme les autres.

Monsieur du Fail qui avoit écrit avant la Réformation de la nouvelle Coutume *Livre premier chap. 243.* parle de la Jurisdiction sur les hommes de Convenans, comme d'un droit commun. Sauvageau sur Mr. du Fail a dit la même chose, & a cité à ce sujet l'Arrest pour la Seigneurie du Poirier de 1597.

Frain *chap. 80.* & de Volant *chap. 90.* regardent de l'Usement de Treguier comme le droit commun du País.

Hevin dans sa soixante-dixième Consultation, dit que tous les Usemens furent présentés lors de la Réformation de la Coutume, comme il s'apprend du procès-verbal de Réformation.

Maître le Ray Avocat a dit, pour le Polotec Greffier de Lannion, que suivant le chap. 84. de la très-ancienne Coutume, l'art. 53. de l'ancienne & l'art. 43. de la Nou-

18. Janvier
1737.

velle, le Seigneur n'a aucune Jurisdiction sur son Métaïer ou Censier.

Les hommes de Convenans doivent être comparés aux Métaïers. On ne peut pas dire qu'ils soient Vassaux de Fief puisqu'ils ne sont Propriétaires que des Edifices & superficies, dont le Seigneur peut les rembourser, à la différence des Vassaux de Fief.

L'ancienne & la nouvelle Coûtume n'ont autorisé les Usemens que par provision, en attendant un Règlement général, qui n'a point été fait : il faut donc s'en tenir à l'art. 43. de la Coûtume.

D'ailleurs les procès-verbaux de Réformation de l'ancienne, & de la nouvelle Coûtume ne font point mention de l'Ufance de Treguier ; ainsi l'on ne peut pas dire qu'elle ait été autorisée.

Monsieur du Fail, Frain, de Volant & Sauvageau ont à la vérité parlé de l'Ufance de Treguier : mais ils n'ont pas dit qu'elle ait été autorisée.

Les inféodations de Mr. le Pelletier ne peuvent nuire aux droits du Roy.

L'Arrest du 14. Janvier 1622. n'a point été rendu à l'occasion du Convent Madoas ; au reste comme cet Arrest préjudicie aux droits du Roy, Mr. l'Avocat Général est en droit d'y former opposition, & de le faire retracter.

Le sieur le Polotec a un interest sensible de demander qu'il soit fait deffenses à Mr. le Pelletier d'exercer la Justice sur ses hommes de Convenans, parce que l'exercice de cette Justice diminuë les droits du Greffe du Roy, dont le Polotec est Fermier. Il perd déjà considérablement sur son bail.

Le Greffier de Mr. le Pelletier a reçu les vacations des Sceaux, de la Tutelle & de l'inventaire des mineurs d'Yves Geffroy. Il y a lieu de condamner Monsieur le Pelletier de rendre & restituer les sommes que son Greffier a reçues, de déclarer le Polotec mal & follement intimé dans les requêtes & Lettres de commission ; & à cette fin il a donné une requête à la Cour le 7. de ce mois. Il espère

que Mr. l'Avocat Général s'opposera à la prétention de Mr. le Pelletier, qui est préjudiciable aux droits du Roy, & contraire à la Coutume.

Chap. XXX.

Mr. de Caradeuc de la Chalotais Avocat Général, après avoir recueilli & discuté les titres & raisons des Parties, a dit, qu'il consentoit pour le Roy que Mr. le Pelletier fût maintenu dans le droit & exercice de Jurisdiction sur ses hommes de Convenans.

18. Janvier
1737.

Sur les raisons alleguées de part & d'autre, est intervenu Arrest à l'Audience D'huis-clos de Grand'Chambre le 18. Janvier 1737.

LA COUR après avoir ouï Phelipe Procureur, & le Ray Avocat pour Sonnet autre Procureur, ensemble de Caradeuc pour le Procureur Général du Roy, sans s'arrêter à la requête de la Partie de le Ray dont elle est deboutée, faisant droit dans les requête & Lettres de commission, & requête de la Partie de Phelipe, l'a maintenue dans le droit & Exercice de Jurisdiction sur ses hommes de Convenans, & fait deffenses de l'y troubler, condamne la Partie de le Ray pour tous dommages & interets en tous les dépens vers celle de Phelipe, & a permis à ladite Partie de Phelipe de faire lire, publier & enregistrer le présent Arrest, en l'Audience de la Jurisdiction Roiale de Lannion, & par tout ailleurs où besoin sera.

C H A P I T R E X X X I.

Le fuge d'Eglise est radicalement incompetent pour connoître de la séparation de corps entre gens mariés ; & la procédure volontaire des Parties ne peut lui attribuer cetre compétence.

Du 28. Janvier 1737. à l'Audience publique.

ENTRE Julien Queré apellant comme d'abus de Sentence renduë à l'Officialité de Vennes le 27. Janvier 1736. & d'autre Sentence renduë par les Délégués de Tours le 6. Juillet audit an 1736. & demandeur en re-

28. Janvier
1737.

Cha. XXXI.

28. Janvier
1737.

quête du 26. Janvier 1737. & François Lamour autorisée de justice, intimée & deffendresse.

LA COUR après avoir entendu du Chastelet Avocat pour Geslin Procureur, & Frey Avocat pour Lainier autre Procureur, ensemble de Caradeuc pour le Procureur Général du Roy ; faisant droit dans l'apel comme d'abus, dit qu'il y a abus ; en conséquence dit qu'il a été mal, nullement & abusivement jugé, a le tout cassé, rejeté & annullé, sauf à la Partie de Frey à se pourvoir pour sadite demande de separation devant les Juges Laïques à qui la connoissance en appartient ; dépens néanmoins compensez : & faisant droit dans la requête verbale de la Partie de Frey, met ladite Partie de Frey sous la protection & sauvegarde du Roy & de la Justice, avec deffenses de lui mal-faire ni médire, sur les peines qui y échéent, sans préjudicier aux droits des Parties.

Dans l'espèce de cet Arrest, comme de celui qui est rapporté au Chapitre V. cy-dessus, l'apellant avoit procédé volontairement dans les Tribunaux Ecclesiastiques.

C H A P I T R E XXXII.

Le Seigneur, ou le Cessionnaire du Retrait féodal, n'est pas obligé de suivre l'éventillement frauduleux que l'Acquereur a fait par son contrat ; & lorsque cet éventillement est contesté, l'évaluation proportionnelle des biens sujets au retrait féodal doit se faire par Experts.

5. Avril
1737.Article 80.
304. 305. &
316. de la
Coûtume.

PIERRE le Bastard Maître Boulanger à Rennes acquit en 1735. pour la somme de 4000. liv. une maison & un four situés dans la rue St. Georges de la même Ville sous le Fief du Roy, & une grange mouvante de l'Abbaye de St. Georges. Comme cette grange est située auprès de la maison des Filles du Bon-Pasteur & à leur bienséance, le Bastard affecta de faire dans le même contrat un éventillement, par lequel l'estimation de la

grange fut portée à 2000. liv. & celle du four & de la maison avec ses dépendances à pareille somme. Cha. XXXII.

La Dame Abbessé de Saint Georges aiant cédé aux Filles du Bon-Pasteur le retrait féodal de la grange, elles offrirent à l'acquireur le prix sur le pié de l'estimation par Experts qui feroient l'éventillement. Mais il prétendit qu'on devoit suivre l'éventillement porté par son contrat. 5. Avril
1737.

Par Sentence renduë au Présidial de Rennes le 13. Janvier 1736. le prisage par Experts fut ordonné; & ce prisage aiant été fait, la valeur de la grange ne fut portée qu'à 600. livres, & celle des autres heritages à 3400. liv. en conséquence par Sentence du 16. Mars 1736. il fut ordonné que le remboursement se feroit sur le pié de ce prisage, & le Bastard fut condamné en tous les dépens.

Maître Querard, Avocat de le Bastard & d'Anne Cornu sa femme, a fondé l'apel de la Sentence du 16. Mars 1736. sur l'art. 80. de la Coûtume, qui porte que, si le contrat n'exprime pas distinctement le prix de ce qui est tenu de chaque Seigneur, l'évaluation doit se faire aux frais de l'acquireur; d'où il resulte que si cette expression a été faite par le contrat, on ne peut suivre d'autre évaluation; & l'on ne peut avoir que le serment de l'acquireur sur le fait de la fraude, en cas que l'on veuille faire regarder l'évaluation du contrat comme frauduleuse.

Il y a d'ailleurs des prix d'affection, & des motifs particuliers qui déterminent un acquireur à pousser un bien au-de-là de sa valeur.

Maître le Rendu, Avocat des Filles du Bon-Pasteur Intimées, a dit, que l'éventillement fait par le contrat est évidemment frauduleux, & dans la seule vûë d'empêcher le retrait féodal; ce qui par un Arrest du 15. Février 1592. rapporté par Boniface fut jugé amendable avec deffenses de faire semblable fraude.

La fraude est prouvée par deux contrats de vente de 1729. & 1731. par lesquels la grange n'avoit été portée qu'à 600. livres, pendant que les autres héritages furent estimés mille écus. Depuis ces contrats la grange a encore beaucoup diminué de valeur faute de reparations.

L'équité ne permet pas de favoriser la fraude. D'Argentré, sur les Articles 259. & 260. de l'ancienne Coûtume, autorise formellement la seconde évaluation qui est nécessaire pour decouvrir la fraude de la premiere; & lorsque l'art. 80. de la nouvelle Coûtume exige une évaluation, c'est une évaluation juste : autrement cette Loy favoriseroit la fraude; & un acquereur pourroit, de concert avec son vendeur, depouiller les Seigneurs d'un droit aussi avantageux que le retrait féodal.

L'Art. 316. a prévenu cette fraude, & décide la question contre l'appellant par ces mots, *Et si le prême ne se contente de ladite estimation, il pourra faire priser les choses à ses dépens, sauf répétition de ses frais, s'il se trouve fraudé en l'estimation faite par les contractans.*

La fraude qui est prouvée ne peut être colorée par le prix d'affection ni par la commodité chimérique de la grange qui est fort éloignée des autres biens. D'ailleurs le motif de la commodité ne suffiroit pas pour augmenter le prix. *Simplex commoditas cujus que particularis à causis individuis hujus vel illius hominis spectanda non est, neque aestimatores rationem habere debent quia tu vicinum tibi fundum emas.* D'Argentré art. 257. vet. cons.

Tout homme qui acquiert des héritages mouvans de deux Seigneurs doit faire un éventillement à ses frais. Celui de l'appellant doit être regardé comme s'il n'avoit pas été fait selon la maxime *paria sunt non esse aliquid vel non esse legitime*. Ainsi il doit faire un éventillement à ses frais suivant l'article 80. & la Consultation 143. d'Hevin.

Il est vrai que par un Arrest du 26. Aoust 1627. il fut jugé que le Retraiant, même par retrait féodal, devoit porter les frais de l'éventillement à proportion de ce qu'il retiroit. Mais il s'agissoit d'un éventillement juste & exempt de fraude; & c'est dans cette seule espece que d'Argentré sur l'art. 68. assujettit les Seigneurs aux frais de l'éventillement. *Ratio poscit, si quidem nulla fraus proponitur & rem suam suo arbitrio bonâ fide contrahentes gessere, expensis dominorum fieri quibus res geritur.*

Au reste l'art. 304. de la Coûtume n'ordonnant le ser-

ment de l'acquéreur que lorsque le prême le requiert, & l'art. suivant aiant permis au prême de prouver le fait de la fraude avant d'exiger le serment, l'appellant raisonne contre l'esprit & les termes de la Loy en suposant qu'on ne pouvoit demander que son serment.

Cha. XXXII.

5. Avril
1737

Enfin les maximes qu'on vient d'établir ont été confirmées par deux Arrêts, le premier du 2. Decembre 1677. & le second de 1725. Par le premier il fut jugé que l'éventillement seroit fait aux frais des acquereurs, & le second ordonna qu'il seroit aux frais de celui qui se trouveroit en faute.

Par Arrest rendu à Huis-clos de Grand-Chambre le 5. Avril 1737. & conforme aux Conclusions de Maître Bertin Substitut de Mr. le Procureur Général, LA COUR après avoir ouï le Rendu Avocat pour Morfoüace Procureur & Querard Avocat pour Pesnot autre Procureur, ensemble Bertin Substitut du Procureur Général du Roy, a mis l'appellation au néant, ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein & entier effet, condamne les appelans en douze livres d'amende au Roy & aux dépens.

C H A P I T R E X X X I I I.

Deffenses aux Substituts de Mr. le Procureur Général dans les Sieges Royaux de la Province de prendre la qualité de Procureurs du Roy dans les procès qu'ils ont au Parlement.

ENTRE Maître Sebastien Hervoët sieur de Kmain, Substitut de Mr. le Procureur Général du Roy à la Prévôté de Nantes, demandeur en requête du 14. Aoust 1736. afin de raport d'Arrest du 12. Juin 1736. & en requête du 23. Aoust 1736. afin de restitution, & Jean Beroüette Negotiant à Nantes, & Demoiselle Janne du Porteau du Plessix son épouse deffendeurs, arrêtés, & demandeurs en requête du 27. Aoust 1736. afin de restitution, & demandeurs en requête afin de raport du même

5. Avril
1737.

5. Avril
1737.

Arrest du 12. Juin 1736. & Maître Christophle Piteu Procureur en la Cour, demandeur en exécution d'exécutoire de la Cour du 25. Juin 1735. & d'Arrest des 8. May & 12. Juin 1736. & en Plégemens & Arrests faits sçavoir en consequence du 19. Juin 1736. & deffendeur ausdites requêtes afin de raport d'Arrest & de restitution, & le sieur de la Bouletiere Bretineau & femme débiteurs principaux aussi deffendeurs.

LA COUR après avoir ouï Poullain Avocat pour Bocou Procureur, du Boüeix autre Procureur, Charpentier Avocat pour Felot l'ainé, & le Masson autre Procureur, ensemble Bertin Substitut pour le Procureur Général du Roy; a restitué les Parties de du Boüeix & Poullain dans la forme; & au principal a debouté les Parties de du Boüeix & Poullain de leurs requêtes en raport d'Arrest du 12. Juin 1736. & ordonne que les précédens Arrests seront bien & deüment exécutés; & à condamné les Parties de Poullain & du Boüeix aux dépens de la demande de raport d'Arrest; *& faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy fait deffenses audit Hervœt de prendre en la Cour les qualités de Conseiller & Procureur du Roy & autre que celle de Substitut du Procureur Général du Roy & ordonne à cet effet que le present Arrest luy sera signifié à ses frais.*

Cet Arrest rendu à l'Audience de la premiere Chambre des Enquêtes est fondé sur l'usage constant du Parlement & sur un autre Arrest rendu il y a quelques années en Grand'Chambre contre le Procureur du Roy de Dinan.



CH A P I T R E XXXIV.

Q U E S T I O N D' E S T A T.

UN enfant né d'un commerce illicite, qui demande la preuve par témoins pour obtenir la légitimation par le mariage subséquent de ceux dont il dit être né, est non recevable dans cette preuve, lorsqu'il n'a en sa faveur ni commencement de preuve par écrit, ni reconnaissance authentique de ses Pere & mere, ni possession de l'état qu'il reclame.

CETTE question a été discutée pendant un grand nombre d'Audiences avec toute l'érudition & tout l'art qu'exigeoit son importance. Pour satisfaire entièrement le public j'aurois souhaité de pouvoir rapporter en entier les Plaidoyers de Maître Querard fils pour l'enfant, de Maître Anneix pour le Sieur N. qui le desavoüoit, & de Maître Amette pour le Fils aîné du mariage du Sieur N. avec la Demoiselle L. Mais comme ces Plaidoyers auroient occupé la plus considérable partie de ce Volume, je suis obligé de me borner à un extrait fort étendu du Plaidoyer de Mr. l'Avocat Général. On y trouvera le précis des principales raisons des Parties, avec les motifs qui ont déterminé le déboutement de la preuve par témoins.

Le 7. Janvier 1736. Charles de la Rueneuve âgé de 15. ans 8. mois, prenant le nom d'Ecuyer Charles N. exposa par une requête, au Présidial de Rennes, qu'il étoit fils aîné de Messire Charles N. & de feuë Dame.... L, étant né avant leur mariage; qu'un faux point d'honneur avoit engagé la Dame sa mere à le méconnoître; qu'étant depuis plusieurs années à l'Hôpital S. Yves de Rennes parmi de pauvres enfans, il n'avoit pû prendre aucunes mesures pour se faire reconnoître; qu'enfin Messieurs les Administrateurs des Hôpitaux avoient bien voulu s'intéresser pour luy procurer les moïens de recouvrer son état; & pour y parvenir il demanda permission d'appeller le sieur N. tant en privé nom, que comme garde naturel de ses en-

Mm

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

fans , pour avoüer ou contester les faits cy-après & en cas de contestation être permis d'en informer.

1. Que long tems avant sa naissance le Sieur N. voïoit journellement la Demoiselle L. qui demouroit alors dans la ruë du Chapitre.

2. Que le tems des couches aprochant , & la Demoiselle L. étant fort incommodée elle fut conduite par le Sieur N. chés le Sieur Pommerais Chirurgien qui demouroit dans la ruë neuve , & qu'elle y accoucha du Suplant au commencement de May 1720.

3. Qu'avant & après ses couches elle fut très-malade , & même en danger de la vie , ce qui obligea Pommerais d'appeller le Sieur de la Boujardiere Médecin qui étoit son voisin.

4. Que le Suplant fut reçu par la Demoiselle Renault Matrone jurée & baptisé à la maison.

5. Que pendant la maladie de sa mere, le Sieur N. lui fit plusieurs visites , & fournit tout ce qui fut nécessaire pour la rétablir.

6. Que le Suplant fut mis en nourrice dans la Paroisse de Melesse par Pommerais , à qui Maître Logeois Avocat au Parlement fournissoit des deniers du Sieur N. ce qui étoit nécessaire pour sa subsistance.

7. Que le 16. Février 1724. les cérémonies du Baptême lui furent suppléées en l'Eglise de S. Germain , qu'il fut nommé *Charles* , par ordre de son Pere , quoique le Parain ni la maraine ne portassent point ce nom , & qu'on ajouta au nom de *Charles* celui de la Rueneuve où il étoit né.

8. Que deux jours après , par l'ordre du Sieur N. Pommerais prenant la qualité de porteur d'ordre verbal , passa un traité avec l'œconome de l'Hôpital S. Yves pour recevoir cet enfant quand il auroit atteint l'âge d'onze ans , & qu'il paia à l'œconome 200. livres.

9. Que dans cet intervalle l'enfant fut mis chés Georges Gascard son parain avec lequel de l'ordre du Sieur N. il fut passé par Pommerais un traité , à 200. livres , pour le nourrir & l'entretenir jusqu'à l'âge d'onze ans.

10. Que toutes les sommes qui ont été payées , soit pour

l'enfant, soit pour les couches de la mere, l'ont été par Maître Logeois, des deniers du Sieur N. & que Maître Logeois a une connoissance parfaite que l'enfant est fils des Sieur & Dame N.

9. Avril
1737.

11. Qu'à l'âge d'onze ans il fut conduit à l'Hôpital S. Yves.

12. Que le Sieur N. a fait tout son possible auprès de son épouse, pour rapeller leur fils auprès d'eux comme leur enfant légitime, & qu'il n'y a eû qu'elle à s'y opofer par un faux principe d'honneur, disant qu'elle se deshonoreroit dans l'esprit de la Noblesse & dans le Pais, & que si on le faisoit paroître devant elle, elle le tueroit.

13. Que Maître Logeois leur a représenté plusieurs fois l'injustice qu'ils faisoient à leur fils que le mariage subséquent avoit légitimé de plein droit.

14. Que Pommerais leur a aussi écrit plusieurs fois pour les engager par les principes de la Religion à reconnoître leur fils, & qu'il l'a dit plusieurs fois au sieur de la Boujardiere avec les autres circonstances.

Par un incident du 15. Avril 1736. on ajouta trois autres faits. 1°. Que la Demoiselle L. fit confidence de sa grossesse à une de ses amies, & lui dit que le sieur N. en étoit l'Auteur & qu'elle n'avoit eû de la foiblesse pour lui que pour vaincre les obstacles qui s'oposoient à leur union.

2°. Que depuis le mariage des Sieur & Dame N. ils ont souvent fait venir cet enfant pour le voir.

3°. Que quelques jours avant ou après le commencement du procès, le sieur N. a déclaré que cet enfant étoit son fils, mais qu'il étoit incertain s'il le reconnoîtroit en Justice ou s'il le désavoüeroit.

Tels furent les faits dont Charles de la Rueneuve demanda permission d'informer au Présidial. Par Sentence du 17. May 1736. il fut debouté de sa requête & incident avec deffense de prendre le nom & les armes de N.

Il a interjetté apel au Parlement & sur l'apel il a demandé permission d'informer, par addition aux autres faits qu'avant sa naissance la Demoiselle L. avoit demeuré avec le sieur N. à R. & à C.

9. Avril
1737.

Après que Maître Querard pour Charles de la Rue-neuve, Maître Anneix pour le Sieur N. Pere, & Maître Amette pour le sieur N. fils ont plaidé, Mr. l'Avocat Général de Caradeuc de la Chalotais, rapellant les raisons des Parties, a dit que Maître Querard a établi trois propositions pour fondement de l'appellation & pour faire admettre la preuve par témoins.

La premiere qu'un enfant, né avant le mariage, *ex soluto & solutâ*, est légitime de droit *per subsequens matrimonium*, sans qu'il soit besoin du consentement de ses pere & mere.

La seconde que si le pere & la mere ne veulent pas reconnoître l'enfant, on ne peut, sans injustice, refuser à cet enfant la permission d'informer, même par témoins, de sa filiation, lorsque les faits qu'il allègue sont suffisans pour la prouver.

La troisième proposition est que les faits qu'il demande à prouver sont pertinens & admissibles, & que la preuve de ces faits établira sa filiation.

Au soutien de la premiere proposition, sçavoir que la légitimation se fait de droit *invitis parentibus*, Maître Querard a cité le Droit Civil, le Droit Canonique & l'Usage de France.

Il dit que par le Droit Romain la légitimation des enfans se faisoit si bien *invitis parentibus*, que quand les peres ne les nommoient pas leurs héritiers par leur testament & ne les reconnoissoient pas de plein droit, ils venoient à la succession *ab intestat*.

Qu'il n'étoit point nécessaire que les pere & mere reconnussent l'enfant, pourvû qu'il y eut un mariage subséquent; & qu'il se fait une fiction de droit par laquelle on fait remonter le mariage jusqu'au tems de la naissance de l'enfant.

Que par la Loy de Zenon il n'est pas dit que la légitimation se fera si les peres y consentent, mais que les enfans, nés avant & pendant le mariage, seront traités également & que la légitimation s'opère de plein droit, *vi legis*.

Que ces Loix pour la légitimation par mariage subséquent n'ont point en vûë les peres & meres, mais unique-

ment l'utilité des enfans comme il paroît par la Loy 11. au Code *de naturalibus liberis*.

Que Justinien dans la nouvelle 89. dit que l'Empereur les ayant fait légitimes, le pere doit les regarder comme légitimes.

9. Avril
1737.

Qu'il dit la même chose dans les institutes au Titre *de hereditatibus quæ ab intestato deferuntur*.

Maître Querard ajoûte que les principes du Droit Canon sont conformes aux principes du Droit Civil.

Que par le Chap. *tanta vis* on voit que ce Droit n'accorde pas au pere une simple faculté de légitimer les enfans, après avoir épousé sa cousine; mais qu'il décide que la légitimation est opérée de droit en vertu du mariage, *vi matrimonii*.

Que le Droit Canon ne dit pas seulement qu'ils pourront être légitimés, mais qu'ils sont réellement légitimés; *legitimi habeantur, legitimi sunt quoad omnia*, dit la glose, *quia matrimonium omnia præcedentia purgat*.

Que le Pape Alexandre III. décide cette question, en faveur de l'appellant, dans le Chapitre *qui filii legitimi*.

Que ces dispositions du Droit Civil & du Droit Canonique sont reçues en France; & que c'est également une maxime du Roïaume que le mariage subséquent légitime les enfans de plein droit.

Que ces principes sont établis par Papon, par les Conférences Ecclesiastiques de Paris, & par Bacquet dans son Traité du Droit de bâtardise.

Que tous les Auteurs François sont d'avis que la légitimation se fait de plein droit *vi legis & matrimonii potestate*; qu'ils n'exigent point que le pere & la mere y consentent.

Qu'enfin il y a un Arrest de ce Parlement rapporté par Belordeau qui est favorable à la prétention de l'appellant.

La seconde proposition de Maître Querard est que si le pere & la mere refusent de reconnoître l'enfant, on ne peut sans injustice priver cet enfant de la preuve, même par rémoins, de sa filiation, lorsque les faits qu'il allégué sont pertinens.

9. Avril
1737.

Premierement qu'il n'y a rien de plus favorable que l'état, & que dans le doute tout doit tendre à le découvrir, rien ne doit être négligé, aucune preuve ne doit être rejetée.

Que la preuve testimoniale ne doit donc pas l'être; que c'est la plus ancienne & la plus authentique de toutes les preuves.

Que si l'on a restreint cette preuve en quelque cas, c'est une exception qui confirme la regle dans les autres.

Que les Loix Romaines admettoient la preuve par témoins en matière d'Etat, comme on le voit par la Loi *si tibi controversia*; que la glose & les Interpretes entendent ainsi cette Loy.

Que la Loy 9. au Code de *nuptiis* est aussi positive pour admettre la preuve par témoins en matière d'état.

Que les Loix Canoniques ont aussi des dispositions formelles & aussi favorables à la preuve; que le Chapitre *transmissæ* y est exprès: *standum est*, dit le Pape, *verbo viri & mulieris, nisi certis indiciis & testibus tibi constiterit esse filium*.

Que l'Ordonnance de 1667. n'est point contraire à ces dispositions; qu'elle ne parle que de ceux qui peuvent avoir des Régistres en leur faveur, mais que ce n'est point le cas de l'appellant; qu'il ne peut y avoir de Régistres pour lui, ni de papiers domestiques des pere & mere, puisqu'ils le désavouent; que la Demoiselle de Choiseul fut admise à la preuve testimoniale quoiqu'elle n'eut ni l'un ni l'autre.

La troisième proposition de Maître Querard est que les faits que pose l'appellant sont pertinens, qu'ils conduisent infailliblement à la découverte de son état; que par conséquent on les devoit admettre; que les Présidiaux devoient d'autant moins le débouter de la preuve qu'il demande, que quand même il seroit non-recevable à prouver qu'il est fils du Sr. N. (ce qui n'est pas) il devoit toujours être admis à prouver qu'il est fils de la Demoiselle L. parce que l'art. 478. de la Coutume lui donne une action pour avoir une pension sur les biens de sa mere.

Il a conclu à la réformation de la Sentence, & à ce qu'il

lui fut permis de faire preuve des faits par lui articulés.

Ch. XXXIV.

Maitre Anneix pour le Sieur N. pere a dit d'abord que la Sentence des Présidiaux est conforme aux Loix Romaines, aux Loix Canoniques & aux Loix de ce Roïaume.

9. Avril
1737.

Commençant par les Loix Romaines il a posé pour principe que ces Loix regardoient la preuve de la filiation comme une chose absolument impossible.

Que Claudius aiant été institué héritier par Lucius s'il prouvoit qu'il étoit son fils, la Loy *Lucius* au Digeste de *condit. & demonstr.* dit que ce Testament ne peut produire aucun effet, parce que Claudius est institué héritier sous une condition impossible ou qui ne depend pas de luy.

Quia institutus est, dit encore la glose, *sub impossibili conditione: impossibile enim est quod ipse probet se filium esse.*

Que si la Loy appelle fils celui-là seulement qui est né d'un homme & d'une femme mariée ensemble, elle le fait encore par une fiction: *nota quod hæc lex fingit*, dit Accurse: *nam hoc vere scire impossibile est.*

Que les Loix ont toujours regardé la mere comme certaine & le pere comme incertain. *Mater certa, pater incertus; mater scit, pater credit. Scire hoc impossibile quis cujus filius*, dit la Loy.

Que cependant pour fixer l'incertitude sur ce point les Loix Romaines avoient considéré trois objets dignes de l'attention des Législateurs.

1°. La naissance pendant le mariage.

2°. La Naissance après la separation du mari & de la femme opérée par le divorce.

3°. La naissance avant le mariage.

Que sur ce premier objet, c'est-à-dire la naissance pendant le mariage, nulle difficulté; *pater est quem nuptiæ demonstrant. Filius est qui ex viro & uxore ejus nascitur*: règles générales & sans restriction hors les cas d'impossibilité physique & prouvée; mais règles que les Romains ont appliquées aux seuls enfans nés pendant le mariage.

Second objet: naissance après le divorce: qu'alors ce soit la règle générale *pater est quem nuptiæ demonstrant*, à moins que la femme ne déclarât dans trente jours qu'elle

9. Avril
1737.

étoit enceinte du fait de son mari : qu'en ce cas là même le mari pouvoit envoyer des gardiens , ou désavouer l'enfant. S'il désavouoit l'enfant , il y avoit une instance pour la preuve , mais plus de regle *pater est* : l'enfant n'étoit plus sous la protection de cette Loy , il falloit des preuves.

Si la femme refusoit les Gardiens que son mari envoïoit , ou négligeoit de dénoncer sa grossesse , le pere avoit alors la liberté entière de désavouer l'enfant.

Que même si le mari l'avoüoit , en ce cas ce n'étoit pas une preuve complete , selon la Loy , mais à la verité un grand préjugé. *Grande præjudicium pro filio confessio patris , non tamen lumen.*

Que telles sont les dispositions du Droit Romain , par rapport aux deux premiers objets de la naissance des enfans pendant le mariage & de la naissance des enfans après le divorce.

Qu'à l'égard des enfans nés avant le mariage dans un concubinage autorisé par les Loix , ces mêmes Loix les légitimoient *per subsequens matrimonium*.

Mais que s'ils n'étoient pas avoués , il n'y a aucune Loy qui autorise l'enfant né avant le mariage à réclamer la légitimité ni a faire preuve de sa filiation.

Qu'il est cependant impossible que les Législateurs n'aient pas prévu ce cas ; que s'ils n'ont pas établi des dispositions à cet égard , c'est qu'ils ont crû avec justice que toute présomption , toute conjecture cessoit alors , à moins qu'elle ne fut soutenue de la reconnoissance du pere & de la mere : ils ont laissé ces enfans sous le principe général que le pere est incertain , & la demonstration de la paternité impossible.

Que ces Loix n'ont jamais légitimé , par le mariage subséquent , tous les enfans indéfiniment , mais seulement ceux qui étoient nés dans un concubinage public & notoire , *in electo contubernio* , concubinage autorisé par ces Loix , qui avoit tous les dehors du véritable mariage.

Qu'alors les enfans étoient légitimés par le mariage subséquent & par le bénéfice de la Loy , *etiam invitis parentibus* , parce qu'ils étoient le fruit d'une cohabitation permise & notoire.

Mais

Mais que ces mêmes Loix proscrivoient tous les enfans nés de commerces furtifs & ne les autorisoient point à réclamer pour auteur de leur naissance celui qui avoit contracté un mariage postérieur avec leur mere.

Ch. XXXIV.

9. Avril
1737.

Suivant ces principes Maître Anneix a expliqué les Loix Romaines qui ont raport à la question.

Les premières sont celles des Empereurs Constantin & Zenon qui les premiers ont introduit la légitimation par le mariage subséquent.

Que l'Empereur Zenon, en renouvelant la Loy de Constantin, dit positivement qu'elle parle de ceux qui sont nés *ex electo contubernio*, & n'applique qu'à eux le bénéfice de la légitimation.

Que la Loy de l'Empereur Anastase, parle seulement des enfans que l'on a eûs d'une femme qui étoit *uxoris loco*, dans une espèce de mariage, & n'applique qu'à eux le bénéfice de la Loy.

Que même cette Loy a eû moins pour objet l'intérêt des enfans que celui des peres qui vouloient avoir pour héritiers ceux qu'ils reconnoissoient pour leurs enfans.

Qu'aucune de ces Loix ne parle des enfans nés de commerces furtifs & de conjonctions illicites.

Que la Loy de Justinien 10. *de naturalibus liberis* a le même objet & parle même d'une femme qui auroit eû d'un homme *aliquos liberos* : preuve que le Législateur parle d'une cohabitation permise & notoire, & des enfans reconnus par le pere auxquels on disputoit le droit de succéder.

Que la Loy 11. *de naturalibus liberis* n'a de même pour objet que les enfans nés *ex concubinâ*, comme porte expressément le sommaire ; que ces Loix non-seulement sont inutiles, mais contraires même à la prétention que l'on veut autoriser.

Que la Loy 9. au Titre *de nuptiis*, parle à la vérité de la preuve en matière d'Etat, mais qu'elle n'a encore pour objet que les enfans reconnus & nés d'une concubine, qui demeurait dans la maison *vicinis & aliis scientibus*.

Que la Loy 2. au Titre *de Testibus* n'a pas été faite pour les enfans dont on conteste la filiation, mais pour des Ci-

9. Avril
1737.

toyens dont on dispute l'ingénuité ; qu'ainsi quand la preuve par témoins pourroit être admise dans le cas de l'ingénuité , contre la disposition de cette Loy , *soli enim testes non sufficiunt* , il ne s'ensuivroit pas qu'elle pût être admise en matière de filiation.

Mais que cette Loy n'admet pas seule la preuve testimoniale , pour sçavoir si un homme est esclave ou libre ; & que cela résulte des termes même de la Loy ; que c'est le sentiment des Jurisconsultes & que Boniface le dit expressément.

Que la Loy 5. au Titre *de testamentis* parle d'un pere à qui l'on veut donner un enfant qu'il désavoue ; que si cette Loy décide que , dans les cas où l'enfant & le prétendu pere seroient parfaitement d'accord , la reconnoissance & le serment même du pere ne suffiroient pas , à plus forte raison l'enfant ne doit-il pas être écouté , lorsque destitué de preuves par écrit & de l'aveu des pere & mere , il ne se fonde que sur la preuve testimoniale.

Que c'est ce que prouve la Loy 14. du Titre *de probationibus* ; qu'elle décide que , quoique le Mari & la femme s'accordassent pour reconnoître un enfant qui ne leur apartiendrait point , cette reconnoissance mutuelle ne suffiroit pas pour lui donner un état.

Que la Loy 15. au Titre *de liberali causâ* , n'a point de rapport à la preuve de la filiation , mais de la servitude.

Maître Anneix en suivant les Loix Romaines a continué d'expliquer les Loix du Digeste , des Institutes & des Nouvelles.

La premiere est la Loy 27. *de inofficioso testamento* , touchant un fils désavoué qui est exheredé , Loy qui suppose le fils en possession de son état.

La seconde , 8. au Titre *de statu hominum* , qui porte que l'erreur dans un acte ne peut nuire à l'état des personnes.

La troisieme est la Loy premiere au Titre *de fide instrumentorum* : que ces Loix sont plutôt favorables à la prétention qu'à celle de l'appellant.

Que la Loy 29. ff. *de probationibus* , décide que les preu-

ves pour la filiation demandent d'autres Titres que la déposition des témoins. Ch. XXXIV.

Que le §. *sui autem*, *Instit. de hereditatibus*, ne fait que déclarer la légitimation *per subsequens matrimonium* pour les enfans nés *ex electo contubernio*. 9. Avril
1737.

Que la Nouvelle 89. ne fait que répéter la même Loy du Code pour les enfans nés d'un concubinage notoire.

De toutes ces autorités Maître Anneix a conclu que, suivant le Droit Romain, il n'est pas vray que le mariage subséquent légitime de plein droit les enfans nés dans les ténèbres : que ces Loix ne légitiment que les enfans nés dans un concubinage notoire & autorisé par les mêmes Loix : qu'il n'y a aucune Loy dans le Droit Romain qui autorise des enfans nés, soit d'un commerce furtif, soit d'un concubinage notoire permis, à prouver leur filiation par témoins contre le désaveu des prétendus pere & mere ; qu'ainsi quelques puissans que puissent être les faits posés par l'Apellant, il ne peut être admis à en faire preuve par témoins suivant les Loix Romaines.

Venant aux Loix Canoniques, Maître Anneix dit qu'elles sont parfaitement d'accord avec les Loix Romaines

Que le Chapitre *tanta vis* n'établit qu'une Loy générale qui est la légitimation de plein droit *per subsequens matrimonium*.

Que les Interprètes sur ce Chapitre, disent que ce sont les seuls enfans nés d'une concubine & que les autres ne se peuvent légitimer ; que Panorme dit expressément que cela ne s'entend que *de muliere retenta in domo*.

Que les Loix Canoniques ont été obligées de se conformer en cela aux Loix Civiles qui n'admettoient de véritables mariages qu'entre des Citoyens Romains ; & que c'est pour cela, & non pour autoriser des commerces furtifs, que les Loix Canoniques ont adopté les décisions des Loix civiles.

Que lorsqu'Alexandre III. donna cette Loy les concubinages étoient très-fréquens & qu'ils le sont même encore.

Que les Auteurs Canoniques ont adopté les mêmes principes.

9. Avril
1737.

Que Menochius dit que l'enfant né d'un commerce illicite doit plutôt être présumé bâtard qu'enfant naturel ; que pour regarder un enfant comme naturel , il faut 1°. Qu'il soit né d'une concubine proprement dite. 2°. Qu'il soit *ex soluto & solutâ* ; qu'alors seulement il est censé avoir un pere certain ; que la Loy le suppose ainsi par la longue & publique cohabitation sous le même toit.

Mais que si cela n'est pas , c'est par le seul aveu , par la reconnoissance du pere & de la mere , qu'un enfant peut obtenir la légitimation ; parce qu'alors la certitude de paternité qui résulte de l'aveu de deux époux équivaut à la certitude que la Loy induit de la cohabitation dans le concubinage.

Que sans cette reconnoissance nul texte dans le Droit Canonique , nulle décision dans les Interpretes , qui admette la légitimation , quand même le commerce secret antérieur au mariage seroit prouvé.

Nati ex illicito coitu , licet ex soluto & soluta , non legitimantur per subsequens matrimonium , dit Menochius.

Qu'envain on a voulu apliquer à la cause les Loix qui décident que le désaveu des peres & meres ne peut nuire à l'état des enfans : toutes les gloses de ces Loix , dit Boniface , ne parlent que des cas où les enfans ont été conçûs dans le tems du mariage , & non de ceux qui sont le fruit de conjonctions illégitimes.

Qu'envain objecte-t-on encore au sieur N. qu'il a voulu reconnoître cet enfant du vivant de sa femme , & qu'il l'a refusé dès que sa femme est morte ; que cela seroit même décisif contre l'appellant dans son système , & prouveroit que le sieur N. ayant eu des connoissances plus sûres de son état , n'a pas crû pouvoir l'avoüer en conscience.

Maître Anneix a conclu des Loix Cànoniques que la Dame N. étant morte sans avoir reconnu cet enfant & sans avoir attribué sa naissance à son époux , cet enfant étant né d'ailleurs plus d'un an avant son mariage & d'une conjonction furtive & clandestine , le Sr. N. ne peut jamais être contraint de le reconnoître pour son fils , quand même il seroit prouvé que son épouse lui auroit donné la naissance.

Il ajoûte que le Chapitre *conquestus* n'est pas plus favorable à l'appellant ; que ce Chapitre parle d'un enfant reconnu par l'oncle même qui lui disputoit la succession , d'un enfant avoué par ses pere & mere & qui étoit en possession de son état, circonstances qui ne se trouvent point dans l'espèce de la cause.

Que dans le Chapitre *transmissæ* il s'agit d'un enfant élevé dans la maison du pere & de la mere, d'un pere & d'une mere qui habitoient ensemble avant que de s'épouser, d'un enfant que tout le voisinage regardoit comme né de leur concubinage, *vicinia ipsum filium eorum esse credebatur*, d'un enfant qui étoit en possession de son état, & à qui par conséquent le seul désaveu du pere & de la mere ne pouvoit nuire.

Encore, dit-il, quel effet le Pape donne-t-il à ces circonstances ? C'est d'admettre l'enfant à la preuve de la filiation, déclarant en même tems que, si la preuve n'est pas complète, *standum est verbo viri & mulieris*.

Que suivant Menochius dans le cas même d'un concubinage notoire, le désaveu du mari & de la femme l'emporte sur la preuve tirée de l'opinion des voisins & empêche la légitimation : à plus forte raison dans le cas d'un commerce clandestin.

Que suivant Fagnan le traitement filial l'emporte sur la dénégation du mari & de la femme, & que cette dénégation l'emporte à son tour sur la preuve par témoins.

Que le traitement filial suivant tous les Auteurs n'est pas simplement d'avoir reçu des alimens, ce qui peut être un effet de charité, mais d'avoir toujours été regardé comme enfant de la maison & traité de même par les prétendus pere & mere.

Maître Anneix a conclu de là que les Loix Canoniques ne sont pas plus favorables à la prétention de l'appellant que les Loix Romaines.

Passant aux Loix de ce Roïaume & à la Jurisprudence des Arrêts, il a dit qu'elles confondoient également les propositions de l'appellant.

Que les écrits des Jurisconsultes François & les Arrêts

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

ont distingué quatre situations différentes où peut se trouver un enfant qui réclame la légitimité.

1°. De ceux qui, étant nés avant le mariage, se trouvent en possession de leur état lorsqu'on leur en forme la contestation.

2°. De ceux qui, étant dans cette possession de leur état, y joignent l'avantage de soutenir qu'ils sont nés pendant le mariage.

3°. De ceux qui, quoique nés pendant le mariage, ont été abandonnés & n'ont jamais été en possession de leur état.

4°. Enfin de ceux qui articulent une naissance antérieure au mariage & qui sont désavoués par le mari & la femme.

Que dans le premier cas, c'est-à-dire, de ceux qui étant nés avant le mariage se trouvent en possession de leur état lorsqu'on leur en forme la contestation, la défense naturelle de l'enfant est la possession d'avoir été élevé & nourri dans la maison de celui qu'il regarde comme son pere, d'avoir été appelé son fils, d'avoir été élevé comme tel, d'avoir été reconnu jusques là par la famille.

Voilà, dit-il, un commencement de preuve si favorable qu'il équivaut presque à la certitude.

Que telle est l'espèce de l'Arrest de ce Parlement cité par Belordeau *Controuv. T. 2. Lettre L. chap. 8.* mais que ce n'est point l'espèce de la cause dont il s'agit.

La seconde espèce est de ceux qui non-seulement sont en possession de l'état qu'on leur conteste, mais qui ont l'avantage de soutenir qu'ils sont nés pendant le mariage; que c'est de cette espèce dont parlent Mr. le Prêtre, *Cent. 3. ch. 34.* & Mr. Talon dans l'Arrest cité par Bardet; *Tom. 1. L. 1. ch. 82.*

Que cependant en cette espèce même il y a des cas où un enfant né pendant le mariage est exposé au hazard d'être déclaré bâtard.

Que Magdelaine de Signi qui étoit dans cette espèce eût contr'elle l'autorité & les conclusions de Mr. Bignon & que la Cour même appointa l'affaire pour sa difficulté. Bardet *Tom. 2. L. 5. chap. 12.*

Que l'appellant n'est pas dans un cas si favorable à beaucoup près; puisqu'il est né hors le mariage, méconnu par ses prétendus pere & mere, & sans aucune possession de son état.

9. Avril

1737

La troisième situation de l'enfant qui réclame un état, est celle où il n'a jamais été en possession de cet état quoiqu'il soutienne être né pendant le mariage; en ce cas ou cet enfant apporte un commencement de preuve par écrit & il est admis à la preuve; ou bien cet enfant destitué de toute preuve littérale propose simplement des faits qu'il soutient pertinens & admissibles; & alors la permission d'informer lui est refusée.

Que les Arrests qui admirent Marie Cognot (Bardet Tom. 2. L. 1. ch. 19.) & la Demoiselle de Choiseul à la preuve sont dans le premier cas.

Que l'Arrest de Marie Roussel est dans le second cas, & que c'est par cette raison qu'elle ne fut point admise à la preuve; qu'on le voit par le plaidoyé de Monsieur Talignon qui établit comme maxime qu'il étoit de périlleuse conséquence d'admettre cette sorte de preuve.

Que c'est le cas de la prétendue Elizabeth d'Avril; que dans cette cause Mr. Daguesseau, alors Avocat Général, disoit qu'elle ne pouvoit être reçue à faire preuve par témoins de sa légitimité, quoiqu'elle eut en sa faveur des certificats, une intervention de parens, & un legs fait par celle qu'elle réclamoit pour sa mere. *

La quatrième espèce est de ceux qui n'ont jamais été en possession de l'état qu'ils réclament, qui n'ont pour eux ni la reconnoissance du pere, ni celle de la mere prétendue & qui se disent nés avant le mariage.

Qu'on ne trouvera ni Loix ni Arrests qui aient admis un enfant dans ces circonstances à la preuve par témoins, *quia frustra probatur quod probantem non relevat.*

Qu'alors il ne suffit pas de proposer des faits, de leur donner des couleurs vraisemblables; il ne suffit pas de pro-

* C'est aussi l'espèce de l'Arrest rendu au Parlement de Paris contre la Dame de Brüis, le même jour que celui qui fait le sujet du présent Chapitre.

9. Avril
1737.

daire des commencemens de preuve par écrit, il faut une reconnoissance des conjoints; que si cette preuve manque la preuve par témoins n'est pas recevable; que cette vérité est établie par les Loix Romaines, par les Loix Canoniques, par les Loix de France, & par la Jurisprudence; que la seule attention à laquelle on s'est fixé, c'est d'examiner si les enfans ont été reconnus; que ce sont les maximes de Mr. l'Avocat Général Bignon dans une espèce semblable.

Que les Parlemens ont pensé même qu'il ne faut pas s'en rapporter à la seule déclaration du mari & de la femme, lorsque long-tems après la célébration du mariage ils reconnoissent pour leur enfant celui qui se prétend né d'un commerce antérieur.

Que telle est l'espèce des Sieur & Demoiselle Prévôt d'Angers où l'on permit la preuve par témoins, mais seulement pour vérifier les déclarations du pere & de la mere. Pocquet sur du Pineau *Tom. 2. pag. 1164.*

Que l'espèce de Jan Patou est encore plus déterminante; Soefve *Tom. 2. p. 337.* que M. Bignon disoit, que quand même il y auroit eu assés de preuves, soit par les Lettres Missives, soit par les enquêtes, que l'enfant fût fils de Patou & de la Pingré, le défaut de reconnoissance publique de la part de l'un & de l'autre l'empêchoit de passer pour enfant légitime, non-obstant le mariage subséquent; que l'avis de M. Bignon fut suivi par l'Arrest qui intervint en conséquence.

Que M. Talon établissoit les mêmes maximes dans la cause de la prétendue Marie Roussel.

Que le Sieur de Sainte Beuve, dans une de ses Consultations sur une pareille question, disoit à la vérité que le pere & la mere ne pouvoient sans péché mortel désavouer un enfant, mais qu'il ne disoit pas que s'ils le désavouoient l'enfant pût être reconnu.

Enfin Maître Anneix a conclu à ce que l'appellation soit mise au néant.

Maître Amette pour le sieur N. fils a dit que sa cause étoit, à vray dire, la cause principale, puisque c'est à lui qu'un

qu'un inconnu prétend enlever les biens, les droits & les prérogatives d'aïnesse.

Que l'extrait baptistère de cet inconnu est un titre négatif de l'état auquel il aspire; que cet extrait ne représente qu'un enfant illégitime confondu avec ceux de son espèce dans l'état obscur de la batardise. Que cet enfant avouë qu'il n'a jamais été reconnu par ses prétendus pere & mere, dans aucun acte, soit public, soit domestique; que sa prétention est nouvelle, inouïe & sans exemples.

9. Avril
1737.

Qu'il se plaint mal-à-propos de ce qu'on ne l'a pas admis à la preuve qui l'eût mis au moins en état de se faire ajuger des alimens, quand elle ne l'eut pas mis en état de parvenir à la légitimation; que n'ayant jamais demandé qu'à prouver sa prétendue filiation par témoins, & les Présidiaux l'en ayant debouté, il est de maxime que les appellations se jugent dans l'état des demandes & des procédures.

Que quand même cet enfant ne demanderoit que des alimens, il y a plusieurs réponses à ses prétentions.

Qu'outre ce qui a été plaidé pour le Sieur N. pere, quand il consentiroit aujourd'hui de reconnoître cet inconnu, le Sieur N. fils auroit droit de s'y opposer, & seroit en état de l'empêcher.

Que les Loix Romaines n'accordoient point d'alimens à des enfans *spurii* ou *vulgo quæsitii*, tels que celui-ci, mais seulement à des enfans nés de concubines & *ex electo contubernio*.

Que le Droit Canonique plus indulgent en accorde indistinctement, mais seulement dans le bas âge; que nôtre Coûtume a adopté cette décision dans les art. 476. & 478. & n'accorde d'alimens aux batards que lorsqu'ils sont en bas âge, & qu'ils ne sont pas en état de gagner leur vie.

Que la Coûtume a pris beaucoup de précautions pour conserver les droits des enfans légitimes ou des véritables héritiers contre l'usurpation des batards & la prédilection aveugle de leur peres & meres; qu'elle ne permet au pere de donner que la simple subsistance & par usufruit seulement; qu'il semble qu'elle n'a pas voulu accorder la même liberté à la mere, puisqu'elle ne l'a pas exprimé & cir-

9. Avril
1737.

constance de grande considération dans cette espee.)

Que l'enfant dont il s'agit a 17. ans accomplis; qu'à cet âge la Coûtume refuse des pensions alimentaires, même aux légitimes: à plus forte raison aux batards.

Que l'on ne trouve aucunes Ordonnances de nos Rois qui aient adopté la légitimation par mariage subséquent. Qu'elle ne l'est que par l'usage; que par conséquent les Rois ont laissé la liberté à ceux qui se marient de juger eux-mêmes les premiers la question si délicate de l'état des enfans, & de les reconnoître ou non.

Que cet enfant n'est point né du Sieur N. & d'une concubine comme exige le droit Romain.

Que si le Droit canonique a étendu la légitimation plus loin, il a toujours exigé la reconnoissance des Auteurs de la naissance. *Standum est*, dit le Pape Alexandre, *verbo viri & mulieris*.

Mais que la reconnoissance des deux, dit la glose, ne suffit pas encore pour établir ces indices certains, si elle n'est expresse & litterale.

Que Boik sur cette Décretale dit que *filiatio respectu patris verè & determinatè non potest probari per testes*.

Que Panorme, Wammelius, Brodeau, Coquille, le Brun, Boucheul, Domat exigent la reconnoissance des auteurs de la naissance.

Que d'Argentré dit qu'il faut regarder comme sans pere, *spurii* *απατορες*, ceux qui ne sont pas avoués, & qu'ils sont incapables de tout droit s'ils ne sont pas avoués: *sola patris professio, quæ patrem alioqui incertum certum reddit*.

Que les Coûtumes de Bauvoisis distinguent entre l'enfant conçu avant le mariage & né après, & l'enfant conçu & né avant le mariage; qu'elles disent que dans le premier cas il est légitime de plein droit par la regle *pater est*, & que dans le second cas il est légitimé, s'il est mis sous le Poile, c'est-à-dire s'il est avoué, car cette cérémonie ne s'observe plus.

Maître Amette a cité aussi le Rituel de Paris. Il dit que tous les Auteurs exigent une reconnoissance formelle & litterale du pere & de la mere, *si modo confessione patris &*

matris agnoscatur hic filius; qu'il faut la reconnoissance de l'un & de l'autre; & que si l'une manque, l'autre ne sert de rien.

Que l'on doit conclure de ces principes que la reconnoissance que feroit maintenant le Sieur N. pere seroit inutile, la mere étant morte sans avoir jamais avoué ce prétendu enfant. *Oportet quod vivi declarent conjuges esse filium*, dit Cujas.

Que si cela n'étoit pas il ne dépendroit que d'un mari d'introduire parmi nous la liberté de l'adoption que nos Loix proscrivent.

Qu'ainsi quand cet enfant auroit informé des faits de sa requête, la mere étant morte sans l'avoir reconnu, il ne pourroit tirer aucune preuve de son enquête quelque concluante qu'elle fût.

Qu'enfin il ne se trouve pas un seul Arrest qui ait légitimé un enfant contre les déclarations des prétendus pere & mere.

Maître Amette a établi pour seconde proposition, qu'en matiere de filiation la seule preuve testimoniale n'est pas admissible; qu'elle étoit rejetée par le Droit Romain; & qu'elle l'est maintenant à plus forte raison, depuis que les Ordonnances ont établi des Registres pour la naissance des enfans.

Il a ajoûté aux Arrests rapportés par le Sieur N. pere deux Arrests rapportés dans le Journal des Audiences, l'un rendu le 19. Janvier 1658. sur les conclusions de Mr. Omer Talon qui debouta un particulier de la preuve testimoniale de sa filiation.

Le second du 12. Janvier 1686. par lequel il fut décidé conformément aux conclusions de Mr. Denis Talon que la seule preuve testimoniale n'étoit pas admissible en matiere de filiation. C'est l'Arrest de Joublot.

Venant aux faits articulés par la Partie de Maître Querard, Maître Amette a dit qu'il demande la preuve de faits injurieux ou calomnieux, remplis de suppositions visibles par les contradictions qu'ils renferment.

Premièrement qu'il dit être né trois mois avant le mariage des Sieurs & Dame N. que ce mariage est du 22,

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

Juin 1721. que cependant il dit ailleurs être né en May 1720. Première contradiction. Qu'il dit dans sa première requête que sa mere ne l'a jamais voulu reconnoître de peur de se déshonorer; que dans la seconde requête il dit que son pere & sa mere l'ont fait souvent venir chez eux pour le voir. Autre contradiction.

Que d'ailleurs il n'est pas vraisemblable que le pere offrant de reconnoître l'enfant, la mere l'eût méconnu; qu'elle est morte d'une maladie de longueur qui lui a laissé toute sa raison; que cependant elle n'a jamais avoué cet enfant, quoiqu'elle eût intérêt de le faire, dans la supposition qu'il fût né d'elle & du Sieur N.

Enfin il a conclu à ce que l'appellation soit mise au néant.

En réplique Maître Querard a dit, que les Intimés ont reconnu pour maxime que le mariage subséquent légitime de plein droit & même *invitis parentibus*: qu'oubliant bientôt cette maxime, ils ont voulu faire dépendre cette légitimation d'une possession ou quasi possession & de la reconnaissance des peres & meres.

Mais que c'est interpreter arbitrairement une loy qui est générale; que c'est encore restreindre mal-à-propos les Loix Romaines & les Loix Canoniques, sur la légitimation *per subsequens matrimonium*, que de ne les appliquer qu'aux seuls concubinaires.

Premièrement qu'il est faux que les Romains ne connussent point d'autre concubinage, que celui dans lequel la concubine demouroit chés celui qui l'entretenoit: qu'il est même certain qu'ils estimoient plus celles qui n'y demouroient pas.

Que Hotman, dans la définition qu'il donne de la concubine, ne dit point qu'elle demeure dans le même lieu; qu'il dit sur une Loy du Digeste *de ritu nuptiarum* qu'il y en a de deux sortes & que celles qui demouroient chés celui qui les entretenoit *turpes & probrosæ habebantur*.

Qu'un homme aiant institué héritière la fille de sa concubine, ce legs fut querellé par les héritiers, disant que ne demeurant pas chés celui qui l'entretenoit elle ne pouvoit pas être appelée sa femme ni même sa concubine; que

l'Empereur décida cependant qu'elle devoit être regardée comme concubine & que l'institution étoit bonne.

Que la Loy *in libera mulieris consuetudine ff. de ritu nuptiar.* fait passer le commerce secret avec une femme libre au dessus même du concubinage, pourvu que cette femme soit à un seul homme & *non corpore quæstum faciat : sola enim animi destinatione efficitur concubina*, dit la glose d'Accurse, *non solâ adductione in domum ; & non exigit cohabitationem per hanc legem* : donc, a conclu Maître Querard, quand la Loy Romaine légitime les enfans *per subsequens matrimonium*, sa décision ne se borne pas aux seuls enfans qui viennent *ex concubinâ retentâ in domo*.

9. Avril
1737.

Qu'il s'ensuit de là que lorsqu'un homme libre a eû commerce avec une fille libre, qu'il sçait sa grossesse, qu'il l'épouse ensuite, il est censé de droit reconnoître l'enfant, quoyqu'elle n'ait pas demeuré avec lui.

Or, dit l'appellant, je suis né du concubinage entre vous & ma mere, vous l'avez épousée depuis, donc je suis censé reconnu par vous, ou en tout cas je suis légitimé de plein droit par le mariage que vous avez contracté avec ma mere.

Maître Querard ajoute que quand les Loix Romaines auroient exigé, pour la légitimation, une cohabitation & *electum contubernium*, il ne s'ensuivroit pas que la même chose fut exigée en France.

Que nos Loix n'autorisent point le concubinage ; que cependant le mariage subséquent légitime de droit ; que par conséquent, il légitime des enfans autres que ceux qui sont nés du concubinage.

Que cela est constant par l'usage ancien sur les subornations ; que l'on condamnoit à mort, ou à épouser, non la concubine, mais la mineure dont on avoit eû des enfans sur de simples preuves de fréquentation, toutes preuves testimoniales ; & l'on reputoit l'homme pere de l'enfant sur ces seules preuves.

Que Panorme dit expressément que les enfans d'un homme & d'une fille libre deviennent légitimes, *etiam si inter illos non esset concubinatus* ; & que la légitimation se fait

9. Avril
1737.

per potentiam matrimonii, nec debemus advertere ad concubinatum, quia concubinatus est expresse damnatus à jure canonico.

Que Coquille dit aussi qu'il n'est pas nécessaire pour la légitimation qu'il y ait concubinage, pourvu qu'il soit prouvé que la fille a vécu sans suspicion de s'être abandonnée à un autre homme.

Or, dit Maître Querard, le Sieur N. a aimé la Demoiselle L.; elle lui a accordé ses faveurs; & elle est devenue grosse; il l'a scû; il a pris soin d'elle avant & pendant ses couches; il l'a épousée depuis. N'est-ce pas là ce que nous apellons parmi nous un concubinage? & si après un pareil commerce la légitimation ne se fait pas *per subsequens matrimonium*, il faut conclure qu'elle ne se peut jamais faire par nos Loix.

Comme il y a des Coûtumes qui reprouvent les dons de concubins à concubines, il demande si, pour que ces dons n'aient pas lieu, il faut que *concubina retenta sit in domo*; & il dit qu'on ne peut soutenir cette proposition.

Que lorsque le Pape Alexandre III. fit la décrétale *tanta vis*, les Empereurs Chrétiens avoient déjà défendu le concubinage comme contraire à la pureté du Christianisme; que par conséquent Alexandre III. n'a pû faire cette Loy pour les enfans nés d'un concubinage; que la glose & les Interpretes entendent cette Décretale d'un simple commerce illicite.

Que Menochius même, que l'on a mal-à-propos cité contre l'apellant, décide pour lui la question, *potius censetur, dit il, filius legitimus quam naturalis.*

Que mal-à-propos encore on a cité les précautions du Droit Romain pour une femme qui venoit de se séparer, qui devoit, dit-on, dénoncer sa grosse dans 30. jours, & chés qui le mari pouvoit envoyer des gardiens qu'elle ne pouvoit refuser.

Premièrement, qu'il n'y a point de meilleur gardien & de meilleur surveillant que celui même qui compte épouser une femme avec laquelle il vit.

Secondement, qu'il n'est pas vrai que chés les Romains, le défaut de dénonciation de grossesse dans les trente

jours après la séparation rendît un enfant illégitime.

Qu'au contraire il est décidé, dans les §. 8. & 15. de la Loy premiere de *agnoscendis liberis*, que le défaut de dénonciation ne peut préjudicier à l'enfant, *si in totum omisit denuntiationem*, *Julianus ait nihil hoc nocere ei quod editur*, *id est partui* dit la glose.

9. Avril
1737.

Que cet enfant n'est plus sous la protection de la Loy *filius est*; cependant il peut prouver *quod filius sit per opinionem & communem famam vicinorum*.

Que si le pere n'envoioit pas de gardiens & qu'il niât que l'enfant fût à lui, l'enfant n'en souffroit encore rien, & il étoit en droit de prouver sa filiation, contre le pere qui le désavoüoit, par la seule preuve testimoniale, *per opinionem & communem famam vicinorum*, quoiqu'il n'eût en sa faveur ni possession ni quasi possession, & qu'il ne fût point sous la protection de la Loy *filius est*.

Que les Loix Romaines & Canoniques n'exigent point une possession d'état pour qu'il y ait lieu à la légitimation, puisque ces Loix sont établies pour donner à un enfant un droit qu'il n'avoit pas avant ces Loix.

Que les enfans nés d'une concubine étoient auparavant illégitimes; qu'ils n'avoient donc aucun état.

Que les Loix légitiment de droit les enfans, qu'elles les appellent, *ab intestat*, à la succession de leur pere, par conséquent sans possession ni quasi possession; qu'elles ne mettent aucune différence entre les légitimés & les légitimes; que ces Loix sont faites en faveur des enfans, & qu'il se fait une fiction de droit par laquelle on suppose que le mariage a été fait avant la naissance de l'enfant.

Que par conséquent la légitimation ne peut pas dépendre de la question de sçavoir si dans la suite les pere & mere mettront cet enfant en possession de son état.

Que la légitimation vient de ce que l'enfant est né de Titius & de Mœvia qui se marient après ensemble; qu'étant une fois légitimé *vi legis*, un enfant ne peut plus cesser de l'estre; que les pere & mere ne peuvent plus lui enlever son état.

Que si la légitimation dépendoit de la reconnoissance des

peres & meres ou de la possession, elle ne s'opérerait plus de plein droit *& vi legis*, *& si fundetur super potentia matrimonii*, comme dit la décrétale *tanta vis*.

Que cette Décrétale & le Chap. *Conquestus* ne supposent point une possession d'état, non plus que le Chap. *Transmissa*.

Que les Auteurs François ne l'exigent pas non plus.

Comment, dit Maître Querard, pourroit-on exiger une possession d'état dans un tems qu'à supposer qu'un bâtard se marie, qu'il ait des enfans & qu'il meure avant que son pere ait épousé sa concubine, les enfans de ce bâtard viendront à la succession du grand pere *etiam ab intestato*?

Que telle est la décision de le Brun & de Mr. de Perchambault; que cependant il n'y a point la de possession, au contraire qu'il y a une non possession.

Que le Brun & du Moulin disent que pour la légitimation par mariage subséquent il est requis deux choses seulement, la première que le mariage ait pû se contracter au tems du concubinage, la seconde que le mariage soit actuellement célébré. Donc le reste est inutile, donc il ne faut ni reconnoissance, ni possession ou quasi possession.

Que la Coutume de Sens art. 9. n'en exige pas d'avantage, fondant la légitimation & le droit de la succession sur ce que les pere & mere s'épousent.

Que la Coutume de Troies s'explique de la même manière.

Qu'il est de maxime que les déclarations des peres & meres ne peuvent ni favoriser ni préjudicier à l'état des enfans.

Que telles sont les dispositions des Loix Romaines au Code *de probationibus*, *de testamentis*, au Digeste *de inofficioso*.

Que mal-à-propos on a cité Menochius pour prouver que les déclarations des peres & meres l'emportent sur la commune renommée; qu'il rapporte seulement ce sentiment sans l'approuver; qu'au contraire les présomptions, pour l'aveu ou le désaveu des enfans, n'ont lieu, selon Menochius, que quand il y a d'autres conjectures, & qu'il remarque que cette présomption a lieu *etiam in filiis naturalibus*.

Que Mr. le Prêtre a dit à la vérité que la déclaration des pere & mere ne pouvoit nuire à l'enfant né pendant le

le mariage, mais qu'il n'a point dit qu'elle fût nuisible à un enfant né avant le mariage.

Que Cujas dit que l'enfant ne peut pas prétendre à la légitimation quand les pere & mere sont morts & qu'ils l'ont désavoué; mais que c'est seulement *quando nullas in contrarium affert probationes*.

9. Avril
1737.

Que Boniface, dans l'endroit qu'on a cité, rapporte seulement un plaidoyé qui n'est pas de luy, où l'on établit que la reconnoissance est necessaire, mais qu'il ne soutient en aucune façon ce sentiment.

Que Boik de même condamne le sistême des intimés, puisqu'il admet des présomptions comme une preuve, contre les déclarations des peres & des meres.

Que Panorme est d'avis que le désaveu des peres & meres ne sert de rien, lorsqu'avec la commune renommée, on joint des circonstances qui prouvent que les voisins ne se trompent pas.

Qu'il s'ensuit seulement du désaveu des peres & meres que l'état est contesté; mais qu'un état contesté n'est pas perdu.

Que la formalité de mettre les enfans sous le poisle n'avoit été introduite, selon Lauriere, qu'afin que l'état des enfans ne put pas être contesté, mais que cette formalité est abrogée; qu'elle se trouve dans les Coûtumes de Bauvoisis rédigées par Beaumanoir en 1283. mais qu'on y trouve aussi que pour qu'il y eût lieu à la légitimation, il n'étoit point nécessaire que la concubine demeurât dans la maison du concubinaire.

Que d'Argentré dit que nous ne connoissons point le concubinage du Droit Romain, que cependant il assure que la légitimation se fait *per subsequens matrimonium*; donc il convient qu'il n'est pas necessaire que l'enfant soit né *ex concubinâ retentâ in domo*.

Que d'Argentré a effectivement dit qu'il falloit une reconnoissance pour la légitimation; mais pour quelle légitimation? c'est pour la légitimation par lettres du Prince, & non pour celle qui se fait *per subsequens matrimonium*.

Que les Conférences Ecclesiastiques de Paris sur le ma-

riage portent en termes formels que le mariage subséquent légitime les enfans malgré les pere & mere, & sans qu'il soit besoin de leur déclaration, parce que cette légitimation est ordonnée par la Loy qui ne demande pas le consentement des peres & meres ; que la Loy n'a eu en vuë que de faire une grace aux enfans & d'empêcher qu'ils ne portent l'iniquité de leur pere, grace dont les parens ne peuvent & ne doivent pas les empêcher de jouir ; & que les enfans peuvent les forcer de les reconnoître.

Que ces Conférences citent le sieur de Sainte Beuve qui dit que la différence qu'il y a entre les légitimés par Lettres de Prince & ceux qui le sont *per subsequens matrimonium*, c'est que dans le premier cas la reconnaissance des peres & meres est nécessaire, & non dans le second cas.

Que Brodeau dit la même chose, & qu'en ne mettant pas l'enfant sous le Poisle, ou en ne l'employant pas dans le contrat ou dans l'acte de célébration, on ne peut pas préjudicier à son état ni à sa légitimation qui se fait de plein droit.

Que tout ce qu'on peut inférer de Brodeau, c'est que le défaut de reconnaissance peut rendre l'état de l'enfant incertain & plus difficile à prouver, mais non détruire son état.

Que du Pineau dit que, dans une chose si difficile à sçavoir dans le cours de la nature, les preuves conjecturales & probables suffisent, particulièrement quant aux successions, à l'égard desquelles la seule preuve par témoins suffit par le Droit Romain ; & ces sortes de preuves sont valables pour repousser & invalider les déclarations des peres & des meres.

Que Ferrière dit que la légitimation se fait *in vitis parentibus*, parce qu'elle se fait *vi & potestate juris*.

Que les Loix n'ont jamais dit que l'enfant reconnu seroit légitimé, & que l'enfant désavoué ne le seroit pas ; que la Loy s'est expliquée généralement.

Que Vinnius dit sur les Institutes, *non necesse esse intervenire dotalia instrumenta*.

Que si Domat dit qu'il faut une reconnaissance des pere & mere, il est contredit en cela par tous les Auteurs,

& que pour apuier son sentiment, il cite à son ordinaire des Loix qui n'exigent point cette reconnoissance. Ch. XXXIV.

Qu'il est inutile d'agiter la question si la légitimation est de Droit Divin ou de Droit humain, pourvu que les dispositions de la Loy soient certaines & les effets de cette légitimation constans. 9. Avril
1737.

Qu'il n'y a pas d'Ordonnance des Rois qui établisse la légitimation *per subsequens matrimonium*, parce que les Décrétales qui l'ont établie ont été reçues en France.

Mais, dit Maître Querard, quand la reconnoissance des peres & meres seroit nécessaire pour la légitimation, l'appelant seroit toujours légitimé.

Il soutient en fait qu'il a été reconnu par son pere & par sa mere, & il en offre la preuve; que le Sieur N. a connu la Demoiselle L. long-tems avant que de l'épouser; qu'il a sçu qu'elle étoit grosse; qu'il l'a mise chés un Chirurgien pour accoucher; qu'il a mis l'enfant en nourrice, &c. que la Demoiselle L. a dit être grosse du fait du sieur N. que l'un & l'autre ont reconnu l'enfant: lors, dit-il, que ces faits seront prouvés, on ne pourra plus objecter le défaut de reconnoissance.

Que même après la reconnoissance une fois faite, les pere & mere ne l'ont pû désavouer, & que c'est une maxime constante & attestée par tous les Auteurs; que c'est la décision des Décrétales, & que cette décision est fondée en raison.

Venant à la preuve testimoniale, Maître Querard a dit que cette preuve ne peut lui être refusée, puisque la filiation se prouve par témoins.

Que cette seule preuve suffit, qu'aucune Loy n'a défendu ce genre de preuve en matière de filiation; qu'au contraire elles la permettent, & que les faits qu'il demande à prouver conduisent à l'éclaircissement de l'état qu'il demande; par conséquent qu'ils sont pertinens & admissibles.

Il a commencé par l'examen de la Jurisprudence Francoise qui lui a été objectée; & il a dit premierement, qu'il ne s'agissoit pas ici des enfans nés avant le mariage & qui se trouvent en possession de leur état qui est le premier cas

qui a été cité; que si l'enfant est en possession, la possession seule suffit, & qu'il n'est pas nécessaire qu'il fasse de preuve; c'est à ceux qui lui contestent son état à apporter des preuves au contraire; & quelles preuves peut-il apporter de sa possession sinon des preuves testimoniales?

Au surplus, dit Maître Querard, ce n'est point la facilité ou la difficulté des preuves qui doit régler; on pèsera ces preuves quand elles seront faites: on rejettera celles qu'aura fait l'appellant si elles ne sont pas concluantes.

Que le second cas est de celui qui est né pendant le mariage & qui est en possession de son état; que ce cas est extrêmement favorable, & que la preuve est facile à faire, ou plutôt qu'elle est toute faite; qu'il n'est pas besoin alors de la preuve testimoniale.

Mais, dit-il, parce que mon pere & ma mere m'ont empêché de jouir de mon état, parce qu'ils m'ont enlevé les preuves qui me serviroient à le constater, je ne serai pas reçu à administrer d'autres preuves? il faudra sans approfondir, sans vérifier, me faire perdre un bien qui m'appartient, mon état le plus grand bien que je puisse avoir.

Que l'Arrest de Boëre que l'on a cité n'est d'aucune considération ici.

Que dans l'espece d'Annibal Gautier Mr. l'Avocat Général Talon ne disoit point que la preuve testimoniale ne fût pas suffisante, qu'au contraire il disoit que la preuve étoit admissible, *per testes*, *per famam*, & qu'on devoit se contenter des argumens probables; que dans l'espece de cet Arrest il n'y avoit ni possession d'état, ni quasi possession, ni commencement de preuve par écrit.

Que si dans la suite Mr. Talon ou d'autres ont dit que la preuve testimoniale n'est pas admissible, il faut voir quelles étoient l'espece & les circonstances.

Que dans l'affaire de la Hache & de la Signy, Mr. Bignon ne dit point qu'il fallût un commencement de preuve par écrit de la filiation pour admettre à la preuve testimoniale; qu'il n'exigea pas même que la naissance de l'enfant fût constatée par un Extrait Baptistère; qu'il ne dit point que le défaut de reconnoissance de la mere, même à l'article

de la mort, fût un moïen infurmontable qui dût faire debouter l'enfant de la preuve testimoniale ; qu'enfin quelqu'ait été l'avis de Mr. Bignon en cette cause , on ne sçait point ce qu'en pensa la Cour, puisque la Cause fut apointée.

Que l'Arrest de Lastre & le Plaidoyé de Mr. Daguesseau n'ont aucun raport à l'espèce de la Cause.

Que le troisiéme cas, ou la troisiéme situation, est des enfans nés pendant le mariage & abandonnés après par leurs peres & meres ; qu'il n'est point encore vray que dans ce cas il ait fallu un commencement de preuve par écrit pour admettre à la preuve testimoniale.

Qu'on n'a point jugé, dans l'Arrest de la Cognor, que toutes les circonstances dans lesquelles elle étoit fussent necessaires.

Que la Demoiselle de Choiseul n'avoit point de commencement de preuve par écrit, & que cependant elle fut admise à la preuve.

Que Monsieur l'Avocat Général Gilbert, qui conclut contr'elle, dit en termes formels : *nous ne disons pas qu'il soit nécessaire d'un commencement de preuves par écrit, pour accorder à un enfant, qui réclame son état, la preuve testimoniale.*

Que dans cette cause le Parlement de Paris ne fit point d'attention aux inconvéniens, inutilement allegués tant de fois, du désordre que cette preuve apporteroit dans les familles.

Que l'Arrest de Marie Damitié ne peut encore être objecté. 1°. Qu'on n'en voit aucune circonstance. 2°. Que Mr. Talon ne raisonnoit que dans la seule espece de la Cause.

Que l'Arrest d'Elisabeth Coulon est plus favorable à l'apelant qu'aux intimés ; & que les faits qu'il propose sont pertinens, au lieu que les faits de la Coulon ne l'étoient point.

Que dans l'Arrest de la Croix Mr. Talon ne raisonnoit encore que suivant l'espèce qui étoit à décider.

Que l'Arrest de Joublot est tout différent de l'espèce dont il s'agit.

Enfin que dans ces trois situations, lorsque la preuve par

témoins a été refusée, on s'est déterminé par les circonstances.

Qu'il étoit question alors d'enfans nés pendant le mariage qui ne representoient pas d'Extraits Baptistaires.

Qu'encore dans cette espee, suivant les circonstances, sans commencement de preuves par écrit, & avec un commencement de preuves contraires, cette preuve a été reçue, & l'état de la Demoiselle de Choiseul confirmé.

Passant à la quatrième espee des enfans nés avant le mariage, & desavoués par leurs peres & meres, Maître Querard a cité Covaruvias qui dit, dans cette espee, que *huic matrimonii favori parentes ipsi renuntiare non possunt, nec ipsi filii: interest enim Reipub. hanc legitimationem fieri; & intelligenda est decisio etiamsi filii nati sint ex coitu fornicario.*

Que la Demoiselle Prevôt fut admise à la preuve, non sur la reconnoissance de la mere à l'article de la mort, ni sur la reconnoissance postérieure du pere, suivant ce que dit Bacquet, mais sur les circonstances, & parce que le mariage subséquent légitime.

Qu'ici le sieur N. a sçu que la Demoiselle L. étoit grosse; qu'il l'a conduite luy-même chez Pommerais Chirurgical pour accoucher, qu'il a pris soin d'elle pendant sa maladie, qu'il a pris soin de l'enfant; qu'il a payé l'accoucheur; qu'il a payé ce qu'il en a coûté pour élever l'enfant à la nourrice & depuis; qu'il a épousé la mere; qu'il a voulu l'engager à reconnoître l'enfant; qu'elle même pendant sa grossesse est convenüe que le sieur N. en étoit l'auteur; que lui-même depuis la cause commencée a été incertain s'il le reconnoîtroit; qu'il a eü des raisons pour ne pas charger les Registres de la naissance de l'enfant sous le nom qu'il devoit porter; mais que cet enfant est légitimé de plein droit par le mariage subséquent; que les conventions ne se prouvent pas, mais que les faits se peuvent prouver; & que s'il parvient à faire la preuve qu'il demande, il prouvera que le sieur N. l'a reconnu pour son fils.

Que l'Arrest de Patou est inutile dans cette espee; que l'on n'avoit pas de preuves suffisantes de la naissance de l'enfant; que celles qu'on apportoit se contredisoient manifestement; que les prétendues Lettres missives n'é-

toient pas reconnus & ne prouvoient rien.

Que de plus cet Arrest est rendu avant l'Ordonnance de 1667. & que depuis cette Ordonnance, quand Mrs. les Gens du Roy ont porté la parole en des matières d'état, ils ont examiné si les Parties étoient dans l'exception de l'Ordonnance de 1667. comme on le voit par ce que dit Mr. Daguesseau dans l'affaire de la Coulon.

9. Avril
1737.

Maître Querard après avoir discuté les Arrests a passé aux raisons pour admettre la preuve testimoniale.

Il dit que cette preuve ne peut pas être refusée, parce que la filiation se prouve par témoins; que cette seule preuve suffit; qu'aucune Loy ne l'a défendue en matière de filiation; qu'au contraire toutes les Loix la permettent, & que par la preuve qu'il demande à faire il prouvera que les Sieur & Dame N. l'ont reconnu pour leur fils.

Il dit que l'on a mal appliqué la Loy *Lucius Titius*; que cette Loy n'a aucun rapport à l'espèce de la Cause, & qu'elle ne dit pas qu'il soit impossible de prouver sa filiation, mais que cela étoit impossible à l'héritier seul, sans témoins ou titres, ou sans l'aide de quelqu'un; que Cujas & les Interpretes ont ainsi expliqué cette Loy; que Cujas ne dit point qu'un enfant ne puisse pas prouver son état par témoins; qu'au contraire il admet cette preuve; qu'il dit à la vérité que l'opinion des voisins est une preuve fort légère, & qu'il doute que, si les voisins déposent simplement qu'ils croient qu'un tel est fils d'un tel, cette preuve ne laissât pas quelque chose à désirer; mais que les faits dont la preuve est offerte en cette Cause sont décisifs & suffisent pour démontrer la naissance de l'appellant.

Que la Loy *non nudis asseverationibus* n'a pas pour objet la preuve testimoniale, mais simplement les déclarations des pères & mères qu'elle dit être inutiles pour prouver la légitimation des enfans.

Que la Loy *neque confessio neque asseveratio nuncupantium filios qui non sunt, veritati præjudicat*, renverse le système des Intimés.

Que si un père par ses déclarations n'a pas le pouvoir

9. Avril
1737.

de faire entrer un enfant dans sa famille, ses déclarations contraires ne peuvent pas l'en bannir; parce qu'un enfant ne tirant son droit que de la nature, son état ne sçauroit dépendre du caprice des pere & mere.

Qu'il faut autant d'autorité pour faire perdre un droit à un enfant que pour le donner à celui qui ne l'a pas, & que la raison est égale.

Que la Loy *si tibi controversia ingenuitatis fiat* n'exclut point la preuve testimoniale seule, comme le disent expressément Godefroy & Accurse.

Qu'il en est de même de la Loy du Digeste *probationes quæ filiis dantur non in solâ affirmatione testium consistunt.*

Que Mr. Gilbert, après avoir rapporté ces deux Loix dans l'affaire de la Demoiselle de Choiseul, ne pense pas qu'elles exigent un commencement de preuve par écrit.

Que le terme *instrumentum* s'entend également, dans le Droit Romain, des témoins que des actes.

Que quoique ces Loix ne regardent que la preuve de la liberté, elles ont une application entière aux preuves de la filiation.

Maître Querard conclut de là qu'il y a des Loix dans le Droit Romain qui admettent la preuve testimoniale en matière de filiation, quoiqu'il n'y ait point de commencement de preuve par écrit; que ces Loix sont écoutées & suivies dans les Tribunaux de France.

Venant au Droit Canonique, Maître Querard a dit, que par le Chap. *Transmissæ* il est décidé que l'on pouvoit admettre des preuves contre la déclaration des peres & des meres; & que si ces preuves sont concluantes par les indices & les témoins, on doit déclarer l'enfant légitime: il a cité la glose & Panorme sur ce Chapitre.

Il convient qu'on ne doit pas admettre des indices legers dont on ne peut rien conclure; mais il dit qu'on doit se contenter d'indices dont on puisse tirer des preuves conjecturales & probables *per tractatum, per famam, per testes*: Et il a cité Fagnan sur le Chapitre *per tuas*, Menochius de *arbitrariis judicium* & Mascardus qui disent que, par rapport à la mere même les seules conjectures & présomptions suffisent.

Que

Que c'est suivant ces maximes que Mr. Talon disoit dans la cause de Michel Magdelaine, qu'il y avoit trois sortes de preuves de la filiation *per tractatum*, *per famam*, & *per testes*.

Que Mr. Bignon, dans l'affaire de la Hache, disoit que, pour parvenir à la preuve de la filiation, on se servoit ordinairement de quatre marques, circonstances, indices ou conjectures, & qu'une de ces marques étoit la renommée & le bruit public.

Que Mr. Gilbert disoit, dans la cause de la Demoiselle de Choiseul, qu'il n'étoit pas nécessaire d'un commencement de preuve par écrit.

Que dans l'affaire du Comte de S. Geran, il fut admis à la preuve par témoins & déclaré légitime, sans commencement de preuve par écrit; que tout étoit contre lui, point d'Extrait baptistère, nuls papiers domestiques: le pere & la mere disoient n'avoir point eû d'enfans.

Maître Querard ajoûte que les Ordonnances des Rois n'ont point banni la preuve testimoniale en matière de filiation.

Que l'Ordonnance de 1539. n'a d'aplication qu'aux matières bénéficiales, suivant le texte même, suivant Fontanon & Mr. Gilbert de Voisins.

Que l'Ordonnance de Blois est une preuve que celle de 1539. n'avoit pas banni la preuve testimoniale en matière d'état; qu'elle ne l'a pas bannie elle-même, quoiqu'elle établisse des Registres pour la naissance des enfans.

Que l'Ordonnance de 1667. n'a point pros crit cette preuve, qu'au contraire elle l'a autorisée, puisqu'elle dit que s'il n'y a point de Registre, on aura recours aux papiers domestiques des peres & des meres & aux témoins.

Que l'on voit par le procès verbal de l'Ordonnance que les Réformateurs firent quelques difficultés sur les Registres domestiques de peur de faire dépendre l'état des enfans du caprice des peres ou des meres; mais qu'ils n'en firent point sur la preuve testimoniale qu'ils regarderent comme la plus certaine & la moins équivoque.

Que la Loy a restraint la preuve testimoniale en matière

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

de conventions ; qu'elle ne l'a pas fait en matière d'état ; qu'elle a laissé la preuve aussi libre & aussi étendue qu'elle l'étoit auparavant.

Que la preuve testimoniale doit avoir lieu par l'Ordonnance , toutes les fois qu'il n'a pas dépendu d'une personne d'avoir des preuves par écrit.

Que c'est là (si jamais il le fut) le cas d'un enfant qui n'a pû se procurer aucun secours.

Que la preuve testimoniale est indispensable en plusieurs cas ; qu'on ne peut pas poursuivre autrement la supposition de part qui consiste à enlever à un enfant son nom & sa naissance.

Que cette preuve est la principale & même toujours la seule en matière criminelle.

Que c'est la seule pour le crime de Rapt & pour la subornation ; qu'autre fois sur cette seule preuve , & sur des indices de fréquentation uniquement déposée par des témoins , on jugeoit l'homme pere de l'enfant & corrupteur de la mineure.

Maître Querard venant aux faits qu'il allégué & qu'il soutient pertinens , dit qu'ils ne sont point contradictoires , que s'il s'est trompé sur la date du mariage du pere & de la mere , c'est un fait assés indifférent : Mais qu'il n'a jamais varié sur l'époque de la naissance ; qu'il l'a toujours fixée au mois de May 1720. Que les autres contradictions qu'on objecte sont chimeriques & ne prouvent rien ; qu'il n'y a qu'à distinguer les tems & que l'on conciliera ces prétendues contradictions.

Qu'on ne peut pas objecter l'Extrait baptistère de l'appellant, ni le défaut d'expression des noms de son pere & de sa mere , puisqu'on ne pouvoit pas y employer alors leur nom , vû qu'ils ne l'avoient pas rapellé auprès d'eux.

Qu'il est dans le cas de l'Ordonnance de 1667. qu'il n'y a point de Registre pour lui.

Mais qu'un acte mal rédigé ne peut nuire à l'état d'un enfant , & que c'est une maxime fondée sur les Loix & sur l'équité.

Qu'il a allégué le nom de *Charles* qui lui a été donné par or-

dre du Sieur N. quoique son parain & sa maraine ne portassent point ce nom, qu'il l'a allégué, dit-il, comme un indice, non comme une preuve seule.

Qu'il a allégué de même la ressemblance des traits.

9. Avril
1737.

Il a répété ce qu'il avoit dit d'abord qu'au moins on devoit, au Présidial l'admettre à la preuve pour avoir des alimens.

Mais il ajoûte qu'on lui objecte inutilement qu'il n'y a pas conclu, parce que l'alternative est de droit, & que les alimens sont donnés *ex officio judicis*.

Que dans l'affaire de Patou l'enfant n'avoit conclu qu'à être déclaré légitime; que cependant on lui ajugea des alimens en le deboutant de sa légitimité.

Que mal-à-propos a-t-on dit que la Coûtume ne donnoit des alimens qu'au batard jeune & invalide; que cela est vray pour les parens collatéraux, mais non pour les peres & meres, qui par l'art. 478. sont obligés de mettre leurs batards en état de gagner leur vie, & de leur fournir les choses nécessaires pour travailler.

Que d'Argentré dit même que si le batard a dissipé ce que son pere lui a donné, il doit lui fournir de nouveau.

Que Brodeau explique de même la Coûtume de Bretagne, & raporte des Arrests du Parlement de Paris qui ajugent des pensions alimentaires aux batards.

On m'objecte, dit Maître Querard, que j'ay demandé à prouver par titres & par témoins; que cependant je n'apporte aucun titre.

Il répond premièrement, que la seule preuve testimoniale suffit.

2°. Qu'il y a des faits qu'il prouve par titres; d'abord le tems de sa naissance est prouvé par son Extrait baptistère, avantage que n'avoit pas la Demoiselle de Choiseul.

Qu'il prouve qu'on lui a donné le nom de Baptême de son pere, quoique le parain & la maraine ne le portassent point.

Qu'il prouve par les Registres de l'Hôpital que dans le marché qui fut fait avec l'œconôme, il fut stipulé qu'il n'y seroit reçu qu'à l'âge d'onze ans.

Qu'il prouve qu'il fut fait alors un autre marché avec son

Qqij

9. Avril
1737.

parain pour le nourrir & entretenir jusqu'à l'âge d'onze ans. Au surplus il a conclu à une provision pour faire la preuve qu'il demande.

Maître Anneix en réplique a dit qu'il falloit rétablir le véritable état de la question ; & il l'a rétabli ainsi.

Un enfant qui , déposé dans un Hôpital , vient à 17. ans alléguer qu'une fille lui a donné la naissance , plus d'un an avant son mariage avec le pere qu'il réclame , est-il recevable à réclamer ce mari pour pere & à recourir à la seule preuve par témoins dans le concours de trois circonstances.

1°. Que ces deux époux avoient des habitations séparées lors de la conception & de la naissance de cet enfant.

2°. Que la femme est morte sans vouloir attribuer cet enfant à son mari.

3°. Que le mari soutient formellement que cet enfant ne lui appartient pas.

Il dit que les compilations du Droit Civil & du Droit Canonique , que les Loix du Roïaume , que les Arrêts , les Jurisconsultes ne produisent aucune décision qui puisse autoriser une prétention pareille ; que les principes du Droit & de la raison y repugnent.

Que la question n'est pas de sçavoir si dans les procès d'état en général la preuve testimoniale est admissible , si pour faire admettre ce genre de preuves il faut qu'il soit précédé d'un commencement de preuve par écrit.

Il y a eû , dit-il , des enfans reçûs à faire la preuve de leur filiation par témoins , même sans commencement de preuves par écrit ; donc la preuve testimoniale est admissible en cette matière , & quelque fois même sans commencement de preuve litterale.

Mais , ajoute-t-il , il y en a d'autres à qui l'on a refusé la preuve testimoniale dans le cas même ou ils avoient des commencemens de preuve par écrit.

Donc la regle générale est soumise à des exceptions.

En un mot ou Charles de la Rueneuve est dans la situation de ceux à qui l'aplication des principes généraux a fait accorder la preuve testimoniale ; ou il est dans la situation de ceux à qui elle a été perpétuellement re-

fusée : & Maître Anneix soutient cette dernière proposition.

Ch. XXXIV.

Il dit qu'il ne s'agit pas de sçavoir si en point de droit la légitimation s'opère par le mariage subséquent *vi legis*; mais si Charles de la Rueneuve est exclus de droit de la légitimation & de la preuve.

9. Avril
1737.

Venant à la discussion des objections qui lui ont été faites, Maître Anneix a dit, qu'en prouvant qu'il y avoit plusieurs sortes de concubinages chez les Romains, on n'a point détruit sa proposition, sçavoir que la légitimation ne se faisoit que des enfans nés d'un concubinage public, *ex electo contubernio & muliere domi cohabitante*.

Que les Loix même qu'on a citées y sont formelles; la Loy *cum Tabulis*, celles de *Ritu nuptiarum*, & les autres.

Que les Loix Romaines sont d'accord sur ces deux points : 1°. Que le nom de concubine ne peut être appliqué qu'aux femmes entretenues dans la maison, *in electo contubernio, & quæ uxoris loco habebantur*.

2°. Que le bénéfice de la légitimation par le mariage subséquent, est expressément limité, par ces mêmes Loix, aux enfans nés de ces sortes de concubinages, sans pouvoir être étendu aux conjonctions illicites ou passagères, qui sont traitées de stupre & de fornication & qui n'induisent jamais de démonstration de paternité.

Que les Auteurs l'ont entendu ainsi; & il a cité Mascadus, d'Argentré & Coquille.

Que les réponses qu'on a faites à ce qu'il avoit dit sur les précautions des Romains après le divorce ne font que fortifier son sentiment.

Que les enfans des concubines étant nés d'une conjonction permise, notoire & qui faisoit nécessairement présumer la paternité, il n'est pas étonnant qu'on admît ces enfans à la preuve de leur filiation; qu'il étoit étonnant qu'on l'exigeât d'eux; mais qu'il n'en est pas de même des enfans nés *extra concubinatum*.

Que les premiers étoient légitimés *vi legis, potestate matrimonii*; les autres non.

Que les principes du Droit sont 1°. Que la preuve de la filiation est impossible. 2°. Qu'elle ne s'établit que par

présomption : 3°. Que cette présomption n'a lieu que dans le cas de la naissance pendant le mariage , ou de celle qui survient pendant un concubinage notoire & inséparable de la cohabitation.

Que suivant ces principes l'enfant né d'un commerce clandestin , n'est recevable ni à prouver sa filiation ni à réclamer la légitimation.

Passant aux Loix Canoniques Maître Anneix convient qu'il y a quelque différence entre ce Droit & le Droit Civil.

Dans le Droit Romain , dit-il les enfans nés d'un commerce secret non seulement n'étoient pas légitimés par le mariage subséquent ; mais ils ne pouvoient jamais l'être , qu'ils fussent reconnus ou non.

Que le Droit Canonique a levé cet obstacle , qu'il a rendu capables de légitimation les enfans , même nés d'un commerce illicite ; mais qu'il n'a pas pour cela détruit des conditions nécessaires , indispensables.

Que dans le Droit Canonique , comme dans le Droit Civil , la légitimation , par mariage subséquent , ne s'opère *invitis parentibus* , qu'à l'égard des enfans nés d'un concubinage notoire ; & que s'ils sont nés d'un commerce secret , ils doivent être reconnus par le mari & par la femme.

Que cette légitimation , étendue par le Droit Canonique aux enfans nés des commerces clandestins , ne s'opère point par la seule force de la Loy.

Que cette proposition ne peut faire de difficulté que dans un seul cas , qui est , lorsque l'enfant qu'on désavoue est dans une possession ou quasi possession de son état : & il a cité Panorme sur le Chap. *Transmissæ*.

Que dans le Droit Canonique au défaut de reconnoissance des parens , on est exclus de la légitimation , si la paternité n'est pas présumée par la cohabitation.

Que suivant Panorme l'éducation donnée dans la maison , n'est pas un motif pour établir la présomption en faveur de l'enfant.

Que la commune renommée étant pour la filiation , si la déclaration des pere & mere est contraire , *standum est verbo viri & mulieris* , selon Panorme.

Que si Panorme & le Droit Canonique disent, *nisi certis indicis contrarium probetur*, Panorme marque pour indice la cohabitation, & le Droit la suppose.

Qu'*indice certain*, dans le Droit Canon, est une démonstration de la chose par des signes suffisans.

Que Panorme rejette l'opinion de ceux qui disent que *sola fama, sine probatione tractatus, debet plenè probare*.

Que Mascardus rejette la commune renommée contraire à la déclaration des parens, à moins que l'enfant ne soit en possession de son état.

Donc, conclut Maître Anneix, à défaut de cohabitation lors de la naissance de l'enfant, ou à défaut de reconnaissance des peres & des meres prétendus, il falloit dans le Droit Canonique une possession d'état.

Que le Chap. *Conquestus* parle d'une fille expressément reconnue, pour être née du pere & de la mere dont elle demandoit la succession, & qui avoit la possession : donc ce Chapitre prouve pour lui & ne peut être cité par l'appelant ; qu'il en est de même du Chapitre *Lator*.

Qu'il avouë que le désaveu du mari & de la femme n'aura point lieu dans le cas où l'enfant se trouvera en possession de sa filiation.

Qu'il ne s'agit donc plus que d'examiner les conditions requises dans le Droit Canonique, pour constituer un enfant dans la possession ou dans la quasi possession de sa filiation.

Que ces conditions sont ; 1°. La cohabitation dont il a parlé : 2°. Le traitement, mais traitement filial, non tel que celui de Charles de la Rueneuve, ondoïé, puis à qui l'on a suppléé les cérémonies du Baptême, sans aucune indication de pere & de mere, confiné pour toujours dans un Hôpital, & tout cela dans quelle circonstance ? Dans le tems que les Sieur & Dame N. n'avoient point d'enfant ; dans le tems que cet enfant eut été non-seulement leur aîné, mais le seul.

Qu'avoir pris soin d'un enfant, lui avoir procuré une nourrice, avoir payé ses pensions, supposant même ces faits certains, ce n'est point un traitement filial, suivant les

9. Avril
1737.

Auteurs ; & il a cité Alexandre & Boërius.

Il demande si même la nomination de fils seroit une preuve complete : & il répond , avec M. Benoît , qu'il faudroit que cette nomination eût été faite véritablement & communément , non par feinte , par adulation ; qu'elle eût été faite positivement & principalement pour elle même , & non pas énonciativement , à raison d'autre chose , c'est-à-dire par rapport à un autre objet que celui de prouver la filiation ; que sans cela cette nomination même ne prouveroit rien.

Que tel est encore le sentiment de Mascardus , quand même cette dénomination énonciative se trouveroit dans un acte de la main du prétendu pere.

Que tel est le sentiment de Panorme , tel est & plus fort encore le sentiment de Ruini fameux Jurisconsulte de Padouë qui dans le cas d'une nomination de fils énonciative , de témoins qui l'avoient entendu , & de la cohabitation , conclut qu'il n'en résulte pas que la filiation soit prouvée.

Que la prétendue ressemblance a toujours été regardée comme une marque encore plus équivoque.

D'où Maître Anneix a conclu que quand tous les faits de l'appellant seroient prouvés , ils n'établissent point la filiation.

Qu'il est né avant le mariage , qu'il est le fruit d'un commerce sans cohabitation , qu'il est désavoué , que les conjectures qu'il oppose ne peuvent balancer celles qui lui sont opposées.

Que l'appellant avoue n'avoir pour lui que des conjectures.

Que tout ce qu'il a opposé à la prétention de l'appellant est encore plus fort selon les Canonistes , lorsqu'il s'agit de préjudicier à un tiers & de lui ravir une partie de son état.

Passant au Droit François , Maître Anneix est convenu qu'il n'y avoit point de Loy particulière en France sur cette matière : mais il a dit qu'il ne faut pas perdre de vue les quatre especes qu'il a distinguées dans sa première plaidoirie.

Qu'en des especes plus favorables que celle-ci les Arrêts ont debouté des enfans de leur prétention.

Sur la premiere situation des enfans nés avant le mariage

riage & qui étoient en possession de leur état, il a cité l'Arrest de ce Parlement pour le Bret.

Ch. XXXIV.

Il a dit que les maximes de du Pineau & de Pocquet n'étoient fondées que sur le Droit Canonique & sur des Arrests qui ne favorisent point la prétention de l'appellant. Et il a expliqué l'Arrest de Pichart & celui de Boëre.

9. Avril
1737.

Il a rapporté les conclusions de Mr. Talon qui, dit-il, favorisent les principes qu'il a établis.

Il a dit que Boucheul sur Poitou demande pour présomptions de la filiation pour légitimation. 1°. La fréquentation. 2°. La déclaration de la mere.

Que tous les Auteurs ne regardent comme inutile le désaveu des peres & des meres, que dans le cas du mariage, & il a cité Bânage.

Seconde situation qui regarde encore des enfans en possession de leur état & nés pendant le mariage ; situation dans laquelle seule M. le Prêtre dit que la déclaration contraire des peres & des meres ne peut préjudicier : situation sur laquelle même Mr. Talon dit, dans l'Arrest de Boëre, qu'il faut considerer l'aveu & la reconnoissance des peres & meres comme une des présomptions sur lesquelles on ne peut passer.

Que Mr. le Prêtre dit que la présomption est pour l'enfant né pendant le mariage, & contre celui qui est né hors le mariage.

Que Mr. Talon dans la cause de Michel Magdelaine n'a pas contredit les principes qu'il avoit établis dans celle de Boëre : que Magdelaine avoit été admis à la preuve par les Juges inferieurs, mais que la procedure fut cassée par la Cour : que d'ailleurs il alléguoit une naissance pendant le mariage, & n'avoit de parties que des collateraux.

Que Monsieur Talon autorise à la verité la preuve *per famam*, *per testes*, mais dans le cas *quando quis est in possessione filiationis*.

Que dans les causes de la Hache & de Françoise de Signy, beaucoup plus favorables que celle de l'appellant, la Cour avoit apointé quoiqu'il y eût allégation de naissance pendant le mariage & reconnoissance du pere.

R r.

Dans la troisième situation de l'enfant qui se prétend né pendant le mariage & qui n'a point été en possession de l'état qu'il réclame, distinction faite par les Arrêts.

Où il y a commencement de preuve par écrit, & en ce cas on admet à la preuve testimoniale.

Où il n'y en a point & en ce cas les Arrêts déboutent l'enfant de sa demande.

Que cela suit nécessairement de ce que les Loix & les Arrêts ont établi la possession comme le fondement de la preuve par témoins.

Que la Cognor, que la Demoiselle de Choiseul n'ont pas été admises à la preuve testimoniale sans commencement de preuve par écrit; & il a cité les Plaidoies imprimés de Maître le Normand.

Que c'est sur ces principes que Marie Damitié fut déboutée de la demande qu'elle faisoit d'informer par témoins.

Que Mr. Talon disoit dans ces espèces qu'il étoit de périlleuse conséquence d'admettre la preuve par témoins, parce qu'il seroit facile à toutes sortes de personnes de se dire de quelle famille il leur plairoit, dont pourroient naître de grands inconveniens.

Que l'Ordonnance de 1667. n'a point renversé les principes établis par la Jurisprudence, en matière de filiation.

Que cette Ordonnance n'a réglé que la forme, & qu'elle n'a établi la forme d'agir qu'en faveur de ceux qui ont le droit d'agir.

Que c'est ainsi que Mr. Daguesseau l'établit dans la cause de la prétendue Elizabeth d'Avril; qu'il y pose pour principe que l'on n'admet point les preuves d'état par témoins & que telle est la Jurisprudence des Arrêts.

Que ces Arrêts sont des exemples de la preuve testimoniale rejetée dans le cas même de la naissance *constante matrimonio*.

Quatrième situation d'une naissance avant le mariage, mais avec désaveu & sans possession.

Que cette espèce n'avoit d'exemples que les Arrêts de la Demoiselle Prévôt & de Patou.

Que dans le premier, un enfant né avant le mariage fut

admis à la preuve testimoniale & à la légitimation, parce qu'il avoit pour luy la reconnoissance du pere & de la mere.

Que dans le second l'enfant fut déclaré non recevable à se servir de la preuve par témoins & à réclamer la légitimation, parce qu'il n'avoit point pour lui la reconnoissance de celui qu'il réclamoit pour son pere.

Et il a cité les raisonnemens de Mr. Bignon qui portoit la parole dans cette cause.

Maître Anneix a tiré deux conséquences de la Jurisprudence du Royaume.

1°. Qu'en Général la preuve testimoniale seule n'est pas admissible en matière d'état : première maxime.

2°. Que, dans le cas d'une naissance antérieure au mariage, non seulement la preuve testimoniale seule n'est pas admissible au préjudice du désaveu des prétendus pere & mere : mais que suposant même des témoins déjà entendus, des preuves déjà faites, le seul défaut de reconnoissance publique de la part des deux époux, & sur tout de la part du mari, rend cette preuve inutile. Seconde maxime.

Que mal-à-propos tire-t-on des conséquences d'une Jurisprudence abrogée sur les subornations, d'une Jurisprudence contraire, suivant la Déclaration du Roy, au véritable objet des Ordonnances & même de la Loy municipale.

Après le raport des raisons des Parties Mr. l'Avocat Général a dit.

Que la question est singulière & extraordinaire, que l'Histoire & le Droit en fournissent peu d'exemples.

Qu'on a vû souvent des enfans demander à prouver par témoins qu'ils sont le fruit d'un mariage légitime, mais que rarement à-t-on vû un enfant venir alléguer une naissance avant le mariage & demander à la Justice une légitimation que ses prétendus pere & mere lui refusent en le désavouant.

Que déjà c'est contre l'apelant un préjugé légitime que cette singularité.

Comment (si sa prétention pouvoit être autorisée par les Loix) n'y en auroit-il pas de fréquens exemples ?

R r ij

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

Dira-t-on qu'il est rare que des peres & des meres dé-favoient leurs enfans ; qu'ils aient assés de barbarie pour rejeter loin d'eux les fruits de leur premier amour ou même de leur union légitime.

Non , MESSIEURS , le caprice & la mauvaise foy des hommes les portent souvent à des excès condamnables.

Un trait de jalousie , un motif d'ambition , le desir d'élever un enfant chéri & de ne lui point donner de concurrent dans le partage des biens de leur famille ou de leur maison portent des peres & des meres inhumains & barbares jusqu'à condamner un enfant avant sa naissance.

Souvent une femme qui n'ose avouer au public sa turpitude : quelque fois même une femme , sans être coupable , craignant une jalouse frénésie de la part d'un mari furieux , se croit obligée , pour son repos , ou même pour la sûreté de sa vie , de dissimuler une grossesse & de cacher un enfant.

Dans tous ces cas il se peut faire , ainsi qu'un grand nombre d'exemples le manifestent , qu'on ensevelisse l'accouchement & la grossesse dans le secret le plus profond.

On fait baptiser l'enfant sous des noms étrangers : on le fait élever dans des lieux qui ne sont destinés que pour les pauvres ou pour les inconnus , dans un état tout différent du sien. En le confondant avec eux on confond son rang & sa naissance ; & malheureusement alors la possession d'état & les monumens publics , destinés pour assurer la vérité & pour établir l'état , deviennent des titres pour étouffer l'une & pour obscurcir l'autre.

Mais que doivent faire les Juges en pareil cas & dans des circonstances si embarrassantes ?

Ils doivent sans doute chercher la vérité au milieu de toutes les obscurités. Ils doivent toujours regarder comme des circonstances favorables celles qui peuvent conduire à percer le voile dont on a cherché à obscurcir le véritable état de l'enfant qui réclame.

N'est-ce pas en ce cas que les Loix deffendent de diminuer les preuves. *fura nolunt probationum copiam angustari.*

L'appellant ne peut-il pas dire avec le Droit , *probandi facultas non est angustienda ?*

Ne peut-il pas se servir de ces principes du Droit Romain qui sont en ce point la raison écrite ?

Si le Juge voit que les faits ne sont pas pertinens & qu'ils ne prouvent pas absolument, il ne doit pas les admettre & il n'admettra rien de ce qui étant prouvé ne décidera point. Nihil ad probandum admittet quod probantem non relevet. Mais, continuë le même Droit, si le Juge doute que quelques faits soient pertinens, alors il les doit admettre sans préjudice des droits des Parties, parce qu'il est plus sur d'admettre une preuve superflue que de rejeter une preuve nécessaire : quia securius est superfluum admittere quam omittere necessarium.

9. Avril
1737.

Mais si l'intérêt capital de l'état d'un enfant doit porter à rechercher toutes les preuves qui conduisent à la découverte de son état, cet intérêt ne doit pas être séparé d'un autre que l'on ne doit jamais perdre de vuë dans ces importantes occasions.

Si les motifs que nous avons indiqués peuvent quelque fois porter des peres & des meres à oublier tout sentiment humain sur le sort d'un enfant qu'ils veulent sacrifier, il arrive souvent aussi que des gens de néant profitent de l'obscurité de leur naissance, pour usurper des noms qui ne leur appartiennent pas; & c'est un autre inconvenient bien préjudiciable au repos & à la sûreté publique, parce qu'il arriveroit (& il n'y a personne qui ne le sente) que si l'on se prêtoit facilement à admettre des preuves testimoniales en pareille matière, sans y être invité par des circonstances capables de faire naître les plus fortes présomptions, ces preuves conduiroient plus souvent à consacrer l'imposture, qu'à couronner la vérité.

Tels sont, MESSIEURS, de part & d'autre les interets que vous avés à décider, les inconveniens que vous devés peser, que vous devés juger.

Vous dirons nous après cela que la preuve testimoniale est la plus autentique & la plus ancienne de toutes les preuves; que c'est la nécessité qui en a formé l'usage; que le droit commun l'a conservé; qu'avant nos dernières Ordonnances ce genre de preuve étoit également admis en toutes sortes de matières?

9. Avril
1737.

Disons-nous que suivant les anciennes maximes du Droit François, la preuve testimoniale est regardée comme la plus forte preuve, suivant cette règle *témoins passent lettres*, comme on voit par Beaumanoir & par Bouteiller, Auteurs anciens & qui ont servi à établir & à conserver le droit ancien du Roïaume ?

Pourquoy donc, peut dire l'appellant, cette voie me feroit-elle interdite ? La Loy qui a donné aux Citoïens le secours des Registres & des monumens publics, leur a-t-elle oté le secours qu'ils tiroient auparavant de la preuve testimoniale ?

Où est-il dit que le commencement de preuve par écrit soit nécessaire ? quelle est la Loy qui l'a ordonné ?

Avant que les hommes eussent les Lettres ils avoient & des preuves & des Coûtumes qui tenoient lieu de Loix.

Ces preuves tirent-elles leur origine & leur force de l'écriture, ou plutôt ne sont-elles pas fondées dans la nature même de l'homme, & sur les principes de la société ; principes antérieurs à l'écriture & aux lettres ?

Les Loix ont restraint la preuve testimoniale à l'égard des conventions ; à la bonne heure : cela est fondé en raison. Toutes les fois qu'on a pû avoir des preuves par écrit & qu'on les a négligées, la Loy veut qu'on porte la peine de sa négligence ; que l'on suive jusqu'à la fin la foy qu'on a suivie dans les commencemens.

Encore l'intérêt supérieur du commerce fait-il limiter cette maxime pour les Jurisdiccions consulaires.

Mais dans un cas où je ne puis avoir de commencement de preuve par écrit, ou je n'ai pû veiller à mes intérêts, ou je n'ay pas été le maître d'assurer mon état par des preuves écrites, *non potui mihi ipse cavere*, dans un cas où je me plains qu'on m'a refusé ces preuves par écrit, & où je m'en plains contre qui ? contre ceux même qui me les ont soustraites, qui me les refusent malgré la disposition de la Loy Civile qui les y condamne, malgré la Loy de la conscience qui les y oblige, la Loy peut-elle me forcer à l'impossible ? *lex impossibilia non jubet*.

D'ailleurs, dira l'appellant, cette preuve testimoniale que

l'on veut attaquer n'est-elle pas celle qui décide de la vie des Citoyens, objet encore plus important que leur état & qui décide seule, sans aucun autre commencement de preuve.

9. Avril

1737.

Mais qu'est-ce qu'un commencement de preuve par écrit en matière d'état ?

Sera-ce par exemple un extrait baptistère, qui fasse mention qu'un enfant est fils de tel & de telle ?

L'appellant ne peut-il pas dire que ce commencement de preuve par écrit qu'on regarde comme tel, & sur lequel on admet tous les jours à la preuve, n'en est point un dans le fonds pour celui qui le présente.

Cet extrait baptistère lui appartient-il, est-il à lui, est-ce de lui qu'il fait mention ? voila de quoi il s'agit en matière d'état : & cet extrait baptistère ne lui appartient pas plus qu'à un autre qui le voudra usurper jusqu'à ce que son état lui soit confirmé.

Mais d'un autre côté répéterons-nous ici tout ce qui a été dit dans tous les tems contre la preuve testimoniale ? La facilité de cette preuve n'en fait-elle pas la foiblesse ? Dans tous les tems n'a-t-on pas senti les inconveniens de cette preuve ? La Loy ne les a-t-elle pas prévus, disent ceux qui proscrivent la preuve par témoins.

Ce n'est pas un inconvenient, par raport à la société & au public, de ne pas permettre la preuve testimoniale à un enfant qui vit dans l'obscurité, quoiqu'il puisse être de la condition qu'il réclame. Laisser ce particulier inconnu dans le même état où il a été toute sa vie, c'est laisser subsister l'ordre public & l'harmonie de la société. En tout cas si c'est un inconvenient, il n'est pas comparable à celui de renverser, sous ce prétexte incertain, tout ce qu'il y a de plus sage dans la disposition des Loix & de plus nécessaire pour prévenir les désordres les plus funestes à la société.

Un inconvenient qui ne regarde qu'un particulier ne détruit pas une Loy claire, précise qui intéresse toute la société.

La Loy rassurée par la nature veut bien courir le risque de quelques peres & meres bizarres ou furieux.

La Loy a préféré un inconvenient, qui ne peut arriver

que par un prodige d'horreur, à celui de remettre la preuve de l'état des hommes, qui sont sans titre & sans possession, à la déposition de quelques témoins ou indifférens ou corrompus par argent, ou séduits par l'artifice.

La preuve testimoniale a toujours ses incertitudes & ses équivoques. La vérité n'y paroît presque jamais à découvert; & pour un pere qui se porteroit à cet excès d'étouffer en lui les sentimens de la nature, mille imposteurs auroient une voye ouverte pour se procurer un rang que la nature leur auroit refusé.

Si en matière criminelle on admet la preuve par témoins, c'est, dit-on, qu'il est impossible d'avoir d'autres preuves. On ne pouvoit l'exclure sans introduire l'impunité, de laquelle suit infailliblement le désordre & le renversement de la société. D'ailleurs la confrontation met l'accusé à couvert de la corruption des témoins. On peut ajouter que si des peres & des meres cherchent à celer l'état des enfans, le mystère n'est pas toujours impénétrable, pour les enfans même, sans le secours de la preuve par témoins; que pour concilier ces grands objets, la Justice n'a presque jamais manqué de ressources.

Il est rare qu'un enfant, injustement dépouillé des prérogatives de sa naissance, ne trouve aucun vestige des expédiens frauduleux dont on s'est servi pour lui enlever les preuves ordinaires de son état.

Dans le cours d'une longue suite d'années, pendant lesquelles les pere & mere sont obligés de fournir à son éducation, il est bien difficile qu'il n'échape quelques écrits capables de former de fortes présomptions de la vérité qu'on a voulu cacher, des lettres qu'on a crû indifférentes lorsqu'on les a écrites, & qui dans l'événement deviennent des pièces considérables, des quittances, des mémoires, quelque fois de simples notes, des interrogatoires sur faits & articles, lorsque celui qui réclame est assés heureux pour avoir encore les pere & mere vivans.

Si autre-fois on préferoit la preuve testimoniale, *témoins passaient lettres*, maintenant en France & ailleurs les lettres passent témoins; & l'on ajoute plus de foy à un

à un acte signé, qu'à plusieurs témoins qui déposeroient du contraire : c'est l'esprit & la lettre des Loix & des Ordonnances.

Ch. XXXIV.

9. Avril
1737.

Autre question importante dans cette affaire.

La légitimation par mariage subséquent est-elle favorable, ou défavorable ?

Dans les choses favorables on peut étendre les décisions : *Favores ampliandi, odia restringenda.*

Les intimés peuvent dire que les privilèges ne doivent point être étendus ; que les fictions dans le Droit ne doivent pas être multipliées ; que la légitimation est un privilège : *ex privilegio & fictione procedit talis legitimatio : nec enim legitimati possunt dici legitimi, ex proprietate verbi, neque etiam ex rei naturâ, sed potius ex privilegio atque ex fictione.*

Que si en droit l'état est toujours favorable, c'est pour ceux qui possèdent cet état, & non pour ceux qui ne le possèdent pas ; parce que la présomption est toujours pour celui qui est en possession ; mais quand il n'y a point de possession, nulle présomption favorable, ou plutôt toutes présomptions sont contraires.

Que hors le cas du mariage, l'enfant est plutôt présumé illégitime que légitime ; *potius præsumitur spurius quam naturalis*, lorsqu'il n'y a point de mariage ou de concubinage notoire.

Jettant les yeux sur les effets de la légitimation, que n'a-t-on point à dire ? Que la légitimation, par le mariage subséquent, ne peut pas être regardée comme favorable, puisqu'elle tend à entretenir la débauche, & le libertinage, à séduire des filles sous des promesses d'un mariage subséquent, des mineures même contre le gré de leur parens, lesquelles après leur majorité, en contractant un mariage inégal, défavorable, & déshonorant, légitimeroient le fruit d'un commerce antérieur également reprouvé par les Loix & par leur famille ; & en ratifiant leur premier crime ratifieroient éternellement la honte & le déshonneur de leur maison.

Que cette légitimation est propre à favoriser la clande-

9. Avril
1737.

stinité des mariages , à troubler l'ordre & la paix des familles qui se reposant sur la foy des mariages publics & légitimement contractés , voient tout d'un coup s'élever où des héritiers indignes ou des concurrens facheux , au déshonneur & au désavantage des enfans nés sous la protection des Loix ; des personnes obscures qui , nées dans l'ombre & dans les ténèbres , viennent au grand jour déranger l'économie particuliere des membres qui composent une famille , en s'y introduisant sans en avoir jamais fait partie.

Qu'il est contre la pureté du Sacrement que la débauche soit un mariage , ou même un commencement de mariage.

Qu'il seroit desirable qu'une pareille Loy n'eût jamais été portée , & que , trop esclaves en cette matière , comme en beaucoup d'autres , des Loix faites par des Souverains étrangers , nous n'eussions pas adopté trop facilement des dispositions du Droit Romain & du Droit Canonique.

Que cette sorte de légitimation n'est point adoptée dans plusieurs états policés , tels que l'Angleterre ; & que ceux qui sont nés dans un pareil état d'obscurité , sont condamnés par les Loix à n'en jamais sortir & abandonnés à leur infortune.

Mais que la Loy étant faite chés nous par un usage constant , il faut bien prendre garde d'étendre & d'amplifier des dispositions qui sont d'une si périlleuse conséquence.

Mais ne peut-on pas dire au contraire pour l'appellant & pour la faveur de cette légitimation ; que ce seroit une injustice criante de faire supporter à un enfant malheureux & innocent la peine d'un pere & d'une mere coupable ? *Acerbum est* , dit le droit , *parentum delicta liberorum pœnis lui.*

Que la premiere de toutes les Loix , la Loy naturelle , n'improvant point les conjonctions *soluti & soluta* , la Loy positive a cherché tous les moyens pour reparer & effacer le vice qu'elle seule avoit mis dans la naissance de ceux qui sont le fruit de ces sortes de conjonctions.

Que le consentement faisant proprement l'essence du mariage , on a dû présumer le consentement & le faire remonter au tems auquel on en voit les effets.

Que ce consentement étant ratifié & confirmé par les

cérémonies d'un mariage légitime, elles suppléent suivant les Loix, à ce qui manquoit à un mariage naturel, & font rentrer la nature dans tous ses droits.

Qu'il n'y a aucun inconvénient dans ces Loix puisqu'elles ont reprouvé les légitimations d'adultérins ou d'enfans nés de conjonctions incestueuses.

Qu'il est de l'intérêt de la société que cette légitimation soit autorisée : *interest reipublicæ talem legitimationem fieri*, disent les Docteurs.

Ne craignons point, dira-t-on, les inconvéniens que la Loy a prévus. La Loy est plus sage que l'homme; & ce ne seroit pas être sage de vouloir l'être plus que la Loy. *Sapiens non est qui vult lege sapientior videri.*

La Loy favorise ces sortes de légitimations : & comment les favorise-t-elle ? Elle égale les enfans ainsi légitimés aux enfans légitimes; que dis-je ? Elle leur donne le droit d'aînesse sur les enfans légitimes nés depuis le mariage.

Le mariage subséquent à une telle faveur suivant les Loix que, nonobstant un mariage intermédiaire, des enfans nés d'un commerce antérieur sont légitimés par le mariage postérieur; & tel est l'usage de France.

Allons plus loin & venons au fonds de la question.

Vous avez entendu, MESSIEURS, les moyens par lesquels chacun a défendu sa cause.

L'un affirme, l'autre nie, tous apportent des Loix, des Autorités, des exemples.

Loix différentes ou différemment entendues, Autorités contraires, exemples différemment interprétés, citations, raisonnemens, éloquence, tout a été employé de part & d'autre.

Reprenons sommairement les raisonnemens que l'on a répandus dans les Plaidoiries.

Les preuves de la filiation en général doivent, dit-on, être regardées comme impossibles du côté du père; & c'est la décision des Loix Romaines : *pater incertus, mater certa.*

Mais la Loi toujours sage a voulu prévenir les doutes, & les difficultés qu'on auroit pu faire dans une matière si importante. Elle n'a pas voulu laisser subsister les consé-

9. Avril
1737.

quences dangereuses qui pouvoient naître d'une pareille incertitude. Elle a voulu fixer l'état des citoïens; mais elle n'a pû y parvenir que par une fiction. Elle a feint que tous les enfans nés d'un mari & d'une femme sont enfans légitimes du mari. *Filius est quem nuptiæ demonstrant : filius est qui ex viro & uxore ejus nascitur.*

La Loy par cette fiction a répondu d'avance aux jalousies frénétiques d'un mari. Elle confond ses suppositions, ses calomnies. Elle impose silence aux soupçons inquiets & mal fondés.

Quelles précautions n'a point pris la Loy Romaine pour régler les naissances après le divorce, parce qu'alors cesse la Loy *pater est*, la démonstration de paternité ne subsiste plus?

Dans le cas d'un concubinage notoire, d'une cohabitation connue, *vicinis & aliis scientibus*, les mêmes Loix ont fixé l'état des enfans qui sont le fruit d'une pareille conjunction. Cela n'est pas étonnant : elle imitoit le mariage.

Mais hors ce cas excepté par la Loy, toute démonstration de paternité cesse. Les enfans, ne pouvant montrer un pere certain, sont laissés dans l'incertitude de leur condition, & pour ainsi dire sous la condamnation de la Loy générale : *impossibile est scire quis cujus filius sit*. Point de légitimation par mariage subséquent, selon les Loix Romaines ; aucune Loy qui autorise des enfans, désavoués par pere & par mere, à venir réclamer un pareil privilège.

Ce n'est, dit-on, que dans le cas du concubinage notoire que le mariage subséquent légitimoit de droit chés les Romains : *vi legis & matrimonii potestate, etiam invitis parentibus*.

Hors de la ce ne sont que commerces furtifs dont les fruits ne sont regardés que comme des enfans du peuple & de la terre, *filiï terræ, potius spurii quam naturales*.

La Loy Canonique plus indulgente a admis tous les bâtards à la légitimation, cependant avec des restrictions dont il ne s'agit point ici.

Mais cette Loy a-t'elle jamais permis à un enfant de réclamer pour pere celui qui le désavouë, lorsque les deux époux avoient des habitations séparées dans le tems de la

conception & de la naissance de l'enfant ; lorsque la femme est morte sans vouloir attribuer cet enfant à son mari ; lorsque ce mari soutient formellement que cet enfant ne lui appartient pas ?

9. Avril

1737.

Le Droit Canonique auroit-il permis une chose si odieuse, pendant que les plus célèbres Canonistes ne reconnoissent pas la nomination des parens pour une preuve de filiation, du moins pendant qu'ils admettent tant de modifications & de distinctions : *nominatio simpliciter facta*, *nominatio principaliter facta* & *propter se*, *non propter aliud* ; pendant qu'ils proscrivent comme preuves de filiation les nominations faites incidemment même par écrit ; pendant qu'ils rejettent le traitement ordinaire & veulent un traitement filial & qui ne puisse pas convenir à un étranger ; pendant qu'ils rejettent les présomptions *per famam*, *per similitudinem* ; pendant qu'ils admettent tant de précautions pour les dépositions des témoins en matière de filiation, pendant qu'avec le *tractatus*, *nominatio* & *fama*, de sçavans Canonistes ont été d'avis de débouter des enfans qui réunissoient toutes ces présomptions en leur faveur.

On dit que le droit Canonique au défaut de cohabitation, au défaut de reconnoissance des peres & meres prétendus, a toujours exigé une possession d'état.

Que l'on convient que dans ce cas, aussi bien que dans le cas du mariage, la déclaration contraire des pere & mere ne peut nuire à l'enfant, *neque nocet neque præjudicat*, mais qu'autrement, *standum est verbo viri & mulieris*, disent les Decrétales.

Qu'en un mot où Charles de la Ruëneuve est dans la situation de ceux à qui l'application des principes généraux a fait accorder la preuve testimoniale, ou bien qu'il est dans la situation de ceux à qui elle a été perpétuellement refusée.

Qu'il est manifestement dans cette dernière situation.

Que dans des espèces plus favorables, & même dans le cas du mariage, on a vû perpétuellement rejeter des demandes qui n'étoient appuyées d'aucun commencement de preuve par écrit.

Qu'auroient dit les Talons, les Bignons, & les Dagues-

seau, dans cette espèce où il n'y a ni possession ni quasi possession, ni preuve, ni commencement de preuve par écrit, où concourent le défaveu d'une mere morte & la dénégation du pere vivant ?

Mais que ne peut pas dire aussi l'appellant ? Ne peut-il pas répondre aux Intimés ? Vous avez fait un système assez suivi, & vos conclusions sont assez justes.

Votre système, je veux bien l'accorder pour un moment, est soutenu : il est fondé en raisons : vos distinctions sont assez solides & vos principes sont éblouissans, quoique pere & fils vous n'aies pas toujours posé les mêmes principes & que vous vous soies contredits en quelques rencontres.

Mais enfin c'est un système ; & pour me condamner, pour m'exclure d'un état que je réclame, pour me débouter d'une demande dont les faits ont au moins la plus grande vraisemblance, il faut des Loix, mais des Loix claires, des Loix précises & sans équivoque.

Dans quel Livre, dans quel Code sont écrites ces Loix ?

Mon état dépendra-t'il des Loix Romaines qui ne décident rien contre moi ? car vous avoués que ces Loix ne parlent point de l'espèce de ma légitimation.

Mon état dépendra-t'il des gloses & des commentaires des Docteurs, quand même j'avouerois qu'ils vous sont favorables, gloses & Commentaires presque toujours contraires les uns aux autres, & d'ailleurs sans autorité ?

Mais de plus, dira l'appellant, supposons que vos principes soient solides, vous n'en admettés aucun sans distinctions, sans divisions & sans subdivisions.

Je vous demande, le mariage légitime-t'il de lui-même, *vi legis & matrimonii potestate* ? vous répondés en distinguant. S'il y a concubinage & cohabitation notoire, il légitime de plein droit *vi legis*. Mais lorsqu'il n'y a point de concubinage, il légitime, me dites vous, s'il y a une reconnaissance du pere & de la mere.

Mais dira l'appellant, j'ai prouvé que nous ne connoissons point de concubinage ; vous avoués même que les Loix Canoniques & les Loix de France ne connoissent hors le mariage que des commerces illicites.

Je demande encore, continuëra l'appellant, faut-il nécessairement une reconnoissance des peres & des meres ?

Vous répondés, dans le mariage & dans le concubinage il n'est point besoin de reconnoissance ; hors ces deux cas il faut une reconnoissance formelle.

9. Avril
1737.

Que deviendront donc toutes les Loix qui disent unanimement que la déclaration des peres & des meres ne peut pas préjudicier à l'état des enfans ; qu'il seroit dangereux d'abandonner l'état des hommes à l'aveugle prédilection des peres & des meres, à leur haine ou à leur caprice ; que s'il n'est pas libre aux peres & meres d'introduire des enfans dans leur famille, il leur est également deffendu de les rejeter.

Que les Loix mettent les Citoïens à couvert d'inconveniens si dangereux ; qu'elles ont décidé généralement que ces sortes de déclarations ne peuvent favoriser non plus qu'elles ne peuvent nuire ni préjudicier : *neque favet neque prejudicat talis asseveratio.*

Je demande encore, dira l'appellant aux intimés : la preuve par témoins seule est-elle recevable, ou faut-il un commencement de preuve par écrit ?

Vous n'osés pas décider cette question en votre faveur, mais vous distingués ?

Vous voulés que j'aye pour cela en ma faveur, une possession que vous me refusés.

Vous convenés que cette preuve a été quelque fois accordée ; & parce qu'elle a été refusée quelque fois, vous dites que je suis dans la situation de ceux auxquels elle a été perpétuellement refusée.

Je puis donc au moins conclure de là que le principe n'est pas certain, qu'il n'est pas infallible, que ce sont les seules circonstances qui décident, & je soutiens être dans ces circonstances favorables. Les faits que j'allégué sont pertinens, par conséquent ils sont admissibles ; & la preuve en étant faite ma filiation est démontrée. J'ay prouvé que le mariage subséquent légitime de droit, *vi legis*, sans qu'il soit besoin du consentement des peres & des meres. J'ay prouvé qu'il légitimoit *etiam invitis parentibus*. J'ay prouvé que lorsque les pere & mere ne veulent pas reconnoître

l'enfant, on ne peut sans injustice refuser à cet enfant la permission, d'informer, même par témoins, de sa filiation, lorsque les faits qu'il allègue sont suffisans pour l'établir. J'ay prouvé que les faits que j'allègue sont pertinens & admissibles, & que la preuve en étant faite, ma filiation est établie.

Après avoir balancé les raisons de part & d'autre Mr. l'Avocat Général a dit que cette cause est extrêmement singulière & importante.

Que l'état des hommes est l'objet le plus précieux & le plus intéressant de l'ordre public & qui par conséquent exige le plus d'attention.

Qu'il s'agit d'un enfant qui se prétend né d'un commerce illégitime entre deux personnes qui se sont mariées depuis sa naissance; que cela fait un nouveau genre de difficulté.

Que l'on a donc à considérer d'abord le droit de la légitimation par mariage subséquent, comme elle a été introduite dans le Droit Romain, comment de là elle a passé dans le Droit Canonique, comment elle a été adoptée par le Droit François.

Qu'il faut examiner les conditions que ces Loix ont exigées, la ressemblance & le raport de ces différentes Loix, leur changements & leurs variations.

Qu'on doit considérer ensuite les preuves ou les présomptions de filiation, *per tractatum*, *per nominationem*, *per famam*, la part que la volonté ou le témoignage des prétendus pères & meres ont à cette légitimation, & jusqu'à quel point cette volonté ou ce témoignage y doivent être considérés, soit en faveur des enfans, soit pour les exclure.

Qu'il faut discuter le poids de la preuve testimoniale & appliquer les principes à l'espèce dont il s'agit.

Qu'après cela vient la Jurisprudence des Arrêts & la question subsidiaire d'alimens.

Tel est l'ordre dans lequel Mr. l'Avocat Général s'est proposé d'expliquer ses sentimens sur cette importante question.

Il a commencé par observer que l'ancien Droit Romain contenu dans le Digeste ne reconnoissoit point de légitimation. Les enfans même nés d'une concubine n'étoient point encore apellés enfans naturels.

Que

Que la légitimation doit son origine aux constitutions des derniers Empereurs.

Que Constantin le grand a été le premier qui a introduit la légitimation des enfans , *per subsequens matrimonium*.

9. Avril
1737.

Qu'ensuite Zenon, dont on apprend cette origine , dans sa constitution au Code de *naturalibus liberis*, permet en l'année 476. à tous ceux qui n'étoient pas mariés & qui vivoient avec des concubines dont ils avoient des enfans conçus ou nés dans le tems que sa constitution fut publiée, de rendre leurs enfans légitimes en épousant les meres; ce qui marque que la constitution de Constantin, que nous n'avons point, ne contenoit qu'une pareille faculté.

Hi vero, dit Zenon, qui tempore hujus sacratissimæ jussionis, nec dum prolem aliquam ex ingenuarum concubinarum consortio meruerint, minime hujus legis beneficio perfruantur: cum liceat easdem mulieres sibi prius jure matrimonii copulare, non extantibus legitimis liberis, aut uxoribus, & legitimos filios (ut pote nuptiis præcedentibus) procreare: nec audeant quos ex ingenuâ concubinâ dilato post hanc legem matrimonio nasci voluerint, ut justî ac legitimi postea videantur, magno-pere postulare.

L'Empereur Anastase fit une pareille Loy & ordonna ce que n'avoient fait que permettre Constantin & Zenon. *Subemus eos quibus, nullis legitimis existentibus liberis, in præ-senti aliquæ mulieres uxoris loco habentur, ex his sibi progenitos seu procreandos, suos & in potestate legitimosque habere: propriasque substantias ad eos vel per ultimas voluntates, vel per donationes, seu alios legi cognitos titulos (si voluerint) transferre; ab intestato quoque ad eorum hereditatem vocandos, nec aliquas quæstiones seu altercationes exercendi sub quâ-libet astutiâ subtilique legum vel constitutionum occasione super his, vel agnatis seu cognatis genitoris eorum, vel quibusdam aliis superesse facultatem in posterum. Nihilominus quisquis hujusmodi mulierem uxoris loco dotalibus instrumentis confectis habuerit, pro ejus sobole similem eandemque formam custodiri: ne adimatur ei licentia sibi quodammodo per liberos proprium suum patrimonium acquirendi. Filios insuper & filias jam per divinos affatus à patribus suis in arrogationem susceptos vel*

9. Avril
1737.

susceptas, hujus providentissimæ nostræ legis beneficio & juvamine potiri censemus.

Que cependant il est certain qu'avant Justinien on n'avoit pas donné une telle force au mariage subséquent, ni une si grande faveur aux enfans qui étoient nez auparavant, l'Empereur Anastase même déclarant dans sa constitution qu'elle n'aura lieu que quand il n'y aura point d'enfans légitimes.

Subemus eos quibus, nullis legitimis existentibus liberis, in præsentî aliqua mulieres uxoris loco habentur, ex his sibi progenitos seu procreandos, suos & in potestate, legitimos habere, &c.

Qu'enfin Justinien fit de la légitimation un droit général par ses constitutions des années 529. & 530. & il attribua aux enfans & à l'honneur du mariage la faveur qui n'avoit été accordée par les autres Empereurs qu'aux peres & à la puissance paternelle.

Qu'il ordonna dans la Loy 10. que les enfans légitimes ne nuïroient point aux enfans légitimés, ce qui est le contraire de ce qu'avoit ordonné l'Empereur Anastase.

Qu'il amplifia encore dans la nouvelle 78. sa Loy par rapport aux enfans d'une concubine domestique, *ex concubinâ ancillâ.*

Sancimus, dit la Loy 10. in hujusmodi casibus omnes liberos, sive ante dotalia instrumenta editi sint, sive postea, una eademque lance trutinari, & omnes filios suos in potestate suis existere genitoribus, ut nec prior nec junior ullo habeatur discrimine: sed qui ex iisdem matrimoniis procreati sunt, simili perfruantur fortunâ.

Qu'il s'ensuit de ces Loix & d'autres encore, premièrement qu'on a raison de dire que le droit de légitimer par mariage subséquent remontoit à Zenon & à Constantin, mais qu'il falloit distinguer plus particulièrement les tems auxquels la légitimation a été permise, de ceux auxquels elle a été ordonnée; & c'est ce que l'on n'a pas fait.

Secondement, que de part & d'autre on a parlé trop généralement, l'appellant quand il a soutenu que dans les Loix Romaines la légitimation n'avoit pour objet que les enfans; les Intimés quand ils ont dit qu'elle n'avoit pour objet que les peres.

Qu'il falloit distinguer les tems , pour concilier ces sentimens trop généraux.

Qu'avant Justinien par la constitution de Zenon qui renouvelle celle de Constantin , par celle de l'Empereur Anastase , il est manifeste que les Empereurs n'ont eu égard qu'aux peres & à la puissance paternelle.

Mais qu'il est aussi manifeste que Justinien a étendu cette faveur aux enfans & à l'honneur du mariage , ce qui a fait depuis un droit commun.

Qu'à l'égard des effets de cette légitimation il n'est ni douteux ni contesté que depuis Justinien les légitimés & les légitimes ont été traités également. *tubemus eos*, dit la Loy , *una eadem que lance trutinari. Liberi per subsequens matrimonium sic legitimati , sunt in potestate patris & omnia jura legitimorum & suorum heredum tam inter vivos quam ex testamento vel ab intestato consequuntur* : dit le Droit.

Mais qu'il falloit examiner plus particulièrement les conditions que le Droit Romain exigeoit pour cette légitimation.

Premièrement , du tems de Constantin & de Zenon il falloit que les peres le voulussent : cela est certain ; puisque ces Loix ne contenoient par rapport aux peres que des permissions de légitimer.

Il est aussi certain que depuis , cette faculté ou cette permission est devenuë un droit général & que la légitimation s'est opérée *vi legis & matrimonii potestate* : Droit par conséquent auquel les peres ne pouvoient s'opposer & qui ne demandoit pas leur consentement.

La seconde condition qu'exigeoit le Droit Romain c'est que les enfans fussent d'une concubine , *ex electo contubernio*.

Il est certain que ces seuls enfans étoient l'objet de la légitimation : & nous ne concevons pas comment on a pû contester une proposition si constante. En voicy les preuves.

Premièrement toutes les Loix qui autorisent cette légitimation , tant celles qui la permirent d'abord que celles qui l'ordonnerent depuis , ne parlent jamais que des enfans nés d'une concubine , *in electo contubernio* , d'une femme , *cujus homo consuetudine gaudebat , vel ex qua aliquos liberos habuerit*.

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

Ces Loix faites en différens temps par différens Empereurs s'accordent toutes en ce point : & vouloir étendre ces Loix & le privilège qu'elles contiennent , c'est forcer les Loix , c'est les interpreter arbitrairement.

Secondement , cette proposition est conforme à toutes les Loix Romaines & aux Commentaires des plus sçavans Docteurs.

Chés les Romains on n'apelloit d'abord enfans naturels que ceux qui étoient nés *ex servo & ancillâ* ou *ex servo & matre liberâ*.

Justinien dans le Code étendit la qualité d'enfans naturels à ceux qui étoient nés des concubines.

Toutes les Loix du Digeste , du Code & des Institutes le prouvent.

Hors ces cas , dit Mr. Cujas , les enfans ne sont *nec legitimi nec naturales , sed tantum spurii vel pueri publici , vulgo quæsi , vulgo concepti , vulgari venere quæsi*.

His pater incertus est , ajoute Mr. Cujas , *neque enim patrem habent quem demonstrant nisi populum & terram ; vel si quem habent qui est ipse spurius pater , eum honeste demonstrare non possunt*.

Or quelle difference met-il entre *spurii* & *naturales* qui sont *in servitute aut electo contubernio* ?

C'est , dit-il , que *spurii nullo modo legitimi fieri possunt , quod est verissimum , naturales autem certo modo possunt ; & cela par la raison que spurii certum patrem non habent*.

Il est donc certain que les seuls enfans naturels qu'on avoit eûs d'une concubine étoient chés les Romains l'objet de la légitimation par mariage subséquent.

Le concubinage étoit permis par le Droit Civil. Suivant ses dispositions on ne pouvoit avoir de concubine , que lorsqu'on n'étoit pas marié ; & comme on ne pouvoit avoir plusieurs femmes , on ne pouvoit avoir plusieurs concubines.

On ne pouvoit pas avoir toutes sortes de personnes en concubinage : il n'y avoit que l'affranchie qu'on pouvoit avoir pour concubine. Celle qui étoit ingenuë , ne pouvoit jamais l'être , à moins qu'elle ne fut d'une naissance obscure , ou qu'elle ne se fut prostituée , ou que n'ayant

point ces défauts on déclarât publiquement devant le Magistrat qu'on vouloit vivre ensemble en concubinage.

La concubine n'alloit point de pair avec la femme légitime; mais elle en aprochoit fort, *uxorem legitimam imitabatur*; & comme dit Ulpien, *nisi dignitate nihil interest inter concubinam & uxorem*.

Les enfans qui en étoient provenus pouvoient en quelque façon être dits *justi filii*: *justi aliquatenus dici poterant*.

En effet on ne pouvoit pas dire d'eux, comme des enfans provenus des conjonctions vagues, qu'ils n'avoient point de pere, ou qu'ils en avoient un incertain. Ils en avoient un en quelque sorte reconnu par la Loy.

Le pere certain est celui dont le mariage fait la démonstration, *certus proprie est quem nuptiæ demonstrant*.

Mais celui que le concubinage démontroit étoit aussi en quelque maniere certain. C'est ce qu'observe Mr. Cujas sur la Nouvelle 18. ou après avoir exposé que les enfans, provenus d'une conjonction illicite, sont censés en Droit n'avoir point de pere, il dit qu'il n'en est pas de même de ceux qui sont provenus d'un concubinage.

In naturalibus, propterea quod concubina uxorem legitimam imitatur, non idem omnino dici potest incertum esse patrem; certus proprie est quem nuptiæ demonstrant. Certus quodammodo est si quem concubinatus demonstrat.

Le concubinage chés les Romains étoit d'une seule espece. *Ex solâ animi destinatione efficiebatur*. Mais il ne faut pas séparer les paroles suivantes *videlicet cum quis mulierem voluptatis causâ & concubitus (unde est nomen) in contubernio & consuetudine diuturnâ habebat: quod jure civili extra pœnam & infamiam erat*.

Le concubinage qui regnoit du tems même de Justinien cessa enfin sous l'Empereur Leon ou plutôt il fut absolument deffendu par cet Empereur Nouvelle 91. *additâ pro ratione hac nobili Sententia; quod desipere videatur is qui malit lutum quam puram ex fonte aquam haurire*.

Une autre condition qu'exigeoit le Droit Romain outre le concubinage, c'étoient des instrumens dotaux & nuptiaux, & de plus le consentement des enfans qu'on légitimoit.

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

La légitimation se faisoit *vi legis requirente tamen ad id nuptialia instrumenta & consensum liberorum.*

Cela est si certain à l'égard des instrumens dotaux que Justinien dans sa Novelle 89. pour parler de la légitimation, *per subsequens matrimonium*, l'intitule *legitimatio per instrumenta dotalia*, & n'en parle que sous ce nom.

Quoique le mariage chés les Romains reçût sa perfection du consentement seul des Parties, cependant le mariage subséquent n'étoit suivi de la légitimation dont il s'agit que lorsqu'il étoit accompagné de l'écriture.

La Loy dont elle étoit une émanation exigeoit à cette fin une pareille solemnité.

Les instrumens nuptiaux étoient nécessaires, afin qu'il pût conster non seulement si celle qui avoit été jusque là concubine étoit enfin devenuë épouse légitime; mais encore si les enfans provenus du concubinage, & lesquels d'entr'eux se trouvoient légitimés.

Car comme suivant la disposition de la Novelle 89. Chap. 11. le consentement des enfans étoit aussi nécessaire pour cette légitimation, & comme il n'y avoit entr'eux de légitimés, que ceux qui avoient bien voulu l'être, les noms de ceux qui consentoient à leur légitimation devoient être insérés dans l'instrument.

La nécessité du consentement des enfans pour la légitimation étoit fondée sur les grands effets de la puissance paternelle chés les Romains, effets très-avantageux aux pères & auxquels on trouvoit dur d'assujettir des enfans en pareil cas sans leur consentement.

Ce consentement est si bien requis par la Loy, que Justinien dans la Novelle 89. après avoir rapporté les quatre especes de légitimation, entr'autres celle *per subsequens matrimonium* ou *per instrumenta dotalia*, dit. *Generaliter in omnibus qui per prædictos modos deducuntur ad legitimum jus, tum hoc volumus obtinere, dum & filii hoc ratum habuerint:* & la raison qu'il donne de la nécessité de ce consentement est celle-ci. *Si solvere jus patriæ potestatis invitis filiis non est permissum, patribus multo magis sub potestatem redigere invitum filium & nolentem, tanquam sortens metuentem pater-*

nam, justum non est, neque Imperii & legislatoris ponimus proprium.

Ch. XXXIV.

On voit donc que le sub séquent mariage revêtu de la forme expliquée ci-dessus, *cum nuptialia instrumenta inter- venerant*, indépendamment de tout autre consentement des peres & des meres, légitimoit les enfans nés d'un concubinage pourvu qu'ils le voulussent; & cette légitimation étoit plus en faveur des enfans, puisqu'il dépendoit d'eux de l'empêcher, suivant la règle *liberum est unicuique renun- tiare iis quæ pro se introducta fuerunt*.

9. Avril
1737

Nous ne parlerons point des changemens qui ont été faits depuis dans ces formalités. Nous n'en avons fait mention que parce qu'elles ont raport à ce qu'ont dit des Auteurs François dont nous parlerons dans la suite, & pour expliquer plus distinctement la forme de la légitimation chés les Romains.

Nous ne ferons point non plus mention des autres conditions qu'exigeoient les Romains pour la légitimation *per subsequens matrimonium*. Les unes sont inutiles à la question que nous traitons; & les autres qui sont essentielles ont été admises dans le Droit Canonique & dans nôtre Droit François, sçavoir que *coitus sit inter solutum & solutam, non sit nefarius, incestuosus & omnino prohibitus*.

Poursuivant l'histoire de la légitimation & passant au Droit Canonique, Mr. l'Avocat Général a examiné comment ce Droit a adopté ou modifié les décisions du Droit Romain.

Tanta vis est matrimonii, ut qui antea sunt geniti post contractum matrimonium legitimi habeantur.

Matrimonium sequens legitimat filios ante illud ex soluto & solutâ: dit la glose sur cette Décretale que nous venons de citer.

Mulier exheredari non potest ex eo quod ante desponsationem matris suæ nata fuerit, si postea pater mulieris præfatæ matrem ipsius acceperit in uxorem. Ea enim legitima judicari debet, nec illi hac occasione super hæreditate paternâ molestia inferri potest vel gravamen.

Tales filii, dit une autre Decretale, *exheredari non pos-*

9. Avril
1737.

sunt ex ea occasione quod ante matrimonium nati.

Tels sont les textes du Droit Canonique qui autorisent la légitimation par mariage subséquent.

Il est certain que ce Droit a toujours condamné le concubinage & qu'il n'a jamais donné de prérogatives aux enfans qui en étoient provenus.

Ce Droit a voulu sans distinction que les enfans fussent légitimés par le mariage subséquent, pourvu cependant qu'ils fussent provenus *ex soluto & solutâ*, c'est-à-dire de ceux qui auroient pû se marier ensemble s'ils l'avoient voulu.

Il est encore certain, par les chapitres que l'on a cités, que cette légitimation s'opéroit dans le Droit Canon indépendamment d'un contrat de mariage & du consentement des enfans, requis pour cet effet dans les Loix Romaines.

On ne voit pas non plus dans ce Droit qu'il exigeât le consentement des peres & des meres. Tous les Auteurs Canonistes sont d'avis que cette légitimation s'opere *vi matrimonii etiam invitis parentibus*.

Il n'est pas nécessaire après ces textes de citer une foule d'Auteurs pour prouver ces propositions, ni de faire le détail des questions qu'ils ont agitées.

Il vaut mieux s'en tenir aux textes plus surs que les Commentaires & laisser toutes les questions inutiles qu'ont traitées les Docteurs Canonistes.

Mr. l'Avocat Général a recherché ensuite comment ces décisions du Droit Romain & du Droit Canonique sont passées chés les Nations, comment elles ont été adoptées : question utile, & qui n'est pas ici sans application.

En Espagne, la légitimation par mariage subséquent a été adoptée par les Loix du Païs ; & l'on voit que ces Loix ont plutôt suivi le Droit Canonique que le Droit Romain. Car l'onzième Loy Taurine de la Reine Jeanne, dite la folle, mere de Charles Quint, décide qu'un, enfant né d'une conjonction illicite sans concubinage, aiant été ainsi légitimé, mal-à-propos avoit-on attaqué sa légitimation.

La légitimation par mariage subséquent n'a point été reçue en Angleterre, si ce n'est pour rendre capables des Ordres Ecclesiastiques.

Mais

Mais elle n'opere aucuns effets civils, s'il n'y a point de contrat de mariage verifié par écrit & par témoins avant la consommation. Les enfans nés avant le contrat sont batards, & ne se peuvent légitimer par mariage subséquent. Mais si les Parties contractent mariage *étant la femme grosse, voire prête à se délivrer*, disent les Auteurs, *pourvu qu'elle ne soit encore accouchée les enfans seront légitimés.*

9. Avril
1737.

Ce droit est constant en Angleterre. Du Cange, Lauriere, & le Laboureur en rapportent des preuves.

Cependant il y a lieu de croire que la légitimation a eu autrefois lieu en Angleterre comme ailleurs, puisque Selden rapporte que sous Richard II. les enfans de Jean de Gand Duc de Lancastre & de Catherine Roüet sa troisième femme avoient été légitimés ainsi par le Roy & par le Parlement d'Angleterre. On le voit encore par Raleigh Auteur Anglois dans ses Lettres à Robert où il parle même de la cérémonie du Poile.

Quant à l'Empire d'Allemagne il y a apparence que cette légitimation par mariage subséquent y a eu lieu également. Car nous voyons que dans la querelle de la maison d'Anjou avec celle d'Arragon pour la Couronne de Sicile, Mainfroy se prétendoit fils légitime de l'Empereur Frederic II. & d'une concubine qu'il avoit épousée depuis lorsqu'elle étoit à l'extrémité. Constance fille de Mainfroy soutenoit la légitimité de son pere. La maison de France soutenoit que Mainfroy étoit batard, & qu'un mariage, fait avec la concubine à l'extrémité de la vie, n'étoit pas capable de rendre les enfans légitimes.

Venant à la France Mr. l'Avocat Général a dit que comme l'Eglise Gallicane se servoit du Code Theodosien, où la Loy de Constantin ne se trouve pas, dit Lauriere sur Loyfel, la légitimation par le mariage a été long-tems inconnue en France.

Sous la premiere & la seconde Race de nos Rois elle étoit assés inutile, puisqu'il suffisoit aux Batards d'être avoués pour succéder avec les enfans nés en légitime mariage, comme on le peut voir dans du Tillet sur les Rois de France.

9. Avril
1737.

Pour sçavoir quand cette légitimation a été pratiquée en France, il faut voir quand l'état des batards y est devenu moins favorable : car selon toutes les apparences (du moins on n'en a pas de preuves plus anciennes) elle n'y a été reçûe, que quand les batards ont été exclus de la succession par les enfans légitimes.

Or ce fut sous nos premiers Rois de la troisième Race que les Batards furent exclus de la succession à la Couronne; ce qui fut ensuite étendu aux batards des particuliers auxquels le droit de succéder fut entièrement ôté.

Comme on commençoit alors à lire le Code de Justinien, c'est très-certainement, dit Lauriere, des Loix de cet Empereur que nous avons pris la légitimation par mariage qui depuis a été pratiquée parmi nous.

La preuve de cette conjecture se peut tirer des Chapitres 31. & 32. du decret d'Yves de Chartres, ou ce Prélat qui vivoit sous Philippe Premier sur la fin de l'onzième siècle a transcrit les Loix de Justinien touchant la légitimation.

Le premier exemple qui se trouve dans l'Histoire de France d'une pareille légitimation est sous le Roy Robert au commencement de l'onzième siècle.

Nous voyons dans Guillaume de Jumieges ancien Historien Normand, que le Comte Richard épousa la Comtesse Gonnor dont il avoit trois enfans : que ces enfans furent mis, dit une vieille Chronique, *par dessous le mantiel de la mere & furent ainsi faits loyal cil trois freres. Comes Ricardus Gonnorem Comitissam more Christiano sibi copulavit; filii que qui jam ex eâ nati erant interim dum sponsalia agerentur cum patre & matre pallio cooperti sunt*, dit cet ancien Historien.

Voilà le premier exemple que nous connoissons en France d'un pareil Droit, & de la cérémonie du Poile : Coutume comme l'on voit fort ancienne & qui a duré long-tems.

En Espagne on faisoit passer les enfans par la chemise de la mere, en France & en Angleterre sous le Poile, *unde tunc extracti illi denuo adeo que ex conjugatis nati haberentur*, dit Selden.

Cette Cérémonie , dit le sçavant du Cange , vient de celles des adoptions qui ont été long-tems en usage , tant les adoptions d'honneur que celles par les armes. Celuy qui adoptoit faisoit passer l'adopté sous sa chemise ou sous son manteau , faisant connoître par là qu'il le tenoit comme son fils & comme sorti de lui.

9. Avril
1737.

Ce que nous trouvons de plus ancien après ces exemples sont les Coûtumes de Bauvoisis.

Tout le monde sçait que Philippe de Beaumanoir , Chevalier Bailli de Clermont en Bauvoisis & Conseiller de Robert Comte de Clermont fils de St. Loüis , redigea ces Coûtumes de Bauvoisis ou plutôt les Coûtumes qui s'observoient de son tems dans tout le Royaume.

Le Chap. 18. porte , *quant un homme est hors du lien du mariage a compagnie à une femme , & en a enfans & l'épouse , puisque ly enfans sont nés , ou el tans que elle est grosse , se ly enfans sont mis deffous le drap , liquel drap est accoûtumé de mettre sur chaux qui se marient solemnellement en Sainte Eglise , ne soient loyal , puisqu'ils y sont mis avec le pere & la mere le mariage faisant , mais puis lors ne sont pas ly enfans batards ains sont hoirs & peuvent être aherités si comme loyaux enfans nés au mariage , & par cette grace que Sainte Eglise & Coûtume consentent à ces manieres d'enfans , avient-il souvent que li peres épousent les meres pour la pitié des enfans , si que moins de maux en sont faits : & seront héritiers comme loyal hoir en toute matière de descendant & d'échoite de côté.*

Aussi Loisel dans ses Institutes coutumieres a t'il marqué comme regle du Droit François , *enfans nés avant le mariage mis sous le Poile sont légitimés* ; & il dit qu'on les mettoit sous le Poile , afin qu'étant considérés comme les fruits du mariage avant lequel ils sont nés , leur état soit si public & si certain qu'il ne puisse être contesté.

Il n'y a point d'Ordonnances de nos Rois qui aient établi la légitimation par mariage subséquent. Il en est seulement fait mention dans la nouvelle Ordonnance des donations art. 41. mais c'est une ancienne Coûtume de France.

Dans le Recueil de toutes les Coûtures du Roïaume il n'y a que les Coûtures de Troyes & de Sens, celles de Nivernois & d'Auxerre qui en fassent mention.

Ces deux premières portent presque en même termes. *Les enfans nés hors le mariage, ex soluto cum solutâ, puis-que le pere & la mere épousent l'un l'autre, succèdent & viennent à partage avec les autres enfans si aucuns en y a.*

Les Coûtures de Nivernois & d'Auxerre portent que le batard légitimé par mariage subséquent succède comme légitimé.

Tels sont les seules Loix que nous aïons en France sur la légitimation. Voïons maintenant comment les Auteurs les ont entendues & interprétées : comment ils les ont mêlées avec les décisions du Droit Romain, ou du Droit Canonique : quelles conditions ils ont exigées pour la légitimation.

Le judicieux Coquille dans ses Institutions au Droit François, parlant des légitimés par mariage subséquent, dit. *Cela est général en France, pourvû que les peres & meres lors de leur conjonction fussent en liberté de pouvoir s'épouser, autrement le mariage subséquent ne feroit légitimation.*

Il est requis aussi, ajoute le même Auteur, que le pere eût la mere en sa compagnie comme est une femme mariée, sauf la dignité & Sacrement & qu'elle ne s'abandonnât à autre.

Le même Coquille sur la Coûtume de Nivernois, à l'endroit que nous avons cité, parle en ces termes.

» La légitimation par mariage subséquent desire aucunes circonstances nécessaires ; à sçavoir que lors de la » conception de l'enfant au ventre de la mere, les pere & » mere fussent en tel état & liberté de leurs personnes, qu'ils » eussent pû, s'ils eussent voulu s'épouser légitimement.

» Aucunes Coûtures se contentent de dire que l'enfant soit né. Sens article 92. Troyes article 108. La » seconde circonstance est, que la mere fût au concubinat, » & en la compagnie ordinaire de l'homme, & de telle façon qu'il ne restât que le Sacrement & dignité du mariage, qu'ils ne fussent mari & femme.

» Decius dit que l'enfant qui est né hors la maison du

» pere, la mere n'étant pas ordinaire en concubinat, n'est
» pas légitimé par le mariage subséquent. Toute fois il me
» semble qu'il n'est pas nécessaire que la mere fût domesti-
» que ordinaire, pourvu qu'il se prouvât qu'elle eût vécu
» sans suspicion de s'être abandonnée à autre homme.

9. Avril
1737.

» Si donc il étoit prouvé que la mere se donnât à au-
» tres hommes, le mariage subséquent ne feroit la légiti-
» mation selon les raisons & autorités susdites : & quand
» les autorités cesseroient, nous devons par honneur in-
» cliner à cette part : parce que le commencement de telles
» conjonctions est suspect d'incontinence, & souvent avient
» que la femelle qui se sent aimée, deçoit le mâle qu'elle
» connoît passionné, & ne laisse pas de prendre ses petits
» passe-tems à part.

» La tierce circonstance requise pour la légitimation par
» mariage subséquent, est que le Mariage ait été solemnisé
» en face d'Eglise avec les Cérémonies accoutumées &
» publiques.

» La Loy Romaine dit qu'il y doit avoir lettre pour la
» constitution de la dot.

» Mais selon nos mœurs & Coutumes, je desirerois, &
» me semble être nécessaire que le mariage fût célébré pu-
» bliquement en l'Eglise Paroissiale ordinaire des deux ma-
» riés, ou de l'un d'eux, après proclamations de bans; pour
» témoigner à tous que c'est mariage à bon escient.

» Selon les Loix Canoniques le mariage, pour le lien &
» obligation des personnes, est accompli, & vaut par les
» seules paroles de présent; mais en ce qui est pour l'effet
» du Droit Civil public & politique, comme pour la puis-
» sance maritale, communauté de biens & doüaire, & pour
» la légitimité des enfans à l'effet des successions és biens,
» je croy que ce n'est assés de ce consentement couvert,
» mais est nécessaire la Cérémonie publique.

» Pourquoi je ne voudrois facilement admettre ce qui
» est dit de celui qui en testament ou autre écrit déclare
» être siens ses batards nés en concubinage.

» Parce que les Loix faites par les Empereurs en Grece
» après le déclin des forces de la valeur, & des bonnes

9. Avril
1737.

» mœurs de l'ancien Empire Romain, ne doivent être à
» nous de si grande efficace.

Brodeau sur Mr. Louët parle ainsi au sujet de la légitimation par mariage subséquent.

» Pour la validité de cette légitimation, qui est reçue
» par les mœurs & par l'usage de France, nos Docteurs
» requèrent un contrat de mariage, ou un acte de célébra-
» tion, qui fasse mention des enfans naturels légitimés, du
» nom, de l'âge & du nombre d'iceux.

» Et néanmoins je n'estimerois pas que le défaut de faire
» mention, par le contrat ou acte de célébration de ma-
» riage de l'enfant, d'exprimer son nom & son âge, & de
» le mettre sous le Poile, (ce que la pudeur & la crainte
» du scandale empêchent quelque-fois de faire) puisse faire
» préjudice à son état, & à sa légitimation, qui se fait de
» plein droit, pourvû qu'il apparaisse par un extrait bap-
» tême en bonne forme, ou autre acte valable, qu'il soit
» né dans le concubinage & conjonction de ceux qui ont
» contracté & célébré le mariage.

Bacquet dans son traité du Droit de batardise parlant de la légitimation par mariage subséquent dit « même-
» ment quand les enfans nés auparavant le mariage ont été re-
» connus & mis sous le Poile, lors de la célébration du
» mariage subséquent, ainsi qu'il s'observe ordinairement,
» ils sont légitimés.

» Et sera bon, ajoute-t-il, qu'il y ait contrat de maria-
» ge passé, *ut extent Tabulae nuptiales & appareant dotalia
» instrumenta.*

Du Moulin sur la Coutume de Paris dit que *ad hujus-
modi legitimationem sufficiunt duo extrema, videlicet coitum
per consensum potuisse esse uxorium & matrimonium postea
esse secutum.*

Mais il faut convenir qu'il ne dit pas cela si générale-
ment que l'appellant lui a fait dire. Il le dit seulement dans
le cas d'un mariage intermédiaire pour sçavoir si ce ma-
riage empêche la légitimation; les sentimens des Auteurs
étant differens, du Moulin conclut sur ce cas *sufficere duo
extrema.* Tel est le sentiment de du Moulin.

Le Brun dit que dans la légitimation par mariage subséquent, les peres & les meres sont les premiers qui ont droit de légitimer leurs batards.

„ Il étoit nécessaire autre-fois pour cette sorte de légitimation, ajoûte le Brun. 1°. Que la femme que l'on épousât fût de libre condition. 2°. Que le mariage eût pû se faire dans le tems du concubinage. 3°. Qu'il y eût contrat de mariage.

„ Aujourd'hui les deux dernieres conditions fussent, suivant la Nouvelle 118. Chapitre dernier; & quoique le contrat ne soit pas essentiel au mariage, il l'est aujourd'hui pour lui donner la force de légitimer. Nous avons autrefois suivi cette Jurisprudence, & il y a d'anciens Arrêts, & entr'autres un du 23. Août 1577. rapporté par Maître René Chopin en son Commentaire sur la Coutume d'Anjou L. 2. art. 41. n. 7. & par Papon en ses Arrêts L. 21. T. 3. art. 16. qui ont jugé, conformément au Droit Civil, que des enfans n'avoient pû être légitimés par un mariage subséquent, parce qu'il n'y avoit point eû de contrat de mariage.

„ Le Droit Canon ne differe du Droit Romain, suivant le Chap. *Tanta vis*, qu'en ce qu'il ne demande pas de contrat de mariage, ce qui doit être suivi aujourd'hui, selon Decius en son Conseil 155.

„ Enfin notre Droit se contente de deux choses: la premiere que le mariage ait pû se contracter au tems du concubinage: la seconde qu'il soit actuellement célébré.

Tels sont les sentimens des Auteurs les plus fameux & les plus sçavans, sur la légitimation par mariage subséquent, Coquille, Brodeau, Bacquet, du Moulin & le Brun.

Que conclure du sentiment de ces Auteurs? Diraient-nous que le concubinage n'est pas une condition nécessaire pour la légitimation dans le Droit François?

Mais le Brun dit que la premiere condition qu'exige le Droit François, c'est que le mariage ait pû se contracter au tems du concubinage.

Coquille dans ses Institutions dit qu'il est requis que le pe-

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

re eût la mere en sa compagnie comme est une femme mariée.

Il est vray que, dans ses Commentaires sur Nivernois, il dit qu'il n'estimeroit pas nécessaire que cela fût ; mais qu'il faudroit qu'il fût prouvé que la mere a vécu sans suspicion de s'être abandonnée à d'autres hommes.

Disons-nous qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait contrat de mariage ou *instrumenta nuptialia*.

Brodeau sur Mr. Loüet dit qu'il ne l'estimeroit pas nécessaire, pourvû qu'il aparaisse par un extrait baptistère en bonne forme ou autre acte valable qu'il soit né dans le concubinage & conjonction de ceux qui ont contracté & célébré mariage.

Bacquet dit, *Et sera bon qu'il y ait contrat de mariage passé, ut extent Tabula nuptiales, Et appareant dotalia instrumenta.*

Ajoûtons à cela l'ancienne Coûtume de France de mettre sous le Poile, Cérémonie qui a été long-tems regardée comme nécessaire.

Ajoûtons un Arrest de 1577. raporté par Pithou sur la Coûtume de Troyes qui debouta des enfans, fondé principalement, dit le sçavant Pithou, sur le mauvais gouvernement de la mere qui n'étoit point du tout propre au défunt mary, tellement qu'on ne pouvoit tenir pour certains lesdits enfans pour enfans dudit mary. Arrest pareil en 1674. sur les conclusions de Mr. Talon, raporté par Sœfve.

Ajoûtons les cinq manieres de reconnoître les enfans naturels par les personnes qui se marient, dont quelques unes sont aprouvées dans les Rituels, preuve de leur ancienneté.

1°. D'en faire mettre la reconnoissance dans les Registres, où s'écrit la célébration du mariage.

2°. De l'insérer dans cet acte.

3°. De l'insérer dans le contrat de mariage.

4°. De l'attester dans un acte particulier attaché à la minute du contrat.

5°. De faire mettre deux actes sur le Registre du Curé, l'un du mariage, l'autre de la reconnoissance, en sorte qu'on ne puisse lever l'un sans l'autre.

Telles

Telles sont ou les Loix , ou les Coûtumes , ou les Usages , ou les avis des Docteurs François sur cette matiere.

Quela été notre dessein en vous les rapportant ? Est-ce de dire que toutes ces formalités sont nécessaires , que la légitimation ne se fait point en France sans toutes ces conditions ?

9. Avril
1737.

Non , MESSIEURS , c'est pour vous faire mieux connoître l'esprit du Droit François , ses rapports & ses variations.

Conférons les donc ensemble ces usages & ces sentimens ; qu'y verrons nous , en quoy s'accordent-ils ? En quoy est-ce qu'ils different ? c'est le meilleur moyen pour en connoître l'esprit.

Premierement tous les usages , tous les Auteurs ont pour objet particulier de rendre l'état des enfans nés avant le mariage si certain & si public qu'il ne puisse être contesté.

Pourquoi les anciens vouloient-ils que l'on mît les enfans sous le Poile , ou sous le manteau ? C'est afin que la reconnoissance étant publique leur état le fût aussi.

Pourquoy des Rituels font-ils mention des Cérémonies de reconnoissance ? Il est évident que c'est par la même raison.

Pourquoy Coquille , le Brun , ont-ils exigé le concubinage & la cohabitation des époux ? C'est qu'ils avoient appris du Droit Romain , ou plutôt du bon sens , que les enfans nés dans le concubinage , élevés par le pere & la mere dans la même maison , *in electo contubernio* , avoient en quelque façon un pere certain & *quem demonstrare poterant*.

Pourquoy Brodeau , Bacquet , exigent-ils ou un contrat de mariage passé ou un extrait baptistère en bonne forme ? Ils s'en expliquent ; c'est afin que l'état de ces enfans soit certain , qu'on soit sûr qu'ils sont fils des deux contractans.

Pourquoy Coquille , l'Arrest cité par Pithou , celui de 1674. decident-ils , que par le mariage avec une femme ou publique ou soupçonnée , il ne se fait point de légitimation ? Coquille , Pithou , Mr. Talon s'en expliquent ; c'est *qu'on ne pouvoit tenir pour certain lesdits enfans pour être les enfans du pere*.

Voilà en quoy le Droit François se rapporte parfaitement. On voit clairement que ç'a été là son objet particulier sur lequel il n'y a point de variation.

Les Auteurs ont varié dans quelques conditions & dans quelques circonstances ; mais toutes ne vont qu'à établir, à fonder la certitude de la naissance.

Les uns attachés plus particulièrement au Droit Romain ont requis un contrat de mariage, *instrumenta nuptialia*, un concubinage & une cohabitation que le Droit Canonique n'exigeoit pas.

D'autres ont varié sur les Cérémonies nécessaires pour le mariage, parce qu'alors les Cérémonies pour ce Sacrement n'étoient pas absolument fixées, l'Ordonnance de Blois qui fixe les Cérémonies du mariage n'ayant été observée étroitement à cet égard que depuis 1600. disoit Mr. l'Avocat Général Bignon en 1629. Le Droit Canonique admettoit les mariages par les seules paroles de présent ; il favorisoit les mariages clandestins, celui de mineurs, les mariages faits *in extremis*. Il a fallu le secours des Loix Civiles pour redresser sur ce point les Loix Canoniques.

Voilà les causes de la variation des Auteurs François. Mais tous sont conciliés sur l'objet de la certitude. Ils s'accordent tous ensemble sur ce point ; & tous s'accordent avec les Loix & les usages les plus anciens.

Nous avons rapporté jusqu'à présent les dispositions du Droit Romain, du Droit Canonique & du Droit François sur la légitimation par mariage.

Mais regarderons-nous ces dispositions comme des Loix faites au hazard portées par caprice, ou comme des usages locaux & absolument arbitraires. Ces Loix ont exigé plus ou moins de conditions pour la légitimation : mais ont-elles diminué les preuves de la naissance, ont-elles ôté la nécessité de ces preuves ?

Non, MESSIEURS, ne faisons point ce tort aux Loix, l'ouvrage de Législateurs sages & habiles.

Les Loix sont fondées sur les grands principes de l'équité & de l'honnêteté publique.

Il est rare, disons plus, il est impossible qu'en conférant ensemble plusieurs Loix de peuples sages & policez, on n'y découvre, au milieu de quelques variations qui sou-

vent ne viennent que des mœurs particulieres, ces grands principes qui sont l'objet des Loix.

Ch. XXXIV.

Essayons donc de faire cette conférence des Loix Romaines, des Loix Canoniques & des Loix Françoises. Laif-
sons à part tout ce qui ne vient que de mœurs particu-
lieres des Nations. Mais si nous trouvons sur la matiere de
la légitimation des principes communs dans toutes ces Loix
si différentes d'ailleurs : si nous trouvons ces principes dans
l'équité, dans l'honnêteté publique, concluons que ce sont
des principes certains & invariables.

9. Avril
1737.

Premierement cette sorte de légitimation aiant été in-
troduite par Justinien en faveur des enfans & étant deve-
nuë de Droit commun, il est de maxime dans le Droit
Romain, dans le Droit Canonique, dans le Droit Fran-
çois, qu'elle s'opere *vi legis, matrimonii potestate*; que le
pere ne peut s'opposer à une faveur que la Loy fait à ses
enfans. La Loy Canonique l'y oblige en conscience : la
Loy Civile le force à exécuter la Loy que la conscience
lui dictoit.

Secondement le Droit Romain ne légitimoit que les en-
fans nés d'une concubine & qui étoient le fruit d'une co-
habitation notoire, & pourquoy ? C'est que ces enfans *justi
aliquatenus dici poterant, certus pater est quem nuptiae demon-
strant, certus quodammodo est quem concubinatus demonstrat.*

Ce Droit ne légitimoit point les autres enfans, *quia cer-
tum patrem non habebant, eum honeste demonstrare non poterant.*
Ces deux raisons sont justes, elles sont fondées dans l'é-
quité naturelle.

Les Loix en légitimant les enfans, ont-elles prétendu
substituer des héritiers dans les familles sans preuves, sans
examen ? non sans doute.

Les Loix Canoniques, en levant l'obstacle que toute au-
tre naissance hors le concubinage formoit, ont-elles pré-
tendu laisser la naissance des enfans dans l'incertitude ? non
encore une fois. Ont-elles prétendu ôter la présomption,
la preuve qui resulte d'une cohabitation notoire en faveur
de la filiation ? Ce n'est ni l'esprit ni le texte des Loix
Canoniques.

Nous voïons dans le Chapitre *transmisſe* le cas d'une femme qui demeueroit avec un homme dont elle avoit eû des enfans & qu'elle épouſa dans la ſuite.

Le Droit Canonique n'a même pas pû rejeter cette préſomption formée de la cohabitation; car elle eſt fondée en raiſon.

Il n'a pas exigé la cohabitation comme condition de la légitimation; mais il y a fait grande attention comme à une des plus grandes preuves de la filiation.

Vous venés de voir que les Loix Françoises, quoiqu'elles n'exigent pas formellement la cohabitation, ont adopté, auſſi bien que les Loix Canoniques, la raiſon naturelle tirée du Droit Romain, *habere certum patrem, patrem demonſtrare*. Vous avés vû de même que des Auteurs reſpectables l'ont exigée comme condition néceſſaire.

Enfin les Loix Romaines ne légitimant que les enfans nés d'une cohabitation notoire, auroient encore moins légitimé les enfans d'une femme publique ou d'une femme ſoupçonnée, *quia certum patrem habere non poterant*.

Vous avés vû que les Loix Françoises ne les légitiment pas non plus par la même raiſon.

Vous avés entendu l'avis de Coquille qui y eſt conforme, l'Arreſt du Parlement de Paris raporté par Pithou, qui débouta des enfans ſur ce principe que la mere étoit non publique mais ſoupçonnée, l'Arreſt de 1674. rendu ſur les concluſions de Mr. Talon.

Il faut avoïer que la Loy Canonique en ce point n'approche pas de la raiſon comme les autres Loix.

Quelques Canoniſtes ſont d'avis que la légitimation en ce cas doit avoir lieu, parce que *opus pium eſt nubere meretrici & hoc meretur indulgentiam peccatorum*.

Nous ne nous arreſterons pas à de pareils écarts des Docteurs. Nous remarquerons ſeulement que le Droit Canonique ſur le point de la légitimation par mariage, mérite moins de conſidération que les autres Droits; parce qu'on ſçait qu'il a ſouvent trop donné au ſeul conſentement des conjoints, qu'il a favorisé, comme nous avons dit, la clandestinité des mariages, le mariage des mineurs contre

le gré de leurs parens, les mariages faits à l'extrémité de la vie.

Prévenus de ces principes, il n'est pas étonnant que les Canonistes, sur la présomption du consentement, aient quelque fois étendu trop loin la faveur de la légitimation.

9. Avril
1737.

Autre réflexion qu'a fait Mr. l'Avocat Général. Le Droit Canonique mérite bien moins de considération que le Droit Civil sur l'état des hommes, parce que le Droit Civil est le fruit de l'expérience de personnes d'Etat & qui ont à régler & conserver les differens ordres de la société. Au contraire le Droit Canonique est composé le plus souvent de décisions de gens spéculatifs & peu souvent nourris dans les affaires.

Mais poursuivons. Le Droit Romain exigeoit *instrumenta nuptialia*, & pourquoi ? Nous l'avons dit. C'est afin qu'il pût constater, non-seulement que celle qui avoit été jusques là concubine, étoit enfin devenuë épouse légitime, mais encore quels étoient les enfans provenus du concubinage.

Vous voïés toujourns que la Loy Romaine a pour objet *demonstrare patrem, patrem certum habere*.

La Loy Françoisé a suivi ces principes fondés sur l'équité naturelle. Si elle n'exige pas un contrat par écrit, elle veut au moins un mariage célébré dans toutes les formes, & suivant toutes les Cérémonies. Elle ne légitimerait pas, comme le Droit Canon, les enfans nés d'un mariage clandestin & qui ne seroit pas revêtu de toutes les formes publiques.

L'usage a été d'abord de mettre les enfans sous le Poile. L'usage suivant quelques Rituels est de les déclarer ; & c'est toujours par le même objet de constater la paternité.

En faisant l'éloge du Droit François & du Droit Romain, nous sommes encore obligés de renouveler les mêmes accusations contre le Droit Canonique : mais qu'il nous suffise de les avoir indiquées en passant. Nous ne parlons point de la condition la plus essentielle qui est que les enfans soient *ex soluto & solutâ* ; parce qu'elle est égale dans tous ces Droits, elle est juste, elle est naturelle.

La légitimation par mariage est une fiction de la Loy

9. Avril
1737.

qui fait remonter le mariage à la naissance ou à la conception des enfans.

Or il seroit ridicule de feindre une chose qui seroit réellement impossible, sçavoir que deux personnes se sont mariées ou ont engagé leur foy tandis qu'elles ne le pouvoient pas faire.

Tels sont les principes du Droit des Nations sur la légitimation : tels sont les rapports de ces Droits : telles en sont les variations.

Venant à la seconde partie de la cause : quelles sont les preuves de la filiation & de la légitimation ?

Premièrement, est-il possible de prouver la filiation ? ou bien cette preuve est-elle impossible suivant la Loy Lucius Titius ?

Mr. l'Avocat Général a examiné d'abord cette Loy qui a été différemment interpretée.

Lucius Titius ita testamentum fecit : Aurelius Claudius natus ex illa muliere , si filium meum se esse judici probaverit , heres mihi esto. Paulus respondit , filium , de quo quæritur , non sub ea conditione institutum videri , quæ in potestate ejus est : & ideo testamentum esse nullius momenti.

Pour l'intelligence de cette Loy il faut se rapeller deux principes du Droit Romain.

L'un que le testament étoit nul , lorsque le fils de famille y étoit passé sous silence , & s'il n'étoit ni institué héritier ni exhéredé par son pere.

L'autre que le fils de famille , qui pouvoit être institué héritier sous une condition potestative , c'est-à-dire , sous une condition dont l'événement dépendoit de sa volonté seule , ne pouvoit jamais l'être utilement sous une condition purement casuelle ou mixte dont l'événement dépendoit de sa volonté & de celle d'un autre.

En ce cas le fils étoit regardé comme passé sous silence , & le testament du pere étoit conséquemment nul , à moins que ce fils n'eût été exhéredé sous une condition contraire.

On demande dans cette Loy de quelle nature est la condition de prouver la filiation sous laquelle se trouve faite

l'institution ; si elle est potestative , ou (ce qui est la même chose) si l'événement de cette condition dépend uniquement de la volonté de l'institué.

Ch. XXXIV.

9. Avril

1737

Le Jurisconsulte Paulus y répond qu'elle n'est pas telle. *Hac conditio in potestate filii non est, nam in eventu probationis est posita non in arbitrio filii :* & conformément aux principes établis , il décide que le testament est nul.

Mr. l'Avocat Général a conclu de là que la Loy Lucius Titius ne regardoit pas en soy la preuve de la filiation comme impossible au fils , & que sa décision ne roule pas sur l'impossibilité de la faire , mais uniquement sur ce que cette preuve quoique possible ne dépendoit pas uniquement de sa volonté.

Telle est l'explication naturelle de la Loy Lucius Titius. C'est l'explication de Cujas & des plus sçavans Auteurs qui ont commenté cette Loy *ex professo*.

Il est vrai cependant que tous les Jurisconsultes Civils & Canoniques qui ont voulu prouver en général que la filiation du côté du pere étoit impossible à démontrer , ont employé la Loy Lucius Titius. Nous en pourrions citer plus de cent.

Mais il n'y a pas lieu d'en être surpris. La Loy paroît le dire d'abord ; & d'ailleurs il suffit en droit comme ailleurs qu'un ou deux Auteurs célèbres aient cité un texte , pour qu'une infinité d'autres le citent également , soit que ce texte prouve , soit qu'il ne prouve point.

Mais au reste , à dit Mr. l'Avocat Général , qu'est-il besoin de recourir à l'autorité du Droit & des Docteurs pour prouver que la filiation en général est impossible à démontrer du côté du pere selon les Loix de la nature ?

C'est un fait incontestable. On ne sçauroit nier que la conception de l'homme ne soit un mystère impénétrable.

Mater certa, pater incertus, mater scit, pater credit, sont des axiomes en fait aussi certains que ceux que l'on établit en Droit.

Cependant la Loy veut-elle laisser la naissance des hommes dans l'incertitude , n'a-t-elle pas établi des présomptions pour fixer cette incertitude que laissoit la nature ,

pour établir l'état des hommes, l'objet le plus considérable de l'ordre public, & le lien le plus sacré de la société?

Les Loix seroient trop imparfaites, elles auroient oublié leur objet ordinaire, l'utilité & l'honnêteté publique.

Chés les Nations les plus sauvages on a établi des présomptions pour assurer la filiation.

Voïons donc qu'elles sont ces présomptions & qu'elle est leur force.

La premiere présomption est cette Loy si sage & si nécessaire : *pater est quem nuptiae demonstrant* : Loy qui fait le fondement inébranlable de l'état des hommes, Loy qui n'est point le fruit de l'ignorance ou de la crédulité, mais dictée par l'utilité & l'honnêteté publique, Loy impérieuse qui subjugué tout, doutes, incertitudes, soupçons dictés ou par la malignité ou même par la vraisemblance.

La naissance dans la foi du mariage fait sur cet article une présomption de Droit que les Loix & le consentement des nations policées ont revêtuë de toute l'autorité d'une preuve complete.

Nous ne parlons pas ici de quelques exceptions dont cette Loy est susceptible, exceptions très-rares & qu'il ne faut pas admettre aisément.

Donc pour appliquer cette réflexion à l'espèce présente, il nous semble qu'il y a une grande différence entre le cas dont il s'agit icy & celui d'un enfant qui prétend être né dans le sein du mariage.

Ce dernier n'a régulièrement qu'à prouver qu'il est né de la femme mariée. Ce fait établi, la regle, *pater est quem nuptiae demonstrant*, décide ordinairement en sa faveur, sauf quelques exceptions.

L'enfant au contraire qui se prétend né avant le mariage de ses pere & mere, a en quelque sorte également à prouver qu'il doit sa naissance à l'un & à l'autre.

Or c'est ce qui est sans comparaison plus difficile à prouver à l'homme, & ce que la Loy a bien plus de peine à prononcer.

En effet hors l'état du mariage comment prouver la plupart du temps la paternité? Où trouver un point fixe, s'il est

est permis de s'expliquer ainsi, qui détermine la paternité dans la société civile.

Ch. XXXIV.

On s'y détermine souvent sur des conjectures affés légères, lorsqu'il ne s'agit que d'assigner des alimens à un bâtard & de charger quelqu'un de l'éducation & de la subsistance d'un enfant dont une fille est accouchée; mais en doit-il être de même, lorsqu'il est question de reconnoître un état légitime & d'attribuer à un enfant tous les droits que la légitimité emporte avec elle?

9. Avril
1737.

L'état des hommes étant l'objet le plus intéressant de l'ordre public, les Ordonnances du Roïaume, suivant en cela les Loix Romaines, ont aporté tous leurs soins pour que l'état de chaque Citoïen se trouvât consigné dans un monument public qui pût à perpetuité assurer la preuve de sa naissance.

Tel est l'objet des Ordonnances. Si l'attention du Législateur peut quelque-fois être trompée par l'inobservation des regles qu'il a prescrites, la possession d'état vient au secours.

Celui qui est en possession de se dire fils d'un tel & d'une telle personne & qui est connu pour tel dans la société, n'a jamais rien à prouver contre ceux qui voudroient attaquer l'état qu'il possède.

La seule possession lui suffit, & il n'a pas même besoin d'avoir recours au monument public pour résister aux atteintes qu'on voudroit porter à son état.

Ainsi la premiere & la plus considérable de toutes les preuves en cette matiere, même dans le cas du mariage; c'est la possession d'état.

On peut dire même qu'elle est la plus ancienne, puisqu'avant l'établissement des monumens publics, il n'y en avoit pas d'autre.

Ces monumens publics forment un second caractere de preuve qui seule est décisive, mais qui se trouvant réunie avec celle qui résulte de la possession, ne peut être susceptible du moindre doute & de la moindre équivoque.

Il faut convenir que quelque fois il arrive que ces grandes regles, qui n'ont pour objet que d'assurer la vérité,

9. Avril
1737.

font violées de maniere même qu'elles deviennent un voile pour l'obscurcir.

Voïons si nous trouverons dans le droit des présomptions pour lever ce voile & pour découvrir la lumiere. Ces présomptions du Droit sont le concubinage, le traitement, la commune renommée, la ressemblance, la reconnoissance des peres & meres, la preuve testimoniale.

Mr. l'Avocat Général a distingué & examiné ces présomptions & il a comparé leur force ou leur foiblesse.

Il a déjà parlé de la présomption tirée de la foy du mariage.

Une présomption aprochante est celle qui est tirée du concubinage. Un homme & une fille vivent ensemble, *in electo contubernio*. Cette fille est *domi retenta* : elle a même lit & même table que l'homme : elle accouche dans sa maison, *vicinis & aliis scientibus* ; l'enfant y est élevé : il a été apellé, mon fils, & il a dit, mon pere & ma mere.

Alors la Loy, les Docteurs, le bon sens, présumant qu'il est fils de l'un & de l'autre.

En vain le pere, en vain la mere, en se mariant depuis, déclareroient-ils qu'il n'est point leur enfant ; déclaration inutile : l'enfant est en possession de son état.

C'est sur ce fondement que les Romains, comme nous l'avons dit, ne légitimoient que les enfans nés d'un concubinage & d'une cohabitation notoire. Ils laissoient tous les autres enfans dans l'obscurité où ils étoient nés.

Nous avons dit que le Droit canonique reconnoît cette preuve : & comment ne la reconnoitroit-il pas ? pouvoit-il la rejeter ? Elle est fondée en raison ; c'est une présomption de Droit, *presumptio juris & legis* : car il est naturel de dire : cet homme entretenoit publiquement une concubine dans sa maison : elle y a accouché publiquement : il a pris soin de l'enfant : il l'a fait élever : donc cet enfant est de lui, ou il doit être présumé son fils.

Il ne sert de rien de dire que les Loix n'approuvent point le concubinage ; mais les Loix n'approuvent pas non plus les commerces illicites. Les Loix ne détruisent pas les présomptions que le bon sens, que la société, que la nature, qu'elles-mêmes ont formées.

Le traitement est une autre présomption de la filiation, mais présomption équivoque.

Il y a différentes sortes de traitement, disent les Docteurs, & cela est évident par soy-même.

Un traitement tel quel, un traitement qui conviendrait à un étranger comme à un autre, serait-ce une présomption de filiation? Non, disent judicieusement les Docteurs.

La possession d'état de l'enfant ne se prouve pas par la seule circonstance que quelqu'un s'est intéressé à son éducation & lui a fourni les alimens & la subsistance. Il faut que cette éducation soit proportionnée à l'état d'enfant légitime de celui qui a fourni ce que les Docteurs appellent *Tractatus*.

On peut avoir plusieurs raisons de s'intéresser à l'entretien d'un enfant, soit raisons de famille, soit raisons d'égards pour la mère, soit même de pure charité.

Si donc quelqu'un par de pareils motifs a fourni à un enfant, d'ailleurs inconnu, de simples alimens, un simple entretien qui n'ait ni rapport ni proportion avec le traitement qui conviendrait à un enfant légitime, un semblable traitement ne peut pas administrer une présomption de filiation.

C'est ce qu'enseignent Menochius, Mascardus & une foule d'Auteurs; & ce sentiment est d'ailleurs conforme à la raison.

Mais si l'enfant avoit été élevé comme fils, s'il avoit eu une éducation, un traitement filial, alors *grande præjudicium filiationis*, grand préjugé de la filiation légitime.

C'est du moins une quasi possession d'état qui doit avoir lieu jusqu'à ce que le contraire soit prouvé, & il faudroit les plus fortes preuves pour détruire cette présomption.

La quatrième présomption est celle qui se tire de la commune renommée, présomption difficile à fixer, parce qu'il est difficile de fixer ce qu'on appelle commune renommée.

Appellera-t-on commune renommée le secret d'une naissance qui roule entre quatre ou cinq personnes, un Chirurgien, une sage femme & trois ou quatre témoins.

Exigera-t-on comme des Docteurs, *publica vox & fama*,

Y y ij

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

communis opinio omnium vicinorum & cognoscentium vel majoris partis populi?

Si cela étoit il n'y auroit jamais de commune renommée que pour des enfans de gens illustres.

Disons-nous que *fama non probat nisi semiplene*, que Mascardus & d'autres Auteurs disent que *filiatio non probatur per famam, quando contra famam extat negatio parentum?*

Disons que la commune renommée, étant fort conjecturale, est extrêmement équivoque. *Hoc probationis genus*, dit Cujas, *satis debile, leve & infirmum esse liquet.*

Disons plus de la présomption tirée de la ressemblance. Elle est souvent trompeuse & fautive : c'est le plus léger adminicule de présomption que l'on puisse apporter devant la Justice ; & n'attendés pas de nous, MESSIEURS, que nous discussions toutes les questions que les Docteurs agitent à l'égard de ces présomptions.

On a raporté de part & d'autre des sentimens outrés de ces Docteurs. Il est difficile d'établir des regles fixes sur des matieres aussi variables.

Combien de differentes sortes de traitemens, quelle difference d'éducation, combien de bruits populaires qui peuvent être fondés, combien de bruits incertains ?

Vouloir fixer ces differentes présomptions, ces differentes vraisemblances, surpasse peut-être le pouvoir des Loix qui ne peuvent pas entrer dans un si grand détail. Nous avons taché de les rapprocher de la raison & de l'équité. Ce que nous croïons qu'on peut dire de plus juste en cette matiere & qui mériteroit encore quelque explication, c'est qu'en général les présomptions sont d'autant plus fortes qu'elles établissent ou demontrent mieux la possession.

Celles qui demontrent la possession sont plus fortes que celles qui ne demontrent qu'une quasi possession.

Car la possession est, comme nous l'avons dit, la premiere & la plus considérable de toutes les preuves en matiere de filiation ; & les autres preuves ne sont bonnes qu'autant qu'elles servent à la démontrer.

Venant à la preuve qu'on tire de la Déclaration des peres & des meres, Mr. l'Avocat Général a examiné la

part que la volonté ou le témoignage des prétendus peres & meres ont à la légitimation, & jusqu'à quel point cette volonté ou ce témoignage y doivent être considérés, soit en faveur des enfans, soit pour les exclure.

9. Avril
1737.

Cette question est extrêmement importante, elle l'est sur tout dans le cas dont il s'agit.

Premierement tout le monde convient que la déclaration, la reconnoissance ou dénégation des peres & des meres en général est un grand préjugé pour ou contre la filiation.

Et comment pourroit-on dire le contraire? Eux seuls sçavent certainement ce qui en est. Ordinairement ils n'ont point d'intérêt d'avouer un enfant qui ne leur apartiendrait pas ou de rejeter celui qui leur apartiendrait.

La Loy s'est rassurée sur la nature dans ces cas ordinaires, parce qu'il faut avouer que le cas contraire est rare & singulier.

Donc la reconnoissance ou le désaveu des prétendus pere ou mere est un grand préjugé en général pour ou contre la filiation. *Grande præjudicium.*

Mais est-ce une lumiere complete? Est-ce une preuve entiere? Est-ce une démonstration? Nous n'avons garde de le dire: *grande præjudicium non tamen lumen*: mais expliquons-nous d'avantage.

Avoir nommé quelqu'un simplement son fils, incidemment ou par hazard, en passant, sans dessein formé, est-ce une preuve de filiation? Non, disent Menochius, Fagnan, Mascardus, Mr. Benoit & plusieurs autres. Cela ne suffit pas pour induire la filiation. *Nominatio non debet esse simplex & incidens, non ficta, sed debet esse facta propter se & conjuncta cum institutione. Debet esse facta principaliter & in actu qui magis convenit filio quam extraneo. Debet esse fundamentum dispositionis & in actu proportionabili filius legitime natis duntaxat, & tunc foret tractatus.* Et en ce cas ces Auteurs mettent le *tractatus filialis* au-dessus de la nomination; & ils ont raison.

Il est plus fort d'avoir traité un enfant comme son fils, de l'avoir élevé comme son légitime héritier, que

9. Avril
1737.

de l'avoir nommé simplement son fils, fût-ce par écrit.

Et pourquoy, disent judicieusement les Docteurs? c'est que *facta hominum potentiora sunt quam verba*. Il faut plutôt avoir égard à ce que font les hommes pendant une longue suite d'années qu'à ce qui pourroit leur être extorqué dans un moment, même par écrit. Mais ce principe revient à celui de la possession que nous avons établi cy-dessus,

Mr. l'Avocat Général a examiné ensuite les Loix sur la reconnoissance ou le déaveu des peres & meres.

La premiere est la Loy 14. au Code de *probatationibus*.

Non nudis asseverationibus neque ementitâ professione, licet utrique consentiant, sed matrimonio legitimo concepti, vel adoptione solemni, filii civili jure patri constituuntur.

Il est clair que cette Loy parle d'introduire un enfant dans une famille, & qu'elle décide que ni l'aveu du pere ni la conduite de l'enfant qui se porte pour fils ne sont pas seuls suffisans pour démontrer la filiation. Mais comme dit Cujas, *hæc asseveratio facit ut ille habeatur pro filio, quoad is qui se patrem dixit non se sed alium esse patrem probabit, se non esse patrem indicato patre.*

Cette Loy n'a donc pas absolument raport à nôtre question.

La seconde Loy au Code de *Testamentis* porte la même chose : *neque professio neque asseveratio nuncupantium filios, qui non sunt, veritati præjudicat.*

La troisième Loy est la 27. du Digeste de *inofficioso testamento*. *Ei qui se filium ejus esse affirmat qui testamento id denegavit, tamen eum exheredavit, de inofficioso testamento causa superest.*

Cette Loy est juste, mais elle a peu de raport à l'affaire en question.

L'exhérédation seule, dit la glose, prouve qu'il est fils du testateur parce que l'on ne déshérite point un étranger. *Per exheredationem præsumitur filius, cum sit inepta res in extraneos exhereditatio* : & cela est conforme aux mœurs & aux Loix Romaines.

La quatrième Loy est au Digeste de *Probatationibus*. Une

femme aïant été répudiée par son mari lorsqu'elle étoit grosse ; & aïant déclaré après son accouchement , en l'absence du mari , par un acte public , que l'enfant dont elle étoit accouchée n'étoit pas de lui mais d'un autre , & conséquemment batard , le Jurisconsulte répond que cette déclaration , que la mere a faite étant en colere , n'empêche pas que son enfant ne puisse justifier la vérité de sa naissance. *Respondit non obesse professionem à matre iratâ factam & veritati locum superfore.*

9. Avril
1737.

Nous ne ferons point de réflexion sur cette Loy. Elle est claire & elle décide positivement que la dénégation de la mere ne peut nuire à cet enfant.

De ces quatre Loix les deux premières parlent d'introduire un enfant dans une famille. La troisième ne décide rien. La quatrième décide que la dénégation d'une femme mariée ne peut préjudicier à son enfant.

Tout ce que nous trouvons dans le Droit Canonique sur le désaveu des peres & meres , est le Chapitre *Transmissæ* au Titre *qui filii legitimi.*

Transmissæ nobis tuæ litteræ continebant , quòd cum. N. usque ad juventutem , quemdam puerum nutritisset , uxore suâ M. tunc non desponsatâ sibi cohabitante , postmodum ipsam legitime desponsavit , & filios sustulit ex eadem. Quibus paternam hæreditatem petentibus , prædictus juvenis contradicit gerens se filium & hæredem , quamvis à viciniâ , quæ ipsum filium eorum esse credebatur , spurius diceretur : prædicti vero N. & uxor ejus præfatum juvenem spurium suum , aut legitimum filium esse negabant , sed dicebant , quod eum pietatis intuitu nutritissent. Cum autem quæstio coram te mota esset , & prædictus juvenis , pro eo quod juri stare nolebat , vinculo sit excommunicationis astrictus : consultationi tuæ respondemus , quod in tali casu standum est verbo viri & mulieris : nisi certis indiciis & testibus tibi constiterit , esse filium juvenem memoratum.

Il est clair que ce Chapitre ne décide point la question dont il s'agit. Il parle d'un enfant venu d'un concubinage public & notoire des pere & mere. Tout le voisinage le croïoit leur fils : *Vicinia filium ipsorum esse crede-*

9. Avril
1737.

bat : les freres venus après le mariage lui contestent son état , le pere & la mere le rejettent.

En ce cas le Pape décide qu'il faut s'en rapporter à la déclaration du pere & de la mere : *nisi certis indiciis & testibus constiterit esse filium*.

Monfieur l'Avocat Général a ajouté qu'il est de maxime dans le Droit François , que la déclaration d'un pere & d'une mere ne peut préjudicier à un enfant pour empêcher qu'il ne soit légitime , parce que , dit Mr. le Prêtre , la présomption est pour le fils né durant le mariage , encore qu'il n'y en ait aucune preuve.

Telles sont les Loix & les autorités au sujet de l'aveu ou du désaveu des peres & meres.

Et premierement remarqués qu'il n'y a aucune Loy qui décide que le désaveu de pere & de mere ne doive pas prévaloir dans un cas pareil à celui-cy.

Secondement toutes les Loix ont décidé unanimement que le désaveu des pere & mere ne peut nuire dans le cas du mariage , & pourquoy ? parce qu'il y a une présomption de la Loy au contraire. Les Loix en ce cas n'ont pas voulu abandonner l'état des enfans à la discrétion des peres & des meres. Elles avoient dit généralement : *filius est quem nuptiæ demonstrant*. Elles n'ont pas voulu qu'on donnât atteinte à cette présomption de droit.

C'est pour cela encore qu'ayant établi des Registres publics , elles ont voulu qu'on ne pût avoir recours aux papiers domestiques des peres & meres décédés (remarqués ceci) décédés , qu'on ne pût , dis-je , y avoir recours que dans le cas de la perte des Registres publics , ou s'il n'y en a point eû.

Et pourquoi toutes ces précautions ? C'est qu'il y a une présomption de la Loy , *præsumptio juris* , présomption que les Loix ne veulent pas abandonner au caprice des peres & meres.

Dans le cas du concubinage , même présomption quoique moins forte. Aussi le Chapitre *transmissa* décide-t'il que , dans ce cas , la déclaration des peres & meres ne peut pas prévaloir s'il y a des preuves contraires. C'est qu'il y a dans

a dans le concubinage une présomption de droit de la filiation, comme nous l'avons prouvé. Ch. XXXIV.

Mais les Loix ont-elles rejeté absolument les déclarations de pere & de mere ? auroient-elles exclus ce qui suivant l'ordre de la société est un des plus grands préjugés de la filiation ? Non : les Loix se concilient elles-mêmes & elles se concilient avec la raison & avec l'équité. 9. Avril 1737.

Règle générale. Toutes les fois qu'il y a une présomption de droit au contraire, la déclaration des peres & des meres ne peut décider.

Mais aussi règle Générale. Toutes les fois qu'il n'y a pas de présomption de droit au contraire, ces déclarations doivent décider : *Standum est verbo viri & mulieris.*

Développons ces deux propositions. Quand il y a présomption de droit au contraire, les déclarations ne décident point. Ainsi dans le cas du mariage le fils a la présomption du droit & de la Loy en sa faveur : donc le désaveu contraire du pere & de la mere est inutile. *Non est ferendum eum qui cum uxore suâ assiduè moratus, filium suum nolit agnoscere quasi non suum. Iusjurandum patris vel matris partui non nocet. Non potest eum qui legitimus est professione suâ spurium facere.*

Dans le cas du concubinage, présomption de droit pour l'enfant né de la concubine : donc désaveu au contraire inutile.

Un enfant a été élevé par quelqu'un qui lui a donné un traitement filial, un traitement qui n'étoit point d'un étranger : il lui a donné par là une quasi possession ou une possession même. La présomption de droit est en faveur de la possession ou quasi possession. Donc le désaveu du pere & de la mere ne peut pas décider seul, il faut d'autres preuves.

Un pere & une mere ont reconnu publiquement un enfant pour être à eux ils l'ont continué en une quasi possession de son état. La présomption en sa faveur est établie par la Loy, donc une déclaration postérieure ne décideroit pas.

En un mot les présomptions de la Loy, comme nous avons dit, se tirent de la possession ou de la quasi possession.

9. Avril
1737.

Ainsi lorsqu'il y a possession ou quasi possession d'état, il faut d'autres preuves que le désaveu des peres ou des meres.

Mais lorsqu'il n'y a point de pareilles présomptions, *præsumptiones legis & juris*, que peut faire la Loy sinon de s'en rapporter à ceux qui seuls peuvent sçavoir la vérité du mystere? *Standum est verbo viri & mulieris*.

Les Juges peuvent-ils décider ce que la Loy ne présume point? La Loy ne voyant ni possession, ni quasi possession d'état ne présume rien: elle abandonne le pere à sa bonne ou à sa mauvaise foy; & elle abandonne le malheureux à son infortune.

Ce qui acheve de prouver combien ce principe est juste & fondé en raison & en Loy, c'est qu'il s'applique également à la reconnoissance des peres & meres comme à leur désaveu: il sert également à empêcher les peres & les meres d'avouer un enfant qui ne leur appartient point, qu'à les empêcher d'exclure l'enfant qui leur appartient.

Un pere veut introduire un enfant dans sa famille: Il déclare que cet enfant est à lui. Mais les autres enfans sont en possession de n'avoir point de frere. Voilà une présomption de la Loy pour eux. Mais la Loy veut que tout enfant qui réclame un état ait la preuve de sa filiation tirée d'un Registre public. Cet enfant ne l'a point. Voilà une présomption contraire de la Loy qui contredit la déclaration du pere & de la mere. Donc ils ne peuvent sans autres preuves l'introduire dans leur famille; & c'est là le cas de la Loy *non nudis asseverationibus neque e mentita professione*, de la Loy *neque professio neque asseveratio*.

La Décretale *transmissæ*, qui parle dans le cas d'une cohabitation notoire & d'une filiation connue, dit même qu'il faut s'en tenir à la déclaration du pere & de la mere qui nient, s'il n'y a pas d'autres preuves; elle le dit dans le cas d'une possession d'état & d'un concubinage notoire, qu'auroit-elle donc décidé dans un cas où il n'y a ni concubinage ni possession?

Le Droit rejette encore les déclarations des peres & des meres, lorsqu'il paroît un concert de fraude entre l'en-

fant qui veut s'introduire dans une famille & le pere ou la mere qui lui tendent les bras pour le recevoir. Lorsqu'un procès étant mû sur l'état, on voit paroître après coup des déclarations mandrées ou extorquées des peres ou des meres, alors ces déclarations n'administrent point de preuve juridique de filiation; parce que c'est une présomption de la Loy que tout ce qui est frauduleux & mandré peut être faux, & conséquemment doit être rejeté.

Mr. L'Avocat Général a examiné quelle force les Arrests ont donnée aux déclarations des peres & des meres dans le cas dont il s'agit.

Dans la cause de la Hache & de la Signi, dans le cas d'un enfant né pendant le mariage même, d'un enfant nourri & élevé dans la maison de sa mere, à la vérité en qualité de servante, à qui la mere avoit fait un modique legs, Mr. Bignon disoit. *Il y a assés de lumiere & de preuve pour connoître que l'enfant est de Françoise de Signi, laquelle infailliblement a eu cette fille des œuvres de quelque autre que de son mari pendant le divorce continuel qui a été entr'eux. C'est la consideration pour laquelle Françoise de Signi n'a jamais osé l'avoier, ni publiquement la reconnoître pour sa fille: cependant elle n'a pû oublier cette fille quoique ce fut la marque de sa turpitude. Enfin, dit-il, il y a assés de lumiere & de preuve pour croire que l'intimée est veritablement fille de Françoise de Signi, mais non de Jacques de la Hache: & sur ce principe de méconnoissance Mr. Bignon est d'avis de débouter l'enfant.*

Cet avis peut être outré dans le cas du mariage; la Cour apointa.

Mais qu'auroit dit, à plus forte raison, Mr. Bignon dans le cas d'un enfant illégitime né avant le mariage & méconnu dans tous les temps?

Qu'auroit jugé la Cour dans ce cas, puisqu'elle apointa dans une espèce infiniment plus favorable.

Le même Mr. Bignon dans la cause de Patou que nous discuterons bien-tôt, établit pour maxime *que quand bien même il y auroit assés de preuves, soit par les Lettres missives qui avoient été rapportées, soit par les enquêtes qui avoient été faites, que l'enfant étoit fils de Patou & de la*

9. Avril
1737.

Pingré, ce défaut de reconnaissance publique de la part de l'une & de l'autre, & particulièrement dudit Patou avant son décès, l'empêchoit de passer pour enfant légitime dudit Patou, non-obstant le mariage subséquent.

Cependant il y avoit au procès une déclaration de la Pingré qui avouoit cet enfant; & même c'étoit la Pingré qui avoit commencé la procédure à cette fin. Il y avoit des Lettres missives de Patou écrites tant à elle qu'à ceux & à celles auxquels il avoit confié le secret de sa grossesse & commis le soin de ses couches.

C'est dans cette espece que Mr. Bignon dit *que le défaut de reconnaissance publique de l'une & de l'autre, empêchoit l'enfant d'estre déclaré légitime, non-obstant le mariage subséquent.* La Cour le juge ainsi par son Arrest. Elle donne une pension viagere à l'enfant; ce qui fait encore voir qu'il y avoit au procès des preuves de sa filiation.

Peut-on après ces exemples & ces autorités douter des maximes que nous avons établies? Vous dirons-nous après cela que chés toutes les nations policées, les déclarations des peres & des meres ont été d'un grand poids: que dans toute la Grece les meres avoient coûtume d'estre crûes sur la filiation plutôt que les peres: que les meres seules étoient cruës sur la naissance & sur l'origine des enfans illégitimes & qu'on ne cherchoit pas d'autres preuves.

Vous dirons-nous que les Coûtumes de Bauvoisis décident par raport à la mere, *qu'on la doit plutôt croire qu'un autre; car nul ne peut mieux sçavoir la vérité que la mere:* Sentiment outré à la vérité dans le cas du mariage, parce qu'il y a une présomption contraire de la Loy, mais sentiment juste & autorisé pour la reconnaissance des batards, lorsque les présomptions de la Loy manquent.

Maintenant quelle part a donc la volonté ou le témoignage des prétendus pere & mere dans la légitimation?

Premierement l'aveu des peres & meres légitime l'enfant qu'ils reconnoissent, & comme dit le Brun, les peres & les meres sont les premiers qui ont droit de légitimer leurs batards.

Un enfant reconnu par un pere & une mere, déclaré

dans un contrat de mariage, dans un extrait d'époufailles, est réputé enfant de tel & de telle. Le pere & la mere, ni qui que ce soit, ne lui peuvent plus contester son état, à moins qu'on n'apporte des démonstrations de la contestation.

Secondement la Loy Romaine exigeoit-elle le consentement du pere pour la légitimation, comme on l'a avancé trop généralement ?

Nous l'avons déjà dit. Depuis Constantin jusqu'à Justinien ce consentement étoit nécessaire; parce qu'alors ce n'étoit qu'une faculté, une permission accordée au pere.

Depuis que Justinien eut fait de la légitimation un droit général, & qu'il eut étendu en faveur des enfans ce qui n'étoit auparavant qu'une grace, il n'y a pas de preuve que ce consentement fût requis: mais il étoit presque toujours présumé; & quand il ne l'eût pas été, comme la Loy ne légitimoit que les enfans nés *ex concubina retentâ in domo in electo contubernio*, elle suposoit toujours que les enfans étoient en possession ou quasi possession de leur état.

La déclaration des peres & des meres n'auroit pû préjudicier à de tels enfans, non plus qu'elle ne peut préjudicier maintenant à des enfans nés dans le mariage, parce que le concubinage étant une espece de mariage; la Loy formoit en leur faveur presque la même présomption qu'elle forme maintenant en faveur des enfans légitimes.

Mais, dit-on, je suis légitimé de droit, *vi legis, matrimonii potestate, etiam invitis parentibus*.

Distinguons. S'il est constant que vous soïés né *ex tali & tali* qui se sont mariés, vous êtes légitimé. Mais si cela n'est pas constant, si cela n'est pas prouvé, la Loy ne peut pas vous regarder comme légitime: elle vous présume plutôt bâtard que légitime; *potius præsumitur spurius quam naturalis*.

Je suis héritier d'un tel, dit un enfant, & pourquoy ? C'est que je suis son fils.

On lui répond, vous êtes son héritier si vous prouvéz que vous êtes son fils: mais si vous ne le prouvéz pas, on vous répondra par la maxime du Droit, *paria sunt patrem non habere vel propter incertitudinem non liquere quisnam ille sit*.

Or le batard, celui qui est *vulgo quæsitus*, n'a point de pere, ou du moins il n'a point de pere certain ; car comme nous venons de le dire, c'est la même chose, selon le Droit, de n'avoir point de pere ou d'en avoir un incertain.

C'est pourquoi la Loy veut que les batards soient regardés comme n'en ayant point. Elle leur a ôté tous les effets civils jusqu'à ce que leur pere soit certain & reconnu.

L'enfant dont il s'agit étoit batard en 1719. & regardé par la Loy comme *vulgo quæsitus*.

Comment cet enfant qui n'avoit point de pere, selon la Loy peut-il commencer à en avoir ?

C'est, répond-il, quand mon pere & ma mere se sont mariés ensemble.

Mais on luy répond : il faut qu'il soit certain & prouvé que vous venés de ce pere & de cette mere : car jusque-là vous êtes *vulgo quæsitus*, vous ne pouvés pas dire que vous soïés légitimé.

Concluons donc que toutes les raisons que l'on a tirées de la Loy qui légitime par sa force, par la puissance du mariage, *vi legis, potestate matrimonii*, ne sont point décisives dans l'espèce dont il s'agit.

Seroit-il hors de propos d'ajouter à cette dissertation sur la déclaration des peres & des meres qu'y ayant peu de loix sur cette matière nous pouvons chercher dans les Loix & les Usages à peu près semblables des motifs de décision.

Cette maniere de raisonner sur les Loix est juste & a toujours été autorisée.

Ne voïons-nous pas dans les Loix anciennes de France que les batards héritoient alors. Ils succédoient *vi legis* : mais pour pouvoir hériter il falloit qu'ils fussent avoués. Loisel, du Tillet, Charondas en rapportent plusieurs preuves.

Jusqu'à Henry IV. les batards des nobles retenoient le nom & la noblesse de la maison de leur pere avec les armes barrées à gauche, & cela en vertu du droit & de l'usage. Mais il falloit pour jouir de cette faveur de la Loy, qu'ils fussent avoués & reconnus.

Loisel, qui en rapporte des preuves en a fait même une règle de l'ancien Droit François.

Nous ne donnons pas ces similitudes pour des démonstrations : mais en Droit on a toujours raisonné ainsi, *ex similitudinibus legum vicinarum*.

Venant à la preuve par témoins Mr. l'Avocat Général a dit que c'est la principale question qui a été agitée.

Voïons donc si le Droit Romain, le Droit Canonique & le Droit François autorisent cette preuve, où s'ils la rejettent.

Les deux Loix Romaines qui ont plus de raport à cette matiere sont la Loy 2. au Code de *Testibus* & la Loy 29. au Digeste de *prohibitionibus*.

La premiere porte. *Si tibi controversia ingenuitatis fiat, defende causam tuam instrumentis & argumentis quibus potes : soli enim testes ad probationem ingenuitatis non sufficiunt.*

La seconde au Digeste porte. *Probationes quæ de filiis dantur non in solâ affirmatione testium consistunt.*

Dans toutes les matières d'état lorsqu'il a été question d'admettre ou de rejeter la preuve testimoniale on a toujours cité ces deux Loix.

La seconde est moins forte que la premiere. Elle décide que les preuves de filiation ne consistent pas seulement dans l'affirmation des témoins : c'est ce qui ne peut former aucun doute.

Il n'est pas douteux que la preuve testimoniale est une des preuves de la filiation chés les Romains ; & il est également certain que ce n'est pas la seule.

Mais il s'agit de sçavoir si seule elle peut suffire. C'est là l'état de la question, & c'est aussi le cas de la Loy au Code de *Testibus*.

Soli testes ad probationem ingenuitatis non sufficiunt.

La glose explique ce mot *soli* par *solummodo* ; ce qui fait un sens tout opposé à celui que presente d'abord la Loy.

C'est aussi l'explication de Godefroy sur cette Loy. *Ne intelligas*, dit-il, *ingenuitatem testibus solis probari non posse, sed potius non tantum testibus sed & instrumentis & argumentis probari.*

Mais, comme dit Mr. l'Avocat Général Gilbert, cette note a plus besoin d'explication que le texte même.

9. Avril
1737.

On auroit à dire, pour soutenir le sentiment de Godofroy, que si la Loy, dans le cas de l'ingenuité qui est le seul cas qu'elle ait en vûë, ne vouloit pas que les témoins fussent seuls suffisans, elle ne seroit pas fort raisonnable, l'ingenuité dépendant de faits qui pouvoient être prouvés fort bien & fort aisément par la preuve testimoniale.

Mais aussi de l'autre côté nous avons le texte de la Loy : *soli testes non sufficiunt*; ce qui sans doute signifie que la preuve testimoniale n'est pas seule suffisante.

Dans le Titre *de probationibus* au Code, immédiatement avant celui de *Testibus*, il est parlé de *instrumenta domestica*, & il est dit : *ad probationem sola non sufficiunt*.

Il est certain que dans cette Loy *sola non sufficiunt* ne veut pas dire *non solummodo sufficiunt*.

Pourquoy donc dans une Loy si voisine voudroit-on interpreter si différemment les mêmes mots ?

Cette Loy traduite en Grec dans les Basiliques est traduite dans le sens de l'insuffisance de la preuve testimoniale. *Liv. 21. T. de Testibus*. Le Scoliaſte ajoute, *soli non sufficiunt sed omnino opus est instrumentis*.

Cette Loy, dans le Droit établi par les Empereurs de Constantinople, a donc été entendue, expliquée & exécutée dans le sens de l'insuffisance de la preuve testimoniale.

Le ſçavant Cujas, bien loin d'entendre cette Loy comme fait la glose & de vouloir comme elle que la preuve testimoniale suffise en matiere d'état, s'exprime d'une manière à faire entendre le contraire. Voicy ses propres termes.

Sic etiam si de jure & statu personarum quæratur vix tum testibus contenti erimus. Plus valebunt instrumenta, ut natales vel censuales professiones, (c'étoient des especes de Registres) quia, dit-il, testes pecuniâ corrumpi possunt, indicia non item.

Cependant le même Auteur, sur la Loy *Lucius Titius*, observe que lorsqu'il s'agit de ſçavoir si un tel est fils d'un défunt ou s'il ne l'est pas, on a recours à ce que pensent les voisins. Il ajoute à la verité que cette sorte de preuve est foible : *Hoc probationis genus satis leve & infirmum esse liquet.*
Cependant

9. Avril
1737.

Peut-être pourroit-on induire la suffisance de la preuve testimoniale en matiere d'état de la Loy 6. au Code de *fide instrumentorum*, porte *Statum tuum, natali professione perditâ, mutilatum non esse certi juris est*; de la Loy 9. au Code de *nuptiis, si vicinis & aliis scientibus*, qui a été plusieurs fois citée; & de la Loy 15. au Digeste de *liberali causâ; nec falsa simulatio veritatem minuit*.

Il est vray que la premiere & la troisieme Loy sont fort générales & que la seconde parle dans le cas d'une possession & d'un concubinage.

Quant au Droit Canonique il paroît que la preuve testimoniale y étoit admise, peut-être même seule. Car on y admettoit cette preuve lorsqu'il n'y avoit que *communis fama*.

Il y a plusieurs Chapitres dans les Decretales pour régler les qualités des témoins en matiere de filiation. Le Chapitre *Transmissæ* sembleroit aussi le prouver. *Standum est verbo viri & mulieris qui negant aliquem filium nisi indicis & testibus contrarium probetur*.

Cette Decretale parle à la verité dans le cas d'une possession & d'un concubinage & d'ailleurs elle joint *indicia* à la preuve testimoniale.

Mais laissons le Droit Civil & le Droit Canonique. N'entreprenons pas de faire icy la concordance de tant d'Auteurs & de Loix quelque-fois discordantes: Ne donnons point dans les sentimens outrés & les explications forcées de ceux qui voudroient faire des sistêmes. Consultons le Droit Romain comme raison écrite & non comme Loy. Laissons aux Loix Canoniques à regler le for interieur. Ne leur donnons d'autorité qu'autant que les Loix Civiles leur en ont donné en les adoptant; & consultons les principes & la Jurisprudence François.

Commençons par les Ordonnances. Quelles sont leurs décisions sur les questions d'état?

L'Ordonnance de 1539. a établi des Registres, mais cet établissement ne concernoit encore que les matieres bénéficiales.

Arrêtons-nous à l'Ordonnance de Blois & à celle de 1667.

9. Avril
1737.

L'Ordonnance de Blois porte. *Pour éviter la preuve par témoins que l'on est obligé souvent de faire en justice touchant les naissances, mariages, les Greffiers en chef seront tenus de se faire délivrer des doubles des Registres à la fin de chaque année.*

L'Ordonnance de 1667. T. 20. art. 7. porte que les preuves de l'âge, du mariage & du tems du décès seront reçues par des Registres en bonne forme qui feront foy & preuve en justice.

L'article 14. ajoute. *Si les Registres sont perdus ou qu'il n'y en ait jamais eû, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins; & en l'un & l'autre cas les Baptêmes, Mariages & Sepultures pourront être justifiés tant par les Registres ou papiers domestiques des peres & meres décédés que par témoins.*

En examinant ces Ordonnances il est clair qu'elles n'ont pas eû pour objet la question d'état & de filiation. Elles ne l'expriment point : elles ne décident point ces questions : elles n'admettent ni ne rejettent aucun moyen, aucune preuve : elles laissent les choses dans le droit commun.

Ces articles peuvent servir quelque fois à prouver la filiation. Mais, comme dit Mr. Gilbert de Voisins, quoique l'Ordonnance n'ignorât pas la question qui pouvoit naître de la réclamation d'état, elle n'a pas voulu étendre sa prévoyance au cas singulier. Son dessein étoit apparemment de laisser les Juges dans l'heureuse situation de pouvoir se déterminer par les différentes circonstances.

Tout ce que nous pouvons conclure c'est que l'Ordonnance ne s'explique pas sur les questions d'état, & qu'il n'est pas possible de croire qu'elle ait voulu faire une règle précise.

Mr. l'Avocat Général a cherché ensuite dans la Jurisprudence des Arrêts de quoy fixer les doutes & les incertitudes.

Distinguons, comme on a fait, a-t'il dit, quatre situations différentes, où se peut trouver l'enfant qui réclame un état.

1. Première situation. Vous l'avez entendu, MESSIEURS, c'est celle d'un enfant né avant le mariage & qui se trou-

ve en possession de la filiation , lorsqu'on entreprend de la lui disputer.

Seconde situation , celle d'un enfant dont l'état est contesté , mais qui est né pendant le mariage & qui est en possession de sa filiation.

9. Avril
1737.

La troisième est celle d'un enfant qui se prétend né pendant le mariage & qui n'est point en possession de son état.

La quatrième enfin est la situation d'un enfant qui se prétend né avant le mariage & qui n'a point de possession , mais qui allégué des faits & demande à en faire la preuve par témoins.

Nous nous arrêterons peu à la première situation qui est celle d'un enfant né avant le mariage & qui est en possession de son état ; situation favorable & avantageuse , cet enfant ne plaide pas pour acquérir mais pour conserver ; situation sur laquelle les Jurisconsultes , les Loix , les grands principes de la société sont d'accord , *si quis est in possessione filiationis*.

Telle est l'espece de l'Arrest de Bret cité par Belordeau. L'enfant justifioit sa filiation & le mariage par deux actes de partage faits l'un avec son pere des biens de la communauté , l'autre avec les héritiers collatéraux , & par 16. ans de possession.

Telle est à peu près l'espece de Prévôt cité par Pocquet avec quelque difference. Mais expliquons la davantage.

Le sieur Prévôt a un enfant de Marguerite Prévôt sa cousine germaine. Ils s'épousent six ans après avec dispense ; & dans la suplique il étoit porté qu'il n'y avoit jamais eû de commerce entr'eux quoiqu'il y en eût des soupçons. La fille avoit été élevée obscurément ; & son extrait baptistère portoit qu'elle étoit illégitime & de pere & de mere inconnus. Le pere & la mere prennent cette fille chés eux , en qualité de servante. En mourant la mere la reconnoît. Le pere la reconnoît aussi , en fait la déclaration , & luy fait porter le deuil de sa mere en qualité de son héritiere. Les collatéraux lui contestent la succession & son état. Son pere comme son Tuteur naturel étoit au procès. Sentence à Angers qui permet à Prévôt pere de vérifier tant par

9. Avril
1737.

titres que par témoins, que cet enfant étoit né de celle qu'il avoit depuis épousée. L'enquête concluante aiant été faite sous l'appel & le tout porté au Parlement de Paris, Arrest définitif qui la déclare fille légitime.

Pocquet ajoûte que l'objection faite par les collatéraux sur ce que l'enfant n'avoit point été reconnu dans le contrat même ou dans l'acte de célébration n'étoit pas considérable. Mais il venoit de dire que la reconnoissance du pere & de la mere fut un puissant motif pour faire admettre la preuve testimoniale.

Il s'agissoit d'un enfant reconnu par le pere & par la mere, & qui étoit en possession.

Nous ne nous arrêterons pas aussi à la seconde situation qui est celle des enfans nés pendant le mariage & qui sont en possession.

C'est l'espece de l'Arrest de Boëre. L'enfant étoit en possession de son état : il étoit né dans le tems du mariage. Boëre pere s'avise de lui contester son état.

Mr. Talon dit en général qu'une des considérations sur l'état des enfans vient de l'aveu ou de la reconnoissance du pere; & il conclut à debouter Boëre.

Que peut-on induire de part & d'autre de l'Arrest conforme & du discours général de Mr. Talon ? Rien ni pour ni contre.

C'est la même chose dans l'Arrest d'Annibal Gautier. Ce Gentilhomme étant mort, un nommé Michel-Magdelaine se porte pour être son fils & son héritier & prend le nom de Michel Gautier. Il confesse après qu'il ne l'est pas & qu'on l'a suborné pour le dire ainsi. Il est débouté conformément aux conclusions de Mr. Talon.

Quelles conséquences tirer de part & d'autre de cet Arrest, & de ce que dit ou ne dit point Mr. Talon dans cette occasion ? Il n'y a rien de Mr. Talon, dans l'espece de cet Arrest ni dans l'extrait du plaidoïé, qui ait rapport à la question dont il s'agit ; & nous n'en parlons que pour n'oublier aucun des Arrests qui ont été cités.

Nous dirons la même chose de l'Arrest de Latre, aussi bien que du Plaidoïé de Mr. l'Avocat Général Daguesseau.

Passons à la troisième situation qui est celle des enfans nés pendant le mariage & qui ne sont point en possession de leur état.

On a cité sur cette situation les Arrêts de la Demoiselle de Choiseul, de la Cognot, de la Coulon, de Marie Damitié & de Joublot.

La Demoiselle de Choiseul fut admise à la preuve testimoniale; mais il ne faut pas s'imaginer qu'elle fût destituée de tout commencement de preuve par écrit.

1°. Elle avoit été assés heureuse pour recouvrer pendant le procès le Registre Journal d'un accoucheur mort 20. ans avant la naissance du procès, dans lequel se trouvoit le détail le plus exact de la grossesse & de l'accouchement de Madame la Duchesse de Choiseul, du Baptême de l'enfant, & du commencement de son entretien & de son éducation dont l'accoucheur avoit été chargé.

2°. Elle avoit des Lettres de la Marquise du Broffay sœur de sa mere & l'une de ses adversaires qui la traitoit comme sa niece; & de plus les interrogatoires de la Dame du Broffay & du Marquis de la Valiere, aussi un de ses adversaires, dans lesquels le dernier sur tout ne pût s'empêcher de convenir de la verité des faits sur lesquels il fut interrogé; enfin les interrogatoires de Mr. le Duc de la Valiere son principal adversaire dont les réponses embrouillées, l'ambiguïté & la contradiction pouvoient avoir beaucoup de force.

Il est vrai que Mr. l'Avocat Général Gilbert dit dans cette cause. Nous ne disons pas qu'il faille un commencement de preuve par écrit; mais que demande-t-il? Il faut ce qu'il y a de plus fort & de plus capable d'entraîner pour admettre la preuve par témoins; un amas de circonstances de quelque nature qu'elles soient, un concours de présomptions aussi fortes, ou même plus que ne pourroit l'être un vrai commencement de preuve par écrit: & il finit la question de droit, en disant à la Partie de Maître le Normand. *Deffende causam tuam instrumentis & argumentis quibus potes. Soli enim testes ad probationem ingenuitatis non sufficiunt.*

9. Avril
1737.

9. Avril
1737.

Marie Cognot se prétendant fille légitime de Cognot Medecin & d'Elisabeth Naffier sa femme fut reçue à la preuve testimoniale.

Mais elle avoit 1°. Un extrait baptistère sous le nom de Marie Cognot. Le pere qui l'avoit désavouée par des motifs de jalousie contre sa femme, & la femme même n'avoient jamais pû donner d'éclaircissement sur le sort de la Marie Cognot dont il étoit parlé dans l'extrait baptistère. Elle avoit une transaction passée par son pere même pour son éducation.

Elle fut retirée dans la maison paternelle & traitée non pas comme domestique. Le pere luy donne en mourant 600. livres : sa mere la marie & luy donne 1500. livres de dot.

Elle avoit des interrogatoires de sa mere, qui malgré ses dénégations étoient d'une grande force.

La Coulon ou la prétendue Elisabeth Davril fut déboutée de sa demande de faire preuve par témoins d'être fille de Pierre Davril & sa femme; elle n'avoit aucun commencement de preuve par écrit.

Mr. Daguesseau dit dans cette cause, *qu'il faut examiner les preuves qu'elle raporte de son état.* Il les examine; & puis dit que dans ces circonstances l'intimée ne peut pas demander à faire preuve de sa légitimité. Il ajoute que cela seroit contraire au Droit commun, que l'Ordonnance de 1667. ne marque qu'un cas ou ces sortes de preuves soient permises, sçavoir quand les Registres ont été perdus, qu'elle n'est pas dans le cas de cette exception, qu'elle est au contraire dans la règle générale, ou il est certain qu'on n'admet point ces preuves d'état par témoins.

Qu'il y a sur cela plusieurs dispositions du Droit dans le Digeste & dans le Code, entr'autres au Digeste la Loy *non nudis*, la cinquième au Code *de probationibus*, la Loy seconde au Code *de testibus*, & que c'est aussi la Jurisprudence. Arrest conforme à ses conclusions.

Poursuivons le détail des Arrests.

Marie Damitié, qui se prétendoit sœur d'Elisabeth & Anne Rouffel, fût déboutée par Arrest de 1641. ne ra-

portant aucune piece justificative de sa filiation, dit Soefve : Ch. XXXIV.
jugé qu'elle étoit non-recevable à demander qu'il lui fut
permis de vérifier sa filiation par témoins.

9. Avril
1737.

Mr. Talon disoit dans cette cause que c'étoit une maxime indubitable, qu'il étoit de périlleuse conséquence d'admettre cette sorte de preuve, parce qu'il seroit facile à toutes sortes de personnes de se dire de quelle famille il leur plairoit, d'où pourroient naître de grands inconveniens.

Ce sont les paroles de Mr. Talon. Arrest conforme à ses conclusions.

Mr. Talon dans la cause de Joublot en 1686. posa pour maxime, *que la seule preuve par témoins n'étoit pas suffisante dans les questions d'état ; que les dispositions de Droit en avoient été rapportées ; qu'elles étoient formelles & précises ; que si cette voye étoit admise, elle seroit d'une conséquence infinie dans le public ; & qu'il n'y auroit plus de sûreté dans les familles. Que quand même le pere & la mere voudroient avoier l'enfant dont il étoit question, ils ne le pourroient faire sans rapporter eux-mêmes des preuves par écrit & incontestables de sa filiation.*

Joublot est débouté conformément aux conclusions de Mr. Talon.

Nous ajoûterons à ces Arrests qui ont été cités l'espece de la Demoiselle Ferrand qui fut admise l'année dernière à prouver par témoins qu'elle étoit fille de feu Mr. le Président Ferrand & de la Dame son épouse.

Mais elle avoit des preuves par écrit très-considérables.

Premierement par une singularité sans exemple, il étoit arrivé que lors de l'accouchement de la Dame Ferrand, Mr. le Président Ferrand avoit fait signifier au Curé de S. Sulpice un acte par lui passé par-devant Notaires & dont il y avoit minute, portant qu'il lui seroit présenté au Baptême une fille que peut-être on voudroit faire baptiser sous son nom. Il déclara que n'étant point sa fille, il empêchoit qu'elle fut baptisée sous son nom, & protesta contre tout ce qui seroit fait au préjudice de sa déclaration.

2°. Madame Ferrand dans un interrogatoire sur faits & articles convenoit que dans le temps précisément de la protestation de son mari elle étoit accouchée d'une fille.

9. Avril
1737.

3°. Elle soutenoit que la fille dont elle étoit accouchée étoit morte. Mais elle n'en raportoit aucune preuve ; en sorte que l'existence de cette fille étoit certaine & qu'il n'y avoit nul indice qu'elle eût cessé d'exister.

Il ne s'agissoit donc plus que de prouver l'identité de la personne qui se présentoit , avec la fille née de Madame Ferrand *constante matrimonio*.

4°. Pour le prouver , la personne qui se presentoit raportoit des extraits des Registres de la plupart des maisons Religieuses dans lesquelles elle avoit passé sa vie , qui établissoient qu'elle avoit été nourrie , élevée & entretenue aux dépens de Madame Ferrand.

Nous voilà enfin à la quatrième situation sur laquelle on a cité l'Arrest de Goteron & l'Arrest de Patou.

A l'égard du premier , il n'y a que le seul titre qui ait raport à cette quatrième situation , & ce titre est faux.

Quant au second Arrest, Patou en 1664. ayant épousé avec dispense Marie Pingré sa cousine germaine , meurt quatre mois après : il avoit fait une étrangere sa légataire universelle. La veuve lors de l'inventaire déclare n'avoir point d'enfant & signe sa déclaration. Six ou sept mois après elle présente requête , dit qu'elle avoit eû avant les nopces un enfant de Patou & demande permission d'informer des faits. Elle informe : elle produit de plus des Lettres écrites par Patou tant à elle qu'à ceux auxquels il avoit confié le secret de sa grossesse & commis le soin de ses couches.

Les parens de Patou étoient intervenans dans la cause , pour adherer à ses conclusions & soutenir l'état de l'enfant , quoique la succession de Patou les regardât en partie.

Voicy ce que dit Mr. l'Avocat Général Bignon sur l'appel. Nous l'avons déjà rapporté.

Quand bien-même il y auroit assés de preuve, soit par les Lettres Missives qui ont été rapportées, soit par les enquêtes qui avoient été faites, que l'enfant de l'état duquel il s'agissoit étoit fils dudit Patou & de la Dame Pingré, ce défaut de reconnoissance publique de la part de l'un & de l'autre, & particulièrement de la part dudit Patou avant son décès, doit l'empêcher

l'empêcher de passer pour enfant légitime de Patou nonobstant le mariage subséquent. Ch. XXXIV.

Intervint Arrest Conforme à ses conclusions le 16. Février 1667. Dans la Cause de Gautier, Mr. Talon pose les mêmes principes contre la preuve testimoniale en matiere d'état.

9. Avril
1737.

Tels sont, MESSIEURS, les Arrests qui ont été cités de part & d'autre.

Tels ont été les avis de ces Illustres Avocats Généraux, les Talons, les Bignons & les Dagueffeau dont les noms seront en éternelle vénération tant qu'on respectera les Loix & la Justice, ces hommes dont nous nous ferons toujours gloire d'adopter les maximes & de suivre les décisions.

Mais il ne suffit pas de les avoir rapportés ces Arrests : il faut en tirer des conséquences : il faut y puiser ces principes qui forment la Jurisprudence des Arrests, & qui sont les seules regles que nous puissions suivre en cette matiere.

Premierement aucun Arrest, dans aucune Cour Souveraine, qui ait jamais admis à la preuve testimoniale sans quelque commencement de preuve par écrit.

C'est un fait incontestable & que nous avançons avec assurance, parce qu'il n'y a pas un seul exemple contraire.

2°. Toutes les fois qu'il n'y a point eû de commencement de preuve par écrit, autant de fois les Arrests ont débouté les enfans qui réclamoient leur état sans l'avoir possédé.

3°. Dans quel cas les Arrests ont-ils jugé ainsi ? Dans le cas d'un mariage, dans le cas où des enfans nés, disoient-ils, *constante matrimonio*, demandoient à faire la preuve qu'ils étoient nés d'une femme mariée & conséquemment qu'ils étoient enfans du mari.

A plus forte raison dans le cas d'une naissance avant le mariage.

Nous disons à plus forte raison ; car est-il permis de dire que la naissance avant le mariage est un cas plus favorable qu'une naissance pendant le mariage.

Le cas le plus favorable suivant la Loy, c'est le cas en faveur du quel la Loy présume d'avantage, en faveur duquel elle a établi plus de préjugés, plus de présomptions.

Or n'est-il pas évident qu'elle présume beaucoup en fa-

9. Avril
1737.

veur des enfans nés sous la foy d'un mariage légitime. Elle a pris ces enfans sous sa protection, parce qu'ils sont le fruit d'une conjonction autorisée par les Loix, sanctifiée par la Religion, d'une conjonction qui est le fondement de la société.

Mais que présume la Loy en faveur des enfans nés avant le mariage ? elle les présume plutôt illégitimes que légitimes, *potius præsumitur spurius quam naturalis*.

La Loy présume d'avantage en faveur des enfans dont elle peut connoître & déterminer la naissance qu'en faveur des enfans dont il est bien difficile, & dans certains cas impossible, de démontrer la paternité.

Mais tirons encore d'autres conséquences des Arrests.

Premierement, c'est que si l'on accorde dans le cas dont il s'agit la preuve testimoniale, mal-à-propos l'a-t'on refusée en quelque cas que ce soit lorsque les faits ont été vraisemblables : mal-à-propos a-t'on debouté l'enfant de Patou qui étoit dans un cas plus favorable, & qui avoit des Lettres du pere & la reconnoissance de la mere : mal-à-propos a-t-on debouté les autres dont nous avons parlé.

Ajoûtons qu'il faudra nécessairement accorder toujours cette preuve, lorsqu'un enfant apportera, dans des requêtes dressées avec art, un tissu de faits frapans & vraisemblables.

Concluons encore de ces Arrests que jamais on n'a admis à la preuve testimoniale, ou plutôt qu'on a debouté tous ceux qui alléguant une naissance avant le mariage & qui n'étant point en possession de leur filiation, étoient défavoués par les prétendus peres & meres.

Mais ne nous contentons pas de rapporter la Jurisprudence des Arrests. Entrons dans les raisons qui l'ont fait établir : seroit-il besoin de la justifier devant le Tribunal de la raison & de l'équité ?

Non, MESSIEURS, elle n'a pas besoin de justification cette Jurisprudence. Nous en avons pour garans ces grands hommes sur les conclusions desquels elle a été établie : nous en avons pour garands les grands principes de l'utilité & de l'honnêteté publique.

Les Arrest ont-ils voulu étouffer la verité & ne lui pas prêter le secours des Loix ? Ont-ils décidé qu'il falloit rejeter des preuves qui pouvoient conduire à quelque chose de certain ? Mrs. les Gens du Roy ignoroient-ils & les Loix de la légitimation , & les faveurs des présomptions ?

Ch. XXXIV.

9. Avril
1737.

Non sans doute. Mais rapellés-vous , MESSIEURS , ce que nous avons établi d'abord au sujet des preuves de la filiation.

L'état des hommes est l'objet le plus précieux & le plus intéressant de l'ordre public. C'est la raison pour laquelle les Ordonnances ont apporté tant de soins afin que l'état de chaque Citoyen se trouvât consigné dans un monument public qui pût à perpétuité assurer la preuve de sa naissance.

Si l'attention des Loix peut être quelque fois trompée , la possession de l'état vient au secours : la possession la première & la plus considérable des preuves dans cette matiere.

Si les motifs qu'on a expliqués peuvent quelquefois porter des peres & des meres à sacrifier des enfans , il arrive aussi que des gens de néant profitent de l'obscurité de leur naissance pour usurper des noms & des biens qui ne leur apartiennent pas : & c'est cet autre inconvenient bien plus préjudiciable au repos & à la sureté publique que les Arrests ont voulu prévenir.

Ce n'est donc qu'avec une extreme attention qu'on se doit porter à admettre la preuve testimoniale la plus incertaine de toutes les preuves ; & en reflechissant murement, les Juges, Mrs. les Gens du Roy ont crû qu'il y avoit encore plus de danger (pour ainsi dire) d'élever un imposteur à un état qui ne lui appartient pas , que de laisser celui dont le veritable état a été caché, dans l'obscurité à laquelle le malheur de sa destinée semble l'avoir condamné.

Quand d'un côté il se trouve des écrits qui prouvent les soins , & l'attention que les peres & les meres ont donnés à l'éducation d'un enfant : Que de l'autre ces peres & meres ne sont pas en état de donner une solution nette , précise & bien prouvée sur le sort d'un enfant qu'ils doivent connoître , puisqu'il paroît qu'ils l'ont élevé ; il en naît une présomption violente que

9. Avril
1737.

l'enfant qui réclame leur tient de plus près qu'ils ne veulent en convenir. Il ne s'agit plus que de perfectionner ce commencement de preuve; & c'est alors que l'on ne peut se dispenser de chercher dans le suffrage des témoins ce qui manque à la preuve d'une vérité qui frappe, & dont il est bien difficile de n'être pas pénétré dans de pareilles circonstances.

Mais s'il ne se trouve aucun vestige ou commencement de preuve, si l'enfant qui suppose qu'on a voulu cacher son état, est réduit à poser des faits, à demander d'en faire la preuve testimoniale au défaut de tout autre genre de preuve; quelque vraisemblables que soient les faits par lui posés, on ne peut les écouler; autrement il n'y auroit personne dont l'état fût ignoré, qui ne pût être admis à se dire fils ou fille du plus grand Seigneur du Roïaume, à flétrir la mémoire des femmes les plus respectables.

S'il suffisoit d'un côté de faire une histoire suivie de faits circonstanciés, même raisonnables à présumer; de l'autre d'en faire une preuve testimoniale qui ne dût être appuyée d'aucune preuve d'un autre caractère, il n'y a point d'imposteur qui ne parvint aisément à faire canoniser son entreprise.

Cette rigueur peut quelquefois étouffer la vérité; mais elle est nécessaire pour empêcher le triomphe de l'imposture; & il est évident que le second objet est beaucoup plus important que le premier; parce qu'il est rare qu'on cherche à cacher le sort d'un enfant né dans une légitimité bien parfaite; au lieu qu'il n'y auroit rien de si commun que de voir des gens obscurs vouloir usurper de grands noms & par une suite nécessaire des fortunes proportionnées.

On ne doit donc jamais se porter dans cette matière à admettre la preuve testimoniale, qui est, suivant tous les Auteurs & suivant la raison, la plus incertaine, qu'on n'y soit entraîné par la force des circonstances & par des commencemens de preuves capables de persuader l'homme raisonnable, quoiqu'ils ne soient pas suffisans pour déterminer le Juge.

Tels sont les principes qu'ont établis Mrs. les Gens du Roy.

dans toutes les occasions. Tels sont les motifs justes, raisonnables des Arrests qui ont rejeté la preuve testimoniale dans les questions d'état.

Jamais elle n'a été admise sans des commencemens de preuve par écrit qui aient rendu la preuve testimoniale en quelque façon nécessaire & indispensable.

Apliquant les principes établis à l'espece dont il s'agit, Mr. l'Avocat Général a demandé comment cet enfant pourroit être admis à la preuve des faits par le secours desquels il prétend établir sa filiation.

Il a contre lui les monumens publics, quoiqu'on lui ait supplée les Cérémonies du Baptême près de quatre après le mariage des Sieur & Dame N.

Il a contre lui la possession d'état. Il n'a pas même de quasi possession. Il n'a aucunes preuves que le sieur N. ait pourvû à ses alimens & à sa subsistance.

Tous les marchés sont au nom de Pommerais Chirurgien qui est mort.

Nous n'entrerons pas dans le détail de tous les faits qu'il articule.

Les seuls faits qui meritent attention, sont la cohabitation posée en fait dans la dernière requête & la reconnaissance du pere & de la mere dans les premières.

Mais premièrement cette prétendue cohabitation, alléguée sans preuve ni commencement de preuve, est-ce un *electum contubernium* ou deux personnes demeurant ensemble publiquement, une fille accouche dans la maison d'un homme ; où le prétendu pere & la mere prennent soin de l'enfant, l'élevent, lui fournissent des alimens & la subsistance, *vicinis & aliis scientibus* ?

Je demande à prouver, dit-il, que j'ai été reconnu par mon pere & par ma mere. Mais quelle nomination, quelle reconnaissance, quels faits suffisans de reconnaissance articule-t'il ? Y en a-t'il des vestiges & des traces ?

Quand la mere auroit dit quelquefois que l'enfant est du sieur N. Quelle force auroit cet aveu ? Qu'induire d'un pareil discours à le supposer véritable ?

Elle l'a dit ! mais quand cela n'eut pas été véritable pou-

9. Avril
1737.

voit-elle s'empêcher de le dire ? eut-elle decouvert elle-meme sa turpitude à son mari ?

Que peut-on conclure en faveur d'un aveu qui put n'être qu'un aveu suggeré par la nécessité, ou forcé par la crainte de se deshonorer ?

Mais les actions des hommes prouvent mieux que leur discours ; & c'est une maxime qu'il faut plutôt s'en tenir à ce que font les hommes, sur tout pendant une longue suite d'années, qu'à ce qu'ils disent, ou à ce qu'ils ont pû dire en passant. *Facta hominum potentiora sunt quam verba.*

La Demoiselle L. l'a dit avant son mariage : elle l'a dit depuis son mariage : le Sr. N. a dû le dire également.

Mais qu'a-t'elle fait pendant dix ans qu'elle a vécu ? Elle ne l'a jamais déclaré publiquement : elle a toujours refusé de l'introduire dans la famille de son mary : elle y a toujours résisté : elle est morte dans cette résistance. Peut-on ne pas faire attention à cette résistance de la mere ?

Car enfin qui pouvoit mieux qu'elle, sçavoir la vérité du mystere, & dans un cas où la regle *pater est quem nuptie demonstrant* manque absolument, comment n'être pas frappé de cette espece de témoignage négatif de la mere morte, & du désaveu du pere vivant ?

D'ailleurs cet enfant n'a aucun vestige ni commencement de preuve par écrit. Comment pourroit-il être admis à la preuve des faits qu'il articule ?

Le Magistrat doit toujours autant qu'il est possible aller à la recherche de la verité. Mais il doit bien prendre garde d'adopter & de consacrer par l'autorité de l'exemple une route qui tende à favoriser l'imposture. Les apparences les plus séduisantes sont celles où il doit être le plus en garde contre lui-même.

Si comme homme il écoute le recit de l'enfant dont il s'agit, il faut convenir que ce recit a beaucoup de vraisemblance, & qu'il est assés difficile de n'en être pas touché.

Mais il faut surmonter son penchant, lorsqu'il entraîne des consequences aussi dangereuses pour le repos de la société, que celles qui resulteroient necessairement dans l'espece dont il s'agit.

L'enfant qui réclame a-t'il des commencemens de preuves capables de faire naître au moins des présomptions violentes en sa faveur ? Il faut luy permettre d'achever, de reparer par une preuve testimoniale le vol qu'on a voulu lui faire de son nom & de son état. Alors s'il y a du danger il est peu considerable.

9. Avril
1737.

C'est pourquoy s'il avoit icy la déclaration du pere en sa faveur, quelques raisons que dise l'enfant, Partie de Maître Amette, nous serions d'avis de l'admettre à la preuve ; & cela suit necessairement des principes que nous avons établis.

Mais quand il n'y a rien de litteral, quand il n'y a aucun commencement de preuve par écrit, il n'y a point d'imposteur qui ne fût à portée de profiter de son exemple. Le danger d'une pareille consequence seroit pernicieux à la tranquillité publique.

C'est le cas où se trouve le malheureux enfant qui réclame aujourd'huy.

Au surplus nous ne concevons pas pourquoy ses défenseurs ont négligé de faire interroger le pere sur faits & articles. Nous ne voyons gueres de causes d'état où cette voye ait été négligée. Peut-être eut-elle conduit à trouver de nouvelles lumieres.

La dernière question est celle des alimens, Mr. l'Avocat Général en a parlé en peu de mots.

Peut-on donner une pension alimentaire à l'enfant Partie de Maître Querard ? Premierement le Droit le permet-il ? Secondement en fait y a-t-il assez de lumiere pour la lui accorder ?

Mr. l'Avocat Général a observé sur la premiere question, que de droit commun les alimens sont dûs aux bâtards de quelque condition qu'ils soient, *sive ex soluto & solutâ nati, sive ex nefario incesto & adulterino congressu.*

Bacquet, du Moulin & Brodeau le témoignent. D'Argenté & une foule d'Auteurs sont de même avis.

Loyfel en a fait une regle du Droit François. *Quelques Coûtumes disent qu'un bâtard, depuis qu'il est né, est entendu hors de pain ; mais l'on juge que qui fait l'enfant le doit nourrir.* Telle est la regle rapportée par Loyfel.

Cela est conforme à la Jurisprudence ; & il y a une infinité d'Arrests qui l'ont jugé ainsi. On peut les voir dans Brodeau sur Mr. Loüet. L'art. 478. de la Coûtume porte. Si aucun avoit enfans bâtards jeunes & non puiffans d'eux pourvoir de leur corps , ils doivent être pourvus sur les biens de leur pere & de leur mere.

L'art. 478. est tiré mot à mot de l'art. 452. de l'ancienne & du chap. 266. de la très-ancienne Coûtume.

D'Argentré sur cet article 452. soutient que les alimens sont dûs aux batards, à certains bâtards par le Droit Civil, à tous par le Droit Canonique , & à tous par nôtre Droit municipal.

Il ajoûte que quoiqu'ils soient forts & puiffans , on leur doit des alimens si on ne les a pas mis en état de gagner leur vie , en leur faisant apprendre quelque métier.

Est que illa causa tam necessaria , ut etiam dilapidatis bonis à filio , pater iterum alere teneatur.

Les Arrests sont conformes ; & il a été jugé plusieurs fois qu'on étoit obligé de faire apprendre un metier à un bâlard.

Nous croyons donc qu'en Droit on peut donner une pension viagere à l'enfant en question.

Rien n'empêche encore qu'on donne une pension viagere à un enfant qu'on déboute de la légitimation. Ce n'est point , comme on a dit , un *ultra petita*. On ne peut accorder plus qu'on ne demande ; mais on peut accorder moins , & il est évident que c'est ici le moins.

La Cour dans l'Arrest de Patou débouta l'enfant de la légitimité qu'il demandoit , & lui accorda 500. liv. de pension viagere qu'il ne demandoit point. C'est que les alimens se donnent *ex officio judicis* ; & nous ne nous arrêtons pas davantage sur ce point.

Mais en fait peut-on accorder une pension viagere à l'enfant qui reclame.

Y a-t'il assés de lumiere pour cela.

Les Parties de Maître Anneix & de Maître Amette n'ont jamais contesté que cet enfant fût de la mere.

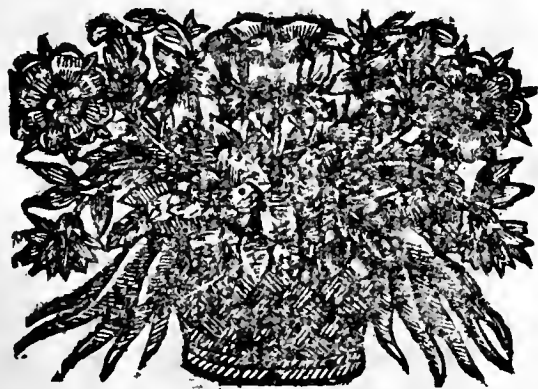
Vous avés entendu Maître Querard alléguer que fa
Partie

Partie est fils de la Demoiselle L. Il a contumacé, il a pressé les Intimés de le nier, de désavouer le fait : ils ne l'ont point nié : au contraire ils ont toujours raisonné comme si le fait étoit véritable : ils ont toujours dit que la Dame N. sçavoit mieux que personne que l'enfant ne pouvoit pas être légitimé, qu'elle pouvoit toujours refuser de l'introduire dans la famille de son mari.

9. Avril
1737.

Mr. l'Avocat Général a rapporté ce qu'avoient dit les Parties sur ce point ; & a dit que des motifs d'équité pouvoient porter à donner à l'enfant une pension sur les biens de la Dame N. qu'il s'en référerait à la prudence de la Cour ; mais qu'il concluoit à ce que l'appellation fût mise au néant & qu'il fût fait défense à l'appellant de prendre le nom & les armes de N.

LA COUR, sans s'arrêter aux requêtes de l'Appellant dont elle l'a debouté, faisant droit dans son appel, a mis & met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein & entier effet, condamne l'appellant à l'amende, déclare le défaut levé au Greffe le 23. Janvier dernier contre ledit de N. pere, en qualité de pere & garde naturel de ses enfans cadets, bien & dûement obtenu suivant l'Ordonnance ; & par le profit condamne ledit de N. pere en ladite qualité aux dépens dudit défaut ; & faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roy, a jugé à la Partie de Querard la somme de 500. liv. de pension viagere, à compter de ce jour, à prendre sur les biens de ladite feuë L. seulement, tous dépens néanmoins compensés entre parties.



CHAPITRE XXXV.

Le Deffendeur en inscription de faux ne peut fournir des requêtes d'atténuation des moïens de faux avant l'instruction de l'incident de faux.

S O M M A I R E.

- | | |
|---|--|
| 1. & 5. Ordonnance de 1670.
art. 1. du T. du faux. | Talon lors de la rédaction de
l'Ordonnance criminelle. |
| 2. & 6. Tout deffendeur
en inscription de faux tient
la place d'un accusé. art.
11. du T. du faux. | 4. & 8. Jurisprudence.
7. T. 23. de l'Ordonnance cri-
minelle. |
| 3. & 9. Sentiment de Mr. | 10. Motifs pour admettre les
requêtes du Deffendeur. |

30. Mars
1737.

DANS l'instance d'apel comme d'abus dont il sera parlé au chapitre 38. entre Dom Jean-Joseph S. Religieux Benedictin non réformé, & Missire Pierre-Joseph Lair Promoteur de l'Officialité de Quimper, Dom S. inscrivit en faux, pendant la plaidoirie de la cause, un exploit à temoins, un procès verbal de descente de l'Official & un cahier d'information. Ses moïens de faux furent plaidés par Maître Ronfin son Avocat avec ses moïens d'abus. Ensuite l'inscription aiant été formalisée il fournit ses moïens de faux.

Le 18. Mars 1737. le Promoteur de Quimper presenta une requête, par laquelle il combatit les moïens de faux, & dont les conclusions tendoient à déboutement de l'inscription en faux. Cette requête fut expédiée d'un soit signifié & mis au sac.

Le 23. Mars Dom S. demanda le raport de cette expédition & la rejection de la requête.

Maître Ronfin Avocat de Dom S. a dit que cette requête n'étoit pas recevable. L'Ordonnance de 1670. art. 1. du T. du Faux, porte que l'instruction du faux doit se faire dans la forme des autres procédures criminelles. Or

30. Mars
1737.

en toute procedure criminelle sans distinction l'accusé n'est point reçu à presenter des requêtes pour la justification avant le décret. On n'en reçoit même sur les accusations de crimes capitaux qu'après que le Règlement à l'extraordinaire a été instruit; & si on les reçoit après le décret & les interrogatoires en matiere de petit crime, c'est parce qu'alors la procédure est censée instruite.

2. Tout deffendeur en inscription de faux tient la place d'un accusé, & doit être soumis à la rigueur de la forme qui ne permet pas à un accusé de contredire l'accusation intentée contre lui jusqu'à ce qu'elle ait été instruite: c'est le motif de l'art. 11. du T. du faux qui deffend de donner copie des moïens de faux. Puisque la Loy a voulu qu'ils fussent secrets, elle a voulu interdire la faculté d'y répondre.

3. C'est ce que pensa Mr. Talon lors de la rédaction de l'Ordonnance. Dans le procès verbal de cette rédaction il atteste véritablement qu'il étoit d'usage d'admettre les requêtes des deffendeurs en inscription de faux: mais il dit en même tems que cet usage seroit aboli par l'art. 11. si la reserve n'en étoit pas faite. Ainsi comme il n'y eut ni changement ni addition à l'article, on doit conclure que l'intention du Législateur fut d'abroger un usage abusif & contraire à l'ordre général de la procédure criminelle.

4. Si quelquefois il a été présenté des requêtes d'atténuation contre des moïens de faux, & si les demandeurs en inscription de faux ont négligé de conclure à ce qu'elles fussent rejetées, cette négligence n'a pû rétablir un usage contraire à l'Ordonnance, & toutes les fois qu'on a demandé la rejection de pareilles requêtes, elles ont toujours été extraites des procès.

La question fut jugée en pur point de droit par Arrest de Grand'Chambre du 26. Aoust 1722. entre Maître Michel Roland demandeur en inscription de faux, & Maître Allain de la Garde, plaidant Maîtres Nerzic & Anneix. Par cet Arrest les expéditions des requêtes que de la Garde avoit fait joindre au sac de faux furent rapportées, & il fut ordonné qu'elles demeureroient extraites de l'incident de faux.

5. Maître du Parc Poullain Avocat du Promoteur a dit que l'art. 1. du T. du faux est sans application, parce qu'il ne concerne que le faux principal & non le faux incident, pour lequel il y a une forme particuliere établie par les autres articles du même titre.

6. L'art. 11. porte seulement qu'il ne sera donné ni copie ni communication des moïens de faux au deffendeur.

Cet article ne prive point le deffendeur de la faculté de présenter une requête; & il est de maxime en général que si une procédure n'est pas formellement proscrire par l'Ordonnance, si elle n'est pas frustratoire, si l'objet est utile, elle ne doit pas être rejetée.

7. Le Titre XXIII. de l'Ordonnance permet en général à l'accusé de donner des requêtes, quoique les charges soient secretes. Pourquoy privera-t-on de cet avantage un deffendeur, avec qui le faux incident s'instruit contradictoirement, & qui a droit de fournir des pieces de comparaison, suivant deux Arrests de 1704. & de 1711. rapportez par Bornier & par Bruneau? Dom S. a même fait plaider ses moïens de faux à l'Audience publique. Ainsi le Promoteur a été en état d'y répondre sans que le secret recommandé par l'Ordonnance ait été violé.

8. L'usage du Parlement de Bretagne, celui du Parlement de Paris, les autorités & les principes de l'équité concourent à autoriser la requête dont le demandeur poursuit la rejection.

Par deux Arrests, l'un du 26. Février 1737. & l'autre rendu depuis peu de jours au raport de Mr. de la Nouë, de pareilles requêtes ont été admises. On ne prouve point que l'Arrest de 1722. y soit contraire. La requête du demandeur en faux, sur laquelle il fut rendu, porte seulement qu'on avoit joint au sac de faux un sac de charges & deux incidens qui n'avoient point été signifiés. Les incidens pouvoient être uniquement relatifs à ce sac de charges qui étant étranger au procès devoit en être extrait, & par la même raison les incidens devoient être rejetés.

L'usage actuel du Parlement de Paris est attesté par l'auteur des nouvelles notes sur Bornier. *Le deffendeur, dit-il,*

pourra néanmoins donner une requête dans laquelle il expliquera les fins de non recevoir contre l'inscription de faux. Cet usage n'est point aboli par l'Ordonnance.

Ch. XXXV.

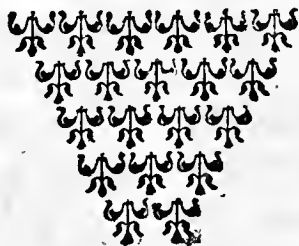
30. Mars

1737.

9. Dans le passage du procès verbal de l'Ordonnance qui a été objecté, Mr. Talon aprouvoit cet usage. Ce grand Magistrat ne l'eût pas aprouvé s'il eût été contraire aux anciennes Ordonnances qui faisoient la regle de la procedure avant l'Ordonnance de 1670. Cette Ordonnance n'a point établi de Loy nouvelle par l'art. 11. elle n'a fait que repeter la disposition des Ordonnances de 1535. & de 1536. Ainsi elle n'a pas rendu abusif un usage qui étoit régulier depuis ces Ordonnances. Aussi Mr. Talon n'a-t'il point dit que cet usage seroit aboli si la reserve n'en étoit pas faite : il dit seulement qu'on le croiroit aboli ; & lorsqu'il proposa de faire cette reserve, ce fut seulement parce qu'en rédigeant une Loy il convient à la sagesse du Législateur de prévenir autant qu'il est possible les difficultés qui peuvent naître sur l'interprétation de la Loy.

10. Enfin il est certain en général que le Deffendeur doit être reçu à présenter des requêtes après que les moïens de faux ont été fournis. Il peut avoir des folles intimations & des fins de non recevoir qu'il est indispensable de proposer avant le jugement des moïens de faux, parce que ce jugement emporte un préjugé. Il faut même une requête pour qu'en jugeant les moïens de faux & en déboutant le demandeur, le Juge soit en état d'ajuger au deffendeur des dommages & interets.

Par Arrest du 30. Mars 1737. à l'Audience d'Huis-clos de Tournelle l'expédition de la requête du deffendeur en inscription de faux a été rapportée : cette requête a été rejetée, & le deffendeur condamné aux dépens.



CHAPITRE XXXVI.

*Reglement sur la nourriture des Mineurs de la Campagne.*14. May
1737.

L'AVOCAT Général du Roy entré en la Cour a remontré qu'il s'est introduit un abus dans la plupart des Jurisdictions de la Province, & sur tout dans les Jurisdictions de Campagne, abus dont les conséquences sont d'autant plus pernicieuses qu'il semble avoir pour fondement le bien & l'utilité des mineurs, quoiqu'on ne puisse rien imaginer qui leur soit plus défavorable. Voici en quoi il consiste.

Lorsqu'un Habitant de la Campagne décède & laisse des enfans mineurs en bas âge, les Parens assemblés pour choisir un Tuteur, délibèrent en même tems que les Mineurs seront mis en Bail (c'est le terme usité) & le Juge ne manque point de l'ordonner ainsi par la Sentence portant institution de Tuteur.

Dès ce moment le Tuteur se trouve borné à la seule qualité d'Administrateur des biens des mineurs, & quant à la garde de leurs personnes il ne peut la retenir quoiqu'elle lui soit accordée expressement par les dispositions du Droit.

La mere survivante n'a pas même la faculté de retenir ses enfans dans sa maison. On les arrache de son sein; & on les conduit soit dans le Cimetiere au pied de la Croix, soit en un autre lieu public; & là on crie à qui pour moins voudra prendre chacun des mineurs pour lui fournir sa pension & son entretien.

Tous encherisseurs étrangers sont admis à cet encan; & sans avoir égard ni aux mœurs ni aux bienseances, celui qui met la pension à plus bas prix est préféré; ensorte que les enfans sont enlevés du sein de leurs familles, & que ceux mêmes, à qui les pere & mere ont laissé des biens suffisans pour leur donner de l'éducation, se trouvent réduits à servir souvent chés des misérables qui ne

s'en étant chargés que pour y profiter, leur épargnent la nourriture, les laissent manquer d'habits & les accablent de travaux au-dessus de leur âge & de leur force.

Mais le comble de l'abus consiste en ce que cette faculté de sous-enchérir étant accordée à tout le monde, un homme non marié peut demeurer adjudicataire de la pension d'une jeune fille & se trouve autorisé par la Justice même & par une famille entière à enlever publiquement cette petite victime, à la conduire dans une habitation écartée & à l'exposer à toutes les suites d'un tel abus.

Le prétexte de ménager les revenus des Mineurs ne paroît pas devoir balancer des inconveniens si marqués. Car ce prétexte même est cause que presque toujours les étrangers demeurent adjudicataires; la raison en est sensible.

Chaque Parent fait ses offres sur un pied proportionné aux soins & aux dépenses qu'il croit nécessaire pour élever & entretenir honnêtement un mineur auquel il est attaché par les liens du sang & de l'amitié, au lieu que l'étranger qui n'a pas les mêmes considérations, se contente du plus bas prix, parce qu'il compte se rédimer sur la nourriture & les vêtemens qu'il épargne & sur les travaux dont il surcharge l'enfant. Qu'il est à propos de remédier à un pareil abus.

A ces causes ledit Avocat Général du Roy a requis qu'il plût à ladite Cour y pourvoir sur ses Conclusions qu'il a laissées par écrit, & sur ce délibéré.

LA COUR faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy a ordonné qu'à l'avenir les douze Nominateurs convoqués pour le choix d'un Tuteur délibéreront en même tems sur la pension & entretien de chaque enfant Mineur eût égard au bien, à l'âge & à la condition desdits enfans lorsque leurs revenus seront suffisans pour les entretenir. Que la somme fixée pour chaque mineur en particulier sera exprimé séparément dans la Sentence d'institution de Tuteur. Que la mere survivante quoique non tutrice aura le soin de l'éducation de ses enfans mineurs, si elle y consent, & si les parens Nominateurs

l'en trouvent capable, qu'à son défaut la garde en sera donnée au Tuteur, parce que néanmoins s'il n'est pas marié la garde des filles mineures sera confiée à un des Nominateurs mariés, ou sur le défaut d'icelui à telle autre personne que lesdits Nominateurs jugeront convenable; pourront toutes fois lesdits parents, soit dans l'institution de la tutelle, soit par délibération homologuée en Justice régler que les mineurs seront envoiés aux études ou en apprentissage de métier suivant leur état & facultés. Qu'à l'égard des enfans mineurs indigens les Nominateurs feront mettre leur nourriture & entretien au bail à rabais & l'ajuger à un d'entr'eux ou à tout parent contribuable à la pension desdits mineurs, & leur fait défenses de recevoir les enchères ni d'ajuger lesdits baux à aucun étranger de la famille. Enjoint expressément à tous adjudicataires de baux de Mineurs de les traiter paternellement; ordonne qu'en cas de mauvais traitemens desdits enfans, il sera à la diligence des Substituts du Procureur Général du Roy ou des Procureurs Fiscaux des lieux, ou de tout parent des enfans, quoique non Nominateurs à la tutelle, information sommaire préalablement faite, procédé à nouveau bail des Mineurs à la folle enchere & aux frais de l'adjudicataire du premier bail; Enjoint pareillement aux Juges, ausdits Substituts & aux Procureurs Fiscaux des lieux de tenir la main à l'exécution du présent Arrest, même à l'échéance de chaque bail actuellement courant, sur peine de répondre personnellement de tous mauvais événemens. Ordonne que le présent Arrest sera lû, publié à l'issue des Grandes-Messes des Paroisses & envoié dans tous les Sieges Présidiaux & Roïaux du Ressort, pour y être lû, publié & enregistré, & du devoir que les Juges d'iceux en auront fait en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement à Rennes le 14. May 1737.



CHAPITRE XXXVII.

Un acquereur par contrat sous feing privé non contrôlé ni insinué, aiant affecté pour tenir son contrat secret, de laisser le vendeur en possession & de lui faire faire tous les actes de Propriétaire, le Seigneur est en droit de percevoir le rachat après la mort du vendeur, comme s'il n'y avoit point eu de contrat de vente.

S O M M A I R E.

1. 8. Explication des Ordonnances, & de la Coutume, sur la forme prescrite pour la validité des contrats de transport d'heritage.
2. 7. 11. Si la mort du véritable propriétaire est nécessaire pour donner ouverture au rachat. Article 537. de la Coutume.
3. 9. Explication du droit Romain sur les conditions nécessaires pour rendre la vente parfaite. Si la tradition réelle est nécessaire.
4. 13. Droit de lods & ventes dû au Seigneur quoique l'acquéreur n'ait pas pris possession.
5. 17. De l'incompatibilité du droit de lods & ventes & du rachat par la mort du vendeur.
6. 18. Si l'écriture privée peut avoir une date certaine lorsqu'elle n'a point été contrôlée ni reconnue en jugement.
7. 11. Origine du rachat en Bretagne : Définition de ce droit.
10. Quelle est la nature de la possession à titre de propriété.
12. Quand le rachat est dû par la mort de l'usurpateur.
14. ch. 222. & 233. de la T. A. Coutume abrogez : liberté d'aliéner sans le consentement du Seigneur.
15. Si depuis la vente le Fief continuë d'être couvert par le vendeur, jusqu'à ce que l'acquéreur se soit fait connaître au Seigneur.
16. Explication de l'art. 537. de la Coutume : effets de la démission.
19. Motifs de l'Arrest rapporté au présent chapitre.
20. Réflexions sur cet Arrest.

PAR billet sous feing privé du 29. Avril 1720. le Marquis du Cludon vendit au Sieur de Sarsfield pour

19. Juin
1727.

Ddd

Ch. XXXVII.

19. Juin
1737.

lui & ses associez, plusieurs heritages mouvans du Fief de Penhoat. Mais ils prirent toutes les mesures nécessaires pour empêcher que ce traité fut connu. Le Marquis du Cludon donna le même jour une procuration à l'agent du sieur de Sarsfield pour acquiter 217414. liv. 10. sols de dettes, avec promesse de rembourser ou de vendre. Les Créanciers furent paiez. Le sieur de Sarsfield se fit subroger dans leurs droits, sans faire aucune mention de la vente : au contraire il fit inserer la clause, *sauf à s'entendre entre-eux*, qui suposoit que lors des payemens il n'y avoit point encore de traité entre lui & le sieur du Cludon.

Le sieur Marquis du Cludon mourut au mois de May 1725. après avoir toujours paru être le véritable & le seul propriétaire, aiant passé des baux à ferme & à domaine congéable. Toutes les quittances des revenus étoient même en son nom ; & jusqu'à sa mort le sieur de Sarsfield ne fit aucun acte de propriété ni de possession.

Au mois de Juillet 1725. le sieur de Sarsfield paia les lods & ventes à la Dame de Launay Raoul ancienne fermiere de Penhoat ; & reserva son recours vers ses associés. Au mois d'Aoust suivant il déposa son contrat chez le Barbier Notaire de Rennes, & déclara qu'il étoit seul fondé dans cet acquêt.

Le sieur du Vieux Pignon Passart, Fermier lors de la mort du sieur du Cludon, prétendit qu'elle avoit donné ouverture au rachat ; & il fut debouté de cette demande par Sentence renduë en la Jurisdiction de Lesneven le 10. Aoust 1729.

Moyens d'apel du Sieur Passart.

1. Les Ordonnances anciennes & nouvelles ont pour principal objet de prévenir les fraudes qui se commettent dans les contrats d'heritages contre les lignagers & les Seigneurs. L'Ordonnance de 1535. ch. 19. déclare par ce motif nuls tous traités concernant heritages qui ne seront point passés devant Notaires ; & c'est aussi un des objets de la formalité de l'insinuation ordonnée par les Edits &

Déclarations de 1553. 1581. 1583. 1703. 1704. 1708. & 1722. sous peine de nullité. Ch. XXXVII.

L'intimé n'a point observé ce que prescrivent ces loix. Il n'a pas même fait controller son billet, quoique l'Edit de 1693. le prive de tout droit en vertu d'un acte non controllé. Il n'a pas profité de la grace portée par la Déclaration du 29. Septembre 1722. qui lui donnoit un délai de trois mois pour faire controller & insinuer le prétendu traité du 29. Avril 1720.

19. Juin
1737.

Les maximes établies par les Ordonnances, sur la nécessité du controle & de l'insinuation, ont été confirmées par deux Arrests du Conseil d'Estat des 11. Janvier 1724. & 2. Mars 1734. qui ont jugé que les actes sous signature privée n'avoient de datte que du jour qu'ils étoient revêtus d'une forme autentique: en conséquence les Fermiers qui avoient reçu des droits d'amortissement sur les époques de la signature privée, ont été condamnés de les restituer aux Fermiers du tems que les actes avoient été déposés chez un Notaire.

Outre des décisions si claires, la Coûtume exige pareillement dans les articles 343. & 360. que les nouveaux possesseurs des héritages se fassent connoître au Seigneur par l'hommage ou par l'aveu. Loin de l'avoir fait l'intimé n'a pas même exhibé son prétendu contrat ni païé les lods & ventes du vivant de son vendeur. Il a affecté de ne prendre aucune possession civile ni naturelle. Le vendeur a toujours joui comme propriétaire, de sorte qu'on ne peut dire qu'il ait été libre de la foy due au Seigneur qui étoit même dans l'impossibilité de l'exiger du prétendu acquereur. Peut-on douter après cela que le Seigneur n'ait droit de percevoir le rachat échû par le décès du Vassal vendeur qui est mort dans la possession paisible des choses vendues.

2. Ce n'est pas même la mort du véritable propriétaire qui donne ouverture au rachat: c'est la mort de celui qui possède ou qui couvre le Fief. D'Argentré *art. 76. de l'ancienne Coûtume*; & du Moulin *art. 33. de la Coûtume de Paris*. n. 149. 150. & 151. par exemple. Le Propriétaire étant

19. Juin
1737.

deffaifi, & l'usurpateur mourant en possession, le Seigneur ne peut s'adresser pour le rachat qu'à l'héritier de l'usurpateur, suivant la regle *jura metimur à possessore*. Par l'autre principe que le rachat est dû par la mort de celui qui couvre le Fief, la mort du démettant, quoique dépouillé irrévocablement de la propriété, donne ouverture au rachat, si le démissionnaire n'est point entré en foy; & il en est de même de l'homme vivant & mourant quoiqu'il n'ait aucun droit dans l'heritage.

Aussi du Moulin *art. 4.* dit que le mot *Vassal* ne suppose pas un simple propriétaire, mais celui qui *nexum Clientelarem subiit & in fidem patroni admissus est: ante enim non dicitur respectu patroni esse cliens vel vassallus sed extraneus.*

L'on convient avec l'intimé que le rachat est acquis par le décès de l'acquéreur à condition de remercé, lorsqu'il a pris possession en vertu d'un contrat authentique; que malgré le pouvoir absolu du mari sur les acquests de la communauté pendant qu'elle dure, la mort de la femme donne ouverture au rachat pour la moitié de ces acquests, parce que l'état du mariage & la disposition de la Coutume sont des titres publics & authentiques qui assurent les droits de la femme & de ses héritiers.

Il en est de même du droit des puînés nobles que la Loi établit, qui est public & authentique, & qui empêche le Seigneur de percevoir le rachat de leur tiers par la mort de l'aîné quoique saisi de toute la succession.

Mais ces especes ne peuvent avoir d'aplication à un billet frauduleux & clandestin tel que celui qui est le seul titre de l'intimé.

3. Il cite aussi inutilement le Droit Romain qui décide que pour la perfection de la vente il ne faut que trois conditions, *res, pretium & consensus.*

On a prouvé que les Ordonnances & la Coutume sont contraires à ce principe, qui n'est vrai que pour ce qui concerne les droits des Parties contractantes. Mais lorsqu'un tiers tel que le Seigneur de Fief y est intéressé, il faut que l'instrument de la vente soit authentique; & si les Loix Romaines n'ont point fait cette distinction, c'est que

les Fiefs n'étoient pas établis. Il est même évident que leur esprit a été conforme à celui des Ordonnances qu'on a cités ; puisque suivant la Loy *non nudis Cod. de pactis*, & les Interpretes sur le Titre des institutes *de empt.* & sur la Loy premiere *Cod. de peric. & comm. rei vend.* la tradition réelle étoit nécessaire pour acquérir la propriété d'un fonds, de même que par les art. 269. 271. & 272. de notre Coutume. C'est la décision de Sauvageau & des Arrêts qu'il rapporte sur Mr. du Fail L. 1. ch. 405. & ce n'est que depuis la possession actuelle & notoire que les profits de Fief peuvent rouler sur la tête de l'acquéreur.

4. Si les Arrêts rapportez par Sauvageau sur l'art. 52. de la Coutume & sur le chap. 260. L. 2. de Mr. du Fail, ont ajugé au Seigneur les lods & ventes du jour du contrat sans prise de possession, ce n'est qu'en faveur des Seigneurs de Fief, & pour empêcher les fraudes des Vassaux. Cette opinion qui a prévalu, & qui est celle de du Moulin, est même combatue par le sentiment de d'Argentré & de plusieurs autres Auteurs respectables. Mais dans le cas d'un acquereur qui ne seroit pas dans un retardement affecté de prendre possession, dira-t-on que le rachat soit acquis par la mort ? L'intimé n'en pourroit citer aucun Arrêt ; & du Moulin décide avec tous les Auteurs que le rachat n'est point dû avant une véritable & réelle tradition de la chose, rejetant les traditions feintes qui ne consistent qu'en termes & en stile de Notaire.

5. Après cela l'on objecte inutilement que le payement des lods & ventes fait par l'acquéreur est incompatible avec la demande du rachat par la mort du vendeur, qui assure la date du billet de vente en vertu duquel ces lods & ventes ont été payez.

Ce payement n'a été fait qu'après la mort du Marquis du Cludon. C'est *res inter alios acta* ; & le droit acquis à l'appellant n'a pû être détruit par le fait de la Dame de Launay Raoul, qui a reçu ces lods & ventes, & dont la qualité de Fermiere avoit cessé dès 1721.

D'ailleurs il ne peut y avoir d'incompatibilité entre les lods & ventes & le rachat, lorsqu'on prétend ces deux

19. Juin
1737.

droits pour raison de differens faits. L'appellant ne prétend le rachat par la mort du Marquis du Cludon que parce qu'il est mort Vassal & seul possesseur; & les lods & ventes ne seroient pas dûs à cause du même fait, mais parce que le billet de vente ayant été revêtu des formalités du Controlle & de l'insinuation après la mort du vendeur, il s'étoit trouvé alors un changement de Propriétaire & de possesseur.

C'est le sentiment de du Moulin, qui dit sur l'art. 33. de la Coutume de Paris n. 151. qu'il n'y a pas d'incompatibilité que le Seigneur ait en même tems de doubles profits, lorsque *à diverso fonte procedunt*, parce que *per negligentiam vel culpam Vassalli non debet fieri præjudicium juribus patroni*.

6. Au reste il est de maxime qu'une écriture privée ne fait point de foi & n'a point de datte que du jour qu'elle a été reconnue & vérifiée en jugement. Cette reconnoissance, lorsqu'elle est faite, ne préjudicie jamais à une tierce personne & ne peut avoir d'effet rétroactif. Mornac, Boiceau, Danty & du Moulin §. 8. *verbo denombrement* n. 11. & d'Argentré art. 96. établissent cette maxime. Du moins la datte ne pourroit être assurée que par le Controlle qui dans l'espèce du procès est postérieur à la mort du sieur du Cludon.

Réponses du sieur de Sarsfield Intimé.

Le sieur de Sarsfield a fondé sa réponse sur cinq propositions. I. Que le rachat n'est dû que lorsque le Vassal meurt Propriétaire du Fief servant. II. Que le sieur du Cludon n'étoit point mort Propriétaire. III. Que la possession sans la propriété ne peut donner ouverture au rachat. IV. Que le défaut de l'acquéreur de s'être fait connoître pour Vassal, soit par la prestation de foy & hommage, soit autrement, ne peut donner lieu au rachat par la mort du vendeur. V. Que le paiement des lods & ventes, fait par l'acquéreur, est incompatible avec la prétention du rachat par la mort du vendeur, qui assure la datte du contrat de vente sous seing privé.

19. Juin
1737.

7. I. Personne n'ignore qu'en 1275. le Duc Jean I. substitua le rachat à la place du bail, qui donnoit aux Seigneurs l'administration des revenus de leurs hommes de Fief mineurs jusqu'à leur majorité de 20. ans. Cette origine du rachat prouve qu'il ne peut avoir lieu, qu'autant que les terres sujettes à ce droit apartiennent encore au Vassal lors de son décès & que la propriété passe à ses héritiers.

Tous les termes des Lettres Patentes du Duc Jean établissent cette vérité; & elle a été répétée par l'art. 76. de l'ancienne Coutume & par l'art. 67. de la nouvelle, qui portent que *quand aucun meurt... le Prince ou autre, ayant droit de rachat, prendra & levera, pour un an, les fruits & issues DES TERRES, HERITAGES & RENTES DU DECEDE*. Les art. 68. 69. 70. & 71. annoncent également que, suivant l'esprit de la Loy, il n'y a d'ouverture au rachat que sur les héritages qui se trouvent *in bonis* du décédé, au tems de sa mort, & qui passent à ses héritiers.

II. Le traité du 29. Avril 1720. contient une vente parfaite & actuelle, qui à l'instant même qu'elle fut faite transféra au sieur de Sarsfield une pleine propriété. On y trouve les trois choses qui, par le Droit Romain, établissent l'essence de la vente, *res, pretium & consensus*.

8. Les Ordonnances de nos Rois n'ont dérogé au Droit Romain, qu'à l'égard des ventes dont le prix excédoit la somme de 100. livres. Pour ces contrats, la seule convention verbale ne suffit pas, parce que ces Loix sages n'ont pas voulu confier des conventions importantes à la foy des témoins. Mais elles ont laissé aux Parties la liberté de rédiger leurs contrats de vente sous seing privé ou devant Notaires. C'est la disposition expresse de l'art. 54. de l'Ordonnance de Moulins & de l'art. 2. du T. 20. de l'Ordonnance de 1667.

Il est évident que ces articles qui parlent de toutes conventions en général comprennent les ventes; d'où il résulte que, quoique sous seing privé, elles ont le même effet & elles sont translatives de propriété de même que celles qui sont passées devant Notaires.

Tous les Edits & toutes les Déclarations du Roy qui concernent le Contrôle ou l'Insinuation, & les articles de Coûtume qui ont été cités n'ont pour objet que les hypothèques & les appropriemens qui ne peuvent être faits sans ces formalités; & la seule peine des acquereurs, qui ont négligé de les observer & de s'approprier en conséquence, est d'être exposés au retrait lignager ou féodal & aux hypothèques des créanciers du vendeur. Mais ces Loix ne peuvent donner atteinte à la maxime universelle de toutes les Coûtumes & de tous les Tribunaux, par laquelle la vente sous seing privé, sans Contrôle & insinuation, est translatrice de propriété, & empêche que l'héritage puisse passer aux héritiers du vendeur.

En effet on ne trouve dans toutes les Coûtumes de France aucune disposition qui oblige de passer les contrats de ventes devant Notaires, ni qui reprouve celles qui sont faites sous seing privé. Notre Coûtume paroît même les autoriser, en quelque forme qu'elles soient; par l'art. 52. qui donne au Seigneur les lods & ventes de tous contrats indistinctement, & par l'art. 346. qui oblige seulement l'acquéreur d'informer le Seigneur de la manière de l'acquisition. Ces articles prouvent qu'en quelque forme que le contrat soit rédigé, le Seigneur est obligé de reconnoître & d'agréer l'acquéreur au moyen des lods & ventes qui lui sont acquises, s'il ne préfère d'exercer le retrait féodal, suivant l'art. 306. de la Coûtume.

Un contrat de vente sous seing privé produit les mêmes effets contre le vendeur & ses héritiers, contre le Seigneur & contre l'acquéreur, que s'il étoit devant Notaires. Lorsqu'il est pur & simple, le vendeur ni l'acquéreur ne le peuvent révoquer que d'un mutuel consentement; il empêche que la propriété de l'héritage vendu ne passe aux héritiers du vendeur; il acquiert au Seigneur les lods & ventes, lui donne l'acquéreur pour Vassal & l'oblige de le reconnoître pour tel, si le retrait féodal n'est pas exercé; il donne ouverture au retrait lignager, quoique non suivi de Contrôle & d'insinuation. Ferrière *art. 129. de la Coûtume de Paris.* Enfin la seule différence que Bodereau

sur

sur Maine art. 401. met, par rapport au Seigneur, entre un contrat de vente rapporté par des Notaires & un contrat sous feing privé, est que l'acquéreur qui veut faire l'exhibition d'un contrat de vente sous feing privé est obligé de représenter l'original.

Ch. XXXVII.

19. Juin
1737.

9. III. La tradition réelle, requise par le droit Romain pour transférer la propriété des choses vendues, n'est pas nécessaire parmi nous pour la perfection du contrat de vente; & la tradition feinte, qui se fait par les clauses de stile commun dans la vente d'un immeuble, suffit dans notre usage pour transmettre la propriété & la possession, suivant Carondas sur le T. 72. de la Somme Rural, Dargou L. 1. ch. 13. & Basnage sur Normandie art. 172.

Cette tradition s'est faite par le contrat de 1720. depuis lequel le Marquis du Cludon n'a point eû de possession, *animo Domini* ni en son nom, mais au nom de l'intimé véritable Propriétaire. Ainsi les actes de jouissance qu'a faits le sieur du Cludon ne peuvent servir à le faire regarder comme aiant été en possession depuis ce contrat.

10. Car il est de principe en droit que la possession n'est pas seulement de fait, mais de droit, & qu'ainsi elle consiste dans la faculté de jouir, attachée au droit de propriété, ou dans la détention effective de la chose par le Propriétaire ou par un autre pour lui. La possession étant naturellement liée au droit de propriété, dont elle ne doit être séparée que par le consentement du Propriétaire, celui qui acquiert la propriété, acquiert en même tems la possession, ou il est en droit de la réclamer en Justice si l'on refusoit de la lui céder. *Rem in bonis nostris habere intelligimur, quoties possidentes exceptionem, aut amittentes ad recipiendam eam actionem habemus. L. 12. ff. de acquir. rer. Dom.* Enfin l'on peut posséder une chose non-seulement par soi même, mais encore par Procureur ou par toute autre personne. *Generaliter quisquis omnino nostro nomine sit in possessione, veluti procurator, hospes, amicus, nos possidere videmur. L. 9. eod.*

Ainsi l'on ne peut regarder le M. du Cludon comme aiant été possesseur depuis le contrat de vente. Mais quand

19. Juin
1737.

il l'auroit été, il suffisoit qu'il ne fût pas Propriétaire, pour que le rachat ne pût avoir lieu par sa mort. C'est ce qui a été prouvé sur la premiere proposition.

S'il en étoit autrement le Seigneur pourroit en même tems prétendre deux rachats, l'un par la mort du vendeur & l'autre par la mort de l'acquéreur, ce qui seroit contre la nature des Fiefs. *Dominus non potest habere plures Vassallos in solidum respectu ejusdem feudi & non potest ab duobus eodem tempore in solidum jura feudalia exigere.* du Moulin §. 33. *consuet. Paris. n. 151. & 152.*

11. D'Argentré art. 74. not. 2. n. 5. verbo rachat, le définit ainsi. *Ex eo vero appellatio manavit, quod reversionem in jus ditionem que patroni feudum Vassalli morte, hæres unius anni fructibus redimit. Redemptivum igitur liceat appellare id scilicet quod pro reversione Vassalli solvitur, aut quod pro renovatione investituræ penditur. Relevium franci appellant, non absimili sensu, veluti quod morte interciderat relevetur à Domino feudi, pretio convento.*

Suivant cette définition le droit de rachat est inséparable de la propriété; & la possession seule, dénuée du droit de propriété, ne peut y donner ouverture par la mort du vendeur. Car il est impossible que ses héritiers puissent être tenus de le racheter du Seigneur en payant le droit, pendant qu'ils ne pourroient y succéder à cause de la vente faite par leur auteur.

Sur ces principes Belordeau & le Commentaire imprimé à Nantes décident sur l'art. 67. de la Coutume que le rachat est dû par la mort du Propriétaire; & cette maxime se trouve encore confirmée par d'Argentré art. 322. *ad verba* vient de nouveau, & par du Moulin §. 51. de la Coutume de Paris. *Ex venditione vel alia alienatione feudi per quam feudum mutat manum, feudum aperitur.* Il s'ensuit nécessairement de cette décision que c'est la propriété, & non la simple possession sans propriété, qui donne lieu au rachat, puisque l'acquéreur devient Vassal à la place du vendeur par l'effet de la vente à l'instant même qu'elle a été faite; & le rachat ne peut être prétendu par la mort du vendeur qui, au moment de cette vente, a

cessé d'être Vassal & ne l'étoit plus au tems de sa mort, l'acquéreur aiant été subrogé à sa place par la disposition expresse de l'art. 75. de la Coutume. Ch. XXXVII.

Du Moulin soutient encore sur le §. 22. que le rachat est acquis par le décès du Légataire arrivé depuis celui du Testateur, quoique le Légataire n'ait point eû la tradition ni la possession de la chose leguée; & la raison qu'il en donne, est que l'héritier du Légataire étant fondé à vendiquer le legs avec le rapport des fruits du jour de la mort du Testateur, le Légataire est censé avoir été Vassal, & qu'il n'y auroit pas même lieu au rachat par la mort des héritiers du Testateur, quoiqu'arrivée pendant leur possession de la chose leguée.

91. Juin
1737.

12. Il est vray que du Moulin §. 33. n. 49. dit que pour la perception des rachats il faut faire attention aux changemens arrivés de la part de l'usurpateur. Mais c'est dans l'espèce d'un héritage usurpé depuis longtems, & qui n'est point revendiqué par le véritable propriétaire; & du Moulin n. 150. & 151. du même §. soutient que les changemens arrivés de la part de l'usurpateur ne doivent point être considérés pour la perception des rachats, si le vray Propriétaire ou ses héritiers viennent vendiquer le Fief & s'en font ajuger la propriété. Car alors, dit cet Auteur, les rachats sont dûs par les changemens arrivés de la part du vray Propriétaire: *Et plane hæc procedunt quando possessor pacifice possidet: sed si verus Dominus ceperit vendicare, & sententiam pro se obtinuerit, debet patrono præstare jura debita ex personâ suâ & prædecessorum.* Cette distinction est répétée par du Moulin sur la Coutume du Grand Perche art. 31. & d'Argentré est de même avis, art. 76. not.

4. Il décide en même tems que la vente étant faite avec retention d'usufruit, le rachat n'est dû que par la mort de l'acquéreur, & non du vendeur usufruitier quoiqu'il eût la possession naturelle.

13. Il est inutile après cela d'objecter que d'Argentré & Mr. de Perchambault ont dit que le rachat étoit dû par la mort du vendeur arrivée avant la tradition ou la possession de l'acquéreur. Cette opinion, détruite par tout

ce qu'on vient de rapporter, n'est qu'une suite de l'erreur dans laquelle d'Argentré est tombé, en supposant (contre la maxime du droit Coûtumier, & contre la Jurisprudence des Arrests rapportés par Mr. du Fail L. 2. ch. 260. & par Sauvageau sur ce chapitre & sur l'art. 52. de la Coûtume) que le contrat de vente ne recevoit sa perfection que de la tradition & de la possession, & que les lods & ventes n'étoient point exigibles avant la tradition & la prise de possession de l'acquéreur.

14. IV. Nous ne suivons plus l'ancien usage établi par les Chapitres 222. & 233. de la très-ancienne Coûtume, suivant lequel le Vassal ne pouvoit se dessaisir de son Fief, par vente ou par autre contrat translatif de propriété, sans le consentement de son Seigneur. La prestation de foy & hommage est même hors d'usage. On ne pretend pas dire que les Seigneurs en soient exclus par le non usage. Mais on peut du moins conclure qu'ils ne doivent pas profiter d'un défaut de foy & hommage, qu'ils sont censés remettre à leurs Vassaux par leur tolérance.

15. L'appellant ne prouvera point que depuis un siecle il ait été rendu hommage pour les héritages dont il s'agit au procès. Mais indépendamment de ce fait, le défaut de foy & hommage dans la personne de l'intimé ne pourroit donner lieu au rachat par la mort du sieur du Cludon; parce que c'est une erreur de croire que le Fief soit couvert par le vendeur jusqu'à ce que l'acquéreur soit entré en foy.

Les dispositions de la Coûtume qui concernent les acquereurs & les autres nouveaux possesseurs détruisent cette erreur. Les art. 52. & 53. mettent le Seigneur en droit d'exiger les lods & ventes, quoique l'acquéreur n'ait point fourni aveu ni fait la foy. Les art. 343. & 360. prouvent que les choses sont tenues du Seigneur par le nouveau Propriétaire, au moment qu'il est venu à la propriété, & sans que cette propriété ou mutation de Vassal vienne de la foy & hommage, de l'exhibition du contrat ou de la reddition d'aveu. Enfin par l'art. 104. la possession annale du nouveau possesseur oblige le Seigneur de venir par voye

d'action contre lui, sans pouvoir exercer de plein droit la fief féodale ; ce qui achève de prouver que la prestation de l'hommage ou de l'aveu n'est point nécessaire, pour qu'il y ait une parfaite mutation de Vassal par la vente de l'héritage.

19. Juin
1737.

D'Argentré *art. 132. verb. vient de nouveau, & art. 64. & du Moulin §. 51. gl. 2. n. 2.* décident que la foy & l'hommage n'est pas nécessaire pour operer le changement de Vassal, & que le rachat est ouvert par la mort de l'acquéreur quoiqu'il n'ait pas fait la foy.

D'Argentré va plus loin ; & il enseigne sur l'*art. 76. n. 7.* que le rachat est dû par la mort de l'acquéreur à condition de reméré, arrivée avant que le tems de cette faculté soit expiré, parce que, dit-il, *vera emptio & alienatio est, & res manum mutat, quanquam sub conditione resolubili ; ideo attento præsentis rerum statu, vere Dominus feudi mori dicitur, cum is moritur qui sub tali conditione emerat, & fieri potest ut redimatur.* Il confirme cette opinion par deux Arrêts rendus en 1562. & 1567.

On trouve de semblables Arrêts dans Mr. du Fail *L. 1. ch. 6. 59. & 310.* dans le Recueil de Sauvageau & dans celui de Frain plaidoyer. 15. Ils ont jugé que le rachat étoit ouvert par la mort de l'acquéreur arrivée avant la condition expirée, quoyqu'il n'eût point fait la foy ni rendu hommage.

Cette Jurisprudence est conforme à la resolution de d'Argentré *art. 64. & 74. & de du Moulin sur Paris §. 22. n. 39. & 40.*

16. On ne peut rien conclure ici de l'*art. 537. de la Coutume* qui donne le rachat au Seigneur par la mort du démettant, à moins que le Seigneur n'ait reçu la foy du démissionnaire, pendant la vie du démettant, auquel cas la Jurisprudence ne donne le rachat que par la mort du démissionnaire.

Les motifs de cet article furent, 1°. L'espérance d'une ouverture au rachat, plus prochaine de la part du démettant que de ses héritiers, dont il n'étoit pas juste que les Seigneurs fussent privés par la démission ; 2°. que le prin-

19. Juin
1737.

principal effet de la démission est d'empêcher l'aliénation des biens de la part du démettant, & que c'est à vray dire une honnête interdiction comme l'observent les Commentateurs. 3°. Que ce n'est qu'un avancement de droit successif, qui ne peut avoir son entier effet au profit des héritiers que par la mort du démettant; qu'elle est revocable *ob supervenientiam liberorum*, ou pour cause d'ingratitude; que le douaire est dû à la veuve du démettant sur les biens de la démission quoique faite avant son mariage; que les démissionnaires qui ont accepté la démission peuvent y renoncer & l'accepter sous bénéfice d'inventaire après la mort du démettant; Qu'enfin les Seigneurs ont la liberté de refuser la foy & l'hommage des démissionnaires, ou de ne l'accepter que sous la reservation des profits de Fief qui seroient dûs par la mort du démettant. De là il résulte que pendant la vie du démettant les démissionnaires ne sont pas vrais Propriétaires, & que la propriété irrévocable est suspendue jusqu'à la mort du démettant.

Il n'y a rien de semblable dans la vente. Ses effets sont même absolument contraires à ce qu'on vient de dire sur la démission: & l'on peut d'autant moins étendre la disposition de l'art. 537. de la Coutume à un contrat de vente, que si les démissionnaires avoient vendu les héritages compris dans la démission, le rachat ne seroit dû que par la mort des acquereurs, ainsi que l'enseigne Mr. de Perchambault, *Instit. S. 401.* parce qu'alors *les choses retourneroient au droit commun.*

D'ailleurs les démissions, ou les autres contrats qui ne produisent aucuns droits de mutation au Seigneur, ne peuvent être comparés à la vente pure & simple qui, à l'instant de la signature, produit les lods & ventes au Seigneur. Par ce droit l'acquéreur est si étroitement lié au Seigneur, que pour se dispenser de les paier il ne peut excepter qu'il n'a pas rendu l'hommage ni l'aveu.

On ajoute à ces raisons que le Marquis du Cludon n'avoir point rendu l'hommage ni l'aveu au Seigneur de Penhoat. Ainsi dans le système de l'appellant, qui soutient que le rachat n'est ouvert que par la mort de celui qui a ser-

vi le Fief, il ne pourroit être prétendu par la mort du Marquis du Cludon.

Ch.XXXVII.

17. V. La faculté d'aliéner sans le consentement des Seigneurs a fait établir les lods & ventes & le retrait féodal qui sont absolument incompatibles avec l'ouverture du rachat par la mort des vendeurs. Cette incompatibilité vient de ce que le Vassal ayant eu droit d'aliéner malgré le Seigneur, l'acquéreur couvre le Fief & devient Vassal, *ex simplici venditionis contractu.*

19. Juin
1737.

Il est indifférent en quel tems les lods & ventes aient été payées avant ou après la mort du vendeur, ou même que l'acquéreur soit en défaut de les paier. Il suffit que ce profit de Fief soit acquis au Seigneur par le contrat de vente : le seul droit de l'exiger emporte une exclusion formelle du rachat par la mort du vendeur. Coutume de Melun art. 74. & Sens art. 213.

18. Au reste l'excès du prix de l'acquest qui est de 460000. liv. pour 9230. liv. de rente, le payement fait en billets de banque, & plusieurs autres circonstances prouvent la sincérité de la date du contrat qui est du 29. Avril 1720. D'ailleurs il est de maxime que la mort d'un homme assure une date aux obligations & aux contrats qu'il a faits sous seing privé, & qui sont nécessairement antérieurs à son décès. Quand on supposeroit la vente antérieure seulement de quelques mois ou de quelques jours à la mort du Marquis du Cludon, la propriété auroit cessé d'être au nombre des biens du vendeur : elle n'auroit pû se transmettre à ses héritiers. Ainsi dans cette supposition même, le rachat n'auroit pû être dû que par la mort de l'acquéreur.

Par Arrest rendu en Grand'Chambre au Rapport de Mr. le Long du Dreneuc, LA COUR faisant droit sur le tout, dans l'appellation dud. Passart, & aiant égard à la requête du premier Juin 1737. a mis & met ladite apellation, & ce dont a été appelé au néant, corrigeant & reformant ; ordonne que les Sentences renduës en la Jurisdiction de Penhoat les 11. & 18. Septembre, 2. Octobre 1725. 22. Novembre & 14. Decembre 1728. 11. Janvier, 8. & 15. Février 1729. seront bien & dûement exécutées ; ce faisant

19. Juin
1737.

ordonne que ledit Passart sera païé du rachat en question, avec les intérêts de la somme à laquelle il se trouvera monter, à compter depuis le 6. Août 1725. jusqu'à parfait paiement. Condamne ledit Sarsfield aux dépens dud. Passart de la cause principale, depuis l'intervention dudit de Sarsfield en ce que le fait le touche, & à ceux des causes de contredit, d'apel & incidens. Fait en Parlement à Rennes le 19. Juin 1737.

19. Les avis ont été unanimes tant sur cette décision que sur les motifs qui l'ont déterminée. On a regardé le billet de 1720. comme une vente; mais on a pensé que le Marquis du Cludon ayant toujours continué de jouir & de faire les actes de Propriétaire possesseur, il avoit toujours couvert le Fief, & que dans ces circonstances sa mort donnoit ouverture au rachat; que le billet de vente n'avoit de datte assurée, à l'égard de tous autres que les contractans & leurs héritiers, que du jour du contrôle & de l'insinuation postérieur à la mort du sieur du Cludon, ou tout au plus de l'instant de sa mort; qu'au premier cas le rachat étant acquis au moment du décès le contrôle postérieur n'operoit aucun changement; qu'au second cas le rachat étant également acquis dès l'instant du décès. c'est-à-dire, au même instant que la datte se trouvoit assurée, la préférence devoit être jugée en faveur du Seigneur qu'on avoit cherché à frauder & à qui le nouveau Vassal ne s'étoit jamais fait connoître avant la mort du vendeur.

20. Si l'on examine avec attention tous les motifs de cette décision, il semble que les circonstances de fraude contre les droits du Seigneur ont été le véritable & seul motif déterminant. Car la Cour aiant regardé le billet de 1720. comme une vente, & ayant décidé cependant que le sieur du Cludon avoit toujours couvert le Fief en continuant de jouir, on peut conclure par un raisonnement contraire que si l'acquéreur avoit joui publiquement depuis le billet de vente, il auroit couvert le Fief. On peut même dire qu'en ce cas l'incertitude sur la date des signatures privées n'auroit dû être d'aucune considération. La possession de l'acquéreur n'auroit pas pû être douteuse; &

pour

pour en examiner la nature il auroit été nécessaire de recourir au commencement de cette possession, qui eût été de droit présumée *pro suo*, la propriété n'étant point réclamée par le vendeur, & la cession des droits de ce vendeur étant constatée par un titre qui n'eût pû être contesté par lui ni par ses héritiers. Il est même certain qu'en ce cas l'acquéreur, s'il avoit été troublé sur la possession, auroit pû former l'action de complainte, ou demander la réintégrande. Or peut-on douter que celui qui a droit d'intenter ces actions ne couvre véritablement le Fief? Personne ni le Seigneur même ne peut le troubler au possessoire; & comme il est de maxime que, pour la perception du rachat, *jura metimur à possessore*, il semble que le rachat ne peut être acquis que par la mort d'un acquereur possesseur, quoique par contrat sous feing privé non revêtu du Controlle ni de l'Insinuation.

19. Juin
1737.

Il est aussi de maxime que pour user de tous les droits que donne la possession annale, il n'est pas besoin de prise de possession cartulaire, & que cette formalité n'est nécessaire que pour les apropiemens.

Ces observations conduisent à une autre difficulté. Si l'on admet qu'un acquereur possesseur en son nom couvre le Fief, ne peut-on pas dire que le sieur de Sarsfield étoit possesseur en son nom, par la seule raison que le Marquis du Cludon ne l'étoit plus depuis la vente & n'étoit qu'un possesseur précaire, ainsi qu'il étoit prouvé par le billet de vente & par plusieurs autres pièces produites au procès? Si le sieur du Cludon avoit été capable de chercher à intervertir cette nouvelle possession si différente de celle qu'il avoit avant le billet de vente, le sieur de Sarsfield auroit procédé valablement contre lui par complainte ou réintégrande. Or s'il est vrai que le Fief n'est véritablement couvert que par celui qui possède en son nom & qui peut agir au possessoire, on conclura que le sieur de Sarsfield, étant le véritable possesseur, couvroit le Fief, & que le Marquis du Cludon ne le couvroit plus.

Enfin ne peut-on pas dire que la seule fraude, commise contre le Seigneur en affectant de cacher le contrat, aiant

19. Juin
1737.

pour objet de le priver des lods & ventes, toute la peine étoit d'affujettir l'acquéreur aux intérêts de ce profit de Fief du jour du Contrat?

Je suppose même que la différence de Fermiers, lors du Contrat & lors de la mort du sieur du Cludon, n'eût pas opéré une division d'intérêts; je suppose que la Seigneurie de Penhoat n'eût point été en ferme, & que le Seigneur demandant le rachat par la mort du Marquis du Cludon, le sieur de Sarsfield luy eût représenté le contrat. Le Seigneur auroit pû exiger l'intérêt des lods & ventes comme d'un contrat frauduleux. Auroit-il pû en même tems demander le rachat par la mort du Marquis du Cludon? Y a-t-il quelque loy qui permette d'accumuler ces deux actions? La Jurisprudence ajuge l'intérêt des lods & ventes lorsque le contrat est frauduleux; mais il n'y a ni Loy ni usage qui punisse encore l'acquéreur en l'obligeant de payer le rachat par la mort du vendeur. Enfin il n'y a point de décision qui permette au Seigneur d'opter entre l'un ou l'autre de ces droits.

J'ay crû devoir faire ces réflexions sur un Arrest dont néanmoins on ne peut s'empêcher de reconnoître toute l'équité. Quelques objections qu'on fasse dans le point de droit, elles doivent cesser lorsqu'on réfléchit que les droits féodaux sont infiniment favorables, & que si un acquéreur veut y donner atteinte par une possession feinte de la part du vendeur, le Seigneur est en droit de tirer avantage de l'artifice même qu'on a employé contre luy. On a voulu luy persuader que le vendeur continuoit de posséder *pro suo*; & l'on a eû attention de luy faire toujours regarder ce vendeur comme son Vassal. N'est-il pas juste que cet artifice tourne au désavantage de celui qui l'a employé, & puisque par son propre fait le Seigneur n'a pû connoître pour Vassal que le vendeur, les profits de Fief n'ont-ils pas dû rouler sur sa tête, de même que la Vassalité a toujours paru attachée à sa personne?



CHAPITRE XXXVIII.

Il n'y a point d'incompétence ni d'abus dans la procédure criminelle faite par un Official contre un Religieux pour scandale, commerce avec une mineure & trouble au Service Divin.

Le décret de prise de corps décerné pour ces délits n'est point abusif.

Explication de la Déclaration du Roy du mois de Mars 1696.

Distinctions entre les délits commis dans les Monastères & au-dehors ; entre les Monastères qui sont réunis à une Congrégation exempte & ceux qui ne le sont pas : art. 27. de l'Ordonnance de Blois ; entre les simples contraventions à la Règle Monastique, & les délits dont les Loix du Royaume ordonnent la punition.

Explication des art. 3. du T. 6. de l'Ordonnance de 1667. & 4. du T. 1. de l'Ordonnance de 1670.

Le Moine qui se dit transféré dans un autre Ordre est obligé de communiquer son Bref de translation à Mr. le Procureur Général lorsqu'il le requiert, faute de quoy l'on peut procéder contre luy, comme contre un Moine fugitif.

Dans l'examen d'un apel comme d'abus, on doit principalement considérer si le Promoteur & le Juge d'Eglise ont procédé par passion ou par la nécessité d'arrêter le scandale & de punir le coupable.

DOM Jean-Joseph S. après avoir passé 30. ans dans la Congrégation de S. Maur, obtint en 1734. un Bref de translation dans le Monastère non réformé de S. Hilaire de Carcassone. Le Bref portoit la clause ordinaire de faire une année de Noviciat dans ce Monastère ; & cette clause fut répétée dans la Sentence de fulmination de l'Official d'Orleans. Mais au lieu de remplir cette obligation, Dom S. alla à Paris, quitta l'habit de la Congrégation de S. Maur & prit, sans le ministère d'aucun Supérieur, l'habit de Bénédictin non réformé. Ensuite il alla demeurer dans le Prieuré

22. Juin
1737.

de Landugen dépendant de la Congrégation de S. Maur dont il étoit titulaire.

Comme le Prieuré de Landugen est dans le Diocèse de Quimper, le Promoteur de ce Diocèse fit le 6. Juillet 1736. une remontrance, par laquelle il exposa que malgré les avis charitables qu'on avoit donnés à D. S. le dérèglement de sa conduite éclatoit dans toutes les Paroisses voisines; qu'il étoit corrompu dans sa doctrine sur le célibat & sur la continence; qu'il avoit une jeune fille qui servoit chès luy en qualité de Servante & qui avoit accouché; que cette fille & ses parens avoient dit ouvertement qu'il étoit l'auteur de sa grossesse; que depuis les couches son commerce avoit continué; qu'il avoit commis à la dernière Procession de la Fête-Dieu des irrévérences qui avoient fait frémir les assistans; & que le 13. May, après la Postcommunion de la Grande-Messe, il avoit communie sa Servante qui n'avoit pas fait de Pâques & qui accoucha huit jours après du fruit de leur commerce scandaleux.

Sur une information concluante D. S. fut décrété de prise de corps par l'Official de Quimper & emprisonné. L'Official voulant procéder à ses interrogatoires il refusa de répondre; prétendant que les Privilèges du grand Ordre de Saint Benoist, l'exemptoient entièrement de la Jurisdiction Ecclesiastique: il fit même rapporter par des Notaires une protestation qui fut notifiée à l'Official. Le promoteur fit une remontrance au pié de laquelle l'Official donna une Ordonnance de déboutement du déclatoire proposé par D. S. & l'Official ayant voulu de nouveau procéder à ses interrogatoires, & sur son refus de répondre ayant protesté que son procès seroit fait comme à un muet volontaire, il consentit de subir interrogatoires sous ses protestations & sans déroger à son Privilège.

D. S. interjeta apel comme d'abus de cette procédure contre le Promoteur de Quimper; & obtint un Arrest qui luy permit de venir plaider en état d'ajournement personnel: il prît un relief d'ampliation dont le principal moien fut le faux qu'il alléguoit contre la procédure qui avoit précédé le décret. Pour établir ce moyen il formalisa une

inscription en faux dont il fut debouté par Arrest du 4. Avril 1737. au rapport de M. de Lentivy.

Après que Maître Ronfin pour D. S. & Maître du Parc Poullain pour le Promoteur de Quimper ont plaidé, Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a dit que pour décider sur un apel comme d'abus, un des principaux objets qu'on doit envisager est le motif qui a déterminé le Promoteur à s'émouvoir & l'Official à instruire une procédure rigoureuse. C'est pour cela que les Ordonnances ont établi le moïen de calomnie évidente comme un des principaux moïens d'abus.

La passion peut quelquefois déterminer une procédure flétrissante contre des Ecclésiastiques dont les mœurs sont régulières, & en ce cas il est de la Justice & du bon ordre de s'arrêter à la moindre omission des formalités de la procédure.

Mais un motif si sage opère une décision toute contraire, lorsqu'on voit, par la conduite de l'accusé & par les excès dont il est chargé, que le bon ordre & la nécessité d'arrêter le scandale & de punir le crime ont déterminé l'instruction.

Aussi Mr. l'Avocat Général Talon, si zélé & si attentif à faire observer aux Juges Ecclésiastiques les Ordonnances & les Loix du Roïaume, donne cette règle comme le plus sur guide dans la décision des appellations comme d'abus.

Il dit que ceux qui ont établi un remede si sage contre les entreprises de la Jurisdiction Ecclésiastique, n'avoient pas pour objet de procurer l'impunité à des Ecclésiastiques déréglés & criminels. Il ajoûte même que quand le déréglement est prouvé, des nullités peu considérables ne sont pas des moïens suffisans d'abus, sans quoy il seroit presque impossible de soutenir les procédures des Juges d'Eglise qui n'étant pas si instruits de la forme que les Juges Séculiers, peuvent plus aisément tomber en des erreurs & en des omissions de ce que prescrivent les Ordonnances.

Cette observation peut être indifférente en cette cause, parce qu'il n'y paroît pas de contravention à l'ordre judiciaire. Mais elle sert du moins à prouver combien l'apel

comme d'abus est odieux , lorsqu'il a pour objet de procurer l'impunité à un coupable.

Sur le premier moïen de calomnie évidente , l'unique objet qui doit fixer l'attention de la Cour est l'état des charges.

Il est concluanment prouvé que D. S. contre les dispositions expresses des Canons , a pris une servante agée de 18. ou 19. ans , que le pere de cette fille s'est plaint que D. S. l'avoit obligé par menaces de la lui donner , qu'il a vécu dans un concubinage public avec elle , que tous les habitans de Landugen en ont été scandalisés , qu'il ne s'est pas même caché lorsqu'il a pris avec cette fille des libertez criminelles , que jusqu'à trois jours avant l'accouchement il la garda chez lui , que pendant les douleurs de l'accouchement elle déclara qu'il étoit le seul auteur de sa grossesse , qu'elle répéta cette déclaration au sieur Marchou Prêtre , qui étoit allé de la part de D. S. pour luy faire déclarer quel étoit le véritable pere de l'enfant , qu'il fournit aux besoins de cette fille & de l'enfant , que leur commerce continua depuis les couches , & qu'il fut surpris avec elle par l'Huissier qui l'arrêta.

D. S. n'opose à ces preuves qu'une déclaration de cette fille évidemment extorquée. Elle fut précédée d'une entrevuë , après laquelle D. S. envoya chercher le Notaire qui rapporta la déclaration , le mena au Prieuré , luy donna à boire , & paya les frais de l'acte.

Les autres délits qui ont déterminé le décret sont aussi bien prouvés. Les discours scandaleux ; la communion donnée par D. S. à sa servante , pendant le concubinage public & lorsqu'elle étoit sur le point d'accoucher , enfin le trouble fait au Service Divin dans une Cérémonie aussi auguste que la Procession solennelle du S. Sacrement , l'affectation de rester debout & couvert lorsque le S. Sacrement passoit & de ne se mettre à genoux qu'après les reproches faits à son valet , tous ces faits qui sont concluanment prouvez annoncent un homme sans mœurs & sans religion , qui foule aux pieds jusqu'aux bienséances qu'un Séculier libertin respecteroit.

On a fondé le second moïen d'abus sur la déclaration du Roy du mois de Mars 1696. donnée en interprétation de l'Edit de 1695. elle s'exprime en ces termes.

Lorsque les Archevêques ou Evêques auront eû avis de quelques désordres dedans aucuns Monastères exempts de leur Jurisdiction, Nous voulons qu'ils avertissent les Superieurs Réguliers d'y pourvoir dans six mois, & qu'à faute d'y donner ordre dans ledit tems, ils y pourvoiront eux-mêmes ainsi qu'ils l'estimeront nécessaire suivant les Régles & Instituts de chacun desdits Ordres & Monasteres. Ces termes prouvent clairement deux veritez, qui sont conformes à l'art. 11. de l'Ordonnance d'Orleans.

La premiere que la Déclaration n'a pour objet que les désordre arrivés *dedans* les Monastères exempts. L'expression étant limitée à ce cas, il en resulte que le Privilège d'exemption y doit être également limité. Ainsi l'on doit conclure que ce Privilège cesse, & que les choses retombent dans le droit commun de la Jurisdiction ordinaire, lorsque le délit a été commis hors l'enceinte d'un Monastère.

2°. Les derniers mots de la Déclaration, qui porte que les Evêques au défaut des Superieurs, puniront les désordres suivant les Régles & Instituts des Monastères, prouvent que la Loy n'a eu pour objet que les contraventions à la Règle & à la discipline Monastique, qui par leur nature ne sont point susceptibles de l'instruction avec toutes les formalités de la procédure criminelle; & pour lesquelles les Loix du Royaume ne prononcent aucunes peines.

Les délits dont l'apellant est accusé sont d'une espee bien différente. Séduction ou commerce illite avec une mineure, scandale public, trouble au Service Divin, ces crimes doivent être poursuivis & punis suivant les Loix du Roïaume. Ce ne sont pas les Régles des Monastères que l'on consultera pour déterminer le genre & le degré de la peine.

Si nous devons donner une attention extrême à empêcher les Ecclesiastiques d'empiéter sur la Jurisdiction Séculière, nous ne devons pas moins d'attention à resserrer dans les plus justes bornes les Privilèges que les Réguliers ont

obtenus dans les tems de barbarie & d'ignorance contre la disposition des Canons, & qui ont causé de si grands désordres dans la discipline.

Les autorités & la Jurisprudence sont conformes aux principes que nous venons d'établir. Le Concile de Trente *Session 6. de Ref. chap. 3.* Dhericourt *part. 1. ch. 11.* Fevret *Tom. 2. L. 7. ch. 2. p. 41. de la nouvelle Edition* & les nouvelles notes sur cet Auteur, Gibert *Instit. Eccles. Troisième Partie T. 1. les Memoires du Clergé Tome 4. p. 1522. le Dictionnaire des Arrests Tome 3. p. 224. de Combes 1. Partie ch. 7.*

Augeart rapporte un Arrest du 14. Juillet 1703. qui jugea qu'il n'y avoit abus dans la procédure criminelle instruite par l'Official de Paris contre un Supérieur des Carmes qui avoit été trouvé avec des femmes suspectes dans un Caffé, & son Supérieur qui intervint pour le réclamer fut débouté de son intervention.

Par un autre Arrest du Grand Conseil du 10. Septembre 1722. la même décision fut donnée contre Frere la Roque Broüillac Bernardin accusé d'une conduite scandaleuse hors le Cloître, & apellant comme d'abus de la procédure criminelle & du décret de prise de corps rendu contre luy par l'Official de Cominges. L'Arrest qui jugea qu'il n'y avoit abus, débouta également l'Abbé de Cisteaux qui étoit intervenu pour réclamer son Religieux.

L'apellant n'est pas dans une espèce si favorable que ceux contre lesquels ces Arrests furent rendus. Ses délits sont plus graves. Sorti de la Congrégation de S. Maur, il ne prouve point que le Monastère où il a été transféré soit réuni à une Congrégation exempte, formalité nécessaire suivant l'art. 27. de l'Ordonnance de Blois pour donner au Monastère le Privilège d'exemption. Il ne prouve pas même qu'il ait été reçu dans ce Monastère. Il n'y a point commencé le Noviciat qui luy étoit prescrit comme une condition essentielle par la Sentence de fulmination de l'Official d'Orleans. Il a changé d'habit sans le ministère d'aucun Supérieur. Enfin on ne voit point d'obédience pour aller dans un Prieuré où il n'y a pas de conventualité.

Sur

Sur toutes ces circonstances on ne peut s'empêcher de le regarder comme un Moine travesti & vagabond qui ne peut en aucun cas réclamer l'exemption du Monastère qu'il a quitté.

Mais de plus on doit avoir un soupçon légitime contre la translation qui l'a mis dans une entière liberté de commettre tant de désordres. Dès les premières Audiences Maître Poullain luy demanda la communication du Bref de translation & le stimula de nous le remettre entre les mains. Plusieurs mois se sont écoulés sans que ce Bref ait paru. Nous le demandâmes & l'on promit de nous le communiquer, lorsque la cause aiant été évoquée à l'ouverture des Rolles elle fut renvoyée l'enrollement conservé.

Cette affectation de cacher une pièce si essentielle, pendant qu'on représente la Sentence de fulmination, fait naître des soupçons dont notre ministère ne nous permet pas de négliger l'aprofondissement. Ainsi nous demandons qu'il soit enjoint à l'appellant de nous communiquer sous tiers jour le Bref de translation, faute de quoy & passé ledit tems, sans qu'il soit besoin d'autre Arrest, il sera procédé contre luy comme contre un Moine fugitif.

Pour troisième moïen d'abus on a dit que l'Official a contrevenu à l'art. 19. du T. 10. de l'Ordonnance criminelle, en décernant un décret de prise de corps contre un domicilié, quoiqu'il ne pût y avoir lieu à une peine afflictive ou infamante.

D. S. étant allé dans son Prieuré sans obédience ne peut être regardé comme un domicilié. D'ailleurs les délits dont il est chargé par les informations seroient suffisans pour justifier le décret de prise de corps contre un domicilié.

Qu'on regarde son concubinage comme une séduction ou comme un simple commerce illicite avec une mineure, la Déclaration du 22. Novembre 1730. autorise la procédure criminelle & la condamnation à une peine afflictive. Le trouble au Service Divin peut aussi faire autoriser le décret de prise de corps; & quand il n'y auroit pas lieu à une peine afflictive, il suffiroit que la peine pût être infamante.

Enfin les Arrests de 1703. & 1722. que nous avons

G g g

rapportez ont confirmé des décrets de prise de corps en des matières bien moins graves, puisqu'ils n'avoient pour fondement que le scandale. Rebuffe sur le concordat de *Publ. concub.* §. *quia vero* & de Combes p. 221. rapportent des Arrests dont l'un décréta de prise de corps des Chanoines pour concubinage, & l'autre décerna un pareil décret contre un Ecclésiastique accusé de scandale & de trouble au Service Divin.

Le quatrième moïen d'abus est fondé sur l'art. 3. du T. des fins de non procéder de l'Ordonnance de 1667. & sur l'art. 4. du T. 1. de l'Ordonnance de 1670. On a dit que, suivant le premier de ces deux articles, la contestation sur le déclinaire de D. S. devoit être portée à l'Audience, & que l'Official ne pouvoit, sans l'entendre, le débouter par une Ordonnance renduë au pié de la remontrance du Promoteur; que par le second article l'Official étoit obligé de faire droit sur cette exception dans les trois jours depuis qu'elle avoit été proposée, au lieu que le déboute-ment ne fut prononcé que plusieurs jours après.

Il suffit de dire sur ce moyen que l'art. 3. du Titre des fins de non procéder ne concerne que les procédures civiles & n'a point d'autre objet que d'empêcher l'apointement des demandes de renvoy. La forme de la procédure criminelle est toute différente.

Il seroit contre toute regle de suivre l'Audience pour faire statuer sur la demande de renvoy d'un accusé. L'art. 4. du T. 1. de l'Ordonnance criminelle qui a été cité détruit même une proposition si contraire à la forme de la procédure extraordinaire. Cet article ordonne seulement que les Juges renvoïeront les procès & les accusez qui ne sont pas de leur compétence devant les Juges qui en doivent connoître, dans trois jours après qu'ils en auront été requis. Mais il ne porte point qu'on suivra l'Audience pour faire statuer sur la demande de renvoy. Il suffit pour cela qu'il y ait des conclusions ou une remontrance de la Partie publique; & le Juge y faisant droit ordonne le renvoy. La même forme s'observe pour le déboute-ment de la demande de renvoy.

Au reste cet article ne parle que du cas où la demande de renvoy est bien fondée. Il prononce d'ailleurs seulement la nullité des procédures qui seroient faites depuis la demande de renvoy, si ce renvoy n'étoit pas ordonné dans les trois jours.

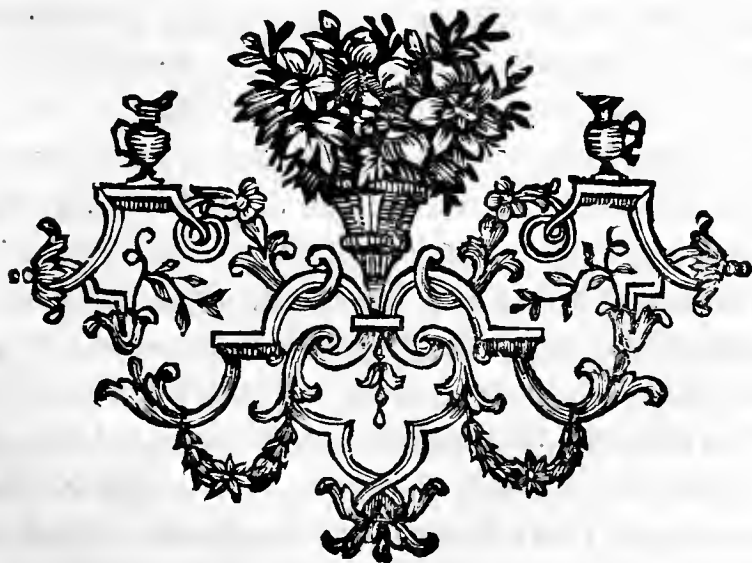
Or ici il n'étoit pas question d'ordonner un renvoy, puisque l'Official étoit compétent; & D. S. n'a aucune aparence de grief en ce qu'on ne l'a débouté qu'après les trois jours.

Enfin depuis l'exception déclinatoire proposée, il n'y a point d'autres procédures que les interrogatoires de D. S. & quand ils seroient nuls, cette nullité seroit étrangère à l'apel du reste de la procédure & du décret.

Par Arrest du 22. Juin 1737. conforme aux conclusions de Mr. l'Avocat Général rendu à l'Audience Publique de Tournelle, la Cour a dit qu'il n'y a abus, condamne l'appellant en l'amende de 75. liv. au Roy & en tous les dépens de la Partie de Poullain des causes d'apel, d'incident & de faux, & faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roy, ordonne que dans quinzaine pour tout délai la Partie de Ronsin communiquera au Procureur Général du Roy le Bref de translation qu'il doit avoir obtenu, faute de quoy & ledit tems passé, ordonne qu'à la diligence dudit Procureur Général il sera procédé contre luy comme contre un Moine fugitif.

Chapitre
XXXVIII.

22. Juin
1737.



CHAPITRE XXXIX.

Dans l'Ufement de Treguier le Seigneur Foncier n'a point le droit de suite de Moulin sur ses Domaniers, lorsqu'il n'a pas de principe de Fief, ou que les Tenuës ne sont pas de l'ancien domaine de sa Seigneurie.

SOMMAIRE.

- | | |
|---|--|
| 1. Différence entre la qualité de Seigneur proche ou de Fief & celle de simple Seigneur Foncier. | de Treguier. |
| 2. 9. Art. 43. de la Coûtume. | 5. 7. Quand le Domaine congéable peut être regardé comme un Fief anormal. Sentiment de M. Hevin. |
| 3. 8. Quelle étendue doit avoir l'exception à cet article pour la suite de Moulin à l'égard des Domaines Congéables? Explication des Ufemens. | 6. Jurisprudence. |
| 4. 10. Art. 13. de l'Ufement | 11. Réflexions sur l'Ufement de Broïerrec, en ce qui concerne la Jurisdiction sur les Domaniers & le droit de suite de Moulin. |

26. Juin
1737.

LE 29. Juin 1712. Mr. le Duc de Lorges afféagea au sieur de Ksaludo, pour lui & associés, tous les Moutaux de la Treve de Sainte Trefine, à la charge de relever de la Seigneurie de Quintin, tant pour les moutaux que pour le Moulin dont la construction fut permise par le même acte.

Messire Claude Loz, Chevalier Seigneur de Beaulieu, Conseiller au Parlement, associé dans cet afféagement, acquit le Moulin de Querou, situé sous le même ressort, pour se dispenser de faire bâtir un Moulin; & fit assigner dans la Jurisdiction de Quintin ceux qui étoient compris dans l'afféagement pour être condamnés de suivre ce Moulin.

Robert le Bourhis Domanier de la Tenuë Coërparquet, dont la Seigneurie fonciere apartenoit à Dame Marie de Khoënt épouse du sieur Picot de Coatbual, ayant été condamné de suivre le Moulin de Mr. de Beaulieu, par Sen-

tences de la Jurisdiction de Quintin des 23. Octobre 1714. 15. Janvier 1715. & 2. Aoust 1720. ce Domanier mit en cause par exploit du 2. Septembre 1726. le sieur de Coatbual dont il suivoit le Moulin.

Le sieur de Coatbual soutint que sa qualité de Seigneur foncier le mettoit en droit de faire suivre son Moulin par le Bourhis son Domanier.

Par Sentence du 10. Mars 1729. sans s'arrêter aux demandes & exceptions du sieur de Coatbual, le Bourhis fut condamné de payer le droit de moute & de suivre le Moulin de Mr. de Beaulieu.

Le contredit de cette Sentence & des précédentes fut porté en la Jurisdiction de S. Brieuc. Par Sentence du 4. Juin 1732. ces Jugemens furent réformez; & Mr. de Beaulieu fut débouté du droit de suite de Moulin. Il a relevé apel de cette Sentence.

Moyens d'apel de Mr. de Beaulieu.

1. On ne doit pas confondre, comme a fait, le sieur de Coatbual, la qualité de Seigneur proche & celle de Seigneur Foncier. Le Seigneur proche est le Seigneur de Fief. La Seigneurie Fonciere n'est que la propriété du fonds de la tenuë. Le Seigneur foncier & son Domanier sont proches Vassaux du Seigneur féodal direct, l'un pour le fonds de la tenuë & l'autre pour les droits Convenanciers.

Le sieur de Coatbual n'est pas Seigneur de Fief de la tenuë de le Bourhis. Il n'a que la Seigneurie fonciere ou la propriété du fonds, sans le moindre principe de Fief, & lui & son Colon sont proches Vassaux du même Seigneur proche de la Tenuë.

Pour éluder ces principes le sieur de Coatbual a inutilement soutenu que les Colons du Seigneur foncier sont ses Vassaux; qu'il n'y a point de Vassaux ni de Seigneuries sans Fief; que le Seigneur foncier doit donc être regardé comme Seigneur de Fief; qu'en cette qualité il est en droit d'affujettir ses Domaniers à son Moulin; & que tous les Ussemens de la Province, où il y a des Domaines congéables, l'ont décidé de la sorte.

Dans ce faux système le possesseur de la plus petite métairie, même roturière, en la donnant à Domaine congéable, deviendra Seigneur de Fief proche, & fera perdre au véritable Seigneur de Fief la mouvance directe & immédiate avec la suite de Moulin & les autres devoirs féodaux. La fausseté de cette conséquence fait sentir ce qu'on doit penser du principe.

Mais pour ne parler que de la suite de Moulin, c'est une erreur de croire que les Usemens l'accordent indistinctement aux Propriétaires des tenuës.

2. L'art. 43. de la Coutume, qui est l'art. 50. de l'ancienne, porte en termes généraux que le Seigneur n'a aucune Justice sur son Métaïer ou Censier. *Nec enim*, dit d'Argentré dans son Aitiologie sur cet article, *Dominus potest in se agere, aut jurisdictionem exercere super Domanio suo quod ab alio tenet, veteri regulâ nemini res sua servit.*

3. Mais la baillée à Domaine congéable étant d'une nature toute particulière, les Seigneurs, qui avoient donné à ce titre des héritages de l'ancien Domaine de leurs Fiefs & Jurisdicitions, étoient en possession de contraindre les Colons à la suite de leur Cour & Moulin, de même que les autres hommes de leur Fief. Comme cet usage eût été aboli par l'art. 43. ils s'oposèrent lors de la réformation de la Coutume; & sur leur opposition il fut ordonné que ceux qui prétendoient lesdits droits de Convent & Domaine congéable, en useroient & jouïroient comme ils avoient fait au passé, bien & dûment.

C'est en conséquence qu'on rédigea par écrit les Usemens qui dérogent à l'art. 43. de la Coutume, en maintenant les Seigneurs de Fief dans la possession d'assujettir les Domaniers, étagers de leurs Fiefs, à la suite de leurs Cour & Moulin.

Mais ces Usemens n'étant qu'une exception de la Loy générale prescrite par l'art. 43. de la Coutume, il faut les interpreter par cet article. Les Usemens ne donnent ni Fief ni Jurisdiction au Seigneur Foncier qui n'en avoit pas. Ils ne font qu'autoriser celui qui a Fief & Jurisdiction, à exercer sur ses Domaniers les mêmes Droits de suite de

Cour & de Moulin que sur ses Vassaux, pourvû que les Convenans soient du Domaine de la Seigneurie qui a un principe de Fief. C'est ce qu'explique bien clairement l'art. 13. de l'Usément de Treguier & Comté de Goëlle, qui est la Loy des Parties, & dont voici les termes.

26. Juin
1737.

4. *Le Propriétaire qui a des Convenanciers, sous l'étendue de son Fief, & dans la banlieue de son Moulin, les peut obliger de suivre sa Cour & son Moulin. Mais s'ils sont étrangers & Domaniers dans le Fief d'un autre Seigneur, ils suivront son Moulin, & plaideront par sa Cour. Car il n'est pas besoin d'avoir Fief & Jurisdiction pour avoir des Convenanciers congéables, comme plusieurs croient fausement. Il suffit d'avoir terre & maison à la Campagne, soit noble ou roturiere.*

Sans s'arrêter à la critique que le sieur de Coatbual a faite de l'Usément de Treguier, quoyqu'autorisé par l'usage immémorial & par une Jurisprudence constante, il suffit de prouver que l'article qu'on vient de rapporter est conforme aux véritables principes des Fiefs, à l'esprit de notre Coutume, & à la Jurisprudence des Arrêts.

5. Il est de maxime qu'on ne peut faire de fief anomal, bâtard ou impropre par la baillée à Domaine congéable, que lorsque les Convenans font partie du Domaine d'une Seigneurie ayant Fief & Justice. Car si ce ne sont que des annexes, ou des démembrements d'autres Seigneuries, il n'y a pas de doute qu'on ne peut en faire des fiefs, propres ou impropres, comme on n'en peut faire d'un simple Domaine, quoique noble, quand il n'est pas le Domaine d'une Seigneurie ayant Fief & Justice. Ces principes sont solidement établis par M. Hevin *Consult. 70. Quest. Féod. pag. 117. n. 1. pag. 157. n. 16. pag. 176. n. 13. & p. 186. n. 7.* Il décide expressément que le droit de suite de Cour & de Moulin ne peut être exercé sur le Domanier, que par celui qui a Seigneurie féodale & Justice, & dans la faculté duquel il seroit de convertir en Fief ce qu'il convertit en Domaine Congéable.

L'art. 13. de l'Usément de Treguier est parfaitement conforme à cette décision. Il est aussi fondé sur la Jurisprudence des Arrêts.

26. Juin
1737.

6. On trouve dans la Coûtume de Nantes un Arrest du 31. Octobre 1668. rapporté sur les art. 375. 376. & 377. rendu contre le sieur de la Boissiere au profit des Religieux de S. Jacques, qui confirma la distinction faite par cet art. de l'Usément.

Par un autre Arrest du 10. Juillet 1731. rendu en la premiere des Enquêtes au raport de Mr. de Melian, la question fut jugée en pur point de droit au profit du sieur du Dresit du Lefdu, Seigneur du Scorou, contre le sieur de la Boissiere de Lannuict. Le sieur de la Boissiere avoit, dans le voisinage de sa terre de Roüalé qui a Fief & Moulin, plusieurs Tenuës sous le Fief du Scorou. Il avoit une prise de possession, lors de laquelle ses Domaniers avoient reconnu qu'ils étoient sujets à son Moulin. Luy & ses Auteurs avoient même obtenu différens jugemens contre ces Domaniers en 1670. & 1727.

Malgré cette possession, il fut jugé que le Moulin du sieur du Dresit seroit suivi par ces Domaniers. L'Arrest & un écrit du sieur du Dresit ont été produits au procès.

Ainsi la Jurisprudence & les principes du droit féodal concourent avec l'article 13. de l'Usément de Treguier pour condamner la prétention du sieur de Coatbual; & puisque la seule qualité de Seigneur foncier, sans aucun principe de Fief, ne peut donner le droit de suite de Cour & Moulin sur les Domaniers, on ne peut contester ce droit à Mr. de Beaulieu, qui a les droits du Seigneur de Quintin dont les tenuës du sieur de Coatbual rélevent.

Réponse du sieur de Coatbual.

7. Le Bail à Domaine Congéable est un Fief anomal, une espèce d'afféagement, & un fêage roturier, à la seule différence que le fêage doit toujours durer, au lieu que le Bail à Domaine n'est que pour un tems.

Si toute la Seigneurie utile passe par le fêage dans la personne du preneur, le Domaine congéable opère aussi en faveur du Colon, le transport de toute la Seigneurie utile de la tenuë, qui est sujette aux hypothèques, au doüai-
re, au

re, au partage, &c. Aussi tous les Usemens appellent le Propriétaire du fonds *Seigneur*, & le Colon *Sujet*. Celuy de Rohan art. 7. le regarde comme *un homme de Fief*. Ch. XXXIX.

8. Cet Usement, art. 7. celui de Cornoüaille art. 16. & celui de Broüierec décident que tous Domaniers doivent suivre le Moulin de leur Seigneur. Ce dernier Usement porte même expressément, que tout Seigneur foncier, sans avoir aucune Justice sur ses Domaniers, a cependant la suite du Moulin.

9. La citation faite par Mr. de Beaulieu de l'art. 43. de la Coutume & d'un passage de d'Argentré sur cet article, est sans application au Domaine congéable, pour lequel les Usemens qu'on vient de citer établissent une Loy particulière.

10. Cette Loy étant faite par tous les Usemens de la Province, où il y a des Domaines congéables, l'art. 13. du prétendu Usement de Treguier & Goëlle ne peut fonder aucun raisonnement solide. Le véritable Usement de Goëlle imprimé à la suite de celui de Nantes ne contient que deux articles. Celuy qu'a cité Mr. de Beaulieu & qui en contient 26. est l'ouvrage d'un Gentil-homme. C'est un simple commentaire qui ne peut jamais avoir force de Loy. Il est de plus contraire à l'usage de Treguier, & même à ce qui s'observe dans l'étendue de la Seigneurie de Quintin, où le plus grand nombre des Seigneurs qui ont des Moulins & Mr. de Beaulieu même, comme Propriétaire de Garzolez, n'ont ni Fief ni Jurisdiction.

Par Arrest du 26. Juin 1737. en Grand'Chambre, au Rapport de Mr. du Pont d'Oville, la Sentence de S. Briec a été réformée, l'exécution de celles de Quintin a été ordonnée; & le sieur de Coatbual & ses Domaniers ont été condamnés aux dépens des causes de contredit, d'apel & incidens.

Maître Provost écrivoit pour Mr. de Beaulieu & Maître H. Poullain pour le sieur de Coatbual.

Le sieur de Coatbual avoit produit plusieurs titres, pour prouver que les tenuës qui faisoient le sujet du procès avoient été anciennement démembrées d'une terre qui avoit

26. Juin
1737.

26. Juin

1737.

principe de Fief & de Jurisdiction. Comme la Cour n'a eû aucun égard à ces titres ni aux raisons subsidiaires auxquelles ils servoient de fondement, j'ay crû qu'il eût été aussi ennuyeux qu'inutile d'entrer dans cette discussion.

II. Quoique la disposition de l'Usément de Broüierrec fût ici sans application, la question étant décidée par l'art. 13. de l'Usément de Treguier qui, malgré la critique du sieur de Coatbual, est autorisé par l'usage & par la Jurisprudence, comme Mr. de Beaulieu l'a observé, je crois qu'il ne fera pas inutile d'examiner le véritable sens de l'article de l'Usément de Broüierrec cité par le sieur de Coatbual.

Cet article, ou plutôt cette partie du Commentaire de Gastechair, porte. *Le Seigneur foncier sous Broüierrec n'a point, en vertu de ce seul titre de Conventant, de Jurisdiction ni Justice Civile ou Criminelle sur son Domanier, ni droit de le contraindre à suivre sa Justice, ni lods & ventes, rachats & semblables : & en ce point cette Usance diffère de celle de Rohan & autres ; est néanmoins tenu de suivre le Moulin dudit Seigneur foncier, & de déclarer dans les reconnoissances & dénombremens qu'il lui donne, l'obligation à la Cour du Seigneur, ce qui ne s'entend que d'une obligation de respect.*

Pour connoître le véritable sens de cet article, on doit distinguer trois différentes sortes de Seigneuries foncières. Les unes sont décorées de Fief & de Jurisdiction, avec possession ou inféodation vers le Roy, ou vers les Seigneurs Supérieurs, du droit de Justice sur les Domaniers : les autres sont également décorées de Fief & de Jurisdiction, mais sans possession ni inféodation de ce droit sur leurs Domaniers ; enfin la troisième espèce est la Seigneurie foncière qui n'a ni Fief ni Jurisdiction, & qui consiste seulement dans la propriété d'un Domaine Roturier ou Noble donné à bail Conventancier.

Il est évident, par les termes de l'article, qu'il ne s'applique qu'à la seconde espèce & non à la troisième. Ces mots (*ni droit de le contraindre à suivre sa Justice*) & *l'obligation de respect à la Cour du Seigneur*, qui est imposée à tout Domanier, prouvent que l'article a pour objet un Seigneur qui a non-seulement un droit de Cour & Jurisdiction,

mais qui en a même l'exercice actuel. Si ce Seigneur n'a pas d'ailleurs un titre pour l'exercer sur ses Domaniers, le seul titre de Conventant ne suffit pas suivant cet article pour la lui donner, & il est dans le cas de l'art. 43. de la Coutume. Le seul droit féodal qui lui reste sur les Domaniers est le droit de leur faire suivre le Moulin de sa Seigneurie.

26. Juin
1737.

L'article impose en même tems au Domanier & fait marcher d'un pas égal le devoir de suivre le Moulin & de reconnoître l'obligation de respect à la Cour du Seigneur foncier. Or il est certain que si ce Seigneur foncier n'a aucun droit de Fief ni de Jurisdiction, le Domanier ne peut & ne doit pas même reconnoître une obligation de respect à une Cour qui n'existe point. Il semble qu'on doit pareillement conclure que le droit de Moulin étant féodal, celui qui n'a aucun principe de féodalité ne peut exercer ce droit sur ses Domaniers, & qu'il doit être réservé aux Seigneurs qui, ayant Fief & Jurisdiction, peuvent exercer vers les Domaniers l'obligation de respect à leur Cour. Par cette explication, qui paroît être dans le véritable esprit de l'article, l'Usément de Broüerec n'est point contraire à l'art. 13. de l'Usément de Treguier, ni à la décision de l'Arrest rapporté au présent Chapitre.

CH A P I T R E X L.

Les Juges Présidiaux ne peuvent faire de Règlement.

Règlement pour les Audiences du Présidial de Nantes.

LE 30. Janvier 1737. les Présidiaux de Nantes firent, sur la remontrance du sieur Dachon Avocat du Roy, un Règlement composé de plusieurs articles sur la tenue de leurs Audiences. Les Procureurs de ce Présidial en ont interjetté apel, comme de Juges incompétens, contre Mr. le Procureur Général.

27. Juin
1737.

Maître du Parc Poullain Avocat des Procureurs, a dit, que le premier moïen d'incompétence étoit, que le Par-

Hhh ij

27. Juin
1737.

lement a seul droit de faire des Réglemens sur la forme , sur le tems des Audiences & sur l'enrollement des causes.

Tout Règlement est une Loy générale qui ne peut jamais être émanée d'une autorité inférieure & subalterne. Il faut que cette Loy soit revêtuë de l'autorité Souveraine dont le Parlement est le seul dépositaire.

Le ministère & le pouvoir du Juge inférieur , se borne à veiller à l'exécution des Réglemens du Parlement. S'il voit des contraventions à ces Réglemens , il a le droit de les réprimer. Mais s'il est question de les interpreter , d'y faire quelques changemens , ou enfin de réduire en un seul Règlement ceux que le Parlement a donnez en chaque occasion , il est absolument nécessaire de recourir à la seule autorité Souveraine dont ils sont émanez. Mr. du Fail *L. 1. ch. 115.* rapporte un Arrest qui a confirmé cette maxime. C'est aussi la décision de Mornac sur la Loy *minime ff. de legib. & S. C.* Il atteste conformément à un Arrest du 19. May 1616. que tout ce qui va à un Règlement appartient à la Cour ; & l'Auteur du Dictionnaire des Arrests en rapporte un semblable du 15. Janvier 1703.

C'est sur ce principe qu'en toutes les occasions , soit qu'il fût question de Réglemens communs à tous les Tribunaux , soit qu'il fallût en faire de particuliers pour chaque Jurisdiction , on s'est toujours adressé au Parlement.

Ainsi quand même le Règlement des Présidiaux de Nantes ne seroit qu'une compilation des Réglemens du Parlement , ils auroient excédé leur pouvoir , parce que leur ouvrage est en forme de Loy & de Règlement , & est conséquemment un attentat à l'autorité de la Cour , qui a d'ailleurs seule le droit d'interpreter & d'expliquer ses Réglemens.

Mais loin d'être une compilation exacte des Réglemens du Parlement , celui des Présidiaux y a contrevenu , sur la forme des Rolles & sur l'heure du Parquet qui a été changée. Ils ont fait une Loy nouvelle sur la décence des Audiences & sur les peines qu'ils prononcent contre les contrevenans à leur Règlement. C'est le second moyen d'incompétence.

Enfin les Présidiaux n'ont pû changer l'ancien usage qui s'est toujours observé de plaider sans rolle les causes qui requierent célérité. Il est vrai que le Règlement de 1683. donne aux Juges la faculté de faire des rolles des causes céleres; & les Présidiaux sur le fondement de cet article ont ordonné que ces causes seroient plaidées à tour de rolle.

27. Juin
1737.

Mais la faculté que donne le Règlement de 1683. est toujours subordonnée à la possibilité de faire un rolle des causes céleres sans causer de préjudice aux parties.

D'ailleurs par les Réglemens antérieurs & postérieurs pour le Présidial de Nantes, le Parlement n'a jamais ordonné que deux rolles, l'un des causes ordinaires & l'autre des causes d'apel, & pendant 54. ans qui se sont écoulés depuis le Règlement de 1683. les Juges n'avoient jamais tenté d'user de la faculté que leur donne ce Règlement, parce que la multitude de causes qui requierent célérité, & qui portent assignation à jour & heure fixe, a toujours rendu l'enrollement impraticable & d'une dangereuse conséquence pour les parties.

Par Arrest du 27. Juin 1737. rendu à l'Audience publique de Grand'Chambre, sur les conclusions de Mr. l'Avocat Général de la Villeguerin.

LA COUR après avoir délibéré en exécution de l'Arrest du 23. May dernier, faisant droit sur l'apel de la Communauté des Procureurs du Présidial de Nantes, de la Sentence en forme de Reglement du 30. Janvier 1737. a mis l'apellation & ce dont a été appellé au néant, corrigeant & réformant, dit qu'il a été mal & incompétemment statué, a le tout cassé & annullé; & faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roy, qu'elle a reçu opposant, en tant que besoin, aux Arrests des 17. May 1619. 3. Decembre 1665. 19. Juillet 1683. 21. Juin 1708. & 6. Juillet 1709. a ordonné.

A R T I C L E P R E M I E R.

Que toutes les causes ordinaires seront mises sur un rolle,

27. Juin
737.

& apellées par le premier Huissier à leur tour & rang, les Mardys & Mercredys, fait défenses d'intervertir l'ordre du rolle.

II. Ne seront néanmoins enrollées les causes qui requièrent célérité & où il y aura du péril en la demeure ; mais seront jugées sur un simple acte pour venir plaider à une Audience de demie heure, qui se tiendra avant l'Audience des causes ordinaires & d'apel.

III. Toutes les causes d'apel seront pareillement mises sur un rolle par le premier Huissier, & plaidées les Jeudys & Vendredys, sans que l'ordre du rolle puisse être interverti.

IV. Les rolles ci-dessus seront faits sur papier timbré, & seront chiffrés & millesimés par le Sénéchal du Siège ou autre Juge en son absence.

V. Les Procureurs mettront en main du premier Huissier les qualités des causes qui seront de nature à être employées dans les rolles, & en état d'être plaidées, lequel fera tenu de les enroller suivant l'ancienneté de date des présentations.

VI. Sera fait état au Parquet des causes communicables aux Substituts du Procureur Général du Roy ; sçavoir des causes ordinaires à l'issuë des Audiences des Mercredys, & des causes d'apel à l'issuë des Audiences des Vendredys ; & quant aux causes qui requièrent célérité, & où il y aura du péril en la demeure, dans lesquelles le ministère desdits Substituts sera nécessaire, il en sera pareillement fait état au Parquet, à l'issuë de l'Audience de chaque jour ; à cet effet enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roy, ensemble aux Avocats & Procureurs chargés desdites causes, d'y assister.

VII. Ordonne aux Procureurs de se comporter à l'Audience avec la décence requise ; leur fait défenses d'y causer & de s'approcher du Greffe, sous prétexte de retirer des expéditions du Greffier & de ses Commis, ou du premier Huissier, & seront les contrevenans condamnés par les Juges dudit Siège à des peines proportionnées aux irréverences.

VIII. Fait pareillement défenses sous les mêmes peines au premier Huissier dudit Siège de vaquer pendant l'Audience à d'autre fonction qu'à l'apel des causes, & à l'Huif-

fier de service de garentir ou de délivrer pendant ledit tems aucun exploit ou pièce de procédure aux Procureurs.

IX. Seront les articles ci-dessus exécutés par les Officiers, Procureurs & Huissiers du Siège Présidial de Nantes, & pour cet effet y sera le présent Arrest lû, publié & enregistré à la diligence du Substitut du Procureur Général du Roy audit Siège, qui sera tenu d'en certifier la Cour dans le mois.

27. Juin
1737.

CHAPITRE XLI.

Le Seigneur auquel il est dû rachat, ne peut apprécier arbitrairement ce profit de Fief, faute au Vassal de fournir une déclaration fidelle & entière des héritages sujets à rachat.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|--|
| 1. Art. 67. de la Coûtume.
<i>Apréciation arbitraire du rachat contraire à l'esprit de cet article.</i> | <i>faute de minu : art. 133. 354. 360. & 366. de la Coûtume : Arrests.</i> |
| 2. Art. 47. de la Coûtume de Paris : Droit commun du Roïaume. | 4. <i>Moyens que le Seigneur peut employer en cas d'ouverture au rachat contre le Vassal contumax.</i> |
| 3. <i>Droit de saisir féodalement</i> | |

PAR Sentences des 13. Mars, 17. Avril 1722. & 8. Janvier 1723. rendues en la Jurisdiction de Couëron, dont Messire Gabriël de Trevelec est Seigneur, les déclarations fournies par Dame Bonne Lucas & par Demoiselle Marie Grilleau, pour la perception du rachat échû par la mort d'Alexandre-Cesar Lucas furent rejettées; & il leur fut ordonné, aussi-bien qu'à leurs cohéritiers, d'en fournir d'autres.

28. Juin
1737.

Par Sentence du 19. Février 1723. faite à ces héritiers d'avoir fourni un minu, conformément à la Sentence du 13. Mars 1722. ils furent condamnez de paier au Seigneur la somme de 800. liv. à quoi le rachat fut attenté avec interets du jour de la premiere demande.

Le sieur Landais, l'un de ces héritiers, aiant fourni un minu pour le rachat ouvert par la mort de ses pere & mere, & le Seigneur aiant joui du rachat, le Procureur Fiscal impunit le minu, comme insuffisant, & fit condamner le sieur Landais par Sentence du 23. Avril 1728. de paier au sieur de Trevelec la somme de 100. liv. à quoi il attentoit la valeur des héritages omis.

Sur le contredit de ces jugemens porté au Présidial de Nantes, intervint Sentence le 20. Decembre 1731. par laquelle celles des 13. Mars 1722. & 8. Janvier 1723. furent confirmées & celles des 19. Février 1723. & 23. Avril 1728. furent réformées en ce que les rachats avoient été apréciez. Il fut ordonné en conséquence au sieur de Trevelec de se pourvoir ainsi qu'il verroit l'avoir à faire. Le sieur de Trevelec a relevé apel de cette Sentence.

Il a dit pour moïens d'apel. 1°. Que la Sentence du 19. Février 1723. n'étoit que comminatoire, & que le comminatoire devant être levé dans la Jurisdiction où la Sentence avoit été renduë, il ne pouvoit en resulter aucun moïen d'apel. 2°. Que les Intimez n'avoient aucuns motifs pour excuser leur contumace & le retardement de fournir les déclarations qui étoient nécessaires pour mettre le Seigneur en état de percevoir le rachat; que la fixation de la valeur des fruits ne pouvoit se faire faute de minu; qu'ainsi le Seigneur ne pouvoit parvenir à s'en faire paier, que par l'apréciation arbitraire qu'il avoit faite; qu'il n'étoit pas obligé de saisir féodalement; qu'on ne peut pas même saisir des fruits d'héritages que l'on ne doit connoître que par un minu fidelle; que si la Coûtume ne donne pas au Seigneur la faculté d'aprécier faute de minu, elle ne la lui ôte pas, & qu'elle le laisse dans le droit commun de ceux qui ont affaire contre des contumax.

Réponses des Intimez.

1. Le Seigneur ne peut prétendre, pour son rachat, autre chose que la jouissance des héritages qui y sont sujets. *Art. 67. de la Coûtume.* Les termes de cet article, *prendra & levera*

Et levera pour un an les fruits , prouvent que le Seigneur n'a droit que sur les fruits , qu'il doit même se donner les soins nécessaires pour les percevoir , soit en jouissant par ses mains , ou en faisant convertir les baux conventionnels en baux judiciaires , suivant les Arrêts rapportez par Sauvageau sur Mr. du Fail *L. 3. ch. 160.*

Le Seigneur étant absolument borné au revenu de l'héritage , il s'ensuit nécessairement qu'il ne peut apprécier la valeur du rachat pour s'en faire paier suivant l'estimation arbitraire qu'il y donne.

2. L'art. 47. de la Coutume de Paris , porte que le droit de rachat est le revenu d'un an , ou le dire de Prud'hommes , ou une somme pour une fois offerte par le Vassal , au choix du Seigneur.

Il n'y a pas un seul auteur qui ait admis l'appréciation arbitraire au profit du Seigneur. Tous décident que si le Seigneur n'accepte pas les offres du Vassal , il ne peut exiger que l'estimation par Experts.

3. Le Seigneur a même la voie de saisir féodalement , faute de minu , les fruits de l'héritage , & s'il y a omission dans le minu , il peut saisir les biens qui n'ont pas été déclarés , suivant l'art. 133. de la Coutume. Les art. 354. 360. & 366. autorisent ce droit de saisir féodalement , faute de déclaration du Vassal pour la perception du rachat ; & par des Arrêts que rapporte Mr. du Fail *L. 3. chap. 144. & 145.* les saisies féodales du Comté de Quintin & de la terre de Kifec pour la perception du rachat furent confirmées.

4. Enfin l'Apellant a plusieurs moïens pour se faire paier de ses rachats sans recourir à la voie insolite de l'estimation arbitraire. Le premier est d'instruire les Intimez afin qu'ils soient en état de rectifier les minus qu'ils ont fournis : le second est de saisir féodalement : le troisième de jouir par main ; & le quatrième de faire estimer par Experts , de concert avec les Intimez , la valeur de ce rachat. La Sentence des Présidiaux lui a conservé tous ses droits en lui donnant la faculté de se pourvoir ainsi qu'il verroit. Il ne souffre donc aucun véritable grief.

L'apellant objecte inutilement que la Sentence du 19.

28. Juin
1737.

Chap. XLI

28. Juin
1737.

Février 1723. n'étoit qu'une condamnation comminatoire. Outre qu'une condamnation faite d'avoir fait est définitive, il est certain qu'une décision quoique purement comminatoire, est sujette à réformation, quand elle est rendue contre la disposition de la Coutume & contre le droit commun. Or l'appréciation arbitraire d'un rachat, sans aucune estimation d'Experts, est contraire à l'esprit de la Coutume & au droit commun du Roïaume. Ainsi soit qu'elle fût comminatoire ou définitive, il y avoit nécessité de la réformer.

Par Arrest du 28. Juin 1738. rendu en la II. des Enquêtes, au Rapport de Mr. de la Corbinaye de Bourgon, l'appellation du sieur de Trevelec a été mise au néant, avec dépens vers toutes les parties.

CHAPITRE XLII.

Le débiteur d'une succession ne peut demander à l'héritier collatéral la représentation de la main-levée qu'il a dû prendre de la succession. Ce droit n'appartient qu'au Seigneur de Fief.

Défenses aux juges de la Province d'apointer à produire ou à mettre par le profit des défauts.

16. Juillet
1737.

DAME Anne Jubin, Dame de Pohon, étant morte en 1707. sans enfans, Messire Michel Jubin de Kivily son neveu recueillit sa succession, & dans les procès qu'il eut pour les droits de cette succession, il procéda toujours dans la qualité d'héritier. Cette qualité ne lui fut pas disputée, même par le sieur Marquis de Coërlagon, Seigneur de Plugriffet, qui prétendoit qu'une Métairie dépendante de la succession, étoit une tenue tombée en déséance suivant l'Usément de Rohan.

Après la mort du sieur de Kivily, Michel-Nicolas Jubin & Demoiselle Jeanne-Perrine Jubin ses enfans, eurent pour tutrice la Dame Marquise du Liscoët, qui s'oposa au Présidial de Vannes dans l'instance de saisie de la terre de Lantillac, pour des sommes considérables que Messires Louis & Jacques de Cleguenec devoient à la Dame de Pohon.

René-Armand de Cleguenecc, leur héritier bénéficiaire, demanda la communication au soutien de la qualité d'héritier de la Dame de Pohon. On lui communiqua des Jugemens de 1711. & 1715. & un Arrest de 1717. aux qualitez desquels elle étoit exprimée. Il ne contesta point l'habilité à succéder; mais il demanda la communication de la main-levée qu'on avoit dû prendre de la succession collaterale de la Dame de Pohon.

16. Juillet
1737.

La Dame du Liscoët répondit que le Seigneur de Fief seul pourroit lui demander cette communication, que la qualité d'héritiers étoit suffisamment établie par les pièces qu'elle avoit communiquées, & qu'il lui étoit impossible de trouver la main-levée, parce que Maître Mahé son Procureur au Parlement avoit perdu plusieurs papiers dans l'incendie de Rennes.

Par Sentence du 29. Avril 1730. il fut ordonné à la Dame du Liscoët de communiquer dans quinzaine la main-levée que le sieur de Kivily avoit dû prendre.

La Dame du Liscoët, sous la reservation de se pourvoir contre cette Sentence, communiqua encore d'autres pièces qui prouvoient que ses mineurs étoient les seuls habiles à succéder à la Dame de Pohon.

Le sieur de Cleguenecc, & après sa mort Messire Hilarion Armand de Cleguenecc son fils, ne firent aucune contestation sur cette communication.

Le 25. Février 1734. le sieur de Cleguenecc ayant laissé défaut à l'Audience, les parties furent appointées à produire par le profit du défaut.

Les sieur & Demoiselle de Kivily ont relevé apel de la Sentence du 29. Avril 1730. & par requête du 8. Avril 1737. ils ont été appellans en adhérant de l'apointement du 25. Février 1734. ils ont demandé l'évocation du principal, & ils ont pris des conclusions personnelles pour les dépens contre le sieur de Cleguenecc, faute d'avoir pris l'avis des créanciers des successions bénéficiaires.

Maître du Parc Poullain pour les appellans, a dit, sur l'apel principal, que le sieur de Cleguenecc étoit sans qualité pour demander la représentation de la main-levée.

Il n'y a que le Seigneur de Fief qui puisse la demander. *Proinde*, dit d'Argentré, sur l'arr. 511. de l'ancienne Coutume. Gl. 3. n. 6. *hic quoque notandum est de hoc jure objici non posse per extraneum qui in hereditate nihil prætendit, qui non potest excipere adversus eum qui in gradu succedendi est, quod sit hæres collateralis & quod non habuerit manum levatam: nam illud non respicit interesse extranei, sed Domini soli. Quare agenti pro rebus hereditariis sufficit probare se esse in gradu succedendi, nec necesse habet probare alium non esse propinquiorem se . . . & si quid conventus timet de jure agentis, denunciare debet his quos priore gradu esse putat.*

La décision de le Brun des successions L. 3. ch. 1. n. 33. est conforme. Après avoir rapporté la disposition de l'art. 141. de la Coutume de Clermont qui oblige l'héritier de requérir du Seigneur l'investiture du Fief dépendant de la succession, il dit. *Mais l'héritier est saisi du Fief comme des autres biens au respect de tout autre.*

Le sieur de Cleguenec n'avoit point d'autre qualité que celle de débiteur de la succession, & ne pouvoit exercer un droit qui n'auroit compété qu'au Seigneur de Fief. Le Seigneur de Fief seroit même non-recevable après une possession de 20. ans, par laquelle sa Jurisdiction avoit été défaisie, & il n'auroit que la voie de procéder au pétitoire & de demander la preuve de l'habilité à succéder.

L'apel en adhérant est fondé sur la disposition des art. 3. & 4. du T. 5. de l'Ordonnance qui défendent d'apointer pour juger le profit des défauts.

Maître Cotelle, pour le sieur de Cleguenec intimé, a dit, que l'apel principal étoit non-recevable, parce que la Dame du Lifcoët, malgré ses protestations, avoit exécuté la Sentence, en communiquant de nouvelles pièces justificatives de l'habilité à succéder qui n'étoit pas prouvée par les pièces communiquées avant cette Sentence; qu'il étoit mal & follement intimé dans l'apel de l'apointement, parce qu'il ne l'avoit pas requis, & qu'il n'avoit même fait aucune mauvaise contestation.

Maître Poullain a répliqué que les protestations faites contre la première Sentence détruisent toute idée d'acquies-

gement ; que la Dame du Lifcoët n'a point exécuté la Sentence , puisqu'elle n'a point communiqué la main-levée ; que le sieur de Cleguenec doit s'imputer d'avoir laissé défaut ; & que l'apel de l'apointement n'a pû être relevé que contre lui.

Par Arrest du 16. Juillet 1737. à l'Audience publique de Grand'Chambre.

LA COUR après avoir entendu Poullain Avocat pour les Apellans , & Cotelte Avocat pour l'Intimé , ensemble de Caradeuc Avocat Général du Roi pour le Procureur Général du Roi , faisant droit dans les apellations , tant principales qu'en adhérant , & en la requête des parties de Poullain , a mis & met les apellations & ce dont a été apellé au néant , corrigeant & réformant & évoquant le principal , a déclaré la Sentence du 2. Mars 1697. & autres actes & jugemens , exécutoires aux noms & profit des Parties de Poullain , ainsi qu'ils l'étoient en celui de ladite Anne Jubin , en conséquence condamne la partie de Cotelte de paier les sommes y contenues , en principaux interests & frais , ensemble les levées du douaire de ladite Jubin , depuis le 29. Octobre 1693. qu'elles ont cessé d'être calculées jusqu'au 13. Novembre 1707. jour du décès de ladite Anne Jubin , avec les interests du jour de la demande du 21. Février 1727. condamne la Partie de Cotelte aux qualités qu'elle agit aux dépens de la cause principale , jusqu'au décès dudit Armand de Cleguenec son pere , & personnellement aux dépens du surplus de la cause principale & en ceux de la cause d'apel & incidens , faute de représenter un avis des créanciers ; & faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roi , ordonne que les art. 3. & 4. du titre V. de l'Ordonnance de 1667. seront bien & dûement exécutés , en conséquence fait défenses aux Juges Présidiaux de Vannes , & à tous autres Juges de la Province , d'apointer les Parties à mettre ou produire par le profit des défauts , sauf à eux à juger le profit des défauts sur pièces vûës & mises au Bureau , sans qu'en ce cas ils puissent prendre aucunes épices ; ordonne que copies du présent Arrest seront envoyées en tous les Sièges Présidiaux & Roïaux de

16. Juillet
1737.

ce Ressort, pour à la diligence des Substituts du Procureur Général du Roi y être lû, publié & enregistré; enjoint aux Juges & Substituts du Procureur Général du Roi de tenir la main à l'exécution d'icelui, & du devoir qu'ils en auront fait d'en certifier la Cour dans le mois.

La décision de la Cour sur la premiere question, a été déterminée par le pur point de droit, indépendamment des circonstances.

CHAPITRE XLIII.

L'action de compte contre le Tuteur se prescrit par 30. ans du jour que la Tutelle a cessé, soit par majorité, ou par autre cause.

19. Juillet
1737.

MAGDELAINE du Vieux-Châtel, née le 30. Octobre 1670. eut dès l'âge de six ans pour Tuteur Ecuier Alain du Vieux-Châtel.

La Tutelle cessa le 11. Octobre 1691. par le mariage de Magdelaine du Vieux-Châtel, avec Yves le Bohec majeur de 25. ans.

Elle mourut en 1705. & laissa deux filles mineures, Anne & Mathurine le Bohec, qui formèrent le 10. Mars 1716. une action de compte de Tutelle à Ecuier Yves du Vieux-Châtel héritier d'Alain du Vieux-Châtel, & à Dame Jeanne Roland sa mere.

Cette instance demeura sans suite jusqu'au 19. Juin 1724. Les Demoiselles le Bohec assignèrent le sieur du Vieux-Châtel, comme héritier de ses pere & mere, pour reprendre les erremens de l'instance. Il se défendit par la fin de non-recevoir qu'il fonda sur le concours de la prescription de 30. ans & de la peremption; & cette fin de non-recevoir fut autorisée par Sentence renduë en la Jurisdiction de Ploëvezec le 28. Juin 1725.

Les Demoiselles le Bohec ont interjetté apel de cette Sentence & l'ont fondé sur deux propositions. 1°. Qu'au-

cune prescription ne peut commencer avec les mineurs, & que leur mere n'aïant été majeure qu'en 1695. la prescription de 30. ans n'avoit pû être parfaite en 1724. 2°. Que depuis 1705. jusqu'en 1715. elles étoient demeurées impourvûës, ce qui interrompoit encore le cours de la prescription.

19. Juillet
1737.

Le sieur du Vieux-Châtel a répondu, que les apellantes n'apportoient aucune preuve sur le tems de la mort de leur pere ni sur le défaut de pourvoiance qu'elles alléguoient; que d'ailleurs ce fait, en le suposant vérifié, seroit indifférent, par quatre principes qu'on va établir.

Premierement, les 30. ans nécessaires pour prescrire l'action de Tutelle, commencent à courir du jour que cette action est ouverte.

2°. Cette prescription court indifféremment contre toutes personnes sans excepter les Mineurs. D'Argentré *art. 266.ch. 14. de prescript. adv. min. n. 19.* & Mr. de Perchambault *art. 286.* Le seul remède que la Loy donne aux mineurs exclus par cette prescription, est le recours vers leurs Tuteurs & Curateurs.

3°. Il est de maxime que l'action de Tutelle est ouverte du jour que la gestion est finie, parce que c'est de ce jour qu'on peut agir contre les Tuteurs & contre leurs cautions; & que l'Ordonnance de 1667. *T. 29. art. 1.* les oblige de rendre compte.

4°. La Tutelle d'une mineure finit par son émancipation *art. 34. de l'Edit de 1732.* & conséquemment par son mariage avec un majeur: *art. 510. de la Coutume.*

Dans l'espèce du procès Magdelaine du Vieux-Châtel aïant épousé le 11. Octobre 1691. Yves le Bohec majeur, la Tutelle cessa de ce jour; & l'action de compte étant ouverte dans le même instant, la prescription commença de courir, & fut accomplie le 11. Octobre 1721.

Les principes qu'on vient d'établir sont confirmés par la Jurisprudence constante du Parlement. Belordcau. *Lettre T. controuv. 46.* Devolant *p. 301.* Journal du Parlement *ch. 14.*

On objecte que l'art. premier du T. 29. de l'Ordonnance, porte que les Tuteurs seront toujours reputés comptables,

jusqu'à ce qu'ils aient païé le reliqua & remis toutes les pièces justificatives; que l'art. 33. de l'Edit de 1732. fait durer de droit la Tutelle jusqu'à l'âge de 25. ans accomplis; & que l'art. 35. oblige le Tuteur de rendre compte lors de l'émancipation, à peine de répondre de l'administration des biens du mineur après son émancipation & de tous dépens, dommages & intérêts.

RE'PONSE. L'esprit de l'Ordonnance de 1667. & de l'art. 35. de l'Edit des Tutelles est uniquement de rendre les Tuteurs responsables de la mauvaise administration des biens des mineurs, quoique le compte soit clos & arrêté jusqu'à ce qu'ils aient païé le reliqua & remis les pièces justificatives. Ces Loix suposent que les mineurs soient encore dans les 30. ans, pendant lesquels ils peuvent demander compte; & leur objet n'est pas de rendre l'action imprescriptible, puisque nous ne connoissons point d'actions qui ne soient sujettes à la prescription.

La citation de l'art. 33. de l'Edit n'est qu'une interprétation évidemment fautive. Il décide seulement que la Tutelle dure de droit jusqu'à l'âge de 25. ans, parce qu'elle ne finit point par la puberté, les art. 515. & 516. de la Coutume étant abrogez. Mais l'Edit n'exclut pas les autres moïens par lesquels la Tutelle finit, tel qu'est le mariage d'une mineure avec un majeur, suivant l'art. 510. de la Coutume, qui est même confirmé par l'art. 42. de l'Edit, comme tous les autres articles auxquels il n'a pas dérogé.

D'ailleurs l'Edit ne pourroit avoir un effet retroactif à une Tutelle finie 41. an auparavant, puisque l'art. 40. n'ordonne l'exécution des art. 33. & 35. que pour les Tutelles dont la gestion subsiste encore.

Les apellantes ont répliqué, qu'aucune partie de la minorité ne peut être comprise dans les trente ans pendant lesquels l'action de Tutelle peut être poursuivie. Cette action ne peut s'ouvrir de droit, ni la Tutelle finir de droit, à l'effet de faire commencer le tems nécessaire pour la prescription, qu'à la majorité de 25. ans de la part du mineur, ou par un compte fourni & le ressaisissement des biens & des titres de la part du Tuteur. D'Argentré *art. 477.*

gl. 4. n. 6. Sauvageau sur Mr. du Fail L. 1. ch. 431.

Chap. XLIII.

On ne peut donc supposer que le mariage de la mineure ait fait cesser la Tutelle. D'ailleurs suivant les art. 286. & 296. de la Coutume, aucune prescription ne peut commencer contre les mineurs. C'est la décision de d'Argentré à l'endroit cité par les intimes art. 266. ch. 14. & de Sauvageau sur Mr. du Fail L. 1. ch. 431.

19. Juillet
1737.

Les Arrêts rapportez par Belordeau & par le Commentateur de Devolant, ne sont point contraires à ces principes. Le premier décide seulement que la prescription commence à la fin de la Tutelle. D'ailleurs il est unique & contraire aux Arrêts antérieurs & postérieurs.

Le second Arrêt jugea seulement que le fils d'un premier mariage, qui avoit partagé la succession de son pere avec les enfans du second lit, ne pouvoit, plus de 30. ans après le partage & 19. ans depuis sa majorité, réclamer contre ce partage qui lui tenoit lieu de compte par la confusion d'actions qui s'étoit faite en sa personne.

Par Arrêt rendu en Grand'Chambre au Rapport de Mr. Guerry le 19. Juillet 1737. l'appellation a été mise au néant.

Voiez le Chapitre XIV. du premier T. p. 109. où les raisons de part & d'autre sur la même question sont discutées.

C H A P I T R E X L I V.

La fin de non-recevoir de 10. ans contre l'appellation, qui a commencé avec le majeur, n'est point suspendue pendant la minorité de son héritier.

Explication des art. 16. & 17. du T. 27. de l'Ordonnance de 1667.

Article 286. de la Coutume.

PAR Sentence rendue au Présidial de Nantes le 20. Mars 1722. Ecuier Gilles-Ignace de Ravenel fut condamné de paier différentes sommes au Sr. de la Tremblais Jouin.

26. Juillet
1737.

K K K.

Cette Sentence fut signifiée à Procureur & à Partie les 24. & 28. du même mois. Il fut signifié un bref état & enregistrement de dépens ; & au mois d'Avril suivant le sieur Joüin mit des plégemens & arrests entre les mains d'un Fermier du sieur de Ravenel , auquel ils furent reportez par exploit signifié à son domicile.

Le sieur de Ravenel mourut le 3. Novembre 1724. laissant des enfans mineurs.

Le 8. Aoust 1732. la veuve du sieur Joüin apella Dame Françoisse Blanchard, veuve communière du sieur de Ravenel , & le sieur de Ravenel son fils majeur , pour faire déclarer exécutoire contr'eux la Sentence de 1722.

La Dame de Ravenel & son fils ont relevé apel de cette Sentence ; & à tous les griefs qu'ils ont proposez les héritiers du sieur Joüin n'ont opposé que la fin de non-recevoir établie par l'art. 17. du T. 27. de l'Ordonnance.

Le sieur de Ravenel apellant a dit , que suivant l'art. 16. du même Titre , la fin de non-recevoir de 10. ans ne pouvoit avoir lieu contre les mineurs ni s'accomplir pendant leur minorité ; & que le sieur de Ravenel étant mort dans les 10. ans de la signification de la Sentence de 1722. la minorité survenuë avoit empêché l'effet de la prescription.

Quoique l'Ordonnance ne parle point du cas où la prescription a commencé contre le majeur , la disposition de l'art. 16. qui exclut la fin de non-recevoir pendant le tems de la minorité , y a une application naturelle , parce que cette disposition est générale & qu'on ne doit point faire de distinction , tout étant en faveur des mineurs.

De plus , l'art. 8. du Titre des Requêtes Civiles ne fait commencer le délai de six mois pour se pourvoir contre les Arrests que du jour de la majorité.

Ainsi la prescription contre la faculté d'appeler ne commence contre les mineurs que du jour de leur majorité : ou du moins on ne peut se dispenser d'accorder à l'appellant , à compter seulement depuis sa majorité , ce qui restoit des dix ans après la mort de son pere. Il étoit mort deux ans sept mois après la Sentence. L'appellant n'est devenu majeur qu'en Octobre 1730. Ainsi il avoit la faculté d'être appellant

jusqu'au commencement de 1738.

La Dame de Ravenel communiere disoit, qu'ayant un droit indivis & commun avec son fils d'abord mineur, la prescription n'avoit pû courir contr'elle, puisqu'elle n'avoit pû s'accomplir contre lui; & que cette prescription n'auroit pû commencer contr'elle que du jour de la mort de son mari.

Chap. XLIV.

26. Juillet
1737.

Réponses des Sieurs Jöüin Intimez.

Toutes les significations faites au feu sieur de Ravenel, l'avoient valablement instruit, pour le mettre en état de relever apel s'il avoit souffert quelque grief.

L'art. 17. du T. 27. de l'Ordonnance porte que les Sentences auront force de chose jugée après 10. ans du jour de leur signification. Cet article n'excepte que les Domaines de l'Eglise, des Hôpitaux, &c. Il n'a pas même excepté les absens, & il n'y a aucune exception en faveur des mineurs. Cependant toutes les exceptions que l'Ordonnance a voulu introduire en faveur des mineurs sont marquées par quelque disposition expresse; & ils sont dans le droit commun de cette Loi, lorsqu'il n'y a pas de disposition qui les excepte.

L'art. 16. excepte les mineurs de la fin de non-recevoir de trois ans établie par les articles précédens. Si l'esprit de la Loi avoit été de les excepter de la fin de non-recevoir de dix ans, elle l'eût également marqué dans l'art. 17. ou bien l'art. 16. eût été placé après cet article; & au lieu du terme singulier, qui est limitatif à la fin de non-recevoir de trois ans, cet article eût porté en général & au pluriel, que les fins de non-recevoir n'auroient pas lieu contre les mineurs pendant le tems de leur minorité & ne pourroient s'accomplir contr'eux quoique commencées avec leurs auteurs majeurs.

On peut joindre à ces observations la disposition expresse de l'art. 286. de la Coûtume qui fait courir contre les mineurs les prescriptions commencées contre les majeurs. Ainsi l'esprit de l'Ordonnance concourt dans cette espece avec la disposition expresse de la Coûtume pour établir la fin de non-recevoir.

Si la prétention de l'appellant étoit autorisée, la faculté d'appeler pourroit être prorogée à l'infini contre l'esprit de la Loi qui desire la fin des procès.

Par exemple, si l'appellant âgé de 20. ans en 1724. s'étoit marié & étoit mort quelques années après, laissant des enfans mineurs, il eût fallu dans son système que le délai se fût perpétué jusqu'à la majorité de ces mineurs.

Au reste, l'appellant cherche vainement à faire valoir la faveur de la minorité. Il a eu encore deux ans depuis sa majorité pour interjetter apel. Il n'a pas profité de ce délai qui étoit assez long. Il s'agissoit même d'un objet mobilier pour lequel, comme pour tous les meubles, son émancipation opéroit une majorité parfaite.

Pour la Dame de Ravenel, quand son fils seroit recevable dans son apel, elle ne le seroit pas; parce qu'en choses divisibles, quoique communes, la prescription qui ne courroit pas contre le mineur s'accompliroit contre le majeur. *Arrest du 17. May 1680. dans le Journal du Palais.* Ainsi la Dame de Ravenel communière, obligée de paier la moitié des dettes, aiant été *sui juris* dès l'instant de la mort de son mari, & la Sentence renduë contre lui pour un objet mobilier étant censée renduë contr'elle, elle n'a aucun prétexte pour éluder la fin de non-recevoir.

Par Arrest du 26. Juillet 1737. rendu en Grand'Chambre au Rapport de Mr. de Querversio, les appellans ont été déclarez non-recevables dans leur apellation.



CHAPITRE XLV.

Des enfans ayant détourné les effets de leur mere en fraude de ses créanciers, deviennent par ce divertissement personnellement obligés vers ces créanciers pour ce qui leur est dû en principaux & tous accessoires.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|--|
| 1. & 7. Preuves du divertissement. | de compte. |
| 2. 5. & 12. Comparaison de l'héritiere & de la veuve qui a diverti : Art. 437. & 574. de la Coûtume. | 6. & 14. Comparaison & application des peines prononcées contre les fauteurs des Banqueroutes. |
| 3. Il n'est pas permis de se paier par ses mains : art. 229. de la Coûtume. | 8. & 11. Explication de l'art. 160. de la Coûtume. |
| 4. & 13. Mineur qui a diverti les titres de la tutelle non-recevable dans l'action | 9. Réponse aux preuves de la spoliation. |
| | 10. Toute confession est indivisible. |

DEMOISELLE Helcine Morin, veuve du sieur Bedoy & tutrice de Georges, Estienne, Charles & Nicolas Bedoy ses enfans, emprunta le premier Avril 1727. de Maître Jean le Moine la somme de 5562. liv. pour faire le remboursement d'un retrait qu'elle vouloit exercer au nom de ses enfans sur la veuve le Glay, & promit de faire faire la déclaration d'emploi de cette somme dans la quittance de remboursement, avec subrogation dans tous les droits & privilèges sur les choses qu'elle devoit retirer.

Par Sentence du 27. Juin 1732. la Demoiselle Bedoy fut condamnée de payer au sieur le Moine cette somme avec interests & dépens.

Peu de tems après cette Sentence les principaux meubles de la Demoiselle Bedoy furent transportés en deux

5. Aoust
1737.

Chap. XLV.

5. Aoust
1737.

chambres qui étoient éloignées de sa demeure, & où l'aîné & le cadet de ses enfans couchoient. Ces mineurs se firent émanciper, & apellerent leur mere à la Prévôté de Nantes pour rendre compte de sa tutelle. Le sieur le Moine ayant voulu faire exécuter ses meubles, Georges Bedoy sieur de Kavel, son fils aîné, s'oposa à l'enlèvement des meubles comme étant le premier créancier. Sur cette opposition le sieur le Moine se borna à intervenir dans l'instance de compte; & la Demoiselle Bedoy ayant été jugée redevable à ses enfans de la somme de 6795. liv. par Sentence du 7. Mars 1733. le sieur le Moine fut débouté de son intervention.

Le 23. Mars 1733. le sieur de Kavel presenta sa plainte en la Jurisdiction du Chapitre de Nantes contre deux de ses freres qui l'avoient maltraité. Le lendemain il comparut devant le Sénéchal du Chapitre, & lui exposa que pendant le cours de la tutelle, il étoit échû à ses freres & à lui des successions considérables, mobilières & immobilières que leur mere avoit dissipées; que ses créanciers vouloient faire exécuter ses meubles qui étoient dans les appartemens qu'elle occupoit, quoiqu'ils apartinssent à ses enfans, tant parce que ces meubles dépendoient des successions de leur ayeul, de leur pere & de leur oncle paternel, que parce qu'ils étoient les premiers créanciers de leur mere; que d'ailleurs, ces meubles étant encore existans, il leur étoit libre de s'en saisir, sans être forcés d'en demander compte à leur mere; que s'étant fait émanciper, ils avoient ôté de la maison la plus considerable partie des meubles & effets dépendans de ces successions, & les avoient fait transporter en deux chambres que lui sieur de Kavel avoit affermées exprès. Il ajoûta qu'outre des bijoux & meubles de prix que ses freres & lui avoient mis dans une commode qui fermoit à clef, il y avoit déposé un sac où étoient plusieurs papiers de conséquence, particulièrement les pièces, procédures & Sentences concernant un retrait qu'il avoit exercé sur le sieur Mercier. Enfin il se plaignit que ses freres avoient diverti une grande quantité de ces meubles, avec les papiers qui concernoient ce retrait; & il re-

quit que le Juge eût descendu avec le Greffier, pour faire une brève description des meubles & effets qui restoient & de ce qui se trouveroit dans la commode. Chap. XLV.

Le Juge ayant descendu sur ce requisitoire, le Greffier fit en sa présence la description des meubles qui se trouverent dans les deux chambres. Mais Nicolas Bedoy s'opposa à l'ouverture de la commode; & l'on se borna à mettre le sceau sur les deux chambres. 5. Aoust
1737.

Le 21. Janvier 1734. le sieur de Kavel, en conséquence d'une permission du même Juge, alla avec le Greffier pour faire lever le scellé. Mais ce scellé avoit été rompu, les meubles avoient été enlevés, & les deux chambres étoient occupées par d'autres locataires. Le Greffier raporta dans son procès verbal que la Demoiselle Garnier propriétaire de la maison, & deux voisins interpellés de déclarer par qui cette voye de fait avoit été commise, avoient répondu que *la Demoiselle Bedoy, suivie de deux porte-faix, de sa servante & de la femme du nommé Massy, avoit levé le scellé, avoit fait enfoncer une des serrures & avoit enlevé généralement tous les meubles & effets.*

Le sieur le Moine ayant eû connoissance du procès verbal du 24. Mars 1733. il s'en fit délivrer une copie, & assigna en conséquence le sieur de Kavel & ses freres au Présidial de Nantes, pour être condamnés provisoirement & solidairement, comme spoliateurs des effets de leur mere, de lui payer son dû en principal, interests & frais.

Moïens du sieur le Moine.

1. La spoliation est évidemment prouvée par le procès-verbal du 24. Mars 1733. Il est prouvé que ce furent les sieur Bedoy qui prirent à ferme les deux chambres & qui y transporterent les meubles & les effets les plus précieux de leur mere, avec tous les papiers. Les Déclarations rapportées par le Greffier le 21. Janvier 1734. sont faites par des voisins sans nom, sans caractère & sans serment à Justice. C'est une démarche ajustée, pour prévenir les conséquences de la spoliation; & elle ne peut détruire ce que

les sieur Bedoy ont avoué lors du procès-verbal du 24. Mars 1733.

5. Aoust
1737.

2. S'il est constant, suivant l'art. 437. de la Coûtume, que la femme qui a touché aux effets de la communauté est communière, si par l'art. 574. l'héritier qui a recelé est tenu personnellement de toutes les dettes de l'hérédité, ne doit-on pas conclure de même contre ceux qui par anticipation se sont rendus héritiers de leur mere, en détournant furtivement les meubles & ses effets en fraude de ses créanciers ?

Les sieurs Bedoy disent qu'ils n'avoient pris ces meubles que parce qu'ils leur appartenoient, comme dépendans des successions qui leur étoient échûes pendant la Tutelle. Mais outre que ce fait est hasardé sans preuve, il est détruit par le procès-verbal du 24. Mars, où il est dit, que leur mere avoit entièrement dissipé ces successions.

3. D'ailleurs il n'est pas permis de se païer par ses mains. La Coûtume, art. 229. ne l'avoit permis qu'aux mercenaires. Mais tous nos Commentateurs nous aprennent que cela n'est plus en usage ; & d'Argentré se recrie contre une disposition si pernicieuse, parce que, dit-il, *non est singularis permittendum quod per judicem fieri debet.*

4. Enfin les Arrests ont perpétuellement jugé que les mineurs, qui s'étoient emparez furtivement des titres & papiers de leur Tutrice, n'étoient plus recevables à lui demander compte. Il y a dans la Coûtume imprimée à Nantes art. 490. deux Arrests qui l'ont jugé en des cas bien plus favorables pour les mineurs que celui du procès, puisque la mineure, dans l'espèce d'un de ces Arrests, étoit seulement accusée d'avoir ouvert une armoire où étoient les papiers de la Tutelle, au lieu qu'ici les sieurs Bedoy ont reconnu avoir enlevé non-seulement les papiers, mais les meubles les plus précieux.

L'enlèvement des papiers de leur Tutrice les rendoit non-recevables à demander un compte. Or si elle ne leur devoit point de compte, ils n'ont pû enlever ses meubles sous prétexte de se païer par leurs mains ; & comme le créancier entre dans tous les droits de son débiteur, & peut les
discuter

discuter & les débattre, sur tout lorsque le débiteur a omis par dol & fraude de le faire, le sieur le Moine est en droit de réclamer pour la Tutrice contre la spoliation & de rendre ses enfans personnellement responsables de ce qui lui est dû.

5. Août

1737.

5. Car s'il est vrai que la veuve & l'héritier, qui avant que de faire leur déclaration ont diverti les effets de la communauté ou de la succession, sont personnellement tenus de toutes les dettes, quand même ils seroient créanciers antérieurs, suivant l'acte de notoriété du 8. Avril 1704. rapporté à la fin de Devolant S. 104. on doit conclure que les sieurs Bedoy y sont d'autant plus tenus, que la fraude, qui se commet entre la personne vivante & son présumé héritier, est beaucoup plus difficile à découvrir, que lorsque la succession est ouverte.

6. C'est une espèce de banqueroute, concertée entre la mere & les enfans pour frustrer ses créanciers de leur dû, toujours criminelle, & dont ceux qui y ont participé sont personnellement responsables suivant le Droit Romain & le Droit François. *L. 1. S. 2. & L. 14. ff. quæ in fraud. credit.* Domat *Loix Civiles L. 2. T. 10. Sect. 1. n. 7. & Sect. 2. n. 2.* Ord. d'Orleans art. 142. de Blois art. 205. Edit de May 1609. Ordonnance de 1673. *T. des Faillites art. 13.* & Déclaration du 11. Janvier 1716.

Si l'on objecte que ces Ordonnances n'ont rapport qu'aux marchands qui font banqueroute; la réponse se trouve dans le fameux Arrest rendu contre Mauroy le 27. Octobre 1693. rapporté dans le Dictionnaire des Arrests au mot *Banqueroute*; & en effet le Droit Romain & Domat parlent de tous ceux qui favorisent les fraudes faites par les débiteurs, sans distinction de qualité ou de profession.

7. Les sieurs Bedoy objectent inutilement qu'ils n'avoient point d'autres papiers que ceux du retrait exercé sur le sieur le Mercier d'une maison située à Richebourg. Le procès-verbal du 24. Mars 1733. porte que, dans le sac dont il parle, il y avoit *plusieurs papiers de conséquence & particulièrement les pièces concernant ce retrait.* Ces termes annoncent d'autres papiers que ceux du retrait; peut-être

5. Août
1737.

même la quittance de la le Glay, avec déclaration d'emploi & subrogation, étoit parmi ces papiers.

8. Les sieurs Bedoy ont aussi inutilement recours à l'art. 160. de la Coutume, qui ne se raporte qu'à ceux qui sont dessaisis de leurs biens sans leur consentement, & non au débiteur qui est complice de la spoliation pour frustrer ses créanciers, ni à ceux qui favorisent la fraude du débiteur, & qui suivant les autoritez qu'on a citées sont responsables de la dette comme le débiteur originaire.

Réponses des sieurs Bedoy.

9. La déclaration du sieur de Kavel dans le procès-verbal du 24. Mars 1733. ne fournit aucune conséquence contre lui ni contre ses freres. Maltraité par ses freres, il cherchoit l'occasion de s'en vanger. Après avoir présenté sa plainte contr'eux, il voulut encore leur faire un procès d'une autre espèce, en les accusant d'avoir enlevé les papiers du retrait exercé sur le sieur le Mercier & de s'être emparés de quelques hardes & linges. Il ne pouvoit les inquiéter sur ce dernier sujet sans supposer que ces meubles leur appartenoient; & pour cela il fallut dire, contre la vérité, qu'ils les avoient fait transporter dans les deux chambres où ils étoient. Tel fut l'objet & le motif du détail fait par ce procès-verbal.

10. D'ailleurs il est de principe que les confessions des parties ne se divisent point. Mornac *L. 1. cod. de edendo.* Papon *L. 8. T. 15.* Boërius *décis. 243.* Il faut donc s'attacher scrupuleusement à examiner tous les termes & toutes les circonstances de la confession du sieur de Kavel, sans la diviser & sans lui donner une extention qu'elle n'a pas.

1°. Il dit que ces meubles lui appartenoient. Il s'en croïoit propriétaire. Ainsi s'il en a disposé ce n'a pû être qu'à titre de propriété, ce qui exclut toute idée de fraude.

2°. Le transport dans les deux chambres ne suffisoit pas pour consommer la spoliation. Les meubles étoient encore en essence; & la Demoiselle Bedoy pouvoit les reprendre comme elle fit dans la suite.

3°. Le sieur de Kavel en accusant ses freres n'avoit pas intention de s'accuser soi-même.

4°. Il n'avoit pas intention de frauder les créanciers de sa mere, puisqu'il désignoit les espèces de meubles, qu'il demandoit qu'il en fût fait une description, & qu'il prénoit les mesures les plus justes pour les conserver.

Enfin outre que ce qu'a dit le sieur de Kavel ne pouvoit faire de preuve contre ses freres, le scellé aiant été mis sur les deux chambres après la description sommaire des meubles, il fut brisé par la Demoiselle Bedoy qui les fit enlever. Elle a avoué ce fait dans une déclaration qu'elle a donnée, & qui est conforme aux déclarations inserées dans le procès-verbal du 21. Janvier 1734.

Ces observations détruisent les conséquences qu'on a voulu tirer de la confession du sieur de Kavel, qui d'ailleurs étoit mineur, peu instruit de ses droits, & dont les reconnoissances, en quelques termes qu'elles soient faites, ne peuvent lui préjudicier.

11. Mais à supposer la spoliation aussi réelle qu'elle est chimérique, quelle en seroit la peine? Par l'art. 160. de la Coutume, elle se reduiroit à la restitution des meubles spoliez, soit en essence ou par estimation. La Loi ne prononce point d'autre peine contre ceux qui s'emparent du bien d'autrui. Il y auroit de la dureté à punir autrement un créancier legitime qui a voulu prévenir la perte de son crédit, en s'assurant un gage certain; & comme le sieur le Moine n'a pas plus de droit que la Demoiselle Bedoy sa débitrice, il pourroit seulement prétendre, comme elle, la restitution de ses meubles en informant de leur valeur: encore ne pourroit-il espérer de toucher, à leur préjudice, le prix des meubles spoliez, puisqu'ils sont créanciers antérieurs à lui.

12. Le sieur le Moine, embarrassé par une objection si pressante, a comparé les sieur Bedoy à des héritiers ou à une veuve qui porteroient la main à une succession ou à une communauté. Mais il ne s'agit ici ni d'acceptation de communauté ni d'adition d'hérédité. La Demoiselle Bedoy est encore vivante, & ses enfans ne peuvent être ses héritiers qu'après sa mort.

5. Aoust
1737.

13. La comparaison des mineurs qui enleveroient les titres & papiers de la Tutelle est également fausse. Car 1°. Le sieur le Moine ne prétend pas seulement faire exclure les sieurs Bedoy de l'action de compte vers leur mere; il veut encore qu'ils soient tenus d'acquitter ses dettes personnelles. 2°. Il ne s'agit que du divertissement supposé de quelques meubles, divertissement qu'on ne les accuse d'avoir fait que depuis leur compte rendu. La mere ne s'est jamais plainte qu'on lui ait enlevé aucuns papiers de sa Tutelle. Le sieur le Moine qui intervint dans l'instance de compte sçait que l'inventaire étoit rempli : & par la Sentence du 7. Mars 1733. il n'y eut aucune condamnation contre la Demoiselle Bedoy faute de représenter quelque piece.

14. La derniere ressource du sieur le Moine est de comparer les sieurs Bedoy à des fauteurs d'une banqueroute frauduleuse. Mais 1°. l'Ordonnance de 1673. qu'il cite ne prononce point d'autre peine qu'une amende de 1500. liv. & la restitution du double de ce qui a été diverti. 2°. La Demoiselle Bedoy n'a point fait de banqueroute frauduleuse. Elle n'a point d'autres créanciers que le sieur le Moine; & il n'a point fait de suites contr'elle pour la fraude dont il prétend qu'elle a été complice. Enfin elle n'a jamais fait aucun commerce. Elle a toujours vécu de ses revenus & de ceux de ses enfans; & si elle se trouve malheureusement dans le cas d'une infinité d'autres personnes qui ne sont pas en état de paier un créancier trop pressant, peut-on dire qu'elle ait fait banqueroute?

Par Sentence renduë au Présidial de Nantes le 22. May 1734. les actes obligatoires, billets & Sentences, qui fondoient le crédit du sieur le Moine sur la Demoiselle Bedoy, furent déclarez exécutoires contre les sieurs Bedoy, & ils furent condamnés de paier au sieur le Moine les sommes de 5562. liv. & de 500. liv. avec interests & dépens.

Ils ont interjetté apel de cette Sentence; & par Arrest du 5. Aoust 1737. en Grand'Chambre au Rapport de Mr. Jacquelot, elle a été confirmée avec amende & dépens.

CHAPITRE XLVI.

Les Domaniers de la Seigneurie de Corlay, qui doivent des rentes par grains à cette Seigneurie, ne sont pas obligés de voiturier au prochain Port de Mer les grains qu'ils ont portez au Grenier du Seigneur.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|---|
| <p>1. 3. 7. 11. <i>Discussion des Arrests.</i></p> <p>2. 5. 13: 14. <i>Sentiment de d'Argentré.</i></p> <p>4. <i>Droits naturels du Fief: ce qui les caractérise.</i></p> <p>6. 12. <i>Art. 289. & 290. de la Coutume.</i></p> <p>7. 10. <i>Art. 7. & 33. de l'Usément de Rohan.</i></p> | <p>8. 16. <i>Si l'on peut obliger des Vassaux de faire des Corvées, lorsqu'ils ne peuvent aller & revenir dans le même jour.</i></p> <p>9. 15. <i>Si le Droit de Corvée est essentiel & naturel du Fief, & s'il peut estre prétendu sans titre.</i></p> |
|--|---|

EN 1733. le sieur Pomairol, Receveur général de la Principauté de Guemené & de la Seigneurie de Corlay, apella au Parlement, par requête & lettre de commission, Alain Cobril, Mathieu Tilly, Mathurin le Maître, Jean Turdu & Yves Mainguy, Domaniers sous la Seigneurie de Corlay, pour faire déclarer plusieurs Arrests communs avec eux, & en conséquence les faire condamner de conduire à S. Brieuc, qui est le Port de Mer le plus voisin de Corlay, les grains qu'ils devoient & ceux qu'ils pourroient devoir dans la suite.

6. Aoust
1737.

Moyens des Requeste & Lettres de Commission.

1. Le premier Arrest que l'on veut faire déclarer commun avec les Domaniers de Corlay est du 30. Juin 1692. & condamne ceux de Kguehennec, Trebrimoal & Kveno de voiturier leurs grains à leur tour au prochain Port de

6. Aoust
1737.

Mer, leurs dépens payez suivant l'art. 7. de l'Usément de Rohan. Ce n'est point sur une convention particulière entre le Seigneur & ses Vassaux, c'est sur la Loy générale de l'Usément que la Cour a décidé. La disposition de cet Arrest est donc une Loy commune à la Seigneurie de Corlay, qui a fait autre-fois partie de l'ancienne Vicomté de Rohan dont elle a toujours conservé l'Usément & dont elle n'a été détachée qu'à titre de Juveigneurie.

L'exécution de cet Arrest a été ordonnée, pour les Seigneuries d'Uzel & de la Motte Donnon, par le second Arrest qui est du 28. Octobre 1695. Ainsi il a également eû pour motif la Loy générale de l'Usément; & il est d'autant plus décisif, qu'une partie de la Seigneurie de la Motte Donnon relève de celle de Corlay. Or pour que le Seigneur de la Motte Donnon pût jouir du droit confirmé par cet Arrest, il falloit qu'il en fût inféodé vers ceux de Corlay, qui n'auroient pû donner à leur inférieur l'investiture d'un droit qu'ils n'eussent pas eux-mêmes possédé.

2. Ainsi l'on doit appliquer la décision de d'Argentré art. 277. vet. Conf. aux mots, entre les Metes de son Fief. *Probatâ qualitate Dominicâ & correlativâ Vassalitiâ & feudi realibus debitâ & juribus, id est l'Usément du Fief, fundatur deinceps intentio adversus omnem Vassallum intra easdem metas consistentem, veluti jure in totum territorium & quamlibet ejus partem fuso, ita ut jura eadem possit exercere in quâlibet parte quæ habet in toto.* Le même Auteur ajoûte que la soumission d'un seul Vassal entraîne celle de tous les autres. *Cum de conservando jure queritur, unico actu in unum aut paucos exercito, totius possessio retinetur. . . Si omnes præter unum negarent deberi, nihilominus per unius solutionem possessio retinetur in totius feudi subjectos.*

3. Par le troisième Arrest du 30. Juin 1698. rendu au profit du sieur Mascarin Fermier du Duché de Rohan & de Mr. le Duc de Rohan intervenant, des Vassaux de la Paroisse de Noyal-Pontivy furent déboutés de l'opposition qu'ils avoient formée à l'exécution de l'Arrest de 1692. & le quatrième Arrest du 11. Juin 1699. jugea la même question, en faveur de Mr. le Duc de Rohan & de son

Fermier, contre les Paroissiens de Noyal-Pontivy.

Chap. XLVI.

PREMIERE OBJECTION. La prétention du demandeur n'est établie par aucun titre : elle n'est fondée ni sur l'Usément de Rohan ni sur les aveus des Vassaux : cependant un droit de Corvée ne peut être mis au rang des droits naturels d'un Fief sans un titre particulier.

6. Aoust
1737.

REPONSE. Il ne peut y avoir de titre plus puissant ni plus respectable que les quatre Arrests qui ont confirmé, pour toute l'étendue de l'Usément de Rohan, le droit de faire voiturer par les Vassaux les grains au Port de Mer le plus prochain.

4. D'ailleurs la perception ordinaire d'une redevance suffit pour la mettre au nombre des droits naturels du Fief. Cette proposition générale s'applique aux Corvées dues aux Seigneurs comme à tous les autres devoirs. On distingue trois sortes de Corvées ; celles auxquelles les Vassaux se sont soumis par leurs aveus ; celles de Coutume qu'imposent les art. 87. 88. & 91. de la Coutume ; & les Corvées de l'Usément. Or pour que celles-ci soient au rang des droits naturels du Fief, il n'est besoin que de l'autorité que fournit l'usage commun dans l'étendue du Fief.

5. D'Argentré (après avoir dit, sur l'art. 332. de la nouvelle Coutume, que *Naturalia feudi sunt omnia quæ consuetudo indidit actui, quæ scilicet debentur ex lege & consuetudine*) ajoute. *Sed notandum quedam esse naturalia in certis territoriis quæ alibi non sunt, quæ talia non sunt expressâ dispositione, sed ex auctorisatione assueti & antiqui juris & usus territoriorum.* Ensuite cet Auteur décide que le Seigneur est en droit de dire à son Vassal. *Vous êtes teneur en tel Fief, la nature & usance duquel est telle.*

Ainsi quand même les défendeurs n'auroient jamais fait la Corvée du transport des grains au Port le moins éloigné, il suffiroit que ce droit fût établi dans toutes les Seigneuries voisines de Corlay & dans l'étendue du Duché de Rohan, pour être regardé comme une loy générale de l'Usément qui est commun à la Seigneurie de Corlay. C'est la décision de d'Argentré sur l'art. 277. de l'ancienne Coutume. *Si de jure in infeodatione nihil cautum sit, subinducun-*

tur à consuetudine, quia concessio semper intelligitur facta secundum morem solitum... Quod si horum nihil est, id est si neque concessio feudi, nec iusta est probatio quid, quale, quantumve debeatur, tum servanda est consuetudo à quâ regularis, ordinaria & fixa feudorum natura in quâque regione determinatur: est enim natura feudorum quaerenda in consuetudine.

Enfin selon d'Argentré sur le même article, la prescription en faveur de la liberté ne prend son cours que du jour que le Vassal a fait refus de se soumettre, & le simple non usage n'acquiert pas cette liberté au Vassal.

6. Les principes qu'on vient d'établir sont confirmés par les articles 289. & 290. de la Coutume qui, nonobstant le défaut de possession du Seigneur sur plusieurs de ses Vassaux, établissent l'uniformité & la généralité des droits dont il jouit dans sa Seigneurie, à moins qu'il n'y ait un titre spécifique d'exemption. On ne peut faire naître d'équivoque sur le mot *subsidi* dont se sert l'article 289. car par l'usage constant de la Province ce mot s'applique aux Corvées, comme aux autres devoirs dont les Seigneurs ont la possession. *Iura & debita quae Domini terrarum ratione suorum feudorum exigere solent à subditis, sive pecuniae, sive obsequiorum & operarum sint, modo certam erogationis formam habeant.* D'Argentré art. 277. vet. Conf.

SECONDE OBJECTION. Les Arrêts qui ont été cités ne sont point pour la Seigneurie de Corlay. Celui de 1692. n'assujettit point les Vassaux à une double voiture, la première au Grenier du Seigneur & la seconde au Port de Mer. L'Arrêt de 1695. n'oblige les Vassaux à porter leurs grains qu'à trois lieues de leurs demeures. Celui de 1698. condamne le Fermier à des dommages & intérêts pour avoir obligé les Vassaux de conduire leurs grains à Vannes; & il fait défenses d'exiger de plus grandes Corvées que celles portées par l'Usage.

7. *RE'PONSE.* Comme l'obligation de porter les grains au Grenier du Seigneur n'étoit pas en contestation, l'Arrêt de 1692. n'en parle point. Mais cet Arrêt a nécessairement supposé deux obligations, la première de porter les rentes par grains au Grenier indiqué dans l'étendue de la Seigneurie;

Seigneurie; & la seconde de les voiturier au prochain Port de Mer. La premiere est un devoir resultant de l'art. 33. de l'Ufement; & la seconde est une Corvée qui se regle par l'art. 7. C'est ce que l'Arrest a jugé, puisqu'il ordonne, en conformité de cet article, que les dépens des Vassaux qui voitureront les grains au Port de Mer seront payez, au lieu qu'ils ne peuvent rien exiger pour la voiture au Grenier du Seigneur.

L'Arrest de 1695. juge seulement que les Greniers du Seigneur ne doivent pas être à plus de trois lieues des demeures des Vassaux.

Les dommages & interets, ajugez par l'Arrest de 1698. contre le Fermier, étoient pour une cause absolument différente du transport des grains au prochain Port de Mer.

Enfin cet Arrest, en déboutant les Vassaux de l'opposition à l'Arrest de 1692. jugea que le transport des grains au Port de Mer étoit une des Corvées de l'Ufement.

8. TROISIEME OBJECTION. Il y a six lieues de Corlay à S. Briec. Il est inouï qu'on puisse obliger des Vassaux de faire des Corvées lorsqu'ils ne peuvent aller & revenir dans le même jour.

RE'PONSE. Cette objection est contre la nature de l'Ufement des Fiefs de Rohan. Elle se détruit par les Arrests qu'on a citez & qui ont assujetti les Vassaux à la voiture des grains jusqu'à Vannes, quoyque cette Ville soit à neuf lieues de Pontivy.

Réponses des Vassaux.

9. Il est de maxime que le droit de Corvée, n'étant ni naturel ni essentiel des Fiefs, ne peut être prétendu sans titre. D'Argentré art. 95. vet. Conf. Bacquet des droits de justice chap. 29. n. 39. Pocquet des Fiefs L. 6. chap. 6. §. 5. Bacquet au Chapitre qu'on vient de citer n. 23. décide même que pour obliger à ce droit un Corps & Université d'Habitans, il est nécessaire que les deux tiers donnent leur consentement pour obliger l'autre tiers.

Du Plessis sur Paris Traité des Fiefs L. 8. ch. 2. sou-

tient, après Carondas, que ce droit ne peut s'acquérir sans titre, & que la simple possession (fût-elle immémoriale) ne suffiroit pas.

Le demandeur n'a produit aucun titre qui assujettisse les Vassaux à la dure Corvée qu'il veut exiger d'eux. L'Usément de Rohan est son seul titre. Mais suposant que Corlay soit une Juveigneurie de Rohan, aucun article de cet Usément ne décide que quand les Vassaux & les Domaniers ont porté leurs rentes aux Greniers de la Seigneurie, ou même à tel autre qui leur est indiqué, ils soient ensuite obligez de les reprendre dans ces Greniers pour les conduire au prochain Port de Mer.

10. L'art. 7. de l'Usément est le seul qui parle des Corvées, & il porte uniquement que le Domanier est tenu de *faire les Corvées suivant l'Usément, selon lequel les hommes Domaniers sont sujets aux Charrois du Vin, du Sel & du Bois de leur Seigneur, & faire ses Foins, leur faisant leurs dépens.*

Cet article n'assujettit point le Vassal à porter les Grains au Grenier qui sera indiqué. Au contraire l'art. 33. porte uniquement que le terme du paiement des rentes est à Noël & en Septembre, sans charger le Vassal de cette Corvée.

11. Les quatre Arrests qui ont été produits n'ont pas plus d'aplication. Celui de 1692. peut avoir été déterminé par des titres particuliers. D'ailleurs il s'agissoit seulement de sçavoir si les Vassaux étoient tenus de porter leurs rentes au Grenier qui leur seroit indiqué au prochain Port de Mer : au lieu qu'il s'agit icy de sçavoir si, après que le Vassal s'est déchargé des rentes dans le lieu qui lui a été indiqué, il est une seconde fois obligé d'aller les reprendre, pour les conduire à un Port de Mer éloigné de six lieuës.

L'Arrest de 1695. juge 1°. Que l'on ne peut obliger les Vassaux de porter leurs rentes à plus de trois lieuës de leur demeure. 2°. Il condamne le Fermier aux dommages & interets des Vassaux, pour les avoir obligés de porter leurs grains à Vannes. 3°. Il deffend d'exiger d'autres Corvées que celles qui sont portées par l'Usément.

L'Arrest de 1698. est relatif à celui de 1692. & celui de 1699. a été surpris ou déterminé par des titres particuliers & postérieurs à l'Usément.

Chap. XLVI.

6. Août

1737.

12. L'article 289. de la Coûtume est sans application. Le Seigneur de Corlay n'a point la possession requise par les premiers mots de cet article qui porte, *Quand aucun Seigneur a accoutumé &c.* D'ailleurs le *subside* dont parle cet article ne se rapporte point aux Corvées, mais aux impositions & aux droits qui se payent en espèces. Aussi l'Anonyme sur le chapitre 254. de la très-ancienne Coûtume dont cet article a été tiré dit. *Nota quod per unum solventem retinetur possessio.* Ce mot *solventem* fait connoître que l'Auteur a entendu qu'il s'agissoit des payemens qui se font en espèces, & non des services corporels, tels que les Corvées qui sont toujours odieuses & qui n'ont jamais été des droits ordinaires des Fiefs.

13. L'usage allegué des autres Seigneuries qui sont sous l'Usément de Rohan, n'est point prouvé. Il seroit d'ailleurs indifférent; car l'Usément d'un Fief ne s'établit point par ce qui s'observe dans les Seigneuries voisines, mais par ce qui se pratique dans le Fief même. Les mots, *en sa Seigneurie*, de l'art. 289. & la décision de d'Argentré art. 277. vet. Conf. verbo *en sa Seigneurie*, démontrent cette vérité.

Cette seule observation rend inutiles toutes les conséquences qu'on tire des Arrests qui ont été produits. Au reste on ignore si le Seigneur de la Motte Donnon relève de Corlay, & s'il a droit d'exiger de ses Vassaux une Corvée aussi exorbitante que celle qui fait le sujet du procès. Elle pourroit être établie par la concession en Fief que ce Seigneur auroit faite à ses Vassaux, ou par leurs aveux, quoique le Seigneur de Corlay n'ait pas le même droit. Des Devoirs de cette nature dépendent même toujours des titres particuliers de l'inféodation.

14. La citation de d'Argentré sur l'art. 332. de la nouvelle Coûtume est sans application au procès. Dans le passage que le Demandeur a rapporté, il ne parle que des droits naturels du Fief; & immédiatement après, lorsqu'il

Ch. XLVI.

6. Aouſt
1737.

parle des droits accidentels, qui ne ſont dûs que par les titres d'inféodation, il ſoutient que la poſſeſſion acquiſe contre quatre-vingt-dix-neuf, n'auroit pas d'effet contre le centième. *In talibus non fit illatio de eo quod unus de Vaſſallis particulariter debet, ad alium (quod fit in naturalibus) & ſi centum eſſent Vaſſalli, & Dominus nonaginta novem feciſſet condemnari ad certum debitum, non eſſet tamen fundatus adverſus unicum & centefimum ad petendum ſimile debitum.*

15. Il eſt certain que les Corvées ne peuvent être conſidérées que comme les devoirs de la ſeconde eſpèce. Le Maître Plaid. 20. & Guy Pape *Queſt.* 472. ſont évidemment connoître que ces devoirs ſerviles ne tirent pas leur origine de l'établiſſement des Fiefs, mais de la tyrannie des Seigneurs qui obligeoient à main armée leurs Vaſſaux de ſ'y ſoumettre.

16. Enfin Corlay eſt à 6. lieuës de S. Briec; & pluſieurs des Vaſſaux ont leur domicile à 7. ou 8. lieuës de cette Ville. Il eſt impoſſible d'y aller avec une charette chargée & de revenir dans un jour. Or il eſt de maxime que ces Corvées inſolites ne peuvent être exigées que lorſque le Vaſſal n'eſt point obligé de coucher hors de ſa demeure. Furic ſur l'art. 13. de l'*Uſement de Cornoaille*. Coûtume d'Auvergne T. 25. art. 18. Coût. de Bourbonnois art. 339. Chaſſanée ſur Bourgogne T. 9. art. 18. Dictionnaire des Arrêts. *Verbo Corvée.*

Par Arrêt du 6. Août 1737. rendu en Grand'Chambre au raport de Mr. de Farcy de Cuillé, LA COUR faiſant droit dans les requête & lettres de commiſſion & requêtes des 17. Avril & 23. Juillet 1733. & 24. May 1735. dudit Pommairol l'en a debouté & l'a condamné aux dépens.

Maître Chereil de Kgatté écrivoit pour les Vaſſaux.



C H A P I T R E X L V I I.

En pur fèage noble l'apropriement n'est pas nécessaire pour enramager l'héritage dans la famille de l'afféagiste; & s'il le vend ses parens sont en droit d'exercer le retrait.

S O M M A I R E.

- | | |
|---|---|
| <p>1. & 3. Examen de la nature du contrat de transport fait par l'Afféagiste : ce qui est requis pour donner le caractère de vente.</p> <p>2. & 4. Si le retrait a lieu en cas de vente des droits fonciers faite aux Domaniers.</p> <p>5. & 7. Caractère du fèage : ch. 262. de la T. A. Coutume : art. 60. 358. & 359. de la nouvelle.</p> <p>6. & 8. Si les Domaines congéables peuvent être afféagés noblement.</p> | <p>9. Quand le retrait n'a pas lieu en contrat d'association.</p> <p>10. & 12. Quand l'héritage est enramagé dans la famille ? Art. 298. & 269. de la Coutume : Sentiment de d'Argentré : ch. 40. 41. & 220. de la T. A. Coutume : Art. 265. & 268. de l'ancienne.</p> <p>11. & 13. Arrests.</p> <p>14. Réflexions sur l'Arrest rapporté au présent Chapitre.</p> |
|---|---|

EN 1719. Louïs Brest, Domanier en partie du Manoir de Lescran dépendant de la Vicomté du Faou, afféagea de Mr. le Duc de Richelieu Vicomte du Faou ce Manoir avec toutes ses dépendances, à condition de relever de la Vicomté du Faou à devoir de foy, homage, chambelenage, lods & ventes & rachat, de suivre la Cour & le Moulin de la Seigneurie, de rendre tous les devoirs féodaux qu'un Vassal doit à son Seigneur lige, & de païer 90. livres de deniers d'entrée & une cheffrente de 25. liv. 4. sols en argent & sept combles d'avoine.

Par le même contrat il fut stipulé que Louïs Brest pourroit congédier les autres Domaniers du Manoir de Lescran,

6. Aoust
1737.

Art. 298. &
312. de la
Coutume.

6. Aoust
1737.

en les remboufant de leurs droits reparatoires suivant l'U-
sage de Cornouaille.

Brest paya les deniers d'entrée au Seigneur & les lods
& ventes que le Fermier du Domaine du Roy exigea, ren-
dit aveu à la Seigneurie du Faou le 9. Avril 1720. & prit
possession le 28. Janvier 1721.

Le 27. Janvier 1722. Louis Brest comparut au contrat
de mariage de Jean Jacq fils de Marguerite Treleu Doma-
niere de Lescran, & il déclara qu'en faveur de ce mariage
& par l'amitié qu'il avoit pour les futurs époux, il subro-
geoit la Treleu & son fils dans le fêage de tout ce qu'ils
possédoient tant en privé nom qu'en qualité de Fermiers.
Les conditions de cette subrogation furent qu'à la fin du
Bail qui avoit cours Louis Brest disposeroit de six pieds
d'arbres sur la portion de la Treleu, que lors du congé-
ment qui seroit exercé vers les autres Colons, il auroit seul
tout le courtil Liors Moan, qu'à la fin de ce bail il seroit
remboursé de la moitié du sort principal & des loyaux
coûts de son contrat, & qu'il auroit la servitude des eaux
suivant les anciens canaux pour arroser une prairie. Enfin
il fut convenu que la subrogation tourneroit au profit de
la Treleu & de ses enfans, & que les futurs mariez n'y
auroient que leur parr.

La Treleu paya les lods & ventes de ce traité à Mr. le
Duc de Richelieu.

Le 20. Novembre 1733. Jean Brest fils de Louis Brest
forma une action de retrait lignager à la Treleu & à son
fils. Il fut débouté par Sentence du 26. Février 1734.
Cette Sentence fut réformée dans la Jurisdiction de Châ-
teauclin par Sentence du 2. Decembre suivant qui ajugea la
première.

La Treleu & son fils ont interjetté apel de cette Sen-
tence, & l'ont fondé sur quatre propositions : 1°. Que la
subrogation étoit une véritable donation & n'opéroit d'ail-
leurs qu'une réunion des édifices au fonds pour laquelle le
retrait lignager ne pouvoit avoir lieu : 2°. Que l'aliénation
faite par Mr. le Duc de Richelieu n'étoit point un fêage
ou du moins n'avoit pas le caractère de fêage noble : 3°.

Qu'en supposant un fêage noble, la subrogation faite par Louïs Brest seroit une véritable association dans ce fêage : 4°. Que si cette subrogation étoit une pure vente, le retrait ne pourroit avoir lieu, parce que Louïs Brest ne s'étoit pas approprié du contrat passé avec Mr. le Duc de Richelieu.

Cha. XLVII.

6. Aoust

1737.

1. PREMIER MOYEN D'APEL. Les termes de la subrogation prouvent que c'est une véritable donation. Elle est faite par un pur motif d'amitié & en faveur du mariage : elle est gratuite, n'y ayant aucun prix principal dont le subrogeant ait profité, la reservation de six pieds d'arbres & du droit d'exercer le congéement pour un courtil étant de très-peu de conséquence, & ne pouvant tout au plus que restreindre la donation & non pas la détruire.

On objecte que cet acte n'a pas été insinué. Mais outre que les donations à cause de mariage n'étoient pas sujettes à insinuation au mois de Janvier 1722. l'intimé en demandant le retrait, approuve le contrat & ne peut par conséquent le prétendre nul faute d'insinuation.

2. Enfin quand il n'y auroit aucun caractère de donation, ce seroit une réunion du fonds aux édifices, qui est si favorable dans les Domaines congéables, que le retrait n'y est admis que lorsque le fonds est séparé des édifices, suivant deux Arrêts rapportez par Sauvageau sur du Fail L. 1. ch. 333.

3. RE'PONSE DE L'INTIME'. Le contrat du 27. Janvier 1722. contient les quatre conditions, *res, pretium, consensus & traditio*, qui suffisent pour caractériser la vente & pour la rendre parfaite. 1°. Louïs Brest a transporté une partie de son fêage : 2°. Le prix a été stipulé, & consiste dans six pieds d'arbres au choix du vendeur, le droit de disposer du Courtil Liors Moan, plusieurs servitudes, & le remboursement de la moitié de tout ce qu'il avoit coûté pour le fêage, tant en principal que loyaux coûts. 3°. Le consentement est certain, de même que la tradition des héritages, puisque les apellans en jouissent à titre de propriété.

Il est indifférent que le mot de vente n'ait pas été ex-

Cha. XLVII.

6. Aoust
1737.

primé dans le contrat, parce que ce ne sont pas les termes de l'acte, c'est la seule volonté des contractans & ce qui a été fait véritablement qui doit décider & qui doit déterminer la nature & la qualité des contrats. L. 219. ff. de verb. sign. L. 6. S. 1. ff. de Contr. empr. L. 7. in fine. ff. de Supel. leg.

C'est sur ces principes que les lods & ventes sont dûs, non seulement pour la mutation qui arrive par un vrai contrat de vente, mais encore pour tous les contrats *équivalens* à la vente, quelque couleur & quelque titre qu'on y donne. Coût. de Poitou art. 23. Coût. de Reims art. 93. D'Argentré de *Laudim.* cap. 1. Aussi les apellans ont payé les lods & ventes du contrat qu'ils qualifient aujourd'hui de donation.

4. A l'instant du fêage, & sans être même obligé d'exercer le congéement, Louïs Brest étoit Propriétaire de tous les droits fonciers, dans lesquels les Domaniers n'avoient aucune portion, tous leurs droits étant bornés, suivant l'Ufement, aux édifices & superficies qui sont absolument mobiliers à l'égard du Seigneur foncier. Ainsi l'objection tirée de la consolidation de ces droits mobiliers avec le fonds ne peut prévaloir à la maxime générale qui établit le retrait lignager lorsqu'il y a vente de droits immobiliers.

5. SECOND MOYEN D'APEL. Le transport fait par Mr. le Duc de Richelieu n'est point un véritable fêage; ou du moins si c'étoit un fêage, ce ne seroit qu'un fêage roturier dont Louïs Brest pouvoit être évincé par le retrait lignager des parens de Mr. le Duc de Richelieu.

Tout fêage est un titre gratuit de sa nature, suivant le Chapitre 262. de la très-ancienne Coutume dont les art. 60. & 359. de la nouvelle ont été tirés. Suivant ces deux articles, on ne peut prendre par journal plus de 100. sols de deniers d'entrée & 10. sols de rente. Lorsque le contrat excède 10. s. de rente les ventes sont dûes. Ainsi Mr. le Duc de Richelieu s'étant retenu en nature de rente féodale la même rente convenancière qui est de 25. liv. 4. sols en argent & de sept combles d'avoine & qui faisoit précédemment tout le revenu du lieu de Lescran, ce n'étoit plus un pur fêage, mais un contrat ordinaire de vente sujet aux lods

lods & ventes, qui furent en effet payées par Louis Brest aux Fermiers du Domaine.

6. D'ailleurs quand on regarderoit ce contrat comme un vray fêage, ce ne seroit qu'un fêage roturier : car les fossez & les édifices étant auparavant aliénés aux Domainiers qui les tiennent roturièrement, le Seigneur ne peut après cela afféager ses Domaines congéables que roturièrement suivant l'Arrest rapporté sur l'art. 356. de la Coûtume *ad calcem* de Frain.

6. Aoust
1737.

7. *RE'PONSE.* Le contrat de 1719. a tous les caracteres du fêage noble que tout Seigneur est en droit de faire suivant la Coûtume. Le Chapitre 262. de la très-ancienne Coûtume permet de le faire aux conditions & à la charge de la rente que le Seigneur voudra. L'art. 358. de la nouvelle permet de prendre un prix competent ; & l'art. 359. ne borne pas à dix sols la faculté qu'il donne de stipuler une rente féodale. Cette faculté est indéfinie ; & l'art. 60. n'a aucun rapport au procès, parce qu'il ne concerne que les simples arrentemens dont la nature est essentiellement différente du fêage. Il n'y a point de preuve que les 90. livres de deniers d'entrée excèdent les 100. sols par Journal que la Coûtume permet de prendre. Enfin le fêage a été consenti à la charge de tous les devoirs qu'un Vassal doit à son Seigneur lige. Or toute tenuë en ligence est noble suivant l'art. 329. de la Coûtume. Ainsi la qualité noble du fêage ne peut être disputée.

8. L'Arrest rapporté sur l'art. 356. de la Coûtume *ad calcem* de Frain est ici sans application. Cet Arrest a seulement jugé que le fonds, possédé précédemment à fêage roturier & acquis ou retiré par le Seigneur, ne pouvoit plus être afféagé que roturièrement. Mais ici il s'agit d'un fonds noble, qui n'a jamais été tenu roturièrement sous le Seigneur & qui a toujours fait partie de l'ancien Domaine de la Seigneurie. C'est ce fonds seul que le Seigneur a afféagé, & non pas les droits reparatoires, dont il n'avoit point la propriété, & qui étoient même mobiliers entre lui & les Domainiers.

Au reste si les Fermiers du Domaine ont induëment exi-

6. Aoust
1737.

gé les lods & ventes du contrat de fêage, ce paiement, dont Louïs Brest auroit pû se dispenser, ne change pas la nature du contrat.

9. TROISIE'ME MOYEN D'APEL. La subrogation faite par Louïs Brest, dans le fêage pour la moitié dont les apellans jouïssioient auparavant, est une véritable association à ce fêage, & ils sont en droit d'opposer à l'intimé la nature du fêage noble qui n'est point sujet au retrait.

RE'PONSE. Louïs Brest n'avoit point afféagé pour luy & associés. Il étoit donc seul propriétaire de tous les héritages afféagés. Aussi il en rendit seul aveu & il n'en prit possession qu'en son seul nom. L'association faite après coup seroit donc une véritable aliénation avec tous les caractères de la vente. Ainsi de quelque façon que l'on considère ce transport de propriété il est sujet au retrait.

10. QUATRIE'ME MOYEN D'APEL. Louïs Brest n'étoit point approprié du contrat de 1719. lors de la subrogation de 1722. Ainsi les héritages n'étant point enramagés dans la famille, le retrait de l'intimé est non recevable.

L'article 298. de la Coûtume porte : *Et sera l'héritage réputé du ramage du retraiant quand aucun de sa famille en a été apropié & fait Seigneur irrevocable.*

Suivant l'art. 269. on se peut approprier de tous héritages par tous contrats & titres habiles à transférer Seigneurie. Le fêage donne la Seigneurie utile de l'héritage : il est du nombre de tous les autres contrats dont la Coûtume parle. Mr. de Perchambault le fait assez entendre sur cet art. 269. & d'Argentré en son Aitiologie, pour expliquer les mots *par tous contrats*, renvoye à son Commentaire sur l'art. 265. de l'ancienne Coûtume, *verbo par achat*, & sur l'art. 266. aux mots *par quelque titre que ce soit*, où il met le fêage au nombre des titres dont on peut s'approprier.

Les chapitres 40. 41. & 220. de la très-ancienne Coûtume distinguoient deux sortes d'appropriemens, l'un par trois bannies pour les contrats de vente, & l'autre par an & jour pour les contrats de fêage, engage, donation & loüage.

Lorsque cette Coûtume fut réformée en 1539. on voit par le procès verbal qu'après la lecture de l'art. 265. tel

qu'il est dans l'ancienne Coûtume, qui règle la forme de l'apropriement d'héritage *par achat*, les Etats requièrent que cette forme fût pour l'avenir gardée en tous contrats : & sur leur requiſition l'art. 268. fut redigé. Cet article établit la même forme d'apropriement *en tous autres contrats d'héritages* ; & le procès-verbal porte ensuite : *Et par ce moyen fut rayé Et tollu comme réformé cy-deſſus l'art. 220. de la très-ancienne Coûtume qui établissoit l'apropriement en fêage par an Et jour.*

6. Aouſt
1737.

D'Argentré raiſonnant ſur l'eſprit & ſur l'objet de cette réformation, ſe plaint de ce que l'on s'étoit ſervi dans l'art. 265. du mot *par achat* qui ne comprend pas tous contrats tranſlatifs de propriété, quoyque les Réformateurs euſſent abrogé la différence qu'établissoit la très-ancienne Coûtume & euſſent réduit par l'art. 268. tous les contrats à une ſeule forme d'apropriement. Cette obſervation de d'Argentré fut ſuivie à la réformation de 1580. Au lieu des mots *par achat* on mit ceux-cy, *par tous contrats Et titres reçûs de droit Et de coûtume habiles à tranſferer Seigneurie.*

Il eſt évident après cela que pour s'aproprier d'un fêage, il faut les même formalités que pour tous les autres contrats ; & puisſque l'art. 298. de la Coûtume exige l'apropriement, pour que l'héritage ſoit enramagé, on doit conclure que Louïs Brest ne s'étant point apropié, le fêage n'étoit pas enramagé dans ſa famille.

L'intimé objecte que le fêage ſeul avoit rendu ſon pere propriétaire irrévocable, puisſqu'il ne pouvoit être évincé par retrait, & qu'il avoit par conſéquent enramagé l'héritage.

On répond 1°. Qu'il pouvoit être inquiété & évincé, ſoit par action afin d'hypothèque ou par vendication.

2°. Les mots *fait Seigneur irrévocable* qui ſont dans l'art. 298. n'ont été ajoutés qu'à cauſe des abſens qui ont l'an & jour pour retirer depuis l'apropriement édiétal & contre leſquels cet apropiement ne donne pas la propriété irrévocable.

3°. Quoiqu'on ne puiſſe être évincé par retrait, cela ne ſuffit pas pour enramager l'héritage dans la famille de l'ac-

Cha. XLVII.

6. Août

1737.

quereur. Car l'exclusion de la famille du vendeur ne forme pas un titre qui acquière un droit actif à celle de l'acquéreur; il n'est pas dispensé pour cela des formalités que la Coutume exige pour enramager l'héritage. Par exemple un homme achete l'héritage d'une communauté, & dans l'instant de son acquisition il est à couvert du retrait. Il est cependant forcé de s'approprier pour enramager l'héritage dans sa famille; parce que l'enramagement est un titre universel & commun à toute la famille d'un acquereur qui naît de la forme publique & judiciaire dont le contrat est revêtu par l'appropriement, ou de la longue possession de 30. ans. C'est l'esprit de toutes les Coutumes de France, où l'an & jour qui purge le retrait ne commence à courir que du jour de l'ensaisinement, notification ou publication faite dans la Jurisdiction du Seigneur; & jamais on n'avoit soutenu que la nature du contrat d'aliénation, à l'égard du vendeur, opérât l'enramagement dans la famille de l'acquéreur.

11. L'intimé objecte deux Arrêts le premier du 27. Octobre 1575. rapporté par Mr. du Fail *L. 1. ch. 378.* & le second rendu en Grand'Chambre le 19. Août 1735.

Le premier de ces Arrêts est sans application. On ne voit point combien de tems l'acquéreur avoit possédé l'héritage avant que de le revendre. Ainsi il pouvoit l'avoir possédé 15. ans. Il paroît même qu'il y avoit un appropriation; & il n'y avoit que deux difficultez. La première sur la nature du contrat: la seconde si le pere pouvoit retirer pour luy sous le nom de ses enfans, ce qui n'étoit point encore alors formellement autorisé par la Coutume. Mais il n'y eût point de question sur le défaut d'appropriement; & le titre du chapitre qui est conçu en ces termes, *Retrait du fils de la vente du pere*, prouve que cet Arrêt ne peut avoir rapport à la question du proces.

Dans l'espèce de l'Arrêt de 1735. Joseph Lharidon demandeur en retrait s'attacha plus à la forme qu'au fonds. De plusieurs conjoints Elizabeth Roland étoit la seule qui contestât le retrait. Les autres y avoient formellement consenti; elle se fit donner après coup une subrogation dans

leurs droits ; & elle releva apel de la Sentence qui ajugeoit le retrait. Joseph Lharidon prétendit qu'elle étoit non recevable comme subrogée , puisque ceux de qui elle tenoit la subrogation avoient acquiescé à la Sentence , & que l'acceptation de cette subrogation emportoit contr'elle personnellement un acquiescement. Après la mort d'Elizabeth Roland, ses héritiers subrogerent dans tous leurs droits Vincent Lharidon qui voulut lever cette fin de non recevoir par des lettres de restitution : mais sa majorité & celle de ses conforsts le fit débouter de ces lettres , & en conséquence la Sentence fut confirmée.

6. Aoust
1737.

Ainsi cet Arrest n'a pas jugé en point de droit la question de retrait. Mais elle le fut solennellement par Arrest de Grand'Chambre du 7. Janvier 1722. au rapport de Mr. Denyau du Teilleul , entre la Demoiselle Frammery & le sieur des Chesnais Gautier.

Le sieur Frammery étoit associé dans l'afféagement fait par l'Evêque & le Chapitre de St. Malo des terrains du nouvel accroissement de cette Ville ; & quelques années après le partage fait au sort entre les associez , il vendit au sieur des Chesnais Gautier le terrain qui lui étoit échu. En 1720. la fille de Frammery demanda le retrait qui fut ajugé par Sentence , dont Gautier releva apel. Par Arrest la Sentence fut réformée ; & l'action de rétrait fut jugée non recevable sur le principe que l'héritage n'avoit point été enramagé dans la famille de Frammery par l'appropriement.

12. *RE'PONSE.* La disposition de l'art. 298. de la Coutume , qui exige que les héritages qu'on veut retirer aient été appropriez dans la famille , ne concerne que les acquets faits à prix d'argent. L'art. 269. le prouve. Il décide qu'on se peut approprier de tons héritages . . . *acquérant* lesdits héritages , ce qui suppose une acquisition faite *pro certo pretio* : car suivant d'Argentré sur l'art. 265. de l'ancienne Coutume , le mot *achat* , & conséquemment le mot *acquérir* , ne s'applique qu'à l'espece particuliere de contrat , *per quem merx pro pretio aestimata transfertur*. Or on ne peut pas dire qu'un fêage noble , contrat purement

6. Aoust
1737.

gratuit, soit un acquêt tel que la Coûtume l'exige pour s'en devoir approprier.

De plus tout l'effet de l'appropriement est d'affurer la propriété incommutable de l'acquêt. Hevin sur Frain *ch.* 41. *n.* 23. *Art.* 270. & 274. *de la Coûtume.* Coût. de Tours *art.* 156. du Maine *art.* 376. & d'Anjou *art.* 566. Ainsi l'esprit & le véritable sens de l'*art.* 298. de notre Coûtume est que l'héritage soit du ramage du retrayant, lorsque quelqu'un de sa famille en a été fait propriétaire incommutable.

Or la Coûtume, qui permet au Seigneur d'afféager le Domaine de sa Seigneurie & qui dans l'*art.* 312. décide qu'en pur féage noble il n'y a point de promesse, a eû pour objet de rendre l'afféagiste propriétaire incommutable à l'instant du féage; & soit dans la règle générale, soit dans l'espèce particulière, Louis Brest n'auroit eû aucune éviction à craindre de la part des créanciers du Seigneur. 1°. Parce qu'il n'y a aucune Loy qui autorise les créanciers à contester les afféagemens que la Coûtume autorise: 2°. Parce que dans l'espèce particulière la rente féodale est aussi forte que la rente convenanciére, & qu'on y a ajouté de plus les lods & ventes & les rachats.

Ainsi il est évident que Louis Brest étoit Propriétaire incommutable & que l'héritage étoit enramagé en sa famille au moment du féage.

Sur l'objection qu'on tire du sentiment de d'Argentré & de l'abrogation des chap. 40. & 220. de la très-ancienne Coûtume, il suffit d'opposer le sentiment de d'Argentré, sur l'*art.* 284. de l'ancienne Coûtume *Gl.* 2. *n.* 10. qui assure que l'acquêt fait par le pere est toujours dans le ramage du fils, que si le pere le vend, le fils peut le retirer, & que le défaut d'appropriement n'est considérable que par rapport aux parens du premier vendeur qui sont en ce cas préférés au fils, mais que s'il ne s'en présente aucun le fils est sans difficulté recevable à exercer la promesse. C'est aussi l'esprit de l'article 298. de la Coûtume. Les mots de cet *art.*, *ores que le retrayant n'en fut descendu*, prouvent que la nécessité de l'appropriement & d'une pro-

priété irrevocable n'est établie que pour enramager l'héritage à l'égard des parens qui ne sont pas descendus de l'acquéreur.

Chap. XLVII.

6. Aoust

1737.

13. Comme l'Arrest du 7. Janvier 1722. n'est ni produit ni imprimé, on seroit en droit d'en contester l'existence : mais on se contente d'y opposer l'Arrest de 1575. rapporté par Mr. du Fail & l'Arrest de 1735.

Dans l'espèce du premier la question étoit en pur point de droit de sçavoir si l'héritage étoit enramagé par la vente que le Roy en avoit faite ; & l'affirmative fut jugée.

L'espèce du second Arrest étoit absolument la même que celle dont il s'agit au procès ; & la fin de non recevoir tirée de l'acquiescement des héritiers de Catherine Cevaër, dont Vincent Lharidon eut dans la suite les droits par subrogation des héritiers d'Elizabeth Roland, n'avoit point d'application à la portion personnelle d'Elizabeth Roland qui avoit toujours contesté le retrait. Aussi Joseph Lharidon ne se servit de la fin de non recevoir que pour la portion de Catherine Cevaër ; & il plaida au fonds, sans alléguer la fin de non recevoir pour la portion d'Elizabeth Roland, que Vincent Lharidon possédoit également & pour laquelle il n'y avoit point eû d'acquiescement au retrait.

Les lettres de restitution de Vincent Lharidon n'eurent pour objet que de faire annuler le consentement des héritiers de Catherine Cevaër. Il en fut debouté & ses appellations furent mises au néant. Ainsi suposant que la Cour se fût déterminée par la fin de non-recevoir, pour ce qui concernoit la portion des héritiers de Catherine Cevaer, il est certain que pour celle d'Elizabeth Roland, la confirmation de la Sentence qui en jugeoit le retrait fut déterminé par le seul mérite du fonds. Or cet Arrest a d'autant plus de force que l'espèce étoit absolument semblable, & que Vincent Lharidon faisoit toutes les mêmes objections que font aujourd'hui les apellans.

Par Arrest du 6. Aoust 1737. à la II. des Enquêtes au raport de Mr. de la Motte Jacquelot l'appellation a été mise au néant avec amende & depens.

6. Aoust
1737.

14. Le motif de quelques Juges a été que l'afféagiste étoit propriétaire incommutable, ne pouvant être évincé par les lignagers du Seigneur suivant l'art. 312. ni même par ses créanciers, parce que le fêage n'est pas proprement une aliénation, & qu'en tout cas les créanciers ne pourroient s'opposer que sur les deniers d'entrée, enforte que la propriété resteroit toujours à l'afféagiste.

Cette dernière proposition paroît trop générale; car doit-on autoriser un Seigneur à afféager son Domaine à la perte de ses créanciers? S'ils étoient en général non-recevables à évincer un afféagiste, ils ne pourroient attaquer le fêage du meilleur Domaine fait à la charge de la plus modique rente, ou même à simple obéissance: un débiteur pourroit ainsi afféager tout son Domaine; & l'hypothèque des créanciers seroit perdue ou réduite presque à rien.

Mais si l'afféagiste n'est pas Propriétaire incommutable à l'égard des Créanciers du Seigneur, quel motif donnera-t-on à l'Arrêt que je viens de rapporter & à celui de 1735. qui est rendu dans les mêmes circonstances? Comment les concilier avec l'article 298. de la Coutume qui exige une propriété irrevocable pour enramager l'héritage? D'Argentré dit véritablement sur l'art. 284. de l'ancienne Coutume que le fils d'un acquereur peut retirer l'héritage que son pere a revendu sans en être approprié. Mais il dit sur le même article que le parent d'un acquereur qui a ensuite revendu l'héritage ne peut exercer le retrait s'il n'est descendu de cet acquereur; & il paroît que les Réformateurs ont eû intention de rejeter ces deux opinions, en décidant expressément par l'art. 298. que l'héritage est enramagé à l'égard des parens de l'acquéreur quoiqu'ils ne soient pas descendus de luy, pourveu qu'il soit approprié & fait Seigneur irrevocable. Cette condition est expresse & trop générale pour qu'on puisse la limiter.

Pour concilier ces deux Arrêts de 1735. & de 1737. avec les véritables principes, ne pourroit-on pas dire que l'esprit & le motif de l'art. 298. ont été qu'un héritage ne peut être en même tems enramagé dans les familles du vendeur & de l'acquéreur, & qu'il ne peut être enramagé dans

dans celle de l'acquéreur que lorsqu'il a cessé de l'être dans celle du vendeur? Si l'on admet ce principe, l'art. 312. suffira pour justifier la décision des deux Arrêts. Car cet article ayant décidé que le retrait n'a point lieu en pur fêage noble, il est certain que le seul contrat de fêage éteint tout le droit que les parens du Seigneur avoient de retirer l'héritage en cas d'aliénation, & que par là l'héritage cesse d'être enramagé dans sa famille.

6. Aoust
1737.

Deux autres espèces pourroient servir à confirmer cette explication & la conséquence qu'on en a tirée. On fait sur les propres d'un mari l'affiète des propres aliénez de sa femme. Cette affiète prive les parens du mari de tout droit de retrait pour l'héritage qui est subrogé à la place du propre aliéné de la femme. Mais elle n'est pas propriétaire incommutable vers les Créanciers du mari qui peuvent exercer leurs hypothèques si elles sont antérieures à celles de la femme. Cependant si la femme aliène l'héritage sans en être apropiée, dira-t-on que les parens, dans l'estoc du propre aliéné auquel cet héritage a été subrogé, ne soient pas recevables au retrait, sur le seul pretexte que le mari peut avoir des Créanciers antérieurs à sa femme?

La seconde espèce est d'un acquereur qui a possédé plus de 30. ans sans s'être apropié. Le droit de prémesse qu'avoient les parens du vendeur est éteint par cette possession. Ne doit-on pas dire qu'une possession qui suffit pour faire cesser le lignage & le ramage dans une famille, est suffisante pour l'introduire dans une autre? Il semble que l'un est nécessairement la suite de l'autre. Cependant cette possession de 30. ans ne suffit pas pour donner la propriété incommutable; & si l'acquéreur tient son droit à *non Domino*, il ne peut être en sureté que par la possession de 40. ans. Ainsi il faudroit décider, contre le sentiment général, qu'une possession de 30. ans ne suffiroit pas pour enramager l'héritage, ou bien l'on doit admettre en général que dans le moment que l'héritage cesse d'être enramagé dans la famille de celui qui l'aliène, cet héritage est enramagé dans la famille de celui à qui il est transporté.

CHAPITRE XLVIII.

Lettres de relief de Noblesse accordées par Mr. le Duc de Lorraine à un homme, né son sujet, mais établi en France depuis plus de 40. ans, jugées valables, sans lettres de confirmation du Roy.

22. Août
1737.

JAY rapporté dans le premier Volume Ch. LXXXIII. un Arrest du 30. Juin 1733. par lequel le sieur Saulnier de Cugnon fut débouté de la taxe de Gentilhomme. La Cour n'examina point alors la question de sçavoir, si Mr. le Duc de Lorraine pouvoit donner des lettres d'annoblissement ou de réhabilitation à un homme, né son Sujet, mais qui depuis 1692. avoit toujours eû son domicile en France, dans un état de dérogeance qui auroit exigé des Lettres de réhabilitation suivant la Coutume du lieu de sa naissance. Comme le sieur Saulnier n'avoit point fait enregistrer ses Lettres de relief ou réhabilitation à la Cour Souveraine de Lorraine, quoiqu'elles y fussent adressées, le Parlement s'attacha uniquement à cette omission d'une formalité essentielle, qui parut suffisante pour rendre les Lettres sans effet.

Depuis cet Arrest, le sieur Saulnier obtint le 23. Novembre 1735. de nouvelles Lettres Patentes de Mr. le Duc de Lorraine, qui furent enregistrées à la Cour Souveraine de Lorraine & à la Chambre du Conseil & des Comptes de Bar. En conséquence de ces Lettres Patentes est intervenu l'Arrest confirmatif de la Noblesse du sieur Saulnier, par lequel il a été jugé en point de droit, qu'un étranger, domicilié du Royaume depuis plus de 40. ans, peut obtenir du Souverain dont il est né Sujet, des Lettres de réhabilitation de Noblesse, & que ces Lettres ont leur effet en France, sans qu'il soit besoin de Lettres de confirmation de S. M. Voici les termes de cet Arrest rendu au rapport de Mr. Marest en la Première Chambre des Enquêtes le 22. Août 1737.

LA COUR faisant droit sur le tout, ayant égard aux Lettres Patentes données le 2. Août 1720. par Leopold Duc de Lorraine & de Bar, & par François aussi Duc de Lorraine & de Bar, le 23. Novembre 1735. aux Arrests de la Chambre du Conseil & des Comptes du Duché de Bar des 29. Août 1720. & 9. Decembre 1735. & de la Cour Souveraine de Lorraine & Barois, a maintenu ledit Saulnier de Cugnon en la qualité d'Ecuyer & en toutes autres lui accordées par lescdites Lettres pour en jouir selon leur forme & teneur.

Cha. XLVIII

22. Août
1737.

C H A P I T R E X L I X.

L'Intimé dans l'apel d'une liquidation de dépens faite par un juge inférieur, est obligé de communiquer à l'Apellant le mémoire, sur lequel la liquidation a été faite avec les pièces au soutien, pour le mettre en état de croiser au particulier.

ENTRE Maître Martin Lieutaud Procureur au Siège Royal de Ploërmel, & Demoiselle Julienne Riquel son épouse, apellans de Sentence renduë en la Jurisdiction Royale de Ploërmel le 19. Août 1732. & d'expédition de requête du 20. Juillet 1733. & en adhérant par requête du 7. May 1737. de Sentence renduë en ladite Jurisdiction de Ploërmel le 27. Avril 1731. & demandeurs en requêtes des 9. May & 2. Août 1737. Maître Alexis Baconniere Procureur, d'une part; & Rodolphe Toussaint & Demoiselle Marie-Anne Gaillard autorisés de Maître Guillaume Graverand leur curateur, héritiers purs & simples de feu Demoiselle Marie-Louïse Maillard leur mere, veuve & communière en premieres nôces de feu Armel Gaillard vivant Sr. de Kbertin, & épouse en secondes nôces dud. Sr. Guillaume Graverand; & led. sieur Graverand veuf & communier de ladite défunte Demoiselle Marie-Louïse Maillard en privé nom, & ayant tous repris l'instance au lieu & place de ladite défunte Maillard intimés & défendeurs;

11. Decem-
bre 1737.

11. Decem-
bre 1737.

Ledit Baconniere a dit que ses requêtes des 9. May & 2. Août 1737. tendent à ce qu'il lui soit décerné acte de sa déclaration de vouloir croiser au particulier la liquidation des dépens faite par la Sentence du 27. Avril 1731. & pour être en état de régler ses croix, il a demandé que les parties de Kgrist eussent été condamnées de lui communiquer le mémoire sur lequel ladite liquidation avoit été faite & les pièces au soutien : que ces conclusions étoient justes, l'apel étant une voye réglée pour parvenir à la réformation des condamnations injustes; que celle dont il se plaint est infiniment excessive. Inutilement elles diroient pour se défendre de faire cette communication que l'art. XXXIII. du titre 31. de l'Ordonnance de 1667. deffendant de fournir des déclarations des dépens dans les Jurisdictions inférieures, on n'a point été dans l'obligation de fournir un mémoire, parce que si l'Ordonnance a eû pour objet d'épargner des frais aux Parties, elle ne les a pas pour cela dispensées de présenter aux Juges un mémoire sur papier commun, contenant l'articulement des frais qu'elles prétendent, auquel elles ont dû attacher les pièces au soutien. C'est ainsi qu'on en use dans tous les Tribunaux, & même à la Cour, lorsqu'elle se porte à liquider les dépens par le même Arrest qui en prononce la condamnation, & on ne peut pas dire raisonnablement que les liquidations de dépens se puissent faire autrement. Il n'est donc pas douteux que la liquidation dont il s'agit a été faite sur un mémoire : la communication en est dûë, dès-là que la Partie de Baconniere a déclaré vouloir croiser au particulier qui est la voye indiquée par l'Ordonnance contre les liquidations de dépens dont on veut se plaindre. L'offre des Parties adverses de communiquer seulement leurs procédures est insuffisante, parce que les Parties de Baconniere qui querellent la liquidation, ne doivent pas faire l'articulement de la valeur des procédures des Parties adverses : elles l'ont fait ou doivent le faire, afin de mettre les Parties de Baconniere en état de proposer leurs justes

diminutions par les voyes leur prescrites par l'Ordonnance. Par ces raisons ledit Baconniere a persisté à ses conclusions.

Chap. XLIX.

11. Decem-
bre 1737.

Ledit Rigadou a dit que les requêtes dudit Baconniere n'étoient pas admissibles, cela étoit contraire à l'article XXXIII. du titre des dépens de l'Ordonnance de 1667. qui défend de fournir aucun état de dépens, & qu'ainsi il n'en avoit aucun à donner, qu'il offroit seulement de représenter les pièces, sauf audit Baconniere à faire un mémoire ainsi qu'il le jugeroit à propos, & qu'il étoit même contre la Jurisprudence de changer la face d'une affaire, & de faire un procès de Commissaires qui étoit à l'ordinaire.

LA COUR après avoir ouï Baconniere le jeune & Rigadou Substitut de Kgrist Procureur, faisant droit dans les requêtes de Baconniere des 9. May & 12. Aoust 1737. lui a décerné acte de sa déclaration de vouloir croiser au particulier, en conséquence a condamné les Parties de Kgrist de fournir un mémoire au soutien de la liquidation faite par la Sentence du 27. Avril 1731. & de communiquer à Baconniere les pièces au soutien dudit mémoire pour ledit Baconniere croiser les articles, ainsi qu'il verra l'avoir à faire.

V. Le Règlement du 23. Février 1739.



CHAPITRE L.

La caution du prix d'un Office qui a payé la Paulette, sur le défaut de l'Officier de la payer, a droit d'exiger de luy le remboursement de ce qu'il a coûté pour ce payement en principal & frais.

SOMMAIRE.

- | | |
|---|--|
| 1. 5. Explication des art. 191. & 192. de la Coutume. | 4. 7. Obligation du Propriétaire d'un Office, débiteur du prix, vers ses cautions. |
| 2. 9. Edit du 21. Decembre 1604. | 6. Quand il y a novation d'acte? |
| 3. 8. Sentiment de Loyseau. | |

22. Janvier
1738.

LE 30. Janvier 1721. Maître Estienne Padiolleau acquit l'Office de Procureur au Présidial de Nantes que possédoit Maître Rebion, pour la somme de 5500. livres, sous le cautionnement de Demoiselle Elizabeth Gabori veuve du sieur Poisson. Mais elle ne fit que prêter son nom à Demoiselle Jeanne Jourdanot, veuve du sieur Brisson que Padiolleau épousa peu de tems après, & qui ne voulant pas que son nom parût dans le contrat, donna une indemnité du cautionnement.

Il fut stipulé que le prix ne seroit payé qu'après deux ans sans interests, & que si, à l'expiration du terme, le denier 20. étoit permis, l'acquéreur ne payeroit que 500. liv. & pourroit retenir le surplus à titre de constitution.

Le 8. Avril 1723. Padiolleau paya 500. liv. & obtint un nouveau délai de deux ans, avec la même clause conditionnelle de constitution en cas que le denier 20. fût permis. Le vendeur reserva en même tems tous ses droits vers la caution suivant le contrat de 1721.

La permission de constituer des rentes au denier 20. ayant été accordée par l'Edit de 1725. Padiolleau demeura débiteur de la somme de 5000. liv. à titre de constitution. Il fut poursuivi par les héritiers de Rebion pour le

payement des arrerages ; & ils obtinrent contre lui deux Sentences en 1732. & 1734.

Chapitre L

La Paulette ayant été établie depuis le contrat de 1721. Padiolleau ne l'acquitta point. Le 6. Decembre 1734. les sieurs Briffon & conforis, enfans & héritiers de la Demoiselle Jourdanot, le sommerent de la payer ; & faute à lui de le faire, ils la payerent le 31. du même mois & l'année suivante, après y avoir été admis par des Ordonnances des Généraux des Finances.

22. Janvier
1738.

Le 7. Janvier 1736. ils assignerent Padiolleau pour leur rembourser ce qu'il leur avoit coûté pour le droit de Paulette & pour frais. Par Sentence du 6. Mars Padiolleau fut condamné ; & il a relevé apel de cette Sentence.

Moïens d'apel de Maître Padiolleau.

1. Les intimez s'allarment mal à propos. Leur indemnité ne subsiste plus, suivant l'art. 192. de la Coutume, faute à la caution d'avoir sommé le créancier de se faire païer dans le tems marqué par le contrat, & de païer lui-même la Paulette. D'ailleurs le cautionnement même ne subsiste plus, parce que le traité du 8. Avril 1723. emporte novation d'acte.

Outre ces raisons, il est certain que si un Créancier ou une Caution peut payer la Paulette en acquit du débiteur, & si ce payement opère une préférence sur le prix, en cas de vente de l'Office, l'on ne doit pas conclure que ce remboursement puisse être exigé personnellement vers le Propriétaire de l'Office pendant qu'il le possède.

2. L'Edit du 21. Decembre 1604. porte que le payement du droit de Paulette doit être purement volontaire. C'est donc contrevenir à cet Edit que d'user de contrainte, pour le remboursement, vers l'Officier dont on a voulu conserver l'Office en payant la Paulette pour luy.

L'on peut bien, suivant le sentiment des Jurisconsultes & la jurisprudence des Arrests, payer la dette d'autrui, pourvu qu'on fasse sa condition meilleure ; mais cela n'est plus permis, & un tel payement n'a rien de favorable, s'il

22. Janvier
1738.

tend à rendre plus dure la condition du débiteur.

Or en payant la Paulette pour un Officier qui n'a pas intention de la payer lui même, & en le forçant de la rembourser, c'est rendre plus mauvaise la condition de ce prétendu débiteur. Ainsi un tel paiement ne doit pas être autorisé; ou en tout cas le remboursement n'en doit pas être exigé personnellement.

En effet un Officier revêtu d'une Charge sujette à la Paulette ne doit pas être regardé comme un débiteur à raison de cette imposition, puisqu'il n'est pas obligé de la payer : ou pour mieux dire, puisqu'il ne doit rien. Le Créancier ou la caution, qui par une précaution scrupuleuse acquitte la Paulette, ne fait ce paiement que pour sa propre utilité : l'Officier n'en reçoit lui même aucun avantage ; donc l'action afin de remboursement, appelée en droit *negotiorum gestorum*, n'a point de lieu dans cette occasion ; attendu qu'elle ne peut s'exercer que pour le paiement d'une dette véritable, légitime & actuellement exigible.

3. L'Edit de la Paulette ne fut pas plutôt rendu, qu'il donna matière à la question dont il s'agit aujourd'hui, comme on l'apprend de Loyseau, dans son *Traité des Offices Livre 2. Chapitre 10. nombre 40. & suivans.*

» Supposé donc, dit-il, que le paiement du droit annuel puisse être fait par un tiers, comme aussi c'est le droit commun de la France que les Créanciers pour l'assurance de leur dette peuvent user des droits, & exercer les actions de leurs débiteurs, c'est une belle question si l'Officier endetté n'ayant point voulu payer le droit annuel, son Créancier qui l'aura païé pour lui, contre son gré, le pourra répéter de lui, notamment à l'égard des années qu'il n'aura rien servi.

» Il semble d'abord, continue Loyseau, qu'il n'y a guere de raison de vouloir accroître les dettes de l'Officier de cet argent perdu qui a été exposé sans son mandement ; de sorte qu'il ne peut être répété *actione mandati, sed neque etiam negotiorum gestorum* ; qui n'a lieu que quand le négoce a été géré utilement ; aussi qu'il n'a été exposé par le Créancier, que pour son propre in-
» tereft

» tereft, & non pas pour faire les affaires de l'Officier,
 » qui étant infolvable n'a que fa vie en ce monde, com-
 » me on dit, & partant il lui étoit plus utile de ne point
 » payer le droit annuel, qu'en s'endettant d'avantage, con-
 » server son Office, non pas à ses héritiers, mais à ses
 » Créanciers. Si au contraire il étoit solvable en ses autres
 » biens outre son Office, pourquoy fans son consentement
 » le veut-on obliger à ce que le Roy a rendu à sa volonté,
 » & lui faire acheter par force un privilège à lui inutile à
 » l'apetit de la vaine crainte d'un Créancier ?

22. Janvier
1738.

» Non-obstant ces raisons (c'est toujours Loyseau qui
 » parle) l'équité semble fort aparente au contraire. Car
 » puisque chacun reconnoît notoirement la Paulette être
 » si utile, qu'en deux ans elle a fait augmenter du tiers le
 » prix des Offices, pourquoy sera-t'on si indulgent à la ma-
 » lice d'un homme perdu, qui n'a aucun souci de paye-
 » ment de ses dettes ni de l'acquit de sa conscience, que
 » de lui laisser négliger ce bon ménage ? Je sçay que ce
 » seroit chose rude de le forcer à la payer luy-même, qui
 » possible n'en a pas le moïen. Mais pourquoi un Créan-
 » cier favorable, comme par exemple un fidéjusseur gra-
 » tuit, qui voit que si l'Office est perdu, il sera ruiné pour
 » la dette de l'Officier, ne le sommerait-il pas, ou bien de
 » le décharger de sa fidéjussion, ou bien de conserver son
 » assurance qui est l'Office par le paiement de la Paulette ;
 » ou en tout cas, s'il ne le veut payer, de consentir qu'il
 » la paye pour luy, ce qu'ayant fait pour un bon ménage,
 » seroit-il raisonnable que pour avoir cautionné son ami,
 » il perdît son argent.

Après avoir ainsi balancé les raisons pour & contre sans
 prendre de parti, Loyseau se détermine, & voici qu'elle
 est sa décision. » Certainement cette question, outre qu'elle
 » est toute nouvelle, est d'ailleurs si épineuse & si difficile
 » que je ne m'y puis resoudre tout à fait. Je dirai bien
 » qu'un Créancier de rente constituée ny seroit pas fondé,
 » pour ce que le paiement de la Paulette seroit une sur-
 » charge au débiteur de la rente, ce qui ne peut être, ni
 » pareillement un Créancier à terme ou condition non

» échûë, pour ce qu'on ne peut, à mon opinion, conclure con-
» tre l'Officier, sinon alternativemet ou qu'il paie la dette, ou
» qu'il assure l'Office. Or est-il qu'auparavant l'échéance on ne
» peut demander le payement. Mais ceux qui ont fait à
» l'Officier un prêt ou fidéjussion gratuite, & tous autres
» Créanciers favorables, sont fondés, ce me semble, à paier
» la Paulette après sommation, & l'aïant payée a répéter
» ce payement contre l'Officier n'étant mort dans l'an. Sur
» tout je ne fais point de doute que l'Office aïant été con-
» servé par tel payement, celui qui l'a fait ne doive in-
» distinctement être préféré sur le prix d'icelui, non-seule-
» ment sur l'année en laquelle l'Officier est décédé, mais
» aussi pour les précédentes, *quia salvam fecit pignoris causam*.

Suivant le sentiment de Loyseau il est évident que le Créancier ou la caution, qui a payé la Paulette en acquit de l'Officier, ne peut acquérir pour son remboursement qu'une préférence sur le prix de son Office. Car quoyqu'il semble dire d'abord que le remboursement puisse être exigé vers l'Officier, le payement ayant été fait en son acquit après sommation, cependant ce n'est pas sur cela que Loyseau se détermine. Il ne raporte même cette opinion que comme probable; mais prenant ensuite un parti affirmatif, il décide pour la préférence sur le prix de l'Office seulement : c'est à quoy il fixe son sentiment.

Si l'action personnelle pouvoit avoir lieu dans cette espèce, & si l'Officier pouvoit être tenu de rembourser réellement la Paulette payée par ses cautions, il s'ensuivroit qu'une imposition, volontaire dans son principe, deviendroit obligatoire, puisqu'il n'y auroit pas un Créancier ni une caution, qui, après avoir payé cette taxe pour la conservation de son interest, n'exercât vers les Officiers les dernières contraintes, pour exiger le remboursement de ce qu'ils auroient payé pour la conservation de leurs Offices.

Ainsi cette cause n'est pas seulement celle de l'appellant; c'est celle de tous les Officiers du Royaume, sujets au droit de Paulette, qui ont des Créanciers ou des Cautions sur le prix de leurs Offices. Le droit de Paulette seroit toujours à la vérité volontaire à l'égard de Sa Majesté,

mais il deviendrait forcé par rapport aux Créanciers ou aux Cautions, si la prétention des Intimés étoit autorisée; de sorte qu'il n'y auroit plus de liberté pour le payement de cette imposition.

22. Janvier
1738.

4. Les intimés objectent que la condition des Cautions est favorable; & pour preuve de cette proposition ils ont cité tout le Code & le Digeste au titre *de fidejussoribus*: mais ces citations sont inutiles.

L'appellant avoue que la condition des Cautions est favorable, & il a toujours consenti que les Intimés eussent une préférence sur le prix de son Office pour leur remboursement, quand cet Office sera vendu avant ou après son décès; mais à l'égard de l'action personnelle, il soutient qu'elle n'est pas recevable; & c'est à quoy les intimés n'ont pu trouver de réponse.

Leur prétention est d'autant moins favorable, que lors du contrat de l'appellant la Paulette n'étoit pas encore établie sur les Offices de Procureurs, & que l'on ne peut pas dire par conséquent que l'intention du vendeur & celle des cautions ait été que l'appellant eût satisfait à cette imposition, ni qu'il ait trompé leur attente en n'y satisfaisant pas.

Il peut soutenir au contraire, que c'est lui-même qui a été trompé, puisqu'ayant acheté un Office héréditaire & libre de toute imposition, il se trouve aujourd'hui que cet Office n'est plus qu'un titre casuel dont l'hérédité n'est que conditionnelle & incertaine. En un mot, la nature de cet Office est changée depuis qu'il en a été revêtu, de sorte que l'appellant est en droit de dire qu'en ne payant pas la Paulette il ne contrevient point aux conditions de son contrat, puisqu'elles ne l'y assujettissent pas.

Il peut même ajouter qu'il y a de l'injustice aux intimés à vouloir l'obliger de leur rembourser ce qu'ils ont payé pour cette imposition, puisqu'ils n'ont fait ce payement que pour la conservation de l'hypothèque du Créancier. Seroit-il juste que pour rendre la condition de ce Créancier meilleure, celle de l'appellant en devint plus mauvaise?

Enfin les intimés se trompent, en disant que cette obligation est de droit & qu'il n'étoit pas nécessaire de les exprimer. La comparaison qu'ils ont faite du droit de Paulette, avec les autres taxes auxquelles les Offices venaux sont sujets, n'est pas juste. Il n'en est pas des taxes nécessaires & forcées comme de celles qui sont purement volontaires. Les premières doivent être nécessairement acquittées par le titulaire de l'Office; & il ne pourroit en surcharger ses vendeurs sans une stipulation expresse; mais à l'égard des impositions volontaires, telle que le droit de Paulette, le titulaire ne peut être tenu de les acquitter; & si les vendeurs de l'Office ou les Cautions pouvoient l'obliger de le faire, ce ne seroit qu'en vertu d'une stipulation particulière, qui n'a point été faite par les traités de 1721. & 1723. & à laquelle on ne pouvoit pas même penser, les Charges de Procureurs n'étant point encore sujettes à la Paulette, lorsque l'appellant acquit celle de Rebion.

Réponses des Intimez.

5. L'article 192. de la Coutume que l'appellant cite n'est pas dans sa juste application. Il est vrai que cet article porte que *si le plége, le tems de payer échû, fait sommation au Créancier de se faire payer sur le débiteur, & que depuis cette sommation par le défaut & demeure du Créancier, les biens du débiteur fussent tournez autre part, le plége n'en est tenu, & demeurera quitte.* Mais cet article s'explique par le précédent qui porte que, *si le Créancier ne fait pas de nouveau contrat, mais qu'il prolonge seulement le terme au débiteur, le plége ne sera pas pour ce déchargé & quitte de la plévine, sinon que pendant ladite prolongation le débiteur fût demeuré insolvable.*

Tel est le sens de ces deux articles : surquoy d'Argentré, art. 208. de l'ancienne Coutume glos. 2. sur les mots, *donnoit terme au débiteur*, dit aussi que *simplex termini prorogatio non eximeret fidejussorem ab obligatione, nisi interim debitor factus esset non solvendo, alioquin simplex prorogatio termini nihil derogat obligationi; nec ei adimit quidquam sed eandem continuat.*

Or puisqu'après l'échéance du premier terme de payer fixé par le contrat de 1721. le vendeur, en recevant une somme de 500. livres de l'appellant au mois d'Avril 1723. ne fit autre chose que d'accorder une simple prolongation du délai de payer, les intimés ne pourroient objecter à la veuve Poisson qu'elle fût en faute de n'avoir pas sommé le vendeur de se faire payer. Elle pourroit même répondre qu'elle ne faisoit en cela que prêter son nom à la mere des intimés, puisqu'elle en prit sur le champ une indemnité; & qu'ainsi c'étoit à la mere des intimés à prendre elle-même cette précaution, si elle la croïoit nécessaire pour sortir de l'indemnité qu'elle avoit donnée.

D'ailleurs l'objection de l'appellant est non recevable. Il a acquiescé à la Sentence de 1732. qui, en déclarant le contrat de 1721. exécutoire au nom des héritiers de Re-bion contre luy & contre la caution, a condamné les intimés vers cette caution, & a condamné l'appellant en leur indemnité générale, tant du principal que des accessoires.

6. La fin de non recevoir qui résulte de cet acquiescement rend inutile l'examen de la question de novation. D'ailleurs il est de maxime que la prorogation du terme de payer n'est pas un contrat nouveau, & que suivant le sentiment de d'Argentré, au même endroit cité ci-dessus, il faut pour une novation d'acte un changement entier du premier contrat. *Hoc ipsum conjunctim requiritur ut fiat novatio obligationis, id est, ut ab priore discedatur & nova fiat, sive rei mutatione sive personæ obligatæ sive adjectorum : hoc enim casu extinctâ priore principali, fidejussoria quoque fatiscit.*

7. Sur la question principale, c'est un paradoxe de dire que c'étoit au vendeur seul qu'il incomboit d'acquitter la Paulette, sans que ni l'acquéreur ni ses cautions en dûssent être recherchés, parce que cette taxe étoit survenue depuis le contrat. Il est de maxime au contraire que, depuis le contrat, & surtout depuis les provisions obtenues & depuis la réception de l'appellant, son Office étant devenu son propre bien, c'étoit aussi à lui seul de payer les taxes que le Roy y a imposées, & de rendre son vendeur, comme ses cautions, indemnes. Il étoit tenu de

22. Janvier
1738.

droit par la loy de son contrat vers son vendeur, puisqu'il n'a stipulé contre lui aucune obligation de le décharger des taxes qui pourroient être créées sur cet Office; & à l'égard de ses cautions il leur a promis une entière garantie des obligations où elles vouloient bien entrer pour lui.

L'appellant étant seul tenu au paiement de la Paulette, il s'ensuit que les intimés, qui, comme héritiers de leur mere, se trouvent les cautions de sa Charge, ont été en droit, non-seulement de veiller sur sa conduite, mais de lui faire sommation d'acquitter cette taxe, & sur son refus, d'obtenir permission de le faire en sa place, & ensuite d'en répéter le remboursement vers luy.

En effet si la Paulette n'étoit pas payée, l'Office périroit, en tombant aux Parties casuelles par la mort du titulaire; & ces sortes de payemens sont des entretiens absolument nécessaires, pour éviter cette perte totale. Si l'appellant, comme titulaire de sa Charge, en doit supporter toutes les taxes, & si comme débiteur du prix il en doit rendre ses cautions indemnes, suivant les clauses de son contrat, il s'ensuit qu'il doit aux intimés le remboursement des dépenses-utiles qu'ils ont faites pour une cause aussi indispensable que la conservation de son Office. *Si fidejussor multiplicaverit summam, sumptibus ex justâ ratione factis, totam eam præstabit is pro quo fidejussit. L. 45. S. 6. ff. mandati.*

Cette vérité est fondée sur deux principes certains: le premier que les Offices étant susceptibles d'hypothèques comme les autres biens, celui de l'appellant se trouve, par son contrat d'acquest, légitimement chargé de l'hypothèque spéciale & privilégiée, tant en faveur du vendeur pour sûreté du prix du contrat, qu'en faveur des cautions pour leur indemnité.

Le second, qu'à l'égard des Créanciers en général, le débiteur ne peut rien faire en fraude de leur hypothèque, soit en aliénant, ou en ne conservant pas: *gesta fraudationis causa accipere debemus, non solum ea quæ contrahens gesserit aliquis, verum etiam si forte datâ operâ ad judicium non adfuit, vel litem mori patiatur, vel à debitore non petit,*

ut tempore liberetur, aut usum fructum vel servitutem amittit. L. 3. §. 1. ff. quæ in fraud. cred. &c. C'est-à-dire que le débiteur doit conserver ses biens & ses actions pour ses Créanciers.

Chapitre L.

22. Janvier
1738.

Quant aux Cautions, il les doit rendre indemnes; & leur qualité, bornée au seul but de lui avoir fait plaisir, est en quelque sorte plus favorable que celles des autres Créanciers; parce que ceux-ci ont eu intention de profiter; au lieu que la caution s'est obligée gratuitement, pour rendre service à un ami, qu'elle n'avoit garde de présumer devoir être un jour ingrat. Ainsi quand le Créancier ou la Caution d'un débiteur infidelle conservent l'action ou le bien qu'il vouloit laisser perir, le même débiteur est tenu au remboursement des frais & des autres dépenses utilement faites à ce sujet. *Si necessarias impensas fecerim in fundum quem pignoris causâ acceperim, non tantum retentionem, sed etiam contrariam pigneratitiam actionem habebō: L. 8. de pign. act. ff.*

OBJECTION. L'appellant avouë qu'un Créancier ou une Caution peuvent payer la Paulette en l'aquit du débiteur; mais il soutient que par ce moyen, ils n'acquièrent pour leur remboursement qu'une préférence sur le prix de l'Office, lors de la vente, & qu'on ne peut quant à présent répéter vers luy personnellement, pendant sa vie & tandis qu'il sera possesseur de l'Office, les sommes déboursées à ce sujet.

C'est au soutien de cette proposition que l'appellant a cité l'Edit de création de la Paulette du mois de Decembre 1604. & le sentiment de Loyseau.

8. REPONSE. La citation de l'appellant milite contre luy; & son procédé répugnera toujours aux Loix & à la droite raison. Loyseau, en l'endroit cité, dit qu'il n'y avoit alors que deux ans depuis l'Edit de création de la Paulette, & que les Offices avoient déjà augmenté d'un tiers. Il examine ensuite la question, & se détermine à dire que le Créancier peut payer la Paulette pour le débiteur, & obliger celui-ci de luy rembourser les sommes payées, quand même les payemens seroient de-

Chapitre L. venus inutiles par la survie de l'Office.

22. Janvier
1738.

Voicy les termes de cet Auteur n. 42. " Pourquoy un
" Créancier favorable , comme par exemple , un Fidejusseur
" gratuit qui voit que si l'Office est perdu, il sera ruiné pour
" la dette de l'Officier, ne le sommerait-il pas , ou bien
" de le décharger de sa fidejussion, ou bien de conserver
" son assurance, qui est l'Office par le paiement de la Pau-
" lette; en tout cas s'il ne le veut pas payer, de consen-
" tir qu'il la paye pour lui , ce qu'ayant fait pour un bon
" ménage , seroit-il juste que pour avoir cautionné son ami,
" il perdît son argent ?

C'est à la suite de ce discours que le même Auteur ajoute la décision que l'appellant a feint de si mal entendre, & qui est que " ceux qui ont fait à l'Officier un prêt ou fidejussion
" gratuite sont bien fondés à payer pour luy la Paulette,
" après une sommation & à en repeter le remboursement ,
" encore bien qu'il n'ait rien servi. " Cette décision bien examinée est-elle en faveur de l'appellant ? Ne prouve-t-elle pas au contraire qu'il a dû, ou décharger les Intimés du cautionnement dans lequel il avoit induit leur mere, lors qu'il la recherchoit en mariage, ou bien conserver leur unique assurance, qui est son Office, par le paiement de la Paulette; qu'en un mot si, par un effet de sa malice, il n'a aucun souci, ni du paiement de ses dettes, ni de l'acquit de sa conscience, ils n'ont pas dû, de leur côté, négliger leurs droits, ni donner, par une ridicule indulgence, les mains à leur propre ruine qu'il médite; qu'il est donc juste qu'il leur rembourse ce qu'il leur en a coûté; qu'il est sans grief dans son apel; qu'enfin Loyseau l'a décidé de la sorte à l'endroit qu'il cite lui-même.

9. OBJECTION. Si la prétention des intimés avoit lieu, le paiement de la Paulette, qui n'est que volontaire, deviendroit une obligation forcée, contre les Officiers qui n'ont pas payé le prix de leurs Charges & qui les tiennent à titre de rente constituée.

REPONSE. Il est vray que le titulaire d'un Office qui ne doit rien, ni à son vendeur ni à d'autres, a la liberté, suivant l'Edit de 1604. de payer ou de ne pas payer la Paulette.

Paulette. C'est son affaire : il est maître de laisser périr son Office ; mais cette faculté n'a lieu, que quand le titulaire ne doit rien à personne du prix de sa Charge ; au lieu que quand il ne possède sa Charge, comme l'appellant, que sur la bourse, ou sous la caution d'autrui, il doit alors la conserver libre de tous facheux événements, & par conséquent payer non seulement la Paulette, mais toutes autres taxes qui pourroient survenir & entraîner la perte de l'Office faute de paiement.

22. Janvier
1738.

La raison en est aussi naturelle, que pleine d'équité ; car enfin l'acquéreur de pareil Office, dans le cas de l'appellant, s'oblige, comme lui, de rendre ses cautions indemnes ; & par ce moïen il s'engage à faire tout ce qui dépend de lui, pour procurer cette indemnité. Or la Paulette est une taxe survenue, dont le défaut de paiement donneroît une atteinte mortelle à l'hypothèque des cautions, & par conséquent au gage spécial privilégié de leur indemnité. Il doit donc la payer, ou payer le prix de sa Charge à son vendeur, pour rendre ses cautions indemnes de tous les événements ; & puisqu'il n'a pas fait ce paiement, ses cautions ont été bien fondés à le faire, pour la conservation de leurs droits, & à lui en demander le remboursement, parcequ'ils ont en cela acquitté sa propre dette, & qu'ils ont fait ce qu'il devoit faire lui-même.

En un mot le procédé de l'appellant est odieux. Il convient que ses Créanciers & ses Cautions sont bien fondés à payer pour lui la Paulette ; mais en même tems il ne veut pas qu'ils puissent lui en demander le remboursement pendant sa vie, sauf à exercer leur préférence sur le prix de sa Charge après sa mort. Il veut toujours posséder son Office sans rien payer : que lui importe que ses cautions payent pour lui après sa mort ?

Par Arrest rendu en Grand'Chambre le 22. Janvier 1738. au raport de Monsieur Guerry :

LA COUR faisant droit sur le tout, sans s'arrêter aux requêtes dudit Padiolleau, dans toutes ses appellations, tant principales qu'en adhérant, a mis & met icelles au néant, ordonne que ce dont a été appelé sortira à effet,

QQQ

C H A P I T R E L I.

Un Juge pris à partie, parce que son incompétence a caufé la réformation d'une Sentence dans laquelle il eft employé au nombre des Juges, eft non recevable à prouver par témoins, fans infcription de faux, qu'il s'étoit déporté & qu'il n'avoit point connu de la Caufe.

30. Janvier
1738.

PAR Sentence renduë au Préfidial de Vannes le 19. Avril 1735. François Lottemberg fut condamné de paier à Meflire Touffaint de Francheville fieur de Pellinec une fomme de 448. livres. Cette Sentence, très-juft au fonds, fut attaquée par incompétence, en ce qu'on y avoit employé au nombre des Juges le fieur du Limur Bourgeois, Alloüé honoraire du même Préfidial, qui étoit actuellement en procès avec Lottemberg, & dont la Caufe avoit été plaidée dans la même Audience.

Par Arrêt du premier Juin 1736. rendu à l'Audience publique de Grand'Chambre, cette Sentence fut réformée par incompétence. Le 27. du même mois le fieur de Francheville obtint fur requête la permission de prendre à partie le fieur du Limur Bourgeois, qui fut oppofant à l'Arrêt du premier Juin contre le fieur de Francheville & Lottemberg, aux perils & fortunes l'un de l'autre.

Le fieur du Limur mit auffi en caufe le fieur Renault Greffier du Préfidial de Vannes, pour le libérer de tous les événemens du procès; & le fondement de cette demande de libération fut que le fieur du Limur s'étoit déporté lors de l'évocation de la Caufe du fieur de Francheville, & qu'il étoit même contre toute vraifemblance qu'il en eût connu, puifque dans la même Audience on avoit plaidé fa Caufe contre Lottemberg.

Le fieur Renault exerça auffi fa libération contre le Sr. Senant Sénéchal de Vannes, qui avoit chiffré la Sen-

tence sans marquer le déport du fleur du Limur.

Chapitre LI.

Par requête du 14. Janvier 1738. le fleur du Limur prit des conclusions subsidiaires afin de libération contre le fleur Senant, comme ayant eû connoissance de son déport & ayant oublié de le faire marquer dans la Sentence.

30. Janvier
1738.

Plaidant à l'Audience publique de Grand'Chambre, Maître Anneix Avocat du fleur du Limur a dit, qu'il n'est pas garent de ce que le Commis du Greffe ou le Sénéchal de Vannes avoit omis de marquer son déport dans la Sentence; que l'un ou l'autre est responsable de cette omission; que la preuve par témoins contre cette erreur est recevable; qu'il offre cette preuve, qui ne tend pas à attaquer la disposition de la Sentence; que cette preuve est même toute faite par les attestations de huit Avocats & de sept Procureurs qui portent que le fleur du Limur & l'Alloüé son neveu s'étoient déportez, qu'ils n'avoient point été aux opinions, & que le Sénéchal, après avoir énoncé la Sentence, dit à haute voix au Commis du Greffe de marquer qu'ils n'en avoient pas connu: qu'il n'est pas vraisemblable que le fleur du Limur eût connu du procès de Lottemberg contre le fleur de Francheville; qu'il s'étoit déporté dans les autres Audiences, & qu'il avoit même empêché son neveu d'en connoître, quoy qu'il n'y eût contre celui-ci aucune cause de recufation; qu'il n'est pas même à présumer que les Juges du Présidial eussent voulu opiner avec le fleur du Limur dans cette cause, immédiatement après avoir donné un jugement entre lui & Lottemberg; qu'on ne peut luy imputer de n'être pas descendu du Siege lorsque la cause du fleur de Francheville fut évoquée; que par l'usage de tous les Tribunaux & du Parlement même, lorsque les Juges déportez ne président pas, & que la cause dont ils ne connoissent point ne doit pas durer pendant toute l'Audience, ils demeurent sur le Siège pour attendre les autres Causes dont ils peuvent connoître; qu'enfin la Cause du fleur du Limur est d'autant plus favorable qu'il n'assiste aux Audiences & aux jugemens des procès qu'à la priere du Corps du Présidial, ou il n'y a presque jamais un nombre suffisant de Juges, qu'il le fait

30. Janvier
bre 1738.

uniquement par zèle pour la Justice & sans aucun motif d'intérêt, puisque n'étant qu'honoraire il n'a point de part aux épices.

Maître du Parc Poullain Avocat du sieur de Francheville, a dit qu'il est mal & follement intimé dans l'opposition à l'Arrest du premier Juin 1736. qui a été rendu contre luy, dont il a même été obligé de payer les dépens à Lottemberg qui est insolvable, & contre lequel le recours seroit inutile si le sieur du Limur parvenoit à faire retracter cet Arrest; que si le sieur du Limur étoit recevable à taxer de faux la Sentence du 19. Avril 1735. en ce qu'il est mis au nombre des Juges qui avoient connu de la Cause, le sieur de Francheville ne devoit pas être la victime de la faute du Sénéchal ou du Commis du Greffe, & qu'il doit avoir une libération entière contre celle des Parties qui succombera.

Maître Droüin Avocat de Lottemberg, a dit que le sieur du Limur est expressément référé au nombre des Juges qui ont rendu la Sentence, sans qu'il soit fait mention qu'il se fût abstenu de la connoissance de la Cause. C'est donc une relation positive qu'il en connut & qu'il opina.

L'Ordonnance du mois d'Aoust 1536. donnée pour cette Province, décide en l'article 23. que les écritures publiques & authentiques font une preuve parfaite sans information. D'Argentré sur l'art. 154. de l'ancienne Coutume, observe qu'ayant été deffendu à des Notaires de rapporter des actes contraires à un Jugement pour en détruire la foy, les témoins sont encore moins admissibles. *Quod si Notariis non licet, multo minus licebit testibus.* Ainsi le sieur du Limur étant référé au nombre des Juges dans la Sentence du 19. Avril 1735. il n'est pas recevable à prouver par témoins qu'il n'eut aucune part à ce jugement.

Le sieur du Limur ne conteste pas d'y avoir assisté. Il ne demande pas à prouver qu'il se soit retiré, comme il y étoit obligé par l'art. 15. du T. des recusations de l'Ordonnance de 1667. Le fait qu'il propose n'est donc pas pertinent; & la preuve testimoniale est même non recevable, puisqu'il s'agit d'un acte judiciaire & du fait d'un

Juge dont l'art. 159. de la Coûtume deffend la preuve par témoins.

Chapitre LI

Ces maximes sont confirmées par une Jurisprudence constante. Belordeau, *Tome 2. L. 5. Controv.* 190. rapporte un Arrest qui débouta de la preuve par témoins un particulier qui soustenoit avoir formé opposition à l'endroit d'un appropriation, & que le Greffier, par malice ou autrement, n'en avoit pas chargé le Registre.

30. Janvier
bre 1738

Par un autre Arrest du 5. Juillet 1730. rapporté au Chapitre XX. du Journal du Parlement, un Créancier fut débouté de la preuve par témoins qu'avant que la chandelle allumée de grace fût éteinte, son Procureur avoit fait une enchere.

Si la preuve par témoins pouvoit être reçüe, il faudroit un commencement de preuve par écrit. Le sieur du Limur n'en apporte point : les attestations qu'il a communiquées sont extrajudiciaires, mendiées, & d'autant plus suspectes qu'elles sont postérieures de 14. mois à la Sentence. Est-il naturel de croire qu'un si grand nombre d'Avocats & de Procureurs se soient distinctement souvenus après si longtemps de ce qui s'étoit passé en une Cause où ils n'avoient aucun interest ?

Enfin la question se trouve décidée par un Arrest rendu en 1737. plaidant Maîtres Charpentier, Querard & Laceron. Le sieur Kbeso avoit obtenu une Sentence en la Jurisdiction Royale de Guerrande contre le sieur Piedargent. Le Lieutenant qui étoit incompetent se déporta; mais le déport ne fut point exprimé dans la grosse de cette Sentence, dont Piedargent releva apel comme de Juge incompetent. Le Greffier intervint dans l'apellation, avoua l'erreur de la grosse, représenta le Registre qui constatoit le déport & offrit les dépens qui avoient été faits dans l'instance de l'apellation. Neanmoins la Cour cassa la Sentence par incompetence, sur le motif que la grosse doit faire foy jusqu'à l'inscripion en faux, & condamna seulement le Greffier en la libération & aux dépens de l'intimé.

Maître le Ray Avocat du sieur Renault Greffier du Présidial de Vannes a établi les mêmes principes que Maître

30. Janvier
1738.

Droüin ; & a dit que la question est décidée par l'art. 2. du T. 20. de l'Ordonnance de 1667. qui deffend de recevoir la preuve par témoins *contre & outre le contenu aux actes, ni sur ce qui sera allegué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes.* Cette preuve doit être encore moins reçûe contre un jugement ou tout autre acte judiciaire. L'on ne doit pas moins croire ce qui se trouve sur un Registre écrit par le Greffier & signé du Juge que le raport de deux Notaires ; & si l'intérêt public exige qu'on ajoûte foy à ce que des Notaires certifient, comment ne donnera-t-on pas la même force à ce qui est émané de la Justice ?

Mais si le sieur du Limur étoit reçû à la preuve qu'il demande, il auroit tort d'imputer au Greffier l'omission d'avoir marqué son déport. Il avouë qu'il n'étoit point descendu du Siège lorsque la cause du sieur de Francheville fut plaidée. Il doit s'imputer cette contravention à l'Ordonnance. S'il s'étoit retiré, il auroit fait connoître au Greffier qu'il se déportoit ; il seroit en droit de se plaindre ; & par l'inscription en faux il pourroit rendre le Greffier responsable de l'omission de son Commis. Mais en n'observant pas ce qui est prescrit par l'Ordonnance, il a commis une faute qu'en droit on qualifie *lata culpa*, & qui assujettit l'Auteur à tous les mauvais événemens qu'elle a produits, au lieu que la faute du Commis du Greffe ne pourroit être que *levissima culpa* qui ne donne aucune voye d'action.

L'objection fondée sur l'usage de tous les Tribunaux est inutile. Cet usage contraire à l'Ordonnance est un abus ; & si le Juge qui se reconnoît incompetent ne veut pas se retirer, il doit être attentif à faire marquer son déport sur le Registre.

Enfin si la principale fonction du Greffier est d'écrire ce qui a été prononcé par le Juge, l'art. 5. du T. 26. de l'Ordonnance oblige le Juge de voir à l'issuë de l'Audience, ou au plus tard dans les 24. heures, ce que le Greffier aura redigé, de signer le plumitif & de parapher chaque Sentence. Avant la chiffrature le Juge doit examiner si tout ce qu'il a prononcé a été exactement écrit. En

signant il se charge de tous les événemens : s'il y a des omissions il en est seul responsable, & après la chiffreuse le Greffier n'est garant que des expéditions qu'il délivre.

Maître Bonamy Avocat du sieur Senant a dit, que sans entrer dans les contestations des autres Parties, il est aisé d'établir la folle intimation qu'il oppose aux requête & lettres de commission du sieur Renaut ; qu'étant reconnu par le sieur du Limur que le sieur Senant avoit averti le Commis du Greffe de marquer le déport, il avoit rempli tout ce qui étoit de son ministère ; qu'on ne peut luy imputer l'omission du Commis ; que le devoir d'un Juge, en chiffrant les Audiences, se borne à examiner le dispositif des Jugemens ; qu'il n'est pas obligé d'examiner, lors de cette chiffreuse, quels Juges ont assisté à chaque Cause ; que ce détail seroit même impraticable ; & que les omissions de cette nature ne peuvent être imputées qu'au Greffier ou au Juge même qui s'est déporté.

Par Arrest du 30. Janvier 1738. conforme aux conclusions de Maître Bertin Substitut de Mr. le Procureur Général :

LA COUR faisant droit sur le tout, sans s'arrêter aux requêtes & lettres de commission dudit Limur des 11. & 12. Juillet 1736. afin d'opposition à l'Arrest du premier Juin 1736. 19. & 23. Decembre 1736. vers le Greffier de Vannes, ni à sa requête du 14. Janvier 1738. dont il est debouté & condamné en l'amende de 150. livres, moitié au Roy & moitié ausdits de Francheville & Lottemberg, aiant aucunement égard à celles dudit Pellinec de Francheville, a déclaré ledit du Limur bien intimé & pris à partie, en conséquence l'a condamné d'acquitter, libérer & indemniser ledit de Francheville des dépens énoncés contre luy par l'Arrest du premier Juin 1736. même en ses dépens personels avant ledit Arrest ; & dans les requête & lettres de commission dudit Renaut Greffier du 14. Janvier 1737. a déclaré ledit Senant mal & follement intimé ; aiant aucunement égard aux requêtes deldits de Francheville & Lottemberg des 26. Mars 1737. & 11. Janvier 1738. & en leurs requêtes verbales,

30. Janvier
1738.

ensemble en celles desdits Senant & Renault, condamne ledit du Limur aux dépens vers toutes les Parties, tant en demandant que deffendant, actifs & passifs.

C H A P I T R E L I I.

Règlement sur la perception de la Dîme en cas de changement de surface.

Le Décimateur ne peut exiger la Dîme des Fruits non Décimables substituez aux fruits décimables, si le changement de surface n'excède point la quatrième partie des terres labourables.

Lorsque le changement de surface excède le quart, le Décimateur ne peut lever la Dîme que sur l'excédant.

Le Chanvre, Fruit décimable suivant l'usage du Canton par le Recteur seul, étant substitué aux fruits dont il partage la Dîme avec d'autres Décimateurs, ils ne peuvent se plaindre contre le Recteur du changement de surface, quelque considérable qu'il soit.

11. Mars
1738.

DANS la Paroisse de Trefumel le Recteur, les PP. Benedictins de Lehon, & le sieur Tirel partagent la Dîme de toutes sortes de Grains; & le Recteur a seul la Dîme sur les Chanvres.

Dans tous les tems on a semé dans cette Paroisse des Lins & des Chanvres, indifféremment dans les Jardins & Courtils & dans les Champs, sans que la Dîme ait jamais été levée sur les Lins.

Le 5. Juin 1735. les Benedictins & le sieur Tirel dénoncerent au Général de la Paroisse qu'ils percevroient la Dîme sur les Lins & les Chanvres qui seroient semez hors des Jardins clos & joignans les maisons. Mais les Paroissiens n'eurent aucun égard à cette dénonciation; ils continuèrent de paier la Dîme des Chanvres à leur Recteur; & ils cuëillirent le Lin sans payer & sans offrir la Dîme.

Le 24.

Le 24. Janvier 1736. les Benedictins & le sieur Tirlé présentèrent au Présidial de Rennes une requête par laquelle ils exposèrent que s'ils n'avoient point cueilli la Dîme sur les Lins & les Chanvres, c'étoit parce que les Paroissiens n'en semoient que dans les Jardins clos & joignants leurs maisons, mais que depuis les dernières années ils reservoient leurs Jardins à d'autres usages, & semoient en très-grande quantité des Lins & des Chanvres dans les terres où ils ne semoient auparavant que des bleds & d'autres grains décimables.

Cinquante-six Paroissiens ayant été assignés sur cette requête, le Général de la Paroisse intervint & prit le fait & cause pour eux. Il déclara que la Dîme des Chanvres appartenoit au Recteur, qui intervint aussi pour la conservation de ses droits, sans vouloir prendre party contre ses Paroissiens.

Le Général soutint que la Dîme des Lins n'avoit jamais été levée, quoyqu'on en eût toujours semé hors des Jardins & Courtils; que le changement de surface n'étoit pas assez considerable pour donner lieu à une nouvelle Dîme; que ceux qui semoient le plus de Lin en semoient au-dessous d'un demi journal, parce qu'ils n'en faisoient aucun commerce & qu'ils ne le semoient que pour leur usage; que ce qui pouvoit être semé, abstraction faite des Jardins, ne composoit pas la neuvième partie de la Paroisse, au lieu que pour donner lieu à une nouvelle Dîme, il falloit au moins un changement de surface du quart de la Paroisse; qu'enfin presque tous ceux qui semoient des Lins dans leurs Champs semoient dans leurs Jardins des Grains décimables; que les Décimateurs étoient suffisamment dédommages par là, qu'ils avoient même la Dîme du Bled-noir qu'on sème après la recolte des Lins qui se fait au mois de Juin, n'y aiant point dans la Paroisse d'autres Lins que les Lins d'Hyver.

Les Décimateurs ne contestèrent point les principaux faits qui servoient de fondement aux défenses du Général. Ils soutinrent que la Dîme étoit généralement due de tous les fruits que la terre produit. Mais le Général aiant mis le 30. Janvier 1737. un incident, afin d'aveu ou de

R R R

11. Mars
1738.

11. Mars
1738.

contestation positive sur l'usage immémorial de semer des Lins dans quelques parties des terres labourables, & sur le maintien que le changement de surface n'étoit pas du neuvième, les Décimateurs répondirent qu'ils avoient suffisamment contesté le fait de la possession, puisqu'ils avoient soutenu que les Paroissiens ne s'étoient mis que depuis peu de tems dans l'usage de semer du Lin hors des Jardins & Courtils.

Sur le changement de surface, ils dirent que le changement, quel qu'il soit, suffit pour assujettir le Propriétaire à la Dîme des fruits qu'il substituë dans la place des fruits décimables.

Le Général voyant que les Décimateurs ne vouloient point s'expliquer sur le fait du changement de surface, il fit rapporter par deux Notaires un procès verbal des terres labourables de la Paroisse & de ce qu'il y en avoit d'ensemencées en Lin. Ce procès verbal portoit que sur 613. journaux & 7. sillons de terres labourables, il n'y avoit que cinq journaux & demi ensemencez de Lin; au lieu que dans l'articulément fait par la première demande des Décimateurs, ils disoient que l'année précédente on en avoit semé dans 24. Journaux de terres labourables.

Par Sentence du premier Mars 1737. sans s'arrêter à l'incident du Général de la Paroisse du 30. Janvier, ni à un autre incident du 14. Février qui étoit la répétition des faits soutenus par le premier & dont il offroit la preuve, il fut condamné de paier la Dîme des Lins & Chanvres qui seroient semez dans toute l'étendue de la Paroisse hors les Jardins & Courtils adjacens des maisons; sur l'intervention du Recteur, il fut ordonné qu'il auroit seul la Dîme des Lins & des Chanvres dans les terres noales, & que la Dîme des Lins & des Chanvres, qui se feroient hors des Courtils, Jardins & Noales, seroit partagée tiers à tiers entre les Codécimateurs, comme celle des autres fruits décimables.

Le Général a interjetté apel de cette Sentence contre les Bénédictins & le sieur Tirel, & même contre le Recteur en ce qu'il est autorisé par cette Sentence à cueillir le

tiers de la Dîme des Lins, quoiqu'il eût reconnu qu'elle n'étoit pas dûë.

Le Recteur a aussi relevé apel, en ce que cette Sentence le prive des deux tiers de la Dîme des Chanvres & les donne aux Codécimateurs.

11. Mars
1738.

Moiens d'apel du Général de la Paroisse de Trefumel.

- | | |
|---|--|
| <p>1. <i>La Coûtume & l'Usage des lieux font la regle pour la perception de la Dîme. Ordonnance de Philippes le Bel.</i></p> <p>2. <i>Application de cette Ordonnance au changement de surface.</i></p> <p>3. 6. 11. 18. <i>Jurispudence du Parlement de Bretagne sur le changement de surface.</i></p> <p>4. 8. <i>En quel cas les Décimateurs peuvent se plaindre du changement de surface, & exiger la Dîme sur les fruits substituez ?</i></p> <p>5. 17. <i>Edit de 1657. sans exécution.</i></p> | <p>7. <i>Jurispudence du Parlement de Normandie.</i></p> <p>9. 19. <i>Autoritez.</i></p> <p>10. 16. <i>Arrests du Parlement de Paris & du Conseil.</i></p> <p>12. <i>Quand la Dîme d'une espece de fruits doit être regardée comme insolite ?</i></p> <p>13. <i>Examen de l'Arrest de Ploüiasne.</i></p> <p>14. <i>Réponses aux citations du Droit Civil & du Droit Canonique.</i></p> <p>15. <i>Discussion des autoritez & des Arrests citez par les Décimateurs.</i></p> |
|---|--|

1. **M**AISTRE Bonamy Avocat du Général de la Paroisse de Trefumel a établi d'abord la maxime qu'il n'est point permis aux Décimateurs de passer les bornes de la Coûtume & de l'usage des lieux dans la perception des Dîmes. Ce principe est fondé sur la fameuse Ordonnance de Philippes le Bel, si connue dans les Tribunaux sous le nom de la Philippine. Elle enjoint aux Juges d'arrester les exactions nouvelles que les Ecclesiastiques entreprennent principalement sous prétexte de Dîmes.

Senescallus, ad requisitionem Consulium locorum quorumcumque, deffendat ipsos Consules, & Universitates, & singulos à novâ impositione servitutis faciendâ, per Prælatos & alias per-

sonas Ecclesiasticas , à novâ exactione decimarum & primitiarum & præstationis passatæ , prout de jure fuerit hætenus & consuetum fieri.

2. Depuis cette Loy la possession , la Coûtume du païs , l'usage des lieux , ont toujours été les seules règles de décider en cette matière. Lorsqu'un particulier , pour sa commodité , & en vertu de ce droit si naturel qui donne à chacun l'œconomie & la disposition de son bien , jugeoit à propos de convertir des terres labourables en prairies , en bois , en étangs , ou de semer des fruits , qui n'étoient point soumis à la Dîme suivant la Coûtume des lieux , dans des terres chargées auparavant de fruits décimables , on déboutoit toujours les Décimateurs qui prétendoient la Dîme de ces nouveaux fruits.

3. Cette maxime fut solennellement confirmée par un Arrest rendu en ce Parlement le 7. Decembre 1649. entre le Général de la Paroisse de Saint Pern , & Messire Julien Malherbe , Sous-Chantre de l'Eglise Cathedrale de Saint Pierre de Rennes , & en cette qualité Décimateur dans cette Paroisse. Par Sentence renduë au Présidial de Rennes le 27. Février 1647. le Général avoit été condamné de payer le devoir de la Dîme des Lins & Chanvres , semés & cueillis aux terres & héritages qui avoient coûtume de s'ensemencer en Bleds sujets ausdits devoirs , à la même raison que les Bleds avoient accoutumé de se dîmer sur les terres de la campagne hors les Courtils au-dedans de ladite Paroisse & aux dépens. Il en releva apel ; & la Cour par l'Arrest du 7. Decembre 1649. mit l'apel & ce dont avoit été appellé au néant ; corrigeant & réformant le Jugement , mit les Parties hors de Cour & de Procès.

4. Cependant comme l'équité est toujours l'ame de la Loy , & qu'il n'y en a point de si sainte dont on ne puisse abuser , les Juges qui en sont les Interprètes nés , examinoient les circonstances. S'ils voioient que les changemens de surface fussent assez considérables pour excéder le tiers , le quart , ou quelque autre portion interessante de la Paroisse ; s'ils voyoient qu'il ne restoit pas suffisamment pour fournir à la subsistance du Pasteur , alors ils luy accordoient

la Dîme de ces nouveaux fruits , parce que la subsistance des Pasteurs est de droit Divin, quoique la Dîme ne le soit pas. Rien n'étoit plus juste ni plus sage que cette jurisprudence.

5. Mais le Clergé sollicita & obtint l'Edit du mois de Février 1657. dont l'art. 4. ordonna que *le changement, qui avoit été & seroit fait de la surface de la terre & des fruits & revenus, ne pourroit préjudicier aux Décimateurs, auxquels la Dîme desdits fruits & revenus nouveaux, qui ne sont point sujets à Dîmes suivant l'usage des lieux, seroit payée à la raison des anciens qui se recueilloient ausdits heritages.*

Cette tentative est demeurée sans effet. Car quoiqu'à bien prendre l'esprit de l'Edit, il n'eût pour objet que de réprimer la fraude & l'abus qui se trouvoient dans ces changements de surface trop considérables; & que par conséquent il n'eût rien de contraire à la Jurisprudence qui s'étoit déjà établie; cependant comme il ne s'expliquoit pas sur cela d'une manière assez claire, & que le Clergé auroit pû dans la suite en abuser, il n'a été enregistré dans aucun Parlement; & les Cours Souveraines ont toujours conservé leur ancienne Jurisprudence; c'est-à-dire que la Philippine, l'usage des lieux, & l'équité ont toujours été les uniques règles de leurs décisions.

La preuve que l'Edit de 1657. n'a été reçu dans aucun Parlement, se trouve dans tous les Cahiers de remontrances faites au Roy par le Clergé & dans les réponses qui y ont été faites. Sans remonter aux différens Cahiers qui ont été présentés depuis 1657. on se borne au dernier présenté en 1735. voici les termes de l'article II.

„ Un des plus précieux biens que le Clergé possède, &
 „ qui le met en état de soutenir les Charges & les Imposi-
 „ tions qui se font à raison des Dons gratuits, sont les
 „ Dîmes; mais il n'en est point en même tems qui donne
 „ lieu à tant de procès, & dont la conservation coûte par
 „ conséquent d'avantage au Clergé. Presque tous ces procès
 „ se trouveroient terminés, si la Déclaration de 1657. étoit
 „ exécutée. Il ne faut que lire le préambule de cette déclara-
 „ tion, pour être persuadé de la Justice des motifs qui

Chapitre LII.

11. Mars
1738.

» ont engagé le Roy à la rendre. Mais comme elle n'a pas
 » été enregistrée dans les Cours, le Clergé ne peut profi-
 » ter des dispositions qu'elle renferme, toutes justes qu'elles
 » sont, & conformes à l'esprit dans lequel a été fait l'éta-
 » blissement de la Dîme. Sa Majesté est très-humblement
 » suppliée de vouloir bien envoyer cette Déclaration dans
 » toutes ses Cours & au Grand Conseil & d'ordonner l'en-
 » registrement.» Voicy la réponse.

» La Déclaration de 1657. n'ayant été enregistrée dans
 » aucune Cour du Royaume, Sa Majesté fera examiner
 » s'il convient de faire une loy nouvelle sur cette matiere,
 » & d'y emploier en tout ou en partie les dispositions de
 » la Déclaration de 1657.

Si de ces termes il résulte une preuve bien autentique
 que l'Edit de 1657. n'a jamais été reçu dans aucune Cour
 de France, il en résulte encore que le Roy regarderoit
 comme une nouveauté, dans tout son Royaume, d'en or-
 donner l'exécution. Il sçait que la Jurisprudence de tous
 ses Parlemens y est contraire; & jusqu'à present il ne l'a
 pas trouvé mauvais. Il faut donc, jusqu'à une Loi nou-
 velle, suivre cette Jurisprudence, par laquelle, lors-
 que le changement n'a pas excédé une certaine quantité
 de terres labourables de la Paroisse, les Décimateurs ont
 toujours été déboutés.

6. La fixation de cette quantité n'a pas été la même
 dans tous les Parlemens: chacun s'est fait sur cela une
 loy particulière. En Bretagne si le changement n'excede
 pas le quart de la Paroisse, on déboute les Décimateurs.
 C'est ce que nous trouvons solennellement décidé par un
 Arrest du premier Juin 1672. entre Miffire Urbain Sau-
 vageau Prêtre Recteur de la Paroisse de Riantec & du
 Port-Louis, appellant de Sentence renduë au Présidial de
 Vannes portant appointment d'informer du 23. Février
 1671. & huit de ses Paroissiens intimés. Les termes de la
 Sentence dont étoit apel sont raportez dans le vû de l'Ar-
 rest en ces termes. » La Sentence dont est apel dudit jour
 » 23. Février 1671. par laquelle, les Gens tenant le Siege
 » Présidial de Vannes avant faire droit entre Parties les

„ auroient déclarées contraires sur le maintien du deman-
 „ deur que les deffendeurs n'ensemencent partie de leurs
 „ terres labourables de Lins & Chanvres, Pois & Charou-
 „ ces que depuis les 4. ans, & du maintien au contraire
 „ des deffendeurs, qu'ils sont en possession de tout tems
 „ immémorial d'ensemencer la quarte partie de leurs terres
 „ sous les mêmes grains cy-dessus, sans que jamais le de-
 „ mandeur ni ses prédecesseur ayent perçu la Dîme desd.
 „ Grains, & leur auroit permis d'en informer par tous va-
 „ lables moyens dans le mois aux termes des Ordonnan-
 „ ces, dépens reservez. » Sur l'apel du Recteur, Arrest le
 premier Juin 1672. au raport de Monsieur de Brehant,
 par lequel » La Cour sans s'arrêter à la fin de non-recevoir,
 „ a mis & met l'apellation & dont a été appellé au néant,
 „ réformant le jugement, faisant droit en la demande dudit
 „ Sauvageau, fait deffenses aux Laboureurs, Colons, &
 „ Hommes Convenanciers Habitans de la Paroisse de Rian-
 „ tec d'ensemencer à l'avenir plus de la quatriéme partie
 „ de leurs tenuës en Mil, Lin, Chanvres, Poids, Fèves,
 „ Fenosses, & autres Grains non sujets à Dîme, & en cas
 „ de contravention au present Arrest, a maintenu & main-
 „ tient ledit Sauvageau au droit de lever la Dîme aux ter-
 „ res ensemencées qui excéderont ladite quatriéme partie
 „ de leurs tenuës, tous dépens compensés.

II. Mars
1738.

Cet Arrest mérite d'autant plus d'attention, qu'il juge en pur point de droit qu'il faut au moins un changement de surface d'un quart de la Paroisse, pour donner lieu à la perception d'une Dîme insolite, soit que ce changement soit nouveau ou qu'il soit ancien. Le Recteur soutenoit que les Paroissiens n'avoient commencé que depuis quatre ans à ensemencer leurs terres de fruits non décimables. Les Paroissiens au contraire soutenoient qu'ils en avoient la possession immémoriale. Les Présidiaux de Vannes les apointent respectivement à informer ; La Cour réforme : & pourquoy ? C'est qu'elle juge en pur point de droit qu'il est inutile de chercher l'époque du changement de surface : elle juge que ce changement, en quelque tems qu'il ait été fait, ne peut donner lieu à la per-

ception d'une Dîme insolite s'il n'excède le quart de la Paroisse.

11. Mars
1738.

7. Le Parlement de Normandie a poussé les choses plus loin; car par les Arrêts de Règlement que Basnage nous rapporte, il a jugé que les changements de surface n'autorisoient point les Décimateurs à prendre la Dîme sur les nouveaux fruits, pourvu que les Paroissiens laissassent en labourage ordinaire le tiers de toutes leurs terres: d'où il résulte qu'en Normandie il faut que les changemens excèdent les deux tiers de la Paroisse.

8. Quoyqu'il en soit, il est évident que pour mettre les Décimateurs en droit de percevoir la Dîme d'un fruit dont ils ne la levoient pas, il faut deux circonstances; l'une qu'il y ait un changement, c'est-à-dire qu'on ait commencé depuis peu à semer un fruit qui ne se semoit point auparavant dans la Paroisse; l'autre que ce changement soit très-considérable; & qu'il aille au tiers de la Paroisse ou du moins qu'il excède le quart.

Faisons maintenant l'application de ces principes à notre Cause. Le Lin n'est point un fruit nouveau dans la Paroisse de Trefumel: le Général a toujours offert, & il offre encore de prouver que de tems immémorial, il en a toujours été semé, non seulement dans les Courtils & Jardins, mais encore dans les terres labourables. Jamais on n'en a prétendu la Dîme: c'est une vérité reconnue par les intimés même. Il n'y a donc point de changement de surface & de substitution de fruits; & dès-là aucun prétexte pour prétendre la Dîme.

D'un autre côté quand on suposeroit pour un moment que le Lin fût un fruit nouveau dans les terres labourables, & qu'il y eût un changement de surface, ce changement ne seroit point assez considérable pour fonder la prétention des intimés. Par le procès verbal du 15. Février 1737. il est prouvé que de 613. Journaux de terre labourable que contient la Paroisse de Trefumel, il n'y en avoit d'ensemencés en Lin que cinq journaux & demy, c'est-à-dire qu'il n'y en avoit pas la centième partie. L'article même des intimés dans leur requête introductive

ctive d'instance, tout enflé, tout excessif qu'il est, ne monte qu'à 24. journaux 14. sillons ensémencés en Lin. Ce qui ne feroit pas la vingt-quatrième partie de 613. journaux.

9. Le sentiment des Auteurs est conforme à la Jurisprudence. *Si pater familias*, dit du Moulin sur les Décretales, *vineam vel terram frumentariam, ex quâ solvebat decimam, convertit in silvam vel stagnum, non tenetur decimam solvere, ut sæpe judicatum est in Senatu Parisiensi*. Simon, Fuet, Grimaudet, Vanespen, Zypæus, d'Hericourt, Duperray, & enfin tous nos Docteurs modernes se réunissent pour décider que le changement de surface n'autorise jamais les Décimateurs à prétendre la Dîme sur les nouveaux fruits, si ce changement n'est considérable, c'est-à-dire du tiers ou du quart au moins des terres de la Paroisse.

11. Mars
1738.

10. La dernière Jurisprudence s'accorde parfaitement avec ces autorités. Pour le prouver il suffit de citer trois Arrêts assez recens, l'un du Parlement de Paris, rapporté dans le nouveau Traité des Benefices Tome 2. quest. 7. art. 2. & les deux autres rendus au Parlement de Bretagne.

Un Curé s'étant pourvu au Parlement de Paris pour demander la Dîme de quelques héritages, plantés en grains non décimables par l'usage de la Paroisse, la Cour par Arrêt du 12. Decembre 1699. ordonna qu'avant faire droit, information seroit faite tant de la quantité des terres labourables du lieu, que de celles dont la superficie avoit été changée. Elle jugea donc que si le changement n'étoit pas considérable, le Curé n'avoit rien à prétendre.

11. Le second Arrêt fut rendu en ce Parlement le 17. Jan. 1711. entre les Paroissiens & le sieur Clech Recteur de Plemur Boudou. Les Paroissiens ayant contesté au Recteur le droit de Neume dont il étoit en possession, il leur demanda la Dîme des Bleds noirs, Lins & Chanvres substitués aux Grains décimables qu'on avoit coûtume de semer. Les Paroissiens opposoient contre le droit de Neume les Réglemens du Parlement; & contre la prétention de la Dîme ils avoient la possession de liberté.

Par Sentence renduë au Présidial de Rennes le 5. Octobre 1709. la Dîme des Bleds noirs fut ajugée au Recteur:

11. Mars
1738.

& il fut débouté de la Dîme sur les autres fruits & du droit de Neume.

Sur l'apel respectif le Recteur conclut par un écrit du 23. Decembre 1710. à ce que » conformément à ses requêtes » des 15. Novembre 1708. & 20. May 1710. il fût main- » tenu dans la perception ordinaire de son droit de Neume , » ou en défaut d'icelui dans le droit de percevoir la Dîme » sur les Bleds noirs , Lins & Chanvres , qui seroient se- » mez dans les terres labourables dans l'étendue de la Pa- » roisse au lieu & place des autres Grains que l'on avoit » coutume d'y semer , à la reserve des Courtils seulement , » pour lesquels on lui payoit son droit de prémice.

Par l'Arrest du 17. Janvier 1711. » la Cour faisant » droit sur les appellations respectives dudit Clech & du » Général de la Paroisse de Plemur Boudou , dans l'apel » dudit Clech a mis l'appellation au néant , condamne l'a- » pellant en l'amende de 12. liv. au Roy : dans l'apel du- » dit Général de la même Sentence , a mis l'appellation & » ce , corrigeant & réformant , déboute ledit Clech de sa » demande de Dîme des Bleds noirs, fins & conclusions & » le condamne aux dépens des causes principales, d'apel & » incidens vers le Général.

Le troisième Arrest fut rendu le 30. Janvier 1731. contre le Chapitre de Saint Malo : voicy quelle étoit l'espèce. De tous tems on sème dans la Paroisse de Saint Servan une espèce de Grain , nommé Vesse , dont on laisse une partie venir en maturité , & l'autre se coupe en verd , pour donner aux chevaux en certains tems de l'année , & pour suppléer aux prairies qui sont très-rares dans cette Paroisse. Dans tous les tems le Chapitre de Saint Malo gros décimateur a perçu la Dîme sur la Vesse coupée en maturité : mais au commencement de ce siècle , ou vers la fin du dernier , le sieur Frotet , devenu son Secrétaire & son Fermier , forma le projet de lever la Dîme sur la Vesse coupée verte. Le Chapitre de Saint Malo , qui est gros décimateur dans la Paroisse de Saint Servan , en est en même tems Seigneur temporel. Cette circonstance contribua beaucoup à donner d'abord quelque succès au projet naif-

11. Mars
1738.

fant d'usurpation. On menace des Païsans, on les intimide, on les effraye; sujets en qualité de Vassaux aux rentes, aux corvées & aux autres droits féodaux, ils aiment mieux païer que de s'élever contre le Fermier d'une Seigneurie, & d'encourir son indignation. Ainsi le sieur Frotet acqueroit insensiblement la possession de dîmer la Vesse coupée verte: s'il trouvoit quelqu'un trop opiniâtre, il le laissoit tranquille; mais il ne cédoit qu'à l'extrémité, c'est-à-dire lorsqu'il falloit absolument ou céder ou faire un procès. 28. ou 30. années s'écoulerent dans cette quasi-possession. Alors le Chapitre crut son droit incontestable: il envisagea l'usurpation de son Fermier comme un titre: il fit assigner le sieur de la Saudre le Fer pour être condamné de lui payer la Dîme de la Vesse coupée verte. Le sieur de la Saudre répondit que cette Dîme étoit insolite dans la Paroisse, qu'il ne l'avoit jamais payée, & qu'il n'y avoit que 28. ou 30. ans que le sieur Frotet avoit le premier formé le projet de cette injuste exaction jusqu'alors absolument inconnue dans la Paroisse. Le Chapitre repliqua qu'il étoit en possession de dîmer la Vesse coupée verte, qu'il la dîmoit incontestablement lorsqu'elle étoit coupée en maturité; qu'il ne demandoit point une Dîme insolite. Il intervint au Présidial de Rennes une première Sentence le 22. Novembre 1729, par laquelle il fut ordonné que le Chapitre feroit sa déclaration positive s'il persistoit à soutenir sa possession. A la vûe de ce jugement, le Chapitre changea de système. Sans se départir de sa prétendue possession, il dît qu'elle n'étoit pas son unique moyen. Il ajouta que sa prétention étoit encore fondée sur le changement de surface; que chaque année on ensemencoit plus de 300. journaux de terre en Vesse; qu'il étoit bien vrai qu'on en laissoit venir une partie en maturité; mais que la plus grande partie se coupoit en verd, qu'il étoit donc juste de le dédommager d'une perte si considérable. Les Présidiaux de Rennes jugèrent nécessaire d'approfondir d'abord le fait de la possession sur lequel les parties étoient contraires; & le 18. Avril 1730. ils les appointèrent à en informer respectivement. Le Chapitre de Saint Malo releva

appel de ces deux Sentences; & cependant fit entendre plusieurs témoins. Le sieur de la Sauldre fit de sa part procéder à une enquête: il fut bien prouvé que de tems immémorial on semoit de la Vesse dans la Paroisse de Saint Servan; que de tems immémorial on la coupoit verte pour la donner aux chevaux, sans que la Dîme en eût été anciennement prétendue. Il fut bien prouvé que le sieur Frotet Secrétaire & Fermier du Chapitre avoit le premier commencé à l'exiger, & qu'il n'y avoit alors que 28. ou 30. ans. Le sieur de la Sauldre en tira cette conséquence que la possession quadragenaire n'étoit point acquise, quoiqu'elle fût nécessaire pour faire autoriser une Dîme insolite. Quant au changement de surface, il fit connoître que ce changement n'excédoit point le quart de la Paroisse. Sa Cause fut plaidée par Maître Begueret. Maître Arot plaida pour le Chapitre; & sur leurs plaidoiries & sur les conclusions de Monsieur l'Avocat Général de la Chalotais, intervint Arrest en Grande Chambre le 30. Janvier 1731. par lequel la Cour mit les appellations du Chapitre au néant, le condamna dans l'amende de 12. livres au Roy; évoquant le principal, & y faisant droit elle le débouta de ses demandes, fins & conclusions, & le condamna aux dépens des causes principales & d'apel.

Cet Arrest juge qu'une des principales raisons de décider en ces sortes de matières est la possession; que lors qu'une espèce de Grains a été de tous tems semée dans une Paroisse, sans que la Dîme en ait été perçue, le Décimateur ne la peut prétendre, parce qu'alors c'est une Dîme insolite.

Or le Général de la Paroisse de Trefumel a toujours offert & offre encore de prouver, que de tems immémorial dans cette Paroisse on a semé des Lins dans les terres labourables.

Il est donc ici question d'une Dîme insolite; & il faut suivant l'Arrest de 1731. ou prendre pour constans les faits qu'il soutient, & en ce cas débouter les intimés de leurs demandes; ou il faut le recevoir à la preuve suivant ses offres, parce qu'en pareilles matières la possession est

la règle de décider : *in hoc totus rei cardo vertitur , & regula judicandi.*

12. Peut-être objectera-t'on qu'icy la Dîme des Lins ne doit pas être considérée comme insolite; qu'on ne peut réputer insolite que la Dîme qui n'est en usage ni dans la Paroisse où elle est demandée, ni dans les lieux circonvoisins; que les Lins se dîment dans quelques Paroisses circonvoisines; par exemple dans les Paroisses de Plouasne, Irodoüé, Landujan, Medreac, Becherel & Miniac.

11. Mars
1738.

On ne doit pas être surpris que la Dîme des Lins se perçoive dans ces Paroisses où l'on fait un très-gros commerce de Lin. Personne n'ignore qu'il s'y cultive & qu'il y croit plus de Lin que de Grain. Au contraire dans la Paroisse de Trefumel on ne fait aucun commerce de Lin; & chaque Paroissien n'en sème qu'en petite quantité pour son usage particulier. Il en est ainsi de plusieurs autres Paroisses voisines.

D'ailleurs c'est une erreur de prétendre qu'une Dîme, qui n'a jamais été levée dans une Paroisse, n'y doive pas être réputée Dîme insolite, sous prétexte qu'elle a lieu en quelques Paroisses voisines.

Pour connoître si une Dîme est solite ou insolite, il faut d'abord examiner si l'espèce sur laquelle on la prétend est nouvelle dans la Paroisse, ou si l'on avoit coûtume de l'y semer auparavant. Si elle est nouvelle & si l'on n'y en a point encore semé, la nouveauté ne suffit pas pour la rendre insolite, parce que n'y ayant jamais eû de cette espèce de fruits, le Décimateur a été hors d'état d'en lever la Dîme. Ainsi elle ne pourroit être insolite que pour la perception, & non pas pour la qualité du fruit. Alors pour décider si la Dîme doit être regardée comme solite ou comme insolite, on jette les yeux sur les Paroisses voisines. Si ce fruit s'y dîme, on juge que la Dîme est solite; s'il ne s'y dîme pas, on la regarde comme insolite. C'est le sentiment de Mr. Bignon portant la parole dans une cause dont l'Arrest est rapporté par Soëfve. C'est aussi le sentiment de Vanespen.

Si au contraire (& voicy notre hypothèse) l'espèce sur laquelle on prétend la Dîme, n'est point nouvelle dans la

Chapitre LII.

11. Mars
738.

Paroisse, & si l'usage est d'en semer, on suit l'usage de cette Paroisse. Si la Dîme n'étoit point levée sur cette espèce, elle est réputée insolite, quand même elle seroit en usage en d'autre lieux. C'est ce que dit Vanespen dans son *Traité des Dîmes chap. 2. nombre 30. Ad judicandum de frugibus, num. solitæ sint decimas solvere, primo loco attendi debet consuetudo villagii seu Parochiæ intra cujus limites hæ fruges seminantur, utrum scilicet consuetum sit in loco ex hujus modi frugibus vel fructibus decimas solvi.* C'est aussi le sentiment de Mr. l'Avocat Général Bignon, dans l'endroit déjà cité : voicy ses termes.

» La Dîme est insolite à l'égard des fruits desquels le
» gros Décimateur a pû la percevoir, sans l'avoir fait pen-
» dant un certain tems. Par exemple dans une Paroisse on
» a toujours semé du Chanvre, ou du moins depuis plu-
» sieurs années, sans que les Curés en aient jamais pris
» la Dîme ; on peut dire en ce cas que c'est une Dîme in-
» solite du payement de laquelle on se peut deffendre.

Nous trouvons des Auteurs & des Arrests qui ont encore porté les choses plus loin. Banage, sur l'article 3. de la Coutume de Normandie, nous enseigne que pour les Dîmes insolites la possession sur la plus grande partie de la Paroisse n'est pas suffisante. Il faut, dit-il, la justifier particulièrement sur la chose.

Frain, dans son 116. Plaidoier, adopte la même maxime. Après avoir établi la distinction entre les Dîmes anciennes & ordinaires & les Dîmes insolites, il ajoute :

» Entre lesquelles la différence consiste en ce point, qu'aux
» premières il ne s'y allégué point de prescription pour s'ex-
» empter de la payer ; aux autres les Ecclésiastiques sont
» fondés à les prétendre, comme ils ont possédé : en ce
» cas *tantum præscriptum, quantum possessum* ; on leur peut
» opposer prescription & possession de liberté ; & l'on doit
» être admis à l'informer.

L'Arrest rendu sur ce Plaidoier consacra cette doctrine. Monsieur l'Evêque de Nantes & le Chapitre de Guerrande prétendoient la Dîme de Sel dans la Paroisse de Guerrande. Ils avoient obtenu deux Arrests en

leur faveur contre quelques Paroissiens qu'ils avoient fait condamner de payer cette Dîme ; mais aiant voulu la lever sur les Marais du sieur d'Yvignac, il la refusa : ils le firent assigner. Le sieur d'Yvignac fit voir que les deux Arrêts rendus contre d'autres Paroissiens ne pouvoient former de préjugé contre lui, parce que Monsieur l'Evêque de Nantes, & le Chapitre de Guerrande étoient en possession de lever la Dîme de Sel sur les Marais de ces Paroissiens, & qu'ils en avoient prescrit le droit. A son égard il soutint que jamais il ne l'avoit payée ; & il offrit d'en informer ; Messieurs des Requêtes du Palais appointèrent les Parties à informer. Mr. l'Evêque de Nantes & le Chapitre de Guerrande en releverent apel. La Cour mit l'appellation au néant par Arrest du 12. Mars 1635. & jugea qu'en matiere de Dîme insolite, la prescription acquise par les Décimateurs contre une partie des Paroissiens, ne pouvoit nuire aux autres.

On doit convenir que l'espèce de notre Cause est bien plus favorable. De tous tems en la Paroisse de Trefumel on a semé des Lins dans les terres labourables ; & jamais la Dîme n'en a été prétendue. La Dîme qu'on veut lever aujourd'huy est donc certainement insolite.

13. Les intimés ont communiqué un Arrest rendu le 28. Septembre 1701. contre les Paroissiens de Plouafne, au profit de la Dame Marquise de la Marzeliere. Elle étoit appellante d'une Sentence rendue au Présidial de Rennes portant déboutement contr'elle & contre plusieurs autres Décimateurs dans la même Paroisse. Le vû de l'Arrest apprend qu'elle concluoit, à ce que faisant droit dans son apel, & réformant les Paroissiens fussent condamnés de lui payer la Dîme sur les Lins & Chanvres, comme sur les autres Bleds & fruits qui seroient ensemencés dans leurs terres. Les Paroissiens de leur part avoient présenté une requête tendante à ce qu'en événement que la Cour trouvât quelque difficulté d'ajuger au Général les fins & conclusions qu'il avoit prises au procès, & que la Dame de la Marzeliere persistât, après ledit incident, à contester la possession dans laquelle étoient les Paroissiens depuis plus de 40.

11. Mars
1738.

ans de faire des Lins & Chanvres en telle quantité qu'ils vouloient, en tels de leurs champs qu'il leur plaisoit, à la charuë & autrement, sans qu'il fût dû aucune Dîme ni qu'il en eût été levé, il fût ordonné avant faire droit qu'ils en informeroient, ce qu'ils offroient de faire. Ce fut dans cet état qu'intervint l'Arrest dont voicy le dispositif.

» La Cour sans s'arrêter à l'incident & demande du Général des Paroissiens de la Paroisse de Ploüasne, a mis & met l'appellation & ce dont a été appelé au néant, corrigeant & réformant le jugement, & faisant droit, condamne lesdits Paroissiens de payer à ladite Belin de la Marzeliere les Dîmes des Lins & Chanvres qu'ils feront dans les terres de l'étenduë de ladite Paroisse, à l'exception de ceux qu'ils semeront dans leurs Courtils & Jardins, même les Dîmes échues depuis la premiere demande, & les condamne aux dépens des Causes principales, d'apel & incidens.

Pour décider si cet Arrest peut être de quelque conséquence, & s'il peut former le moindre préjugé en faveur des intimés, il ne faut que sçavoir les motifs qui le déterminèrent. On les trouve suffisamment dans cette requête dont le Général est débouté. Il soutenoit que depuis plus de 40. ans les Paroissiens étoient en possession de faire des Lins & Chanvres en telle quantité qu'ils vouloient à la charuë & autrement. Pourquoi demandoient-ils à prouver ce fait? Ce ne pouvoit être que parce que la Dame Marquise de la Marzeliere soutenoit qu'il y avoit un changement de surface presque général; elle soutenoit qu'il y avoit dans la Paroisse plus de 500. journaux de terres ensemencées en Lins & Chanvres, & le fait n'étoit pas contesté. Ce fait étoit même prouvé par un procès-verbal qu'elle avoit fait rapporter. Voilà ce qui déterminâ l'Arrest? La Cour ne pût voir, sans le condamner, un changement si considérable dans la surface des terres. Convaincuë par l'état du procès que les Paroissiens de Ploüasne abandonnoient la culture des Bleds, pour se donner entièrement à la culture des Lins & des Chanvres dont ils faisoient & font encore un très-grand commerce, la Cour les condamna d'en payer la Dîme. En cela rien que de juste, rien que

que de conforme à l'équité; & les intimés n'auront pas de peine à trouver encore d'autres Arrests semblables.

11. Mars
1738.

Mais l'espèce de notre cause est bien différente. Jamais le changement de surface n'a été à la vingtième ni même à la cinquantième partie des terres de la Paroisse. On n'y fait aucun commerce de Lins. Si l'on en sème dans les terres labourables, on sème dans les Jardins, dans les Courtils, des Grains dont on paye la Dîme. Enfin après la Recolte des Lins on sème dans les mêmes années, & dans les mêmes terres, des Bleds noirs qui sont dîmés exactement. Où est donc la fraude? où est le préjudice?

14. PREMIERE OBJECTION. La Loy *Certo generiff. de Servit. rust. præd.* & le Chap. *Commiffum de Decimis*, autorisent la perception de la Dîme sur les fruits substitués à la place des fruits décimables. Ainsi le Droit Romain & le Droit Canonique concourent en faveur des intimés.

RE'PONSE. On ne doit point citer le Droit Romain sur une question de Dîme. D'ailleurs la Loy citée ne parle que d'une servitude imposée sur le fonds même, au lieu que la Dîme n'affecte point le fonds & ne se lève que sur les fruits.

La décision du Droit Canonique est également inutile. On n'a jamais reçu en France l'extension que ce Droit avoit donnée à la Dîme, en ordonnant qu'elle seroit payée de tous les revenus sans exception & même de l'industrie. La Philippine & l'usage constant du Royaume condamnent ce principe qui a servi de fondement au Chapitre *Commiffum*.

15. SECONDE OBJECTION. Mornac sur la Loy *Certo generi*, Fevret, du Pineau & les Arrests rapportés par Carondas, Chenu, Filleau & d'Olive, & dans les Mémoires du Clergé, décident que le changement de surface, quel qu'il soit, suffit pour autoriser la perception de la Dîme sur les fruits substitués.

RE'PONSE. La décision de Mornac ne peut prévaloir à celle de du Moulin & de tous les autres Docteurs, qui exigent un changement de surface du tiers ou du quart pour autoriser la Dîme sur les fruits substitués.

Il est vray que Fevret, *Livre 6. Ch. 1. n. 4.* adopte le

11. Mars
1738.

sentiment de Mornac. Mais dans les notes qui ont été faites sur cet Auteur, l'erreur est corrigée, & les principes, sur lesquels le Général de Trefumel se fonde, sont confirmés.

Le sentiment de du Pineau n'est fondé que sur l'opinion particulière d'un Ultramontain qui accorde à l'Eglise le privilège de lever la Dîme sur les fruits substitués aux Grains décimables, pendant qu'il le refuse au Décimateur Laïque.

16. Sur les Arrêts qui ont été cités, il faut observer d'abord qu'avant le plus ancien, qui est rapporté par Carondas & qui est du 31. May 1578. on en trouve un du 24. Février 1539. rapporté par Tournet *Tom. 1. L. D. ch. 60.* & cité par Guenois dans sa Conférence des Coûtumes. Cet Arrêt jugea que des terres labourables ayant été converties en étangs, il ne seroit payé aucune Dîme du Poisson au Curé pendant qu'elles seroient en nature d'étangs.

Les Arrêts qui ont été cités par les intimés ne sont point contraires à cet ancien Arrêt. Ils ont été rendus sur des circonstances particulières de fraudes commises contre les Décimateurs par des changemens de surface trop considérables. Ce fut aussi le prétexte spécieux de l'Edit de 1657. dont la disposition trop générale ne fut adoptée par aucune Cour Souveraine du Royaume.

17. TROISIE'ME OBJECTION. Quoique l'Edit de 1657. n'ait pas été enregistré, on s'y est cependant conformé quant à l'article 4. par les Arrêts postérieurs. Fuet *Livre 3. ch. 5. n. 2.* & Brillon l'attestent; & par un Arrêt du 4. Mars 1679. rapporté dans le Journal des Audiences, le Parlement de Paris confirma une Sentence qui avoit pris cet Edit pour motif de la décision au profit du Décimateur.

RE'PONSE. L'extrait des Cahiers présentés au Roy par le Clergé en 1735. prouve que, de l'aveu du Clergé, l'Edit de 1657. n'avoit point eu d'exécution. Le Cahier présenté en 1725. avoit pour objet la disposition même de l'art. 4. de cet Edit; & le Roy répondit seulement que S. M. pourvoiroit par un Règlement convenable.

Sans qu'il soit besoin de discuter l'autorité de Brillou, dont l'ouvrage n'est qu'un Dictionnaire où l'on trouve les sentimens pour & contre, il suffit de lire en entier Fuet, à l'endroit cité. Il atteste positivement que l'art. 4. de l'Edit de 1657. est contraire au Droit commun, & que cet Edit n'étant point enregistré, il ne doit pas être regardé comme une Loy. C'est aussi le sentiment de d'Hericourt. Il est conforme à celui de du Perray & de Dunod. Ce dernier Auteur a parfaitement approfondi la question sur le changement de surface & il cite des Arrêts recens conformes à la maxime qui exige un changement considérable de surface pour mettre le Décimateur en droit de se plaindre.

11. Mars
1738.

Au reste si l'Edit de 1657. fut un des motifs de la Sentence confirmée par l'Arrêt de 1679. elle fut également fondée sur une enquête que les Décimateurs avoient faite, & qui doit faire présumer, ou bien que la Dîme de foin, qui étoit l'objet du procès, étoit solite suivant l'usage du lieu, ou bien que le changement de surface étoit assez considérable pour autoriser leur prétention.

18. QUATRIÈME OBJECTION. Les Arrêts rapportez par Belordeau & par Sauvageau prouvent que la Jurisprudence du Parlement de Bretagne est conforme à l'Edit de 1657.

RE'PONSE. Dans l'espèce de l'Arrêt rapporté par Belordeau dans ses Controverses *Lettre D. ch. 87.* la fraude étoit manifeste. Les Propriétaires pour s'exempter de la Dîme semoient des Bleds dans leurs Jardins, & des Pois, Féves, Lins & Chanvres dans les terres labourables.

Il est vrai que Sauvageau sur Mr. du Fail *Tom. 1. p. 561.* cite un grand nombre d'Arrêts. Mais l'infidélité de cet Auteur est prouvée par la citation qu'il fait, au même endroit, de l'Arrêt de 1672. qu'il suppose rendu au profit du Recteur de Riantec, quoique cet Arrêt, qu'on a cy-devant rapporté, ait condamné sa prétention.

On ne doit pas croire que Sauvageau soit plus exact sur les autres Arrêts qu'il cite, ni dans ce qu'il dit de la Jurisprudence du Conseil & du Parlement de Paris.

19. Du Perray dans son Traité des Dîmes tome 1. ra-

11. Mars
1738.

porte un Arrest du Conseil du 17. Avril 1695. contre le Chapitre de Saint Brieuc dans une espèce absolument conforme à la nôtre qui débouta le Chapitre de la Dîme des Lins.

On a déjà cité un Arrest rendu au Parlement de Paris le 12. Decembre 1699. qui n'est pas moins favorable au Général de Trefumel.

Ces Arrests sont conformes à la Jurisprudence établie par les Arrests rendus au Parlement de Bretagne en 1649. 1672. 1711. & 1731.

20. CINQUIEME OBJECTION. L'Arrest de 1731. décide seulement suivant la Jurisprudence générale du Royaume que la Dîme n'a pas lieu pour les fruits coupez en verd. Cette maxime est établie par deux Arrests de 1658. & 1706.

RE'PONSE. Les intimés abandonnent par cette objection le principe général qu'ils ont voulu établir en faveur de la Dîme sur les fruits substitués; & l'on doit conclure de leur Objection que la question n'est plus que de sçavoir si la Dîme prétendue est ou n'est pas solite. C'est aussi la seule décision des Arrests de 1658. & 1706. Le premier eut pour motif que *depuis longtems la Dîme n'avoit pas été payée*; & le second jugea que *l'on se conformeroit sur ce point à la Coutume du lieu*. Ce fut aussi l'unique motif de l'Arrest de 1731. comme on l'a prouvé en rapportant l'espèce du procès sur lequel cet Arrest fut rendu.

Moyens d'apel du Recteur de Trefumel.

- | | |
|---|---|
| 1. <i>Maximes sur l'effet de la possession entre les Décimateurs.</i> | <i>dre du changement de surface contre le Décimateur des fruits substituez.</i> |
| 2. <i>Si le Décimateur d'une espèce de fruits peut se plain-</i> | 3. <i>Jurisprudence.</i> |

Maître du Parc Poullain Avocat du Recteur de Trefumel a dit que sur l'apel du Général il est mal & follement intimé, n'ayant jamais pris de conclusions contre les Paroissiens & ne leur ayant point fait signifier la Sentence.

L'apel relevé contre les autres Décimateurs a pour objet la disposition qui leur a ajugé les deux tiers de la Dîme des Chanvres, contre le droit que le Recteur a de tems immémorial de percevoir seul cette Dîme.

II. Mars
1738.

Sa possession est reconnuë par les Intimés; & ils ne fondent leur prétention que sur ce que, des fruits non décimables ayant été substitués à des fruits décimables, la Dîme doit s'étendre, sans distinction, sur tous les fruits sur lesquels ils ne l'avoient point perçuë jusqu'à présent.

1. Sans examiner si ce principe est vray ou faux à l'égard des Lins, il est aisé de prouver qu'il ne peut avoir d'application aux Chanvres. Trois maximes démontrent cette vérité.

Premiere maxime. La Dîme appartient de droit commun au Recteur.

Seconde maxime. En matière de Dîme la prescription a lieu au profit de l'Eglise contre une autre Eglise & contre les Laïques.

Troisième maxime. La possession seule fait la regle, tant pour la quotité que pour le partage & la qualité des fruits sur lesquels chaque Décimateur lève la Dîme.

Suivant la premiere maxime, on ne doit pas se surprendre si le Recteur, fondé de droit commun dans le total des Dîmes de sa Paroisse & dépouillé des deux tiers dans les Dîmes des Grains, a conservé une Dîme privative sur une espèce de fruits tels que les Chanvres. L'unique induction qu'on puisse tirer est que l'ancienne usurpation des Dîmes ne s'est pas étenduë à la Dîme de Chanvre & que pour cette Dîme le Droit commun a toujours subsisté.

Si dans le principe un droit aussi certain que celui du Recteur avoit pû être douteux, la deuxième & la troisième maxime qu'on a établies le rendroient aujourd'huy incontestable. Sa possession est constante & reconnuë par les intimés. Or puisqu'une Eglise peut prescrire contre une autre Eglise, puisque cette prescription a lieu pour la qualité des fruits que chaque Décimateur doit recueillir, quand même le droit du Recteur ne seroit pas plus favorable que celui de tout autre Décimateur Ecclesiastique,

11. Mars
1738.

la seule possession lui auroit acquis toute la Dîme des Chanvres contre les intimés.

2. D'ailleurs si l'on examine plus particulièrement le principe sur lequel ils fondent leur prétention, il est décisif contr'eux. L'unique motif de leur action contre les Paroissiens est qu'on n'a pû changer la surface de la Paroisse en fraude des Décimateurs, en substituant des fruits non décimables aux fruits décimables. Ainsi leur prétention ne peut s'étendre qu'aux Lins, & non pas aux Chanvres qui ont toujours été sujets à la Dîme du Recteur & qui ne peuvent, par cette raison, être mis au nombre des fruits non décimables. Le reproche de fraude ne peut même être fait aux Paroissiens : ils ne peuvent avoir pensé à s'exempter de la Dîme en semant des Chanvres ; puisque la Dîme se leve sur ces fruits comme sur les grains.

La question sur ce point ne pouvant être entre les Décimateurs & les Paroissiens, elle se réduit nécessairement à sçavoir si les Décimateurs d'une espèce de fruits peuvent inquiéter le Décimateur des fruits d'une autre espèce, sous prétexte qu'on a trop semé des fruits sur lesquels il lève seul la Dîme.

On suppose, par exemple, qu'en une Paroisse il y ait un Décimateur sur le Froment & un autre Décimateur sur le Seigle. Les droits de ces deux Décimateurs sont déterminés par la nature des fruits, indépendamment de leur quantité ; & il peut arriver que le Décimateur du Froment recueillera dans une année la Dîme sur la plus considérable partie de la Paroisse & que l'année suivante il ne dîmera que dans la moindre partie. Admettra-t-on ces deux Décimateurs à se chicanner sur les changemens de surfaces, qui varient toutes les années ? Il est certain que si l'on autorisoit une pareille inquiétude, chaque année donneroit nécessairement lieu à un nouveau procès de la part de l'un ou de l'autre Décimateur. Quelle est la règle qu'on suit toujours en cette matière ? Chaque Décimateur recueille la Dîme, sans regarder d'un œil d'envie la Dîme de l'autre Décimateur ; & ils n'agitent point la question du changement de surface, parce que cette que-

sion ne peut jamais naître entr'eux, & qu'elle ne peut être agitée que contre ceux qui, pour frauder la Dîme, sèment des espèces non décimables.

11. Mars
1738.

3. Cette vérité est établie en pur point de droit par un Arrest du 25. Juin 1720. rapporté par Dunod dans son Traité des Dîmes page 23. qui jugea qu'y ayant deux Décimateurs, l'un pour le Bled & l'autre pour le Vin, la Dîme leur étoit due, suivant que les Propriétaires changeoient leurs héritages, de Vignes en Champs & de Champs en Vignes.

La même question est décidée par un autre Arrest du Parlement de Paris du 23. Février 1674. rapporté en forme dans le Code des Curez *tome 1. p. 118.* Comme cet Arrest fournit des réflexions fort intéressantes, il est nécessaire d'en rapporter l'espèce dans tout son étendue.

Le Chapitre de l'Eglise Collégiale de St. Pierre d'Angers, Curé primitif de la Paroisse de Gené, étoit en possession de percevoir toutes les Dîmes de gros Bled anciennes & novales & les deux tiers des prémices & des menuës Dîmes. Le Vicaire perpétuel de cette Paroisse n'avoit que le tiers de ces menuës Dîmes, au nombre desquelles étoit la Dîme des Vins.

Le sieur Moquehan, Vicaire perpétuel, ayant levé la Dîme sur des terres enssemencées en Bled & qui étoient précédemment en Vignes, cette entreprise donna lieu d'agiter la question de sçavoir si le changement de surface pouvoit lui attribuer le droit de lever la Dîme de Bled, sous prétexte qu'il levoit précédemment sur les mêmes terres la Dîme de Vin.

Par Sentence renduë au Présidial d'Angers le 26. Juin 1670. sans s'arrêter aux demandes du sieur Moquehan dont il fut débouté, le Chapitre fut maintenu dans le droit de percevoir toutes les Dîmes de gros Bleds tant anciennes que novales, *même aux endroits qui avoient été autrefois plantez de Vignes*; & le sieur Moquehan fut condamné de rapporter les gros Bleds qu'il avoit enlevés.

Le sieur Moquehan releva apel de cette Sentence, & voicy les termes de l'Arrest rendu sur cette appellation.

Chapitre LII.

11. Mars
1738.

» Notredite Cour par son Jugement & Arrest, sans s'ar-
 » rêter aux Lettres & oppositions, a mis & met l'apella-
 » tion au néant, ordonne que la Sentence de laquelle a
 » été appellé sortira effet, condamne ledit Moquehan en
 » l'amende de 12. livres & aux dépens tant de la cause
 » d'apel qu'incident de lettres & opposition, *sauf néanmoins*
 » *en cas que les terres qui sont à présent en labour soient dans*
 » *la suite plantées en Vignes, à y prendre par ledit Moquehan*
 » *& ses successeurs Vicaires perpetuels de ladite Paroisse de Gené*
 » *le tiers de la Dîme de Vin comme dans les autres Vignes.*

Pour tirer de cet Arrest toutes les conséquences qu'il fait naître, il faut considerer d'abord les qualitez des Par- ties. C'est un Curé qui est privé de toutes les grosses Dîmes de sa Paroisse & même des noales. Il est réduit pour tout revenu au tiers des prémices & des menuës Dîmes; & à l'exception de cette modique portion, le Chapitre d'une Collégiale jouit de tout le revenu qui étoit destiné dans le principe à la subsistance de ce Pasteur. Il voit que son petit revenu diminué encore par la destruction des Vignes. Il est certain que si un décimateur avoit droit d'inquiéter les autres décimateurs sur le changement de surface, il ne pouvoit y avoir de circonstances plus favorables. Cependant le Chapitre fut maintenu dans le droit de percevoir les Dîmes anciennes & noales de Bleds, même dans les terres qui avoient été précédemment en Vignes, & cette décision fut confirmée par Arrest.

Il est donc vrai, suivant cet Arrest, que les décimateurs d'une espèce de fruits ne peuvent troubler l'autre décimateur sous prétexte du changement de surface. Si la question a été jugée contre un Curé au profit d'un Chapitre qui ne rendoit aucun service à la Paroisse, & qui jouissoit cependant de la plus grande partie du revenu naturellement destiné au Curé, comment sera-t-elle décidée lorsque des Moines & des Laïques la font renaître contre un Recteur? Ce Recteur se défend aujourd'hui contr'eux, comme le Chapitre de la Collégiale d'Angers se défendoit contre le Curé de Gené. Mais il a de plus tous les avantages qui rendoient la cause de ce Curé favorable.

Dans

Dans le doute la question auroit été décidée pour ce Curé ; & dans nôtre espèce, s'il y avoit de l'obscurité, elle devroit être décidée pour le Recteur. Ainsi tous les motifs d'équité qui pouvoient faire pencher la balance pour le Curé de Gené, & les principes de droit qui déterminèrent la décision contre lui, concourent en faveur du Recteur de Tréfumel.

11. Mars
1738.

De plus le même Arrest qui condamne la prétention formée par le Curé à cause du changement de surface, décide que si les terres qui sont à présent en labour étoient dans la suite plantées en vignes, le Curé & ses successeurs y leveront la Dîme comme dans les autres Vignes.

Cette décision n'a pas besoin de Commentaire. Suivant cet Arrest les droits de chaque Décimateur, déterminés uniquement par la qualité des fruits décimables, ne peuvent être changés ni étendus à d'autres fruits, quelque changement qui arrive dans les terres sujettes aux Dîmes. Dans une Province telle que l'Anjou, où le produit des Vignes est si considérable, un Curé qui ne Dîme que sur une portion de Vignes ne peut se plaindre de leur destruction, & ne peut inquiéter les Décimateurs qui profitent des fruits substitués aux Vignes. De même si l'on plante de nouveau des Vignes, quelque étendue qu'ayent ces plantations, le Décimateur des Vignes ne peut être inquiété sur l'augmentation de revenu que ce changement lui procure. La loi est égale : Elle est générale & sans restriction. Elle est d'autant plus juste qu'elle s'accorde avec l'esprit de paix & de désintéressement qui doit être la principale vertu des Religieux & des Ecclésiastiques.

Enfin il est prouvé par titre que la Dîme de Chanvre appartient au Recteur de Tréfumel dans toute la Paroisse. Les Intimés veulent inutilement la limiter aux Chanvres semés dans les Jardins & Courtils. Il n'y a aucun titre qui autorise cette limitation. Au contraire par une déclaration fournie en 1690. par le Général de la Paroisse au Bureau des Gens de main-morte, il est prouvé que dès lors la généralité de cette Dîme appartenoit au Recteur,

Dans le détail que les intimés ont fait des pièces de ter-

re semées de Chanvre avant leur action, on voit à peine douze Journaux; & il y a plus de 600. journaux de terres labourables; enforte que suivant le calcul des intimés, qui est même enflé si l'on en croit le Général, il n'y a pas la cinquantième partie de la Paroisse qui ait étéensemencée de Chanvre.

Puisque les Chanvres sont décimables par le Recteur, on ne peut douter que ce ne soit l'usage d'en semer dans la Paroisse. Or peut-il y avoir la moindre apparence d'excès ou d'affectation dans la culture de cette espèce de fruits, lorsqu'il n'y en a pas dans la cinquantième partie de la Paroisse? Suposant même qu'il fut possible de faire un Règlement par lequel la Dîme du Recteur pour tous les Chanvres fût limitée à une certaine portion de la Paroisse, les intimés pourroient-ils réduire cette portion à une quantité moins grande que la cinquantième partie? Ne seroit-il pas même absurde de vouloir la réduire à une si petite étendue?

Réponses des Décimateurs intimés.

- | | |
|--|--|
| 1. <i>Principes du droit Canonique & du Droit Civil.</i> | 5. <i>Jurisprudence de Bretagne.</i> |
| 2. <i>Explication de la Philippine.</i> | 6. <i>Examen de l'Arrest de Riantec.</i> |
| 3. <i>Autorités & Jurisprudence du Royaume.</i> | 7. <i>Arrest de Ploüasne.</i> |
| 4. <i>Edit de 1657. Réponse à l'objection fondée sur le défaut d'enregistrement de cet Edit.</i> | 8. <i>Examen de l'Arrest rendu pour la Vesse coupée verte.</i> |
| | 9. <i>Motif de la décision qui ôte au Recteur les deux tiers de la Dîme des Chanvres</i> |

1. Maître Anneix Avocat des Benedictins & du Sieur Tirel Décimateurs, a dit, que tous les Auteurs qui ont traité cette matière conviennent que les principes du Droit Canonique & ceux du Droit Civil se réunissent pour opérer une Jurisprudence uniforme; grand préjugé pour la décision qui résulte de ces principes communs & à l'un & à l'autre Droit.

Quant au Droit Canonique, c'est dans le Chap. *Commissum de decimis*, que nous trouvons ces principes établis. Le Pape Adrien, répondant à l'Archevêque de Cantorbéry, qui le consultoit sur la question de sçavoir, si le changement de surface excluait le droit de percevoir la Dîme des grains substitués, décide que comme, dans l'espèce proposée, on avoit accoutumé de cueillir la Dîme du foin qui croissoit sur la terre, de même on étoit fondé à cueillir la Dîme des grains substitués à la place de ce foin. *Sicut etiam de pascuis olim decimæ persolvebantur, ita nunc de eisdem ad frugum fertilitatem translatis, decimas volumus, absque diminutione, persolvi.*

11. Mars
1738.

De-là cette maxime établie par Panorme, que le changement de surface de la terre ne porte aucune atteinte à l'obligation de paier la Dîme. *Nota primo* (dit ce grand Canoniste) *quod mutatio qualitatis loci, non habet alterare obligationem solutionis decimarum.* Tels sont les principes du Droit Canonique; ils sont parfaitement d'accord avec ceux du Droit Civil.

En effet la Loy *Certo generi. ff. de servitut. rustic. præd.* où il s'agit du changement de surface de la terre, par rapport à la continuation ou cessation des servitudes, a donné lieu aux Jurisconsultes d'examiner la question par rapport aux rentes, & ensuite par rapport aux Dîmes. Voicy ce que nous apprend Mornac sur cette Loy.

On a mis en question (dit cet Auteur) si une rente par grains étant due sur un champ que l'on avoit accoutumé de labourer, on peut bâtir sur ce Champ, ou le convertir en Pré, en paturage, en Vigne, en Etang, en Bois, sans le consentement du Seigneur; Cœpola, dans son Traité des servitudes, enseigne très-au long la négative. Mais Covarruvias est d'un avis contraire; il soutient que de droit commun, le Propriétaire du Champ peut en changer la surface, pourvu qu'il continue de paier les anciens droits, soit de Dîmes, soit d'autres rentes, sur l'espèce des fruits que lui produira dans la suite ce changement de superficie: *dummodo jus antiquum, vel decimæ, vel alterius pensitationis, præstetur ex eâ specie fructuum, qui deinceps ex im-*

mutatâ culturâ percipiuntur. C'est aussi (continuë Mornac) ce que Bartole , Balde & Paul de Castres avoient enseigné avant Covarruvias.

Voilà donc les principes du Droit Canonique & ceux du Droit Civil d'accord sur la question dont il s'agit. Pour opérer une décision contraire à ces principes, il faudroit nécessairement supposer, ou que des Loix particulieres à ce Royaume eussent établi des règles formellement opposées, ou qu'un Usage accredité par une longue suite d'exemples, & autorisé par des Jugemens uniformes, eût dérogé à ces principes, quoique donnez pour constans par les plus fameux Interprètes de l'un & de l'autre Droit.

Mais d'abord quelle apparence que le Prince, ou les Cours Souveraines dépositaires de son autorité, eussent voulu établir une Jurisprudence contraire à tous les principes? Cette idée a quelque chose de trop singulier pour mériter qu'on l'adopte sans l'aprofondir. Voyons donc premierement quelle peut être la Loy émanée directement du Prince, sur laquelle on voudroit fonder un pareil système. Nous verrons ensuite quelle est la ressource que peut fournir à ce système l'autorité des choses jugées.

2. Quant à la Loy directement émanée du Prince, on la trouve (dit-on) dans l'Ordonnance de Philippe IV. de l'année 1303. vulgairement appelée la Philippine. Tout l'objet de cette Loy annoncé par des termes qui ne présentent point un double sens, est de contenir les Décimateurs Ecclesiastiques dans les bornes qui leur étoient prescrites par le Droit, *prout de jure fuerit, & hætenus est consuetum fieri.* La Philippine n'a donc pas pour objet d'établir un Droit nouveau, mais de faire observer l'ancien; elle n'a pas pour objet de renverser les principes du Droit Canonique & du Droit Civil, mais plutôt de les affermir, *prout de jure fuerit consuetum.* Or quels sont-ils ces principes? Que le changement de surface n'exclut point la perception de la Dîme sur les fruits *qui ex immutatâ culturâ percipiuntur.* On trouve donc dans la Philippine même, la confirmation de ces principes; & les Intimés ont pour eux & le Droit Canonique, & le Droit Civil, & la Loy du Prince.

3. Mais comment cette Loy a-t-elle été entendue par les Auteurs ? Comment a-t-elle été interprétée par les Cours Souveraines ? C'est la partie la plus intéressante de la cause. Il faut d'abord approfondir le Droit commun du Royaume, avant que d'examiner quel est le Droit observé dans notre Province.

Rien ne peut mieux constater le Droit commun du Royaume que la façon claire & précise avec laquelle Fevret l'établit *Liv. 6. Chap. 1. n. 4.* On connoît l'exactitude de cet Auteur & son attention à suivre les véritables maximes.

Après avoir proposé la question, il assure que » le commun sentiment de tous a été, que du fruit semé aux terres » arables, quel qu'il fût, la Dîme étoit dûë, que c'étoit » *onus rei* qui passoit avec la chose ; que le changement de » la qualité du fruit n'alteroit & ne changeoit point la force » de l'obligation primitive ; que *licet terræ arabilis qualitas » immutetur, remanet eadem substantia*, comme dit Hostien- » sis ; que celui qui est fondé au Droit de Dîmes, continuë » sa possession, *ad omnem fructuum speciem quæ ab ipso jure » decimandi procedit*, comme dit Covarruvias ; bref que ce » seroit ouvrir la porte aux fraudes, & donner moyen aux » propriétaires de frustrer les Curés de leur droit de Dîme, » en changeant la qualité du fruit ; & par ces considérations » les Cours Souveraines ont jugé que la terre labourable » étant convertie en Vigne, la Dîme du Vin en étoit dûë ; » même que si l'on semoit aux fonds arables, des Oignons, » de l'Ail, des Raves, des Panets & autres menus grains, » l'on y pouvoit dîmer de ces sortes de fruits : *ex eâ specie » fructum, qui ex immutatâ agri cerealis culturâ percipiuntur*, » comme dit Mornac ; & ce par la raison du Jurisconsulte » Javolenus, touchée en la Loy 13. *ff. de servitutibus*, qui se » peut adopter à la Dîme, qui est une espèce de servitude » naturelle *quæ ad solum magis quam ad superficiem pertinet* : » tellement que la substance du fonds n'étant point changée, » quoique la superficie, ou la nature du fruit qu'on y sème, » change, *remanet eadem causa debendi* ; & la Dîme affectée » sur le fonds étant toujours dûë, & subsistant, tant que le » fonds subsiste, le fruit qui y croît est sujet à la Dîme.

C'est ainsi que Fevret établit son sentiment, & celui des Auteurs qui avoient agité la matière avant luy. Il s'en faut bien que la Philippine leur ait paru déroger aux principes du Droit Civil & du Droit Canonique, puisque c'est toujours à ces principes qu'ils ont recours pour décider la question. Aussi (poursuit Mornac dans l'endroit qui a été cité) fut-il jugé par Arrest du 27. Juillet 1598. pour les Chanoines de Saint Martin de Tours contre le nommé Gatien Dupont & autres habitans des environs de Tours qui avoient semé des Legumes en des Champs labourables; car l'Arrest condamna ces habitans de payer, à raison de l'onzième, la Dîme des Concombres, de l'Ail, des Melons & des autres fruits; & cet Arrest, dit l'Auteur, a fait une Loy générale, contre laquelle on n'a jamais réclamé, & à laquelle on se conforme tous les jours : *mandatur que, in dies, executioni universale hoc judicium, ut à quo appellatum nunquam fuerit.* La même chose, ajoute-t'il, fut jugée contre les habitans des environs d'Albervilliers près Paris, au sujet de la Dîme des Raves & des Raiforts.

Cette Jurisprudence se trouve confirmée par les Arrests postérieurs. Carondas *Livre 7. de ses Réponses Chapitre 185.* en rapporte un de la même année 1598. qui autorisa un Couvent de Religieuses à prendre la Dîme sur un Champ labourable que le propriétaire avoit converti en Prairie.

Chenu *quest. 173.* en rapporte un du 15. Juin 1615. pour un Curé près la Porte Saint Antoine de Paris, contre les propriétaires de certaines terres labourables qui les avoient semées de Légumes.

Le même Auteur en rapporte un autre du 2. Avril 1619. contre les propriétaires de terres labourables qui les avoient enssemencées de Saffran, espèce sur laquelle la Dîme étoit cependant insolite dans le Canton; l'Arrest fondé sur ce motif, que la nouvelle culture succédoit au lieu de l'ancienne, sur laquelle la Dîme étoit dûë. Du Pineau qui cite cet Arrest *au Chapitre 19. de ses questions & consultations*, s'explique en des termes qui font bien connoître que l'Ordonnance de Philippe IV. ne peut souffrir l'interprétation qu'on luy a donnée. L'interpré-

» tation de la Philippine (dit-il) demeure donc par
 » cet Arrest , quant à la discipline Ecclesiastique ,
 » qu'encore que les propriétaires de terres , de tous tems
 » cultivées pour produire des fruits décimaux , les puis-
 » sent abandonner & délaisser de culture , sans qu'en
 » ce cas ils puissent être recherchés pour la Dîme ,
 » néanmoins que s'ils en changent la culture & d'une
 » terre labourable qui produisoit du bled , ils en font
 » par exemple , un Pré qui produit du foin , la Dîme de
 » ce foin , bien que d'ailleurs insolite , sera dûë au Curé ,
 » ou autre Ecclésiastique qui le représente en la perception
 » de la Dîme.

Il ajoûte que » si le Propriétaire change la face & la qua-
 » lité de sa terre , & s'il la cultive pour produire d'autres
 » fruits non sujets à la Dîme par la Coutume & usage des lieux ,
 » au lieu des fruit décimaux qu'elle produisoit , ce seroit
 » un expédient de fraude non tolérable , & qu'après les
 » Arrests ci-dessus , bien qu'à considérer ces nouveaux
 » fruits , la Dîme en soit insolite , toute-fois eû égard au
 » fonds qui les produit , lequel de tems immémorial ,
 » pendant son ancienne culture , avoit été sujet au Droit de
 » Dîme , la subrogation du nouveau fruit à l'ancien donne
 » action à l'Ecclésiastique pour en demander la Dîme.

Peut-on rien voir de plus positif , pour justifier que
 la Philippine , que les Arrests , que les Auteurs sont
 d'accord avec les principes du Droit Civil & du Droit
 Canonique.

Ces Arrests ne sont pas les seuls. Filleau *Part. 1. tit.*
1. ch. 61. en raporte un du 8. Juillet 1628. par lequel
 le Parlement de Paris , condamna Thomas Huot , Curé
 de Couzances , de payer aux Chanoines de Saint Lau-
 rent de Joinville , la Dîme des Vins , sur les Vignes nou-
 vellement plantées en des terres où ils percevoient aupa-
 ravant la Dîme des grains.

Autre Arrest du 19. Aoust de la même année 1628.
 rendu au Parlement de Toulouse au rapport de Monsieur
 Rudelle en faveur de l'Evêque de Mirepoix contre les
 Habitans de Tillen pour la Dîme des Fèves Romaines ,

11. Mars
 1738.

appelées autrement Haricots. Cet Arrest est rapporté par Mr. d'Olive *L. 1. ch. 14.*

Il est vray que Bardet, *tome 2. Liv. 9. ch. 23.* rapporte un Arrest du 19. May 1642. qui déboute un Décimateur en pareil cas. Mais cet Arrest même confirme la regle, en établissant le motif de l'exception. Voicy l'espèce.

Jan Griper Maître Teinturier de la Ville de Troyes avoit fait semer du Pastel dans une de ses pièces de terre. Le Décimateur l'appella pour se voir condamner d'en payer la Dîme. Le Bailly de Troyes appointa les Parties; apel. La cause portée à l'Audience publique du Parlement de Paris, le Teinturier soutint que la Dîme n'étoit point dûë : 1°. Parce qu'il étoit le seul Habitant de la Paroisse qui eut semé du Pastel, & dans une seule pièce de terre d'une très-petite étendue; 2°. Que le Pastel est une espèce d'herbe non sujette à la Dîme, non-plus que les autres herbes. Le Décimateur prétendit que le Pastel aiant été substitué au Froment dont cette pièce de terre avoit coûtume d'être enssemencée, la Dîme lui en étoit nécessairement dûë.

Monsieur l'Avocat Général Talon, qui portoit la parole dans la cause, ne combatit point les principes ni la Jurisprudence. Il avoua que la Dîme du Pastel, quoiqu'insolite, étoit dûë par l'effet de la substitution de cette herbe au Froment; mais il crut que ne se trouvant dans la Paroisse qu'une seule piece de terre enssemencée de cette graine, la Dîme n'en étoit point dûë *quant à present*, c'est-à-dire jusqu'à ce que d'autres particuliers n'en eussent pareillement semé dans leurs terres. Aussi l'Arrest rendu sur ses conclusions est-il conçu en des termes qui annoncent que le Parlement, en déboutant le Décimateur pour cette fois, entendoit lui conserver son droit, en cas que d'autres Habitans changeassent la surface de leurs terres. En un mot le motif du déboutement fut qu'il n'y avoit dans la Paroisse qu'une seule pièce de terre dont la surface eût été changée. Mais dans la crainte qu'on ne voulût tirer cet Arrest à conséquence dans la suite, & l'opposer aux principes du Droit & aux Arrests antérieurs, la Cour eut soin d'exprimer son motif par ces termes *quant à present*, termes

mes qui confirment la regle , en déclarant le motif de l'exception. Chapitre LII.

Aussi la question s'étant présentée au même Parlement le 29. Mars 1653. elle fut jugée contre un Propriétaire , 11. Mars 1738. qui avoit converti en Prairie quelques terres labourables. Nous trouvons cet Arrest au troisième tome des Mémoires du Clergé Edition de 1675.

L'appel étoit d'une Sentence des Requêtes du Palais du 3. Juillet 1651. par laquelle le sieur de Fontenu Auditeur en la Chambre des Comptes avoit été condamné de payer aux Chanoines de Saint Cloud la Dîme des grains & Sainfoin recueillis en 1649. sur les terres par lui possédées qui étoient autre-fois en labour & portoient Bled , & par lui enssemencées de Sainfoin. On n'attaquoit que le sieur de Fontenu seul : il ne s'agissoit que de quelques pièces de terre qui appartenoient à un seul particulier : ces pièces de terre comparées à l'étendue de la Paroisse , devoient être un objet peu considérable. C'étoit donc la le lieu de décider , si les principes du Droit devoient céder à la raison de fait , tirée du peu d'étendue du terrain dont on avoit changé la surface. Cependant comme il s'agissoit alors , non pas d'une seule & unique pièce de terre , comme dans l'espèce de l'Arrest de 1642. mais de plusieurs pièces , quoique peu considérables par comparaison à la totalité de la Paroisse ; la Cour par son Arrest du 29. Mars 1653. mit l'appellation au néant , ordonna que la Sentence feroit son effet , & condamna l'appellant en l'amende & aux dépens.

Autre Arrest du Parlement de Toulouse du 21. May 1664. qui juge également les deux questions ; la première que le changement de surface , conserve le droit de Dîme sur les nouvelles espèces de fruits substituées aux anciennes ; la seconde que ce n'est point l'étendue de la Paroisse que l'on considère , ni le nombre des Habitans qui ont changé la surface. C'est ce qui va devenir sensible par l'établissement du fait.

Cinq habitans de la Ville de Clermont avoient converti en Jardins des terres labourables. On sçait quelle

11. Mars
1738.

étenduë peuvent avoir cinq Jardins de Bourgeois, & quelque grands qu'on les suppose, ils n'opèrent pas une diminution bien sensible sur la Dîme. Cependant Messire Roger de Harlay, Evêque de Lodeve & Décimateur, introduit une instance contre ces cinq particuliers au Parlement de Toulouse, où le procès est appointé; & la question discutée en fait & en droit, & le tout vû & considéré, la Cour condamne ces particuliers de paier la Dîme des fruits croissans sur ces terres ainsi dénaturées.

4. Tel étoit l'état de la Jurisprudence, lorsque le Roy donna l'Edit de 1657. dont l'article 4. porte, en termes bien marquez, la confirmation des principes observez jusqu'à lors, & auxquels on n'a point dérogé dans la suite.

Il est vray que cet Edit n'a point été enregistré; mais quelle conséquence peut-on faire résulter de ce défaut d'enregistrement? N'y a-t'il point une erreur visible à en induire que les Propriétaires peuvent changer désormais la surface de leurs terres sans être obligés de payer la Dîme.

Premièrement l'Edit contient sept articles: parmi ces sept articles, supposons qu'il s'en soit trouvé quelqu'un qui ait fait obstacle à l'enregistrement; il n'est pas possible de présumer que ce soit l'art. 4. La raison en est évidente; cet article est conforme aux principes du Droit Canonique, à ceux du Droit Civil, au sentiment des Jurisconsultes, à la disposition des Arrêts rendus antérieurement. Comment les Cours Souveraines eussent-elles marqué de la répugnance à enregistrer une Loy conforme à leurs décisions, à la Jurisprudence actuellement en vigueur?

En second lieu, quoyque l'Edit de 1657. n'ait point été enregistré, cependant on s'y est conformé. Les Arrêts rendus postérieurement ont décidé suivant de la disposition de l'article 4. & nous voyons dans le Journal des Audiences un Arrêt du 4. Mars 1679. par lequel le Parlement de Paris confirme une Sentence des Juges de Riom, qui sur le fondement de cet article, & le prenant expressément pour motif de sa décision, avoit ajugé à des Décimateurs la Dîme du Foin cueilli sur les terres dont la surface avoit été changée.

Où le Parlement de Paris, en confirmant cette Sentence, s'est déterminé par le même motif que les premiers Juges; & dans ce premier cas, l'Edit a passé en force de Loy, quoique non enrégistré, ce qui en prouve d'autant plus la justice.

11. Mars
1738.

Où le Parlement de Paris, indépendamment de l'Edit de 1657. a confirmé la Sentence des Juges de Riom, par la seule raison qu'elle étoit conforme aux principes du Droit Civil & du Droit Canonique, au Sentiment des Jurisconsultes, à la Jurisprudence établie par les précédens Arrêts; & dans ce second cas, il n'est besoin que de ces principes, de ces autorités, de cette Jurisprudence, pour soutenir la prétention des intimés, sans que le défaut d'enrégistrement de l'Edit de 1657. y puisse former aucun obstacle.

Qu'importe donc que le Clergé, dans ses Remontrances, ait demandé l'enrégistrement de cet Edit, & que le Roy ait différé de l'ordonner? L'Edit est composé de plusieurs articles: peut-être y en a-t'il quelques uns qui opèrent ce retardement. C'est un mystère que nous n'avons ni droit ni qualité d'approfondir. Il suffit que la Jurisprudence antérieure & postérieure à cette Loy, soit conforme à sa disposition, pour que la prétention des intimés ne puisse être contestée, soit qu'on prenne, ou l'Edit ou la Jurisprudence, pour règle.

Mais comment douter que le Parlement de Paris ait regardé l'Edit de 1657. comme une Loy, tandis que le Compilateur du Journal des Audiences, après avoir rapporté l'Arrêt qu'on vient de citer, transcrit immédiatement au-dessous & dans le même Chapitre, cet Edit de 1657. afin que ceux qui le verront cité, comme faisant le motif de la Sentence confirmée, puissent y avoir recours? Auroit-il eû cette attention, si cet Edit avoit été regardé comme une Loy sans vigueur? Non sans doute: & cette réflexion, qui suffiroit seule, se trouve fortifiée par le témoignage de Fuet dans son *Traité des Matières Beneficiales Livre 3. ch. 5. n. 2.* " Quoique l'Edit de 1657. n'ait point été enrégistré, dit cet Auteur, on n'a pas laissé de s'y conformer en plusieurs Chefs, dans les Jugemens."

11. Mais
1738.

Il entre ensuite dans les preuves ; & entr'autre exemples qu'il apporte , voici ceux qui nous concernent. » Les re-
» devables de la Dîme ne peuvent (dit-il) changer la na-
» ture des biens qui y sont sujets , au préjudice de cette
» dette , ni mettre des terres labourables en Prés pour
» s'exempter de la païer. » Il cite d'abord l'Arrest de 1679.
au profit des Religieux de Saint Alire de Clermont ; & il
ajoute. » Les particuliers se servoient de ce moïen pour
» éluder le payement des Dîmes : ils frustroient ainsi les Dé-
» cimateurs de leurs droits , & les Curés de leur subsistan-
» ce , en convertissant en Prés les terres labourables de peu
» de rapport. Mais les Arrests ont arrêté le cours de cette
» fraude , en ordonnant le payement des Dîmes ; même en
» Sain-foin , comme il fut jugé par un Arrest du Conseil
» du 3. Avril 1682. rendu contre les Habitans de Marly
» au profit du Curé de cette Paroisse ; & par un autre Ar-
» rest du 12. Decembre 1699. il fut jugé qu'on devoit la
» Dîme d'un ancien Pré , qui après avoir été défriché &
» porté des fruits décimables , étoit retourné en sa premiè-
» re nature de Pré.

Voilà donc un Auteur qui atteste au Public en 1721.
que la Jurisprudence ne s'est point démentie , que les prin-
cipes n'ont point varié , que la Dîme est due des nouvelles
espèces substituées aux fruits décimables. Voilà des Arrests
recens qui jugent suivant cette maxime , & qui décident
contre des particuliers , sans avoir égard au plus ou moins
d'étendue des Paroisses , ni à la qualité du terrain dont
la surface a été changée. Substitution d'une espèce à l'au-
tre , motif suffisant pour continuer le payement de la Dî-
me ; c'est la Jurisprudence ancienne & moderne ; c'est la
disposition précise de l'art. 4. de l'Edit de 1657. Edit qui ,
quoique non enregistré , ne laisse pas d'être suivi dans les
jugemens. Le même Auteur nous l'atteste ; & il n'est pas
le seul. Brillion dans son Dictionnaire des Arrests sur le
mot *Dîmes* page 619. parlant de cet Edit qu'il qualifie de
Déclaration , s'explique en ces termes. » Déclaration du
» Roy du mois de Février 1657. concernant les Dîmes :
» elle contient sept articles : quoiqu'elle n'ait point été en-

« enregistrée , elle ne laisse pas d'être suivie. » Or cette Loy suivie , quoique non enregistrée , ne dit point que la Dîme ne sera due , que lorsque le changement de surface des terres emportera le tiers ou le quart d'une Paroisse. Elle décide indéfiniment & sans aucune limitation , que le changement de la surface , quel qu'il soit , ne nuira point à la perception de la Dîme. Elle veut que la Dîme soit payée des fruits substitués , comme elle l'étoit des anciens. Donc elle doit être payée de toutes les terres où la substitution s'est faite. Les Arrêts antérieurs & postérieurs à cette Loy l'ont décidé pour des pièces uniques où l'on avoit substitué du Sainfoin au Froment. Comment ne le décideroit-on pas pour le Lin & pour le Chanvre , dans un cas où il ne s'agit pas d'une ni de deux , mais de plusieurs pièces de terre dont on change la surface ?

11. Mars
1738.

Enfin Bretonnier sur Henrys *L. 1. ch. 3. q. 29.* établit les mêmes maximes.

Telle est la Jurisprudence & la maxime générale du Royaume. Il s'agit maintenant d'examiner si celle de Bretagne est différente.

5. Mais n'est-ce pas nous faire une injure gratuite , que de nous supposer capables d'une Jurisprudence proscrire par les règles Civiles & Canoniques , opposée au sentiment des Auteurs anciens & modernes , contraire aux Arrêts des autres Cours Souveraines ? Ne doit-on point se défier d'un système qui tend à nous taxer d'une singularité si peu flatteuse ?

Les plus anciens Arrêts que nous fournissent sur cette matière les Auteurs de la Province sont rapportez par Belordeau , par Devolant & par Sauvageau. Souvent (dit le premier de ces Arrestographes *Let. D. Controv. 87.*) » Souvent aux environs des bonnes Villes , où les fruits de » toutes sortes & espèces sont mieux vendus , les Propriétaires des terres , pour s'exempter de payer la Dîme de » leurs fruits , les font ensemercer en Pois & Fèves , Lins » & Chanvres ; & dans leurs Jardins ils font mettre des » gros Bleds , se persuadant qu'ils ne peuvent en devoir la » Dîme , non-plus que des autres fruits desdits Jardins. Mais

Chapitre LII.

11. Mars
1738.

» par deux Arrêts, cet artifice malicieux a tourné à la
 » confusion de ceux qui l'avoient malicieusement projeté.
 » L'un donné pour le Recteur de la Paroisse de Saint Ger-
 » main en la Ville de Rennes le 6. Juillet 1614. & l'autre
 » en l'an 1609. Par le premier la Dîme fut ajugée des gros
 » Bleds, Lins, Chanvres, ensemencés dans les Jardins; &
 » par l'autre des Pois & Fèves ensemencés en de grandes
 » pièces de terre cultivées & labourées avec la Charruë.

Voilà donc la Jurisprudence de Bretagne conforme aux principes du Droit & à l'Usage des autres Parlemens : Elle ne veut pas que l'on use d'artifice pour frauder les Décimateurs : elle regarde comme sujets à la Dîme les fruits nouveaux substitués à la place des anciens.

Cette Jurisprudence a-t-elle changé dans le long espace d'années qui s'est écoulé depuis ces deux premiers Arrêts ? Sauvageau sur Monsieur du Fail *Livre 1. ch. 683.* a eu soin de recueillir tout ce qui pouvoit éclaircir la matière. Il pose comme un fait constant que nos maximes à cet égard sont les mêmes que celles de tous les Tribunaux du Royaume. Il le prouve par plusieurs Arrêts, & le premier dans l'ordre des dates, est celui du Parlement de Paris, rendu apparament sur évocation, entre le Chapitre de Treguier & les Paroissiens de Ploëquiel & Ploëscat du 15. Juin 1641. par lequel le Chapitre fut maintenu & gardé au droit de percevoir les Dîmes des Lins & des Chanvres qui se recueillent sur les terres & campagnes hors les Courtils.

Cet Arrêt, sans doute, ne pût être rendu que conformément à la Jurisprudence de la Province. Il est vrai qu'on a fait plusieurs fois des tentatives pour le renverser. Mais ces tentatives même, condamnées par les Arrêts du Conseil & par ceux de ce Parlement, sont une preuve bien marquée de notre attachement aux véritables maximes.

L'exemple des particuliers, qui cherchoient à se soustraire au paiement de la Dîme dans les Provinces de Bretagne & de Normandie, devint insensiblement assez considérable pour porter le Clergé à recourir directement à l'autorité du Roy. Il le fit en 1641. par des Remontrances, sur lesquelles S. M. en son Conseil d'Etat prononça

l'Arrest dont voici la teneur. » Le Roy en son Conseil ,
 » ayant égard ausdites remontrances , conformément aus-
 » dites Lettres Patentes & en interprétation d'icelles , a or-
 » donné & ordonne qu'esdites Provinces de Bretagne &
 » Normandie , lesdites Dîmes seront payées aux Ecclé-
 » siastiques qui ont droit de les percevoir , de tous les fruits
 » provenans des terres , sur lesquelles ils ont accoutumé de
 » les lever , soit que lesdites terres soient chargées de Mil ,
 » Lin , Chanvre & autres Grains , & qu'elles soient chan-
 » gées de terres labourables qu'elles étoient , en vignobles ,
 » le tout à proportion de ce que les Dîmes se payent dans
 » lesdites Provinces , suivant la Coûtume des lieux , au
 » paiement desquelles Dîmes , seront les Propriétaires con-
 » traints par toutes voyes duës & raisonnables en vertu du
 » présent Arrest , &c.

11. Mar
 1738.

Cet Arrest du Conseil n'ordonne que ce qui avoit déjà
 été ordonné par l'Arrest du Parlement de 1609. c'est-à-
 dire le payement de la Dîme en cas de changement de
 surface de la terre. Cet Arrest du Conseil n'a donc pas
 pour objet d'introduire en Bretagne une Jurisprudence nou-
 velle , mais d'y maintenir l'ancienne. Ainsi nous voyons
 dès-à-présent & le Conseil & le Parlement de Bretagne ,
 d'accord pour faire observer , dans l'étenduë de cette Pro-
 vince , la Jurisprudence universelle du Roïaume.

On voit même dans Sauvageau que trois ans avant cet Ar-
 rest du Conseil , le Parlement avoit jugé la question au
 profit des Décimateurs le 14. Juillet 1638. en confirmant
 une Sentence des Présidiaux de Rennes par laquelle ils
 avoient condamné les Paroissiens de Pommerit de payer
 au Recteur la Dîme des Lins en nature de Dîme subrogée.

Après une Jurisprudence si bien établie , on veut que le 7.
 Decembre 1649. ce même Parlement ait rendu un Ar-
 rest contraire : & pour le prouver on ne communique
 qu'un collationné fait par deux Notaires de Village , &
 dans lequel le vû de l'Arrest paroît tronqué.

Nous avons vû que la Jurisprudence antérieure à ce pré-
 tendu Arrest , étoit conforme aux principes. A-t-elle chan-
 gé depuis ? On a bien renouvelé les mêmes tentatives , mais
 quel en a été le succès ?

11. Mars
1738.

Nous trouvons qu'en 1650. le Roy renouvela la disposition de l'Arrest de son Conseil du 10. Aoust 1641. rendu pour la Bretagne & la Normandie. Aussi la question ayant été portée devant ce Tribunal en 1655. & y ayant été vraisemblablement discutée avec toute l'exacritude qu'annoncent les qualitez des Parties qui plaidoient, le Roy & son Conseil la décidèrent conformément à cette Loy » Arrest du Conseil (dit Sauvageau) entre Messire » Pierre Roxelin Recteur de Caro, les Paroissiens, les Etats » de Bretagne & les Agens généraux du Clergé, par lequel lesdits Paroissiens furent condamnez de payer la Dîme du Mil mis en terres où l'on avoit accoutumé de lever, la Dîme ordinaire.

Voilà donc cette question décidée pour la Bretagne, entre toutes les Parties intéressées à la bien éclaircir, le Décimateur, les Habitans, le Clergé, les Etats de la Province : que juge-t'on ? Que la substitution d'un fruit à l'autre ne porte aucune atteinte à l'exercice du droit. On le juge au Conseil du Roy, non sur une simple requête, mais contradictoirement avec la Province même, & cela conformément à la Jurisprudence de son Parlement.

En effet la question s'étoit présentée, deux ans auparavant, au Présidial de Rennes, entre les Paroissiens de Ploescat & le Chapitre de Treguier : elle y avoit été décidée de même ; & le Parlement avoit confirmé la Sentence. C'est ce que nous atteste encore Sauvageau.

» Autre Arrest (dit le même Auteur) rendu le 21. Janvier 1670. contre les Paroissiens de Bruc au profit du » Prieur de Saint Thomas, deffendu par les Religieux de » l'Abbaye de Paimpont, confirmatif d'une Sentence qui » avoit condamné lesdits Paroissiens de payer audit Prieur » de Saint Thomas la Dîme de toutes espèces de Grains, » Lins, Chanvres & filasses.

6. Il est vray que l'Arrest rendu deux ans après, c'est-à-dire le premier Juin 1672. entre le Recteur de la Paroisse de Rientec & ses Paroissiens, fait deffenses à ceux cy d'ensemencer plus de la quatrième partie de leurs tenues en Mil, Lin, Chanvre, Pois, Fèves, Fenosses & autres

tres Grains non sujets à Dîme, & ne maintient le Recteur qu'au droit de lever la Dîme aux terres ensemencées qui excéderont cette quatrième partie de leurs Tenuës; d'où l'on a voulu conclure, à *particulari ad universale*, que la Jurisprudence générale de la Province étoit d'exempter la quatrième partie d'une Paroisse de payer le droit de Dîme sur les espèces subrogées. Mais la maxime contraire étant solidement établie par les Arrêts antérieurs, & demeurant pour avéré qu'il est de principe dans cette Province, comme dans les autres parties du Royaume, que le changement de surface ne peut nuire aux droits du Décimateur, n'a-t-on point fait attention que tout Arrêt qui paroîtra contraire à cette maxime, à ces principes, à la Jurisprudence universelle des Arrêts, sera indubitablement fondé sur des motifs particuliers, & que de pareilles exceptions ne peuvent renverser la règle générale?

11. Mars
1738.

Quelle est donc l'espèce de l'Arrêt de Riantec? Les Paroissiens soutenoient que de tems immémorial, ils étoient en possession d'ensemencer la quatrième partie de leurs terres de menus grains, sans en avoir jamais payé la Dîme: ils avoient été apointés à informer de cette possession: le Décimateur avoit relevé apel de l'appointement. C'étoit reconnoître suffisamment la possession: c'étoit avoüer qu'elle pouvoit être prouvée. D'ailleurs les productions des Paroissiens renfermoient des actes, qui pouvoient la constater. C'est dans cet état qu'intervient l'Arrêt. Détruit-il la Jurisprudence générale observée jusqu'à lors? Etablit-il pour maxime universelle dans la Province, comme on le prétend, que pour exiger la Dîme des grains nouveaux substituez aux anciennes espèces, le changement de surface doit emporter la quatrième partie des terres d'une Paroisse? Non: il laisse subsister le droit commun; mais il se détermine par les circonstances particulières, par la possession suffisamment avoüée. Il juge que ce n'est point icy le cas d'une subrogation de grains, qu'il ne s'agit point de nouvelles espèces substituées aux anciennes, puisque de tems immémorial on a semé dans la quatrième partie des Tenuës les mêmes menus Grains, sans que la Dîme en ait jamais été réclamée. En

un mot il décide que le Décimateur *non certat de damno vitando*, puisqu'il ne peut rien perdre, en laissant les choses sur le même pied où elles ont toujours été, mais qu'il cherche à augmenter son revenu d'un quart, *certat de lucro captando*, puisque n'ayant jamais recueilli la Dîme, non-plus que ses Prédécesseurs, que sur les trois quarts de sa Paroisse, il veut l'étendre à la Paroisse entière. Ce n'est point là notre cause. Les Intimés réclament contre une véritable subrogation d'espèces nouvelles aux anciennes. Ainsi ils ne plaident pas, comme le Recteur de Riantec, pour acquérir une augmentation de Dîme, mais pour empêcher la diminution, & même la perte imminente de celle qui leur appartient, & dont ils sont de tems immémorial en possession.

Dix ans après l'Arrest de Riantec, la question se présenta, telle que nous l'agitions aujourd'hui entre le Recteur de Clisson & ses Paroissiens. Jugea-t-on que les Habitans de cette Paroisse jouïroient de l'exemption de la Dîme sur les Lins, & autres menus Grains, jusqu'à la concurrence du quart de leurs tenuës? Non: Arrest le 30. Avril 1682. qui, réformant la Sentence des Présidiaux de Nantes, condamne les Paroissiens de payer la Dîme des Lins semés dans les terres labourables.

7. Mais l'Arrest rendu le 28. Septembre 1701. au profit de la Dame de la Marzelière ne prouve-t'il pas, avec le dernier degré d'évidence, que la Cour a toujours suivi les mêmes principes?

Il s'agissoit de sçavoir si les Habitans de Ploüasne, Paroisse voisine de Trefumel, payeroient la Dîme des Lins par euxensemencés dans les Champs. Les Présidiaux avoient débouté la Dame de la Marzelière de sa demande: elle étoit apellante: qu'apprenons nous par le vû de l'Arrest?

Prémièrement que l'apellante concluoit à ce que les Paroissiens fussent condamnez de luy payer à l'avenir la Dîme sur les Lins & Chanvres, comme sur les Bleds & autres fruits qui seroient ensemencés dans leurs terres.

En second lieu, que le Général, par un incident exprès, demandoit qu'en événement que la Cour fît quelque di-

ficulté de confirmer la Sentence & que la Dame de la Marzeliere persistât à contester la possession dans laquelle soutenoient être les Paroissiens depuis plus de quarante ans de faire des Lins & Chanvres en telle quantité qu'ils vouloient, & en tels de leurs Champs qu'il leur plaisoit, à la Charruë & autrement, sans qu'il fût dû aucune Dîme ni qu'il en eût été levé, avant faire définitivement droit il leur seroit permis d'en informer.

11. Mars
1738.

Quel est l'Arrest qui intervint? » La Cour, sans s'arrêter à l'incident & demande du Général des Paroissiens de la Paroisse de Ploüasne, a mis & met l'appellation & ce dont est apel au néant, corrigeant & réformant le jugement, & faisant droit, a condamné lesdits Paroissiens de payer à ladite Belin de la Marzeliere, les Dîmes desdits Lins & Chanvres, qu'ils feront dans les terres de l'étendue de ladite Paroisse, à l'exception de ceux qu'ils semeront dans leurs Courtils & Jardins, même les Dîmes échues depuis la premiere demande, & les a condamnés aux dépens des causes principales, d'apel & incidents.

On a senti le poids de cet Arrest: on a fait des efforts pour en détourner l'aplication: s'est-on flaté d'y avoir réussi?

La Cour, a-t'on dit, se détermina par une circonstance qui ne se trouve point dans notre espèce; la Dame de la Marzeliere soutenoit qu'il y avoit dans la Paroisse, plus de 500. Journaux de terreensemencés en Lins & Chanvres; & de-là on a conclu que les Paroissiens de Ploüasne abandonnoient la culture des Bleds pour se donner entièrement à la culture des Lins & des Chanvres, ce qui avoit touché la Cour & déterminé l'Arrest.

Mais d'abord cette objection renferme une implication manifeste. Car supposons, pour un moment, que la Dame de la Marzeliere ait soutenu qu'il y avoit plus de 500. journaux de terreensemencés en Lins & Chanvres dans la Paroisse de Ploüasne, s'ensuivra-t'il que les Paroissiens abandonnoient totalement la culture des Bleds pour ne semer que des Chanvres & des Lins. Pour raisonner ainsi, il faudroit supposer que ces 500. journaux de terre faisoient,

11. Mars
1738.

si non le tout, du moins la plus considérable partie de la Paroisse. Or la Paroisse de Ploüasne, l'une des plus grandes de l'Evêché de Saint Malo, contient pour le moins 10000. journaux de terre : d'où il résulte que, dans le propre système des apellans, le changement de superficie dont se feroit plainte la Dame de la Marzeliere, n'auroit emporté que la vingtième partie de cette Paroisse, & que par conséquent elle auroit eû tort d'accuser les Paroissiens d'un abandon total de la culture des Bleds.

Ainsi donc, en prenant même pour constant qu'il y avoit 500. Journaux de terres enssemencées en Lins & en Chanvres, ce n'est point la considération de cette quantité qui a déterminé l'Arrest, puisqu'elle n'étoit point extraordinaire, relativement à l'étendue d'une Paroisse dont les 19. autres vingtièmes étoient enssemencés de Grains ordinaires.

La Cour s'est donc déterminée par les principes du Droit, par la règle générale qui veut que la subrogation d'une espèce de fruits à l'autre opère la confirmation de la Dîme.

Mais où est la preuve que la Dame de la Marzeliere ait allégué que les Paroissiens de Ploüasne avoient enssemencé plus de 500. journaux de terre en Lins & Chanvres? On n'en voit pas la moindre trace dans l'Arrest. Enfin qui peut douter, en examinant cet Arrest, que la Cour ne l'ait rendu en point de Droit?

Premièrement la demande de la Dame de la Marzeliere étoit indéfinie; elle tendoit au paiement de la Dîme sur les Lins & Chanvres, comme sur les Bleds & autres fruits qui seroient enssemencés dans toute la Paroisse. Sa prétention avoit donc pour objet de faire décider la question en pur point de droit, c'est-à-dire de faire juger que les Lins & Chanvres semez dans les terres labourables, sont sujets à la Dîme comme les Bleds & les autres fruits.

Quelle étoit la deffence des Paroissiens? la même précisément que celle des Paroissiens de Trefumel. Ils disoient, comme les Paroissiens de Trefumel, que de tous tems ils étoient en possession de semer des Lins dans leurs terres labourables; que jamais ils n'en avoient payé la Dîme;

qu'ainsi la Dame de la Marzeliere vouloit exiger une Dîme insolite. Chapitre LII.

L'Arrest rendu sur ces contestations établit trois principes. Le premier que les Lins & les Chanvres ne sont point sujets à la Dîme, lorsqu'ils sont semés dans les Jardins & Courtils, parce qu'alors ils sont censez substituer les légumes que l'on y sème ordinairement.

Le second que la possession quadragenaire de semer des Lins & Chanvres dans les terres labourables, ne dispense pas de l'obligation de paier la Dîme, quoiqu'on ne l'ait jamais exigée, & qu'ainsi on n'est pas recevable, ny a informer de cette possession, ni à objecter que c'est une Dîme insolite.

Le troisième principe établi par cet Arrest est remarquable. C'est que la Cour n'excepte de la Dîme des Lins & Chanvres, ni le tiers ni le quart des terres labourables : elle les y assujettit toutes, parce que ces terres, destinées naturellement à la culture des Bleds, sont sujettes au paiement de ce droit, par la subrogation d'une espèce à l'autre, suivant les principes du Droit Civil, du Droit Canonique & de la Jurisprudence générale du Royaume.

Telle est donc aussi la Jurisprudence de ce Parlement, constatée par les Arrests qui ont été rapportés. En produira-t'on aucun depuis celui de la Dame de la Marzeliere qui ait fait varier cette Jurisprudence ? Car ce seroit inutilement qu'on chercheroit à s'appuyer d'un ancien Arrest rendu contre l'Evêque de Treguier le 20. Juillet 1654. qui le débouta d'une pareille demande vers les Paroissiens de Langoat : écoutons ce qu'en dit Sauvageau. » Cet Arrest, dit-il, ne peut servir de règle, y aiant été dérogé » par les Arrests posterieurs.

En effet ce n'est pas un Arrest solitaire qui fixe la Jurisprudence. Au contraire lorsque cet Arrest se trouve suivi de plusieurs autres qui ont jugé la question différemment, & sur tout lorsque le dernier état de la Jurisprudence est entièrement opposé à une ancienne décision, que doit-on penser ? Que l'Arrest a été rendu sur des circonstances particulières qui ne paroissent pas ; qu'il a eû pour

11. Mars
1738.

motifs des transactions, des acquiescemens, des fins de non recevoir, dont on n'est pas instruit; mais que la Cour n'a point prétendu donner cet Arrest pour règle, puisque par les Arrests postérieurs elle a décidé le contraire; Arrests postérieurs conformes à ceux qui avoient été rendus auparavant, & qui tous ensemble forment un corps de Jurisprudence; Arrests d'autant moins susceptibles d'atteinte qu'ils ont leur fondement dans les principes du Droit qui veulent que le changement de superficie ne puisse jamais nuire aux droits du Décimateur. *Mutatio qualitatis loci non habet alterare obligationem solutionis Decimarum.* C'est la décision des Canonistes. *Jus antiquum decimæ debet præstari ex eâ specie fructum qui ex immutatâ culturâ percipiuntur.* C'est la décision des Jurisconsultes.

Le droit de Dîme doit être payé conformément à ces principes du Droit : *prout de jure fuerit & hætenus est consuetum fieri.* C'est la disposition expresse de la Philippine. Le changement qui a été & qui sera fait de la surface de la terre & des fruits & revenus, ne pourra préjudicier aux Décimateurs; & la Dîme des fruits nouveaux sera payée à la raison des anciens qui se recueilloient sur les mêmes héritages. Ce sont les termes de l'Edit de 1657. Edit trouvé si juste par les Cours Souveraines, qu'elles s'y sont conformées, qu'elles l'ont donné pour motif de leurs jugemens, quoiqu'il n'ait point été enregistré. Enfin tous les Paroissiens de la Paroisse de Ploüasne sont condamnés de payer la Dîme des Lins & Chanvres qu'ils feront dans les terres de l'étendue de la Paroisse, à l'exception de ceux qu'ils semeront dans leurs Courtils & Jardins. C'est la disposition du dernier Arrest que la Cour a rendu en cette matière; Arrest conforme à la Jurisprudence générale de cette Province, aux décisions des autres Cours Souveraines, aux Edits, aux Ordonnances, aux principes du Droit Civil & du Droit Canonique. Fut-il donc jamais prétention plus solidement appuyée que celle des intimés?

Mais supposons qu'abandonnant la Jurisprudence que les Arrests ont établie, on pût en établir une nouvelle, & faire plier ces décisions sous le sentiment de quelques Au-

teurs récents & étrangers de la Province qui veulent que le changement de superficie soit considérable; dans ce cas là même, les Paroissiens de Trefumel seroient mal fondés dans leur contestation.

11. Mars
1738.

En effet, on ne voit nul Arrest d'aucun Parlement qui ait décidé que pour que le changement de surface doive être regardé comme considérable, il soit nécessaire qu'il aille jusqu'au tiers ou au quart de la Paroisse. On a fait voir le motif particulier de l'Arrest de Riantec, Arrest qui a si peu servi de règle générale, que par les Arrests postérieurs la Cour a assujetti les Paroisses entières au payement de la Dîme des Lins & des Chanvres.

Ainsi dans le cas même où l'on suposeroit comme maxime reçûe en Bretagne & autorisée par les Arrests, que le changement de surface dût être considérable, pour assujettir les Lins & les Chanvres à la Dîme, les Parties se trouvent précisément dans le cas supposé.

Car il ne faut pas s'en rapporter au calcul des appellans. Ils supposent d'abord qu'il y a dans la Paroisse 600. journaux de terres labourables: mais les Mémoires des intimés portent qu'il n'y a pas plus de 300. journaux de terres effectivement labourées, & qu'il y en a du moins 70. ensemencés en Lins & Chanvres. L'objet est donc considérable puisqu'il emporte près d'un quart.

D'ailleurs les intimés soutiennent qu'il n'y a que 20. à 21. an que l'on commence à semer des Lins d'Hyver dans les terres labourables de la Paroisse de Trefumel, & qu'on n'y connoissoit point cette semence auparavant.

8. Le Général objecte inutilement l'Arrest rendu au profit du sieur de la Saudre le Fer contre le Chapitre de St. Malo. L'unique question étoit de sçavoir si l'on payeroit la Dîme de la Vesse coupée en vert pour donner aux Chevaux. On opposoit au Chapitre; 1°. Que jamais en Bretagne on n'avoit payé la Dîme de la Vesse coupée en verd. 2°. Que telle étoit la Jurisprudence générale du Royaume.

La premiere proposition n'étoit pas contestée. La seconde étoit facile à prouver. Voici ce qu'en dit l'Auteur du dernier Traité des Matières Bénéficiales.

11. Mars
1738.

» Arrest du 18. Janvier 1658. rendu en faveur des Habi-
» tans de St. Lomer Diocèse de Blois, qui a jugé que quoique
» les Pois & les Fèves deussent la Dîme, ils en étoient néan-
» moins exempts, lorsqu'on les vendoit en verd & par par-
» tie, attendu que depuis long-tems on ne l'avoit point payée.
» Semblable contestation s'étant élevée en 1706. au sujet
» des Grains que des Laboureurs faisoient couper en verd
» pour les donner à leurs bestiaux & les raffraichir, par
» Arrest de ladite année fut jugé que l'on se conformeroit
» sur ce point à la coutume du lieu.

Il ne faut donc pas faire comparaison d'un fruit coupé en verd à un fruit coupé en maturité : ce n'est donc pas dans l'Arrest du sieur de la Saudre qu'il faut chercher les règles qui doivent décider la question de sçavoir si la Dîme des Lins est due dans les terres labourables. Où sont-elles établies ces règles ? Dans les Arrests de Pommerit, de Caro, de Bruc, de Ploëscat, de Ploüasne, qui ont jugé cette question en point de Droit.

9. Quant à l'apel du Recteur, le Présidial, en reduisant son droit dans la Dîme des Chanvres au tiers, comme pour les autres espèces de fruits, a jugé que si les Paroissiens avoient bien voulu, malgré le privilège d'exemption accordé aux Jardins & aux Courtils, permettre à leur Recteur d'y lever la Dîme sur les Chanvres, il n'en résulteroit point autre chose, sinon que les Paroissiens avoient pû déroger à leur exemption & assujettir leurs Jardins à la Dîme du Chanvre, en faveur du Recteur par préférence à tout Décimateur, mais que cette concession ne pouvoit s'étendre au-delà des mêmes Jardins & Courtils : pourquoy ? Parce que le droit de Dîme dans lequel le Recteur est fondé sur les terres labourables étant fixé au tiers, & les deux autres tiers appartenant aux Benedictins & au sieur Tirel, il n'a dépendu ni du Recteur ni des Paroissiens de nuire au droit de ces Codécimateurs.

Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a dit que, pour décider des questions si importantes, il étoit nécessaire d'établir & de concilier quatre principes certains en matière de Dîme.

1°. Que

1°. Que la perception des Dîmes se règle par la possession. Ce principe est tiré des Ordonnances de Philippe le Bel & de Philippe le Long, qui, comme le témoigne du Moulin, ont toujours été gardées inviolablement dans le Royaume : *idque in utroque foro super decimis insolitis non præstandis nec exigendis.*

2°. Que la Dîme n'est point due par le fonds & qu'elle n'est due que sur les fruits.

3°. Que chacun est maître de son bien & peut l'administrer à son gré.

4°. Que la fraude doit être bannie de toute affaire ; qu'elle ne doit jamais être favorisée, & que l'équité ne permet pas qu'un homme devienne plus riche par sa fraude & profite du dommage d'autrui.

Qu'on doit avoir toujours devant les yeux ces principes invariables dans les questions de Dîme ; & qu'il ne s'agit que de les concilier ensemble, lorsque les circonstances paroissent mettre quelque contradiction dans leur application.

Qu'ainsi quand au lieu d'un fruit décimable, quelqu'un sème un fruit non décimable, personne ne peut l'en empêcher, parce qu'il est le maître de son bien ; & il ne devra point la Dîme de ce fruit non décimable, suivant les deux premiers principes qui ont été établis, parce que ce n'est point la terre qui doit la Dîme ; ce sont les fruits ; & ces fruits qu'il sème ne sont point décimables suivant la possession & l'usage du pays.

Qu'il est inutile de dire que les fruits non décimables sont substitués aux fruits décimables : qu'on ne peut comparer la Dîme à la servitude qui est due sur le fonds même, au lieu que la Dîme n'est due que sur les fruits : que le Décimateur cueillant la Dîme des fruits décimables substitués aux fruits non décimables, il gagne d'un côté ce qu'il perd de l'autre ; & qu'il ne seroit pas juste que ne pouvant jamais perdre, il pût gagner quelque-fois.

Qu'enfin la décision du Droit Canonique pour la Dîme des fruits substitués, ne peut faire loi en France, où ce Droit ne sert de règle qu'autant qu'il est conforme aux Ordonnances & à l'usage du Royaume.

Après avoir examiné les autorités & les Arrests qui ont été cités de part & d'autre, Mr. l'Avocat Général a dit que le quatrième principe qui deffend d'autoriser la fraude peut suffire pour concilier les contrariétés qu'on trouve entre ces différentes décisions.

Que les Arrests qui ont donné la Dîme sur les fruits substitués, en les supposant tels que les Arrestistes les rapportent, & en quelque nombre qu'ils soient, ne peuvent jamais avoir été rendus qu'en fait, c'est-à-dire qu'on a jugé qu'il y avoit fraude de la part des Habitans & que la surface étoit considérablement changée.

Qu'au contraire les Arrests, qui ont jugé que les Décimateurs n'exigeroient la Dîme que quand le quart ou le tiers de la surface seroit changé & qui ont ordonné sur cela un procès verbal, ont nécessairement jugé la question en point de droit. Car pourquoy ordonner un procès verbal de changement de surface, pourquoy ordonner que les Habitans ne pourront changer que le tiers ou le quart, si le moindre changement suffisoit pour attribuer la Dîme sur les fruits substitués aux Grains décimables ?

Que d'ailleurs si ce qui est substitué à la place du fruit décimable étoit sujet à la Dîme, il n'y a pas de milieu, les Prairies, les Etangs, les Bois, devroient la Dîme; que la Jurisprudence & les autorités les plus respectables condamnent cette prétention; qu'ainsi l'on doit limiter les décisions données en faveur des Décimateurs, au seul cas de la fraude commise pour frustrer les Décimateurs, ou du moins présumée par le changement considérable de surface.

Que l'art. 4. de l'Edit de 1657. n'a point eu d'exécution; que le Roy instruit par les sages Remontrances de tous les Parlemens ne fit point enregistrer cet Edit; & que le Clergé de France n'a jamais pû obtenir cet enregistrement, quelques tentatives qu'il ait faites depuis à chaque Assemblée du Clergé, le Roy ayant toujours répondu qu'il verroit à pourvoir à la plainte du Clergé par un Règlement convenable.

Qu'appliquant à l'espèce de la cause les principes qui ont

été établis ; puisque le calcul même des Décimateurs ne porte le changement de surface qu'à la neuvième partie de la Paroisse, ce changement n'est pas considérable & ne peut faire présumer aucune intention de fraude de la part des Paroissiens ; qu'il seroit par conséquent inutile d'ordonner un procès verbal du changement de surface ; & que la Cour est assez instruite pour débouter définitivement les Décimateurs.

11. Mars
1738.

Mais qu'en les déboutant, il paroît nécessaire de leur réserver la faculté de se pouvoir, en cas de changement du tiers ou du quart de la surface, pour la Dîme du surplus ; que cette disposition, absolument conforme à l'Arrest de Riantec, conservera le droit des Décimateurs, empêchera la fraude des particuliers, & établira une règle certaine & inviolable pour les changements de surface.

Que l'apel du Recteur est aussi bien fondé que celui de ses Paroissiens ; qu'il a titre & possession pour percevoir seul la Dîme des Chanvres ; & que les principes qu'il a établis sont incontestables.

Par Arrest rendu à l'Audience publique de Grand'Chambre conforme aux Conclusions de Mr. l'Avocat Général.

LA COUR sans s'arrêter à la folle intimation proposée par la partie de Poullain, faisant droit dans son apel de la Sentence du premier Mars 1737. a mis l'apellation & ce dont a été apellé au néant, en ce que par icelle partage auroit été jugé tiers à tiers de la Dîme des Chanvres semez dans les terres labourables de la Paroisse de Trefumel, corrigeant & réformant, a maintenu ladite partie de Poullain dans la possession de percevoir seul la Dîme de tous les Chanvres qui se recueillent dans ladite Paroisse ; faisant pareillement droit dans l'apel de la Partie de Bonamy, a mis l'apellation & ce dont a été apellé au néant, corrigeant & réformant, déboute les Parties d'Anneix & de Poullain de leurs demandes afin de payement de la Dîme des Lins semez dans les terres labourables accoutumées d'être enssemencées en Grains décimables suivant l'usage du lieu ; condamne les Parties d'Anneix aux dépens des causes principales & d'apel vers les Parties de

11. Mars
1738.

Bonamy & de Poullain, ceux d'entre lefdites Parties de Bonamy & de Poullain compensés ; & cependant faisant droit sur les conclusions du Procureur Général du Roy, ordonne qu'en cas que les Paroissiens de Trefumelensemenceroient plus que la quatrième partie des terres labourables de la Paroisse, en Lins ou autres fruits non décimables suivant l'usage du lieu, ils seront tenus payer la Dîme ausdites Parties d'Anneix & de Poullain de ce qui excédera la quatrième partie.

C H A P I T R E L I I I.

Arrest conforme au précédent sur le changement de surface.

13. Mars
1738.

DEPUIS l'année 1709. les Paroissiens de S. Aubin de Guerrande ont semé du Bled noir dans quelques pièces de terres où ils cuëilloient auparavant d'autres Bleds sujets à la Dîme que le Chapitre de la Collégiale de Guerrande perçoit dans cette Paroisse. Jusqu'en 1732. le Chapitre n'exigea point la Dîme de ce Grain, non décimable par l'usage de la Paroisse. Il se contentoit de ce que les Habitans vouloient bien païer aux Dîmeurs qui alloient dans leurs maisons faire une espèce de quête.

En 1732. le Chapitre prétendit que la Dîme luy étoit due, à cause de la substitution des Bleds noirs aux Grains décimables. Mais le Général de la Paroisse de S. Aubin soutint que le changement de surface n'étoit pas assez considérable pour établir la prétention d'une Dîme insolite. Il offrit même de prouver par un mesurage qu'il n'y avoit pas la quatre-centième partie des terres de la Paroisseensemencée de Bled noir.

Par Sentence du Prélidial de Nantes du 7. Avril 1734. le Chapitre fut débouté de sa prétention. Il a interjeté apel de cette Sentence ; & Mr. l'Evêque de Nantes, qui est aussi Décimateur dans la Paroisse, est intervenu pour adhérer aux conclusions du Chapitre.

Par Arrest rendu en Grand'Chambre au rapport de Mr.

du Pont d'Oville le 13. Mars 1738. & déterminé par les mêmes motifs que celui qu'on a rapporté au précédent Chapitre.

Chap. LIII.

13. Mars
1738.

LA COUR faisant droit sur le tout, sans s'arrêter à la requête & intervention du Réverend Evêque de Nantes du 29. Novembre 1737. ni aux requêtes & Lettres de restitution du Chapitre de la Collégiale de Guerrande des 10. Juillet & 13. Août audit an 1737. dont ils sont déboutés; dans l'appel interjetté par ledit Chapitre de Guerrande de la Sentence du Présidial de Nantes du 7. Avril 1734. a mis & met ladite apellation au néant; ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein & entier effet; condamne les appellans en l'amende ordinaire au Roy & aux dépens des causes d'appel, lettres de restitution & incidens vers ledit Général de Guerrande & lesdits René Vaillant, Pierre Bouillant & autres en deffendant & demandant; a pareillement condamné ledit Réverend Evêque de Nantes aux dépens de son intervention & en ceux faits en conséquence; & faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy; ordonne qu'en cas que les Paroissiens de Saint Aubin de Guerrande ensementeroient plus que la quatrième partie de terres labourables de ladite Paroisse en fruits non décimables suivant l'usage d'icelle, ils seront tenus de payer les Dîmes de ce qui excédera la quatrième partie; & sur le surplus des demandes des Parties les a renvoïées hors procès.



20. Mars
1738.

CHAPITRE LIV.

Si le délai donné à la veuve pour renoncer à la communauté est peremptoire.

SOMMAIRE.

1. De quel jour un inventaire est réputé clos.
2. Si en succession bénéficiaire on est obligé d'inventorier des papiers qui sont en main tierce.
3. Si la renonciation à la communauté doit se faire en jugement ou au Greffe.
4. & 6. Si la communication de l'inventaire est nécessaire pour faire courir le délai donné pour la renonciation.
5. & 10. Comparaison de la veuve & de l'héritier bénéficiaire.
7. & 9. Différence entre la veuve & l'habile à succéder qui s'est abstenu.
8. Motifs qui rendent peremptoire le délai de renoncer. Jurisprudence.
11. Examen des autoritez étrangères à la Province.
12. En quel sens le droit de la femme à la communauté n'est qu'habituel pendant la vie du mari.
13. Examen de l'art. 5. du T. 7. de l'Ordonnance de 1667.
14. Si la renonciation conditionnelle est valable.
15. Si la fille mineure mariée par ses pere & mere est restituable contre la mobilisation de sa dot.
16. Arrest rendu le 30. Juillet 1737. sur la question de sçavoir si le délai de 40. jours pour renoncer est peremptoire contre des enfans mineurs dont le pere n'a point fait d'inventaire.
17. Observations pour concilier les différens Arrests rendus en cctte matière.

20. Mars
1738.

MAISTRE Jean-Baptiste Brossais Avocat au Parlement mourut à Châteaubriand le 29. Juillet 1728. Sa succession fut acceptée sous bénéfice d'inventaire par Maîtres Joseph & Louïs Brossais ses freres; & le bénéfice

fut solennisé dans la Jurisdiction de Châteaubriand sous le Reffort de laquelle il étoit mort. Chap. LIV.

Le 27. Octobre 1728. Dame Julienne-Roze de Lepine, veuve de Maître Brossais assigna ses héritiers au Présidial de Rennes, à cause de la soumission portée par son contrat de mariage, pour se faire ajuger son doüaire, les sommant de faire procéder à l'inventaire & de le lui communiquer ensuite avec toutes les pièces, pour être en état de faire sa déclaration sur l'acceptation ou la répudiation de la communauté. Cette sommation fut répétée le 21. Decembre lors d'un procès verbal que fit le Greffier de Châteaubriand au domicile qu'avoit eu Maître Brossais à Rennes, & où il ne se trouva aucuns meubles.

20. Mars
1738.

L'inventaire fut commencé le 27. Janvier 1729. La veuve y assista en personne avec son Procureur; & elle reserva de faire sa déclaration après la communication de l'inventaire & de toutes les pièces.

Les héritiers ayant remontré qu'il y avoit plusieurs procès indécis dans lesquels Maîtres Bodin, Bougeart & Pietre étoient Procureurs, il fut ordonné par Sentence du 9. Mars qu'ils retireroient de ces Procureurs un état des crédits & des affaires qui étoient dans leurs études, pour les communiquer au Procureur de la Dame Brossais.

Par une autre Sentence du 23. du même mois, il fut ordonné, 1°. au Procureur Fiscal, Syndic de Châteaubriand, de communiquer à la Dame Brossais l'acte d'une fondation faite par son mari au profit de l'Hôpital de la même Ville; 2°. A un Procureur opposant de lui communiquer ses moïens d'opposition: 3°. sur la déclaration des héritiers que le catalogue des Livres avec le prisage fait par des Libraires étoit arrivé, l'assignation fut fixée au Samedi suivant 26. du même mois pour la clôture de l'inventaire, passé de quoy il fut ordonné aux héritiers de communiquer la grosse de l'inventaire au Procureur de la veuve.

Le 26. l'inventaire fut conclu & déclaré clos. Le Procureur de la veuve soucrivit le procès verbal de clôture.

Les héritiers ayant retiré les mémoires ou états des pièces qui étoient chés les Procureurs de feu Maître Brossais,

20. Mars
1738.

ils les déposèrent au Greffe. Le 2. Juin ils dénoncèrent ce dépôt à la veuve, avec sommation de s'y retirer pour prendre communication de ces états & de la grosse de l'inventaire.

Par Sentence du 8. Juin il fut ordonné que les Procureurs prendroient au Greffe la communication des pièces déposées. Cette Sentence fut signifiée à la veuve, avec assignation, *pour sçavoir si elle aura fait sa déclaration.*

Au lieu de se retirer au Greffe, la veuve demanda par un incident du 13. Juin que l'inventaire fût communiqué à son Procureur, soit par les héritiers, soit par le Greffier.

Par Sentence du 15. Juin, sur la déclaration des héritiers de n'avoir aucuns deniers appartenans à la succession, d'être même en des avances considérables, & qu'ils n'étoient pas en état de retirer l'inventaire, il fut permis à la veuve de se retirer au Greffe pour prendre communication de l'inventaire, & même d'en prendre des copies. Mais elle demeura dans l'inaction; & le 29. Juillet elle fit signifier un incident par lequel elle déclara renoncer, *quant à présent*, parce qu'en cas qu'elle découvrit dans la suite que la communauté fût avantageuse, il lui seroit libre de revenir contre sa renonciation.

Le 6. Aoust la Dame Brossais assigna les héritiers au Présidial de Rennes pour ses reprises en qualité de renonçante, & néanmoins sous ses protestations de prendre part à la communauté si elle le jugeoit à propos. L'onzième Aoust la déclaration portée par l'incident du 29. Juillet fut répétée à l'Audience de la Jurisdiction de Châteaubriand.

Les héritiers aiant mis le 14. Aout une requête en cette Jurisdiction pour faire déclarer la Dame Brossais communière, elle obtint un Arrest qui renvoia cette question devant les Présidiaux de Rennes; & par Sentence du 13. Juin 1731. elle fut déclarée communière faute d'avoir fait sa déclaration dans les délais.

Depuis le renvoy de l'instance sur la renonciation au Présidial de Rennes les héritiers avoient fait rendre le 15. Septembre 1729. une Sentence à Châteaubriand sur le défaut de la veuve, par laquelle il avoit été ordonné que les

Mémoires

Mémoires déposés au Greffe le 2. Juin 1729. seroient attachez à la minute de l'inventaire comme en faisant partie, & qu'il en seroit délivré copie avec la grosse de l'inventaire.

Chap. LIV.

20. Mars
1738.

La Dame Broffais releva apel de la Sentence du Présidial du 13. Juin 1731. & de celles de Châteaubriand des 8. & 15. Juin 1729. & sous l'apel elle prit des Lettres de restitution contre la clause de son contrat de mariage qui mobilisoit la dot de 2000. livres en meubles ou habits qui lui avoit été promise par ses pere & mere & dont la reprise en cas de renonciation avoit été stipulée.

Il seroit inutile de faire un détail séparé des moïens sur lesquels les appellations & les Lettres de restitution étoient fondées. Tous ces moïens sont fidèlement rapportez dans le Mémoire que fit Maître Bureau de la Villevan pour les héritiers de Maître Broffais.

Leur deffense étoit fondée sur cinq propositions.

1°. Que l'appellante n'avoit pas fait sa déclaration dans les 40. jours qui avoient suivi la clôture de l'inventaire.

2°. Que les demandes de communication de l'inventaire n'avoient pû suspendre le cours de ce délai.

3°. Que le délai pour renoncer à la communauté est péremptoire.

4°. Que la renonciation étoit nulle n'étant pas pure & simple.

5°. Que les Lettres de restitution contre la mobilisation de la dot de l'appellante faite par ses pere & mere, étoient non recevables quoiqu'elle fût alors mineure.

P R E M I E R E P R O P O S I T I O N.

Pour prouver que l'appellante n'a pas fait sa déclaration dans les 40. jours qui ont suivi l'inventaire, il ne faut que se fixer à deux époques, sçavoir, celle de la clôture de l'inventaire & celle de la renonciation.

1. Par la Sentence du 23. Mars 1729. la clôture de l'inventaire fut renvoyée au 26. du même mois. Le Procureur de l'appellante souscrivit le procès verbal de clôture.

A a a a

dont elle n'a point relevé apel, non plus que de la Sentence du 23. & comment en feroit-elle apellante ? Par ses sommations des 4. Avril & 12. May, son incident du 13. Juin & ses écrits des 8. & 19. Juillet, elle a reconnu formellement que l'inventaire des meubles & papiers *étoit fait & parachevé*. On peut donc fixer au 26. Mars la clôture de l'inventaire. Voilà la première époque déterminée.

La seconde se doit prendre de l'11. Aoust. Il est vray que par son incident du 29. Juillet elle déclara renoncer, sauf à se rendre par la suite communière. Mais cet incident n'étoit pas suffisant. Suivant les Arrêts rapportez sur l'art. 432. de notre Coutume, il faut que la renonciation soit faite en jugement, ou du moins au Greffe. Ce n'est donc que de l'11. Aoust, jour que celle de l'apellante a été répétée à l'Audience, qu'on peut la regarder comme valable, à l'effet de lui acquérir la qualité de renonçante.

Or du 26. Mars à l'11. Aoust, il y a 136. jours : elle a donc fait sa déclaration de 96. jours trop tard.

PREMIERE OBJECTION. La Sentence du 23. Mars n'ordonnoit la clôture que de l'inventaire des meubles, non des papiers.

RE'PONSES. 1°. Jamais des papiers n'ont passé pour immeubles. 2°. Le procès verbal de clôture & tout le reste de l'inventaire prouvent que l'on avoit clos celui des papiers comme celui des meubles. 3°. Par les pièces ci-devant datées, & particulièrement par son incident du 13. Juin, l'apellante reconnut que l'inventaire avoit été clos le 26. Mars. Suivant l'art. 164. de la Coût. cette confession la lie.

SECONDE OBJECTION. Les intimés ont reconnu que l'inventaire n'avoit été clos que du jour du dépôt fait au Greffe des Mémoires de Maîtres Bodin, Bougears & Piette.

RE'PONSE. Les intimes n'ont raisonné qu'hypothétiquement, & par une espèce d'argument *à fortiori* ; ils ont toujours soutenu & soutiennent encore que l'inventaire étoit clos dès le 26. Mars. Mais ils ont ajouté, qu'à ne le supposer clos que du jour du dépôt de ces Mémoires, l'apellante n'y gagneroit rien.

En effet, depuis le 2. Juin jusqu'à l'11. Aoust il y a

70. jours : elle ne seroit donc pas encore dans le délai de 40. jours.

Chap. LIV.

TROISIE'ME OBJECTION. Ces Mémoires devoient être inventoriés par le Greffier, & le dépôt qui en a été fait au Greffe ne peut tenir lieu d'inventaire.

20. Mars
1738.

RE'PONSE. On ne conçoit pas comment ni pourquoi ces états eussent pû ni dû être inventoriés, dès que l'on convient que les papiers ne devoient pas l'être ; la Sentence du 9. Mars obligeoit seulement les intimés de les retirer : ils l'ont fait : ils les ont déposés au Greffe, ils ont sommé l'appellante de s'y retirer : que pouvoient-ils faire au-delà ?

2. Que des papiers, qui sont en main tierce, ne doivent pas être inventoriés ; c'est ce qui ne doit pas souffrir de difficulté. Voici comme s'en explique le Brun, *des successions liv. 3. chap. 4. num. 17.*

» Au contraire l'omission des choses que le défunt avoit
» déposées en main tierce étant sans fraude, ne vicie point
» l'inventaire, selon Paul de Castre sur la Loy finale *Cod.*
» *de jure deliberandi.*

QUATRIEME OBJECTION. La Sentence du 15. Septembre 1729. ayant ordonné que les Mémoires déposés au Greffe par les intimés le 2. Juin, resteroient attachez à la minute de l'inventaire, comme en faisant partie, & qu'il en seroit délivré copie avec la grosse de cet inventaire ; ce n'est que de ce jour 15. Septembre que l'inventaire a été clos.

RE'PONSE. Par cette Sentence on ne prononce que sur la manière de délivrer l'inventaire, & sur celle de garder le dépôt des états délivrés par les Procureurs : on n'ajoute rien à la perfection de l'inventaire, on détermine seulement la manière de le retirer. Or la forme du délivrement fait-elle partie de la substance de l'acte ? Si au lieu de ces états il avoit été question d'un inventaire rapporté en quelque autre maison du défunt, & si l'on avoit ordonné que les deux minutes seroient jointes, pour en être délivré des grosses par un même cahier, cela préjudicieroit-il à la perfection de ces inventaires, ou plutôt n'acquies-

seroient-ils leur perfection que du jour de ce jugement ? qui oseroit le dire ?

Il en est de même ici ; l'inventaire étoit clos indépendamment de la Sentence qui prescrivait la forme de délivrer, parce que ce n'est pas le délivrement d'un acte qui en consume la perfection.

3. CINQUIÈME OBJECTION. La renonciation se peut faire, suivant quelques Auteurs, pardevant Notaires ; donc celle faite par l'incident du 29. Juillet est valable.

RÉPONSE. L'usage constant de cette Province, contre lequel il y a plus que de la témérité à réclamer, est que la renonciation soit faite au Greffe ou en jugement. Plusieurs Arrêts sont les garants de cet usage, que le sentiment particulier de quelques Auteurs étrangers ne peut altérer.

Au reste, qu'on donne si l'on veut à l'incident du 29. Juillet la force d'une renonciation faite au Greffe, elle seroit toujours tardive. En effet, soit que l'on compte du 26. Mars la clôture de l'inventaire, soit qu'on la compte du 2. Juin, dans les deux cas la renonciation sera hors des 40. jours. Au premier, elle sera faite 124. jours & au second, 56. jours après la clôture de l'inventaire.

SECONDE PROPOSITION.

4. Pour convaincre que les demandes de communication de l'inventaire qu'a dû former l'appellante n'ont pu empêcher le délai de courir contre elle, il suffit d'observer qu'aucune Ordonnance, aucune Coutume, aucuns Auteurs François n'ont établi, pour constituer la veuve en morosité, la nécessité de lui communiquer l'inventaire. Avant l'Ordonnance, soit qu'il y eût inventaire fait ou non, elle étoit tenue de renoncer dans 30. jours. Dans beaucoup de Coutumes elle est tenue de le faire dans les 24. heures après le décès de son mari. L'Ordonnance a bien prorogé le délai. Mais elle n'a point imposé la nécessité de communiquer l'inventaire ; la veuve a la faculté d'y assister si bon lui semble ; mais l'héritier ne lui en doit aucune communication.

5. La veuve est dans le même cas que l'héritier bénéficiaire. Or admettroit-on celui-ci à retarder sa déclaration d'accepter sous bénéfice d'inventaire, sous prétexte qu'on ne lui auroit pas communiqué l'inventaire? non, on lui répondroit qu'il a dû y assister, & que par conséquent il doit faire sa déclaration, dans le délai que lui accorde la Loy.

20. Mars.
1738.

Il en est tout de même de la veuve; & c'est aussi ce qui a été jugé en termes formels, par deux Arrêts, l'un du 6. Juillet 1606. rapporté par Belordeau, dans ses Contr. & dans ses Observ. for. l'autre du 27. Octobre 1719. rendu contre le sieur Duhil Even. Les intimés ont produit le Factum de ce dernier, & l'on voit que par ces deux Arrêts, on a débouté les veuves & héritiers de la demande de communications pareilles à celle que demande l'appellante.

Mais celle-ci est d'autant plus inexcusable, que par les Sentences des 8. & 15. Juin elle a été renvoyée au Greffe pour voir cette communication, ainsi qu'elle l'avoit demandé par son incident du 13. Rien ne peut donc prétexter son obstination.

6. PREMIERE OBJECTION. *Contra non valentem agere non currit præscriptio.* La veuve sans communication ne peut se déterminer, donc le délai ne court point contre elle.

RE'PONSE. Une veuve qui a été présente à un inventaire, assistée même d'un Procureur, & qui a 40. jours de réflexion depuis cet inventaire, n'est point dans l'impuissance d'agir. La connoissance que l'inspection des titres lui a donnée des affaires de la succession est pour elle une instruction suffisante.

Avant l'Ordonnance, elle n'avoit que 30. jours en Bretagne : dans plusieurs Coutumes, elle n'avoit que 24. heures. Cependant le délai ne laissoit pas de courir contre elle, parce que comme l'observe d'Argentré sur l'art. 432. *cui datum est tempus ad deliberandum, nisi repudiet, aduise videtur*; & du Moulin sur l'art. 245. de la Coutume de Bourbonnois, n'excepte que trois cas, qui la dégagent de la nécessité de faire sa déclaration dans le tems fixé par la

20. Mars
1738.

Coûtume ; sçavoir , *carceris , pestis , aut hostilitatis*.

7. SECONDE OBJECTION. Suivant Duaren, Pereze & une infinité d'autres, l'héritier doit avoir communication des titres de la succession. Il en est de même de la veuve à qui, suivant plusieurs autres Auteurs, les titres de la succession sont communs, aussi bien qu'à l'héritier.

RE'PONSE. 1°. La comparaison de la veuve à l'héritier n'est pas juste en toutes ses parties : il suffit à celui-ci de s'abstenir ; la veuve au contraire, étant communière de droit, doit renoncer.

2°. La communication seule que la Coûtume accorde à l'héritier, est celle qu'il a par l'inventaire : encore avant l'Ordonnance, suivant les art. 571. & 573. de la Coûtume, pour être héritier bénéficiaire il étoit tenu de faire sa déclaration avant que de faire proceder à l'inventaire.

3°. La veuve peut avoir communication des titres par l'inventaire ; elle peut, pendant les 40. jours qui suivent, les examiner : mais l'héritier ne lui doit aucune autre communication.

TROISIE'ME OBJECTION. Suivant le procès verbal de l'Ordonnance, la veuve doit avoir du tems pour faire le calcul depuis l'inventaire.

RE'PONSE. L'on induit mal à propos de là une nécessité de lui communiquer ; 40. jours pour faire son calcul, sur les connoissances que lui a données l'inventaire, sont suffisants ; & il n'est point d'inventaire si prodigieux, dont on ne puisse faire le calcul pendant ce tems.

QUATRIE'ME OBJECTION. Dans le cas du retrait lignager, le délai ne court que du jour de la communication du contrat, & dans plusieurs autres cas, les Juges peuvent prolonger les délais.

RE'PONSE. L'exemple du retrait est ici très déplacé. Le retrayant est hors d'état de faire des offres avant que d'avoir vû le contrat, & il ne l'a jamais vû ; la veuve au contraire, lors de l'inventaire a eû communication de l'état de la succession. Au surplus dans cette affaire le Juge n'a point prolongé le délai ; & il ne pouvoit le faire, parce que ce délai est peremptoire.

CINQUIÈME OBJECTION. Par les Sentences des 9. & 23. Mars, il a été ordonné que l'on communiqueroit à l'appellante; donc le délai n'a pû courir contr'elle avant cette communication.

Chap. LIV

20. Mars
1738.

RE'PONSE. Depuis ces Sentences, l'appellante mit le 13. Juin un incident, par lequel elle demanda que la communication lui fût faite, soit par les intimez *soit par les mains du Greffier*.

Par les Sentences des 8. & 15. Juin, il lui a été ordonné de se retirer *au Greffe*, pour prendre communication de l'inventaire, même des copies des pièces, si bon lui eût semblé: les deux Sentences des 9. & 23. Mars, ont donc été exécutées.

SIXIÈME OBJECTION. Par ces deux Sentences des 8. & 15. Juin, les Juges de Châteaubriand ont détruit les deux premières des 9. & 23. Mars, ce qu'ils ne pouvoient faire; & l'appellante a relevé appel des deux dernières.

RE'PONSE. Ces Sentences n'ont point détruit celles des 9. & 23. Mars: elles ont seulement jugé que la communication se devoit faire *par les mains du Greffier*. On l'a jugé en conformité de ce que demandoit l'appellante même par son incident du 13. Juin, dans le libelle duquel elle reconnoissoit n'avoir encore demandé aucune communication: son appel de ces deux Sentences est donc sans fondement, puisqu'elles lui ajugeoient ce qu'elle demandoit.

2°. Il n'est pas absolument vrai qu'un Juge ne puisse pas réformer une Sentence interlocutoire. Ce n'est qu'à l'égard d'une Sentence définitive, qu'on peut dire, *semel benè vel malè functus est officio*. Mais à l'égard d'une Sentence interlocutoire, la Loy 14. ff. de re judic. porte précisément, que le Juge peut la réformer. Mornac sur cette Loy dit après Bartole, *Judex potest Sententiam interlocutoriam revocare*. Danti sur Boiceau, pag. 48. dit, après Vrevin & plusieurs autres Auteurs, qu'un Juge peut réformer un appointement à informer.

SEPTIÈME OBJECTION. Quoique la communication que demande la veuve ne lui soit pas dûë, & que la demande qu'elle en fait soit mal fondée, cependant cette

demande prolonge le délai, comme il a été jugé par l'Arrest de 1606. rapporté dans Belordeau & par l'Arrest de Duhil Even, qui permirent de faire la déclaration longtemps après le délai expiré.

RE'PONSE. Le raisonnement de l'appellante est plus que singulier. Comment peut-elle soutenir qu'une veuve qui fait une demande injuste soit traitée plus favorablement qu'une veuve de bonne foy? Elle cherche inutilement dans les Arrests qu'elle reclame, le fondement d'une proposition si bizarre. Lors de l'Arrest de Belordeau, lors de celui des Even, si l'on ne déclara pas les héritiers de la femme communiens, c'est que ceux du mari n'y concludoient pas. On a produit le Factum des Even qui le justifie, & la lecture de la Controverse où Belordeau rapporte le premier Arrest, le constate également. Et ne suffit-il pas que l'on ait déclaré la demande de communication mal fondée, pour qu'on soit en droit d'en conclure, qu'elle ne peut être d'aucune utilité?

TROISIEME PROPOSITION.

8. Pour être convaincu que le délai est peremptoire, il ne faut que se rappeler que la femme, par la durée de son mariage pendant l'an & jour, contracte une communauté qui la rend obligée à toutes les dettes que fait le mari. Cette société est bien dissoute à la mort; mais les associés ne sont pas pour cela dégagés des charges de la société. Aussi anciennement, comme nous l'apprend Loisel, les femmes n'avoient pas le privilège de renoncer à la communauté; il n'y eut d'abord que les femmes des Nobles à qui il fut accordé. Etendu dans la suite à toutes les femmes indistinctement, on le modéra par les restrictions qu'on y attacha. Dans quelques Coutumes la femme n'a que 24. heures: dans la notre on fixa le délai à 30. jours; & d'Argentré sur l'art. 432. soutient que ce délai est peremptoire, parce qu'étant un privilège, il doit être restreint. Tous nos autres Auteurs Bretons ont adopté son sentiment, & la Jurisprudence y a été conforme jusqu'à l'Ordonnance.

donnance de 1667. Belordeau dans ses observations, *liv.* 2. *part.* 2. *art.* 1. l'atteste; & Sauvageau sur Mr. du Fail, *liv.* 1. *ch.* 429. rapporte jusqu'à 4. Arrêts qui l'ont décidé de la sorte.

L'Ordonnance de 1667. n'a point apporté d'autre changement dans notre Jurisprudence, que de prolonger le délai qui n'en est pas moins demeuré peremptoire. C'est ce qui est attesté par Sauvageau dans son projet de réformation sur l'art. 432. par deux actes de notoriété des 11. Juillet 1693. & 29. May 1700. & par l'Arrêt du 15. Juin 1730. rendu à l'Audience publique de Grand'Chambre, en faveur de Maître Bizeul, contre le sieur Blain & ses consorts.

9. PREMIERE OBJECTION. Il suffit à l'héritier de s'abstenir & de n'avoir porté la main à rien, pour pouvoir renoncer. Il en doit être de même de la veuve : aussi est-ce l'avis de d'Argentré sur notre ancienne Coutume.

RE'PONSE. S'il suffit à l'héritier de s'abstenir, c'est parce qu'avant son immixtion il n'est tenu d'aucune des charges de l'hérédité, & que nous ne connoissons point d'héritiers nécessaires. Mais il n'en est pas de même de la veuve commune de droit & obligée aux charges de la communauté : il faut un privilège pour la soustraire à la nécessité d'y participer : il faut une Loi particulière qui la tire de la classe des autres associez. La comparaison n'est donc pas juste de la veuve à l'héritier, quant à la faculté de renoncer. C'est ce qu'établit solidement Maître Hevin dans la Consultation 87.

10. Si l'on veut faire une comparaison exacte, il faut comparer privilège avec privilège, l'héritier bénéficiaire avec la veuve : l'un & l'autre ont un délai fixé pour faire leur déclaration. On n'a point encore poussé l'égarement jusqu'à soutenir que ce délai ne fût pas peremptoire contre l'héritier : par quelle raison ne le seroit-il pas contre la veuve ?

Quant à d'Argentré on avouë qu'il avoit soutenu sur l'ancienne Coutume, que la veuve pouvoit renoncer toutes-fois & quantes. Pourquoi ? Parce que l'ancienne Coutume ne prescrivoit aucun délai. Mais dès qu'il y eut un

B b b b

20. Mars
1738.

délai fixé par la nouvelle Coûtume, il changea de langage, dans son Aitiologie & conformant son sentiment à celui de la Loy, il soutint dans les termes les plus forts, que ce délai est peremptoire. C'est ce qui sert encore de réponse à une autre objection que l'appellante veut tirer de l'ancienne & de la très-ancienne Coûtume. Nous vivons sous la nouvelle, nous vivons sous la disposition de l'Ordonnance, il faut s'y conformer.

SECONDE OBJECTION. L'Ordonnance ne prononce aucune peine.

RE'PONSE. La Coûtume n'en prononçoit pas non plus : cependant on a toujours regardé ce délai comme fatal. De plus, la faculté de renoncer étant un privilège, il est nécessaire, pour en jouir, d'observer scrupuleusement ce que prescrit la Loy qui l'accorde.

TROISIEME OBJECTION. Depuis l'Ordonnance on n'a pas pensé ni jugé en Bretagne que le délai fût peremptoire.

RE'PONSE. - L'Arrest de Maître Bizeul, la décision de Sauvageau & les deux actes de notoriété prouvent le contraire.

II. QUATRIEME OBJECTION. Ferriere, Tronçon & du Plessix sur Paris, Brodeau sur Louët, Bacquet des droits de Justice, de Renusson de la Communauté, la Lande sur Orleans, Ricard sur Senlis & sur Amiens, Boucheul sur Poitou, l'Auteur du Traité des Contrats de mariage, Maillard sur Artois, le Grand & Pithou sur Troyes, Beraud, Godefroy & Basnage sur Normandie, Dupineau sur Anjou, la Thaumassiere sur Berry, la Peyrere, Bardet, &c. disent les uns, que le délai n'est pas peremptoire, les autres, que la veuve peut être facilement restituée contre une acceptation faite par surprise.

RE'PONSE. 1°. Il faut d'abord écarter tous les Auteurs qui disent simplement qu'on admet la restitution de la femme contre une acceptation indiscrette, parce qu'il ne s'agit point ici d'une restitution contre une acceptation. L'appellante a tenté en vain d'obtenir des Lettres pour être relevée du défaut d'avoir fait sa déclaration dans le

délai. Toutes ces autorités qui font le plus grand nombre portent donc à faux dans cette affaire.

2°. Qu'on ne se laisse point ébloüir par cet étalage fastueux d'érudition. Qu'on seconde pour un moment le joug servile de l'autorité, pour admettre celui de la raison, & toutes ces citations cesseront bientôt de paroître imposantes.

20. Mars
1738.

Pour entendre l'esprit de notre Coutume, & pour savoir notre usage, est-ce à des Auteurs étrangers qu'il faut avoir recours? Tous ont raisonné suivant l'esprit de leurs Coutumes, dans lesquelles, ou bien il n'y a point de délai fixé, ou il n'y est pas peremptoire. Dans ces Coutumes il n'est pas étonnant que les Auteurs aient soutenu que le délai n'est point fatal: ils ont même persisté dans leur opinion depuis l'Ordonnance; & l'on a jugé dans ces Coutumes que le délai n'étoit point peremptoire. Mais dans les Coutumes comme la notre, on a toujours pensé & jugé autrement.

C'est ce que nous apprend le Brun dans son *Traité de la Communauté*, L. 3. ch. 2. S. 2. *Dist. 2. num. 14. & 15.* Il reprend même le Commentateur moderne de la Coutume d'Artois, que l'appellante cite avec tant d'ostentation, parce qu'il avoit dit que dans sa Coutume, qui fixe un délai, on pouvoit, comme à Paris, renoncer en tous tems; & il finit en disant que cette erreur fait voir *combien il est important de laisser les Coutumes comme elles sont.*

Tous les Auteurs qui ne se sont pas asservis à l'esprit de leurs Coutumes, & qui ont parlé en général, l'ont pensé de même. Loisel en a fait une regle dans le *Titre 2. du Liv. 1. de ses Institutes Coutumières art. 13.*

Ferriere sur la Coutume de Paris, ne raisonne que par rapport à la Coutume qu'il commente; il s'en explique même très-clairement. Mais quand il établit des regles générales dans son *Institution Coutumière*, il pense tout autrement. Dans l'art. 100. *tit. 2. Liv. 3.* il enseigne que la renonciation doit être faite dans le délai prescrit par la Coutume. *Art. 108.* il reconnoît que les délais sont différens dans les Coutumes. Et *art. 109.* il dit que ce n'est que dans celles où n'y a point de

délai fixé , qu'on peut renoncer en tout tems.

D'Argou , dans son institution au Droit François , reconnoît , comme Ferriere , que les délais sont différens , & qu'il n'y a que les Coûtumes par lesquelles le délai n'est pas fixé , où l'on peut renoncer en tout tems. Dans les Conférences du Diocèse de Paris sur le Mariage , *Tom. 4. Liv. 4. Confér. 3. §. 2.* on trouve la même règle établie.

Loiseau , cité par l'appellante , dans son *Traité du deguerpissement* , *Liv. 4. ch. 2. num. 11. 12. & 13.* se plaint qu'on n'ait point fixé de délai à la femme dans la Coûtume de Paris , & dit que les autres Coûtumes sont plus sages.

Du Plessix fait la même plainte que Loiseau , & dans sa note marginale , il est dit que l'Ordonnance a prévu cet inconvenient , & que si l'inventaire a été fait , le délai de 40. jours commencera du jour qu'il aura été achevé.

De Renusson , dit que dans la Coûtume de Paris & autres semblables (c'est-à-dire , qui n'ont point fixé de délai) celui de 40 jours n'est pas fatal : donc il l'est dans les autres Coûtumes.

Taisant , sur la Coûtume de Bourgogne , dit qu'il faut se fixer , tant pour délibérer que pour faire inventaire , au délai prescrit par l'Ordonnance.

Coquille , sur l'art. 14. du tit. 23. de la Coûtume de Nivernois , qui ne donne que 24. heures , dit que ce délai , quoique court , est fatal.

Pithou , tient sur l'art. 12. de la Coûtume de Troyes que le délai est fatal.

Le Grand , tient la même chose sur le même art. & s'explique dans les plus forts termes.

Vrevin , sur l'art. 133. de la Coûtume de Chauny ; Begal , sur l'art. 19. tit. 4. de la Coûtume de Bourgogne : du Moulin , sur l'art. 245. de la Coûtume de Bourbonnois , & Papon , sur l'art. 246. de la même Coûtume , le tiennent également , parce que *paria sunt non facere tempore præfinito , aut formâ non expletâ.*

Bacquet , en son *Traité des Droits de Justice* , *ch. 21. n. 36.* tient que le délai ordinaire pour délibérer est de 40. jours.

Tel est le droit commun du Royaume : le plus grand nombre des Auteurs est en faveur des Intimés ; la plupart ont été tronquez ou citez à faux par l'appellante, & les autres ou raisonnent conformément à leurs Coûtumes, ou disent seulement que la femme peut se faire restituer contre l'acceptation, ce qui n'est point l'espèce de ce procès. Tout cet amas de citations sous lesquelles l'appellante veut accabler la raison, se réduit donc à rien.

20. Mars
1738.

12. CINQUIÈME OBJECTION. La femme, pendant la vie du mari, n'est communière qu'*habitu* ; ce n'est que son acceptation qui la rend véritablement communière & associée.

RE'PONSE. Il est vray que la femme n'a pas la disposition des effets de la communauté pendant la vie du mari. Sa quotité n'est pas déterminée, & elle ne se trouve fixée qu'à la mort du mari ; c'est ce qu'explique bien l'art. 424. de notre Coûtume, lequel disposant que gens mariez sont communs en meubles & acquêts après l'an & jour, porte néanmoins que le mari peut disposer des meubles ; d'où il s'ensuit que cette disposition des meubles que la Loy donne au mari, ne détruit point la communauté : elle subsiste toujours ; & pour se dégager des charges qui en dépendent, la femme est tenue de renoncer.

13. SIXIÈME OBJECTION. Suivant l'Art. 5. du Tit. 7. de l'Ordonnance de 1667. le délai ne doit courir contre la veuve que du jour qu'elle est assignée, en qualité de communière.

RE'PONSE. 1°. L'Art. qu'on oppose porte que la veuve a les mêmes délais que l'héritier. Or l'héritier, suivant l'art. 1. du même Titre, n'a que 40. jours pour délibérer depuis l'inventaire ; & cet art. porte même que *le délai de 40. jours commencera du jour que l'inventaire aura été parachevé*. Donc le délai court aussi du même jour contre la veuve.

2°. Les intimez, en faisant signifier à l'appellante le 10. Juin la Sentence du 8. lui donnerent assignation *pour sçavoir si elle auroit fait sa déclaration*. Du moins doit-elle avouer que de ce jour le délai a couru contr'elle. Or du 10. Juin

à l'11. Aoust il y a 62. jours; & il y en a 49. jusqu'au 29. Juillet: donc, quelque système qu'elle adopte, elle se trouve avoir fait sa renonciation hors le délai.

QUATRIÈME PROPOSITION.

14. La renonciation faite par l'appellante porte, *parce qu'après la communication il lui sera libre de revenir contre son renonci, & de prendre part à la communauté.*

Cette renonciation n'est pas pure & simple, elle n'est pas absoluë & n'est que conditionnelle: cependant la Cour par l'Arrest de Ringue, rapporté dans Belordeau, & par celui des Even produit au procès, a jugé que la déclaration de renoncer doit être *pure & simple*. L'acte de notoriété du 29. May 1700. porte que *le renonci doit être formel*. Par un Arrest de 1652. rapporté *ad calcem* de l'art. 432. il a été jugé qu'une veuve ne pouvoit varier, même dans les délais; & en effet, une renonciation de la sorte, si elle étoit admise, ne mettroit pas l'héritier en sûreté. Toujours incertain du parti que prendroit la veuve, il resteroit dans une situation équivoque, qui le reduiroit dans l'impossibilité de vider le bénéfice; & la veuve qui n'a pas le privilège de prendre la communauté sous bénéfice d'inventaire, éluderoit cette Loi, au moyen de la condition apposée dans sa renonciation.

En vain, l'appellante a-t'elle accumulé citations sur citations, pour prouver qu'une reserve inserée dans une acte, ne le vicie point.

On se contente de lui répondre qu'un acte qui doit être *pur & simple* n'admet point de reserve; & pour trancher l'objection, on ajoute que ces termes, *parce qu'après la communication il lui sera libre, &c.* excèdent la simple reserve, & font dégénérer l'acte en conditionel. En effet, ce n'est qu'à la faculté de prendre un jour part à la communauté, qu'est attachée la renonciation: elle n'est donc pas *pure & simple*.

L'appellante n'a, dit-elle, point fait usage de cette condition, & elle a toujours procédé comme renonçante.

Qu'importe qu'elle en ait fait usage ou non : la renonciation devoit être *pure & simple* : elle ne l'est pas : c'en est assez pour la rendre nulle. De plus, qui pourroit assurer que l'appellante ne se prévaudra pas un jour de cette reservation contre les intimez ?

CINQUIEME PROPOSITION.

15. Par le contrat de mariage de l'appellante, ses pere & mere avoient promis de *lui fournir* pour unique dot la valeur de 2000. livres en habits nuptiaux, meubles & autres choses, jusqu'à la concurrence de ladite somme de 2000. livres. Il fut stipulé que cette somme entreroit en communauté, & qu'en cas que la future, devenuë veuve, renoncât, elle auroit la reprise par préciput de cette somme, outre son trousseau, habits, linges, bagues & joyaux.

Le même contrat de mariage apprend que les pere & mere de l'appellante reconnurent que le feu sieur Broslais avoit 70000. liv. en or, argent & autres bons effets, lesquels, après un examen exact & sérieux, leur avoient paru bons & valables, outre ses anciens propres. Cette somme fut immobilisée.

Tel est le contrat de mariage contre lequel l'appellante réclame aujourd'hui ; dotée de 2000. liv. en meubles ou habits, pour épouser un homme, qui, de l'aveu de ses pere & mere, avoit plus de 70000. liv. elle veut qu'elle ait été lésée ; ses pere & mere ont été induits en erreur ; ils n'ont pas veillé d'assez près à ses interests ; ils eussent dû immobiliser les deux tiers de ces 2000. liv. & elle demande à être restituée contre cette clause de son contrat de mariage, qui mobilise ces 2000. liv. en meubles & habits.

Pour étayer ses Lettres de restitution, elle allégué, à son ordinaire, beaucoup de Loix & de Docteurs, qui disent qu'on ne peut avoir trop d'attention pour assurer la dot des femmes : elle cite ensuite dix Arrêts, qui ont dû juger qu'une fille étant mariée en minorité, sa dot ne peut être au tout mobilisée.

Cette tentative est une preuve bien manifeste, du peu de fondement que l'appellante fait sur la reprise stipulée.

20. Mars
1738.

en cas de rénonciation, & par conséquent sur la rénonciation même, puisqu'elle hasarde aujourd'hui des Lettres de restitution, qui ne peuvent avoir lieu qu'au cas qu'elle soit communier: mais cette entreprise prouve d'ailleurs en même tems, jusqu'à quel excès la témérité peut entraîner.

Quand l'appellante fut mariée, son pere avoit alors toute l'étendue du sçavoir que peuvent donner 27. années de barreau. Il la marioit du vivant de la mere; & au moien d'une dot de 2000. liv. en meubles ou habits, il lui faisoit épouser un homme à qui il reconnoissoit, *après un examen exact & sérieux*, avoir trouvé 70000. liv. de bien. Où est donc en cela la lésion?

L'appellante étoit mineure; mais son pere veilloit pour elle. Son pere lui donna *de suo*; car alors elle n'avoit rien, attendu qu'on n'est point héritier d'un homme vivant. Est-ce là le cas d'une fille mariée par un tuteur? L'affection paternelle, qui de tous tems a été regardée comme la caution la plus éclairée & la plus tendre de toutes les actions qu'un pere fait pour ses enfans, ne doit-elle pas faire présumer en faveur de ce qu'a fait le sieur de Lepiné pere de l'appellante?

Mais indépendamment du peu de faveur que méritent les Lettres de restitution, elles sont encore très-mal fondées. En effet, sans qu'il soit besoin de s'engager dans une discussion importune d'autoritez, on peut soutenir qu'il est de principe qu'une fille mariée par ses pere & mere, ne peut jamais réclamer contre la mobilisation faite par son contrat de mariage: c'est ce qu'établissent Mr. Loüet & Brodeau *L. D. Somm.* 39. ils en rapportent deux Arrests, le premier du 25. Juin 1596. rendu *consultis classibus*, & Mr. Loüet, dit (comme il est vrai) que Mr. Boyer s'est déterminé pour cet avis, en sa décision 208.

L'autre Arrest rapporté par Brodeau est du 13. Avril 1604. rendu en Robbes rouges.

Le Brun de la communauté, liv. premier chap. 5. S. 1. *distinct.* 3. num. 14. & 15. tient que la restitution contre le défaut de stipulation de propre du bien d'une mineure, n'a lieu

lieu qu'au cas que le pere ne lui donne rien du sien, & ne la marie que sur le bien de sa mere morte.

Dans le Journal des Audiences, on trouve un Arrest du 17. Février 1654. qui débouta une mineure de pareilles Lettres de restitution, quoiqu'elle n'eût été mariée que par sa mere.

20. Mars
1738.

On en voit un autre du 15. Juillet 1678. dans le Journal du Palais, qui débouta un majeur de Lettres de restitution, qu'il avoit prises contre un ameublissement général fait en minorité de tous ses biens, par son contrat de mariage.

Mr. de Perchambault, *Prolegom. sur le tit. 20. de la Coutume*. S. 15. établit comme principe, que si un mineur est marié par son pere, on suppose que l'affection du pere a pourvû à l'avantage du mineur, en autre chose, lorsqu'il a manqué de stipuler les deniers dotaux propres : ce sont les termes de l'Auteur, qui ont ici une application parfaite.

Cependant, dit l'appellante, on a admis de pareilles Lettres de restitution, par plusieurs Arrests rapportez dans Belordeau, *Art. 422. de la Coût. & dans ses Controv. L. M. ch. 30. & D. ch. 52. Devolant L. D. ch. 23. & Chapel ch. 225. & 226.* & par un dernier du 29. Juillet 1726. au raport de Mr. Guerry au profit de Guillaume le Sanquier héritier de Marie le Bras son ayeule mariée mineure par ses pere & mere.

De ces Arrests, qui sont au nombre de dix, il faut commencer par en retrancher du moins neuf parce qu'ils sont dans le cas de mineures mariées par des tuteurs. Quant à l'autre, c'est un Arrest unique rapporté d'une façon si obscure, qu'on ne peut bien démêler si la mere avoit signé au contrat. D'ailleurs cet Arrest n'est rapporté que par Belordeau seul, dont on connoît assez le peu d'exactitude, & quand l'espèce en seroit aussi certaine qu'elle l'est peu, il ne pourroit pas prévaloir au sentiment des Auteurs, & à la Jurisprudence actuelle du Palais.

L'on objecte encore que d'Argentré, sur l'art. 220. de l'ancienne Coutume, dit qu'une mineure ne peut donner même par contrat de mariage.

Cette citation est sans doute bien imprudemment faite ; d'Argentré ne parle en cet endroit que d'une mineure en tutelle, qu'il assure ne pouvoir donner même par contrat de mariage, *sine decreto* ; & en même tems, il avouë que l'usage étoit contre lui ; enfin il ne s'agit point ici d'une donation.

Par Arrest du 16. Juin 1735. rendu en Grand'Chambre au rapport de Mr. de Marniere de Guer, les appellations & ce furent mises au néant, corrigeant & réformant, la renonciation du 29. Juillet fut jugée valable ; il fut ordonné que les intimez exécutoient toutes les clauses du contrat de mariage stipulées au profit de la veuve, en cas de renonciation, avec interêts ; & ils furent condamnés aux trois quarts des dépens.

Les motifs de l'Arrest furent, 1°. Que l'inventaire n'étoit point clos par le dépôt des mémoires des Procureurs, ce dépôt n'ayant point été fait Parties présentes ou duëment apellées. 2°. Que la communication ayant été ordonnée par des Jugemens, elle devoit être exécutée, & que le Juge n'avoit pû retracter ce qu'il avoit prononcé ; qu'enfin quoique le délai de l'Ordonnance fût peremptoire, il n'avoit pû commencer contre l'appellante fondée en jugemens qui ordonnoient une communication, & sur la foy desquels elle ne pensoit pas devoir être obligée à faire sa déclaration qu'après la communication ; que le délai de 40. jours ne pouvoit commencer qu'après cette communication ; & que la Sentence du 15. Juin n'avoit point été signifiée.

Par cette décision l'incident de Lettres de restitution devenoit sans objet. Mais l'avis unanime fut que, s'il avoit été question d'y prononcer, le déboutement auroit été indispensable, par les principes de droit que les intimez avoient établis.

La fondation faite par feu Maître Brossais au profit de l'Hôpital de Châteaubriand a donné lieu d'agiter de nouveau les mêmes questions, sur l'opposition formée à l'exécution de cet Arrest par la Communauté de la Ville de Châteaubriand & par le Bureau de l'Hôpital de la même Ville.

Après une longue plaidoirie à l'Audience publique de Grand'Chambre Mr. l'Avocat Général de la Villeguerin s'est rendu opposant au même Arrest, par les motifs que le délai de 40. jours pour délibérer avoit couru du jour de la notification faite le 2. Juin 1729. du dépôt des mémoires ou états des pièces qui étoient chez les Procureurs, & que ce délai étoit péremptoire.

20. Mars
1738.

Les oppositions ont été reçues par l'Arrest du 20. Mars 1738. dont le dispositif est ci-après, sans avoir égard à la folle intimation & fin de non recevoir que la veuve fondoit sur ce que l'Hôpital n'avoit que la qualité de Légataire & n'étoit pas si favorable que les Créanciers d'un bénéfice d'inventaire qui, par l'Arrest du 18. Juin 1735. rapporté au Ch. XCIX. du premier Volume, furent reçus opposans à un Arrest rendu contre l'héritier bénéficiaire.

Entre la Communauté de la Ville de Châteaubriand & le Bureau de l'Hôpital de ladite Ville demandeurs en requête & Lettres de commission des 16. & 19. Avril 1736. afin d'opposition à l'Arrest du 16. Juin 1735. & apellans de deux Sentences rendues dans la Jurisdiction de Châteaubriand les 9. & 23. Mars 1729. & deffendeurs: Maîtres François-André Querard Avocat & Julien-René du Breil Procureur d'une part; Demoiselle Julienne Rose de Lepine veuve & communière de Maître Jean-Baptiste Brosfais, épouse en seconde nôces de Maître Gabriel-Jerosme Glezen Avocat en la Cour, autorisée de Justice sur le refus de son mari, intimée, deffendresse & demandresse en requête des 2. Juin & 7. Juillet 1736. & 29. Avril 1737. Maîtres Thomas-Vincent Ronfin Avocat & Joseph Even Procureur; Et de la Cause Maîtres Joseph & Louïs Brosfais, héritiers bénéficiaires de Maître Jean-Baptiste Brosfais leur frere, deffendeurs & demandeurs en requête verbale: Maîtres Jean-Baptiste Bureau Avocat, & Gilles-Vincent Felot Procureur d'autre part: le Lievre Avocat Général pour le Procureur Général du Roy.

LA COUR après avoir entendu les Avocats des Parties, ensemble le Lievre pour le Procureur Général du Roy, sans s'arrêter aux Requêtes de la Partie de Ronfin dont

20. Mars
1738.

elle l'a deboutée, a reçu en tant que besoin le Procureur Général du Roy apellant des Sentences des 9. & 23. Mars 1728. & pareillement opposant à l'Arrest du 16. Juin 1735. en conséquence faisant droit dans son opposition, ensemble dans celles des Parties de Querard que la Cour a reçues opposantes; pour faire droit au principal, ensemble sur les appellations relevées par le Procureur Général & les Parties de Querard; a apointé les Parties à écrire & produire, pour leur être au Conseil fait droit: déclare le présent Arrest commun avec les Parties de Bureau; & ordonné que l'état du procès sera rétabli; condamne les Parties de Ronfin dans tous les dépens de l'opposition.

16. Avant que de finir ce Chapitre, je croy que pour éclaircir entièrement une matière si importante, il est nécessaire de parler d'un Arrest rendu en Grand'Chambre au rapport de Mr. de Kversio le 30. Juillet 1737.

Dame Barbe Luzel, épouse d'Ecuyer André le Gac sieur de la Villeneuve, mourut en 1720. laissant plusieurs enfans mineurs sous la garde naturelle de leur pere qui ne fit point d'inventaire. Au nombre de ces enfans étoient Dame Mathurine le Gac Dame de Fouennec née le 7. Octobre 1706. & Demoiselle Marie le Gac née le 13. Juin 1708. qui comparurent, avec leurs freres encore mineurs, à l'Audience de la Jurisdiction sous laquelle leur mere étoit décédée, & déclarerent le 27. Septembre 1734. renoncer à la communauté de leur pere: il leur fut décerné acte de cette renonciation qui fut insinuée.

Demoiselle Marie-Claude Cordonnier de Quincé Créancière du sieur de la Villeneuve, attaqua cette renonciation parce qu'elle n'avoit pas été faite dans les 40. jours ni dans les trois mois 40. jours depuis la majorité de la Dame de Fouennec, âgée alors de près de 28. ans, & de la Demoiselle le Gac âgée de plus de 26. ans.

La Dame de Fouennec & la Demoiselle le Gac prirent, en tant que besoin, des Lettres de restitution contre le défaut d'avoir renoncé à la communauté dans les 40. jours de leur majorité. Pour moïens de restitution elles disoient

20. Mars
1738.

que le défaut d'inventaire les avoit mises hors d'état de connoître la consistance de la communauté; que ce défaut d'inventaire ne pouvoit leur estre imputé; que c'étoit le fait de leur pere & garde naturel qui ne devoit pas leur préjudicier & contre lequel en tout cas la restitution ne pouvoit leur être refusée; qu'il est contre l'honnêteté publique d'imposer à des enfans la nécessité d'agir incontinent après leur majorité contre leur pere pour l'obliger de donner un état de la communauté; que d'ailleurs elles n'avoient pas de qualité pour intenter ce procès, n'étant que des puînées dont l'aîné noble saisi de toute la succession étoit encore mineur lorsqu'elles avoient renoncé.

Les questions de sçavoir si le délai pour faire la renonciation étoit peremptoire, & si les Lettres de restitution étoient recevables, furent amplement discutées; & par l'Arrest du 30. Juillet 1737. les Lettres de restitution furent entérinées & la renonciation jugée valable.

17. Après ce détail sommaire, il ne sera pas inutile de faire quelques réflexions sur la variation de Jurisprudence qui paroît resulter des différens Arrests rendus sur la matière de la renonciation à la communauté.

Par l'Arrest rendu au profit de Maître Bizeul contre les sieurs Blain, le délai pour renoncer a été jugé peremptoire, quoique le mari n'eût point fait d'inventaire & n'eût point donné un état de la communauté aux héritiers de sa femme.

Par l'Arrest du 16. Juin 1735. la Cour n'a point jugé que ce délai ne fut pas péremptoire, mais seulement qu'il n'avoit pû courir dans l'espèce particulière, faute de clôture valable de l'inventaire & faute de communication de cet inventaire à la veuve.

L'Arrest du 20. Mars 1738. en recevant l'opposition à celui de 1735. a préjugé que l'inventaire étoit clos, & que la veuve aiant pû prendre la communication de l'inventaire au Greffe, le délai avoit couru contr'elle.

Enfin l'Arrest de 1737. a jugé que le pere & garde naturel n'ayant point fait d'inventaire, le délai de 40. jours ou de 3. mois 40. jours depuis la majorité pour la renonciation, n'étoit point peremptoire contre les enfans mineurs devenus majeurs.

20. Mars
1738.

Ne peut-on pas concilier ces Arrêts en distinguant les espèces & les motifs sur lesquels ils ont été rendus & en établissant quelques principes ?

Premier principe. L'Ordonnance donne à la veuve, ou à son héritier un premier délai de trois mois pour faire inventaire, & un second délai de 40. jours depuis cet inventaire pour délibérer. Le délai de trois mois pour faire inventaire n'est pas même péremptoire, lorsque l'inventaire a été commencé dans les trois mois, ou lorsqu'il y a eu de justes causes de retardement.

Second principe. Le mari survivant n'est point obligé de faire inventaire.

Troisième principe. Lorsque la femme survit, & que la succession de son mari est prise sous bénéfice d'inventaire, il n'y a point d'autre inventaire à faire, pour la mettre en état de délibérer, que celui auquel l'héritier bénéficiaire doit faire procéder.

Si l'on admet ces trois principes, ils pourront suffire pour concilier les trois Arrêts de 1730. 1735. & 1738. sur la question de sçavoir si le délai donné pour renoncer à la communauté est péremptoire.

Par le premier principe ; qui est le pur texte de l'Ordonnance, il est nécessaire de distinguer deux délais, l'un donné pour faire inventaire, & l'autre pour délibérer.

Mais par le second principe, le mari survivant n'étant pas obligé de faire inventaire, le délai de trois mois pour demander un état de la communauté, qui est l'équivalent de l'inventaire, court du jour de la mort de la femme contre son héritier majeur ; & il est obligé de faire sa déclaration dans les 40. jours depuis l'expiration de ce premier délai, faute de quoy il est communier de droit. L'Arrêt rendu en 1730. contre les sieurs Blain n'a point décidé autre chose ; puisque dans cette espèce ils n'avoient demandé l'état de la communauté que cinq mois moins deux jours après la mort de leur sœur, & par conséquent 18. jours après l'expiration des trois mois 40. jours.

Dans l'espèce de l'Arrêt rendu en 1735. au rapport de Mr. de Guer, la succession du mari étoit bénéficiaire ; &

suivant le troisième principe qu'on a établi, il n'y avoit point d'autre inventaire à faire, pour mettre la veuve en état de délibérer, que celui auquel les héritiers firent procéder. Le délai donné par l'Ordonnance à la veuve pour délibérer ne pouvoit donc commencer à courir pendant que cet inventaire n'étoit pas fini, & n'avoit point été communiqué à la veuve. L'Arrest de 1735. jugea que l'inventaire n'étoit point valablement clos, & que la veuve n'avoit pas eû de communication suffisante de cet inventaire. Le contraire fut préjugé par l'Arrest de 1738. qui reçût l'opposition contre ce premier Arrest. Mais les avis unanimes des Juges qui rendirent ces deux Arrests furent que le délai de 40. jours pour délibérer étoit péremptoire; en sorte que la seule différence qui se trouve entre ces deux Arrests est sur la question de sçavoir si le premier délai donné à la veuve pour se mettre en état de délibérer étoit expiré; question absolument indifférente à celle de sçavoir si le second délai donné à la veuve pour délibérer est péremptoire.

20. Mar
1738.

Enfin l'Arrest de 1737. est dans l'espèce d'enfans mineurs qui étoient sous la garde naturelle de leur pere, lorsque leur mere mourut, & qui par conséquent n'avoient pû faire procéder à un inventaire, le pere n'en ayant point fait. La Cour jugea que ce défaut absolu d'inventaire avoit empêché le premier délai de courir contr'eux; & que par cette raison le délai de 40. jours pour délibérer n'avoit pas même commencé à courir.

De toutes ces réflexions il résulte que les quatre Arrests peuvent facilement se concilier, par une proposition très-simple; sçavoir que le délai pour délibérer ne commence à courir, suivant les Arrests de 1735. & 1737. qu'après l'expiration du premier délai donné pour faire inventaire; mais que ce premier délai étant expiré, le délai pour délibérer commence à courir & est péremptoire, suivant la décision formelle de l'Arrest de 1730. & le préjugé établi par l'Arrest de 1738.

CHAPITRE LV.

Un Créancier aiant reçu de son Débiteur, en payement des interets échus, un contrat de constitution sur une tierce personne, & n'ayant pû obtenir le payement que d'une partie du principal de ce contrat, la garentie qu'il a droit d'exercer dans la succession du Débiteur qui avoit fait le transport, ne peut s'étendre que jusqu'à la concurrence du reste de ce principal, sans aucuns interets, parce que le transport n'avoit été fait qu'en payement d'interets.

S O M M A I R E.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Principes sur l'anatocisme : ce qui le caractérise : sentiment de Mr. de Perchambault.</p> <p>2. Quel est l'effet de la garentie due par le débiteur qui</p> | <p>a fait le transport en payement d'interets.</p> <p>3. Différence entre cette garentie & celle qui est due à la caution pour les interets qu'elle a payés par contrainte.</p> |
|--|---|

21. Mars
1738.

PAR contrat du 22. Aoust 1662. Mr. de Lanjamet, sous la caution de Mr. & de Madame de Brie, acquit la Charge de Conseiller de Messire Jean de Rosnevinen de Piré pour la somme de 151100. livres.

Madame de Piré qui vendit cette Charge en qualité de tutrice de ses enfans, s'étant remariée avec Mr. le Président de Mesneuf, procompta le 22. Septembre 1667. avec Mr. de Lanjamet & Mr. & Madame de Brie. Les interets montoient alors à 45915. liv. 12. sols & Mr. & Madame de Brie transportèrent à valoir à ces interets trois crédits, le premier de 20608. liv. sur le sieur Budes du Ruffay, le second de 4000. liv. de principal à titre de constitution, avec 389. liv. d'arrérages échus sur le sieur Ginguéné, & le troisième de 2000. liv. de principal, aussi à constitution, sur les Bellivet.

Après la mort de Mr. le Président de Brie, Madame la veuve fit le 2. Juin 1671. avec Mr. & Madame de Mesneuf

neuf, un acte de procompte par lequel il fut reconnu que par l'acte du 22. Septembre 1667. il avoit été payé 44997. liv. sur les interets; & en vertu des autres payemens & du transport d'un crédit de 80000. livres Madame de Mesneuf déclara quitter généralement les héritiers de Mr de Brye de l'obligation solidaire qu'il avoit contractée avec Madame son épouse & Mr. de Lanjamet. Mais Madame de Brye demeura obligée à la somme de 34000. liv. de principal qui restoit dûë après l'imputation de toutes les sommes payées & des crédits transportez.

21. Mars
1738.

Madame de Mesneuf n'ayant pû se faire païer que de 10000. liv. sur le principal dû par les Bellivet, se pourvût dans la succession bénéficiaire de Madame de Brye, d'abord contre l'héritier de cette Dame & ensuite contre les Créanciers des Gobert qui avoient touché à la distribution du prix des biens de la succession une somme de 15636. liv. 10. sols; & ces Créanciers exercèrent leur recours contre le sieur de Cahideuc Marquis du Bois de la Motte (Créancier postérieur, comme héritier de Mr. de Brye) qui avoit touché 73668. livres.

Après plusieurs procédures dont le détail seroit inutile, il se rendit Sentence le 30. Mars 1697. en la Jurisdiction des Reguaires du Chapitre de Rennes, par laquelle Madame de Mesneuf fut reçue à remettre le contrat de constitution sur les Bellivet dans la succession bénéficiaire de Madame de Brye; & le Marquis du Bois de la Motte fut condamné de lui rapporter la somme de 10000. liv. pour reste du principal, avec les interets qui étoient dûs de ce contrat.

La terre de la Tullaye dépendante de la succession de Mr. le Président de Brye fut vendue en 1708. par le sieur Faucon de Rys Comte de Charleval l'un de ses héritiers au maternel, à qui le Marquis de Charleval son frere aîné l'avoit donnée en partage.

Le Marquis de Piré, héritier de Madame de Mesneuf sa mere, s'opposa à l'appropriement. Le 13. May 1710. il s'ouvrit un procès verbal de distribution qui ne fut conclu que le premier Octobre 1712. il fut ordonné que

D d d d

Chap. LV.
 21. Mars
 1738.

(sans préjudicier à l'appel de la Sentence de 1697. qui avoit été relevé par le Marquis du Bois de la Motte , & par le sieur Marquis de Charleval en privé nom & faisant pour ses freres & sœurs) le sieur de Piré seroit payé en hypothèque de 1662. de la somme de 10000. livres de principal , de 2245. liv. 13. sols pour interêts calculés jusqu'au 30. Mars 1697. & de 8399. liv. 15. sols 11. den. pour les interêts échûs depuis jusqu'au 15. Octobre 1712. Le 14. du même mois il reçût aux Consignations ces trois sommes dont une partie fut payée en billets de monnoye.

Le Marquis du Bois de la Motte releva appel de ce procès verbal de distribution & d'autres jugemens dont le détail seroit inutile parce qu'ils concernent des Chefs dont on ne parlera point icy. Messire Gedeon du Bouays Comte de Mesneuf son cohéritier & les autres héritiers de Mr. de Brye se joignirent à lui & relevèrent appel des mêmes jugemens.

Les appellans disoient pour moyen d'appel contre la Sentence de 1697. & le procès verbal de distribution de 1710. & 1712. que Madame la Présidente de Mesneuf n'avoit eû d'action dans la succession de Madame de Brye, soit vers les héritiers, soit vers les créanciers qui avoient touché à son préjudice, que pour ce qui restoit du principal du crédit sur les Bellivet, sans pouvoir exiger aucuns interêts, parce que ce crédit n'avoit été transporté à Madame de Mesneuf qu'en paiement d'interêts.

Dame Louïse Prudence des Cartes veuve du Marquis de Piré intimée, repondoit que Madame de Mesneuf avoit exercé sa demande de rapport contre les créanciers des Gobert; & que le Marquis du Bois de la Motte avoit été condamné de rapporter en leur acquit; que si les créanciers des Gobert avoient été condamnés de rapporter, c'auroit été sans doute avec interêts; qu'ensuite exerçant leur libération vers le sieur du Bois de la Motte, elle auroit eu lieu en principaux & interêts; qu'ainsi Madame de Mesneuf ayant exercé les droits de ces créanciers les interêts luy étoient légitimement dûs.

Qu'il est incontestable que le retardement causé par les

apellations de la Sentence de 1697. suffiroit pour faire ajuger des interêts des sommes qui étoient dûes à Madame de Mesneuf; que les apellans en convenoient eux mêmes en prenant des conclusions afin de raport de ce que le sieur de Piré avoit touché en 1712. avec interêts depuis le premier Octobre 1712.

21. Mars
1738.

Que si lors de la Sentence de 1697. le sieur du Bois de la Motte avoit payé les 10000. liv. de principal à Madame de Mesneuf, elle auroit colloqué cette somme, & elle en auroit retiré de légitimes interêts; que par l'événement ce sont les héritiers de Mr. de Brye qui ont joui des interêts de cette somme, puisqu'elle est restée entre leurs mains jusqu'en 1712. au lieu qu'ils devoient la rapporter dès 1697.

Que par l'acte de transport du 22. Septembre 1667. les interêts furent absolument éteints: de sorte qu'il ne restoit plus à Madame de Mesneuf que l'action qui resultoit de la garantie du transport; & que si les interêts n'avoient pas été éteints, Madame de Brye ayant fait, peu après le transport, des franchissemens considérables sur le principal, ils auroient été premièrement imputables sur les interêts.

Qu'enfin les effets de la garentie due à la Dame de Piré devoient être aussi favorables que ceux d'un cautionnement, en vertu duquel la caution qui a été forcée de payer des interêts en acquit du débiteur, peut exiger de luy légitimement l'intérêt de ce qu'elle a payé.

1. Les apellans ont répliqué que la prétention de la Dame de Piré tend à faire autoriser un anatocisme condamnable.

Mr. de Perchambault a prévu & condamné ce nouveau système d'usure, *sur le T. 11. de notre Coutume §. 66. P. 268. & 269. de l'Edition in 4°. Ce Magistrat qu'on n'accusera pas d'avoir suivi des Casuistes trop rigides sur les questions d'interêts, ne doit pas être suspect dans celle-ci.*

Il pose d'abord pour principe, qu'on ne peut demander aucuns interêts d'interêts, tant qu'ils sont dûs *par le principal débiteur*, mais qu'on peut les demander à un débiteur nouveau qui seroit délégué à les payer. Ensuite paraphrasant

D d d d ij

21. Mars
1738.

ces mots, *tant qu'ils sont dûs par le principal débiteur*, voici comme il s'explique.

„ Le soulagement que la Loy accorde ici, ne regarde
„ que le débiteur, *nullo modo usurae usurarum à debitori-*
„ *bus exigantur. L. 28. Cod. de usur.* Ainsi quand un tiers est
„ chargé de payer des intérêts, on peut en acquérir de nou-
„ veaux contre lui. D'ailleurs ce n'est plus intérêt d'inté-
„ rests, parce qu'il fait un principal à l'égard du débiteur. Il est
„ permis par cette raison au débiteur de céder une obli-
„ gation qui produit intérêts en paiement des intérêts
„ qu'il doit; il est vray que l'intérêt ne change point de
„ nature par le changement du créancier; mais il en chan-
„ ge absolument *par celui du débiteur*, puisque ce second
„ débiteur ne souffre pas le même préjudice. Monsieur
„ Loüet. R. 55.

„ Mais, quoy? si celui qui a été attourné ne paye pas,
„ & qu'on revienne au principal débiteur, pourra-t-on lui
„ demander les intérêts que le tiers devoit payer, pour
„ peine d'avoir transporté un crédit inutile? *Dites que non,*
„ *parce que l'attournance devenant caduque, le débiteur devient*
„ *au même état que si elle n'avoit point été faite.*

Voilà précisément l'espèce du procès. L'attournance faite par Mr. & Madame de Brye est devenuë caduque pour une partie de la somme; les héritiers de Madame la Présidente de Brye se sont trouvés au même état que si cette attournance n'avoit point été faite; ils se sont trouvés devoir des intérêts qui n'en peuvent jamais produire d'autres à leur égard, parce qu'il n'y a point de changement de débiteur, & que, comme l'observe Brodeau sur Mr. Loüet, *Let. R. Som. 55.* avec tous les Auteurs qui ont traité cette matière, on ne peut tirer directement ni indirectement intérêt de l'intérêt, soit par cession, délégation ou autrement, tant & si long-tems que le débiteur de la rente se trouve pareillement débiteur des arrérages.

C'est un sophisme de dire que les intérêts furent éteints par la quittance que Madame de Mesneuf en consentit dans l'acte de transport de 1667. & qu'il ne lui restoit plus d'action pour demander ces intérêts. Si ce raisonnement

étoit auffi folide qu'il eft vifiblement faux , on pourroit auffi l'employer pour juftifier la conduite du créancier d'un crédit produifant interefts, qui fe feroit confentir par fon débiteur un contrat de constitution pour le montant des interefts échûs, pourvû que le même acte renfermât une quittance de ces interefts. Ces fortes de quittances ne font que conditionnelles , & le créancier ne décharge fon débiteur que fous la condition qu'il fera payé du crédit qu'on luy transporte en payement.

2. Au furplus , la Dame de Piré , en faifant cette objection , & en fôûtenant qu'il ne reftoit d'action à Madame de Mesneuf que pour la garantie du transport de 1667. n'a pas fait réflexion qu'elle combattoit fes propres titres , & les reconnoiffances & demandes de Madame de Mesneuf , & même du feu fieur de Piré. En effet , s'ils n'avoient eû d'action que pour la garantie du transport du 22. Septembre 1667. & fi les interefts de l'obligation du 27. Aouft 1662. avoient été totalement éteints, il eft incontestable qu'ils n'euffent pû exercer cette action de garantie qu'en hypothèque du 22. Septembre 1667. jour du transport. Cependant Madame de Mesneuf a demandé & s'est fait juger hypothèque du 27. Aouft 1662. jour de l'obligation primordiale , par Sentence du 12. Aouft 1682. Elle a toujours fôûtenû être créanciere en cette hypothèque , & le feu fieur de Piré a demandé à être colloqué , & l'a effectivement été à la distribution de 1712. en hypothèque du contrat du 27. Aouft 1662. Peut-il y avoir de reconnoiffance plus pofitive & plus autentique , qu'on ne regardoit pas les interefts comme éteints , que la quittance que Madame de Mesneuf en avoit donné lors du transport n'étoit que conditionnelle , & qu'il ne reftoit pas feulement une action de garentie , mais encore une action pour , en cas de défaut de payement des crédits transportez , fe faire payer en hypothèque du 27. Aouft 1662. des interefts en payement defquels ces crédits avoient été donnés ?

Si l'on faisoit produire à la ftipulation de garentie l'effet que prétend la Dame de Piré , ce feroit donner une liberté entière à l'anatocifme , & introduire l'ufage de l'es-

pèce d'usure que les Loix ont toujours eû le plus en horreur. La cupidité n'est déjà que trop ingénieuse à introduire & cacher l'usure : des Magistrats attentifs à la rechercher sous les voiles les plus épais, à la condamner sous tous ses déguisemens, ne l'autoriseront sans doute pas dans un système où elle frappe les yeux des moins clairvoyans. Et en effet, si cette prétention avoit lieu, il ne faudroit, pour exiger avec liberté l'intérêt de l'intérêt, que faire en paiement d'intérêts un transport d'un contrat de constitution simulé sur un insolvable pour donner lieu à l'action de garentie. Quel progrès d'un abus dont l'exécution seroit si facile ?

La garentie dans ce cas n'a d'autre effet que de mettre le créancier en état, à défaut de paiement du crédit transporté, de demander à son débiteur la même somme & en même nature d'intérêts qu'il la devoit avant le transport, comme s'il n'avoit jamais existé : & cela sur le fondement de ce principe invariable, que des intérêts ne peuvent jamais être le germe d'autres intérêts, directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, entre le créancier & le débiteur.

3. Ce grand principe, qu'on ne peut trop rappeler, sert à faire sentir la fausseté de la comparaison que fait la Dame de Piré entre l'espèce de la garentie dont il s'agit, & celle d'une caution qui ayant été forcée de payer des intérêts en acquit du débiteur, peut exiger de lui légitimement l'intérêt de ce qu'il a payé. La différence est sensible, en ce que dans ce dernier cas il y a changement de créancier, & que l'argent que le fidéjusseur a tiré malgré lui de sa bourse, est pour lui un principal réel, de nature à produire des intérêts. Dans l'espèce présente au contraire, il n'y a point de changement de créancier ni de débiteur, & le crédit qui n'est que pour des intérêts, ne peut jamais changer de nature entr'eux.

Au défaut de raisons, la Dame de Piré a recours à de pures déclamations. Elle dit que si Madame de Mesneuf n'avoit pas donné quittance de ces intérêts lors du transport de 1667. ç'eût été sur ces intérêts qu'on eust imputé les sommes payées depuis ; qu'il seroit resté un

principal de pareille somme qui eût produit des intérêts, & qu'il seroit injurieux d'avoir amusé des créanciers, pendant trente ans par les discussions qu'on les a obligé de faire, & qui ont rendu leur argent infructueux.

On convient que les payemens postérieurs au transport de 1667. eussent été imputables sur les intérêts, s'il n'y avoit point eû de stipulation contraire; mais il y a eû des imputations qui ont entièrement éteint le principal & qui n'ont laissé subsister que des intérêts qui n'en pouvoient produire d'autres entre les débiteurs & le créancier. Il ne faut donc pas s'amuser à ce qui se pouvoit faire, mais s'attacher à ce qui s'est fait réellement.

La Dame de Piré rappelle encore que Madame de Mesneuf n'a agi que contre les créanciers des Gobert, qu'elle avoit droit de les faire rapporter, avec intérêts, les sommes qu'ils avoient touchées à son préjudice; d'où elle conclut que le feu sieur de Piré héritier de Madame de Mesneuf, & exerçant l'action de recours des créanciers des Gobert vers les héritiers de Mr. le Président de Brye, a été en droit de leur demander le principal & les intérêts, c'est-à-dire les intérêts des intérêts.

Ce raisonnement pêche dans toutes ses parties. On ne conteste pas qu'en général, une somme indûment touchée ne soit sujette à rapport avec intérêts. Mais il ne s'agit pas d'examiner les obligations des créanciers des Gobert qui avoient touché; il s'agit uniquement de régler quels étoient les droits de Madame de Mesneuf, soit vers la succession de Madame la Présidente de Brye, soit vers les représentans des Gobert, créanciers dans cette succession.

Il est prouvé qu'elle ne pouvoit demander dans la succession de Madame de Brye aucuns intérêts, parce que ç'eût été des intérêts d'intérêts, anatocisme reprouvé par toutes les Loix entre les créanciers & le principal débiteur. Elle n'en pouvoit également demander aux créanciers des Gobert, qui avoient touché de bonne foi. La raison en est bien sensible. Madame de Mesneuf ne pouvoit demander aux créanciers des Gobert, lorsqu'elle se pourvût contre eux, que ce qu'elle pouvoit demander à l'héritier de Madame

21. Mars
1738.

la Présidente de Brye, à qui elle avoit d'abord demandé le payement. Elle ne se retournoit vers les créanciers des Gobert que pour en obtenir la même chose qu'elle étoit en droit d'exiger de l'héritier de Madame de Brye; elle ne pouvoit demander d'intérêts à celui-ci; donc elle n'en pouvoit demander aux créanciers des Gobert.

En effet, c'eût été donner à la demande en recours un effet plus étendu qu'à la demande principale; ou pour mieux dire, c'eût été obtenir indirectement ce que Madame de Mesneuf ne pouvoit se faire ajuger directement; c'eût été faire condamner indirectement l'héritier à payer des intérêts usuraires qu'on ne pouvoit lui demander directement.

Car si les créanciers des Gobert avoient été condamnés de rapporter à Madame de Mesneuf le principal de son crédit, avec les intérêts échûs & à échoir, c'eût été la même chose que si l'on avoit réellement condamné la succession de Madame la Présidente de Brye à ces intérêts, puisqu'ils seroient retombés sur cette succession, par la libération que les créanciers des Gobert eussent été en droit d'y prétendre. Les deniers touchés par les créanciers des Gobert faisoient partie de la succession de Madame la Présidente de Brye, & pouvoient être regardés comme un dépôt entre leurs mains. Comment Madame de Mesneuf auroit-elle pû prétendre des intérêts sur cette partie de la succession, pendant qu'elle n'en pouvoit prétendre sur le total de cette succession?

C'est une mauvaise ressource que de dire que si le feu sieur du Bois de la Motte avoit payé, après la Sentence de 1697, les 10000. liv. qu'on suppose rester alors du capital du crédit sur les Bellivet, Madame de Mesneuf ou le feu sieur de Piré auroit placé cet argent & en auroit tiré de légitimes intérêts; & que par l'événement, ce sont les héritiers de Mr. le Président de Brye qui ont profité des intérêts de cette somme de 10000. liv. jusqu'au mois d'Octobre 1712.

Il n'y a point de condamnation d'intérêts, quelque usure, quelque anatocisme qu'elle renferme, qu'on ne puisse justifier de la même manière.

Le porteur d'un contrat de constitution à qui il étoit dû 10000. liv. d'arrérages, obtient condamnation de cette somme avec intérêts; le débiteur relève apel; le procès reste sans suite pendant plusieurs années; on en reprend les errements; le débiteur prouve que les intérêts auxquels on l'a condamné sont usuraires, & le créancier en fera quitte pour dire avec la Dame de Piré; si vous n'aviez payé mes 10000. liv. lorsque je les ay demandées, j'eusse eû la scrupuleuse attention de les placer, de façon à en tirer des intérêts. Ce raisonnement justifieroit-il une condamnation d'intérêts si visiblement usuraire?

21. Mars
1738.

Par Arrest du 21. Mars 1738. en Grand'Chambre au rapport de Mr. Boux de Saint Mars.

LA COUR sans s'arrêter aux fins de non recevoir de ladite des Cartes, aux qualités qu'elle agit, faisant droit dans les appellations tant directes qu'en adhérant desdits de Cahideuc, du Boüiays & dudit Auvray aux qualités qu'il agit, de Faucon de Charleval & de Marie-Magdelaine de Faucon, des Sentences & procès verbaux de distribution des 2. May 1679. 2. Novembre 1680. 12. Aoust 1682. 31. Decembre 1686. conclû le 24. Octobre 1687. & 26. Octobre 1689. a mis & met lesdites appellations au neant; Ordonne que ce dont a été appellé sortira son plein & entier effet: condamne les appellans en l'amende de 12. liv. au Roy; & sur les appellations de
» la Sentence du 30. Mars 1697. & du procès verbal de
» distribution commencé le 14. May 1710. & conclu le
» premier Octobre 1712. ayant aucunement égard aux re-
» questes des 25. Janvier, 15. Février & 17. Juin 1737.
» a mis & met lefd. appellations, & ce, en ce qu'on auroit jugé
» les intérêts des 10000. liv. restantes du crédit sur les Bel-
» livet & coobligés; corrigeant & réformant, condamne
» ladite des Cartes de rendre & restituer ausdits de Cahideuc, du Boüiays & Auvray, Faucon de Charleval &
» Marie-Magdelaine Faucon, la somme de 8145. liv. en
» argent, avec les intérêts de ladite somme suivant les va-
» riations, à compter du quatorzième jour d'Octobre 1712.
» jusqu'à parfait payement, & celle de 2500. liv. dans les

Eccc

Chap. LV. » mêmes billets de monnoye reçûs au Bureau des Config-
 nations, lesdites sommes partables; sçavoir la moitié aud.
 21. Mars » Auvray en ladite qualité & ausdits de Faucon de Charle-
 1738. » val & à ladite Marie-Magdelaine de Faucon ainfi qu'ils sont
 fondés, un quart audit de Cahideuc & un quart audit
 du Botiays; & sur le surplus des autres demandes des Par-
 ties les a renvoyées hors procès, tous dépens compen-
 sés, vacations, extrait & retrait du present Arrest paya-
 bles par ladite des Cartes.

Maître Provost écrivoit pour les apellans.

C H A P I T R E L V I.

Si une transaction sous signature privée est valable, quoiqu'elle ne soit pas datée.

Si cette transaction étant en double est valable, quoique chaque double ne soit pas signé des deux Parties.

27. Mars
 1738.

CES deux questions ont été agitées dans le procez entre Madame des Cartes, apellante de Sentence renduë aux Requêtes du Palais le 12. Août 1733. & Dame Gillonne Charpentier, veuve de Messire François-Vincent de Quifistre sieur de Bavalan.

La Sentence dont Madame des Cartes étoit apellante l'avoit déboutée des Lettres de restitution qu'elle avoit prises contre une transaction sur partage, faite sous feing privé en 1728. entr'elle & le sieur de Bavalan son frere.

Le double de cette transaction, qui avoit été produit par le sieur de Bavalan, n'étoit point daté ni signé de luy, & il n'étoit signé que de Madame des Cartes.

Par Sentence du 18. Juin 1731. il fut ordonné que Madame des Cartes représenteroit le double dont elle étoit faisie, sinon que la transaction demeurerait datée du mois d'Aoust 1728. Madame des Cartes ne produisit point ce double. Mais elle continua de procéder aux Requêtes du Palais, sans réclamer contre cette Sentence jusqu'au jugement définitif du 12. Aoust 1733.

Sur l'apel de ce dernier jugement, elle a relevé apel en adhérant de la Sentence du 18. Juin 1731. & elle a proposé deux moyens d'apel. 1°. Sur le défaut de datte : 2°. Sur le défaut de signature du sieur de Bavalan. On ne parlera point ici des autres questions qui furent agitées, parce qu'elles ne présenteroient aucun point de droit intéressant & dégagé des circonstances particulières du procès.

27. Mars
1738.

Moyens d'apel de Madame des Cartes.

Premierement la date est de l'essence des actes : c'est la date qui en accomplit la forme ; enforte qu'un acte qui n'est point daté est nul. Cette maxime ne peut être détruite par les principes du Droit Romain auquel il a été dérogé par les Ordonnances, entr'autres par celle de Blois art. 167. qui ordonne que les dates seront exprimées dans les contrats. Or il est de maxime que les Parties qui ont eü intention de passer un acte, ne sont point obligées s'il, n'est accomplidans les formes prescrites par les Ordonnances.

Il est inutile d'objecter que c'est la faute de Madame des Cartes si le billet n'est point daté. Car lorsqu'il s'agit de juger de la nullité d'un acte, il est indifferent de quelle part vient le deffaut de formalité : il suffit, pour le faire annuler, qu'il ne soit point conforme aux Ordonnances. C'est à ceux qui contractent à ne rien négliger pour rendre l'acte parfait.

2°. Le billet de partage n'étant signé que de Madame des Cartes n'est qu'un projet imparfait. Les Ordonnances d'Orleans art. 84. & de Blois art. 165. la Coûtume art. 176. & tous les Auteurs, décident qu'un partage, un contrat, doivent être signés de tous les contractans, sous peine de nullité. Quand un acte auroit été passé devant deux Notaires, s'il n'est point signé de toutes les parties, il est nul.

Cette maxime, qui a son application à toutes sortes de contrats, redouble encore sa force & son autorité en fait de partage. Un partage est une aliénation dont l'acte doit être sinallagmatique : c'est un acte qui assure l'ordre, l'état & la filiation des familles. Il doit donc être revêtu de toutes les formalités qui sont prescrites,

& dont la signature est l'ame. Un partage qui n'est point signé de toutes les Parties est donc nul: les Ordonnances, la Coutume & les Arrests en prononcent la nullité.

On objecte que les deux doubles d'un acte ne comprennent qu'un seul acte signé de toutes les Parties; que Madame des Cartes est saisie de l'autre double signé du sieur de Bavalan; & qu'elle ne peut en refuser la communication.

RE'PONSE. 1°. Deux doubles d'un même acte, dont chacun n'est signé que de l'une des Parties, ne sont que deux demis actes: or deux demis actes sont incapables de faire un acte parfait.

2°. Madame des Cartes n'est point tenuë de produire un acte qu'on lui oppose. Nul n'est tenu de produire des pièces contre soi: la maxime est constante.

Enfin la question a déjà été décidée en point de droit; il y a plusieurs années, entre le sieur Amiot de Beausoleil & le sieur Comte du Roscoët, à l'occasion d'un billet double. Le double de Beausoleil étoit signé du sieur du Roscoët, & ne l'étoit point de Beausoleil.

Le fils de Beausoleil soutenoit que le sieur du Roscoët aiant signé le double de Beausoleil, & Beausoleil celui du sieur du Roscoët, le billet étoit réciproquement obligatoire; & que le sieur du Roscoët ne pouvoit se dispenser de produire son double.

Le sieur du Roscoët soutenoit au contraire que le double de Beausoleil n'obligeoit point réciproquement les Parties, par conséquent qu'il n'obligeoit ni l'un ni l'autre, & qu'il n'étoit point tenu de produire une pièce dont on vouloit faire un titre contre lui.

Mr. de Blossac Rapporteur étoit d'avis de juger le billet valable.

Mr. d'Estreans Compartiteur, étoit au contraire d'avis que le billet n'obligeoit ni l'une ni l'autre des Parties.

Le partage aiant été départi en Grand'Chambre, l'avis de Mr. d'Estreans passa d'une voix unanime. Un Arrest si célèbre peut servir de règle à tous les procès de cette espèce.

Madame des Cartes est dans une circonstance bien plus fa-

vorable. Dans l'affaire de Beaufoleil il s'agissoit d'une convention pour chose mobilière. Ici il est question d'un partage, l'un des plus importants de tous les contrats civils.

Au reste Mr. le Prêtre, à l'endroit cité par la Dame de Bavalan dit seulement que le demandeur qui a allegué des pièces au soutien de sa demande est tenu de les communiquer. Mais Madame des Cartes n'a point fondé sa demande sur le partage de 1728. au contraire aussi-tôt que le sieur de Bavalan s'en est servi, elle l'a attaqué par la voye de la restitution.

27. Mars
1738.

Réponses de la Dame de Bavalan intimée.

1°. La Loi *cum tabernam ff. De pignor. & hypoth. §. idem quæsit*, établit comme maxime que, quoiqu'un traité ne soit point daté, il suffit pour sa validité que la convention soit constante. C'est aussi la décision de Mornac sur cette Loi & de Sauvageau sur Mr. du Fail L. 1. ch. 244.

2°. La maxime *nemini sua fraus patrocinari debet* combat encore l'objection de Madame des Cartes. La transaction aiant été faite en double, elle est saisie du double daté & signé par le sieur Bavalan. Le double non daté est celui qu'elle a signé: si elle a affecté de ne le pas dater, si elle a voulu se ménager un moyen de chicaner dans la suite sur l'exécution de cette transaction, enfin si son frere reçût le double signé d'elle, sans le lire & sans soupçonner même qu'elle eût aucune intention de le tromper, peut-elle aujourd'hui triompher de son artifice, & exagérer qu'un billet est nul, parce, que dans l'intention qu'elle avoit dès lors de revenir contre sa signature (termes de ses lettres de restitution) elle avoit eu attention de ne le pas dater ?

Les observations qu'on vient de faire sont certaines en général; mais quand elles seroient douteuses à l'égard d'un billet pur & simple, elles seroient incontestables pour un billet double tel que la transaction de 1728. C'est ce qu'on va démontrer en répondant à l'objection de Madame des Cartes sur le défaut de signature du sieur de Bavalan dans le double de la transaction qu'il a produit.

Il paroîtra d'abord étrange que Mr. & Madame des Cartes aiant vû ce double pendant plusieurs années dans l'instance principale, n'aient point pensé à proposer la prétendue nullité qui n'a été imaginée que par un dernier écrit du mois de Février 1738. Loin d'alleguer cette chicane Mr. & Madame des Cartes ont pris contre ce Traité des Lettres de restitution & dans le tems même qu'ils répondoient dans leurs écrits les suppositions les plus injurieuses contre le sieur de Bavalan, comme ils étoient saisis du double signé de lui, ils n'ont jamais pensé, pendant plusieurs années, à dire qu'il n'eût point signé le traité.

Après cette reflexion préliminaire on va discuter tout ce que Madame des Cartes dit au soutien d'une objection si odieuse.

Toute l'érudition qu'elle a prodiguée pour l'établir est en pure perte, & ne touche point au but. Les Ordonnances & la Coûtume prescrivent la signature de toutes les Parties au pied des actes rapportés par des Notaires. Les signatures des deux Parties sont nécessaires pour rendre les traités sinallagmatiques. Tous ces principes sont aussi vrais qu'indifferens à notre question; & la conséquence qu'en tire Madame des Cartes est évidemment fausse.

Elle dit que le double sous feing privé de la transaction de 1728. n'étant signé que d'elle & ne l'étant point du sieur de Bavalan, c'est un acte imparfait qui n'a point le caractère de traité sinallagmatique nécessaire pour le rendre valide.

Pour refuter ce sophisme, il suffit de rapeller la distinction qui se trouve entre un acte rapporté par des Notaires & un traité fait en double sous feing privé.

Lorsqu'un acte est rapporté par des Notaires, la minute qui est unique & qui demeure dans le dépôt public, est le seul titre qui constate les obligations & les conventions sinallagmatiques de toutes les Parties. C'est à cette seule minute que chaque contractant a recours pour assurer & poursuivre ses droits, & c'est par ce motif qu'on leur en délivre des expéditions.

Mais de-là même il résulte que l'acte unique qui ren-

ferme toutes les obligations doit être signé de toutes les Parties.

Chap. LVI.

De même si des Parties qui traitent sous seing privé ne font pas leur traité par billets doubles, si elles ne le font que par un seul & unique billet, il faut, pour la sûreté commune, non seulement que le billet soit signé de toutes les Parties, mais qu'il soit même déposé chez un Notaire ou chez une personne en qui les contractans ont de la confiance pour qu'ils puissent y avoir recours.

27. Mars
1738.

La forme & l'objet des traités passés en double n'ont aucun rapport à ceux dont on vient de parler. Lorsque deux Parties traitent ensemble dans cette forme, les conventions reciproques sont écrites sur deux billets séparés & l'objet de chaque double est de mettre chaque Partie en état de prouver contre l'autre la réalité des conventions reciproques.

Le traité rapporté par des Notaires ou fait par un seul billet sous seing privé, est le titre commun de toutes les Parties. Au contraire chaque double est le titre particulier de celui qui en est saisi. Mais les deux doubles tels qu'ils ont été rédigés composent ensemble le traité commun & sinallagmatique.

Quel seroit même l'objet de faire signer chaque double par les deux Parties? Pourquoi celui qui est saisi d'un double le signera-t'il? Sera-ce pour se faire un titre contre luy même? Il seroit absurde de le proposer. Il n'est, on le repete, saisi d'un double que pour avoir contre l'autre Partie un titre égal à celui qu'il a lui même donné contre lui par l'autre double qu'il a signé. Le bon sens & même la seule forme des billets doubles annonce l'inutilité de cette signature & la fausseté de l'objection de Madame des Cartes.

Mais pour achever de prouver une vérité si triviale, on suppose qu'après la signature des doubles du traité de 1728. Madame des Cartes & le sieur de Bavalan, au lieu de se ressaisir de chaque double, eussent consenti qu'ils fussent déposés entre les mains d'une personne de confiance, & que lors du procès que Madame des Cartes jugea à propos de faire au sieur de Bavalan, ces deux doubles euf-

sont été représentés par le depositaire : Madame des Cartes auroit-elle pû objecter que le double signé d'elle n'étoit pas signé du sieur de Bavalan ? La représentation de l'autre double signé de lui auroit confondu une si mauvaise pointille ; & sur ces deux pieces Madame des Cartes auroit été forcée de reconnoître que le traité, dans la forme de sa rédaction, étoit parfait, parce qu'il étoit composé des deux doubles qui faisoient un tout indivisible signé des deux Parties.

Il est donc évident que la signature de toutes les Parties sur chaque double n'est point essentielle lorsque ces deux doubles paroissent.

Mais Madame des Cartes triomphe de ce qu'il n'y a qu'un double au procès. Elle exagère le brocard *nemo tenetur edere contra se*. Elle dit que le double représenté par le sieur de Bavalan n'est qu'un demi traité ; & que la nullité d'un pareil traité a été jugée par un Arrest entre les sieurs du Roscoët & de Beausoleil.

Tel est le précis des objections de Madame des Cartes. Sans qu'il soit besoin de répondre à un Arrest qui n'est ni produit ni même daté, & dont on peut contester l'existence, on va prouver que dans les principes du droit, de l'équité & du bon sens, Madame des Cartes ne peut tirer avantage de son affectation à receler le double du traité, & que le brocard *nemo tenetur edere contra se* est sans application.

Premierement, la proposition, *nemo tenetur edere contra se*, n'est pas si générale que Madame des Cartes le prétend. La Loy *Ex qua Cod. De edendo* distingue entre le demandeur & le deffendeur ; & cette distinction est adoptée par Mr. le Prêtre *Centurie 1. ch. 58.* qui décide suivant cette Loy que le demandeur ne peut pas obliger le deffendeur de lui communiquer ses titres, parce que devant être certain de sa demande, ce n'est pas dans les titres du deffendeur qu'il doit en chercher la preuve ; mais que le deffendeur est en droit d'exiger que le demandeur lui représente les titres qui peuvent fonder sa deffense ou son exception. *Reus potest exigere ab actore, sive in criminalibus causis, sive in ci-*

in civilibus, ut edat sibi instrumenta, si ea scilicet in sua potestate habeat, quibus contendit se posse causam suam instruere, vel exceptionem probare.

L'application de cette décision est bien sensible contre Madame des Cartes. Elle étoit demanderesse en partage, & la transaction de 1728. étoit le fondement de l'exception du sieur de Bavalan. Ainsi suivant le Droit Romain & la décision de Monsieur le Prestre, il étoit en droit de demander la représentation du double dont elle étoit saisie; & s'il n'y avoit pas eu de preuve par écrit qu'elle avoit ce double, le sieur de Bavalan auroit pû lui déférer le fait à serment.

Madame des Cartes n'affirmeroit pas sans doute qu'elle n'est pas saisie du double signé du sieur de Bavalan. Elle est même dispensée de le reconnoître, parce qu'il y a une preuve par écrit, contre laquelle tous ses sophismes viennent échoûer.

Par le double signé de Madame des Cartes que la Dame de Bavalan a remis par original au procès, il est dit que le traité a été fait en double. Ce fait attesté par la signature de Madame des Cartes ne peut être contesté. Ainsi il demeure pour constant que la forme ordinaire des traités en double a été observée en cette occasion & que des deux doubles qui composent le traité & qui en font la perfection, l'un est resté entre les mains de Madame des Cartes.

Si au lieu d'un traité double il n'y avoit eu qu'un seul original de traité qui eut été confié à Madame des Cartes, pourroit-elle refuser de le représenter? Si le dépôt fait entre ses mains étoit prouvé par écrit, il ne seroit pas même besoin de recourir à son serment, & sur cette preuve on pourroit l'obliger à la représentation de la pièce.

De même étant prouvé que Madame des Cartes étoit saisie du double signé du sieur de Bavalan, lequel avec celui qu'elle avoit signé & qui est au procès faisoit le complément du traité, il est évident qu'elle ne peut en contester la réalité, & que du refus de le produire elle ne peut induire que le traité, tel qu'il se trouve dans le dou-

27. Mars
1738.

ble produit, ne soit qu'un traité imparfait ou un demi traité.

Par Arrest du 27. Mars 1738. en la II. Chambre des Enquêtes au raport de Mr. du Boberil du Molant, LA COUR faisant droit sur le tout, sans s'arrêter aux requêtes de ladite Quifistre (Madame des Cartes) ni à ses Lettres de restitution des 3. Août 1735. 26. Juillet 1736. 15. & 25. Mars 1738. dans ses appellations principales, & en adhérant des Sentences des 18. Juin 1731. & 12. Août 1733. a mis lefd. appellations au néant; Ordonne que ce dont a été appelé, sortira son plein & entier effet; dans les autres appellations en adhérant de lad. de Quifistre des Sentences des 19. Février 1735. & 5. Janvier 1736. en ce qui concerne le partage des successions desdits de Quifistre, sans s'arrêter à la requête du 24. Février 1738. ce touchant; a mis lesdites appellations au néant, sauf aux Parties à faire juger le surplus de leurs contestations comme elles le verront; condamne ladite de Quifistre en l'amende de 12. livres au Roy & dans tous les dépens des causes d'apel, Lettres de restitution & incidens, & sur le surplus des autres demandes des Parties les a renvoyées hors procès.

Maître Phelipe Procureur de Madame des Cartes écrivait pour elle: j'écrivois pour la Dame de Bavalan.

CHAPITRE LVII.

L'avis des parens & le décret de Justice suffisent pour le mariage des enfans mineurs de l'absent dont on n'a point reçu de nouvelles depuis plusieurs années.

28. Mars
1738.

PIERRE Duclos Tonnelier, marié à Nantes, s'embarqua sur le Vaisseau le S. Laurent qui partit de Nantes pour la Côte de Guinée le premier Janvier 1727. Ce Vaisseau fut brûlé dans la Rade de Cayenne le 23. Février 1728. & Pierre Duclos resta à Cayenne d'où il ne donna jamais de ses nouvelles à sa femme ni à aucun de ses parens. Cette

femme & toute sa famille firent d'inutiles recherches & ne pûrent jamais apprendre ce qu'il étoit devenu.

Chap. LVII.

La femme de Pierre Duclos étant morte, Marie Duclos leur fille âgée de plus de 21. ans demanda l'avis de ses parens pour son mariage avec Jean Grenon Boulanger; & le premier Février 1738. douze Parens ayant comparu au Greffe de la Jurisdiction de Pirmil, à cause de l'absence du pere depuis plus d'onze ans sans avoir donné de ses nouvelles, ils déclarèrent approuver ce mariage comme très-avantageux à la mineure.

28. Mars
1738.

Sur ce comparent le Procureur Fiscal requit & le Juge ordonna qu'avant de passer outre, le décès de Duclos pere de la mineure seroit constaté. Marie Duclos a interjetté apel de cette Sentence, comme de deni de Justice & autrement. Les parens sont intervenus & ont répété leur consentement au mariage comme avantageux à la mineure.

Le moyen d'apel étoit fondé sur la preuve de l'absence du pere hors du Royaume depuis onze ans sans qu'il eut donné de ses nouvelles.

Après que Maître du Bouëix Procureur de l'appellante & des intervenans a plaidé, Mr. l'Avocat Général de la Chalotais a dit que cette question se décide par les Loix 10. & 11. au Digeste de *ritu nuptiarum*, qui permettent aux enfans d'un pere absent de se marier après trois années d'absence, pourveu qu'ils fassent un mariage convenable.

Que Bretonnier dans ses questions de droit au mot *Absent* ch. II. est d'avis que pour être plus assuré que le mariage soit convenable, *il faudroit ordonner que les enfans d'un pere absent ne pourront se marier que du consentement de leur mere si elle est vivante; & si elle est décédée, de l'avis de six des plus proches parens homologué en justice avec connoissance de cause.*

Que cette formalité ayant été observée dans l'espèce de la cause; & les Parens étant même intervenus pour répéter leur consentement au mariage comme avantageux à la mineure, l'apel est bien fondé; & qu'en réformant la Sentence, il y a lieu d'ordonner aux Procureur Fiscal & Juge de Pirmil de passer outre au Décret de mariage.

Ffff ij

Chap. LVII.

~~1738.~~28. Mars
1738.

Par Arrest du 28. Mars 1738. rendu en Grand'Chambre à l'Audience d'Huis-clos.

LA COUR après avoir entendu du Boüeix Procureur pour l'apellante & les intervenans, ensemble de Caradeuc pour le Procureur Général du Roy; ayant aucunement égard à l'intervention des Parties de du Boüeix, faisant droit dans l'apel de l'Ordonnance du premier Février dernier; a mis l'apellation & ce dont a été apellé au néant, corrigeant & réformant, dit qu'il a été mal dénié & ordonné, en conséquence enjoint au Procureur Fiscal & Sénéchal de la Jurisdiction du Prieuré de Pirmil de passer incessamment outre au décret de mariage de ladite Marie Duclos avec Jean Grenon sur les suffrages & consentemens des intervenans portés au comparant du premier Février dernier, à peine de tous dépens, dommages & interets.

CHAPITRE LVIII.

Une veuve qui a des enfans d'un premier lit s'étant remariée, & ayant fait à son second mari une donation de 12000. livres pour luy & ses enfans, l'enfant du second mariage peut après la mort de son pere demander à sa mere survivante l'exécution & la joiissance de la donation, sauf aux enfans du premier lit à demander la reduction à la part du moins prenant après la mort de la mere donatrice.

SOMMAIRE.

- | | |
|--|---|
| 1. 3. 6. Effet des donations à cause de mariage, lorsqu'il y a des enfans du premier lit du donateur: Art. 205. de la Coûtume. | de d'Argentré. |
| 2. 8. Examen du sentiment | 4. 7. Examen de la jurisprudence. |
| | 5. 8. 9. Quand les héritiers présomptifs peuvent s'opposer à l'exécution d'un don excessif. |

22. Avril
1738.Art. 205.
de la Coût.

AU mois de Mars 1711. Dame Magdelaine Luce, veuve d'Ecuyer Jean-Baptiste Berthelot sieur de la Paragere & tutrice des deux enfans de leur mariage, épou-

la Messire Bertrand de Sefmaisons sieur de la Menantiere ; & elle fit à son futur époux une donation de 12000. liv. par une disposition du contrat de mariage conçûe en ces termes.

22. Avril
1738.

» En faveur dudit mariage, & pour la considération que
» ladite Dame future a pour ledit sieur futur ; elle a par
» ces presentes fait don audit Seigneur & à ses enfans de la
» somme de 12000. livres à prendre sur les plus clairs biens
» de ladite Dame future ; & si ledit Seigneur futur vient à
» deceder sans enfans avant ladite Dame future, ledit don
» de la somme de 12000. livres n'aura lieu.

Par ce mariage la Dame Luce perdit la tutelle de ses enfans. Augustin Luce leur ayeul maternel fut élu tuteur ; & par Sentence du 23. Novembre 1726. la succession beneficiaire fut jugée redevable aux mineurs de la somme de 68461. livres pour la gestion de cette tutelle.

Le sieur de Sefmaisons mourut en 1718. n'ayant eû qu'une fille de son mariage avec la Dame Luce qui se remaria peu de tems après.

Le 3. Avril 1731. la Demoiselle de Sefmaisons assigna sa mere au Présidial de Nantes ; » pour être provisoirement
» condamnée de payer la somme de 12000. livres de principal donnée par ladite Luce au feu sieur de Sefmaisons
» pere de la demanderesse & à ses enfans, par le contrat
» de mariage passé entre lui & ladite Luce le 7. Mars 1711.
» & aux interets de ladite somme.

Par Sentence du 28. Mars 1733. l'exécution de la donation fut sursise jusqu'au décès de la Dame Luce ; & cependant elle fut condamnée par provision de payer à la Demoiselle de Sefmaisons une somme de 300. livres par an & par avance.

La Dame Luce a relevé apel de cette seconde disposition. La Demoiselle de Sefmaisons a été apellante de la premiere ; Jean-Baptiste & Jeanne Berthelot enfans du premier mariage sont intervenus comme Créanciers & comme héritiers présomptifs de leur mere, pour s'opposer à l'exécution de la donation.

22. Avril
1738.

1. La donation dont il s'agit est faite à cause de mariage par une femme qui avoit des enfans du premier lit. Ces donations ne se règlent point par les maximes générales qui s'observent pour les donations faites à des étrangers. C'est l'art. 205. de la Coutume qu'on doit suivre en cette matière.

La Jurisprudence & tous les Auteurs décident que ces donations se règlent par la quantité de biens qui se trouvent à la mort du donateur. Hevin *Conf.* 36. p. 158. dit qu'il accepte cette proposition comme une vérité constante & reçue par la pratique universelle de toute la France. Il cite la Nouvelle 22. §. 28. dont la décision est formelle; & il donne pour raison que » la libéralité faite à la seconde femme » devant se régler sur la valeur de la légitime de ses enfans du premier lit dans la succession du donateur, & la » légitime ne se pouvant connoître qu'au tems qu'elle est » due, sçavoir lors du décès de celui qui la doit, *quo tempore bonorum spectatur quantitas*, il est indispensable de » régler la donation sur les biens qui sont lors du décès, » tout ainsi que la légitime de l'enfant à laquelle elle doit » être égale.

De ce principe il résulte que la donation faite par la Dame Luce ne lui a pas ôté la disposition de ses biens pendant sa vie, & n'a pas mis sa fille en droit de la dépouiller avant sa mort. Car si elle n'avoit pas la disposition de tous ses biens, on auroit inutilement ordonné que ces donations demeureroient fixées à la portion du moins prenant dans la succession du donateur. On doit même conclure de cette maxime que si le donateur ne laisse aucuns biens, & si les enfans ne prennent rien dans sa succession, le donataire dont la condition ne peut être meilleure que celle des enfans, n'y peut aussi rien prétendre.

Mais s'il est vray, comme on vient de le prouver, que cette sorte de donation dépend d'un événement incertain, & qu'elle ne peut avoir de quotité déterminée qu'à la

mort du donateur , il est évident que l'exécution est suspendue pendant sa vie.

Il est vrai que les donations à cause de mariage sont réputées entre vifs. Mais elles ne diffèrent des donations à cause de mort, qu'en ce qu'elles sont irrévocables, quoique, par leur nature & par les Loix qui les gouvernent, elles aient un effet suspensif, jusqu'à ce que la mort du donateur ait fixé l'état de ses biens & l'étendue de la donation.

22. Avril
1738.

C'est sur ces principes que la Sentence a sursis l'exécution de la donation jusqu'à la mort de la Dame Luce. Mais par une contradiction frappante qui sert de motif à son appel, elle est condamnée à une provision de 300. liv. en sorte qu'on ajuge l'accessoire dans le même tems qu'on décide que le principal n'est point dû.

Si les Présidiaux de Nantes ont pris pour motif que les pere & mere sont obligez de nourrir leurs enfans, ce motif est sans fondement & l'obligation cesse dans l'espèce du procès, parce que la Demoiselle de Sefmaisons a des biens suffisans pour fournir à tous ses besoins, sans le secours de sa mere.

2. On ne peut faire ici de juste application du sentiment de d'Argentré *art. 218. v. c. gl. 5. n. 10. & suiv.* qui décide que le donateur n'a point d'action pour révoquer ou faire reduire la donation qu'il a faite & que les enfans même ne peuvent l'attaquer qu'après sa mort. Il n'est point ici question ni de révocation ni de réduction. La Dame Luce a toujours proposé pour unique deffense que l'action étoit prématurée, parce que la donation ne pouvoit être exigible qu'après sa mort.

Immédiatement à la suite de l'endroit cité *n. 15.* d'Argentré décide que dans le cas de la donation d'une quote de biens, s'il n'est pas expressément stipulé qu'elle regarde les biens que le donateur a lors de sa donation, on doit se régler sur le pié des biens qu'il a lors de sa mort : *quia nomen quotæ augmentum & decrementum excipit usque ad mortem.*

Il est vrai que la donation dont il s'agit ici est d'une

Chap. LVIII.

22. Avril
1738.

somme fixe. Mais étant faite en faveur d'un second mariage, elle se doit fixer suivant la Loy à la portion du moins prenant dans la succession de la donatrice. Ainsi elle est reduite à une quote qui est incertaine & qui peut diminuer ou augmenter jusqu'à la mort de la Dame Luce. L'exécution de la donation est donc suspendue suivant d'Argentré, parce que si elle étoit exécutée du vivant de la donatrice, elle seroit rapportable, en partie si elle excédoit la portion du moins prenant, & au tout si la Dame Luce ne laissoit aucuns biens.

3. Enfin il est certain en général que les donations à cause de mariage, qui peuvent s'exécuter lors qu'il n'y a point d'enfans d'un mariage précédant, ne peuvent avoir leur effet, qu'après la mort du donateur, s'il n'y a une stipulation expresse qui déroge à cette règle, & qui avance le terme auquel le donataire, ses enfans ou ses héritiers doivent entrer en jouissance.

Car la femme, qui donne à son futur époux, n'est pas présumée vouloir se dépouiller de son vivant. On présume au contraire qu'elle ne donne qu'en vûe de jouir concurremment avec lui des choses données à sa seule considération.

Si cette règle a lieu lorsque le donateur n'a point d'enfans d'un premier mariage, elle a une application encore plus forte dans l'espèce d'une donation que l'art. 205. de la Coutume & l'Edit des secondes nûces reduisent à la portion qu'aura le moins prenant dans la succession du donateur. Comme la Coutume & l'Edit ont limité à cette portion le pouvoir de donner, celui qui a donné plus qu'il ne lui étoit permis est toujours en droit de réclamer ou de faire suspendre la donation jusqu'à ce que le cas prévu par la Loy soit arrivé.

On doit même présumer que le donataire & le donateur ont eû connoissance de la prohibition de la Loy & qu'ils ont prévu que la donation n'auroit d'effet qu'après la mort du donateur.

Enfin il y auroit un grand inconvenient à autoriser les demandes des héritiers du donataire pour le payement de la donation

la donation avant la mort du donateur. Car si par l'événement le donateur ne laissoit aucuns biens, il faudroit revenir après sa mort à des contributions & des rapports, dont l'héritier du donataire pourroit éluder l'effet, en mettant ses biens à couvert.

22. Avril
1738.

4. La Jurisprudence n'est point contraire aux principes que la Dame Luce a établis; & les Arrêts qu'objecte la Demoiselle de Sesmaisons sont sans application. Des deux Arrêts cités par Hevin sur Frain *Pl.* 85. le premier du 19. Decembre 1647. est dans l'espèce d'une donation simple faite à un bâtard. Cet Arrêt jugea seulement, au profit du Seigneur de Fief, que la donation, faite au bâtard & aux siens, n'étoit pas caduque par le décès du donataire sans héritiers.

Le second Arrêt du 12. Mars 1663. jugea que la donation faite à la future épouse & aux enfans du mariage, ne cessoit point par la mort des enfans & qu'elle passoit aux collatéraux, faute au donateur d'avoir inséré une clause résolutoire pareille à celle qui est dans la donation faite par la Dame Luce au sieur de Sesmaisons.

Il est évident que ces deux Arrêts n'ont aucun rapport à une donation faite à un second mari par une femme qui a des enfans de son premier mariage, & qu'ils ne peuvent concerner la question de sçavoir si l'effet de cette donation doit être suspendu jusqu'à la mort de la donatrice.

D'ailleurs M. Hevin cite ces Arrêts à l'occasion de celui du 17. Juin 1624. que rapporte Frain & qui jugea qu'une donation, faite par une femme du tiers de ses propres à son mari & aux siens à jamais, ne passoit point aux héritiers collatéraux du mari mort sans enfans. La veuve donatrice étoit apellante d'une Sentence des Requêtes du Palais qui la condamnoit de faire assiéte du tiers contenu en la donation, parce qu'elle en jouïroit pendant sa vie. Les héritiers collatéraux du mari n'attaquèrent point cette disposition, parce qu'ils reconnurent, suivant le principe qu'on a établi, qu'il n'est pas à présumer que celui des conjoints, qui donne à l'autre par contrat de mariage, ait eu intention de se dépouiller, pendant sa vie, au profit

G g g g

des héritiers du donataire. C'est aussi la maxime établie par les héritiers même du donataire, dans le procès sur la donation faite par Marie Esglaut à Michel Langlois son second mari, jugé par Arrest du 13. Avril 1688. qui est rapporté dans le Journal du Palais.

Moïens d'intervention des enfans du premier Mariage.

L'intervention est fondée sur les deux qualités de Créanciers & d'héritiers. Comme créanciers de leur mere, les intervenans ont interest de prévenir les surprises qu'on pourroit lui faire & de conserver leur hypothèque sur les biens qui seroient donnés en assiette de la donation.

5. Comme héritiers présomptifs ils ont qualité pour s'opposer à l'exécution d'un don excessif. Il est certain que si l'héritier présomptif n'a point d'action directe pour attaquer une donation inofficieuse pendant la vie du donateur, il a du moins une action conservatoire pour prévenir les préjudices qu'il en pourroit souffrir. C'est en ce sens qu'on doit entendre ce que dit d'Argentré *art. 218. V. C. gl. 5. n. 14.* Aussi il décide positivement en faveur de l'héritier présomptif, *dans la gl. 9. sur le même article n. 17.*

Réponses & moïens de la Demoiselle de Sefmaisons.

6. La donation que fait le sujet du procès est entre vifs & irrevocable. Elle est faite sans qu'il y ait aucun terme fixé: ainsi elle étoit exigible dès le moment du mariage, suivant la maxime que la chose est exigible sur le champ lorsqu'il n'y a point de terme.

S'il n'y eut point de payement ni d'assiette de la donation lors du mariage, ce fut parce que le donataire & la donatrice entrèrent en communauté. Mais le sieur de Sefmaisons avoit droit d'en exiger dès lors l'exécution; il étoit le premier donataire: sa fille a trouvé ce bien dans sa succession: elle est donc en droit de le recueillir comme les autres biens qu'il a pû avoir. Deux réflexions achèvent d'établir cette vérité.

Premierement si l'effet de la donation étoit suspendu jusqu'à la mort de la donatrice, elle ne seroit plus entre-vifs; elle dégénéreroit en une donation à cause de mort.

2° Si le sieur de Sefmaisons n'avoit pas été le premier donataire, & si la donation n'avoit pas été consommée en sa personne, elle n'auroit pû avoir d'effet dans la personne de sa fille à cause de la prohibition de l'art. 199. de la Coutume. Hevin sur Frain *Pl.* 85. Elle n'y a de droit que par l'art. 205. qui permet la donation entre les futurs époux comme entre des étrangers. C'est parce que le mari donataire est saisi de la chose donnée; & les enfans ne la recueillent pas comme donataires, mais comme héritiers du donataire.

Les termes du contrat de mariage confirment encore ce qu'on vient de dire. Il porte que *si le futur prédécédoit sans enfans la donation n'auroit lieu*. Or si la donation n'eût dû avoir lieu qu'après la mort de la donatrice, cette clause eût été absolument inutile, au lieu qu'elle étoit nécessaire pour une donation entre vifs qui saisissoit le mari à l'instant même du mariage, & qui auroit passé à ses collatéraux si l'on n'avoit pas eû la précaution d'insérer la clause résolutoire.

7. Enfin il a été jugé par plusieurs Arrêts, dont il y en a même un au profit du Seigneur de Fief, que le prédécès du donataire ne donnoit pas au donateur survivant le droit de jouir jusqu'à son décès, & que la jouissance appartenoit aux héritiers du donataire. Hevin sur Frain *Pl.* 85. Sauvageau sur du Fail *L. 1. ch. 362.*

8. La prohibition de donner plus que la portion du moins prenant n'est qu'en faveur des enfans du premier lit qui peuvent seuls faire réduire la donation. Mais ils ne peuvent avoir ce droit que lorsqu'il est question de partager la succession du donateur, qui ne peut de son chef demander la réduction, quand même la donation seroit excessive. d'Argentré le décide expressement, *art. 218. V. C. Gl. 5. n. 10. & suiv. & art. 266. de dimissione cap. 4. n. 32. & suiv.* & la citation de cet Auteur faite par la Dame Luce n'a rien de contraire. Car il ne dit point que la donation puisse être suspendue jusqu'à la mort. Il dit même que la deffense de donner au-de-là du tiers étant en

22. Avril
1738.

faveur de l'héritier, il faut avoir égard au tems que la qualité & les actions de l'héritier peuvent être exercées, c'est-à-dire au tems de la mort du donateur.

Suivant ces principes la Dame Luce, qui est tenuë de son fait, ne pourroit faire reduire la donation de 12000. livres quand même elle excéderoit la portion du moins prenant, sauf à ses enfans à demander la réduction après sa mort. Si la Dame Luce craint que la Demoiselle de Sefmaisons ne dissipe cette donation, elle peut, pour la sûreté de ses autres enfans, faire l'assiette en héritages. Leurs droits seront conservés par là, puisqu'en cas d'aliénation, ses enfans ou elle-même, pourront s'opposer pour la conservation de leurs droits.

C'en est assez pour répondre à l'intervention, que les enfans du premier lit ont d'ailleurs mal dirigée, soit comme Créanciers, soit comme héritiers de leur mere. Comme Créanciers ils ont le droit de poursuivre leur débitrice, par toutes les voyes que la Loy donne; & tous ses biens sont sujets à leurs hypothèques. Mais cette qualité de Créanciers ne peut servir de prétexte pour demander la réduction de la donation. Car ou la créance est antérieure ou elle est postérieure à la donation. Au premier cas la donation n'y fait point d'obstacle, parce qu'elle n'empêche pas le Créancier de se faire payer sur tous les biens. Au second cas les biens donnés n'ayant pû estre affectez à une dette postérieure à la donation, le Créancier n'y peut rien prétendre.

Il y a de plus une folle intimation, en ce que la Cour n'instruit point en premiere instance, & que la question sur l'antériorité ou la postériorité d'hypothèque ne peut être agitée que devant les premiers Juges.

9. La qualité d'héritiers présomptifs ne rend pas l'intervention plus solide; puisqu'on a prouvé que la plainte pour excès de donation ne peut être formée par les héritiers qu'après la mort du donateur.

Par Arrest du 22. Avril 1738. en Grand'Chambre au rapport de Mr. Desnos des Fosse, LA COUR, sans s'arrêter aux requêtes de ladite Luce des 13. May & 23. Novem-

bre 1735. dont elle la deboutée, dans lapellation de lad. de Sefmaisons a mis & met ladite apellation & ce dont est apel au néant, corrigeant & réformant, condamne ladite Luce de faire à ladite de Sefmaisons fonds & affiette de la somme de 12000. livres donnée à deffunt Bertrand de Sefmaisons son pere par ladite Luce par son contrat de mariage du 7. Mars 1711. si mieux n'aime ladite Luce païer à ladite de Sefmaisons une somme de 600. liv. par chacun an, condamne ladite Luce aux interets & levées de ladite somme de 12000. livres depuis la premiere demande en faite, répétée en jugement; & aiant aucunement égard à l'intervention & requête desdits Jean-Baptiste & Jeanne Berthelot du 14. Janvier 1737. Ordonne que les fonds dont sera composée la susdite affiette seront, lors de l'ouverture de la succession de ladite Luce, raportés & remis par ladite de Sefmaisons dans ladite succession & que ladite donation demeurera sujette, le cas y échéant, à la réduction portée par l'article 205. de la Coutume de cette Province. Dans l'apellation de ladite Luce a mis & met ladite apellation au néant, ordonne que ce dont a été appellé sortira son plein & entier effet. Condamne ladite Luce à l'amande ordinaire au Roy & aux dépens des causes d'apel & incidents de ladite de Sefmaisons, tous dépens entre ladite de Sefmaisons & lesdites Berthelot compensés: sur toutes les autres demandes fins & conclusions, a mis & met les Parties hors de cour & de procès, sauf à elles à diriger leurs actions, exercer & faire valoir leurs droits & pretentions les uns vers les autres, où & ainsi que bon leur semblera, leurs deffenses respectives sauves au contraire.

Les motifs des Juges ont été premierement, qu'en pur point de droit la donation doit être exécutée du vivant du donateur, quoiqu'elle puisse estre sujette à réduction après sa mort. 2°. En ordonnant qu'à la mort de la donatrice les biens donnés en affiette seront raportés & remis en la succession, la Cour a eu intention de conserver aux enfans du premier lit leur droit de choisie.

22. Avril
1738.

V. Ricard des donations entre vifs, troisième Partie ch. IX. Gl. IV. n. 1275. & suiv. & du Pleffix sur Paris, Traité des Donations L. 1. ch. 1. S. 3.

CHAPITRE LIX.

La modification portée par l'Arrest d'enregistrement de l'Edit des Insinuations du mois d'Aoust 1626. qui permet aux acquereurs de commencer leur appropriation trois mois après l'insinuation, n'a jamais été retractée & a toujours subsisté dans l'usage.

J'AY rapporté au Chapitre XXXI. du premier Volume un Arrest qui a décidé qu'un appropriation étoit valable, quoiqu'il n'y eut que quatre mois entre l'insinuation & la première bannie. La décision de cet Arrest est regardée aujourd'hui comme une maxime constante; & personne ne donne plus dans l'erreur de ceux qui croïoient qu'il devoit y avoir un intervalle de six mois entre l'insinuation & la première bannie.

Mais comme cet Arrest est dans l'espèce d'un appropriation fait sept mois après l'insinuation, on n'y trouve point une décision précise sur la question de sçavoir si l'on peut commencer les bannies trois mois après l'insinuation, suivant la modification portée par l'Arrest d'enregistrement de l'Edit de 1626.

Comme la forme des appropriemens est un des plus importants objets de notre droit coutumier, j'ay crû que pour éclaircir absolument cette matiere & pour faire cesser tous les doutes sur la validité d'un appropriation commencé trois mois seulement après l'insinuation, il étoit nécessaire d'imprimer l'Edit des Insinuations avec les Arrests rendus sur les modifications de l'enregistrement, qui m'ont été remis par un Magistrat fort zélé pour le bien public.

Edit des Insinuations pour appropriation d'Héritages.

L OUIS par la grace de Dieu , Roy de France & de Navarre ; A tous présens & à venir, Salut : Sçavoir faisons qu'au séjour que nous avons fait en cette nostre Province de Bretagne , nous informans des abus qui y sont , qui meritent quelque ordre nouveau pour l'utilité publique , le bien de notre service , & profit de notredite Province, Nous a été remontré par nombre de gens de bien , versez & entendus au fait de la Justice , que le tems de l'appropriement des héritages situez en icelle , est si brief , & la prescription si prompte & précipitée , & les formes si extraordinaires , outre qu'il se commet nombre de fraudes , surprises & faussetés par les Sergens , faisant leurs exploits & procès-verbaux des bannies & publications , afin d'appropriement des contrats des aliénations d'héritages , au grand préjudice & perte des crédeurs , qui sont incontinent & avant avoir pû avoir aucune connoissance desdits appropriemens , privés contre toute raison & équité de leurs justes & légitimes dettes & hypothèques par des ventes secretes , simulées & faites en cachette par leurs crédeurs , & des bannies afin d'appropriement faites ainsi secretement par les acquereurs desdits héritages , par des Sergens trop coûtumiers à commettre semblables fautes & falsités , & des appropriemens faits en Justice en conséquence , aux plaids de Jurisdctions subalternes presque inconnuës , & qui ne s'exercent que deux à trois fois l'année , auxquelles les Juges d'icelles assignent les plaids afin d'appropriement , & iceux font bannir & publier en des Villages , & lieux rebonds & écartés , ce qui ne peut avoir vérité en la notice & connoissance des crédeurs , quelque soin , diligence & vigilance qu'ils y aportent , lesquels par ce moïen sont privés injustement de leurs droits d'hypothèques , & de leurs dûs en conséquence. Et outre considerant que notredite Province est maritime , en laquelle il se devoit faire grand commerce & trafic , ce qui augmenteroit les Fermes de nos Prévôtés , Ports & Havres , & autres nos Fermes Domaniales , & ne se fait aussi , à raison de la forme extraor-

dinaire desdits apropiemens, ne voulant ceux qui ont de l'argent prêter à rente constituée, comme aux autres Provinces de notre Roïaume, que avec très-grandes sûretés & nombre extraordinaire de cautions & vérificateurs, & sont ceux qui ont des deniers contraints de prêter par obligation, à cause de la célérité & fraude desdits apropiemens; & aussi les grandes incommodités que notre Noblesse reçoit journellement, lorsqu'ils sont nécessaireux d'emprunter argent, pour la commodité de leurs affaires: lesquelles cautions pour entrer ausdites plevines & cautionnemens, retiennent la plus grande part des sommes ainsi empruntées par notredite Noblesse: ce qui n'arriveroit ainsi, si nous avions aporté quelque temperance & sûreté contre lesdits apropiemens, voïant les crédateurs leur dû par ce moïen leur être assuré. Et outre nous a été remontré que la plus-part des grands revenus des Chapitres des Eglises Catédrales & Collégiales, consistent principalement en rentes constituées & volontaires, lesquelles se perdent & s'envolent souvent par le moïen de la célérité & fraude desd. apropiemens; & ainsi les services ordonnez par les défunts cessent, & leurs dernieres volontés demeurent frustrées: même que la pluspart des droits de lots & ventes, & autres nos droits Domaniaux se perdent, & en demeurent les Fermiers frustrés, n'en aïant aucune connoissance, ce qui n'arivera à l'avenir, au moïen des Insinuations qui mettront en évidence la vérité desd. contrats; & par ce moïen pourront nos Fermiers recouvrer nos droits, & les autres Seigneurs, ou leurs Fermiers ou ceux qui leur apartiennent; & pareillement que à raison que les Offices de Gardenottes sont réunis à nos Offices de Notaires, lesquels, ou leurs héritiers peu soigneux de garder leurs Registres, après en avoir délivré des grosses aux Parties, lesquelles étant perduës il est impossible d'avoir recours aux originaux & minutes, qui étant vendus par les héritiers desdits Notaires, passent par tant de mains qu'elles ne se peuvent trouver: & au moyen de ladite Insinuation se trouveront audit Greffe, dûëment insinués & en forme probante, ausquels nos Sujets pourront avoir recours. Nous à ces causes, & autres

autres à ce nous mouvans , desirant pourvoir de remede convenable & salutaire , pour la sûreté des hypothèques des crédeurs , & empêcher les fraudes & abus qui se commettent par les Sergens en leurs bannies afin d'apropriement , & pour conserver à un chacun ce qui lui appartient. Avons de notre pleine puissance & autorité Roiale , par l'avis de la Reine notre très-honorée Dame & Mere , aucuns Princes de notre Sang , & autres grands Personnages de notre Conseil , créé & érigé , créons & érigeons entitre d'Office héréditaire , en chacune Jurisdiction Royale de notredite Province de Bretagne , un Greffier des Insinuations des contrats de ventes , échanges & autres aliénations d'héritages , & choses censées immeubles , afin d'appropriement : auquel Greffe les acquereurs d'héritages & choses censées immeubles , seront tenus faire insinuer leurs contrats six mois avant se pouvoir valablement approprier d'iceux , soit par le laps de tems de 10. ou 15. ans, bannies & appropriemens judiciaires : lequel tems ne commencera à courir pour lesdits appropriemens , soit par le laps de tems de 10. ou 15. ans , ou bannies suivant la Coûtume , que à compter du jour & d'acte desdites Insinuations , soit que les appropriemens fussent en nos Cours ou Juridictions , ou en celles des Duchez , Pairies Royales , ou des autres Hauts-Justiciers à peine de nullité desdits appropriemens , & de tous dépens , dommages & interets contre les Juges qui auront fait l'acte d'appropriement , sans avoir l'acte d'insinuation fait six mois auparavant. Voulons qu'après la lecture dudit contrat , ledit acte d'Insinuation soit banny & lû avant ladite prise de possession , & voulons les appropriemens faits autrement être nuls & invalides , sans qu'ils puissent être confirmés par quelque long espace de tems que ce puisse être , nonobstant tous les articles de notre Coûtume de Bretagne à ce contraires , ausquels avons , pour ce regard , dérogé & dérogeons , & voulons qu'il n'y soit porté aucun état par nos Juges & autres Officiers ; & que sans avoir égard à iceux , ils jugent les hypothèques sur les héritages & choses immeubles , contenuës aux contrats non insinuez , & à faute aux acquereurs d'indiquer

H h h h

autres biens, qu'ils puissent faire vendre les héritages & choses immeubles mentionnées ausdits contrats, pour les deniers en provenans être païés aux crédateurs en leur rang & ordre de priorité, ou postériorité : auquel Greffier desdites Insinuations avons attribué pour son droit d'Insinuation : Scavoir pour les contrats au-dessous de 50. liv. 20. sols, & de 50. liv. jusqu'à 100. liv. 32. sols, & de ceux de 100. liv. jusqu'à 300. liv. 48. sols, & de 300. liv. jusqu'à 600. liv. 64. sols, & de 600. liv. jusqu'à 1000. livres, 4. liv. 16. sols, & de ceux de 1000. livres jusqu'à 2000. liv. 6. liv. 8. sols, & de 2000. liv. jusqu'à 3000. livres, 8. livres, & pour tous contrats au-dessus de 3000. livres, à quelques sommes qu'ils se puissent monter, la somme de 12. liv. 16. sols, sans qu'il en puisse prendre davantage, à peine de concussion, lequel Greffier sera tenu d'avoir des Registres reliez, tous les feuillets desquels seront cortez & chiffrez par nos Officiers des lieux, & sera tenu ledit Greffier inserer sur la grosse des contrats qui lui seront présentez, le jour auquel ladite Insinuation aura été faite, & en quel volume elle aura été enregistrée, & le nom du Greffier, ou son Commis qui l'aura inseré sur ledit Registre : & sera pareillement tenu ledit Greffier faire une table chaque jour du nom & surnom des acquereurs, qui auront insinué leurs contrats, & des vendeurs & dénommés en iceux, laquelle table & Registre, il sera tenu d'exhiber à tous ceux qui l'en requerront, ayant seulement cinq sols pour salaire ; & sera tenu faire arrêter par les Officiers des lieux de six mois en six mois ladite table & Registre, des noms desdits acquereurs & vendeurs, qu'il fera par ordre du jour & datte desdites Insinuations, pour éviter à confusion ; & sera tenu de délivrer copie desdites tables ausdits acquereurs, vendeurs, & crédateurs qui les requerront, & même des contrats qui seront insinués, étant païez de la grosse d'iceux, à raison de six sols pour feuille de papier : & s'ils le veulent en parchemin, sera païé au prix qu'il se paie à nos autres Greffiers. Et d'autant que le plus souvent il se fait de très-grands frais par les contestans & opposans, pour fournir leurs opposi-

tions & plégemens aufdits apropiemens, qui retombent fur les misérables débiteurs, & les consomment en de grands frais & dépens, lesquels nous voulons soulager. Avons pareillement ordonné & ordonnons que lefdits acquereurs, infinuans leursdits contrats, seront tenus élire leurs domiciles en la Ville où ledit Greffe des Infimations sera établi, pour y recevoir tous exploits d'oposition ou plégement, qui seront faits aux apropiemens desdits contrats, lesquels vaudront tout ainsi que si faits étoient à leurs propres personnes, ou domiciles ordinaires, & qu'il ne sera pris ni taxé par nos Juges pour ledit exploit & plégement, fait audit domicile élu & choisi par ledit acte d'infimation, que cinq sols seulement. SI DONNONS en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rennes, que cetui notre Edit ils fassent lire, publier & enregistrer, garder & entretenir selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: Et desdits Offices jouir & user pleinement & paisiblement ceux qui en seront pourvus, cessans tous troubles & empêchemens; & nonobstant toutes Coûtumes, Edits & Ordonnances à ce contraires, ausquels nous avons à l'effet que dessus dérogé & dérogeons, & à la dérogatoire de la dérogatoire d'icelles, de notre pleine puissance & autorité Roïale. Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à cesdites presentes, fauf en autres choses notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Nantes au mois d'Aoust, l'an de grace 1626. Et de notre Regne le dix-septième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roy. POTIER. Et à côté Visa. Et icellé.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

LA Cour a ordonné & ordonne, du très-exprès commandement du Roy, que led. Edit sera lû & publié en l'Audience d'icelle, & enregistré au Greffe de lad. Cour, & copies d'iceluy envoyées aux Sieges Présidiaux & Roïaux de ce Ressort, pour y être pareillement lûes & publiées, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance: & sans neanmoins déroger à la prescription de 15. ans, portée par l'art. 272. de la Coûtume, auquel cas il ne sera besoin d'infimation; & sans préjudice des droits des absens de la Province, mentionnez en l'article 274. de la Coûtume. Et pourront les acquereurs commencer leur apropiement trois mois après l'infimation de leurs contrats. Fait en Parlement à Rennes le 27. Aoust 1626. Signé, MONNERAYE.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

Du 19. juin 1627.

SUR ce qui a été représenté au Roy en son Conseil, qu'encore que par son Edit du mois d'Août 1626. enregistré où besoin a été, portant création en titre d'Office héréditaire en chacune Jurisdiction Royale de la Province de Bretagne, d'un Greffier des Insinuations des contrats de ventes, échanges & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'apropriement, il soit expressément ordonné *que les acquereurs desdits héritages & choses censées immeubles seront tenus de faire insinuer leurs contrats, trois mois avant se pouvoir valablement approprier;* néanmoins depuis la publication dudit Edit, & au préjudice d'icelui, & de l'Arrest donné en sondit Conseil le 19. du mois de May dernier, par lequel Sa Majesté a commis Maître Samuel Gandon pour faire par lui, ses Clercs ou Commis, l'exercice, registrature & insinuation desdits contrats afin d'apropriement, partie des acquereurs desd. héritages se sont appropriés sans avoir fait insinuer leurs contrats; & plusieurs d'iceux les ont fait insinuer par aucuns qui ont été commis par les Juges des Lieux qui ont pris & reçu les droits & émolumens attribuez ausdits Offices, qui est directement contraire audit Edit & Arrest dudit Conseil, lesquels Sa Majesté veut être de point en point observés selon leur forme & teneur. *Veu ledit Edit du mois d'Août 1626. enregistré en ladite Cour de Parlement de Rennes, & ledit Arrest du Conseil dudit jour 19. May dernier, LE ROY EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que lesd. Edits & Arrest dud. Conseil dud. jour 19. May seront exécutés selon leur forme & teneur, & en ce faisant que les acquereurs d'héritages & choses censées immeubles seront tenus faire insinuer leurs contrats, trois mois avant se pouvoir valablement approprier, conformément aud. Edit, verification d'iceluy & Arrest de son Conseil: & où il se trouveroit aucun acte d'apropriement fait depuis la vérification dud. Edit, sans que*

les contrats ayent été infinués, Sadite Majesté les a déclaré nuls & invalides, non-obstant tous Arrests & jugemens au contraire intervenus, ou qui pourroient intervenir, sauf à eux à les faire insinuer dans trois mois du jour de la publication du présent Arrest au Siege de leur ressort, auquel cas lefdits apropiemens feront & demeureront valables: & pour le regard des Insinuations qui ont été faites és Registres de ceux qui ont été commis à ce faire par les Juges des lieux, ordonne Sadite Majesté que lefdits Commis remettront és mains dudit Gandon ou de ceux qui auront pouvoir de lui, les Registres dans lesquels ils ont fait lefdites insinuations, ensemble les droits & émolvens qu'ils ont pris & perçûs: à quoi faire ils seront contraints comme pour les propres deniers du Roy, en les payant de leurs frais & salaires raisonnables à raison de huit sols tournois pour chacun acte qu'ils auront insinué, faisant Sadite Majesté iteratives inhibitions & deffenses à tous les Juges & Officiers de ladite Province, de faire aucun acte d'appropriement, sans qu'il leur soit aparû de l'acte d'insinuation, à peine de faux, dix mille livres d'amende, dépens, dommages & interêts: & sera le présent Arrest, ensemble celui dudit jour 19. May dernier lûs & publiés en chacun Siège & Jurisdiction Royale de ladite Province, à la diligence des Substituts du Procureur Général de Sadite Majesté, dont ils feront aparoir au mois, à peine de répondre en leurs propres & privés noms du retardement des deniers de Sadite Majesté. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Paris le 19. de Juin 1627. Signé, BARDEAU.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

Du 8. juin 1629.

LA COUR faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roy, & après avoir vû copie de l'Arrest du Conseil d'Etat referé être donné au Camp devant la Rochelle le 30. Jour de Septembre 1628. sur la

requête présentée audit Conseil, par laquelle il est exposé qu'encore que par l'Edit d'érection en titre d'Office, formé en chacune Jurisdiction Royale de la Province de Bretagne, d'un Greffier d'Insinuations de tous contrats, il soit expressement ordonné que les acquereurs feront insinuer leurs contrats auparavant que de prendre possession des choses portées par iceux, & enjoint que, procedant aux apropiemens, l'acte d'insinuation soit banni & lû, immédiatement après le contrat & avant la prise de possession; que néanmoins plusieurs se licentioient de se faire mettre en possession & entrer en la jouissance des acquisitions portées par lesdits contrats, avant que les faire insinuer, qui étoit contre la teneur dudit Edit & causoit une infinité de procès entre les Sujets du Roy qui débattent les apropiemens desquels la prise de possession a devancé ladite Insinuation; en conséquence duquel supposé, le Roy en son Conseil a ordonné que tous contrats de vente, échange & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'appropriement, seront insinuées, auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées esdits contrats, *conformément audit Edit & Arrest de vérification d'iceluy*; à peine de nullité desdites prises de possession & de tout ce que s'en ensuivra, avec deffenses à tous Juges, Officiers, Greffiers, Notaires, Sergents, & Ministres de Justice de mettre en possession aucun acquereur, ni lui en délivrer acte, qu'il ne lui soit aparçu auparavant de l'Insinuation & enregistrement du contrat au Greffe des Insinuations du Ressort des lieux où ledit contrat a été passé à peine de 10000. livres d'amende, suspension de leurs Charges, & de tous dépens, dommages & interets des acquereurs desdits Greffes, soit que les choses mentionnées aux contrats soient Domaines, Convenans, Congéables ou quelque autre nature que ce soit, & que ledit Arrest sera lû, publié & affiché en chaque Eglise Paroissiale de ladite Province par le premier Curé, Vicaire, Prêtre, Sergent ou Notaire Royal ou Subalterne sur ce requis, auxquels il est enjoint de ce faire, & que les refusans ou contrevenans seront

assignés aud. Conseil, en vertu dud. Arrest, pour se voir condamnés aud. payement & pour plus grande peine s'il y échet, même les dépens, dommages & interets des acquereurs desdits Greffes : Edit de création dudit Greffe des insinuations, en chaque Jurisdiction Royale de ladite Province de Bretagne, des contrats de ventes, d'échanges & autres aliénations d'héritages & autres choses censées immeubles, afin d'apropriement, donné à Nantes au mois d'Aoust l'an de grace 1626. par lequel entr'autre choses est porté, que les acquereurs seront tenus de faire insinuer leurs contrats six mois avant de pouvoir valablement s'approprier d'iceux, soit par le laps de tems de 10. ou 15. ans, bannies & appropriement judiciaire; & que le tems desdits appropriemens ne commencera à courir que du jour & date des insinuations, soit que les appropriemens se fassent aux Juridictions Royales ou de Hauts-Justiciers, à peine de tous dépens, dommages & interets, contre les Juges qui auront fait l'acte d'appropriement, sans avoir l'acte d'insinuation fait six mois auparavant, voulant qu'après la lecture dudit contrat, ledit acte d'insinuation soit banni & lû avant ladite prise de possession, & les appropriemens autrement faits être nuls & invalides; Arrest de ladite Cour du 27. dudit mois d'Aoust 1626. par lequel est ordonné, du très-exprès commandement du Roy, que ledit Edit sera lû & publié en l'Audience d'icelle & enregistré au Greffe & envoyé aux Sieges Présidiaux & Royaux dudit Ressort, pour y être lû & publié, sans néanmoins déroger à la prescription de 15. ans portée par l'article 272. de la Coutume, auquel cas il ne sera besoin d'insinuation, & sans préjudice desdits Droits des absens de la Province mentionnés en l'article 274. de ladite Coutume, & pourront les acquereurs commencer leurs appropriemens trois mois après l'insinuation de leurs contrats.

A ordonné & ordonne que très-humbles Remontrances seront faites au Roy, sur la surprise faite audit Conseil par les faits couchés en ladite requête & conséquemment dudit Arrest, en ce qu'il est ordonné que tous contrats de ventes, d'échanges & autres aliénations d'héritages

ges & choses censées immeubles afin d'apropriemens seront insinués auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées esdits contrats, conformément audit Edit & Arrest de vérification d'icelui, à peine de nullité desdites prises de possession, avec deffenses à tous Juges, Officiers, Greffiers, Notaires, Sergens & Ministres de Justice, de mettre en possession aucuns acquereurs, ni lui en delivrer aucuns actes qu'il ne lui soit aparçu auparavant de l'insinuation; & cependant ordonné que, suivant ledit Edit & Arrest de vérification, les acquereurs pourront prendre possession, toutes-fois & quantes que bon leur semblera, & qu'ils y seront induits par le premier Notaire ou autre qu'il apartiendra, à la charge que lesdits acquereurs ne se pourront approprier par bannies, que trois mois après l'acte d'insinuation & enregistrement au Greffe, & que lors dudit appropriation, après la lecture dudit contrat ledit acte d'insinuation sera banni & lû avant l'acte de prise de possession, à peine de nullité desdits appropriation, & sans que pour la prescription de 15. ans il soit besoin d'insinuer au Greffe ledit contrat & prise de possession; enjoint à tous Juges de faire garder & observer le present Arrest; ordonne qu'il sera lû, publié & affiché en toutes les Jurisdicions & Barres de ce Ressort, à ce qu'aucuns n'en prétendent cause d'ignorance. Fait en Parlement à Rennes le 8. Juin 1629.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

Du 6. Mars 1630.

VEU par le Roy en son Conseil l'Edit du mois d'Aoust 1626. enregistré au Parlement de Bretagne le 27. du même mois, par lequel Sa Majesté a crée en titre d'Office héréditaire, en chacune Jurisdicion Royale de la Province de Bretagne, un Greffier des Insinuations des contrats de vente, échanges & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'apropriemens, & qu'audit Greffes les acquereurs de choses censées immeubles seront
tenus

tenus faire insinuer leurs contrats 6. mois avant se pouvoir valablement approprier d'iceux, Arrest du Conseil du 30. Septembre 1628. donné en consequence dudit Edit, par lequel Sa Majesté a ordonné que tous contrats d'échange & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles seront insinués avant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées ausdits contrats, conformément ausdits Edit & Arrest de verification d'iceluy, à peine de nullité desdites prises de possessions & de tout ce qui s'ensuivra, & fait très-expreses inhibitions & deffenses à tous Juges, Officiers, Greffiers, Notaires, Sergens, & Ministres de Justice de mettre en possession aucuns acquereurs ni leur en délivrer aucuns actes, qu'il ne leur soit aparu auparavant de l'insinuation & enregistrement du contrat au Greffe des Insinuations du Ressort des lieux où ledit contrat aura été passé, à peine de 10000. liv. d'amende, suspension de leurs Charges, & de tous depens, dommages & interets des acquereurs desdits Greffes, soit que les choses mentionnées au contrat soient Domaines, Convenans congeables ou de quelque autre nature que ce soit; Arrest donné au Parlement de Bretagne, sur les Remonstrances du Procureur Général en icelui du 8. Juin 1629. par lequel ladite Cour ordonne que très-humbles Remonstrances seront faites à Sa Majesté sur la surprise faite audit Conseil par les faits couchés en lad. requête, & consequences dudit Arrest en ce qu'il est ordonné que tous contrats de ventes, échanges & autres aliénations d'héritages & autres censés immeubles afin d'appropriement, seront insinués auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées esdits contrats, conformément ausdits Edit & Arrest de verification d'icelui, à peine de nullité desdites prises de possession, avec deffenses à tous Juges, Officiers, Greffiers, Notaires, Sergens & Ministres de Justice de mettre en possession aucuns acquereurs, ni leur en délivrer aucun acte qu'il ne leur soit aparu auparavant de l'insinuation, & cependant ordonné que, suivant lesd. Edit & Arrest de verification, les acquereurs pourront

prendre possession toutes-fois & quantes que bon leur semblera, & qu'ils y seront induits par le premier Notaire ou autre qu'il apartiendra, à la charge que les acquereurs ne se pourront approprier par bannies que trois mois après l'acte d'insinuation & enregistrement au Greffe, & que lors dudit appropriation, après la lecture dudit contrat, ledit acte d'insinuation sera banni & lû avant l'acte de prise de possession, à peine de nullité desdits appropriations, & sans que pour la prescription de 15. ans il soit besoin d'insinuer au Greffe ledit contrat & prise de possession, & enjoint à tous Juges de faire garder & observer ledit Arrest, & à ces fins qu'il sera lû, publié & affiché à toutes les Jurisdictions du Ressort de ladite Cour à ce qu'aucuns n'en prétendent cause d'ignorance.

Le Roy en son Conseil sans avoir égard à l'Arrest de ladite Cour de Parlement de Rennes dudit jour 8. Juin, & tout ce qui s'en est ensuivi, a ordonné & ordonne que l'Arrest du Conseil du 30. Septembre 1628. sera exécuté selon sa forme & teneur, & conformément à iceluy que tous contrats de vente & échange & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'appropriement seront insinués auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées ausdits contrats, à peine de nullité desdites prises de possession & de tout ce qui s'ensuivra; à Sadite Majesté cassé & annullé tous les actes de prises de possession faits auparavant l'insinuation des contrats, depuis le jour de la publication dudit Arrest du Conseil, sans qu'ils puissent être validés cy-après, sous quelque prétexte que ce soit, qu'en réitérant lesdites prises de possession après s'être valablement insinué; fait très-expreses inhibitions & défenses à tous Juges, Greffiers, Notaires, Sergens & autres de ne mettre aucuns acquereurs en possession, ni lui en delivrer acte, qu'il ne leur soit préalablement aparu de l'insinuation des contrats, à peine de suspension de leurs Charges 1000. livres d'amende, dépens, dommages & interests des Propriétaires desdits Greffes, pour à quoi se voir condamner en cas de contravention, ils seront as-

signés au Conseil ; Fait Sadite Majesté deffenses à ladite Cour de Parlement de prendre aucune Cour, Jurisdiction & connoissance de l'exécution dudit Arrest, & au Procureur Général de ladite Cour de faire aucunes requisitions contraires à icelui, & à toutes personnes de s'y pourvoir à peine de 1000. livres d'amende, & de tous dépens dommages & interets. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Paris le 6. Mars 1630. *Signé*, CORNUEL.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

Du 27. Septembre 1630

SUR la Remontrance du Procureur Général du Roy que par Arrest du Conseil du 6. Mars dernier, il auroit été ordonné sans avoir égard à l'Arrest de ce Parlement du 8. Juin 1629. que l'Arrest dudit Conseil du 30. Septembre 1628. seroit exécuté selon sa forme & teneur, & conformément à icelui que tous contrats de ventes, d'échanges & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'apropriement seroient insinués avant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées esdits contrats, à peine de nullité desdites prises de possession, & de tout ce qui s'ensuivra, & auroit ledit Conseil cassé & annullé tous les actes de prises de possession faits auparavant l'insinuation des contrats, depuis le jour de la publication dudit Arrest du Conseil sans qu'ils puissent être validés ci-après, sous quelque prétexte que ce soit, qu'en réitérant lesdites prises de possession après s'être valablement insinués, & fait inhibitions & deffenses à tous Juges, Greffiers, Notaires & Sergens de ne mettre aucuns acquereurs en possession, ni leur en delivrer acte, qu'il ne leur soit préalablement aparu de l'insinuation des contrats, à peine de suspension de leurs Charges, 1000. livres d'amende, depens, dommages & interets aux Propriétaires desd. Greffes, pour à quoi se voir condamner ils seroient assignés audit Conseil ; lequel Arrest est de très-grande & périlleuse consequence, non-seule-

~~Chap. LIX.~~ ment en ce que les Sujets du Roy en cette Province seroient, contre les Privileges, tirés hors du Ressort & par les vexations des Partisans, tous les jours signifiés au Conseil pour les moindres prétextes; mais encore en ce que ledit Arrest est directement contraire à la Coûtume de ce pais, requerant qu'il plût à la Cour y pourvoir.

VEU l'Arrest de la Cour du 8. Juin 1629. Edit des Insinuations du mois d'Aoust 1626. Arrest du 27. dudit mois & an, portant vérification d'icelui, sans neanmoins déroger à la prescription de 15. ans portée par la Coûtume de Bretagne article 272. auquel cas il ne seroit besoin d'insinuer, copie dudit Arrest du Conseil du 6. Mars dernier 1630. exploit d'assignation du 23. Juillet suivant, donné par Morice Ruellant Sergent Royal Général & d'Arme, à René Tardivel & Jean Giquel Notaire, & à Pierre Nouvel, à comparoir audit Conseil, à requête d'Ecuyer Samuel Gandon & Jean Herbert Notaire Royal à Jugon son Commis pour l'exercice dudit Greffe des Insinuations en la Jurisdiction dudit Jugon, pour proceder sur les contraventions prétendues avoir été faites audit Arrest du Conseil, Requête des trois Etats de cette Province, tendante à ce que pour les causes y contenuës, il plût à ladite Cour conformément aux Arrests d'icelle, les maintenir & conserver les Sujets du Roy en ladite Province, aux droits de pouvoir s'approprier, par possession de 15. ans avec titre, ainsi qu'il leur est permis par la Coûtume du Pays, & que deffenses soient faites à toutes personnes de tirer lesdits Sujets du Roy hors de sadite Province, ni de les poursuivre en premiere instance, pour quelque cause que ce soit, ailleurs que pardevant les Juges ordinaires d'icelle, sur les peines portées par les Edits, Arrests, & tout considéré.

LA COUR Grand'Chambre & Tournelle assemblées, faisant droit sur lad. Remontrance & Conclusions dud. Procureur Général du Roy, a ordonné & ordonne, suivant l'Arrest d'icelle dud. jour 8. Juin 1629. que très-humbles remontrances seront faites au Roy, sur la surprise faite aud. Conseil en l'obtention dud. Arrest du 6. Mars dernier, & cependant

que suivant ledit Edit & Arrest de verification d'icelui, les acquereurs pourront prendre possession toutes-fois & quantes que bon leur semblera & qu'ils seront induits en la possession des choses par eux acquises par le premier Notaire ou autre qu'il apartiendra, à la charge que les acquereurs ne se pourront approprier que trois mois après l'acte d'insinuation & registrement au Greffe, & que lors des appropriemens après lecture des contrats, l'acte d'insinuation sera banni & lû après l'acte de prise de possession, à peine de nullité desdits appropriemens, & sans que pour la prescription de 15. ans il soit besoin d'insinuer au Greffe les contrats & prises de possession; enjoint à tous Juges faire garder & observer le present Arrest; ordonne qu'il sera lû & publié en toutes les Jurisdicions & Barres de ce Ressort, à ce qu'aucuns n'en prétendent cause d'ignorance; & a ladite Cour dechargé & decharge lesdits Tardivel, Giquel & Nouvel des assignations qui leurs ont été données audit Conseil: fait défenses audit Gandon & Herbert de les tirer à conséquence, sur peine de 3000. liv. d'amende déclarée acquise au Roy en cas de contravention. Fait en Parlement à Rennes le 27. Septembre 1630.

Signé, MONNERAYE.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

Du 10. Octobre 1636.

VEU par le Roy, en son Conseil, l'Edit du mois d'Aoust 1626. registré en Parlement de Bretagne, portant création d'un Greffier des Insinuations en chacunes Jurisdicions Royales de lad. Province, Arrest du Conseil du 30. Septembre 1628. donné en conséquence dudit Edit, par lequel Sa Majesté ordonne que tous contrats d'échanges, ventes & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles seront insinués auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées ausdits contrats, à peine de nullité desdites prises de possession & de tout ce qui s'en est ensuivi, & fait

très-expresses inhibitions & deffenses à tous Juges, Greffiers, Notaires, Sergens, Officiers & Ministres de Justice de mettre en possession aucun acquereur, ni lui en délivrer acte qu'il ne leur soit aparû auparavant de l'insinuation & enregistrement du contrat au Greffe des Insinuations du Ressort des lieux où ledit contrat aura été passé, à peine de 10000. livres d'amende, suspension de leurs Charges & de tous dépens, dommages & interets des acquereurs desdits Greffes, soit que les choses mentionnées au contrat soient Domaines, Convenans congéables, ou de quelqu'autre nature que ce soit; Arrest donné au Parlement de Bretagne sur les Remontrances du Procureur Général en icelui du 8. Juin 1629. par lequel lad. Cour ordonne que très-humbles Remontrances seront faites à Sa Majesté sur la surprise faite aud. Conseil par les faits couchés en lad. requête, en consequence dud. Arrest en ce qu'il est ordonné que tous contrats de ventes, échanges & autres aliénations d'héritages & choses censées immeubles afin d'apropriement, seront insinués auparavant que les acquereurs puissent valablement être mis en possession des choses mentionnées esdits contrats, conformément ausdits Edit & Arrest de verification d'iceluy, à peine de nullité desdites prises de possession, avec deffenses à tous Juges, Officiers, Notaires, Sergens & Ministres de Justice de mettre en possession aucuns acquereurs, ni leur en donner acte qu'il ne leur soit aparû auparavant de l'insinuation, & cependant ordonné que suivant ledit Arrest de verification les acquereurs pourront prendre possession toute-fois & quantes que bon leur semblera, & qu'ils y seront induits par le premier Notaire ou autres qu'il apartiendra, à la Charge que les acquereurs ne pourront s'approprier par bannies que trois mois après ladite insinuation & enregistrement au Greffe, & que lors dudit apropiement, après la lecture dudit contrat, ledit acte d'insinuation sera banni & lû avant l'acte de prise de possession, à peine de nullité desdits apropiemens, & sans que pour la prescription de 15. ans il soit besoin d'insinuer au Greffe ledit contrat & prise de possession, & enjoint à tous Juges de faire garder & ob-

server ledit Arrest, & outre qu'il sera publié & affiché à toutes les Jurisdicions du Ressort de ladite Cour, à ce qu'aucuns n'en pretendent cause d'ignorance ; Arrest du Conseil du 6. Mars 1630. par lequel Sa Majesté ordonne que sans avoir égard à l'Arrest de ladite Cour de Rennes dudit jour 8. Juin & de tout ce qui s'est ensuivi, l'Arrest du Conseil du 30. Septembre 1628. sera exécuté selon sa forme & teneur, casse tous actes de prises de possession faits auparavant l'insinuation des contrats, depuis le jour de la publication dudit Arrest du Conseil, sans qu'ils puissent être validés ci-après, sous quelque prétexte que ce soit, qu'en réitérant lescdites prises de possession, après s'être préalablement insinué, faisant Sadite Majesté deffenses à ladite Cour de Parlement de prendre aucune Cour, Jurisdiction & connoissance de l'exécution dudit Arrest, & au Procureur Général de ladite Cour de faire aucunes requisitions contraires à iceluy, & à toutes personnes de s'y pourvoir, à peine de 1000. livres d'amende & de tous dépens, dommages & interets, deffaut du 3. Février dernier contre René Tardivel, Jean Giquel & Pierre Nouvel assignés au Conseil, en vertu dudit Arrest, pour leurs contraventions continuelles : Arrest de ladite Cour de Parlement de Bretagne du 27. Février 1630. portant pareilles Remontrances que celle dudit Arrest du 8. Juin 1629. & décharge ausdits Tardivel, Giquel & Nouvel des assignations qui leurs ont été données au Conseil, avec deffenses de les tirer à consequence, sur peine de 3000. liv. d'amende declarées acquises au Roy en cas de contravention : tout considéré. LE ROY EN SON CONSEIL, sans s'arrêter aux Remontrances que ladite Cour de Parlement de Rennes prétend faire, ni à l'Arrest de ladite Cour du 27. Septembre 1630. que Sa Majesté a cassé & revoqué, a ordonné & ordonne que les Arrests du Conseil du 30. Septembre 1628. & 6. jour de Mars 1630. seront exécutés selon leur forme & teneur, & que lescdits Tardivel, Giquel & Nouvel, & tous autres contrevenans seront assignés audit Conseil pour répondre ausdites contraventions : fait Sadite Majesté très-expresses inhibitions.

& deffenses à ladite Cour de prendre aucune connoissance de l'exécution desdits Arrests du Conseil, & à son Procureur Général & ses Substituds de faire aucunes requisiions contraires, à peine de nullité & de cassation des procédures, à toutes personnes de s'y pourvoir & à tous Greffiers, Huissiers, Sergens & autres de lire, publier & exécuter aucuns Arrests de ladite Cour contraires à ceux dudit Conseil, à peine d'interdiction & de 3000. livres d'amende. Fait au Conseil d'Estat du Roy tenu à Amiens le 10. jour d'Octobre 1636. *Signé*, LE R A G O I S.

Il suffit de conférer tous ces Arrests, pour juger que les Arrests du Conseil n'ont donné aucune atteinte, directement ni indirectement, à la modification de l'Arrest d'enregistrement qui permettoit de commencer l'apropriement trois mois après l'insinuation.

Cette modification est même expressément confirmée par le premier Arrest du Conseil du 19. Juin 1627. qui ordonne que *les acquereurs seront tenus faire insinuer leurs contrats, trois mois avant se pouvoir valablement approprier, conformément à l'Edit, vérification d'iceluy, & Arrest du Conseil du 19. May 1627.*

L'Arrest du Conseil du 30. Septembre 1628. rapporté dans celui du Parlement du 8. Juin 1629. fut rendu sur une requête portant » que plusieurs se licentioient de se faire » mettre en possession avant que de faire insinuer les con- » trats, ce qui étoit contre la teneur de l'Edit & causoit » une infinité de procès entre les Sujets du Roy qui de- » battoient les appropriemens desquels la prise de possession » avoit devancé l'insinuation.

Sur cet exposé le Roy ordonne » que tous contrats se- » ront insinués avant que les acquereurs puissent valable- » ment être mis en possession des choses mentionnées aus- » dits contrats, *conformément ausd. Edit & Arrest de veri- » fication d'iceluy* : à peine de nullité desdites prises de pos- » session & de tout ce qui s'en ensuivra.

On voit clairement que la requête sur laquelle cet Arrest fut rendu n'avoit pour objet que la conservation du droit

droit d'insinuation, auquel le plus ou le moins d'intervalle entre l'insinuation & la premiere bannie étoit absolument étranger. L'Arrest n'ordonne précisément que ce qui étoit demandé par cette requête : il juge seulement que la formalité de l'insinuation, avant la prise de possession, est indispensable à peine de nullité de la prise de possession & de l'apropriement. Cela ne touche, directement ni indirectement, à la disposition de l'Arrest d'enregistrement qui fixe à trois mois l'intervalle entre l'insinuation & la premiere bannie. On trouve même une confirmation expresse de cet Arrest d'enregistrement en ces mots, *conformément audit Edit & Arrest de vérification d'iceluy*. Ainsi l'on ne peut, sans combattre l'objet, le sens & les propres termes de cet Arrest du Conseil, supposer qu'il ait donné la moindre atteinte à la modification sur l'intervalle de trois mois.

Les autres Arrests du Conseil n'y font pas plus contraires. Le Parlement par son Arrest du 8. Juin 1629. ordonne qu'il sera fait de très-humbles Rémontrances au Roy contre l'Arrest de 1628. & cependant » que suivant » l'Edit & Arrest de vérification, les acquereurs pourront » prendre possession toutes fois & quantes, à la charge de » ne pouvoir s'aproprier par bannies, que trois mois après » l'insinuation, & sans que pour la prescription de 15, ans » il soit besoin d'insinuation.»

Après cela intervient l'Arrest du Conseil du 6. Mars 1630. par lequel » sans avoir égard à celui du Parlement du 8. » Juin, le Roy ordonne que l'Arrest du Conseil du 30. » Septembre 1628. sera exécuté selon sa forme & teneur.»

Le Parlement par l'Arrest du 27. Septembre 1630. aiant encore ordonné des Remontrances, & répété la disposition de celui du 8. Juin 1629. l'Arrest du Conseil du 10. Octobre 1636. casse l'Arrest du 27. Septembre 1630. & ordonne l'exécution de ceux des 30. Septembre 1628. & 6. Mars 1630.

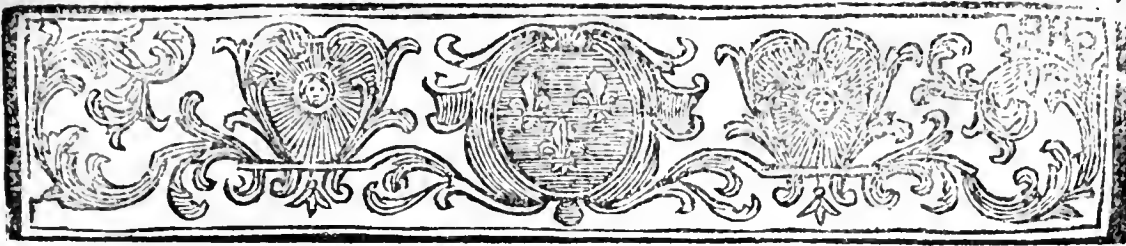
Ainsi les deux derniers Arrests du Conseil ne contiennent point de disposition particuliere sur la formalité de l'insinuation ; ils ne font que confirmer ce qui avoit été

Chap. LIX. ordonné par l'Arrest de 1628. Ces deux Arrests bien entendus ne dérogent donc point à la modification de l'Arrest d'enregistrement pour l'intervalle de trois mois entre l'insinuation & la premiere bannie. Au contraire ces Arrests confirment la modification, puisqu'ils ordonnent en général l'exécution de l'Arrest de 1628. par lequel l'Arrest d'enregistrement qui porte cette modification a été expressément confirmé.

Enfin comme dans le doute sur le sens & l'étendue que doit avoir une Loy, l'usage sert à l'interpreter, on trouve cette interpretation dans l'usage attesté par M. Hevin, qui dit à la fin de sa petite Coutume que la modification pour l'intervalle de trois mois entre l'insinuation & la premiere bannie est demeurée dans l'usage. La science profonde de cet Auteur & la connoissance parfaite qu'il avoit de la Jurisprudence du Parlement ne permettent pas de regarder son témoignage comme suspect. Il étoit au Barreau dès le tems des Arrests du Conseil & du Parlement qu'on vient de rapporter. Pendant la longue carriere qu'il a remplie, l'usage a toujours été le même. Après sa mort nous trouvons dans Mr. de Perchambault & dans l'Arrest du 23. Juin 1716. cité page 156. du premier Volume, des preuves que le même usage a continué. Ainsi malgré quelques Arrests du Parlement qui ont été surpris & qu'on ne suit plus, tout concourt à prouver que la modification de l'Arrest d'enregistrement qui permet de commencer les formalités de l'apropriement trois mois après l'insinuation, est dans toute sa force & doit être regardée comme une Loy inviolable dans la Province.

FIN DU SECOND TOME DU JOURNAL.





A C T E S

DE NOTORIÉTÉ¹

DU PARQUET DU PARLEMENT DE BRETAGNE.

Du 2. May 1709.

L'ainé noble a la saisine de toute la succession noble directe ou collaterale jusqu'au partage ; & toutes les actions qui dépendent de la succession résident en lui.

En collaterale, lorsqu'il y a plusieurs branches l'ainé noble de chaque branche a la même saisine.

En matière de distribution du prix d'héritages vendus en Justice, si la vente s'est faite en bénéfice d'inventaire par simples bannies suivant l'usage, un Créancier antérieur, qui ne s'étoit pas opposé, peut après la distribution faire rapporter les Créanciers qui ont touché ; à la différence du prix des biens vendus par décret dont le rapport ne peut être demandé par le Créancier qui ne s'est opposé ni au décret ni à la distribution.

LES anciens Avocats au Parlement de Bretagne soussignés certifient à qu'il apartiendra, que c'est une maxime certaine en Bretagne, que quand il se trouve plusieurs héritiers dans une succession noble, l'ainé noble a

Art. 563.
de la Coût.

K k k k ij

la saisine de cette succession, & l'effet de cette saisine est que les biens de cette succession demeurent entre les mains de l'aîné jusqu'au partage, & qu'il a droit d'agir & défendre dans toutes les actions dépendantes de cette succession; & cette saisine a lieu, non-seulement dans les successions directes, mais encore dans les successions collatérales nobles & si dans une succession collatérale; il y a plusieurs branches, l'aîné noble de chaque branche a la même saisine des biens, qui peuvent appartenir à sa branche; & si la saisine qui appartient à l'aîné noble, avoit cessé par le partage de la succession, & que postérieurement à ce partage, il soit échû une autre succession, l'aîné noble aura la même saisine dans la succession postérieurement échûe, & il ne peut pas en être privé, sous prétexte du partage qu'il auroit précédemment donné de l'autre succession. Comme aussi ils certifient qu'en matière de rapport de deniers touchés dans une distribution qui s'est faite en Justice des deniers provenans de la vente d'héritages, l'on distingue si les héritages ont été vendus dans une succession bénéficiaire où la vente se fait par simples bannies, suivant l'usage de la Province, ou bien si la vente a été faite par décret. Dans le premier cas, c'est-à-dire dans la succession bénéficiaire, on reçoit un Créancier, qui ne s'étoit pas opposé à répéter vers ceux qui ont touché dans un ordre postérieur à son crédit; mais il n'en est pas de même dans un décret de vente. Car un Créancier, qui ne s'est opposé, ni au décret ni à la distribution, n'est pas recevable à répéter les sommes qui auroient été touchées par des Créanciers postérieurs à son crédit. Arrêté au Parquet le 2. May 1709. *Signé*, Prumaignier *Sindic*, Motais, Garnier, Beard, R. de Lescaudu, Yvon, Guichard, Dorigny, Gobbé, F. Querard, G. Charil, André, G. F. Dubreil, Morvan, Duclos, Chereil, Nouvel, Poullain, & J. Arot.

Du 9. Aoust 1709.

Le droit de suite de Moulin est perpétuellement réel & féodal ; lors même qu'il a été démembre de la mouvance.

LES anciens Avocats postulans au Parlement de Bretagne attestent que c'est une maxime certaine en Bretagne que le droit de suite de Moulin est un droit entièrement réel & féodal étant même originairement *ex naturalibus feudi*, suivant le texte de la Coutume & le sentiment de d'Argentré ; & l'on n'y connoît d'autre droit de Moulin que celui qui est attaché à la mouvance dans son principe ; de sorte que si la mouvance ne se trouve pas jointe au droit de suite de Moulin, ce n'est que par accident, & parce que ce droit en a été démembre & détaché. Mais il ne cesse pas d'être réel & féodal, puisqu'on en doit les redevances & reconnoissances au Seigneur, qu'on en paye les lods & ventes en cas d'aliénation, qu'il tombe dans les partages d'immeubles, & qu'il est sujet au retrait, soit lignager, soit féodal ; & lorsqu'il y a action, soit pour le droit ou pour la possession, soit entre deux Seigneurs ou avec les Sujets à la suite du Moulin, il est d'un usage certain que la connoissance n'en appartient qu'aux Juges du réel. Arrêté à Rennes le 9. Aoust 1709. *Signé*, R. de Lescaudu, Dorigny, Nouvel, S. Doultremer, Guichard, du Perray Brossays, le Guallez, Beart, Garnier, Poullain, F. Querard & Yvon.

Du 15. Mars 1712.

L'apel d'une Sentence renduë entre majeurs & signifiée à Procureur & à Partie, est non recevable 10. ans après la signification à Partie ou domicile.

LES anciens Avocats postulans au Barreau du Parlement de Bretagne certifient à qui il apartiendra, que

Art. 17.
du T. 27. de
l'Ordonn.
de 1667.

c'est une maxime certaine en Bretagne que l'appel d'une Sentence renduë entre majeurs, & qui a été dûëment signifiée à Procureur & à Partie, ou domicile, n'est point recevable après dix ans, à compter du jour de la signification à Partie ou domicile, & que l'article 17. du Titre XXVII. de l'Ordonnance de 1667. est observé à la rigueur dans la Province. Deliberé au Parquet le 15. Mars 1712. Signé, Primaignier, Sindic, Garnier, Yvon, Poullain, Desclos, Maugars, Dorigny, Nouvel, Morvan, Lory, J. Arot, Gobbé, F. Querard, Milliere, & Guichard.

Du 17. Mars 1714.

Les interets des lods & ventes d'un contrat frauduleux sont dûs de droit & sans demande au Seigneur du jour du Contrat.

Le Seigneur de Fief est préférable à tous Créanciers sur les héritages sujets à ses droits féodaux, pour les frais faits contre le Vassal pour le recouvrement de ces droits.

LES anciens Avocats postulans au Parlement de Bretagne attestent à qui il apartiendra, que c'est une jurisprudence certaine en Bretagne que les interets des lods & ventes d'un contrat frauduleux sont dûs de droit & sans demande au Seigneur de Fief du jour dudit contrat. Ils attestent pareillement que c'est une maxime certaine dans la Province que le Seigneur de Fief, pour les frais qu'il est obligé de faire contre son Vassal pour le recouvrement de ses droits féodaux, est préférable à tous Créanciers, sur les héritages sujets ausdits droits. Délibéré au Parquet le 17. Mars 1714. Signé, Le Batard, Biffart, Poullain, Ecolasse, Dorigny, G. F. Dubreil, Gobbé, Esmenard, Pierre Prevost de la Caillerie, F. Querard, Morvan, Guichard, J. Arot, Simon, le Guallez & Maugars.

Du 13. Avril 1723.

Les deux qualités d'Avocat & de Procureur soit au Parlement, soit dans les Présidiaux sont incompatibles.

LES anciens Avocats postulans au Barreau du Parlement de Bretagne attestent qu'il n'est point d'usage, & que l'on n'a jamais vû d'exemple qu'un même Officier ait fait en même tems les fonctions d'Avocat & de Procureur au Parlement, ni dans les quatre Présidiaux de la Province, & que ces deux qualités ont toujours été incompatibles, tant au Parlement, qu'ausdits Présidiaux. Fait au Parquet à Rennes ce 13. Avril 1723. Signés, Primaignier, Sindic, G. F. Dubreil, Charpentier, Yvon, Gardin, F. Querard, Fr. Odyé, Morice, Perrinneau, Guynard & Ronfin.

Nota. La même incompatibilité a lieu pour les fonctions d'Avocat & de Procureur à la Chambre des Comptes. Ch. 112. du Tome premier.

Du Premier May 1723.

Les apointemens en droit, ou à informer s'exécutent par provision nonobstant l'apel & sans y préjudicier; à moins que la cause d'apel ait été commencée au Parlement ou qu'il y ait un Arrest de deffense: & l'exécution de l'apointement faite avec protestation n'opere pas de fin de non recevoir contre l'apel de ce jugement & des autres jugemens rendus en conséquence.

LES anciens Avocats au Parlement de Bretagne soussignés attestent que l'article 6. de l'Arrest de Reglement du Parlement de ladite Province du 16. Aoust 1707. qui enjoint à tous les Juges de ladite Province de passer outre aux jugemens des procès apointés, nonobstant l'a-

pel de l'apointement, à moins que la cause n'eût commencé à être plaidée contradictoirement au Parlement, est observé dans toutes les Jurisdictions de ladite Province, tant à l'égard des apointemens à écrire & produire, qu'à l'égard des apointemens à informer en matiere civile, & que les appellations interjettées n'empêchent point l'exécution desdits apointemens, à moins qu'il n'y ait eû Arrest de deffenses signifié, ou que la plaidoirie de la Cause n'ait été commencée au Parlement; de sorte que les Juges reçoivent des productions & écritures, procedent aux enquêtes & même jugent diffinitivement, sans préjudicier à l'apel des apointemens, ni aux appellations, que l'apellant peut interjetter en adherant de tout ce qui s'est fait depuis; & que le Parlement évoque le principal, & le juge à l'Audience, lorsque la matiere y est disposée, auquel cas lorsqu'il s'agit d'apel d'apointement à informer en matiere civile, les enquêtes servent pour juger le principal évoqué, ou sont rejettées, suivant que le Parlement juge que la preuve par témoins étoit admissible ou non, sans que tout ce qui a été fait devant les premiers Juges par l'Apellant de l'apointement, sous ses protestations de non préjudicier à son apel; puisse lui être oposé pour fin de non recevoir au Parlement, lorsqu'il s'agit de juger son apel de l'apointement & ceux qu'il interjette en adherant de tout ce qui a été fait en consequence pour faire évoquer le principal. Deliberé au Parquet ce premier May 1723. *Signés*, Garnier, Poullain, Brindejone, Garnier, Charpentier, Yvon, Marot, S. Doultremer, J. Deschamps, F. Querard, Morice, Ronfin, Gardin, Duclos, Begueret, A. Bertin, J. Mesnage, Perrineau & Desclos Avocats.



Du 28. Juin 1723.

On ne recolle point les témoins lorsqu'il n'y a pas de Règlement à l'extraordinaire, & qu'il n'y a point lieu de prononcer une peine afflictive.

L'amende n'est point infamante en Bretagne & l'on peut y condamner quoiqu'il n'y ait eu ni décret de prise de corps ; ni Règlement à l'extraordinaire.

LES anciens Avocats postulans au Barreau du Parlement de Bretagne attestent à qu'il apartiendra que c'est un usage certain dans la Province de ne point recoller les témoins lorsqu'il n'y a pas de décret de prise de corps & de Règlement à l'extraordinaire énoncés, & qu'il n'échoit point de peine afflictive. Attestent pareillement qu'en Bretagne l'amende n'est point regardée comme une peine infamante & que pour y condamner il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu un décret de prise de corps ou Règlement à l'extraordinaire prononcé contre l'accusé. Deliberé au Parquet le 28. Juin 1723. *Signé*, de Miniac, Poullain, Yvon, Garnier, Morvan, Morice, de Boismenez Lescornec, F. Querard, A. Anneix, Garnier, Ronfin, M. Barbereau & Logeois Avocats.

Du 3. Avril 1724.

Il est d'usage en Bretagne que la distribution du prix des biens saisis ne se fait qu'après l'adjudication.

LES anciens Avocats postulans au Parlement de Bretagne attestent que c'est un usage certain, dans toute la Province, que lorsque la saisie réelle a été mise sur les biens d'un débiteur, on ne fait la distribution du prix de ces biens saisis qu'après que l'adjudication en a été faite.

Arrêté au Parquet à Rennes le 3. Avril 1724., Signé ,
Yvon , A. Bertin , Lescornec , Charpentier , Ronfin , Du-
liepvre , A. Anneix , Morice , Garnier , Poullain , M. Bar-
bereau , de Faye , Gault , Gobbé & F. Querard.

Du 30. May 1724.

Il suffit qu'un Acte porte que le mari a refusé l'autorité à sa femme , quoiqu'il ne soit pas exprimé que la femme a requis l'autorisation.

Une femme qui plaide en Cour souveraine , peut être déclarée autorisée de Justice sur le refus de son mari , sans qu'il soit besoin de la renvoyer pour cela devant les Juges inférieurs.

La femme mineure , à qui son mari refuse l'autorité , plaide valablement sous l'autorité d'un Curateur qu'elle choisit , sans être obligée de prendre l'avis de ses parens , quand même la perte du procès pourroit entraîner l'aliénation forcée de ses propres.

LES anciens Avocats postulans au Barreau du Parlement de Bretagne attestent , que suivant l'usage & la maxime de la Province , il suffit que dans un Acte il soit rapporté que le mari a refusé son autorité à sa femme , & qu'il n'est nullement nécessaire qu'il soit ajouté dans ledit Acte , que la femme a requis l'autorisation de son mari. Ils attestent pareillement que c'est un usage certain dans la Province , qu'une femme qui plaide en Cour souveraine , sans avoir été autorisée de son mari , peut être déclarée autorisée de Justice sur le refus de son mari , sans qu'il soit besoin de la renvoyer pour cela devant les Juges ordinaires ou de son domicile. Comme aussi , qu'il est inouï & hors d'usage dans la Province , qu'une femme mineure , à laquelle le mari a refusé son autorisation , soit obligée , pour plaider & soutenir un procès , dont la perte pourroit

même entraîner dans la suite l'aliénation forcée de ses propres, de prendre l'avis de ses parens ; mais que l'usage constant de la Province est seulement que la femme dans ce cas-là choisisse un Curateur, sous l'autorisation duquel elle plaide & défend ses droits. Délibéré au Parquet le 30. May 1724. *Signé*, le Batard, Poullain, Gardier, G. F. Dubreil, Morice, Charpentier, Garnier, F. Querard, Gardin, Maugars, Morvan & Mesnage.

Du 20. Juin 1724.

Celui dont le témoignage peut être reçu en Justice est le prud'homme que l'art. 176. de la Coutume requiert, pour signer les Actes à la requête de la Partie qui ne sçait pas signer.

Il est d'usage que les Clercs des Notaires servent de prud'hommes, quoiqu'ils soient fort jeunes.

LES anciens Avocats au Parlement de Bretagne attestent que tout homme, dont le témoignage peut être reçu en Justice, c'est-à-dire, qui n'est point reprochable ni infame de droit ni de fait, est un prud'homme, tel que l'art. 176. de la Coutume de cette Province le requiert, & qu'il peut signer dans un contrat, à la requête d'une Partie, qui ne peut ou qui ne sçait signer elle-même ; & que le plus souvent, lorsque les Actes sont passés au Tablier des Notaires, ce sont leurs Clercs qui signent en qualité de prud'hommes, quoiqu'ordinairement ils soient fort jeunes. Délibéré au Parquet ce 20. Juin 1724. *Signé*, F. Querard *Sindic*, le Batard, Yvon, Duclos, Maugars, Garnier, Brindejonc, Perrineau, F. Odyé, Poullain, M. Barbereau, Morice, G. F. Dubreil, Garnier, Begueret, de l'Epine, Ronfin, Charpentier & P. Odyé.

Du 13. Juin 1733.

La Saisine de l'aîné noble lui donne le droit d'agir seul en demandant & défendant en toutes les affaires de la succession ; & les puînés ne peuvent être oposans aux Arrêts rendus contre lui , s'il n'y a point de sa part de fraude ou de collusion.

LES Avocats au Parlement soussignés attestent, que c'est une maxime constante dans la Province, que toutes les actions actives & passives de la succession résident dans la personne de l'aîné noble, & qu'il a droit de les exercer, tant en demandant qu'en défendant, sans que les puînés, qui n'ont point reçu leurs partages, soient recevables à opposer les Jugemens rendus avec lui, sous prétexte qu'ils n'y ont point été parties ni apellés, à moins qu'ils n'alléguent & ne prouvent de la collusion & de la fraude de la part de leur aîné; c'est une maxime fondée sur l'article 563. de la Coutume & sur l'usage.

Arrêté à Rennes au Parquet le 13. de Juin 1733. *Signé,*
 Querard Bâtonnier, le Bastard, Poullain, Duclos, Bazin
 de la Bintinaye, Le Chapellier, Joseph Arot, A. Bertin,
 Logeais, Begueret, Duliepvre, J. A. Laceron, Brindeau,
 Poullain, Ronfin, de Mareüil, Brindejonc, Charpentier,
 Chevillard, Tanguy, Dufers, Broffays, Dougé, Amette,
 Boyleau, Bernard, A. Anneix de Souvenel, Bureau,
 Frere Jouan de la Chapelle, J. F. Gerbier, J. B. Laceron,
 Pichot, du Parc Poullain, Loreu du Bignon, B. Collet,
 le Faguais, Cotelte, J. Chereil, Perrinneau, Frot, Mahé,
 Robert, de la Croix.



Du 19. Décembre 1737.

L'action en répétition de la dot stipulée propre n'est point confuse, mais seulement endormie dans la personne des Suppôts communs & de leurs enfans; elle se réveille lorsque les estocs se séparent, & alors cette action est propre de succession.

LES anciens Avocats au Parlement de Bretagne, qui ont vû l'Arrêt du Grand Conseil, rendu le 22. Juillet 1737. entre Mademoiselle de S. Gilles & M. le Comte de Langeron & autres, certifient & attestent, qu'il est de maxime certaine dans cette Province, que l'action en répétition de la dot fournie en deniers stipulés devoit être convertis & employés pour tenir nature de propres paternels du côté & ligne de la future épouse (laquelle action après le décès du mari qui a précédé sa femme, & après le décès de ladite femme est parvenue au fils héritier de ses pere & mere) n'est point confuse dans la personne du fils, ni dans la personne de ses enfans qui lui succèdent; mais que ladite action demeure seulement endormie dans les suppôts communs des deux estocs, & se réveille lorsque lesdits estocs viennent à se séparer, auquel cas ladite action est réputée propre de succession.

Cette maxime a déjà été attestée par un acte de notoriété de ce Parquet le 21. Juillet 1706. Elle résulte de l'article 427. de la Coutume de cette Province, & elle est confirmée par la Jurisprudence des Arrêts de ce Parlement, qui s'attachent à conserver les biens dans les familles & lignes d'où ils proviennent. Délibéré au Parquet le 19. Décembre 1737. *Signé*, F. Querard *Bâtonnier*, Poullain, M. Barbereau, Logéois, Brossays, Chevillard de Melon, Pepin, Brindejonc du Plessix, Charpentier, Ronfin, Bureau, de la Villevan, Cotelte, du Parc Poullain, de la Croix, Begueret, Frot, Gerbier, Perron, Gerbier de Vologé.

Even, Boudoux, F. Cherel, de la Villeon Bacher, J. le Ray, Duliepvre, Amette, Frey de Neuville, Frere Jouan de la Chapelle & Louyer.

Du 14. Janvier 1738.

L'héritage aliéné ou échangé conserve toujours sa nature noble ou roturière, si ce n'est en cas de féage, le Seigneur pouvant afféager roturièrement son domaine noble; mais si l'afféagement ne porte point que l'héritage sera tenu roturièrement, & s'il est tenu à foi & hommage, la qualité noble est toujours conservée, sans souffrir d'altération par les rentes, dont l'héritage est chargé.

LES anciens Avocats au Parlement de Bretagne attestent à qui il appartiendra, que c'est un usage & une maxime certaine en cette Province, qu'en toute aliénation, cession ou transport d'héritage quelque ce soit, l'héritage cédé & transporté retient & conserve toujours dans la main du cessionnaire la même qualité noble ou roturière qu'il avoit dans la main du cédant, si ce n'est en fait de féage; auquel cas le Seigneur baillant l'héritage à féage, en conformité des articles 358. & 359. de notre Coutume, peut stipuler que l'héritage par lui afféagé sera tenu de lui roturièrement, quoiqu'il fût toujours noble dans sa main. Mais s'il n'y a point de stipulation pareille, & que cet héritage afféagé soit tenu à foi & hommage, il retient & conserve constamment sa qualité noble, quoiqu'il soit même chargé par l'afféagement de quelque rente censive; parce que le Cens en Bretagne ne fait point preuve de roture, & que l'héritage afféagé étant noble dans la main du Seigneur, & tenu de lui à foi & hommage dans la main du Vassal, cet afféagement n'y a apporté aucun changement de qualité. Arrêté au Parquet à Rennes le 14. Janvier 1738. Signé, F. Querard Bâtonnier, Poullain, Glotain, M. Provost,

M. Barbereau, Garnier, F. Odyé, B. Collet, Bonamy, Amette, Garnier de l'Hermitage, Duclos, Delourmel, J. Chereil de Kgatté, Bourgneuf Riallen, Ronfin, Brindejonc du Plessix, Gault, du Parc Poullain, Bureau de la Villevan, Bazin de la Bintinays, J. le Ray, Boudoux, Morin de la Longuinere, Begueret, A. Anneix, Morin, Pepin, Jouffelin & Chevillard de Melon.

Du 6. Juin 1739.

Le delay donné pour renoncer à la communauté est peremptoire lorsque les héritiers de la femme sont majeurs au moment de la dissolution de la communauté.

LEs anciens Avocats postulans au Parlement de Bretagne attestent qu'il est de Jurisprudence en cette Province que les héritiers qui sont majeurs, au moment de la dissolution d'une communauté conjugale, doivent dans trois mois à compter du jour du décès de la femme mariée à laquelle ils succèdent, requérir si bon leur semble un état de ladite communauté pour délibérer dans les 40. jours suivans sur leur acceptation ou repudiation de ladite communauté, après lesquels délais ils sont communiens de droit, au cas même qu'il n'y ait pas eû d'inventaire, & qu'ils n'ayent point porté la main aux biens de lad. communauté, sans qu'ils soient recevables, même dans ce dernier cas, à y renoncer après l'expiration desdits délais, parce que ces délais sont peremptoires en Bretagne. Arrêté au Parquet le 6. Juin 1739. *signé*, F. Querard, Bâtonnier, B. Collet, Begueret, Amette, Charpentier, du Parc Poullain, Pepin, Boudoux, F. R. Querard, Bonamy, Bourgneuf, Riallen & Even.

V. Le Chapitre 54. cy-dessus & le Chapitre 33. du premier Tome.

FIN DES ACTES DE NOTORIETE'.



TABLE DES MATIERES.

A.

ABBAYE, Abesse. V. Alienation.

Absent, Formalitez du mariage des enfans mineurs de l'absent, pag. 594.

Abus. Dans l'examen d'un apel comme d'abus, on doit principalement considerer le motif du Promoteur & de l'Official. p. 413.
Competence du Juge Ecclesiastique pour scandale, trouble au Service Divin & commerce avec une mineure, le decret de prise de corps decerné pour ces delits n'est point abusif.

Distinction entre les delits commis dans les Monasteres & au dehors; entre les Monasteres réunis ou ou non réunis à une Congregation exempte; entre les delits contre les Loix du Royaume & les simples contraventions à la regle Monastique. pag. 411. & suivantes.

Jurisprudence. pag. 416.

Abus. Restitution toujours recevable contre les consentemens en cette matiere. pag. 88.

Injustice évidente, moyen d'abus. pag. 103.

Action. pour reprise de dot reputée propre ne se confond point dans

le supposit commun. pag. 637.

Affectement. V. Féage.

Ainé Noble. Saisine en directe & collaterale. pag. 627.

Effets de cette Saisine. pag. 636.

Alienation de biens Ecclesiastiques nulle. pag. 70.

Formalités prescrites pour la validité de l'alienation des biens du Monastere. pag. 72. & suivantes.

Si la prescription peut avoir lieu. pag. 74. & suivantes.

Apel non recevable après 10. ans depuis la signification. p. 629.

La fin de non recevoir de 10. ans commencée contre le majeur continuée contre le mineur. pag. 441.

Apel comme d'abus. V. *Abus*.

Apoinement. V. *Reglement*.

Apoinement par défaut contraire à l'Ordonnance. pag. 434.

Apoinement en droit ou à informer s'exécute par provision, & l'exécution avec protestation ne nuit point à l'apel. pag. 631.

Apropriement. S'il est nécessaire pour enramager le feage noble. p. 461.

Appropriement s'il est valable sur bannies commencées trois mois après l'Insinuation. pag. 606. & suivantes.

Association

Association dans un acquêt. p. 466.

Aveu. V. *Seigneur*.

Avocat. Fonctions d'Avocat & de Procureur incompatibles. pag. 631.

Autorité. Forme requise pour le refus d'autorité & pour l'autorisation de la femme mariée par Justice. pag. 634.

Quid De la femme mineure? *Ibid*.

B.

B *Anqueroute*. Peine contre ceux qui la favorisent. p. 449. 452.

Batard. Alimens. pag. 278. 307. 383.

Difference entre ceux qui sont *spurii* ou *vulgo quæsit* & ceux qui sont nez d'un concubinage. pag. 289.

Ancien droit François en faveur des Batards avouéz. pag. 366.

Batardise. Si le droit de Batardise est compris dans la Généralité des successions vacantes & abandonnées. pag. 16. 18. 23.

Benedictin non-réformé poursuivi criminellement devant l'Official. V. *Abus*.

Benefice d'inventaire. V. *Vente judiciaire*.

C.

C *As privilégié*. V. *Abus*.

Caution. V. *Paulette*.

Changement de surface. V. *Dîme*.

Commencement de preuve. V. *Preuve*.

Commerce d'un Religieux avec une mineure. V. *Abus*.

Communauté. Si le delay donné à la veuve pour y renoncer est pe-

remptoire. De quel jour ce delay doit courir. pag. 550. & suivantes. pag. 639.

Quelle doit être la forme de la renonciation à la communauté. pag. 556.

Du droit habituel de la femme à la communauté pendant la vie de son mari. pag. 565.

Si la renonciation à la communauté peut être conditionnelle. p. 566.

Distinction des deux delays donnez pour faire inventaire & pour deliberer. pag. 574.

Compétence des Juges des Eaux & Forests pour marchez de bois, cendres & charbon. pag. 1.

Concubinage. Son effet chez les Romains pour la legitimation des enfans. pag. 280. 292. 345. 347. 354.

Confession. De son indivisibilité. pag. 451.

Constitution. Quand il y a lieu à conversion du contrat de constitution en obligation pure & simple pour vente des hypoteques. pag. 61. 238.

Contrat de mariage. V. *Mineur*.

Convenant. Retrait. V. *Retrait*.

Corvées dans l'Usément de Rohan. pag. 453. & suivantes.

Si les Corvées peuvent être regardées comme droits naturels de Fief. pag. 455. 457. 460.

Si l'on peut obliger les Vassaux de les faire lorsqu'ils ne peuvent aller & revenir dans un jour. pag. 457. 460.

Coûtume. Maxime sur l'interprétation de la Coût. pag. 118. 146.

ARTICLES DE LA COUTUME CITEZ OU EXPLIQUEZ.

T R È S - A N C I E N N E.

CHAPITRE 40. 41. pag. 466. 470. CH. 220. pag. 466. 470.

M m m m

CH. 222. & 233. pag. 404.
CH. 254. pag. 459.

CH. 262. pag. 464. 465.

A N C I E N N E C O U T U M E.

ART. 154. pag. 492.
ART. 208. pag. 484.
ART. 265. & 266. pag. 466. 469.

ART. 284. pag. 470. 472.
ART. 346. pag. 117.

N O U V E L L E C O U T U M E.

ART. 43. pag. 422. 425.
ART. 52. pag. 400. 404.
ART. 53. pag. 404.
ART. 60. pag. 464. 465.
ART. 67. pag. 402. 432.
ART. 67. 68. 69. 70. 71. 75.
76. pag. 403. 399.
ART. 80. pag. 270.
ART. 104. pag. 404.
ART. 133. pag. 42. 47. 55. 433.
ART. 159. pag. 493.
ART. 160. pag. 450. 451.
ART. 176. pag. 635.
ART. 191. 192. pag. 479. 484.
ART. 229. pag. 448.
ART. 247. pag. 230.
ART. 248. pag. 229.
ART. 254. pag. 229.
ART. 269. pag. 466. 469.
ART. 281. pag. 112. 115. 123.
144. 177.
ART. 285. pag. 178.
ART. 286. pag. 441.
ART. 289. pag. 111. 456. 459.
ART. 290. pag. 111. 456. 459.
ART. 296. pag. 441.
ART. 298. pag. 466. 469. 470.
472.
ART. 304. pag. 270.
ART. 306. pag. 400.
ART. 312. pag. 470.
ART. 316. pag. 270.
ART. 332. pag. 455. 459.
ART. 343. pag. 395. 404.
ART. 346. pag. 400.
ART. 354. pag. 433.

ART. 358. 359. pag. 464. 465.
ART. 360. pag. 46. 395. 404.
433.
ART. 362. pag. 40. 46.
ART. 366. pag. 433.
ART. 368. pag. 109. & suivantes.
121.
ART. 437. pag. 448.
ART. 476. pag. 289.
ART. 478. pag. 278. 289. 307.
384.
ART. 537. pag. 396. 405.
ART. 540. pag. 260.
ART. 574. pag. 448.
ART. 595. pag. 261.
Creancier *V.* Spoliation.
Criées. V. Instance.
Crimes d'un Religieux. *V.* Abus.
Curé. Si le titre de Pasteur lui donne le droit de presider aux Assemblées du Général de sa Paroisse. pag. 5. & suivantes.
Curez primitifs. Quand peuvent presider aux Assemblées du Général de la Paroisse. pag. 6. & suivantes.
Declarations de 1726. & 1731. concernant les Curez primitifs.
Ibid.

D.

D Atte. Si elle est necessaire à peine de nullité. pag. 586.
Debitéur. Son obligation vers les Créanciers pour la conserva-

- tion de leurs hypoteques. pag. 486.
- Decimateur. *V.* Dixme.
- Declaration du Roy du Mois de Mars 1696. pag. 415.
- Declaration du Roy de 1698. pour les Hôpitaux expliquée. pag. 8. 12.
- Declaration du Roy du 30. Juillet 1710. pag. 248.
- Declarations du Roy de 1726. & 1731. concernant les Curez primitifs expliquées. pag. 6. & suivantes 234.
- Declaration du 22. Novembre 1730. pag. 417.
- Declinatoire de l'accusé. Forme d'y prononcer. pag. 418.
- Decret de prise de corps. *V.* Abus.
- Défaut. Apointement par défaut deffendu. pag. 434.
- Delits d'un Religieux. *V.* Abus.
- Deny de Justice. Quand est un moïen d'abus. pag. 88. 96. 102.
- Denombrement. *V.* Seigneur.
- Depens. L'Intimé dans l'apel d'une liquidation de depens obligé de communiquer à l'Apellant le memoire sur lequel la liquidation a été faite. pag. 475.
- Deport. *V.* Juge.
- Desaveu des enfans par les pere & mere. *V.* Legitimation.
- Distribution. *V.* Vente judiciaire.
- Divertissement. *V.* Spoliation.
- Divorce chez les Romains. De la naissance de l'enfant depuis le divorce. pag. 279.
- Dixme en cas de changement de surface. pag. 496. & suivantes. 523. & suivantes. pag. 548.
- Coûtume & Usage des lieux en matiere de Dixme.
- Ordonnance de Philippe le Bel. vulgairement nommée la Philip-pine. pag. 499. 524. 545.
- Jurisprudence sur le changement de surface quand le Decimateur peut s'en plaindre. pag. 500. & suivantes. 525. & suiv. 533. 545. 547. 548.
- Des contestations entre les Decimateurs sur le changement de surface. pag. 518. 544.
- Edit de 1657. pag. 501. 514. 530. 546.
- Quand la Dixme est insolite. pag. 509.
- Difference entre la Dixme & la servitude. Dixme due par les fruits & non par le fonds. pag. 513. 523. 545.
- De la Dixme des fruits coupez en verd. pag. 516. 543.
- Effet de la possession en matiere de Dixmes. pag. 517.
- De la prescription de la Dixme. pag. 517.
- Faveur du droit du Recteur en cette matiere. pag. 517.
- Dixme d'agneaux & toison, si elle appartient de droit au Recteur. pag. 90. 98.
- Domaniers de Corlay. *V.* Corvées.
- Donation. Ce qui la caracterise. pag. 463.
- Donation par contrat de mariage à l'un des conjoints & à ses enfans si elle peut avoir son execution avant la mort du donateur.
- De la nature des donations à cause de mariage & de leurs effets. pag. 596. & suivantes.
- Quel droit à l'héritier présomptif pour attaquer le don excessif. pag. 602. 604.
- Dot reputée propre. *V.* Action.
- Double. De la nature des billets doubles, s'ils doivent être signés de toutes les Parties. pag. 590.
- Droit. Reglement pour les Etudes de Droit. pag. 56.

Droit Canonique merite moins de consideration sur l'état des hommes que le Droit Civil. Pourquoy? pag. 349.
Droits de Fief. *V.* Fief.

E.

Eaux & Forests. V. Competence. Ecclesiastiques. Défenses de s'emparer d'aucuns meubles que les Sceaux n'ayent été apposez. pag. 61.

Ecriture privée. *V.* Seing privé.
Edit de 1695. Art. 27. pag. 246. 250.

Art. 34. pag. 248.

Edit des Tutelles. pag. 439.

Eglise Matrice. Sa Superiorité sur la Succursale. pag. 231.

Emprunt à la grosse aventure. V. Grosse aventure.

Enramagement. *V.* Ramage.

Entrée. Reglement sur les Droits d'entrées de la Ville de Rennes. pag. 58.

Eventillement. *V.* Retrait.

Evêque. Refus qu'il fait d'établir un Vicaire dans une Paroisse où il n'y en avoit pas n'est point abusif. pag. 85. & suivantes.

Evêque Chanoine peut-il faire des Reglemens sur les Droits du Chapitre. pag. 88. 95.

Evêque. Du Droit des Evêques pour le Reglement de l'honoraire des Ecclesiastiques. pag. 246. 250.

Du Droit de l'Evêque pour le Reglement du Service Divin. pag. 248. 249. 252.

Du Droit de l'Evêque pour l'approbation des Prêtres. pag. 250.

Extrait Baptistere. Son effet en matiere de filiation. pag. 289.

F.

Fabrique. Reglement pour l'employ de leurs deniers. p. 255.

Famille. Effet du témoignage de la famille en matiere d'état. p. 16.

Faux. Le Défendeur en inscription de faux ne peut fournir de requête d'attenuation avant l'instruction du faux. pag. 386.

Feage peut faire perdre la nature noble de l'héritage. pag. 638.

Feage noble. Retrait en feage noble non approprié. pag. 461.

Caracteres du Feage. pag. 464. 465.

Quels biens peuvent être affeagez noblement. pag. 464. 465.

Fief. Droits naturels de Fief, ce qui les caracterise. pag. 454. 455.

Fief anomal. *V.* Seigneurie fonciere.

Filiation. V. Legitimation & preuve.

Filiation. Comment se prouve faute de Registres. pag. 16. 19.

Forests. Jurisdiction des Eaux & Forests. *V. Competence.*

Fossez. Reglement contre leur demolition. pag. 256.

Fraude contre les Créanciers. *V.* spoliation.

G.

Garentie. Quand a lieu lorsque la non-garentie a été stipulée.

Quand a lieu en vente de *Quidquid juris* quand la prescription commence contre l'action de garentie. pag. 204. & suivantes.

Etendue de la garentie en cas d'éviction. pag. 208. 212.

Greniers. *V.* Seigneur.

Grenier du Seigneur à quelle distance doivent être de la demeure

des Vassaux. pag. 457. 458.
Grosse fait foy jusqu'à l'inscription en faux. pag. 493.
Grosse aventure. Emprunt frauduleux à la grosse aventure assujettit le preneur aux profits maritimes. pag. 215.
Gruiers V. Competence.

H.

*H*omme vivant, mourant & confisquant. Droit de l'exiger imprescriptible. pag. 109. & suiv.
Pourquoy il est du. pag. 110. 113.
Honoraires des Ecclesiastiques. V. Evêque.

I.

*J*eux de hazard *V. Reglement.*
Indemnité imprescriptible. pag. 107. & suivantes.
Injustice évidente, moyen d'abus. pag. 103.
Inscription de faux. *V. faux.*
Inscription de faux nécessaire pour prouver le deport d'un Juge contre la disposition d'un jugement qui porte qu'il a connu de la cause. pag. 490.
Insinuation. *V. Appropriement.*
Edit des Insinuations afin d'appropriement & Arrests du Conseil & du Parlement sur cette matiere. pag. 607. & suivantes.
Instances d'ordre, Saisie & Criées, Reglement pour ces Instances. pag. 203.
Interests. S'ils sont dûs par le debiteur qui a transporté en payement d'interests à son Créancier un contrat de constitution, dont ce Créancier n'a pû se faire payer, ou si la demande de ga-

rentie formée par le Créancier doit se borner au principal de ce contrat. pag. 576. & suivantes.
Interests d'interests quand peuvent être dûs. pag. 579.
Interests des lods & ventes d'un contrat frauduleux dûs dès le jour dû contrat. pag. 630.
Inventaire. Si des papiers qui sont en main tierce doivent être inventoriez. pag. 555.
Juges Presidens des Assemblées des Paroisses pag. 3. & suivantes.
Juge pris à partie pour incompetence ne peut prouver son deport, contre les termes de la Sentence, sans inscription en faux. pag. 490.
Juge qui preside. Son devoir pour la redaction & revision des Jugemens. pag. 491. 494. 495.
Si la preuve par témoins a lieu contre les termes d'un jugement. pag. 491. & suivantes.
Si le Juge deporté est obligé de quitter le Siege. pag. 45. 491. & suivantes.
Juges d'Eglise. V. Jurisdiction Ecclesiastique.
Jugement. *V. Juge.*
Jugement interlocutoire. Si le Juge qui l'a rendu peut le reformer. pag. 559.
Jurisdiction sur les Domaniers. pag. 263.
Jurisdiction Ecclesiastique. Incompetente pour la separation de corps. pag. 34. 267.
Connoît de fœdere matrimonii. pag. 36.
Ne connoît point de la validité du mariage lorsqu'elle est incidente à quelque affaire temporelle. pag. 36.
Quand le Juge d'Eglise peut contraindre les personnes illegiti-

mement mariées de se separer.
pag. 37.

Jurisdiction Ecclesiastique. Si le Juge d'Eglise peut mettre en la disposition de l'Evêque le Service de la Messe du matin.

S'il peut nommer un Prêtre pour la desservir par préférence aux Prêtres étrangers. pag. 243. & suivantes.

Jurisdiction Ecclesiastique volontaire. pag. 246. 250.

L.

Legitimation par mariage subse-
quent. Si la preuve par témoins
de la filiation est recevable &
peut operer cette legitimation.
pag. 273. & suivantes 367.

Si cette legitimation se fait *in vitis
parentibus.* 276. 290. 292.
295. 310. 345. 355. 360.

*D*ifference des enfans avoüez & de
ceux qui ne le sont pas; des en-
fans nez *in electo contubernio* &
de ceux qui proviennent de com-
merces furtifs. pag. 280. & sui-
vantes 290. 309. 345. 347.

De la preuve qui resulte de l'opi-
nion des voisins & du traitement
filial. pag. 285. De la nomina-
tion & de la ressemblance. pag.
312. 356.

Jurisprudence du Royaume. pag.
286. 291. 299. 312. 363.
371.

*D*ifference entre la legitimation par
mariage & la legitimation par
rescrit du Prince. pag. 297.

Si la legitimation par mariage sub-
sequent est favorable. pag. 321.

Origine & progrès de cette legiti-
mation pag. 328. & suivantes.

Legitimité. Comment se prouve au
défaut de Registres. pag. 16, 19.

Lettres de Chancellerie. Reglement
pour leur expedition. pag. 253.

Lettres de Noblesse. V. *Noblesse.*

Lods & ventes dûs quoiqu'il n'y
ait pas de prise de possession.
pag. 397.

Lods & ventes recelés, intérêts
dûs. pag. 410.

M.

*M*ain-levée. Le deffaut de mainle-
vée ne peut être objecté à l'hé-
ritier collatéral que par le Sei-
gneur de Fief. pag. 434.

Main-morte. Indemnité & homme
vivant & mourant imprescrip-
tibles. pag. 107. & suivantes.

V. *Homme vivant & mourant.*

Ancien droit de Bretagne sur l'in-
capacité des gens de main-morte
pour acquerir. pag. 116.

Maisons de S. Malo prises au de-
nier 20. pag. 228.

Mariage. Naissance pendant le ma-
riage. Application de la Regle *Pa-
ter est quem nuptia demonstrant.*
pag. 279. 290.

Mariage. Formalitez du mariage
des enfans mineurs de l'absent.
pag. 594.

Mariage clandestin. De quels effets
sont privez les enfans qui en sont
nez. pag. 16. 21.

Mendians. Reglement concernant
les Mendians. pag. 213.

Messe du Matin. V. *Jurisdiction Ec-
clesiastique.*

Mineurs. Reglement sur leur Nou-
riture. pag. 390.

Mineure mariée par ses pere & me-
re, si elle peut être restituée con-
tre la mobilisation portée par
son contrat de mariage. p. 567.

Mineur Apellant. V. *apel.*

Monastere. Delit commis dedans ou

dehors. V. *Abus*.

Moulin. Suite de *Moulin* dans l'U-
sage de *Treguier*. pag. 420.
& suivantes.

Moulin. Le droit de suite de *Mou-
lin* est féodal, quoique demem-
bré de la mouvance. pag. 629.

N.

Nemo tenetur edere contra se. Ex-
plication de cette maxime.
pag. 589. 592.

Noblesse. Lettres de relief de No-
blesse accordées par M. le Duc
de Lorraine. pag. 474.

Noblesse ou roture de l'héritage
ne se perd point par l'alienation
ou l'échange, *secus* par le féage.
pag. 638.

Novales. Appartiennent au Recteur
& non au Curé de la Succursale.
pag. 231.

Novation d'acte quand elle a lieu.
pag. 479. 484. 485.

O.

Obedience. Religieux sans obe-
dience, regardé comme Vaga-
bond & fugitif. pag. 417.

Official V. *Abus*.

Opposans a saisie, &c. Reglement
qui les concerne. pag. 203.

Opposition des puisnez à l'Arrest
rendu contre l'aîné, non rece-
vable. pag. 636.

Ordonnance de 1536. Art. 23. pag.
492.

Ordonnance de *Moulins* Art. 54.
pag. 399.

Ordonnance d'*Orleans* Art. 11. pag.
415.

Ordonnance de *Blois* Art. 27. pag.
416.

Art. 132. pag. 16. 18. 23.

Ordonnance de 1667. Explication
de cette loy sur la preuve par
témoins en matiere d'état. pag.
278. 305. 314. 369.

T. V. Art. 3. & 4. pag. 436. &
437.

Tit. VI. Art. 3. pag. 418.

T. XX. Art. 2. pag. 494.

T. XX. Art. 2. pag. 399.

T. XX. Art. 14. pag. 19.

T. des recusations. Art. 15. pag.
492.

T. XXVI. Art. 5. pag. 494.

T. XXVII. Art. 16. & 17. p. 441.

T. XXVII. Art. 17. pag. 629.

T. XXIX. Art. 1. pag. 439.

Ordonnance de 1670. T. I. Art. 4.
pag. 418. T. X. Art. 19.
pag. 417.

Art. 1. & 11. du T. du faux. pag.
386. & suivantes.

T. XXIII. pag. 388.

Ordonnance des Eaux & Forests. Art.
4. & 5. du T. XXV. pag. 259.

Ordonnance de la Marine. Art. 15.
du T. des Contrats à la grosse.
pag. 218.

Ordre. V. *Instance*.

P.

Paroisse. Motif pour en eriger
une nouvelle. pag. 235.

Assemblée d'un Général de *Paroi-
se* purement seculiere. pag. 9.

Patronage Laïque. Comment s'ac-
quiert. pag. 234.

Paullette doit être remboursée à la
caution qui l'a payée. pag.
478.

Origine & nature de cette impo-
sition. pag. 479. & suivantes.

Pauvres. V. *Mendians*.

Peremption, ne peut être alleguée
comme moien d'apel, par celui
qui a procedé sans s'en servir.

- dans l'instance principale. pag. 223.
- Poisle.* De la formalité de mettre les enfans sous le poisle. pag. 297. 339. 345.
- Portion congrüe.* V. *Recteur.*
- Possession,* sert de titre en matiere de préseance. pag. 9.
- En quoy elle consiste. pag. 401.
- Possession d'Etat.* Ses Effets. pag. 16. 20. 24.
- Si elle est necessaire pour prouver la filiation pag. 286. 296. 310. 353. 361.
- De la possession ou quasi possession d'Etat. *Ibid.*
- Possessoire* de la compétence du seul Juge Laïque. pag. 246.
- Poursuivant* de Saisie, &c. Reglement qui les concerne. p. 203.
- Préférence* pour celui qui a conservé la chose. pag. 487.
- Préférence* du Seigneur pour le recouvrement de ses droits feodaux. pag. 630.
- Prescription.* V. *Alienation.*
- Si la prescription a lieu lorsque le titre vicieux paroît. pag. 81. & suivantes.
- Prescription* De la liberté en faveur du Vassal ne commence que du jour de la denegation. pag. 456.
- Prescription* contre l'apel. V. *Apel.*
- Prescription* contre la demande de garentie, quand elle commence. pag. 204. & suivantes.
- Prescription* de 40. ans, son effet. pag. 112.
- Attention de la Coûtume à marquer le tems de chaque prescription. pag. 144.
- Quand la prescription court contre tous. pag. 156.
- Effet de la prescription de 40. ans. pag. 177. 188.
- Quand elle commence contre l'ac-
- tion de compte de tutelle. pag. 438.
- Presidence* Aux Assemblées des Paroisses, à qui appartient. pag. 3.
- President.* V. *Juge.*
- Présidiaux.* Deffenses aux Présidiaux de prononcer par jugement Présidial en dernier ressort au second chef de l'Edit. pag. 243.
- Présidiaux ne peuvent faire de reglement. pag. 427.
- Preuve.* Commencement de preuve par écrit, ce que c'est en matiere d'état. pag. 319.
- Preuve par témoins du deport. V. *Juge.*
- Preuve par témoins. Si elle est favorable. pag. 316. 319.
- Difference entre la preuve des conventions & la preuve des faits. pag. 318.
- Preuve par témoins* de la filiation. V. *Legitimation.*
- Si la preuve de la filiation est impossible. Explication de la Loy *Lucius Titius.* pag. 279. 303. 350.
- Explication de la maxime *Pater est quem nuptia demonstrant.* pag. 279. 352.
- Si la preuve par témoins de la reconnaissance des pere & mere est recevable. pag. 288. 299. 312.
- Effets de cette reconnaissance. pag. 357.
- Si la nomination, le traitement & la ressemblance sont des preuves. pag. 312. 355. & suivantes.
- Prisage* au denier 20. des maisons de S. Malo. pag. 228.
- Prise à partie.* V. *Juge.*
- Privileges* des Reguliers peu favorables. pag. 415.
- Procédure* criminelle contre un Religieux. V. *Abus.*
- Procuracion.* Lie solidaiement tous les

les contractans quoique la solidité ne soit pas exprimée. p. 29.
Procureurs. Solidité pour leurs vacations. pag. 25.
 Fonctions de Procureur & d'Avocat incompatibles. pag. 631.
Procureur du Roy. Défenses de prendre la qualité de Procureur du Roy dans les écritures fournies au Parlement. pag. 271.
Procureur Fiscal s'il représente le Seigneur en toute matière & si toutes les actions qui concernent le fisc résident en luy. pag. 16. 17. 22.
Profits maritimes. V. *Grosse aventure*.
Promoteur. Son ministère s'étend à la Jurisdiction volontaire. pag. 251.
Prud'homme qui signe dans les actes à requête des Parties, quel il doit être. pag. 635.
Puîné. V. *Aîné*.

Q.

*Q*uasi possession. V. *Possession*.
Quidquid juris. V. *Garentie*.

R.

*R*achat son origine. pag. 399.
Rachat. S'il est dû par la mort du vendeur, lorsque le contrat est sous feing privé, & que l'acquéreur n'est point entré en possession. pag. 393.
 Explication de la règle *Jura metimur à possessore*. pag. 396.
 Plusieurs questions sur le rachat. pag. 393. & suivantes.
 Rachat ne doit être apprécié arbitrairement par le Seigneur. pag. 431.
Ramage. Quand l'héritage est enramagé. pag. 466. & suiv. 473.

Recelé. V. *Spoliation*.
Recollement des témoins, quand doit être ordonné. pag. 633.
Reconnoissance d'un enfant par ses pere & mere. V. *Preuve & Legitimation*.
Recteur. V. *Curé*.
Recteur Decimateur. V. *Dixme*.
Recteur qui opte la portion congrüe, ce qu'il est forcé d'abandonner. pag. 85. 93.
Reglement les Préfidaux n'en peuvent faire. pag. 427.
Reglement contre les appointemens par défaut. pag. 434.
Reglement pour l'expédition des Lettres de Chancellerie. p. 253.
Reglement pour l'employ des deniers des Fabriques. pag. 255.
Reglement contre les demolitions de fosses. pag. 256.
Reglement pour les Audiences du Présidial de Nantes. pag. 427.
Reglement contre les Jeux de hazard. pag. 227.
Reglement sur la nourriture des Mineurs de la Campagne. pag. 390.
Reglement pour les appointemens à mettre sur les demandes de rapport d'Arrest. pag. 240.
Reguliers leurs Privileges peu favorables. pag. 415.
Religieux. V. *Obedience*, *Translation & Abus*.
Religieux coupable. V. *Abus*.
Renonciation. V. *Communauté*.
Rente fonciere possédée par la main-morte, si le Seigneur peut faire vider les mains après 30. ans. pag. 201.
Restitution. V. *Mineur*.
Restitution en matière d'abus. V. *Abus*.
Retrait en Feage. V. *Feage*.
 Si le retrait a lieu pour vente de

N n n n

droits fonciers faite aux Domani-
niers. pag. 463. 464.
Quand le Retrait n'a pas lieu en
affociation. pag. 466.
Retrait Feodal. Le Seigneur ou son
cessionnaire du retrait feodal
n'est point tenu de suivre l'é-
ventillement frauduleux de l'ac-
quereur. pag. 268.
Roture de l'héritage. V. *Noblesse.*

S.

Saint Malo. Maisons prisées au
denier 20. pag. 228.
Saisies. V. *Instance & Vente Judi-
ciaire.*
Saisie feodale quand a lieu. p. 433.
Saisine des successions collaterales
est à la Justice & non à la Sei-
gneurie. pag. 260.
Saisine de l'aîné noble. V. *Aîné.*
Scandale. V. *Abus.*
Seing privé. Contrat de vente sous
seing privé, s'il est valable. pag.
393. & suivantes.
Seing privé ne fait foy & n'a point
de date assurée. pag. 398.
Seigneur. V. *Indemnité* & homme
vivant & mourant.
Seigneur n'est point obligé d'in-
struire son Vassal avant qu'il ait
rendu aveu. pag. 39. & suiv.
Tout Vassal obligé d'avoüer son
Seigneur. pag. 41.
Différence à cet égard entre le Sei-
neur Féodal & le Seigneur Cen-
sier. pag. 43.
Entre le Seigneur & le Vassal lien
de foy & mutuelle obligation.
pag. 45. & suivantes.
Forme essentielle de l'Aveu. pag.
55.
Seigneur ne peut obliger ses Vas-
saux de porter leurs rentes à
des Greniers hors l'étenduë du

Fief. pag. 223.
Seigneur. Préférence pour le recou-
vrement de ses droits feodaux.
pag. 630.
Seigneurie. Si les Officiers des Ju-
risdictions peuvent être Associez
dans les Amendes & Casuels des
Seigneuries. pag. 16. 18. 23.
Seigneurie fonciere. Ce que c'est, &
ses effets. pag. 421.
Différence entre la Seigneurie pu-
rement fonciere, & celle qui a
principe de Fief. pag. 423.
424.
Separation de corps. V. *Jurisdiction
Ecclesiastique.*
Service Divin, Trouble & scanda-
le. V. *Abus.*
Signature de toutes les Parties, si
elle est nécessaire dans les billets
doubles. pag. 586.
Solidité pour les vacations des Pro-
cureurs. pag. 25.
Si la solidité se supplée lorsqu'elle
n'est pas exprimée. pag. 29. 31.
Spoliation. Des enfans ayant detour-
né les effets de leur mere sont
personnellement responsables
vers ses Créanciers. pag. 445.
Spoliation des papiers de la Tutel-
le opere quittance du compte
contre le mineur. pag. 448.
Subcuré. V. *Succursale.*
Subside. Explication de ce mot
Dans l'art. 289. de la Coût-
me. pag. 456.
Succursale. De l'érection d'une
succursale.
Le Subcuré ne peut prétendre les
Noales ; & ne peut avoir de
Portion Congruë, si par l'érec-
tion il a été pourvû à sa dota-
tion. pag. 231.
Superficie ou *Surface.* Changement
de surface en matiere de Dixme,
pag. 496. & suivantes.

T.

Temoignage de la famille, sa force en matiere d'Etat. pag. 16. 19. 24.

Témoins passent Lettres. Ancienne maxime du Droit François. pag. 318. 320.

Titre vicieux, s'il empêche la prescription. pag. 81. & suivantes.

Titre. On ne peut prescrire contre son titre. pag. 233.

Titres anciens. Maximes sur leur authenticité. pag. 249.

Translation d'un Religieux en un autre ordre. Obligation de communiquer le Bref à Mr. le Procureur Général lorsqu'il le requiert. pag. 417.

Religieux transféré ne peut changer d'habit sans le ministère du nouveau Supérieur. pag. 417.

Treuve. V. Succursale.

Trouble au Service Divin. V. Abus.

Tutelle. V. Prescription & Spoliation.

Quand la Tutelle finit. pag. 439. 441.

V.

Vassal. V. Seigneur.

Vente. Quand elle est parfaite. pag. 396.

Ce qui la caractérise. pag. 463.

Vente judiciaire. Quand les Créanciers antérieurs peuvent faire rapporter les Créanciers postérieurs, qui ont touché à la distribution des deniers ajugez par decret.

Différence de la Saïsie, & du Benefice d'inventaire. pag. 627.

La distribution des biens vendus sur saïsie se fait après l'adjudication. pag. 633.

Veuve. V. Communauté.

Vicaire. V. Evêque.

Usément. Leur esprit sur la suite de Moulin. pag. 421. 425 Examen de la disposition de l'Usément de Broüerec sur ce droit. pag. 425. 426.

Usément de Rohan. V. Corvées.

Usément de Treguier. Jurisdiction du Seigneur sur les Convenans dans cet Usément. pag. 263.

Si le Seigneur Foncier a de droit la suite de Moulin. pag. 420.

Si cet Usément a force de Loy. pag. 423.

FIN DE LA TABLE DES MATIERES.

C O R R E C T I O N S.

Page 319. lignes 22. & 23. effacés, disent ceux qui prescrivient la preuve par témoins. Ligne 24. mettez ce n'est pas disent ceux qui prescrivient la preuve par témoins, ce n'est pas un inconvenient.

P. 331. lig. 30. effacés il est certain, mettez il est constant.

P. 336. lig. 4. effacés il est certain, mettez il est sûr.

P. 349. lig. 11. & 12. effacés le plus souvent, mettez pour la plus grande partie.

P. 356. lig. 5. après dirons-nous, mettez après cela.

P. 356. lig. 14. après la Justice mettez, un point & effacés &c. Mettez à la ligne N'entendés pas.

P. 372. lig. 33. & 34. dans la ligne 33. ôtés de Mr. Talon & mettez à la ligne 34. dans l'Extrait du Plaidoyé de Mr. Talon.

P. 385. lig. 6. pouvoit toujours refuser mettez, avoit toujours refusé.

A P P R O B A T I O N.

J'AY examiné, par ordre de Monseigneur le Chancelier, un Livre intitulé *Journal des Audiences & Arrêts du Parlement de Bretagne*; &c. Tome second : & je n'ai rien trouvé qui puisse empêcher l'impression; A Paris ce 5. May 1740. Signé, RASSICOD.

PRIVILEGE DU ROY.

L OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE :
A nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il apartiendra. SALUT : notre cher & bien amé GUILLAUME VATAR, notre Imprimeur ordinaire de notre Cour de Parlement & du Droit à Rennes, nous a fait très-humblement remonter qu'il souhaiteroit imprimer ou faire imprimer un Ouvrage, sous le titre de *Journal des Audiences & Arrêts de notredite Cour de Parlement de Bretagne, & Actes de Notoriété du Parquet du même Parlement* ; & quoique par sa Charge de notre Imprimeur, il ait droit d'imprimer tous Edits, Déclarations & Arrêts, il nous auroit néanmoins très-humblement fait supplier de lui vouloir bien accorder nos Lettres de Privilège sur ce nécessaires, offrant pour cet effet de les imprimer ou faire imprimer en bon papier & beaux caractères, suivant la feuille imprimée & attachée pour modèle sous notredit contrefel : A CES CAUSES, voulant favorablement traiter ledit Exposant, en considération des bons témoignages qui nous ont été donnés des Services qu'il nous a ci-devant rendus, & ceux qu'il nous rend encore actuellement & au Public comme notre Imprimeur, Nous lui avons d'abondant permis & accordé, permettons & accordons par ces Présentes, d'imprimer ou faire imprimer le Journal des Audiences & Arrêts de notredite Cour de Parlement de Bretagne, & Actes de Notoriété du Parquet du même Parlement, en un ou plusieurs Volumes, conjointement ou séparément, & autant de fois que bon lui semblera, sur papier & caractère conforme à ladite feuille imprimée & attachée sous notredit contrefel, & de les vendre, faire vendre & débiter partout notre Royaume pendant le tems de seize années consécutives, à compter du jour de la date desdites Présentes : Faisons défenses à toutes sortes de personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de notre obéissance, comme aussi à tous Imprimeurs, Libraires & autres d'imprimer, faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire ledit Journal des Audiences & Arrêts de notredite Cour de Parlement de Bretagne, & Actes de Notoriété du Parquet du même Parlement, en tout ni en Partie, ni d'en faire aucuns Extraits sous quelque prétexte que ce soit, d'augmentation, correction, changement de titre, même en feuilles séparées ou autrement, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de douze mille livres d'amende contre chacun des Contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel Dieu de Paris, l'autre tiers audit Exposant, & de tous dépens, dommages & intérêts, à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris dans trois mois de la date d'icelles : Que l'impression de cet Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, & que l'Impétrant se conformera en tout aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10. Avril 1725. & qu'avant que de l'exposer en vente, le manuscrit ou imprimé qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, es mains de notre très-cher & féal Chevalier Garde des Sceaux de France le Sieur Chauvelin ; & qu'il en fera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier Garde des Sceaux de France le Sieur Chauvelin ; le tout à peine de nullité des Présentes, du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant ou ses Ayans cause, pleinement & paisiblement sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement, voulons que la copie desdites Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit tenuë pour dûëment signifiée, & qu'aux Copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secretaires, foi soit ajoutée comme à l'Original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent de faire, pour l'exécution d'icelles, tous Actes requis & nécessaires sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires. CAR tel est notre plaisir. DONNE à Paris le vingtième jour du mois d'Avril, l'an de grace mil sept cent trente-six. Et de notre Règne le vingt-unième. Par le Roi en son Conseil. Signé, SAINSON.

Registré sur le Registre de la Chambre Royale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N^o. 76. Fol. 252. conformément aux anciens Réglemens confirmés par celui du 21. Février 1723. A Paris le 21. Avril 1736.

G. MARTIN, Syndic.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
PRESS

NATIONAL LIBRARY OF CANADA
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU CANADA
WITHDRAWN - RETIRÉ

